This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

P 55
S 3

~~60~~

50

Potter

ÉTUDES

SOCIALES.

De Potter.

> Quand l'esprit d'examen, de doute, a ébranlé tout principe social d'autorité et de foi, la morale constitutive de la société humaine ne peut plus être rétablie que par l'intelligence, et sous la forme exclusivement d'une science démontrée à la raison.
>
> TOME 2, n° 7.

BRUXELLES.
A. JAMAR, ÉDITEUR-LIBRAIRE,
RUE DES MINIMES, 8 BIS.

1843

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
151291
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.

1840

ET

LA HOLLANDE.

N° I.

Écoute la voix du peuple.

LES ROIS, l. 1, c. 8.

1840, la fin du monde pour les uns, devait être pour d'autres la fin de nos maux. Car qui ne voit qu'il faut nécessairement que quelque chose finisse? qui ne voit qu'il faut que le chaos social se debrouille, si l'on ne veut que la société elle-même tombe dans la confusion et l'anarchie? qui ne voit que nous sommes arrivés au terme des misères humaines ou au dernier jour de la vie humanitaire?

C'est donc l'année aux grandes choses, l'année réparatrice, qui rendra à l'humanité ses droits, à tout homme la possibilité de vivre, et de vivre sans s'hu-

milier, sans s'avilir, avec celle de s'éclairer, de s'améliorer et de prospérer ; l'année qui reconstituera la société dans sa force et son honneur qu'elle croyait perdus. C'est l'année de l'espérance, l'année de l'avenir.

Il n'y a plus que les niais et les fourbes qui demandent : Que veulent les peuples dans leur impatience? que veut le peuple? Être mieux, leur a-t-on répondu à satiété. Mais, me répliquait un jour un homme dont je ne saurais suspecter la bonne foi, le bien absolu est une chimère, et le mieux c'est l'ennemi de tout bien quelconque. Cela est vrai, dis-je à mon tour, cela est vrai, comme raisonnement de table et de coin du feu. Mais pour ceux qui ne mangent ni ne se chauffent ; pour ceux qui ne sont que mal, qu'horriblement mal? ils ne songent guère ceux-là à votre bien absolu ; leur imputeriez-vous à crime de chercher à diminuer de quelque chose la somme des souffrances auxquelles la société les condamne? Le mieux est l'ennemi du bien, soit ; mais l'attente d'un mal moins insupportable est nécessaire à celui qui ne connaît que le malheur sans mélange aucun de bien-être. C'est prudence aux heureux de la terre de ne pas risquer leurs jouissances réelles, quoiqu'imparfaites, contre la chimère du bien idéal : mais ce leur serait prudence aussi, comme ce serait humanité, au lieu de briser le cœur de leurs frères dans l'affliction, de fortifier en eux la croyance fondée en des jours meilleurs, afin de les sauver du désespoir.

Car ce désespoir deviendrait fatal à tous.

Que n'attend-on pas de l'ère nouvelle où nous semblons devoir entrer! que n'a-t-on pas promis pour l'année qui commence! Tiendra-t-elle plus que d'autres les promesses faites en son nom? Oui, parce qu'elle suit les autres années, et que, par conséquent, elle est à même de profiter de ce qu'elles ont produit avant elle, pour produire davantage elle-même, afin que les années subséquentes profitent également de ses efforts. Non, parce qu'il ne lui est donné d'être à 1839 que, sauf les événements, tout juste ce que 1839 a été à 1838.

L'œuvre de transformation sociale est lente et successive. Elle se fait constamment, mais pas plus pour nous qu'elle ne s'est faite pour nos pères, qu'elle ne se fera pour nos enfants. Cette œuvre se poursuit toujours, mais seulement pour l'humanité. Nous n'avons sur nos pères que l'avantage de leur avoir succédé et de continuer leur tâche; nos enfants continueront la nôtre. L'humanité l'achèvera.

Nous ne disposons ni de la baguette des fées qui opère des changements à vue, ni, bien moins encore, du pouvoir qui ferait de rien quelque chose. Nous ne créons jamais : et lorsque nous improvisons, nos travaux ne durent que le temps qu'ils nous ont coûté.

Tout ce que les hommes ont établi de bon, ont fondé de stable, a été préparé de longue main et mûrement élaboré. Rien ne passe dans le domaine des réalités matérielles que ce qui a préalablement été proposé

par l'entendement à l'entendement, ce qui a été pesé, discuté, contredit, et finalement imposé à notre être moral par les lois inflexibles de la logique, qui sont l'expression de l'essence intellectuelle même.

Mais comment alors expliquer ces prédictions si solennelles, si précises et si concordantes, du moins quant à l'époque assignée à leur réalisation? Hé, mon Dieu! d'une manière bien simple : les prédictions, aussi bien que les vœux, les désirs, dérivent naturellement du mécontentement général, du malaise généralement senti, du besoin urgent d'un changement profond et effectif s'il faut qu'un ordre quelconque succède au désordre universellement reconnu comme intolérable, enfin du sentiment instinctif dans l'homme, qui lui fait conclure de tout besoin réel, de tout vœu raisonnable et juste, à la satisfaction plus ou moins complète de ce besoin, à l'accomplissement plus ou moins prochain de ce vœu.

Personne, je pense, ne niera que, pour la grande masse des hommes, la mesure des maux ne soit comble, comme l'est la mesure de l'iniquité pour ceux que le sort a exceptés du malheur commun.

On ne me contestera pas davantage qu'il ne faudrait qu'un raisonnement un peu plus éclairé et plus sain chez les égoïstes qui jouissent, pour calmer beaucoup de souffrances et mettre un terme à bien des injustices; c'est-à-dire qu'une fort légère réforme dans les esprits redresserait la plupart des abus qui affligent et minent la société.

Et le peuple qui croit à la Providence, en d'autres termes à l'ordre moral, dont son bonheur à lui doit être la condition essentielle, le peuple a manifesté sa foi en proclamant qu'il serait heureux en 1840,. . ou que le monde finirait.

Ici encore la voix du peuple est la voix de Dieu. Mais, comme tout oracle, cette voix pour être bien comprise a besoin d'interprétation. Voici la mienne.

Le but final de la société c'est le bonheur de tous les hommes. Ce but sera atteint. Mais ce ne sera pas de sitôt; ce ne sera surtout pas en 1840.

En cela comme en toutes choses, le principal est de commencer. Or, il est temps et plus que temps de commencer; car bientôt il faudra montrer qu'il y a quelque chose de fait, si l'on ne veut que le peuple perde patience. C'est là ce qui a fait fixer la *mise en train* de la réforme sociale à l'époque même qui se déroule sous nos yeux.

Il ne manque plus que de savoir d'où partira le signal du grand remaniement. On a cru quelque temps que ce serait d'une guerre en Orient. Pour moi, je ne le pense pas. Les gouvernements européens actuels, à la tête eux-mêmes des abus que nous avons à redresser puisqu'ils se posent partout en obstacles à tout redressement possible, ne joueront pas leur existence dans de misérables querelles pour l'acquisition de quelques provinces. Ne les voyons-nous pas constamment se résigner à perdre même une partie de ce qu'ils possèdent, pour seulement conserver le titre de souve-

rains-propriétaires? avec ce titre-là ils comptent bien reprendre un jour tout ce que la fortune leur a enlevé. Mais une fois évincés en principe, que leur resterait-il?

La véritable lutte, la lutte sérieuse, sera indéfiniment retardée; elle serait même, si cela se pouvait, ajournée par les puissances : le cri *En avant!* sera poussé par les peuples ou par un peuple, par celui peut-être de la part duquel on s'attend le moins à cet acte de courage.

Ce ne sera pas une guerre de jalousie de cabinets, une guerre d'ambition et de conquête qui troublera notre *statu quo* politique; ce sera le réveil d'une nation quelconque, lasse enfin de vivre d'espérance et de confiance, le réveil d'un peuple exigeant des réalités et des garanties pour ces réalités. Ce sera, non l'antagonisme des intérêts matériels de quelques familles, mais l'incompatibilité entre les principes qui se disputent le monde, entre la justice et la brutalité, la liberté et l'autorité, l'humanité et le privilége.

La Belgique a laissé échapper la plus belle des occasions pour se mettre à la tête du mouvement émancipateur : elle peut avec le temps en saisir une nouvelle. La question religieuse, d'un moment à l'autre, peut soulever une partie de la Prusse; la question de nationalité, les provinces italiennes et slaves de l'empire d'Autriche. La démocratie et l'aristocratie sont toujours en présence dans la Suisse; la nouvelle société et l'ancienne, en Espagne; la hideuse misère et le luxe insultant, partout. Que serait-ce si les Alle-

mands voulaient une bonne fois et pour tout de bon constater leur droit imprescriptible à la liberté? Le radicalisme anglais, pour paraître moins pressé, n'en est que plus sûr de parvenir à ses fins, qui sont celles de tout pouvoir populaire qui s'organise.

Je parle du vrai radicalisme, pris dans son sens véritable, celui de progrès indéfini, tendant vers la rénovation la plus complète et la plus parfaite. Et les partisans de celui-ci en Angleterre ont montré avec combien de sagacité ils avaient sondé la question sociale, lorsqu'ils ont demandé au pouvoir de les soutenir dans leur lutte à mort contre les aristocraties héréditaire et financière, qui dominent le pouvoir comme elles oppriment le peuple. Le pouvoir ne les a point compris. Quant aux radicaux prétendus qui ont le bouleversement et la violence et les spoliations et les atrocités pour but, ou qui les considèrent comme des moyens propres à faire atteindre le but de l'amélioration et du bonheur de l'espèce humaine, je ne m'en occupe pas ici : ce sont des idiots ou des furieux. Je ne les crains pas davantage. Car la société entière dont ils se déclarent les ennemis, est armée contre leur dangereuse démence.

Avec tant de motifs de perturbation, ne croyons pas à la stabilité des maux qui affligent la société humaine. Le tocsin sera sonné quelque part, et pour peu que le premier choc qui s'ensuivra soit soutenu, la mêlée bientôt deviendra générale.

Qui sait si la Hollande ne donnera pas le branle en

secouant sa machine gouvernementale, usée après un quart de siècle de service, jusqu'à être hors d'état de fonctionner plus longtemps? La Hollande est demeurée simple spectatrice de l'agitation que le besoin d'être mieux a, depuis quarante ans, excitée autour d'elle. Tandis que, fatigués par de longs efforts, ses voisins se reposent et reprennent haleine, les Hollandais semblent vouloir, à leur tour, s'élancer dans la lice de la civilisation progressive.

Il y a dix ans, les institutions du royaume des Pays Bas étaient déjà incomplètes, illusoires, mauvaises en un mot; elles ne sont pas meilleures aujourd'hui : au contraire, dans les dix années qui viennent de s'écouler, nous avons avancé et elles ont vieilli d'autant.

Si, lorsque nous, Belges, nous avons élevé la voix pour réclamer contre leur insuffisance et leur partialité, pour demander qu'elles fussent suppléées dans ce qu'elles offraient de défectueux, et pour exiger leur application stricte et équitable, si nos concitoyens d'alors, les Hollandais, nous avaient appuyés de leurs vœux et de leurs moyens, nous eussions évité les uns et les autres une révolution qui nous a coûté d'énormes sacrifices, et une séparation qui nous affaiblit jusqu'à l'impuissance; et la liberté que nous avons achetée de notre sang et de celui de nos frères, nous l'eussions conquise ensemble, pour eux et pour nous, pacifiquement et sans crainte de la reperdre jamais.

Et le pouvoir que nous aurions *forcé* de respecter

nos droits, y aurait gagné, lui, de conserver le royaume qui lui a échappé, et de ne pas risquer de voir tôt ou tard échapper aussi celui qui lui reste.

Il n'y a plus à reculer maintenant pour l'opposition hollandaise ; le pas est franchi : à moins de se suicider elle-même dans la génération présente et pour vingt-cinq ans au moins, il faut qu'elle marche. Les ambitions et les vanités particulières, dans le parlement et au dehors, auront beau y résister ou l'entraver, on aura beau avoir peur de trop et trop bien réussir, comme c'est l'ordinaire dans toutes les tentatives récentes d'un développement social, le mouvement s'en poursuivra tout de même, et, tantôt plus lentement, tantôt plus vite, ou sourdement, ou enseignes déployées, il approchera les Hollandais du but et le leur fera atteindre enfin. Quoi qu'elle en ait, c'est sur les traces de l'opposition belge de 1828 que l'opposition hollandaise de 1840 doit marcher. Après nous avoir flétris des épithètes de brouillons et de révoltés, de séditieux et de révolutionnaires, les Hollandais bientôt s'honoreront des mêmes titres.

Car je suppose que, pour se créer une nouvelle légalité, une légalité moins illégitime, en d'autres mots, un ordre de choses moins désordonné, ils n'hésiteront pas longtemps à franchir les limites de la légalité à laquelle ils veulent se soustraire. Ce n'est que sur ce terrain exclusivement qu'ils peuvent espérer de triompher du pouvoir, lequel, tant qu'on demeure fidèle à l'ordre établi dont il est la clef de voûte, y défie tous les efforts et résiste à tous les chocs.

Nous avons renversé les *droits antérieurs* qu'affectait le roi des Pays-Bas, il faut bien que les Hollandais aussi les prennent corps à corps. Car à moins que tous les pouvoirs, comme nous l'avons *écrit* dans la constitution de 1831, n'émanent *réellement* de la nation, le peuple ne pourra jamais faire prévaloir ses droits à lui sur les droits que le gouvernement prétendrait tenir d'ailleurs.

Comme nous, ils demanderont la responsabilité des ministres. Mais qu'ils sachent que cela ne mène à rien, n'est rien. La responsabilité est la conséquence de tout acte intelligent; elle est le devoir de quiconque agit avec discernement, c'est-à-dire avec liberté. Tous les dépositaires de l'autorité sont donc responsables envers ceux qui la leur confient, tous, le chef de l'état compris; ou il n'y a plus de souveraineté nationale, pas de représentation réelle, aucune responsabilité quelconque, si ce n'est illusoire et dérisoire, de la part de qui que ce soit.

Combien faudra-t-il encore de ministères se culbutant les uns les autres, wigh ou tory, doctrinaire ou tiers-parti, catholique ou libéral, et, quoique toujours différents, toujours également absurdes; combien faudra-t-il de dynasties sapées, traquées, lapidées, chassées, écrasées, avant que le principe que nous proclamons soit reconnu par les hommes du pouvoir? « L'hérédité n'est qu'un mot, » a dit M. Thiers; j'ajoute : elle n'aura de sens que lorsque la responsabilité sera une vérité. Il n'y a que le fils du roi qui

aura répondu personnellement des actes de son gouvernement, qui puisse être assuré de succéder au trône où il offrira les mêmes garanties.

Pour qu'il y ait responsabilité, il est indispensable qu'il y ait publicité entière et de tous les détails de l'administration, de ceux surtout qui touchent aux intérêts évaluables en argent. c'est-à-dire de toute espèce d'opérations de finances, de tout compte quelconque. C'est là où les hommes sont le plus sujets à faillir; et là aussi, lors même qu'ils sont irréprochables, qu'on les soupçonne le plus facilement de ne pas l'être. La publicité met tout à la fois à couvert les intérêts du public et la réputation des particuliers.

Posons les faits franchement et nettement : le public est le maître, et le seul maître; le pouvoir est à son service comme il est à ses gages. Et pour se convaincre qu'il est bien servi, il faut que le public voie constamment le pouvoir agir sous ses yeux, qu'il en contrôle tous les actes, les juge, et les récompense ou les punisse.

A moins qu'il ne soit bien clairement démontré que le service public, loin de conférer des droits ne fait qu'imposer des devoirs, devoirs de plus en plus lourds et rigoureux à mesure qu'on monte l'échelle des pouvoirs nationaux jusqu'au dernier échelon inclusivement, le gouvernement sera un privilége d'exploitation que chacun s'étudiera à rendre le plus productif possible, et le peuple une vache à lait que, du nourrisseur en chef au dernier garçon d'étable, tous trairont jusqu'au sang.

Ce n'est pas tout. De même qu'il n'y a que des droits nationaux, il ne peut y avoir qu'un trésor national, que des propriétés nationales. On ne conteste jamais à la dette publique sa qualité de *dette nationale;* pourquoi les moyens d'y faire face, et tous les moyens sans exception, ne le seraient-ils pas également? Un *trésor royal* est un outrage à la nation. Car, ce sont surtout les besoins royaux, les depenses dans l'intérêt dynastique et les profusions de la cour qui partout ont fait de la dette de la nation un véritable chancre rongeur, auquel il faudra bien finir par appliquer le fer et le feu de la banqueroute.

Et, soit dit en passant, toute banqueroute est juste quand elle ne froisse les intérêts que de quelques agioteurs et qu'elle sauve tout un peuple; c'est un remède héroïque appliqué à un mal désespéré, une mesure de salut général, justifiée par le danger commun : elle est utile, parce qu'elle tue cette espèce de crédit qui permet à une génération de fous de faire porter les conséquences de ses extravagances par plusieurs générations de victimes.

Je parle ici pour tous les peuples obérés et surtout pour les Hollandais, qui doivent succomber sous le poids dont on les accable, s'ils ne se hâtent de le jeter loin d'eux. Je reviens maintenant à la Hollande spécialement.

La question est de savoir si la maison régnante y sera assez sage, je ne dis pas seulement pour accorder ce que le peuple demande, mais encore pour s'em-

presser d'offrir au peuple tout ce qu'il a intérêt et droit à demander.

Si les Nassau gardent rancune à la révolution belge, le tour le plus sensible qu'ils puissent lui jouer, c'est de mettre incessamment les Hollandais en possession pacifique de ce que les Belges n'ont conquis qu'à la pointe de l'épée. Ce serait aussi la plus complète comme la plus noble des vengeances qu'ils pussent tirer de la dynastie qui est venue en Belgique y remplir leur place.

A en juger par la voie où ils se sont engagés, il est à croire que, bien au contraire, ils prendront à tâche de justifier pleinement par leur conduite les révolutionnaires belges de 1830 [1].

Ou Guillaume accordera trop peu, ou il accordera trop tard. Si la nation se contente de ses concessions, ce sera à recommencer. La question doit être débattue et jugée au fond ; la decision n'en aurait été qu'ajournée. Mais si la nation persiste ; oh ! alors...

Quel étrange aveuglement ! Les leçons du passé seront-elles donc toujours perdues pour l'avenir? Au moyen âge, la monarchie se voyait, comme aujourd'hui, réduite à sa plus simple expression ; elle était comprimée au point de n'avoir aucune liberté de

[1] J'avais deviné juste..... Mais il est aussi vrai de dire que la conduite du gouvernement des révolutionnaires belges justifie pleinement les prévisions des orangistes, leurs concitoyens, qui ne voulaient pas de révolution.

mouvement, entre une noblesse guerrière et hautaine qui ne voulait un chef que de nom, et la bourgeoisie, le corps social d'alors, qui cherchait à reconquérir sa place dans la société. La monarchie s'obstina-t-elle à servir d'instrument à la noblesse pour que celle-ci continuât à écraser les bourgeois comme elle pesait sur le monarque? Non, certes : elle eut ses grands hommes alors, qui méritèrent beaucoup de l'humanité entière tout en faisant fort bien leurs affaires propres. Et les communes surgirent comme par enchantement; et le pouvoir, en les protégeant, se retrempa à la liberté qu'il venait de relever à ses côtés et qui ne demandait qu'à être son allie la plus fidèle. Et les superbes grands vassaux ne furent bientôt plus que de vaniteux chambellans, dont la redoutable armure s'était convertie en livrée de cour.

Aujourd'hui c'est la bourgeoisie elle-même qui, enrichie par la liberté, se fait représenter sur le trône, et, au nom de l'or qu'elle possède, domine le pouvoir qu'elle charge de lui garantir son or et de le multiplier à l'infini. Le peuple, lui, n'a que ce qu'il gagne chaque jour, en s'inféodant aux riches, en se vendant aux riches, en se prostituant aux riches. La richesse exerce sur lui les mêmes droits que la noblesse exerçait jadis sur tout le monde; je n'en excepte, ni les plus atroces, ni les plus infâmes. La vie de l'homme lui appartient; car elle peut lui refuser du travail : l'honneur de sa femme et de ses filles est à elle; car elle a toutes les jouissances à faire partager, elle peut

condamner à toutes les misères. Qu'on pénètre chez les propriétaires du sol et des capitaux, et dans l'intérieur des grands établissements industriels, des ateliers, des manufactures, des fabriques; et quand on y aura entrevu les secrètes conséquences de l'esclavage moderne, on n'osera pas dire que j'exagère.

Pour avoir une idée exacte de ce qu'est, dans son beau idéal, la bourgeoisie financière régnant sans intermédiaire et sans opposition, il faut rétrograder jusqu'au directoire de la France républicaine : corruption et nullité, faiblesse et bassesse, cupidité et mauvaise foi, tout pour de l'or et rien que pour de l'or; c'étaient là les mœurs de la caste souveraine, si bien prises pour base de leur gouvernement par ses délégués, qui trônaient dans la boue comme les montagnards avaient trôné dans le sang. Bonaparte vint : au lieu de reprendre l'œuvre de la république au point où la convention l'avait suspendue, puisque le plus difficile et le plus pénible était fait, puisque le terrain était déblayé et que toute opposition à une régénération sociale s'était évanouie, il recula devant l'honneur de fonder un édifice vraiment humanitaire. Il ne vit que l'ancienne société détruite, et ne voulut tenir compte que des souvenirs qu'elle avait laissés après elle et des débris qu'il en voyait sous ses pieds : et avec ces vieilleries et ces rêveries il tenta de reconstruire. Il n'y avait réellement debout que le peuple, la bourgeoisie et lui. S'il avait tendu la main au peuple, la grande révolution commencée par la

constituante était accomplie et nous n'aurions plus eu à en subir d'autres. Il aima mieux évoquer un quatrième élément que le temps avait décomposé de longue main, que la société avait rejeté comme une forme usée et inutile; cet élément c'est l'aristocratie cléricale et nobiliaire. Qu'en arriva-t-il? La noblesse et le clergé furent des ombres sans corps, plus ridicules encore que vaines; mais le peuple avait été sacrifié, et le bourgeoisisme seul se maintint au comptoir social où, Napoleon tombé, les rois qui l'ont suivi n'ont plus eu à desservir que l'emploi de premiers garçons de boutique.

C'est le rôle qu'ils jouent encore, à la honte de l'espèce humaine dont ils font partie, pour le malheur du peuple qu'ils foulent par ordre, et exclusivement à l'ignoble satisfaction d'une classe d'hommes plus ineptes même qu'avides, qui éventrent la poule aux œufs d'or pour économiser quelques poignées de menu grain.

Le présent est aux gros capitaux : le peuple le sent, et tout en se résignant momentanément au fait, il ne veut cependant pas que ce fait passe en droit. L'avenir doit être au travail et à l'intelligence; et l'intelligence ne doit pas appartenir uniquement aux riches : les lumières sont un droit pour quiconque est organisé de manière à pouvoir en acquérir, qu'il ait d'ailleurs de l'argent ou qu'il n'en ait point.

Si, dans l'époque critique de transition où se trouve l'Europe, le pouvoir quelque part plantait son éten-

dard au milieu du peuple, la haute bourgeoisie serait bientôt remise à la place qu'elle doit occuper dans la hiérarchie politique, et sans espoir d'en plus sortir; tout comme autrefois, lorsqu'il s'est joint à la bourgeoisie, les tyranneaux à donjon sont descendus pour jamais à l'insignifiance de seigneurs d'antichambre.

C'est toujours le même but à atteindre : celui de la vraie civilisation, du progrès, celui du bonheur des hommes, au moyen de l'action et réaction harmonique sans fin de la liberté et du pouvoir.

La liberté, c'est la force; le pouvoir, c'est l'organisation. La force du peuple sera reconnue le jour où le pouvoir aura fait alliance avec lui; et de ce jour datera l'organisation de la démocratie sur laquelle seule désormais peut s'appuyer un pouvoir essentiellement fort et durable.

Pour peu que le pouvoir tardât à conclure cette alliance, le peuple serait réduit à se faire pouvoir lui-même; il le devrait et le ferait.

La force organisée n'a pas besoin de combattre pour remporter la victoire : elle se pose, et tous les obstacles disparaissent.

Le peuple aujourd'hui (les ouvriers, les prolétaires) possède pour le moins autant de lumières qu'en possédaient les bourgeois industriels et commerçants lors de la féodalité héréditaire. Il faut que la féodalité d'argent abdique devant lui, comme la noblesse avait abdiqué devant elle. Non pour que le peuple règne, à Dieu ne plaise! ce n'était pas à régner non plus que

la bourgeoisie aspirait; mais à la réalisation de ses droits, du droit commun, à la liberté. Elle les a conquis, le pouvoir aidant; que maintenant le pouvoir aide le peuple à conquérir les siens.

Au lieu de soutenir les communes, si le pouvoir s'était armé contre elles ou seulement les avait abandonnées, elles n'en seraient pas moins devenues libres : elles le seraient, à la vérité, devenues plus laborieusement et plus tard ; mais elles le seraient devenues : et à défaut d'une réforme intelligente, c'eût été une révolution violente qui leur eût rendu justice. Le pouvoir aurait succombé dans la débâcle.

Est-ce une révolution, et cette fois une révolution sociale, c'est-à-dire, profonde sans aucun doute, et peut-être terrible, que l'on veut? et s'y expose-t-on dans le seul espoir, je m'exprime ainsi avec les monomanes de conservation, de retarder de quelque peu l'affranchissement du peuple? Ce serait un égoïsme bien stupide.

Soyons plus rationnels. Sans dépouiller personne de ses droits acquis, mettons tout le monde à même d'en acquérir. Cela ne veut pas seulement dire : « Déclarons que tout le monde a la permission de les acquérir; » ni même : « Déclarons que tout le monde en jouit ; » car ce serait se moquer trop cruellement des quatre-vingt-dix-neuf centièmes du genre humain. Constater le droit des perclus à se mouvoir librement, ce n'est pas leur rendre l'usage de leurs membres. Rétablissez avant tout leur santé et leurs forces; après

quoi, si la loi leur permet de marcher, ils marcheront.

Vous dites : « Tous les citoyens sont égaux devant la loi. » Je réponds : qu'importe, si, déjà inégaux par leur nature, ils sont encore plus inégaux dans la société et en vertu du vice organique de ses institutions? Que leur sert leur prétendue égalité légale, si elle est impuissante contre leur inégalité sociale? L'égalité moderne est donc un mensonge aussi formel que constitutionnel. Les citoyens ne sont égaux en aucune manière, puisque, malgré tous les droits ronflants que nos grimoires représentatifs leur adjugent, les uns peuvent tout ce qu'ils veulent, et que les autres ne peuvent rien de ce qu'ils doivent désirer le plus.

Comment le pauvre aurait-il le moyen d'user de ses droits politiques s'il manque des moyens de soutenir envers et contre tous son droit à vivre? Et supposé qu'il ait la vie assurée, pour lui et pour sa famille, par son travail ou, s'il est invalide, par le secours de l'État, supposé même qu'il eût le temps requis pour faire valoir ses droits, a-t-il reçu l'éducation et l'instruction nécessaires dans l'état actuel de la civilisation pour parler en citoyen, juger et décider en citoyen, c'est-à-dire en membre du souverain national? Évidemment non. Or, depuis que tous examinent, l'empire n'est plus à la force passivement soumise : il ne peut être au nombre, c'est-à-dire à la force tumultueuse, que fort passagèrement. L'empire est donc aux lumières, aux idées, à la logique.

Mais on ne naît pas avec des idées acquises ni avec

une logique armée de pied en cap : on apporte seulement en naissant des dispositions plus ou moins heureuses à s'éclairer et à raisonner juste. Le reste, il faut le chercher dans la culture, l'exercice et les occasions d'appliquer.

Hé bien! tout cela est monopolisé entre les mains du petit nombre. Les riches seuls vendent ou font vendre les lumières, et les riches seuls peuvent les acheter. Le pauvre est donc nécessairement et, si cet ordre de choses pouvait se perpétuer, irrévocablement un paria, un ilote social, taillable et corvéable à merci, portant le joug de lois faites par d'autres et pour ces autres, et, par conséquent, le plus souvent contre lui. Cependant, je le place dans la position la plus favorable que nos pactes lui aient encore faite : je parle du peuple jouissant théoriquement de tous ses droits constitutionnels, sous les institutions les plus libérales, c'est-à-dire, là où les lois émanent d'un corps choisi directement par la deux-centième partie de la nation, dans la centième partie de cette même nation, seule en mesure pour accepter ce mandat. Je vais plus loin : j'accorde que le corps élu, décoré du titre de *représentation nationale,* fasse valoir pratiquement le trop fameux principe de la responsabilité ministérielle, ce qui met de temps à autre à la disposition de ce corps les portefeuilles dont il dépouille les doublures de la royauté inviolable. N'avouera-t-on pas que là aussi le pauvre, bien que reconnu par la fiction législative l'égal du riche, du puissant et de l'homme d'État, n'a

en réalité d'autre droit que de croupir dans l'ignorance, de végéter dans la misère, et de se consumer lentement dans l'oppression et l'exploitation, en un mot que de mourir en détail s'il n'aime mieux mourir tout d'une pièce, que de se laisser tuer par la société à coups d'épingle, à moins qu'il ne s'arrache lui-même à ce supplice de chaque instant par quelque acte de désespoir plus expéditif?

L'empire est aux lumières, à la logique, ai-je dit; et il doit l'être. Mais c'est aux idées morales, à la logique de la raison, qui est l'intelligence humanitaire comprenant l'intérêt de tous les hommes et de tous les peuples, ou l'avenir de l'humanité; non à cette logique étroite, celle des passions, qui ne considère que l'intérêt matériel du moment, qui individualise tout, évalue tout en espèces sonnantes, large plaie qui, sous le nom d'égoïsme et de patriotisme, ronge notre société et paralyse son élan providentiel vers le progrès.

L'hérédité a fait son temps : la richesse est parvenue au plus haut point de sa puissance. La noblesse n'est plus qu'un souvenir historique. La prépondérance exclusive de l'or est encore un fait; mais ce fait, pas plus que ceux qui l'ont précédé, ne pouvant immobiliser le monde, va lui aussi s'engloutir dans le domaine du passé. Le fait qui s'avance, c'est le triomphe de l'humanité entière. Le peuple, jeune d'espérance et de foi, connaît son droit au bonheur et en exige la réalisation. Hâtons-nous de l'éclairer sur le droit de tous, même de ceux qui jusqu'à ce jour l'ont

privé du sien, afin qu'il prenne sans ôter à qui que ce soit; c'est-à-dire, afin qu'il jouisse lui aussi de toutes ses facultés, et de la liberté qui les résume, et de l'aisance qui permet de les appliquer, et du savoir qui les vivifie, et de la vertu qui les légitime.

Place! Le peuple vient au nom du Dieu qu'il adore, et qui n'est pas plus le Dieu des capitaux que le Dieu du blason, mais le Dieu du genre humain. Gloire aux noms illustres des hommes qui ont servi leurs semblables par leur énergie et leur force; reconnaissance aux richesses qui ont fait fructifier l'industrie et le commerce, les sciences et les arts! Mais justice au peuple! et justice entière, c'est-à-dire égalité, non plus écrite mais effective; non plus en théorie mais pratique; non plus en droit mais de fait; non plus en une autre vie uniquement, mais dès la vie présente et sur la terre, où la volonté de Dieu doit aussi être faite comme au ciel.

C'est là la *bonne nouvelle* qui a été annoncée à ce peuple, il y aura tantôt deux mille ans. Il lui fut dit alors que toutes les iniquités sociales auraient un terme, et ce terme il l'attend encore. Et lorsqu'à de rares intervalles, il manifeste quelque signe d'impatience, on l'accuse d'être trop pressé. Blasphème!

Quelle est la mission de la société humaine? c'est de compléter l'œuvre de la création, de dominer la nature pour réparer par l'intelligence les imperfections de la matière, de soutenir la faiblesse, de soulager la souffrance, d'éclairer, d'améliorer, d'unir.

Que fait-elle? Elle écrase les faibles; elle enlève tout espoir aux malheureux; elle épaissit les ténèbres autour de l'immense majorité des hommes; elle leur rend le vice nécessaire, le crime inévitable; elle suscite, elle perpétue les discordes et les haines.

Gouverner est une science, administrer est une science, juger est une science, parler et penser sont des sciences : et toutes sont occultes; la société a jeté sur elles un voile épais qu'elle ne lève que pour les privilégiés. Aux autres, on leur dit : « Vous devez être menés et nous savons comment; vous devez être tondus et nous savons jusqu'où : allez et faites; quand nous trouverons que vous allez trop loin, nous vous arrêterons; quand nous aurons décidé que vous avez fait mal, nous vous punirons. »

Cela se pouvait, tant que le peuple a cru que c'était pour son bien à lui. Il s'est aperçu enfin que c'est uniquement pour le bien des privilégiés. Cela ne se peut plus

En vérité, la société appelle les réactions et les vengeances; et si l'heure de la justice ne sonne bientôt, les vengeances éclateront atroces, abominables, mais prévues, mais prédites, mais, tranchons le mot, méritées.

Jeunesse, qui foulez le sol de la civilisation si profondément ébranlé depuis un demi-siècle par tant de révolutions, et aujourd'hui encore oscillant sous chacun de vos pas, c'est à vous que je m'adresse. Vous entrez dans la société avec des idées, des mœurs, je

dirai une religion nouvelle. Partagez vos généreuses convictions avec le peuple. C'est le seul terrain où cette bonne semence puisse germer. Faites pénétrer au sein des masses les principes que les gouvernements devront finir par adopter et par répandre eux-mêmes s'ils ne veulent qu'une lutte épouvantable ne bouleverse tout, ne confonde tout, ne permette de réédifier que sur de sanglantes ruines. Mêlez-vous aux hommes simples que des intentions pures animent, que le zèle du bien excite, mais à qui il manque la science pour qu'ils se dirigent par eux-mêmes et n'agissent que sur leurs propres idées. Dites-leur que cette science-là, dont vous leur développerez l'objet, est leur propriété, comme à vous, comme à tout le monde; que la société la leur doit; que la leur interdire, directement ou indirectement, en la leur refusant ou en les mettant dans l'impossibilité de l'acquérir, c'est leur interdire l'eau et le feu de l'esprit, c'est tuer l'ame, et ne laisser vivre le corps que pour qu'il pourrisse dans la fange de l'erreur, de l'asservissement et du vice. Dites-leur qu'il faut qu'on la leur donne cette science, et que si on s'obstine à la mettre à haut prix, il faut qu'on leur donne de quoi la payer.

Et criez sur les toits à la société menteuse et lâche qui s'en va, que si elle ne prodigue au peuple les trésors de la vraie science et de toute la vraie science, non de celle qui apprend seulement à épeler les arrêtés municipaux et à supputer les douzièmes des contributions, mais de celle qui enseigne à se conduire

dans le monde social, à rendre à chacun ce qui lui est dû et à en exiger son droit, et qui démontre le *pourquoi* de toutes ces choses, c'est-à-dire qui rend incontestable le principe moral d'où découle le devoir humain; criez, dis-je, à la société qui s'en va, que si elle ne s'empresse de prodiguer ces trésors jusqu'ici cachés, le peuple prendra n'importe où la clef d'or qui ouvre la porte du temple de la sagesse, et qu'avant tout autre usage, il se servira de la science contre ceux qui en ont fait si longtemps pour lui le fruit de l'arbre de mort.

Retracez avec vivacité et chaleur le tableau dont je vous ai rapidement esquissé les principaux traits. Ce hideux tableau est sous les yeux de tous, et tous les yeux désormais y distingueront à la première vue jusqu'aux plus petits détails. La conspiration légale et permanente de la force et de la ruse contre la faiblesse et la simplicité ne doit plus être un mystère pour personne.

Et cela durerait éternellement ainsi ! Impossible. Si c'était là le dernier mot du progrès et le résultat final de la civilisation, il faudait abjurer la civilisation et le progrès, renier la vérité et la justice, et maudire la Providence. Il n'y aurait plus d'humanité, plus d'hommes égaux entre eux comme frères, parce qu'enfants du même Dieu : il n'y aurait plus que des êtres à face humaine, tous méchants et tous plus ou moins malheureux, intelligents pour mieux se nuire et connaître leur triste destinée, libres pour troubler l'ordre immuable qu'une sage fatalité aurait pu imposer à la matière brute.

Non, cela ne durera pas et ne saurait durer. Il faut même que cela finisse bientôt ou, du moins, que cela *commence* bientôt *à finir*. L'année 1840 doit ouvrir la voie de la réforme humanitaire. C'est le terme qui a été posé à la longanimité populaire par les hommes vraiment de sens et de cœur qui ont pour fin le bonheur de tous par des moyens qui ne nuisent à personne. Et le peuple a de la mémoire : il serait dangereux de laisser passer ce terme sans montrer au moins la bonne volonté d'admettre le progrès, d'aplanir les obstacles qui s'opposent à toute amélioration, et de faire disparaître graduellement le privilége qui assure à quelques-uns les jouissances et écrase tous les autres sous les charges. Ce privilége est celui des lumières auxquelles tous ont droit, et qui, par conséquent, doivent être à la disposition de tous, gratuitement comme l'air que l'on respire, et comme la nourriture que tous devraient pouvoir toujours demander, soit au travail, soit à la société. Or les lumières, je ne saurais assez le répéter, sont exclusivement à la richesse, et le pouvoir exclusivement aux lumières ; et le pouvoir concentre les richesses et les lumières dans quelques mains, qui ne laisseront échapper le pouvoir que devant l'organisation du peuple.

Tant que ce privilége absurde plus encore qu'odieux ne sera pas battu en brèche directement et énergiquement, le grand nombre ne fera pas un pas.

A moins que, d'un saut, il ne franchisse l'espace qui le sépare du bien-être.

Et alors il s'en fera à son tour une propriété exclusive, au détriment du petit nombre dépossédé, qui bientôt, à son tour aussi, formera de nouveau la presque totalité de la masse sociale. Le vainqueur, devenu jaloux de son bonheur; comme si, ne pas le faire partager, ce n'était pas le saper avant qu'il se consolide; le vainqueur opprimera comme il a été opprimé.

Si la Hollande est la première à poser le pied dans la carrière sociale, qu'elle y entre hardiment, sans hésiter, sans crainte d'être emportée trop loin : cette crainte est puérile pour tout un peuple; elle n'est raisonnable chez les hommes prudents que lorsque quelques-uns pressés d'arriver veulent faire forcer le pas aux autres. Il n'y a point pour nous de terme assignable au progrès social. Allons, allons toujours. Mais allons tous ensemble : et assurons bien notre démarche; c'est-à-dire, entendons-nous et attendons-nous : ayons une connaissance parfaite de l'espace à parcourir, rendons-nous clairement compte du but à atteindre, et traçons exactement la route qui doit nous y mener le plus vite, avec le moins possible de peines et de sacrifices, et le plus de garantie de stabilité.

Aujourd'hui ou demain, en 1840 ou dans les années qui suivront, plus tôt qu'on ne pense quoique moins tôt qu'on ne le désire, les Hollandais, ou n'importe quel autre peuple le tentera, feront dans cette carrière humanitaire des progrès rapides, et prépareront, avec leur propre bonheur, le bonheur de la vieille société européenne tout entière, qui, depuis

près de vingt siècles, se traîne dans l'ornière politique où l'ont fourvoyée le despotisme et la barbarie.

Qu'aurons nous alors à faire, nous Belges? Rien autre chose qu'à donner la main à nos anciens frères, ou à la tendre aux frères nouveaux que nous aura indiqués la réforme entreprise : car le premier résultat de celle-ci sera de faire fraterniser tous les peuples qui l'adopteront, et qui se hâteront de mettre sous l'égide de l'union politique les bienfaits de la liberté sociale.

Cela fait, si les vieilles dynasties s'entêtent à se mettre en travers du mouvement, et si aucune autre ne s'élève pour le seconder, l'humanité apprendra peu à peu à se passer d'elles. Elle eût avancé plus promptement, poussée par un pouvoir déjà organisé et se confondant spontanément avec elle. Mais ce pouvoir demeurant sourd à nos prières et à nos avertissements, nous le laisserons en arrière ou lui passerons sur le corps. Nous aurons plus de difficultés à vaincre, une plus rude guerre à soutenir. Mais notre cause est sainte. Dieu est pour nous : il nous a livré le temps et l'espace; et les dynasties, désormais inutiles, s'évanouiront enfin avec l'aristocratie de naissance et l'aristocratie d'argent, avec l'ignorance des masses et la demi-science de leurs prétendus maîtres.

Et ce sera véritablement un bon débarras de plus pour les peuples.

20 février 1840.

LES FORMES

ET

LE FOND.

N° 2.

Ce ne sont ni des crises ministérielles, ni des crises constitutionnelles, ni des crises politiques : c'est une crise sociale.

PAGE 46.

Tout ce qui n'est pas absolument mauvais, peut être bon pourvu qu'il vienne à propos. Mais ce moment passé, les meilleures choses, je parle de celles qui le sont accidentellement, deviennent mauvaises et doivent, à la première occasion favorable, être rejetées avec empressement.

Dire que ces choses ont été bonnes pour leur temps, c'est avouer tacitement qu'elles ne le sont plus. L'opportunité s'est évanouie : elles ont cessé d'être utiles, et dès lors elles sont funestes.

La forme moderne de gouvernement, qui a succédé

presque partout dans les pays progressifs à la monarchie pure, c'est-à-dire au despotisme, a été excellente par cela seul qu'elle a aidé à débarrasser la société du fléau de la volonté arbitraire de l'homme, tenant lieu d'autorité, de lois, de religion et de mœurs.

Mais ce n'était qu'un moyen de transition, un pont jeté entre le passé auquel nous ne reviendrons pas et l'avenir où nous posons le pied. A quoi nous sert désormais le pont?

C'est un atermoiement, une transaction entre le régime qui n'est plus et le régime qui sera. Nous arrêter à la transaction, ce serait ne pas avoir franchement renoncé au premier et ne montrer guère de foi dans l'autre.

Le despotisme, quoique nécessaire lui-même, aussi long-temps que l'ignorance et les préjugés, les inspirations et les révélations ont régné exclusivement sur le monde, a cependant forcément cédé la place à un ordre de choses réclamé par l'esprit d'investigation, qui se proposait de soumettre toutes choses à l'examen, qui déjà doutait de tout, et qui allait tout remettre en question.

Le constitutionalisme représentatif a également servi à merveille l'humanité tant qu'il a fallu démolir; après avoir rempli sa mission, il se trouve maintenant au-dessous de la mission nouvelle qui nous est imposée, celle de réorganiser sur d'autres bases, d'édifier sur un autre plan, en un mot de fonder une autre société.

C'est une négation, et il fallait nier, renier l'ancienne société qui ne valait plus rien; une analyse, et il fallait analyser, décomposer, isoler, pour détruire; une individualisation, et il fallait rendre à l'individu sa dignité et son importance, que le despotisme avait confisquées à son seul profit. Mais aujourd'hui qu'il est urgent d'affirmer, c'est-à-dire de poser la société nouvelle, de relever, de réunir et d'harmoniser, que peut-on attendre de moyens uniquement propres à pousser la division jusqu'à l'anéantissement, l'égoïsme jusqu'à l'anarchie?

Prendre le régime des prétendues représentations nationales, avec son inviolabilité royale, qui est une absurdité, et la responsabilité des agents du pouvoir, qui est un mensonge; avec son équilibre, qui est une impossibilité; avec ses tendances démocratiques, qui sont un leurre; avec sa *constitution*, que le roi renverse quand il est le plus fort, dont il se moque quand il est le plus fin, et qui le réduit à fort peu de chose quand lui-même a moins de puissance et d'adresse que ceux qui, placés sur le même terrain, luttent avec lui de mauvaise foi et de violence: prendre, dis-je, ce pitoyable régime pour le *nec plus ultrà* de la raison humaine, pour l'ordre social modèle, le beau idéal de la civilisation, le dernier mot du progrès, c'est vraiment se faire une bien pauvre idée de l'homme et de son intelligence, et de la Divinité qui a voulu que la société humaine fût une œuvre de logique autant que de liberté, de vérité autant que de justice, de raisonnement autant que de droit.

Comment cette société fondée sur le sable de l'imposture, résisterait-elle au tourbillon des passions mauvaises qu'elle-même excite et déchaîne? Comment l'ordre, qui n'est que l'équité et la vérité appliquées spontanément, puiserait-il sa force dans l'erreur et l'injustice? Comment la loyauté serait-elle révolutionnaire, et la duplicité la conservatrice du repos public, le soutien de l'Etat, la base inébranlable de la monarchie?

Voilà ce que la forme constitutionnelle cache, et elle ne sert plus qu'à cacher cela. Quant à cette forme même, elle a pu convenir d'une manière admirable à la jeunesse de l'humanité, de même que le despotisme qui est l'absence de toute forme légale, avait convenu à son enfance. Il s'agit actuellement de passer à l'âge mûr, où toutes les formes paraîtront ce qu'elles sont en effet, savoir fort peu de chose; et où il faudra aller au fond, et régler ce fond-là, le déterminer, le fixer; et établir ce qu'on avancera; et le prouver irrécusablement aux yeux de tous, de manière à entraîner nécessairement quoique librement toutes les convictions et à dominer tous les cœurs.

Les hommes qui, dès aujourd'hui, entrevoient cette époque et la hâtent de tous leurs vœux, qu'on les appelle d'ailleurs socialistes ou radicaux, sont les seuls hommes de l'avenir : ils ne disent pas que l'avenir est à eux, car ils savent que l'avenir n'est à personne, qu'il est à l'humanité; mais ils sont eux, corps et ame, à l'avenir. Ils ne sont ni saints-simoniens, ni fourié-

ristes, ni monarchistes, ni républicains : ils sont hommes, sans esprit ni d'école, ni de caste, ni de secte; ils prennent partout ce qui peut être utile à la cause humanitaire, à laquelle ils se sont dévoués. Leurs adversaires sont les doctrinaires, qui ne voient, eux, d'autre réalité que la forme; qui, pourvu que les fictions constitutionnelles et légales soient révérencieusement acceptées, font bon marché du reste, et ne s'opposeront jamais à ce que le peuple soit étrillé jusqu'au sang, tant que ce sera par la main d'un ministre qui se sera fait au parlement, n'importe par quels moyens, le nombre de compères exigé par le programme fondamental.

Pour nous, la forme à laquelle ces gens-là se tiennent est usée jusqu'à la corde, et eux le sont aussi. Pour nous, l'élément politique a fait son temps et au delà. Il n'intéresse plus, n'attire plus, ne remue plus personne. Il est question maintenant de bien autre chose que de mots et de noms et d'apparences! Nos doctrines à nous, qui ont de l'écho dans les masses où, fécondées par l'instinct organique et couvées par le temps, elles éclosent peu à peu sous les ailes du bon sens universel; nos doctrines sont diamétralement opposées à celles dont je viens de tracer l'esquisse. Nous croyons l'œuvre de démolition, sinon matériellement achevée, du moins intellectuellement arrêtée : et c'est à la reconstruction que nous songeons; et, sans savoir encore bien précisément comment nous y parviendrons, nous savons à n'en pouvoir douter comment il est impossible d'y parvenir.

Nous voulons le bonheur du peuple, c'est-à-dire du corps des nations; et toute forme quelconque au moyen de laquelle on le réalisera d'une manière durable, sera à nos yeux la bonne. Or il est démontré que la forme qui va s'évanouir ne saurait faire atteindre ce but, seul rationnel et humanitaire. Ses quelques centaines de milliers d'électeurs ne feront jamais représenter qu'eux-mêmes, et les quelques centaines d'elus, à d'infiniment rares exceptions près, ne feront jamais que leurs propres affaires : il y aura toujours l'intérêt du roi et l'intérêt du parlement, et jamais ces intérêts divers ne se confondront si ce n'est pour mieux triompher de l'intérêt du peuple; et si l'un ou l'autre se confond, dans quelque circonstance extraordinaire, avec l'intérêt du peuple, ce ne sera que pour bien peu de temps. Nous ne voyons dans le régime constitutionnel le plus libéral que la consécration du privilége, en d'autres termes, de l'iniquité, puisqu'il établit la domination indéclinable de la très-petite minorité riche sur l'immense majorité pauvre, inévitablement pauvre, inévitablement exploitée, et condamnée, sans rémission et sans espoir, à l'ignorance et à l'impuissance, à une époque où il faut savoir pour pouvoir et avoir pour faire.

Il n'y aurait de véritable représentation que là où tout le monde serait représenté, où par conséquent tout le monde, non-seulement élirait les représentants, mais encore se passerait de représentants en agissant par lui-même; ce qui seul ferait connaître

d'une manière claire et catégorique l'intérêt général. Or le gouvernement direct de tous par tous est une chimère, et, dans l'état présent des lumières, le vote universel serait le chaos, la fin du monde social.

La conclusion rigoureuse de ce qui précède, c'est qu'il faut ne pas se dissimuler qu'un peu plus tôt, un peu plus tard, on aura à abandonner le terrain représentatif; qu'il faut, dès à présent, se garder de s'amuser exclusivement aux niaiseries constitutionnelles, de perdre son temps à dévoiler une à une les jongleries de la monarchie limitée par des institutions républicaines, *non-sens* dans le genre de la république tempérée par un roi : il suffit de signaler en gros et une fois pour toutes la comédie parlementaire comme une duperie, à laquelle il est impardonnable que des hommes faits se laissent encore prendre, après qu'ils en voient chaque jour les déplorables résultats, et qu'on leur en a montré l'inconsistance essentielle, le vide, le néant.

Et cela fait, il faut s'occuper soigneusement et sérieusement des questions sociales.

La réforme électorale est un progrès sans doute, comme tout ce qui est réforme; c'est un coup de hache au tronc desséché qui est encore debout là où doit verdir le jeune plant qui le remplacera : mais le système électif ne serait équitable que lorsque la réforme serait radicale. Or radicale, j'ai prouvé qu'elle ne pouvait l'être, *l'inéducation* générale étant ce qu'elle est, sans mettre la société en péril. Elle ne fera donc

que diminuer de quelque peu le nombre effrayant d'individus lésés par le privilége électoral. Ceux-ci s'en trouveront-ils mieux? Je suis loin de le penser. Je crois même que, plus il y aura de privilégiés, plus les non privilégiés auront à souffrir. Si je devais choisir entre toutes les espèces d'exploitations, je préférerais de beaucoup, pour ma part, celle par un seul homme.

Toute exploitation quelle qu'elle soit doit venir à cesser. Et pour cela, le privilége doit être attaqué de front, pris au corps et terrassé. Quel est donc le privilége d'où surgissent tous les autres, le privilége primordial, si je puis hasarder cette expression? C'est évidemment celui qui assure le monopole de la science à une classe d'hommes dans la société, à l'exclusion et au détriment de toutes les autres. Ce privilége perpétue la misère avec l'ignorance, la dégradation et la corruption avec la misère. Ce privilége garantit les richesses au savoir et le savoir aux richesses, le droit ou le pouvoir à l'intelligence qu'on achète, et l'exercice de ce pouvoir à l'or qui paie l'intelligence.

Tant que tout homme sain de corps et d'esprit ne jouira pas du droit de vivre et de s'éclairer, et qu'il n'exercera pas effectivement ce droit, comme étant la conséquence de sa nature d'homme dont il a été doué en venant au monde, il arrivera infailliblement ce que nous voyons sous nos yeux, savoir que, d'une part, l'égoïsme et la peur, d'autre part, la faim et la menace, convertiront la société, qui devrait être une

famille de frères, en une mêlée d'ennemis se subtilisant, se rançonnant, s'écrasant les uns les autres, parce qu'ils ne peuvent plus vivre qu'aux dépens les uns des autres, être libres qu'en faisant des esclaves, heureux qu'en faisant des misérables, riches qu'en faisant des pauvres, savants qu'en confisquant la science, joyeux qu'en faisant couler des larmes.

Nous verrons le hideux besoin réduire des êtres à figure humaine à l'humiliation de solliciter l'insultante commisération de leurs semblables, qui, la plupart du temps, valent moralement moins qu'eux; nous en verrons d'autres ravalés au niveau des animaux immondes, disputer aux chiens, pour s'en nourrir, les restes jetés à la voierie[1]; nous en verrons enfin succomber sous le poids et l'horreur de leurs maux.

Nous verrons que le travail est, pour l'immense majorité des membres de la société, une condition se renouvelant chaque jour, condition *sine quâ non* de vie et d'honneur; et comme le travail exige des forces, nous verrons que l'homme privé de ces forces est condamné à mendier, ou à se prostituer, ou à mourir; et comme le travail dépend des capitaux, nous verrons que le riche a droit de vie et de mort sur le pauvre même valide, qu'il peut lui imposer la honte s'il recule devant le supplice[2]; et

[1] Bruxelles, février 1840.

[2] La prostitution est un mal nécessaire, disent les philanthropes : je l'avoue, mais seulement dans un sens relatif.

comme le travail consume la vie entière, nous verrons que ceux qui sont favorisés au point d'avoir le bonheur de travailler constamment et de vivre, sont strictement bornés à cette existence toute matérielle, tout animale, existence tous les jours compromise, tous les jours menacée, résultat d'une peine monotone et ayant par conséquent l'hébêtement pour résultat, c'est-à-dire, qu'il leur est défendu de penser et de réfléchir, de rien connaître de ce qui les entoure, d'espérer le moindre développement intellectuel, le plus petit progrès moral, la plus légère amélioration de leur être physique, qu'il leur est défendu de s'occuper de ce qui les intéresse le plus, savoir, de leur propre situation,

Notre société corrompue et corruptrice étant ce qu'elle est, il y a nécessairement prostitution, et la prostitution est nécessaire. Mais l'état social actuel avec ses iniquités et sa déraison, est-il nécessaire? Assurément non. Dans la société régénérée, il pourra y avoir et il y aura des cas de promiscuité, tels que ceux qui ne sont que trop nombreux dans ce qu'on appelle aujourd'hui la bonne société, la classe choisie, le grand monde, où l'on se donne pour rien, c'est-à-dire pour le seul plaisir de se donner, ce qui ne contribue pas peu à faire passer le peuple par-dessus la honte de se donner pour avoir de l'or ou du pain; mais ce seront des exceptions à la loi sociale qui est la monogamie : de même qu'il y aura des cas de boulimie et d'ébriété par exception à la loi de nature, qui est la satisfaction normale des appétits réguliers. De prostitution, il ne pourra plus y en avoir; car la prostitution, c'est la triste condition de celle que la misère et l'ignorance poussent malgré elle, ou du moins sans son

si ce n'est pour la maudire, ni des moyens d'y porter remède, si ce n'est pour se convaincre qu'ils leur ont échappé à tout jamais.

Quand je dis *défendu*, je ne prétends pas que c'est par la loi. Oh non! la loi est bien plus cruelle. Si elle disait franchement comme le despote : « Vous travaillerez quand et autant que je le trouverai bon, et, dans ce cas, vous vivrez au jour le jour, sans plus, » on subirait cette loi-là,... en attendant qu'on pût la renverser. Mais l'hypocrisie constitutionnelle proclame la liberté pour tout le monde : elle reconnaît le droit de tout le monde, même de ceux qu'elle n'ignore pas être dans l'impossibilité matérielle de le réaliser jamais; l'égalité de tous les hommes, même de

consentement éclairé, à affronter le déshonneur pour éviter la mort. Or, cela est toujours vrai, surtout pour une première faiblesse, le bourgeois riche disposant de tous les moyens possibles de violence et de séduction envers la jeune fille pauvre. Et d'une première faiblesse à l'abîme douloureux de la prostitution, il n'y a pour l'indigence qu'un pas qu'elle doit presque irrésistiblement franchir... Ne l'oublions jamais : c'est exclusivement le peuple qui paie l'impôt de l'infamie, comme il paie celui du sang. C'est là le mal, le seul mal réel; et celui là dérive de notre société égoïste et absurde; et celui-là n'est pas nécessaire. Lorsque la promiscuité ne sera plus dans la société nouvelle qu'une idiosyncrasie à l'égal de tant d'autres penchants organiques, et que, comme les maladies, elle s'attachera à des individus de toutes les classes indistinctement, il n'y aura, moralement du moins, plus de mal du tout.

ceux dont, à son su, les uns pourront perpétuellement tout, et les autres ne pourront jamais rien. Et elle ne fonde que le droit du plus fort, ou du plus puissant, ou du plus riche; elle ne protége que ceux dont elle fonde le droit : complice obligée de leurs violences, de leurs spoliations, de leurs tromperies, elle ne soutient qu'eux, n'est armée que pour eux et contre ceux qui les attaquent, toute idée d'égalité ou d'équité demeurant étrangère à cette conspiration légale de la force, de l'intelligence et de l'égoïsme. Comment pourrait-il en être autrement? La loi est faite par eux seuls, pour eux seuls, formulée par eux, modifiée par eux, interprétée par eux, appliquée par eux, exécutée par eux.

Le maître fait travailler son esclave, le récompense ou le punit, le laisse mourir de faim ou le tue : une fois l'esclavage admis en principe, tout cela est logique et peut exister, et existe même pour chaque esclave aussi longtemps que, de ses fers, il ne brise pas le crâne à son maître. Mais la loi dont la lettre abolit la propriété de l'homme sur l'homme, et dont l'esprit fait de la propriété des lumières, de laquelle dérivent toutes les autres propriétés, un monopole en faveur de quelques-uns et contre tous les autres, cette loi est cent fois pire que le despotisme : c'est l'ironie, l'injure, l'outrage, joints à la barbarie.

Hé bien! nous vivons sous cette loi-là!

L'opposition politique se borne à demander que la loi, subissant quelques modifications et confiée, pour

son exécution, à d'autres hommes, mais toujours pris dans la même catégorie sociale, c'est-à-dire parmi elle, soit cependant exécutée.

Les révolutionnaires vont plus loin, mais seulement pour ce qui est des formes : ils en ont de toutes prêtes qui, disent-ils, rendraient immédiatement, dans une société plus parfaite, les hommes meilleurs et par là même plus heureux.

Quant aux doctrinaires, leur utopie, je l'ai déjà remarqué, c'est que la loi existante étant bonne essentiellement, il faut la conserver telle qu'elle est, et qu'il suffit qu'on s'y conforme scrupuleusement.

Nous, nous ne repoussons aucune forme. Nous sommes entièrement d'accord avec les révolutionnaires sur ce point, savoir, que l'amendement des hommes sera récompensé par le bonheur de l'humanité. Mais nous soutenons que les hommes de notre époque ne connaissent pas la forme gouvernementale qui conviendra aux hommes amendés, et que s'ils la connaissaient, ils ne l'appliqueraient pas, et que s'ils la trouvaient appliquée, ils l'aboliraient aussitôt, parce qu'elle ne conviendrait pas à eux qui doivent encore être amendés. Nous voyons dans les révolutions, pour les travailleurs, une recrudescence de misère, pour les oisifs, un champ ouvert à l'intrigue, pour tous, un élément de démoralisation plutôt que d'amendement, en ce qu'elles font concevoir et nourrissent des espérances que le bouleversement seul peut réaliser ; ce qui fait du bouleversement comme

but l'objet de beaucoup de désirs, au lieu de ce qu'il doit être, savoir l'épouvantail de tous, même comme moyen.

Aussi, mettant de côté toute question de formes, nous ne nous attachons qu'à la réforme humanitaire ou sociale, d'où la réforme gouvernementale sortira d'elle-même et complète. Nous voulons pour tous les hommes du bien-être, la culture de l'intelligence, et une éducation morale rationnelle et solide. Chaque homme arraché à la misère, à l'ignorance et au vice, sera un puissant auxiliaire de plus pour nous faire sortir du cloaque où la faiblesse, l'égoïsme, les tâtonnements, le parlage, les escobarderies et le tripotage parlementaire nous enfoncent chaque jour un peu plus. Une fois hors des apparences sans réalité et des phrases sans raison, nous marcherons librement et vite. Et les formes nouvelles, en harmonie avec notre nouvel être, ne se feront pas attendre.

Rappelons-nous que ce n'est pas sur les proportions du vêtement qu'on façonne l'homme, mais bien sur la structure du corps humain qu'on prend mesure pour la façon du vêtement.

Nous ne demandons pas que la forme actuelle soit abolie avant qu'il y ait une forme meilleure, et acceptée comme telle, pour la remplacer; nous sommes loin de conseiller d'envoyer le vieux vêtement à la friperie avant qu'un autre ait été confectionné pour nous couvrir. Nous avouons que le désordre organisé que nous subissons vaut mieux encore que l'absence

de toute organisation quelconque; nous préférons provisoirement la coordination matérielle de ce qui est, à l'anarchie, qui confondrait sans rétablir l'ordre même matériellement : nous nous rangeons sous le despotisme des majorités parlementaires, que l'on suppose gratuitement issues des majorités nationales, lesquelles, bien plus gratuitement encore, sont elles-mêmes supposées ne se tromper jamais; nous nous y rangeons, dis-je, pour aussi long-temps que l'intelligence ne sera pas parvenue à lui substituer l'autorité même de la raison, à laquelle se soumettra l'unanimité. Mais nous disons et nous soutenons, sur des preuves de faits et de raisonnement, que le désordre règne; que le matérialisme domine et qu'il ne peut engendrer que le mal; que sous le despotisme des majorités on ne peut jouir que d'une liberté illusoire, d'une liberté de nom, d'où la vraie liberté, la liberté intelligente, comprise, ne surgira jamais; qu'aucune modification, ni dans le personnel, ni dans les formes extérieures, ne remédiera à rien; qu'il faudra finir par déblayer jusqu'au sol; qu'il est urgent de se bien pénétrer de cette vérité, et tout en continuant de s'abriter sous la masure constitutionnelle, percée à tous les vents, de ne viser qu'à élever un édifice véritablement social, propre à offrir à la famille humanitaire, sans exception ni acception de classes ou d'individus, un refuge sûr et convenable.

Aussi bien que personne, nous savons que l'âge présent est un âge d'enfantement, c'est-à-dire de pa-

tience et de labeur, de douleur et d'attente; et nous souffrons sans nous décourager, et nous attendons sans désespérer. Mais pour faire partager à tous notre confiance et notre foi, nous annonçons, dès ce moment, l'heureuse délivrance. Nous disons : Le seizième et le dix-huitième siècle ont préparé; le dix-neuvième exécutera : instruments de la grande œuvre providentielle, nous serons probablement usés à la peine, nous serons peut-être broyés dans le passage si difficile du passé à l'avenir. C'est notre lot : l'acceptant librement, nous aurons rempli un devoir; si nous regimbions, nous le subirions comme une nécessité.

J'ai dit que nous admettions la bonté relative de ce qui a existé avant nous, mais que nous en niions positivement la bonté absolue, par cela seul que cela a cessé d'exister : nous nions de même la bonté de ce qui existe, parce que cela ne peut mener qu'à mal, et par conséquent ne saurait durer. Pour le moment, nous ne nous proposons que de bien établir cette idée, et de la faire pénétrer dans tous les esprits. Il y aura un grand pas de fait pour l'humanité, quand elle saura pertinemment qu'elle est dans une impasse qui n'aboutit à rien. Pour qu'il soit en voie de guérison, il faut que le malade sente son mal et se l'avoue. Il ne demande pas à guérir tant qu'il se croit en bonne santé. Pourquoi chercherait-il un soulagement dont il se figure ne pas avoir besoin?

Bien des gens encore ont foi dans la réforme qui, pensent-ils, s'opère par les moyens légaux à leur dis-

position. Il faut les détromper. Il y en a parmi eux de sincères qui, quand ils seront convaincus qu'il est d'une ingénuité par trop puérile d'attendre le changement de la part d'hommes intéressés avant tout à l'existence de ce qui est, puisque c'est eux-mêmes qui l'ont voulu et qui le maintiennent, et qu'eux-mêmes forment une partie intégrante de ce qui est, se dévoueront avec nous à la recherche du principe qui servira de base et de religion à la société de l'avenir.

Car, pour rentrer dans la métaphore que j'employais tout à l'heure, nous ne voulons que constater la maladie, prouver qu'elle est inguérissable par le régime suivi jusqu'à ce jour, déterminer ce que devrait être l'humanité dans son état normal, et marcher de commun accord vers la découverte du remède qui doit tout à la fois rendre à la société son équilibre et sa force, et garantir la durée de son existence ainsi régénérée.

Ce remède, c'est la proclamation du principe sur lequel reposent la morale et la religion humanitaires, qui réunira de nouveau tous les hommes et les attachera indissolublement les uns aux autres par les liens d'une autorité commune, non plus révélée d'en-haut ou inspirée par le sentiment individuel, et par conséquent susceptible de devoir être appuyée par la force contre l'examen, le doute et la contradiction, mais imposée par la raison seule à la raison, et nécessairement, quoique spontanément, acceptée par tout homme jouissant de la plénitude de ses facultés. Le

principe social logiquement déduit, non par analogie, mais *par identité*, d'un fait qui ne saurait être mis en doute, devra donc être prouvé d'une manière incontestable, au moyen d'un *critérium* généralement admis.

En attendant qu'il soit proclamé, et afin qu'il le soit plus tôt, nous travaillons à préparer les intelligences humaines qui toutes sont appelées, sinon à le dégager des ténèbres dont il est encore enveloppé, du moins à le reconnaître lorsqu'il se manifestera au grand jour.

Comme un des moyens d'alléger les charges qui pèsent sur la classe souffrante, afin qu'elle puisse profiter de l'éducation et de l'instruction gratuites que la société lui doit et qu'il est de son intérêt de lui offrir sans retard, si elle veut éviter de grands malheurs, nous proposons la réforme radicale de l'impôt. Pour être juste, l'impôt doit être proportionnel aux fortunes; pour n'être pas oppressif, il doit être progressif. L'impôt est l'expropriation forcée d'une partie des revenus de chacun pour cause d'utilité générale. Tant qu'il y aura un revenu sans travail, c'est celui-là qu'il faut imposer de préférence, si ce n'est uniquement. L'impôt indirect est vexatoire et impopulaire; l'impôt sur les denrées de première nécessité est inhumain. C'est la propriété du sol et celle des capitaux qui doit soutenir l'État. L'intelligence pure, loin d'être soumise à des charges, a droit à des récompenses. La main-d'œuvre qui fait vivre doit, comme tout ce qui

est indispensable à la vie, être exempte de tout prélèvement.

Un autre impôt doit être réformé, c'est celui des douanes; car, outre qu'il pèse exclusivement sur la classe des consommateurs, et le plus péniblement sur celle des consommateurs pauvres, au profit seulement de quelques riches, propriétaires, ou fabricants, ou spéculateurs, il démoralise le peuple en donnant lieu à une infinité de délits qui, sans la loi fiscale, n'existeraient pas : et il est un des plus puissants auxiliaires du despotisme, en élevant d'infranchissables barrières entre les peuples, en fomentant les haines de peuple à peuple, et en nourrissant cet insocial égoïsme patriotique, l'individualisme sur une plus large échelle, qui place la prospérité d'une nation dans la lutte qu'elle soutient à grands renforts de sacrifices, afin seulement de faire plus de mal aux nations ses rivales qu'elle ne s'en fait à elle-même.

Si après cela l'État, quoique débarrassé avant tout de ses vieilles dettes, se trouve néanmoins encore en *déficit*, qu'on vienne à son secours d'une manière efficace en le substituant aux héritiers indirects. L'abolition des successions collatérales n'exproprierait que des morts, et sans obligation d'indemnité aucune envers qui que ce soit, n'y ayant nulle part ni droit fondé, ni même lieu à une prétention spécieuse. Son utilité publique est évidente, puisqu'elle dégrèverait le pauvre et l'ouvrier que la société a le devoir de soutenir, et qu'aujourd'hui elle accable sans pitié.

C'est là l'essentiel. Car l'existence de tous étant garantie socialement avec les moyens de développement moral, le reste suivra sans qu'il soit besoin d'intervenir. La fraternité des hommes et des peuples, c'est-à-dire le dévouement humanitaire, non comme un sacrifice vertueux, mais comme un acte conforme à l'intérêt individuel et raisonné d'après les exigences de l'utilité réelle de chacun, sera la conséquence d'une éducation publique uniforme, fondée en saine logique et en droite raison. Cette éducation, il faut se hâter de le dire ici, ne sera pas seulement celle des préceptes et des écoles; ce sera surtout celle des exemples, du frottement de toutes les classes l'une contre l'autre, au moyen de l'association générale et intime. Et le peuple acquerra les lumières et la civilisation dont les classes supérieures se plaignent qu'il est privé, et dont elles le privent en vivant loin de lui, en le dédaignant, en le méprisant.

Le travail, loin de dégrader l'homme, sera imposé à tout membre de la société, qui voudra y prospérer en la rendant prospère, pendant que, de son côté, l'intelligence en précédant et réglant la production matérielle, poussera indéfiniment l'humanité dans la voie du progrès. C'est ainsi enfin qu'au salaire qui aujourd'hui soumet l'homme à l'homme, qui le rend l'instrument d'un bien-être auquel il ne participe jamais, sera substitué l'association en vertu de laquelle le travailleur conservant sa dignité, sera appelé, avec le talent et les capitaux, *outils* réels de produc-

tion, au partage équitable du bénéfice qu'ils auront aidé à faire naître. Dès lors les idées et leur mise en œuvre, cette véritable propriété de l'homme qui, par elles, prend possession de la nature que le Créateur lui a livrée, ne se trouveront plus sous la honteuse et absurde dépendance de cette même nature qu'elles transforment, de la matière brute qu'elles idéalisent, de l'or auquel elles seules donnent de la valeur.

Lorsque le travail se sera organisé, la conséquence en sera nécessairement l'organisation de l'industrie et du commerce. Dès lors, la commune sera constituée; je parle de la vraie commune, cette famille sociale, où tout le monde agira parce que chacun aura intérêt à agir, où tout le monde voudra parce que tout le monde saura, et où les intérêts communs seront administrés par les hommes de tous, pour le bien de tous et de chacun, d'après les lois du père commun, Dieu; comme le seraient les intérêts d'une famille naturelle pour le bien de chacun des frères, d'après la volonté du père qui y préside. Le moyen après cela que la société entière ne soit pas complètement et librement organisée dans toutes ses parties!

La société actuelle, sous le poids du plus inepte égoïsme, est livrée à un fétichisme grossier et abrutissant, celui de la richesse. De toutes les adorations, la plus triste en même temps que la plus avilissante est celle du veau d'or. Hé bien! elle est générale. On immole à l'inerte idole qu'on a placée sur les autels publics comme dans les oratoires privés, on immole tout,

honneur, probité, sentiments de famille, de patrie et d'humanité, raison, mœurs, religion, Dieu. Et cette idole est aveugle et sourde; elle est impuissante. Ceux qui n'auront mis leur confiance qu'en elle, seront déçus dans leur espoir; ceux qui ne se seront attachés qu'à elle, tomberont avec elle. Tant que ce culte sera debout, il profitera exclusivement au corps sacerdotal qui l'a fondé; mais ce sera aussi ce corps que le temple écrasera le premier sous ses ruines.

Il va lui-même sapant chaque jour l'édifice qui le protége. Chacun veut s'approprier l'idole tout entière, et en se l'arrachant les uns aux autres, tous l'ébranlent sur sa base. Voyez les rois, ces grands desservants de la bourgeoisie *sacrificatrice?* ce n'est pas la réputation qu'ils cherchent, ni la gloire, ni l'amour des peuples, ni la paix et la prospérité de l'État; ce n'est pas même le pouvoir par envie de commander aux hommes : c'est de l'or, et beaucoup d'or, et toujours de l'or. Ils ne règnent que pour en amasser, pour en accumuler, pour en regorger. Toutes les fautes qu'ils commettent, outre quelques questions de caprice et d'amour-propre auxquelles ils se butent parfois si maladroitement; toutes les fautes, dis-je, qu'ils commettent, c'est la cupidité qui les leur fait commettre. Leurs ministres n'ont d'autre devoir à remplir envers eux que d'enfler démesurément de scandaleux budjets, que de grossir le pécule royal, par des suppléments à la liste civile en apanages, dotations, subventions, crédits, que de fournir à la cour les moyens d'agioter, de trafiquer, de

subtiliser, ou pour parler plus populairement, de tromper et de voler.

Qu'y a-t-il d'étonnant que les serviteurs de pareils maîtres ne se fassent pas scrupule de prélever leur ténébreux tantième sur ces opérations secrètes, pour l'amour desquelles ils prostituent leur dignité d'homme bien plus encore que pour les émoluments légaux de leurs fonctions? Car, depuis la cime jusqu'au plus bas de l'échelle gouvernementale, le *pot-de-vin*, d'accessoire qu'il était, est devenu l'objet principal de la cupidité courtisanesque; il a envahi tous les esprits, dompté toutes les consciences. Et cette honteuse hiérarchie de turpitudes est couronné par le *pot-de-vin royal*.

Qu'y a-t-il d'étonnant si les ministres livrent à l'étranger leur pays et leur maître, si les rois eux-mêmes vendent leur couronne dès qu'on leur en offre du dehors plus qu'elle ne leur rapporte?

Qu'y a-t-il d'étonnant si les rois jouent et trahissent leurs ministres, si les ministres jouent le parlement, si les fonctionnaires du gouvernement se heurtent et s'attaquent les uns les autres, et tous le gouvernement qu'ils prétendent servir, si le parlement mine le pouvoir, si la cour humilie la représentation et la représentation la cour, si les cabinets s'écroulent sous la colère des chambres et les chambres se ravalent devant la tactique des cabinets, si les *progressifs* qui veulent monter et les *conservateurs* qui refusent de descendre s'outragent, se bafouent, se conspuent mutuellement pour s'arracher une part plus ou moins grosse de domina-

tion et de jouissances, si parlement, fonctionnaires, ministres et rois spéculent ensemble sur l'ignorance, la misère et la désunion du peuple?

Jetons les yeux sur nos plus proches voisins, ceux de France et ceux de Hollande. Sont-ce les républicains qui y ont déconsidéré la monarchie? hélas! non : les républicains de France, ou, pour parler plus exactement, quelques républicains de Paris peuvent se vanter d'avoir admirablement servi depuis un demi-siècle la cause royale, presque généralement perdue partout avant l'avénement de la république de 93 et les tentatives des émeutiers de 1830 à 1840. Ils ont fait la force de Napoléon; ils ont soutenu la restauration; ils rivent sur le trône Louis-Philippe et ses collégues en pouvoir. Mais la monarchie qu'on a conservée de peur de leur en voir accaparer les débris, n'en est pas moins tombée dans le mépris le plus profond. Pourquoi? à cause d'elle-même, à cause de ceux qu'elle représente et qu'elle sert; à cause de la bassesse que ce service lui impose; à cause de l'exagération que les rois eux-mêmes ont imprimée à l'avidité financière de par laquelle ils gouvernent et qui les perdra.

Que veut-on. pour Dieu! que fasse à cela la députation parlementaire? Quel remède prétend-on qu'elle porte à ce vice fondamental? Elle n'est autre chose que l'opposition bourgeoise nécessaire au maintien du système bourgeois, qui tomberait bientôt par sa propre lourdeur et de tout son poids, s'il n'était sans cesse étayé par quelque chose qui, dans son interêt

même, le repousse et le redresse. Les rois, les ministres, les courtisans, sont insatiables : s'ils n'avaient qu'à prendre, ils prendraient toujours, et trop, et indistinctement dans les poches de tous; ce qui finirait par en fâcher plusieurs et par compromettre la stabilité du système bourgeois lui-même, en forçant de chasser les spoliateurs royaux, avec leur suite, au nom de la nation outragée et ruinée. On a donc imaginé de les obliger à soumettre avant tout leurs demandes aux délégués de la *haute* bourgeoisie. Si ceux-ci jugent qu'on peut leur accorder sans que le peuple s'en irrite trop violemment et sans qu'il leur en coûte grand' chose à eux-mêmes, ils émettent un vote favorable; et le peuple satisfait en rechignant à la nouvelle dette qu'il croit avoir consenti à contracter, quitte à succomber sous cette surcharge. S'il leur paraît que les exigences du pouvoir mettent en péril le pouvoir, eux-mêmes, et le privilége constitutionnel sur lequel cet échafaudage de rouerie et de duperie repose, ils refusent. Et ils ont l'air de faire un acte de courage qui au fond n'est qu'un acte de prudence, de calcul et de peur; et le pouvoir a l'air de leur en vouloir sincèrement : le peuple, lui, de bonne foi, se figure qu'il est réellement protégé; il redouble d'efforts pour aller encore un peu sans murmurer tout haut, et il prend la résolution de ne se laisser accabler sous le faix que le plus tard possible.

Les badauds alors bénissent cette admirable machine représentative qui, en fonctionnant, a résolu le

problême social et doté l'humanité de tout le bonheur dont elle est susceptible.

Elle n'a cependant résolu d'autre problême que celui de tracer nettement la ligne de démarcation entre les dominateurs, habiles intrigants qui s'enrichissent en mentant à chaque parole et se font considérer en prenant de toutes mains, et les dominés, finassiers imbéciles qui, au même métier, vivent en gueux et finissent par se faire pendre. L'intrigue, l'imposture, les déprédations, les rapines, sont désormais une science exacte qu'au moyen de nos rouages constitutionnels, on réussit de toutes parts à mettre fort *honorablement* à profit.

Car, remarquons-le bien : tout est devenu honorable dans cette complication de friponneries de haut et bas étage, sans compensation aucune, ni de véritable habileté, ni de courage, ni de grandeur ou d'éclat. Les formes parlementaires sauves, l'honorable représentant bafoue impunément *l'auguste* dynastie pour laquelle il affecte un attachement sans bornes et que cependant il hait autant qu'elle le dédaigne tout en cherchant à le séduire : il reproche à son honorable collègue le ministre dont il convoite le portefeuille, la faiblesse et les erreurs (ce qui, de sa part, signifie la nullité et la lâcheté, les malversations et les trahisons) qu'il sait bien être de l'essence du régime de déception et de bassesse dont le ministre et lui-même font partie. Le ministre de son côté découvre, toujours parlementairement bien entendu, le bout de l'oreille

de l'honorable préopinant. Le scrutin fait le reste. Le peuple y lit pour son édification, soit que le ministère a bien mérité du roi et de la nation, soit qu'il a perdu la confiance de la nation et de la chambre : ce qui au reste ne change en rien sa situation à lui peuple, auquel on ne songe que lorsqu'on tremble devant ses menaces ou sous ses coups, quoique les convenances constitutionnelles imposent à ses soi-disant représentants de répéter sans cesse, les uns que tout doit se faire pour le peuple, les autres que tout devrait se faire par lui. Ni l'une ni l'autre de ces professions de foi sonores ne tire à conséquence dans une bouche constitutionnelle.

Voilà où nous a menés la trop fameuse pondération des pouvoirs, et elle nous y laissera : c'est par une autre voie que par celle qu'elle nous a ouverte que nous devons en sortir. Quand une fois il n'y aura plus pondération matérielle et mécanique, c'est-à-dire isolement et antagonisme sur une ligne indéfinie, mais bien dépendance morale, ou ordre intelligent, ou harmonie vraie partout, la lutte gouvernementale sans but et sans terme, qui afflige aujourd'hui tous les regards et navre les cœurs honnêtes, cessera d'ébranler la société. Et la concurrence illimitée en tout et pour tous, le *laissez passer* et le *laissez faire*, ces principes immuables puisqu'ils sont la paraphrase de ceux de liberté et de justice, deviendront aussi utiles dans la pratique qu'ils sont irrécusables dans la théorie. Dans l'état actuel des choses, ils ne font que favoriser le riche qui

peut tout, au détriment du pauvre qui ne peut rien, l'habile qui sait tout ce qu'il faut savoir, aux dépens de l'homme simple qui ignore tout, le fripon qui se défie de tout le monde et ne recule devant rien pour tromper l'honnête homme qui ne soupçonne personne et ne craint que de faire tort à qui que ce soit. Aussi la concurrence illimitée, comme les meilleures choses lorsqu'elles ne sont pas coordonnées dans un système harmonique de choses toutes également bonnes, est-elle un élement fatal de discorde et de haine, de ruine et de mort. L'ouvrier manque du nécessaire au sein de l'industrie qu'il fait fleurir; la petite industrie succombe sous les moyens qui sont à la disposition de la grande, la bourgeoisie jadis aisée, sous l'oppression de la *plutocratie* bourgeoise; et le gouvernement qui protége toujours les puissants et les riches dont il dépend, puisque ce sont eux qui font le gouvernement et les lois pour eux, est en hostilité permanente contre le peuple qui le paie de sa haine la plus cordiale; et il y a guerre de tous contre chacun et de chacun contre tous : la vie sociale est un enfer où la prime appartient de droit à celui qui a le mieux préparé et le plus hâté sa dissolution.

S'il arrive qu'un despote ayant le bon esprit de ne pas voir son intérêt comme pouvoir dans l'oppression des classes les plus nombreuses, des classes pauvres et si outrageusement traitées par une société de nobles ou de riches sans entrailles, s'il arrive qu'un despote demande lui-même du soulagement pour elles et propose des mesures qu'il croit propres à le faire obtenir, es puissants répondent comme l'aristocratie de Polo-

gne à Nicolas : « que les vues bienveillantes de l'empereur ne peuvent être mises à exécution. » Aux yeux de celle-ci, l'abolition du servage serait l'anéantissement de la nationalité polonaise, c'est-à-dire que, lorsque la noblesse ne posséderait plus toute la Pologne et tous les Polonais, comme sa propriété, *sa chose*, quand les paysans polonais auraient cessé d'être des *choses* et posséderaient eux-même une partie des richesses qu'ils créent par leur travail, il n'y aurait plus de caste maîtresse, jouissant à l'exclusion des autres classes, de la dignité d'homme et des avantages de citoyen, et s'intitulant impudemment : *Pologne*. Cela est vrai, et j'en feliciterais l'humanité. Au reste, la question au centre de l'Europe est la même : changez la qualification de la caste dominante, et le déraisonnement des nobles polonais est identiquement le même que celui des bourgeois de nos monarchies libérales. Eux aussi ont tout et ne veulent laisser d'accès à rien : la nation, c'est eux; les troubler dans leur inconcevable sécurité, dans leur inqualifiable apathie, c'est mettre l'Etat en danger; leur reprocher l'esclavage, l'abrutissement du prolétaire, et la ruine de la classe moyenne, c'est manquer de patriotisme. Hé périsse ce patriotisme-là ! Il est la peste de la société.

Ne calomnions pas la Providence. La société organisée uniquement par et pour quelques hommes, *nés* comme disaient jadis les sots vaniteux qui s'étaient fait un privilège jusque de l'acte de naître, ou par quelques autres à qui la fortune a départi le chanceux

avantage d'écraser leurs semblables en attendant la revanche de ceux-ci, ce n'est certes point là l'œuvre humanitaire à laquelle doit donner naissance le développement normal des facultés de l'homme. C'est l'œuvre de nos institutions sans foi et sans équité, qui sont une école de mensonge et d'impudeur, où, du pouvoir suprême au dernier membre de l'association, il y a concurrence de démoralisation, où l'on condamne et punit chez le peuple les vices inhérents à la position qu'on lui a faite, l'ignorance dans laquelle on le retient, la grossièreté et la violence qu'il a pu seules opposer à l'hypocrisie et à la ruse, tandis que, par l'exemple de chaque jour on le forme à tous les genres de corruptions qu'on professe sans nécessité comme sans retenue, et qu'on ne nourrit son intelligence partout où elle se manifeste que des préjugés les plus nuisibles et des erreurs les plus honteuses.

Le peuple que voit-il sous ses yeux? Un vaste réseau dont les classes dominantes, et chaque individu de ces classes, et le gouvernement dont elles se sont fait un centre d'unité, et chaque fonctionnaire dont il se compose, forment les mailles : et, du fond de ce réseau où il est paralysé dans le moindre de ses mouvements, il s'entend prêcher une morale dont il retrouve les germes dans son cœur, mais que toute la conduite des prédicateurs dément. Ils lui imposent l'équité, eux les accapareurs de tous les biens de la vie; la charité et le dévouement, eux les égoïstes par excellence; la modération, eux qui jouissent de tout et n'ont jamais assez.

Le peuple qui vit de privations et de douleurs, doit se montrer calme; pour eux seuls est la vie animée de désirs, riche d'espérance, variée d'émotions, à laquelle ils se résignent.

Ils ne sont jamais trois sans que deux d'entre eux ne se liguent contre le troisième pour le dépouiller et le perdre : cela est vrai pour les rois quand ils n'ont pas peur des peuples, comme pour les ministres quand ils n'ont pas peur de l'opposition, pour les élus, les électeurs, les banquiers, les industriels, les négociants, les avocats, les juges, les prêtres, les médecins, les artistes, les hommes de science et de lettres, quand ils n'ont pas peur de la loi, c'est-à-dire, quand ils espèrent de pouvoir se cacher d'elle, ou de l'éluder ou de la violer impunément. Il est inutile de défendre à l'ouvrier d'envier l'ouvrier; que convoiterait-il? il y a misère et asservissement des deux parts. Ses yeux se portent plus haut. La loi lui défend de se coaliser contre ses maîtres : c'est une injustice, car ses maîtres se coalisent les uns contre les autres et tous contre lui : cependant elle a raison, car les coalitions sont des émeutes toujours impuissantes et ne faisant que quelques malheureux de plus. Ce sera une révolution qui rétablira l'équilibre social, non une révolution politique, une révolution dans les noms et les formes, mais la conquête des classes supérieures par la classe inférieure, qui usera de son droit de conquête, droit toujours déplorable, puisqu'il en surgit plus tard un droit opposé, celui que les conquis, devenus conqué-

rants à leur tour, exerceront bientôt avec une égale fureur. Si le prolétaire, quoiqu'il ne voie partout autour de lui que scènes d'escroquerie et de rapine, ne dépouille *pas encore,* c'est que Dieu et le peuple sont patients : mais ce ne sera pas la morale officielle qui retardera le moment fatal, et les exemples officiels le hâteront.

Les gouvernements, je n'en excepte aucun, maintiennent constamment à l'ordre du jour les trahisons diplomatiques dont ils espèrent quelqu'avantage, les délations et les provocations de police, qui leur paraissent utiles, les guets-apens au moyen desquels ils croient trancher les questions d'état. Ils corrompent ou écrasent. Ils n'ont d'autre religion que celle du succès. Le plus fort à leurs yeux a toujours raison; le plus faible, tort. Et ils exigent que le peuple soit

[1] Je ne serais pas étonné de m'entendre dire : Vous voulez donc le désordre, l'anarchie ? — Non pas, répondrais-je, mais je prévois le désordre comme inévitable ; je prédis l'anarchie comme prochaine. Je ne veux pas plus le bouleversement, que le baromètre qui descend à vingt-sept pouces ne veut la tempête. Accusez-vous le baromètre? Ce que je voudrais, mais je crains fort que ce ne soit en vain, c'est qu'on évitât tout bouleversement, non en maintenant les abus qui le provoquent, cela serait absurde, mais en les réformant. Ou rétablissez l'équilibre dans l'atmosphère, ou, si vous ne le pouvez pas, laissez faire à la foudre qui doit la purifier. Ou faites main basse sur les abus, vous le pouvez, ou, n'en doutez pas, l'ouragan populaire balaiera l'atmosphère sociale.

juste, loyal, confiant, pur. Je condamne l'erreur, le vice et le crime partout, chez les prolétaires comme chez les grands, mais aussi dans les cours comme parmi le peuple. Plus même chez les oppresseurs que chez les opprimés, car les circonstances atténuantes qu'on peut invoquer en faveur de ceux-ci aggravent singulièrement la culpabilité des autres.

La morale des grands, je parle de leur morale pratique, ils l'ont fait passer dans leurs lois, où elle a reçu la sanction la plus barbare. L'inviolabilité de la propriété y a été tracée en caractères de sang par les propriétaires, l'inviolabilité du pouvoir par les hommes du pouvoir. Aucun égard pour les premiers besoins de la vie qui est, elle aussi, un droit, et qui élève à la dignité de droit tout ce qui est nécessaire à sa conservation; car les législateurs ont la vie assurée, et ils ne veulent que s'assurer le reste. Aucune défense réelle contre les abus du pouvoir, c'est-à-dire contre la force et la ruse, le talent et l'or; car les législateurs disposent eux-mêmes de l'habileté et de la force, des richesses et du savoir. Le peuple, qui n'a jamais de superflu, n'a que faire d'être protégé contre les voleurs : s'il vole, même par faim, la prison est l'argument qu'on oppose à sa détresse. Il aurait grand besoin d'être soutenu contre l'oppression des puissants. Quant à lui, hors quelques accès de sa terrible colère, il n'opprime jamais, ni personne. Et quand il se fâche sans avoir mis de la tactique, de la suite et surtout de l'unanimité dans la manifestation de son

mécontentement, on le mitraille en gros; puis en détail il est traqué, décimé, terrorisé, moralement anéanti.

Chez l'homme du peuple, la première faute est souvent la conséquence du besoin, passion naturellement irrésistible, ou de la fougue du caractère, dont les passions deviennent irrésistibles aussi par le défaut d'éducation, défaut qu'il serait aussi atroce qu'absurde d'imputer à ceux qui en souffrent. La punition de cette faute mène le malheureux à l'école du crime, et le crime mène le coupable à l'échafaud. Je dis *le coupable;* je devrais dire *la victime :* car les vrais coupables sont ceux qui maintiennent l'ignorance, la corruption et la misère. C'est la société exploitante qui se protége elle seule, dussent périr tous les autres, au prix d'un nombre à peu près prévu de têtes, lesquelles font obstacle à la sûreté de leur spéculation. Tant que la loi n'aura pas prévenu le crime en abolissant le besoin, en moralisant et éclairant les masses, chacune de ses dispositions pénales sera elle-même un crime qui criera vengeance devant Dieu, et qui l'obtiendra tôt ou tard.

Je ne veux pas, le Ciel m'en préserve! qu'on enlève aux riches leurs garanties légales; ces garanties sont aussi un droit, et un droit sacré. Mais je veux qu'on les garantisse elles-mêmes par des garanties morales. Il n'y a pas de droit contre le droit, cela est vrai; mais il y a des faits qui peuvent renverser tous les droits possibles. Et le fait du pauvre qui reprendra sa part dans ce que possède le riche, malgré le droit de

celui-ci à sa propriété, peut ne pas tarder à être accompli : car le riche abuse de son droit, et le fait qui le violera sera la conséquence indéclinable de cet abus. D'ailleurs, les garanties que le riche réclame doivent être un droit pour tous indistinctement, et un droit non pas illusoire et dérisoire, mais réel, mais applicable et appliqué. Il faut qu'elles protégent quelque chose partout : que par conséquent chacun ait quelque chose à faire protéger; en d'autres termes, qu'il n'y ait pas une classe d'hommes nécessairement riches, parce que nécessairement instruits, et *vice versâ*, dont la loi émane exclusivement et que la loi tienne sous sa protection exclusive. Il faut, la conclusion est toujours la même, parce qu'elle exprime le seul remède efficace au mal social; il faut que la misère excessive disparaisse, que les lumières deviennent le patrimoine de tous, que la moralisation soit un devoir de la société et un droit de chacun de ses membres, et que l'éducation publique, organisée uniformément et scientifiquement, découle rigoureusement d'un principe humanitaire autour duquel tous les hommes viennent se grouper et s'unir.

Qu'elles sont petites, mesquines, niaises, à côté de ces questions graves et vraiment importantes pour l'avenir de l'humanité, les questions qui agitent les parlements des nations représentativement constituées! Pour ne parler ici que de notre Belgique, qu'est-ce qui, à de rares intervalles, y réveille un peu les esprits assoupis? Qu'est-ce qui excite les passions

et provoque une lutte animée parmi ceux qui sont appelés à discuter les intérêts de la nation? Rien, absolument rien que l'hostilité entre deux partis qui se disputent le pouvoir. Pour chacun de ces partis, tout chemine au mieux pourvu qu'il donne, lui, le mot d'ordre et qu'il règle la marche, c'est-à-dire, pourvu qu'il ait l'honneur et les profits. Remarquons-le bien, dans chaque question de personnes, les parlements prennent feu; il y va de l'intérêt de chaque *orateur*. Dans les questions de choses, le calme est plus grand; car l'intérêt n'est qu'indirect : quant aux questions de principes, oh! l'insouciance est complète. Des principes, c'est bon comme prétexte, comme moyen; mais en réalité, qui a encore, qui peut encore avoir des principes?..... Après chaque engagement, les armées se retirent dans leur camp, et tout retombe dans le marasme.

Le peuple, pendant l'action, n'avait pas cessé de demeurer indifférent à son issue. Il a assez à s'émouvoir de ses propres souffrances et de son propre abaissement. Et puis, quelle part prendrait-il à ce qui ne le regarde en aucune manière? La victoire comme la défaite de l'un ou de l'autre parti n'apportera pas le moindre changement à sa condition. Et si les partis s'entendent, comme ils s'entendent toujours, sur le point principal, savoir que le peuple est et sera à perpétuité matière à exploitation; si, dis-je, ils s'entendent sur le partage des bénéfices, qui souvent les divise, c'est encore le peuple qui paie les frais et l'accord

en ce qu'il est exploité avec plus d'ensemble et par tous les spéculateurs sociaux à la fois.

Que donc l'on enseigne dans des séminaires ou dans des écoles communales, au nom du grand Architecte de l'univers ou de la sainte et indivisible Trinité, peu lui importe : ce n'est jamais lui qui y apprendra à se passer de maîtres, et ce seront toujours des maîtres, et, sauf quelques détails de costume, les mêmes maîtres qu'on y façonnera pour lui.

Le point essentiel à ses yeux, et le seul point sur lequel il tienne constamment les yeux fixés, c'est de payer le moins possible, en attendant qu'il ne paie plus rien du tout, ni directement ni indirectement, comme ce serait de droit, pour un enseignement qu'on lui doit, qu'on lui refuse, et que ceux qui en profitent tournent toujours contre lui. Sur les entrefaites, qu'on intrigue dans les sacristies, dans les loges ou dans les boutiques, pour avoir, comme on s'exprime, l'honneur de le représenter, il ne daigne pas seulement y prêter attention. Et les circulaires rédigées au palais épiscopal ou dans quelque comité bourgeois, et les candidats du parti libéral ou ceux du parti prêtre, et les *hommes de bien* de l'église ou les *hommes éclairés* du monde ne réveillent en lui aucune sympathie. Si ce tripotage vient à sa connaissance, il hausse les épaules et continue son travail de tous les jours. Il aurait envie de s'en occuper, et, grâce à Dieu ! il ne l'a guère, que le temps lui manquerait : c'est bon pour les oisifs, qui, entre les repas et le sommeil, doivent bien laisser leur esprit vaguer sur quelque chose.

Cette apathie du peuple est fort heureuse dans les circonstances. Car, pour peu qu'il pénétrât les détails de tout ce qui se fait en son nom et prétendument pour son avantage, peut-être il s'impatienterait à la fin et pour tout de bon ; et avec des procédés fort peu parlementaires, il expulserait du temple social les vendeurs de paroles et de fumée, qui non-seulement trafiquent chez lui, de lui et sans lui, mais qui encore se disent autorisés par lui à exercer à son dam cet ignoble métier.

C'est là un impudent mensonge. Le peuple ne se mêle point d'intrigues. Il est parfois violent; il n'est jamais fourbe. On le trompe souvent; lui ne trompe pas; il frappe quand il s'est lassé d'être dupe. Les intrigues se passent en haut lieu où il ne pénètre jamais; elles y sont sur leur terrain, autocthones, s'il est permis de le dire. Là, le propriétaire ou le marguillier, le curé ou l'avocat, le chanoine ou le banquier, l'épicier ou l'évêque, s'agitent, s'entrechoquent, *se bousculent*, non pas dans l'intérêt du peuple, mais uniquement dans le leur. La position sociale dont ils sont revêtus, leur donne plus ou moins d'influence, dont, constitutionnellement parlant, ils peuvent user et abuser comme ils l'entendent, à leurs risques et périls, et peu importe si c'est pour le bien ou pour le mal de leurs concitoyens : la preuve que la loi leur laisse cette faculté, c'est que leurs adversaires qui les accusent avec le plus d'acharnement devant l'opinion, ne parviennent point à les faire punir devant les tribunaux.

Que n'écoutait-il aux portes, le peuple, lors du debat auquel j'ai déjà fait allusion, que n'écoutait-il aux portes le jour de la séance où maçons et catholiques se heurtèrent sur la question de savoir laquelle des deux factions dominera le parlement et gouvernera le pays! Il n'aurait, je pense, pas été médiocrement scandalisé d'entendre le coryphée du parti qui se dit le plus avancé, et qui l'est, à mon avis, puisqu'il pousse le plus efficacement et le plus rapidement la société vers le déblai général, condition *sine quâ non* pour elle de reconstruction et de réorganisation [1];

[1] Je m'explique : Là où les catholiques dominent, il y a une autorité, telle quelle si on veut, mais enfin une autorité à laquelle se soumettent ceux qui croient, et par conséquent il y a momentanément possibilité d'existence sociale pour aussi long-temps que l'on croira. Là au contraire où dominent les libéraux, il n'y a point d'autorité qu'ils puissent invoquer comme principe d'union et de société; eux-mêmes n'ont positivement foi à rien. Aussi ne s'associent-ils pas, ils se liguent offensivement ou défensivement; ils se coalisent pour un intérêt passager et commun, ou plus souvent contre un intérêt opposé. Ils transigent sur ce qui les divise dans un but matériel et actuel, et ce but atteint, la lutte recommence plus vive qu'auparavant.

Selon moi, les catholiques croient sans fondement; et, dans l'état de la science, les libéraux sont seuls rationnels en refusant leur adhésion à quelque principe que ce soit : car il n'y en a aucun de prouvé scientifiquement. Mais cela laisse la question en son entier; c'est-à-dire, que la société qui ne saurait exister sans un principe unitaire,

il n'aurait pas été médiocrement scandalisé d'entendre son représentant libéral par excellence se vanter de s'être retiré de la lice précisément lorsque lui, peuple, allait y entrer pour quelques semaines, et de n'y être rentré que lorsque de nouveau ce peuple, forcé de donner sa démission pour vivre, était retombé dans son atonie politique. Les conséquences d'un pareil aveu sont faciles à saisir : celui qui a eu l'ingénuité de le faire a trahi, sans peut-être le vouloir, le secret du parlementarisme moderne.

Et c'est pour cela que le peuple ne se soucie ni des libéraux ni des dévots, ni des prêtres ni des francs-maçons, pas plus que des royalistes plus ou moins purs, ou des doctrinaires, ou des républicains, non comme favorables ou contraires à la monarchie, comme croyants ou incrédules, mais comme indifferents à son bien-être, à sa réhabilitation sociale, à la revendication pour tout homme de la qualité de membre effec-

reste sans lien commun, et par là, si elle n'est déjà dissoute, est bien près de se dissoudre.

La société *actuelle* périt par le doute, c'est-à-dire par l'anarchie. Le doute vient de l'examen qui a démontré qu'on avait eu tort de croire sans preuves : en d'autres termes, du catholicisme est né le protestantisme, et du protestantisme naîtra la négation, l'anéantissement. Nous y touchons. Espérons qu'il surgira après cela une société non plus de *croyants*, qui nous ramèneraient au doute, mais de *sachants*, qui fonderont la seule association humaine durable, celle qui relie par la conviction raisonnée.

tif de la fraternité humaine, comme affichant des sentiments populaires qu'ils n'éprouvent pas ou qu'ils ne traduisent jamais en actes populaires, et par conséquent comme ses despotes et ses oppresseurs.

Le secret parlementaire est devenu celui de la comédie : le sait qui veut le savoir. Le peuple, qu'il le connaisse d'ailleurs ou ne le connaisse pas, s'en inquiète fort peu. Car il voit changer à vue les ministres et leurs programmes, les chambres et leurs majorités, les dynasties mêmes et les systêmes en vertu desquels elles règnent; mais il ne voit changer que cela : et vraiment, cela ne vaut pas la peine qu'on le constate. Il faut maintenant bien convaincre le peuple qu'il ne saurait en être autrement; que, les hommes *du jour* et les choses à leur convenance étant donnés, nous ne ferons pas un pas, quand même les plus adroits s'en mêleraient ou les plus consciencieux : ni l'habileté, ni la conscience, ne sauraient faire l'impossible. L'opposition bourgeoise a beau crier à ses mandataires : « Faites autrement, faites mieux; » elle ne prouve par là que son inqualifiable simplicité. Les hommes du pouvoir à qui elle s'adresse, plus avisés qu'elle, répondent : « Nous ne le voulons pas; » c'est franc : « Nous ne le pouvons pas; » c'est vrai.

— Mais, reprend-elle, si vous ne faites pas mieux ou du moins autrement, vous tomberez comme vos prédécesseurs, et pour les mêmes motifs qu'eux. — Cela encore est convenu, lui disons-nous à notre tour; mais cela doit être ainsi : et les successeurs tombés

céderont la place à d'autres qui tomberont. Cette rotation est dans l'ordre des choses soutenu par les doctrinaires, et en est inséparable, que d'ailleurs ils le veulent ou ne le veulent pas. Les habiles s'en accommodent, et se hâtent de faire fortune, seule chose qui les intéresse, pour ne pas être surpris au dépourvu par la débâcle, à laquelle ils s'attendent mais qui, personnellement, ne leur importe guère : ils réussiront dans leurs intrigues, jusqu'à ce que de chute en chute, et les machinistes venant à manquer à la besogne, la machine elle-même se détraquera et tombera en éclats. Ce ne sera la faute ni des rois qui voudraient des ministères stables, ni des ministres qui voudraient demeurer à leur poste, ni des ambitieux qui voudraient y parvenir, ni des chambres qui voudraient un ministère quelconque à soutenir ou à combattre; ce sera la faute à tout le monde, je parle du *monde* dominant; ce sera la faute de la société qui est faite par et au profit de quelques-uns pour la perte de tous les autres, qui forment eux un *monde* beaucoup plus nombreux que le premier et auquel appartiennent les mêmes droits de par la nature et Dieu. Les crises qui se révèlent, en France et en Belgique, quoiqu'elles revêtent généralement la livrée d'embarras secondaires, ne sont cependant ni simplement ministérielles, ni constitutionnelles, ni politiques; la chose est bien plus sérieuse : c'est une crise sociale. L'astre bourgeois en est aux dernières phases : il va rentrer dans le néant. Alors, mais seulement alors, toutes les vieilleries étant

par terre, la société pourra se dresser, elle, dans sa force et dans sa splendeur. Il sera passé le temps des niais et celui des habiles : ce sera enfin le temps des heureux, le temps du peuple, le temps de l'humanité.

Il est bien curieux à la fois et bien étrange le spectacle qui se déroule sous nos yeux. Le pouvoir meurt, et meurt de sa belle mort naturelle, personne ne le tuant, personne même ne l'attaquant comme pouvoir. Il succombe parce qu'il n'a ni véritable science ni conscience; parce qu'il ne repose sur aucun principe incontesté auquel il se soumette et qui lui soumette la société; parce qu'il n'y a plus de pudeur dans les conseils des rois, ni de dignité sur leurs trônes; parce que ceux qui gouvernent sont sans foi, sans bonne foi et sans bonne volonté; parce que la morale dont ils sont les organes n'est pas la règle de leurs propres actions; parce que, hors voler matériellement dans les poches, ce dont ils n'ont pas besoin, les fautes qu'ils condamnent, les crimes qu'ils punissent, ils en sont aussi coupables que les gouvernés.

Ce qui se passe ici et ailleurs, ce qui se passera bientôt partout où les formes constitutionnelles représentatives auront succédé au despotisme, prouve qu'il y aura impossibilité matérielle de gouverner, faute de majorité pour décider qui devra gouverner et de quelle manière : on n'obtiendra plus que des majorités négatives, des majorités contre les hommes et les moyens déterminés de gouvernement; mais rien de positif, rien de fixe, pas d'action par conséquent, impuissance

absolue, néant. L'opposition a toujours raison, le pouvoir jamais. En Belgique, un ministère et une majorité catholiques assurent la victoire morale, qui précède toute autre victoire, à l'opinion libérale. Que celle-ci monte au pouvoir, et les catholiques triomphent à leur tour. En France, les dynastiques régnant, c'est aux républicains qu'il faut prêter l'oreille : le lendemain du jour où les républicains auraient vaincu, il faudrait ne plus écouter que les monarchistes.

Ceux qui attaquent sont toujours sûrs de triompher; ceux qui se défendent, d'être défaits : car les moyens d'attaque sont constamment les mêmes, constamment bons, forts et victorieux, dans quelques mains que ce soit, et ceux de défense sont constamment mauvais, faibles, nuls. Et le pouvoir fait ainsi fort inutilement pour l'humanité, une vaine consommation de capacités et de caractères, qui, sous un régime plus rationnel, feraient le bonheur et la gloire de la société.

Comme on est parvenu à ne plus rien croire, on parviendra à ne plus rien vouloir et à ne plus rien faire. On ne sera d'accord que sur cela seul. Les hommes du pouvoir le comprennent et l'avouent presque tout haut; c'est eux que le mal dévore les premiers : les hommes de l'opposition se flattent encore; il faut qu'ils passent aussi au pouvoir pour se désillusionner, pour être convaincus. Tant qu'on a inquiété, tant qu'on a menacé les gouvernants personnellement, l'intérêt de *leur* défense, de *leur* conservation les a unis. Maintenant qu'on les regarde faire, ils se divisent contre eux-

mêmes. Quelqu'envie qu'ils aient du pouvoir, ils en ont encore plus peur. Néanmoins on fait plus et mieux que de les laisser agir sans obstacle; on les encourage en quelque sorte, on les pousse à agir. On leur dit : « Entendez-vous tant bien que mal; nous ne serons pas trop difficiles : mais du moins *gouvernez.* » Et ils répondent : « Nous n'osons. »

C'est-à-dire qu'ils ne le veulent pas parce qu'ils ne peuvent pas le vouloir. Car il faudrait vouloir réformer, et réformer profondément, fondamentalement. A cette condition seule le gouvernement est possible; et ils ne sont pas en position pour la remplir.

Le constitutionalisme représentatif est une épreuve par laquelle il a fallu qu'on passât; mais elle devait nécessairement aboutir à l'impossible par l'absurde. Cette épreuve subie, et l'absurde signalé et reconnu, on entreverra le réel, et il y aura espoir de l'atteindre.

Avant qu'on en soit là, on essaie encore des hommes indispensables. Après cela il n'y aura plus rien à essayer. Car dès qu'un systême ne peut se maintenir que moyennant tel ou tel homme, c'est un systême jugé et condamné, un systême perdu sans retour. Qu'en adviendrait-il si cet homme mourait? Les hommes indispensables des monarchies constitutionnelles représentatives sont les précurseurs de la chûte décidément définitive de ces monarchies.

En Belgique où, que le ministère d'ailleurs se retire ou qu'il reste, l'intrigue ambitieuse vient de se porter à elle-même un coup dont elle ne se relèvera que dif-

ficilement, le pouvoir se trouve pour la première fois à découvert comme il est en France depuis longtemps. Les catholiques politiques hésitent à s'en emparer : ils sentent qu'ils n'auraient pour eux ni les voix des libéraux ni celles des catholiques raisonnables; les honnêtes gens des deux partis leur feraient défaut. Les libéraux intolérants n'auraient ni l'appui des catholiques, ni celui des libéraux modérés; ils auraient contre eux les hommes bien intentionnés des deux partis. Aucun parti n'ose songer à l'emploi de la force brutale : la force, elle est brisée. Les doctrines arbitraires, on s'en moque ouvertement et de toutes parts. Il n'y a plus que la masse flottante des hommes à intentions droites, comme il s'en trouve dans tous les partis, et qui par cela n'appartiennent réellement à aucun, mais qui aussi n'ont point par eux-mêmes d'idées arrêtées, de système complet. Ces hommes, fort bons pour des temps ordinaires où il ne faut qu'assister à la marche régulière des choses et ne pas contrarier leur impulsion, sont une pauvre ressource dans l'état critique de la société, où il s'agit de la ressusciter de mort à vie, et non de la faire agoniser quelques années de plus. D'ailleurs, des ministres honnêtes gens, où les prendrait-on? Toujours dans la classe qui domine. Je veux bien qu'ils n'augmentent pas le nombre des griefs qu'on a contre cette classe : mais aussi, ils ne les diminueraient pas; ils ne peuvent pas les diminuer : ils ne réformeraient rien. Ils n'abuseraient pas du pouvoir qu'on leur confierait; mais ils

laisseraient ce pouvoir tel qu'il est : et lui-même est le plus grave, le plus lourd, le plus intolérable des abus. Instruments forcés du régime de mystification et de déception *qui existe*, ils tromperaient comme ont fait leurs devanciers, non pour leur propre compte, mais pour l'*ordre de choses* auquel ils appartiennent aussi bien que leurs devanciers. Or, encore une fois, il ne suffit plus de ne pas agrandir, de ne pas envenimer la plaie sociale; il faut la guérir, il faut la fermer. Les honnêtes gens ne seraient qu'un palliatif; et il faut un remède prompt et infaillible.

C'est aux doctrines populaires qu'il faudra définitivement avoir recours, et aux hommes de courage et de fermeté qui seront consciencieusement décidés à les appliquer radicalement et jusqu'au bout. A ce prix, le pouvoir est non-seulement possible, mais il sera plus fort et plus respecté que jamais. Car il représentera la force du peuple même; et le bonheur du peuple qui sera son unique but, en fera pour la nation entière l'objet de son respect et de son amour. Cela vaudrait bien, me paraît-il, la peine d'essayer.

Je me hâte maintenant de reprendre les considérations générales auxquelles j'ai consacré cet écrit, et que je n'ai abandonnées un instant que pour y rattacher les réflexions qu'avait fait naître en moi les événements, j'allais dire les pauvretés du jour.

Le grand travail de la transformation humanitaire se fait en dehors de la plate parade dont l'aristocratie bourgeoise s'est distribué les rôles, et qu'elle joue si

pitoyablement tant dans les bureaux des ministres que dans les chambres des législateurs.

En vertu de ce travail, le peuple approche chaque jour du but que la Providence a posé à ses efforts et à ses souffrances, savoir la répartition légitime des bienfaits de la société. Les bourgeois ont beau s'opposer à ces efforts et tenter de rendre ces souffrances éternelles, ils ne font par là que hâter le moment qui les dépossèdera violemment, tout juste parce qu'ils n'auront pas consenti à partager à l'amiable.

Vous ne voulez pas, ô nos maîtres, que le peuple arrive là où vous prétendez rester seuls, parce que vous y êtes seuls et que vous vous y trouvez bien. Soit : je ne vous accuse ni d'inhumanité ni d'injustice; vous me ririez au nez : mais je vous taxe d'ineptie. Écoutez-moi.

Le peuple, dites-vous, est stupide et féroce : il brouillerait tout, brutaliserait tout le monde, s'emparerait de toutes choses, et bouleverserait la société de fond en comble. Je prends acte de vos paroles. Mais la question n'est plus de savoir si le peuple arrivera : c'est là un point arrêté, contre lequel ni vous ni personne ne pouvez rien; la question est exclusivement de savoir comment il arrivera. Le voulez-vous féroce et stupide, comme, selon vous, il est aujourd'hui, et comme, selon moi, dans cette supposition, vous l'avez fait vous-même, comme vous le forcez d'être et de demeurer? Alors *laissez passer et laissez faire*. Vous recueillerez ce que vous aurez semé. Vous aurez de la

violence et des spoliations, des pillages et des atrocités. Vous disparaîtrez du théâtre où vous n'aurez que trop long-temps rempli le rôle de tyrans, pour que d'autres se donnent le plaisir de le remplir à leur tour : ces autres avaient été les victimes; vous le serez aussi, et vous vous retremperez dans la misère et la douleur, en attendant l'heure de la justice réactionnaire.

Que si vous aimez mieux éviter ces malheurs, et faire sortir l'humanité du cercle vicieux d'actions et de réactions, d'iniquités et de vengeances, où le retient l'égoïsme, c'est-à-dire la méchanceté et surtout la sottise de ceux qui dominent : mettez un terme aux anomalies sociales; soyez justes envers le peuple : et ce peuple arrivera, mais appelé par vous, guidé, dirigé par vous; il arrivera, mais déjà le cœur adouci par le bien-être qu'il croira devoir à votre amour pour lui, l'esprit calmé par les lumières acquises sous votre patronage, moralisé par vos sages préceptes et plus encore par votre exemple; il arrivera, non pour troubler l'ordre où vous êtes tout et lui rien, mais pour défendre l'ordre, au maintien duquel il sera intéressé comme vous, puisqu'il y sera aussi devenu quelque chose; il arrivera enfin, mais pour prendre sa place à vos côtés, non pour vous chasser de la vôtre.

Car, nos maîtres, dès que vous aurez ouvert les yeux, que vous comprendrez votre position et celle du peuple, et ce dont cet épouvantable contraste vous menace, dès que vous serez, en un mot, devenus raisonnables, il y aura place pour tout le monde.

Il n'y a que vos préjugés, c'est-à-dire votre demi-science, vos étroits calculs, votre aveuglement, qui vous rendent durs envers le peuple, qui exaspèrent celui-ci, qui préparent votre propre ruine et rendent inévitable et prochain le renversement de tout ce qui existe.

Ce que je conseille pour le prévenir est-il si difficile? Non, certes.

M'écoutera-t-on? Je ne le pense pas.

Cependant le mal commence à être généralement senti et avoué; mais il *paraît* tolérable *à ceux qui n'en souffrent pas :* ils ne le croient pas encore assez grand pour qu'il exige un prompt remède, pour qu'il menace d'une catastrophe imminente.

Ils disent : « Cela peut aller longtemps; et, certes, cela durera autant que nous. » Et se bouchant les yeux et les oreilles, ils s'endorment sur un volcan prêt à les dévorer.

Leur réveil sera terrible.

30 mars 1840.

LE

SCEPTICISME

CONSTATÉ,

L'ÉGOISME JUSTIFIÉ,

ET

L'ANARCHIE PRÉDITE.

N° 3.

Plaisante justice qu'une rivière ou une montagne borne! Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà.

PASCAL.

M. Arago vient de citer, à la tribune française [1], les paroles de Pascal que je prends pour épigraphe de cet écrit, afin de prouver que, n'y ayant rien de vrai et rien de juste dans un sens absolu, on en est réduit, pour déterminer ce que l'on convient à chaque époque d'appeler *vérité* et *justice,* à consulter les membres délibérants de la société, et à s'arrêter à la décision que prend la moitié des votants, plus un.

Pourquoi n'a-t-il pas ajouté ce qui suit immédiatement, savoir : « Le larcin, l'inceste, le meurtre des

[1] Session législative de 1839 à 1840.

enfants et des pères, tout a eu sa place entre les actions vertueuses?» Parce qu'il craignait que, prouvant trop, il aurait fini par ne plus rien prouver. En effet, si les majorités d'autrefois ont regardé comme des devoirs les crimes dont parle Pascal, qui nous garantit qu'elles ne retomberont pas de nouveau dans ces aberrations de l'esprit? Or, nos majorités modernes, quoique composées d'hommes qui, pour la plupart, ne se refusent guère le plaisir de violer en secret les principes publics qu'ils professent, reculeraient pourtant devant une aussi odieuse supposition.

Il importe donc qu'on ait toujours l'air de conserver quelques vérités suprêmes, comme placées hors de la sphère des décisions par votes. Pourvu que l'on ne dise jamais quelles sont précisément ces vérités-là, cela n'engage à rien; et, tout en échappant à la contradiction, on ne s'expose pas au reproche d'avoir soumis la vérité et la justice à la coutume, au hasard, et au contrôle de la multitude, privée dès lors elle-même de toute possibilité de les apprécier.

Néanmoins, le jugement par majorités, et M. Arago le démontre fort bien, est non-seulement une nécessité absolue dans l'état présent des choses, mais même c'est une nécessité qui a été généralement sentie; et partout où la volonté arbitraire d'un homme ou d'une classe d'hommes, tenant lieu de vérité et de droit, a été abolie, on lui a substitué la souveraineté du peuple.

Et il démontre en outre qu'en attendant que cette souveraineté soit exercée par tout le monde, ou du moins que tout le monde désigne ceux qui doivent l'exercer à tour de rôle en son nom, il faut approcher progressivement le plus possible de ce *vote universel*, au moyen duquel la vérité et la justice de convention pourront enfin être déterminées, peuple par peuple et jour par jour.

Tout cela est évident. Aussi faudra-t-il, quoi qu'on en ait, se rendre aux conséquences de cette inflexible logique. Si le prononcé des majorités est l'unique *criterium* du juste et du vrai, il ne faudra plus que se bien assurer si ce sont réellement des majorités qui prononcent, et, à cet effet, il faudra peu à peu réformer les lois électorales et diminuer graduellement les cens d'électorat et d'éligibilité, afin de pouvoir arriver à les supprimer complétement.

Car si nous n'avons plus que ce moyen de fonder la morale, et par conséquent de maintenir l'organisation et l'harmonie dans la société, notre plus grand intérêt, supposé que nous puissions en avoir un autre que celui-là, ce que je nie, est de perfectionner ce moyen.

Et, toujours de l'aveu de M. Arago, ce moyen est le seul qui nous reste. Le principe de la légitimité, dit-il, a disparu dans les *trois jours* et lors de l'embarquement des trois générations de rois.

Je serai plus hardi, et je dirai que, comme principe, la légitimité est un non-sens, une contradiction, une absurdité, depuis que le droit d'examen a été socialement admis, c'est-à-dire depuis que la morale et la foi, imposées d'autorité, ont perdu dans la société la puissance de principes de pouvoir, d'hiérarchie et d'ordre. Et, avec la légitimité ou le droit divin, ont disparu l'inviolabilité et l'hérédité. Il n'y a de souverain que le peuple, qui délègue son pouvoir, et le révoque, et en demande compte quand il lui plaît et comme il lui plaît; soit par des majorités légales, soit par des majorités révolutionnaires; aujourd'hui aux rois, demain aux parlements ou aux conventions, aux ministres ou aux tribuns. Rien de stable, rien de fixe, rien de certain : tout est mobile, douteux, provisoire. Il n'y a plus de droits; il n'y a que des accidents, des faits. La volonté du peuple crée le droit, le change, l'abolit. La seule chose que le peuple ne puisse pas, c'est de limiter son propre pouvoir, en reconnaissant un droit supérieur au sien. Les *trois jours* et le départ de Charles X, du duc d'Angoulême et du jeune Henri ont banni la légitimité de fait du territoire de France; voilà tout.

« Je suis grand partisan du principe de la souveraineté de la raison, ajoute le célèbre astronome français, pourvu qu'on m'indique à quel signe certain on reconnaîtra la raison, à quel caractère on saura la distinguer de l'erreur. »

Malheureusement, il n'y a encore rien à répondre à cela. Personne n'a jusqu'ici formulé le principe incontestable d'où découlent le juste et le vrai; et le savant que l'Europe admire, non-seulement avoue que ce principe lui est inconnu, mais encore il défie en quelque sorte qui que ce soit de le proclamer.

Le temps montrera s'il a réellement rencontré les bornes de l'intelligence humaine ou s'il a trop désespéré d'elle.

Sans entrer aujourd'hui dans cette question fondamentale, je me contenterai d'énumérer quelques-unes des conséquences de ce que M. Arago a si bien établi, savoir l'impossibilité, dans l'état actuel de la science, de signaler un principe qui serve de *criterium* pour déterminer *à priori* le juste et le vrai absolus, et l'obligation de recourir aux majorités pour se créer une vérité et une justice de climats et d'époques, ou une vérité et une justice de circonstances, sans lesquelles la société tomberait immédiatement en ruine.

Avant d'entamer la discussion, je ferai remarquer que Pascal n'a constaté l'incertitude des connaissances qu'il appelle *naturelles* que pour mieux faire comprendre la nécessité de puiser ailleurs la confiance, la foi, l'assurance dont nous avons indispensablement besoin pour régler notre conduite dans la société, pour savoir infailliblement ce que nous devons penser et croire, com-

ment nous devons agir les uns envers les autres, quelle est en un mot notre mission terrestre et notre but final. Et cette assurance, Pascal la trouve dans la religion révélée. Pascal voulait humilier la raison humaine, afin de mieux exalter la grâce divine. S'il avait vécu de nos jours, il eût cherché dans son intelligence le principe qui aurait échappé à sa foi. Il avait une raison trop supérieure pour se figurer qu'il fût possible de se passer de tout principe quelconque de certitude. Seulement, en catholique sincère, il sacrifiait la certitude logique à la certitude que lui croyait découvrir dans l'autorité.

C'est là en effet un des gonds sur lesquels peut tourner le monde. Un autre est la force; un troisième serait la raison. M. Arago prétend, et je suis de son avis, qu'il n'y a plus d'autorité. Il prétend aussi que la souveraineté de la raison est irréalisable; et, *quant à présent*, je pense comme lui. Il s'abandonne donc à la force.

La force ou l'arbitraire ne se légitime que par la nécessité du moment, c'est-à-dire par l'impossibilité où l'on est, dans une circonstance critique, d'obtenir de l'ordre d'aucune autre manière. C'est là ce qui a fait le prestige qu'exerça et qu'exerce encore sur son siècle l'empereur Napoléon. Cet homme remarquable trouva l'autorité par terre et l'anarchie sur le point de produire toutes les conséquences de

l'examen. Revêtu de la force que lui prêtèrent ceux qui voulaient de l'ordre, même aux dépens de la liberté, il se proclama la force par excellence, se plaça sur le trône comme un fait, et, au nom du succès et du génie, régna sur l'Europe. Mais son génie lui fit défaut, le succès l'abandonna, il perdit la force, du jour qu'il voulut relever, à ses côtés et pour son usage, l'autorité, la légitimité, le droit. Jamais l'autorité ne se mettra au service de la force, et toujours elle prétendra disposer d'elle : c'est son essence. Les querelles sanglantes entre le sacerdoce et l'empire, la question fameuse du glaive spirituel et du glaive temporel, sont là pour le prouver. L'autorité était la rivale-née de Napoléon, et ne pouvait pas vouloir de partage avec lui. Lui-même ne pouvait régner que par la force, s'il ne régnait pas par la raison. L'autorité le vainquit. Et avec lui a été vaincue la force résumée en un seul ou dans un petit nombre d'individus. La force des masses se soumettra librement à la raison, si la raison enfin se fait jour, mais à la raison seulement.

L'arbitraire est le plus déplorable des principes, le moins civilisateur, le moins progressif, le plus sauvage, le plus antisocial, contraire à la liberté, en opposition avec l'intelligence, né de la matière et aboutissant à la fatalité. Cependant, je le confesse, c'est le seul principe qui soit applicable, l'autorité n'étant plus, et la raison ne pouvant pas être, ou du moins n'étant pas encore.

Il est vrai que l'arbitraire, de nos jours, n'est plus exclusivement la violence matérielle, appréciable au dynamomètre, et se résolvant constamment en coups de poing, coups de fusil ou de pavés, et en barricades. C'est la souveraineté du nombre, qui crée la souveraineté de la loi, et du parlement législateur, et du pouvoir exécutant. On s'est dit : Il faut exister, il faut agir; en d'autres termes : Il faut s'entendre. Or, entre ceux qui disent *oui* et ceux qui répondent *non*, ceux qui veulent et ceux qui ne veulent pas, qui sera le juge? D'unité de principes, il n'y en a plus : et comment convenir de ce qui fera *loi* pour la société, si on ne s'accorde pas sur ce qui fera loi pour les faiseurs de lois eux-mêmes? Impossible de savoir qui a raison. Contentons-nous de décider qui sera censé avoir raison. Nous compterons les avis, puisque nous ne réussissons plus à les peser, faute d'un poids-étalon; et nous ne descendrons dans la rue que lorsqu'il y aura eu par trop visiblement erreur dans le calcul. C'est un progrès, en ce que l'état de guerre, de perpétuel qu'il devrait naturellement être sous l'empire de la seule force, n'est encore que périodique.

Cet état de guerre se renouvellera cependant de temps en temps. Dans les revirements sans fin qu'engendrent les majorités nécessairement flottantes lorsqu'elles ne possèdent pas de règle de leurs jugements, il arrivera que la minorité, parvenue à exercer la domination en trompant sur le nombre, sera brusquement

rappelée à la rectification de l'opération arithmétique; et alors le coup de poing reprendra sa prépondérance politique. Ce sont les révolutions. Elles se rapprocheront à mesure que les ruses des minorités pour se substituer aux majorités seront plus percées à jour. Lorsqu'elles le seront tout à fait et pour tout le monde, la société sera en révolution permanente de droit et de fait, c'est-à-dire gouvernée par le coup de poing sans phrases.

C'est donc la force, la force du nombre bien entendu, et uniquement la force, qui nous domine et nous régit. Voici les suites inévitables de cet état de choses.

Si la société humaine ne se composait que d'intérêts matériels, ces intérêts vus, palpés, appréciés et jugés par tout le monde, pourraient, sans exception aucune, être soumis à une règle positive, matérielle aussi, appelée la loi, organe supposé de la volonté générale, imposée à la société par la majorité plus ou moins effective de ses membres, exprimant prétendument cette volonté souveraine.

Mais, dans le fait, les choses ne sont pas ainsi. Il n'y a pas un seul besoin de l'homme qui, bien que le plus matériel en apparence, n'offre un côté moral, de même que les intérêts les plus moraux présentent toujours une face matérielle. C'est pour vivre indépendant, jouir de sa propre estime et de celle des au-

tres, et développer ses facultés intellectuelles, que l'homme veut vivre; et une condition *sine quâ non* pour lui de parvenir à ce bonheur social, c'est de posséder les moyens physiques qui sont exigés pour le soutien de la vie. Ainsi, assurer l'aisance du peuple, c'est servir très-efficacement la cause morale de l'humanité; et l'éclairer c'est faire prospérer l'État.

M. Arago dit, d'après Platon et Goëthe, que c'est par des chiffres qu'on gouverne le monde, ou du moins qu'on décide s'il est bien gouverné; et il en appelle aux chiffres sur la question de la réforme électorale. Ils y sont d'une compétence irrécusable, ainsi que les majorités, là et dans toute question qui serait purement matérielle. Mais pour celles qui sont surtout sous l'influence morale, je nie leur compétence et je les repousse.

Je ne pense pas devoir être contredit en avançant que les majorités et les lois qu'elles votent, et le pouvoir dont elles disposent pour les faire exécuter, ne suffisent pas pour maintenir la société, unir les hommes entre eux, les dévouer les uns aux autres, empêcher l'injustice secrète et faire triompher en tout état de cause le droit de chacun sur son intérêt, le droit de tous sur les droits de chacun. Il faut pour cela une morale tout à la fois générale et privée, c'est-à-dire des principes d'ordre sur lesquels tout le monde soit d'accord, et une conscience indi-

viduelle, la même chez chaque membre de la société. La loi qui n'a de force que par les mœurs, ne les remplace jamais, et il n'y a point de mœurs sociales sans une croyance uniforme; et aucune croyance n'est sanctionnée si ce n'est par le principe religieux. Il faut une religion, c'est-à-dire une foi sincère et vive pour tout ce qui tient à l'essence de l'être humain et à ses destinées, à son origine et à sa fin, une sanction de la loi intérieure, une foi qui domine chacun et soit le mobile commun de tous.

La vie de l'homme comprend beaucoup plus d'actes qu'il est impossible de soumettre aux lois, et d'actes qu'il est facile de soustraire à leur juridiction, que d'actes sur lesquels elles aient de l'influence et l'exercent toujours.

Le domaine des lois positives réduites à leur seule puissance est fort restreint : elles n'étendent leur empire que sur la vie publique, et cette vie est bien peu de chose dans la vie humaine. La carrière de l'homme en société se compose presque tout entière de sa vie domestique, de sa vie cachée même; et celle-là, si elle n'est pas soumise à une morale déterminée, garantie par une foi inébranlable, quel sera son frein, quel sera son contrôle? Par quoi sera-t-elle régie? Par la morale et par la religion de la majorité? Mais les opinions des majorités se modifient, et les majorités elles-mêmes changent. En outre elles commandent aux

actes extérieurs sur lesquels elles ont les yeux ouverts; mais à ce qu'on leur dérobe, et on peut leur presque tout dérober, aux désirs, à la pensée : là leur pouvoir s'évanouit complètement. Car, remarquons-le bien, la religion qui ne s'empare pas de la tête et du cœur, a bien vite perdu son empire sur la conduite.

Celui qui n'a pas besoin de voler pour vivre ne volera pas du tout, dans le sens matériel du mot, de peur d'une condamnation aux assises. Mais, s'il peut augmenter ses richesses ou ses jouissances, au moyen d'une mauvaise action quelconque qu'il espère soustraire à la connaissance de ses concitoyens ou dont la découverte ne lui nuira pas dans l'opinion, il ne sera retenu par aucun scrupule : il trompera ses parents les plus proches et ses amis les plus chers; il corrompra femmes et filles; il violera les promesses les plus saintes et les devoirs les plus sacrés; il trahira la patrie qu'il veut avoir l'air de servir, la morale qu'il se donne l'apparence de professer, le Dieu qu'il feint de reconnaître. Et, légalement parlant, il n'y aura aucun reproche *fondé* à lui faire : car il acquitte l'impôt, évite de se faire emprisonner pour dettes et ne donne pas de scandale dans les carrefours.

La loi donc et la majorité dont elle est l'expression sont impuissantes pour constituer la société et la conserver. L'édifice social qui n'aurait que le bourreau pour clef de voûte, serait la plus misérable construction qu'eût pu enfanter un cerveau malade.

J'ai dit, et l'aveu franc de M. Arago n'est pas contraire à cette assertion, qu'autrefois l'autorité *a pu* servir de principe social, et que la raison le *pourrait* à l'avenir, pourvu qu'elle se manifestât claire et inattaquable. Si l'autorité ne saurait être restaurée, et que la force numérique au moyen de laquelle on cherche à la suppléer ne mène qu'à la dissolution de tout ordre quelconque, il faudra bien, ou que la raison se montre enfin et saisisse les rênes du monde moral, ou que la société finisse.

Qu'était-ce que l'autorité? La souveraineté établie sur un principe annoncé comme révélé d'en haut, hors de toute discussion et au-dessus de tout examen. D'après ce principe, les interprètes de l'autorité disaient : « Cela est; croyez : et sur cette foi réglez vos idées, vos désirs, vos actions. » Et, les yeux de l'esprit et du corps fermés, on croyait et l'on obéissait. Et le bonheur était la conséquence de cette soumission matérielle et spirituelle tout à la fois. Car l'auteur de la vérité révélée punissait les violateurs de sa loi, sinon dans cette vie, du moins dans la vie future, et souvent dans l'une et dans l'autre. Il était impossible qu'on ne se soumît pas : puisqu'il était impossible que, croyant à l'obligation de se soumettre à cette loi divine, on fût heureux en l'enfreignant.

C'était certes l'oreiller le plus doux pour le repos de chacun et la garantie la plus efficace pour l'ordre,

c'est-à-dire pour la tranquillité de tous. Mais on ne reprend pas cet oreiller à volonté. On peut dire de la foi ce qu'on a dit de l'honneur. Quand on la perd, on ne la retrouve plus. On croit tant qu'on n'a pas examiné: après cela on ne réussit plus à croire; ou on nie, ou on doute, ou on sait. Il est même inutile de dire pour que l'on croie; il faut dire pour que l'on sache. Les seuls révélateurs possibles aujourd'hui sont ceux qui démontrent, non pas uniquement quelle est la vérité, mais comment il est facile à chacun de la trouver lui-même. Une fois manifestée, elle le sera si évidemment que tout homme doué d'intelligence la découvrirait quand même elle ne lui eût pas été mise devant les yeux.

Sous l'autorité, la société posait sur une base inébranlable. Elle marchait d'un pas assuré et ferme dans les voies que lui a tracées la Providence.

Mais cela ne pouvait pas durer. Dans ces voies mêmes il fallait qu'elle avançât, et en avançant elle devait rencontrer l'examen. L'autorité avait été bonne ou du moins utile; elle pouvait même être vraie. Mais était-elle vraie? Une fois posée, la question devait tôt ou tard être résolue.

Je dirai plus : il y avait probabilité que l'autorité était basée en grande partie sur la vérité, mais sur une vérité simplement sentie et non encore comprise et

bien moins prouvée. Les révélateurs n'étaient pas des hommes ordinaires; ils savaient bien que l'autorité vantée comme divine devait réellement offrir aux hommes quelque chose de divin, c'est-à-dire être puisée dans la connaissance de l'intelligence et du cœur de l'homme, afin qu'elle convînt à tous les hommes, servît entre eux de lien d'unité, et fût tout à la fois leur morale et leur religion. Il ne manquait à la vérité dont ils se constituaient les apôtres, que de pouvoir être démontrée; et ce défaut n'en était un que pour le moment où l'intelligence devenue scrutatrice aurait demandé la preuve de tout ce qui se serait offert à elle. Les révélateurs ont apparemment deviné juste sur bien des points : mais aujourd'hui l'apparence ne suffit plus; il faut la réalité. Et pour l'obtenir, le raisonnement doit procéder par identités et non pas analogies, encore moins par oracles.

Avoir deviné a été un mérite, puisque cela a opéré un bien; mais ce ne l'est plus, parce que le bien ne peut maintenant s'opérer que d'une autre manière. « Ce n'est pas assez, » dit Nicole parlant des questions dont la solution importe au salut de l'humanité, et aucune certes ne lui importe autant que le principe sans lequel l'humanité entière abandonnée au doute sur toutes choses devient en toutes choses le jouet du hasard; « ce n'est pas assez de dire vrai pour n'être « pas téméraire; il faut encore savoir qu'on dit vrai. « Celui qui soutiendrait que le nombre des sables de

« la mer est pair, pourrait dire vrai, mais il ne laisse-
« rait pas d'être certainement coupable de témé-
« rité. »

Ils sont donc téméraires ceux qui, à une époque où rien n'est admis qu'après examen et sur preuves, disent : « Dieu est ; la vertu est sa loi, et cette loi est obligatoire pour tous les êtres intelligents et libres. »

Du moment que quelques hommes ont été convaincus qu'il restait un pas à faire, celui de s'assurer si l'autorité était vraie, de se le prouver à eux-mêmes et de pouvoir le prouver aux autres, la lutte et une lutte sérieuse s'est engagée. Les partisans de l'indépendance de la raison se sont mis à l'œuvre, et ont promené hardiment le flambeau de l'examen sur tout ce que jusqu'alors on avait adoré sans oser le regarder en face.

La discussion ne fut pas admise sans conteste. L'autorité s'arma de la force pour la repousser, et dès lors elle fut perdue. Car ce que l'autorité avait eu de mieux, c'était d'avoir soustrait l'humanité à l'empire brutal de la violence et de la terreur. Elle ne pouvait combattre l'examen que par l'inquisition et les supplices ; elle finit de se perdre en y recourant. La discussion partait de l'esprit et s'adressait à l'esprit ; elle ne demandait que la liberté : l'autorité qui pr scrivit l'intelligence et tortura les corps, ne tarda pas à succomber.

Il y eut bien quelques tentatives de transaction : on parla de foi éclairée, comme s'il n'y eût pas eu contradiction dans les termes, et que la lumière de l'examen eût pu être invoquée pour défendre la foi qui exclut toute discussion et tout doute, contre le doute lui-même! On proposa des distinctions entre les choses livrées au tribunal de l'examen et celles qu'il fallait en distraire, comme si, une fois que l'examen est, non plus un fait accidentel, mais un principe reconnu, il était possible de fixer à ce principe des limites quelconques, puisque ces limites elles-mêmes devraient avant tout être débattues et fixées.

A quelles propositions faudra-t-il attacher le privilége d'exemption? Leur nombre sera-t-il susceptible d'être augmenté ou diminué? Qui le déterminera? Qui les désignera pour en faire partie? Et s'il y a dissentiment, qui décidera la question? Si ce n'est l'autorité elle-même, il n'y a d'autorité sur quoi que ce soit; et si c'est elle, elle est infaillible en toutes choses.

L'infaillibilité est pour l'autorité une condition d'existence, et cette infaillibilité ne peut se montrer vulnérable sur aucun point si elle ne veut périr. La science, dès qu'elle eut eu raison contre le pape, fut hérétique; et de nos jours, les catholiques qui, tout en se soumettant sous le rapport du dogme, se réservent leur libre arbitre sur les matières politiques, ne

sont plus que des protestants déguisés. Ils finiront par le comprendre ; et ne pouvant convertir le pape à la doctrine de la souveraineté du peuple (et cela se conçoit, puisque c'est l'infaillibité des majorités politiques délibérantes substituée à l'infaillibilité de l'autorité religieuse romaine), ils se sépareront de l'église où le pape, s'il n'est tout, n'est plus rien.

On essaya ensuite de faire comme si on croyait. Ce fut la ressource des gens qui, sachant la foi conservatrice, et ayant intérêt à la conservation d'un état de choses dont ils se trouvaient bien, payèrent en hypocrisie une prime d'assurance pour leur position sociale. Mais ce calcul ne pouvait rien contre un fait ; et ce fait, le défaut d'autorité, empêche de rien édifier, rien organiser, rien conserver. Il force de coopérer fatalement au même travail de dissolution, tant ceux qui veulent l'arrêter ou l'enrayer, que ceux qui le hâtent de leurs vœux et de leurs efforts.

Les résultats du triomphe de l'examen ou de la philosophie furent, dans l'ordre moral, la proclamation, comme droits, de la liberté des opinions, et de celle des croyances et des cultes, de la liberté de la parole ou de l'enseignement, et de la liberté de la presse ; elles eussent été suivies dans l'ordre matériel, et violemment selon toute apparence, de changements analogues, si les hommes de la résistance ne se fussent empressés de faire prévaloir un *mezzo termine*

qui, contenant ces changements *en puissance*, en aurait cependant retardé la réalisation pratique, assurée d'ailleurs par l'exercice des libertés énumérées plus haut, et nécessairement amenée un peu plus tôt ou un peu plus tard, par l'application du système des majorités et de son dernier mot, le vote universel.

Ce *mezzo termine* fut le régime représentatif.

Là, des hommes choisis par la partie conservatrice du peuple, sont investis, au nom du peuple, de sa souveraineté absolue, parce qu'on sait d'avance que, par intérêt de position, ils se feront toujours un devoir d'amortir le plus possible l'élan populaire; qu'ils arrêteront tout à cet effet, pour autant que cela sera en leur pouvoir, afin de faire en sorte que quelque chose ne marche trop vite; que, pour mettre obstacle au mal, ce qui ne leur réussira pas toujours, ils empêcheront même le bien, en quoi ils auront un plein succès; qu'en un mot ils éloigneront de toute leur force d'inertie, l'heure où le protestantisme religieux et politique portera les fruits dont il récelait le germe.

Il les portera cependant, c'est là une indéclinable nécessité : le reste n'est qu'une question de temps. A moins qu'on ne pût supposer possible de supprimer les intérêts qu'il a créés, les besoins qu'il a fait naître, les droits qu'il a fondés, les devoirs qu'il a imposés, jusqu'aux idées dont il a été la source; et non-seule-

ment d'anéantir la presse, cette machine à vapeur de la pensée, mais encore de paralyser toutes les langues et d'*automatiser* toutes les intelligences.

Or quelle est la conséquence de l'examen? Les hommes soumis à l'autorité avaient été des marionnettes dont les dépositaires et les interprètes de l'autorité tenaient les fils. L'examen, en coupant ces fils, a détruit l'ensemble dans les mouvements qui, désordonnés dès lors, ne se combinent plus pour une action commune. La conséquence de l'examen, c'est donc la division. Les esprits convergeaient tous vers un point sous l'empire de l'autorité; et cet accord fortifiait la sympathie des cœurs : de la discussion est née la divergence, qui croîtra chaque jour, jusqu'à ce qu'il y ait autant de croyances que d'opinions, autant d'opinions que d'idées, et autant d'idées que d'hommes. L'anarchie des intelligences doit inévitablement produire l'antagonisme des volontés. Nous en avons déjà de nombreux et déplorables exemples sous les yeux. Cet antagonisme ne se révèle encore que par le doute et l'hésitation, le dénigrement qui irrite et le ridicule qui glace; bientôt il tranchera hardiment, niera tout, soufflera la discorde et armera les bras.

Chacun, ayant son système à lui, a aussi son intérêt individuel; et le système ne manque pas de se confondre avec l'intérêt auquel il demeure subordonné. On n'a même un système, on ne pense que pour faire

triompher son intérêt privé. Ce qu'on décore du nom de *morale* est un mode de sentir tout personnel, d'après des *convictions* personnelles aussi : ce qui équivaut à dire qu'il n'y a plus de vertu type, de règle morale, de vérité absolue. N'ayant plus à faire concorder sa conduite avec des devoirs inflexibles, on se pare d'un sentiment du devoir bien vague et bien élastique, qu'on est sûr de pouvoir toujours faire concorder avec sa constitution et ses passions. C'est une spéculation de l'esprit qui se résout en une supputation au profit de la matière. L'examen a tout soumis à l'intelligence, et l'intelligence a tout réduit en additions et soustractions. Chaque homme fait son opération à part lui, d'après lui-même et pour lui seul ; c'est l'époque du *chacun chez soi, chacun pour soi*. C'est le règne de l'égoïsme.

Soyons de bon compte! hors cet intérêt tout sensuel et tout actuel, l'examen ne laisse rien subsister autour de nous. L'analyse étant poussée dans ses dernières conséquences, il reste le seul calcul : l'intelligence humaine se résume en chiffres, à l'aide desquels chaque membre de la société s'ingénie à exploiter tous les autres et ne se fait plus aucun scrupule de se sacrifier la société entière. Ce calcul dès lors est logique; il est même raisonnable, et ce qui le contredit est contraire à la raison. *Pourquoi* l'individu se sacrifierait-il à des intérêts qui ne sont pas directement les siens? Que certains hommes disent en éprouver le

désir, le besoin même; à la bonne heure! Mais à qui n'éprouve rien de semblable, à qui n'éprouve que le besoin de satisfaire ses passions, *quand même*... et à tout prix; à qui n'étudie les lois que pour les éluder à jeu sûr ou les enfreindre, que lui répondra-t-on? Je défie de le convaincre. Et cependant on ne le changera qu'en le convainquant.

C'est, entre la société et lui, une alternative continuelle, tantôt de violence, tantôt de ruse, sans conclusion et sans bénéfice. La société triomphe quelquefois dans ce choc étrange; mais il faut avouer que ses succès diminuent chaque jour. Elle s'épuise à la longue; et l'*individu* qui l'attaque se multiplie, se fortifie et surtout s'aguerrit de toutes les manières.

Un reste d'instinct moral, des idées préconçues, des habitudes religieuses mal étouffées, des préjugés d'éducation peuvent inspirer parfois la velléité d'un acte de vertu et même d'héroïsme, et la vanité ou le désir de la gloire faire réaliser cet acte aux dépens de ce que, dans les occasions ordinaires, l'homme chérit le plus; mais c'est qu'alors il ne raisonne pas. Il se laisse entraîner comme un homme dans l'ivresse. Avouons-le nettement : dans l'état donné des connaissances, l'égoïsme le plus éhonté est seul rationnel; le dévouement est une duperie; l'homme vertueux est un homme inconséquent : il l'est fort heureusement, il est vrai, pour le maintien pendant quelque temps

encore de l'ordre tel quel que nous subissons; mais il n'en est pas moins inconséquent dans ses idées et sa conduite, diamétralement opposées au principe social reçu; c'est un homme qui n'est pas à la hauteur de la science dont l'influence domine le siècle. Bref, l'honnête homme qui respecte l'innocence et rend fidèlement le dépôt qui lui a été confié, s'il est assuré du secret, s'il sait que jamais son action n'attirera sur lui ni la sévérité des lois, ni le blâme de ses semblables; s'il aime d'ailleurs l'or et les plaisirs; est un sot, fort respectable si l'on veut, et que je vénère, moi, autant que qui que ce puisse être, mais un sot.

C'est dur, je le sens; c'est même abominable, c'est infâme. Mais c'est du raisonnement, et du raisonnement qui, au moyen des données actuelles, ne saurait être réfuté.

On croit ne pouvoir assez blâmer ceux qui raisonnent de cette manière; on n'a pas tort quant au résultat. Considérant les choses de plus haut, je me borne à plaindre la société où l'on raisonne de cette manière, et où le nombre des *raisonneurs* devient de plus en plus formidable. Quant à ceux-ci, je les excuse : ce sont des résultats logiques de l'état social, rien de plus. Les apostropher de *scélérats* n'avance de guère; car l'homme vertueux par sentiment ou par tempérament ne pourra jamais, même dans son sens à lui, rien prouver contre eux : et ils le traiteront d'*imbécile;* ce

qu'eux *justifieront* par des arguments qui, sous leur point de vue, seront sans réplique.

C'est précisément là ce qui doit *cesser* d'être. Il faut qu'on puisse leur répliquer et leur fermer la bouche, en ne leur apportant que des raisons à leur portée. Il faut être en mesure de leur prouver (je dis prouver) que les fous ce sont eux, que la vertu est le meilleur calcul et que l'égoïsme passionné et matériel nuit encore plus à l'individu qui s'y abandonne qu'à la société qu'il trouble par ce travail de division et de démolition. Puisque les honnêtes gens qui ne raisonnent pas auront bientôt cédé entièrement la place aux fripons qui raisonnent, c'est de ceux-ci surtout qu'il faut s'occuper. On ne peut quelque chose que sur eux. Susceptibles de comprendre, si on leur démontre qu'ils ont intérêt à bien faire, ils feront bien, et la société sera sauvée.

Qu'on ne l'oublie pas : je suis loin de faire l'apologie de l'égoïsme et de la corruption dans un sens absolu. Loin de là : je les réprouve de toute mon énergie; et c'est précisément pour cela que je cherche à délivrer la société de ces fléaux, non en déclamant contre ceux qui en sont atteints, ce qui serait inutile, mais en les combattant par le traitement homœopathique, c'est-à-dire en opposant aux passions mauvaises les mêmes armes du raisonnement qui ont jusqu'ici assuré leur victoire; non en disant aux hommes :

« Dans l'atmosphère impure et lourde qui vous oppresse, votre devoir est de respirer librement; » mais en tentant de purifier ce *milieu ambiant*, afin que les poitrines se dilatent comme Dieu l'a voulu en les créant pour un élément léger et sain. Je veux prouver qu'au point où nous sommes parvenus, on est forcément égoïste et dépravé, puisque quiconque raisonne et n'est retenu par aucune habitude de l'esprit ou du cœur, doit nécessairement conclure qu'il n'a autre chose à faire qu'a céder à tous ses désirs, quels qu'ils soient, pourvu que leur satisfaction ne lui coûte pas en désagréments plus qu'elle ne lui rapporte en jouissances. Or c'est là l'objet du calcul, auquel tout obéit et doit obéir; l'examen le veut ainsi. Il faut que la vertu elle-même, pour reprendre la prépondérance sociale qui lui est due et qui lui a échappé, se soumette à cette condition, et prouve à la dernière évidence qu'elle offre plus d'avantages que le vice. Lorsqu'elle montrera cette prétention, elle sera analysée, disséquée, pesée, évaluée surtout, et malheur à elle tant qu'elle paraîtra moins utile à chacun et moins agréable que ne lui semblent dans l'occasion le mensonge, l'improbité, la vénalité, la corruption et la débauche! Malheur à elle si l'immoralité depuis long-temps jugée au tribunal de la conscience, elle ne la fait pas aussi condamner au tribunal de la raison! Depuis qu'on a demandé : « Pourquoi faut-il être juste et de bonne foi? » il est devenu indispensable que la morale fût établie sur des raisons probantes et

adéquates, ou il n'y a plus eu de morale possible parmi les hommes.

Ordonner n'est plus de saison; il faut raisonner. « Votre intelligence est, dites-vous, supérieure à la mienne. Prouvez-le-moi, ou cessez d'exiger que je force la mienne à s'effacer devant la vôtre. La doctrine que vous annoncez, les préceptes que vous donnez, sont-ils vrais et bons par cela seul qu'ils viennent de vous; ou ne vous chargez-vous de les répandre que parce qu'ils sont bons et vrais? Dans le dernier cas, démontrez de manière à me faire croire; dans le premier, établissez votre mission en foudroyant vos contradicteurs. Des raisons ou des miracles! » — Une fois qu'on pense ainsi, l'autorité est sapée dans sa base; quand on le dit, il faut qu'elle en appelle aux supplices : et partout où on l'imprime, l'examen est devenu un fait indestructible, et tout droit autre que celui de la logique (car la force n'est pas un droit) est décidément évanoui.

Dès lors il ne suffit plus de faire des phrases sonores, des tirades à effet : pour servir réellement les hommes, il faut calculer avec eux, ne s'adresser qu'à leur intérêt. Le temps des moralistes est passé sans retour. Car en tonnant contre les impies, les incrédules, les méchants, les imposteurs, les égoïstes, les hommes avides et charnels, on ne fait trembler personne devant la vengeance divine qui seule, si on y croyait encore,

opérerait des conversions. Le prédicateur, s'il amuse, se fait écouter : mais nul de ceux qui sont entrés dans la voie du siècle où ils trouvent du pouvoir et de l'or, du vin et des filles, des spectacles de vanité pour leur tête et d'émotions pour leur cœur, n'en sortira; et ceux qui sont dehors feront tous leurs efforts pour y poser le pied et *vivre*, comme ils disent, avec les autres et comme les autres.

« Nos passions, dit Pascal; je choisis cet écrivain de préférence, parce que c'est l'autorité sur laquelle M. Arago, d'après qui je raisonne, s'est appuyé; nos passions nous poussent au dehors, quand même les objets ne s'offriraient pas pour les exciter. Les objets du dehors nous tentent d'eux-mêmes et nous appellent, quand même nous n'y pensons pas. Ainsi les philosophes ont beau dire : Rentrez en vous-mêmes, vous y trouverez votre bien; on ne les croit pas. Et ceux qui les croient sont les plus vides et les plus sots. Car qu'y a-t-il de plus ridicule et de plus vain que ce que proposent les stoïciens et de plus faux que tous leurs raisonnements? Ils concluent qu'on peut toujours ce qu'on peut quelquefois; et que puisque le désir de la gloire fait bien faire quelque chose à ceux qu'il possède, les autres le pourront aussi. Ce sont des mouvements fiévreux que la santé ne peut imiter. »

Je n'ai rien dit de plus fort. J'ajouterai seulement aux paroles qu'on vient de lire, que notre intelligence

calculatrice se soustrait de plus en plus aux mouvements fiévreux. Les chiffres l'ont singulièrement calmée. Et ni les philosophes ni les moralistes ne peuvent plus rien pour la surexciter jusqu'à lui faire produire des actes de vertu contraires à l'intérêt personnel. L'innervation artificielle qui produit cette *irritation*, plus anormale encore que morale, la science l'a déclarée *folie*. C'est là le dernier mot du *consentement universel*, qui est le jugement par majorités à son plus haut point de perfection.

Qu'est-ce donc qui empêchera la société de se dissoudre? Ce ne sera certes pas la loi de ces majorités.

C'est ce que les organes de l'autorité religieuse ont, de tout temps, si bien compris. Jamais ils n'ont opposé à l'égoïsme humain l'inspiration indéfinie du devoir, le sentiment nébuleux de la conscience, le besoin d'être vertueux, la nécessité de coopérer à effectuer une une idée abstraite d'ordre général. Jamais ils n'ont prétendu que la vérité et la vertu dussent être leur propre et unique récompense. On leur aurait répondu : « La vertu et la vérité nuisent plus souvent qu'ils ne servent ; c'est un fait constant : et nous ne voulons pas travailler à perdre la réalité en poursuivant une chimère. Que nous importe votre ordre? Nous n'éprouvons d'autre besoin que celui d'être heureux. Le *quelque chose* que vous sentez là, comme vous dites, nous ne le sentons nulle part; et nous n'avons jamais été inspi-

rés que sur les moyens les plus prompts et les plus sûrs d'augmenter nos jouissances. »

Lorsque, sous l'empire romain, après s'être moqué publiquemeut des dieux, on commença à se moquer, à part soi, de la vertu qui imposait des sacrifices sans compensation depuis que le vice offrait des avantages sans danger, le christianisme ne vanta ni l'apathie surhumaine des stoïciens, ni la volupté plus ou moins bien entendue des disciples d'Épicure : sans négliger le bien-être matériel des nouveaux fidèles, il ouvrit à ceux d'entre eux qui seraient justes, et malgré cela ou peut-être à cause de cela malheureux sur cette terre; il ouvrit, dis-je, son royaume des cieux : et les martyrs, témoins de la vérité de ses doctrines, si bien adaptées aux ressorts cachés du cœur humain, s'y ruèrent en foule pour recevoir le prix de leur courage et de leur dévouement.

Nos prêtres aussi se sont fait de l'égoïsme qu'ils désespéraient d'anéantir, leur plus puissant auxiliaire. Ils ont dit aux hommes : « Vous avez raison de chercher le bonheur; c'est votre lot. Mais sachez le découvrir, et gardez-vous de vous tromper sur la route à suivre pour l'atteindre ! Croyez-nous : il n'est pas ici-bas. Les vains plaisirs que vous y poursuivez vous en éloignent. Renoncez-y, et votre récompense sera le bonheur vrai et sans fin dans une vie à venir. »

Encore aujourd'hui, les missionnaires catholiques n'opèrent ci et là de rares conversions que par la peur de l'enfer. Les privations que les dévots s'imposent dans ce monde, sont des placements à fort gros intérêts, recouvrables, intérêts et capitaux, dans un monde meilleur.

L'effet qu'ils produisent sur quelques têtes faibles, la morale, si on réussit à la faire découler d'un principe incontestable, doit le produire sur toutes les têtes humaines, sur les plus fortes surtout, puisqu'elles seront les plus susceptibles de saisir les preuves que la raison, cette fois-ci, proposera à la raison. Il faut que la philosophie sociale trouve l'équivalent du diable des chrétiens pour détourner les hommes des actions mauvaises commises sans témoins; qu'elle aussi ait des récompenses ultra-terrestres à offrir aux hommes pour les porter à exercer la vertu, même lorsque celle-ci serait honnie et persécutée par les hommes.

Et ce ne doivent point être là des idées imposées par l'autorité à l'habitude, mais des faits démontrés indubitablement, c'est-à-dire rigoureusement déduits d'un principe irrécusable.

Tout le reste est sentimentalité, mysticisme, exaltation. Or, la sentimentalité se résout en niaiserie, le mysticisme en toute espèce de désordre, l'exaltation en crimes. Au moyen de l'inspiration, il n'y a point

d'action, quelque honteuse et quelque coupable qu'on la suppose, qu'il ne soit possible d'excuser, de vanter même et de déifier. Les fanatiques religieux d'autrefois et les fanatiques politiques de nos temps en fournissent de déplorables exemples.

Oui, il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, à la conscience qu'à l'intérêt, au devoir qu'à l'autorité. Mais pour cela il faut savoir pertinemment, je ne dis pas croire, ni supposer, ni deviner, ce que Dieu veut, ce que la conscience impose, ce que c'est que le devoir. Il faut en avoir la conviction fondée, et être à même de faire partager cette conviction par qui que ce soit.

La philosophie n'a point fait cela jusqu'à présent, et c'est là la cause de sa faiblesse dans ses luttes contre la religion, qui l'a mal fait, elle; soit : mais enfin qui l'a tenté, parce qu'elle a compris que c'était utile, bon, nécessaire, indispensable. La philosophie le fera-t-elle? elle le doit; car elle a réussi à prouver que, la religion ayant échoué dans sa tentative, la chose était restée à faire. Et il faut qu'elle soit faite, si l'on veut la conservation de la société ou de l'humanité sociale, c'est-à-dire de l'humanité.

Car, de se fier pour le soutien de l'ordre moral aux aberrations d'intelligence de quelques hommes qui sont vertueux par le hasard de la naissance, celui de l'éducation et celui de la position sociale, par défaut

de passions impérieuses ou de moyens physiques propres à les satisfaire, c'est vouloir établir la règle sur les exceptions qu'elle subit, et qui de jour en jour deviennent moins nombreuses. Le progrès est aussi visible sous ce rapport que sous celui de la science, hormis qu'il est en sens inverse. Le savoir augmente et la moralité décroît. De manière que la société se dissoudra enfin faute de gens qui refuseront de voir clair aux lueurs incertaines qu'elle s'obstine à répandre autour d'eux, et qui ne cesseront de les égarer que lorsqu'une véritable lumière ne leur permettra plus de se refuser à l'évidence.

J'ai, je pense, fait toucher du doigt et de l'œil que cela ne pouvait être qu'ainsi, et que cela continuerait à aller ainsi, par un mouvement de plus en plus accéléré jusqu'à cessation de tout mouvement. Tous les jours le nombre des calculateurs s'élève et le calcul devient plus positif. L'égoïsme est dans tout ce qui nous environne, dans l'air que nous respirons : nous le recevons en naissant, et il domine toutes nos actions, nos passions, nos idées, jusqu'à la mort.

Les sociétés comme les individus sont essentiellement égoïstes, et il n'y a pas plus de leur faute que de celle des individus. Une fois le calcul introduit dans le monde, il fallait qu'il s'emparât du monde dans tous ses détails, et le scindât jusqu'à l'unité indivi-

duelle inclusivement, ou jusqu'à l'égoïsme pur. Entre les différents peuples, il jeta le patriotisme pour morceler l'humanité; dans chaque peuple, il suscita le provincialisme, l'esprit de localité, c'est-à-dire de commune, et celui de quartier pour diviser la nation; et dans chacune de ces subdivisions, il subordonne tout aux intérêts de corps, de métier, de famille, au népotisme et à l'individualisme. Ces choses-là *sont*. Il faut les prendre comme elles sont. L'égoïsme est un fait qu'on ne peut détruire, que par conséquent il faut tâcher de régulariser et d'utiliser, de mener à bien, et sur lequel, s'il est possible, il faut baser jusqu'à la vertu elle-même. Le calcul, en d'autres termes l'emploi du raisonnement individuel au profit du bien-être de chacun, est un sensible progrès, dont les conséquences sont momentanément funestes puisqu'elles nous arrachent à la quiétude dans laquelle nous laissait l'autorité; mais c'était l'acheminement obligé pour atteindre le but de placer la religion sociale sur l'inébranlable base de la logique et de la raison.

Qu'est-ce qui domine toutes les questions politiques autour desquelles pivotent nos sociétés? Ce ne sont plus les sentiments de gloire, de puissance, d'honneur: c'est uniquement l'intérêt. Composées d'hommes, comme eux les sociétés calculent tout. *Combien cela rapporte-t-il?* plane sur toutes choses, décide de toutes choses, en socialité et en politique aussi bien

que chez les individus. De la spéculation dépendent la guerre et la paix. Le commerce et l'industrie, l'épicerie et le coton, sont aujourd'hui à eux seuls tout l'édifice social. Trouver des consommateurs pour la production qu'on étend sur la plus vaste échelle, et s'assurer des débouchés pour convertir la production en richesse, vendre le plus possible et le plus cher pour acheter au meilleur compte, c'est le but suprême de l'humaine association; et organiser le travail et le commerce renferme la solution de la question sociale considérée matériellement. Ce désir exclusif de prospérité évaluable en écus désunit les peuples plus encore que ne ferait le despotisme; ils se battraient si cela ne coûtait pas si cher, mais seulement pour se dépouiller. A défaut du vol à main armée, ils cherchent à se filouter de toutes les manières. Cela explique la faveur avec laquelle a été accueillie par les peuples les plus libres l'invention monarchique du système des douanes. Les rois voulaient surtout diviser les peuples : les peuples veulent s'enrichir aux dépens les uns des autres; ce que la civilisation ne condamne en aucune façon. Et pendant ce temps-là, les divers citoyens de chaque état s'exploitent de même, se trompent, se subtilisent et se supplantent sans discontinuer. C'est l'application en gros et en détail de la maxime : *Ote-toi de là que je m'y mette,* dont le gouvernement constitutionnel a consacré une si large et si scandaleuse application.

De nos jours le saint-simonisme avait cherché à remédier au mal; mais il était venu trop tard. Il parlait à la foi, et il n'y a plus de foi. S'il y en avait eu encore, le père Enfantin eût continué à croire au saint-père de Rome : il était absurde de s'imaginer qu'on recommencerait à croire en faveur du père Enfantin. J'ai entendu des fidèles de l'autorité dire : « Si je n'étais catholique, je voudrais être saint-simonien; » cela se conçoit. Mais ceux d'entre ces mêmes croyants qui abandonnèrent le pape, ne se rattachèrent pas à Saint-Simon. Ils avaient examiné : aucune espèce d'autorité imposée ne pouvait plus leur convenir.

Les fouriéristes ont été mieux avisés. Ils ne demandent pas qu'on croie. « Voyez, disent-ils, examinez, jugez, *calculez;* si vous voulez ne rien perdre et beaucoup gagner, écoutez-nous. » Et on les écoutera; et en tout ce qui sera exécutable et qu'on trouvera profitable, ils seront suivis avec toute la dévotion dont le besoin de bonheur rend susceptible.

Mais si le fouriérisme ne fonde pas l'association qu'il médite sur un principe moral *un* et irréfragable, il n'aura rien fait de durable ni qui pourra se généraliser. Il aura fortement contribué à faire calculer plus juste. Mais ce qui fait actuellement que c'est le calcul et le calcul le plus rigoureux qui précisément conduit aux actions les plus mauvaises dans le sens social, le fouriérisme n'y aura rien changé; et le

monde passionnel qu'il aura organisé marchera un peu plus directement et un peu plus vite vers sa chute.

Les disciples de Fourier disent : « Tant que la société sollicitera les hommes au mal, ils commettront le mal. » J'en conviens, les hommes étant ce qu'ils sont. — Ils ajoutent : « Changeons la société, et les hommes changeront. » Je crois que c'est une *pétition de principe*. Car comment changer la société si ce n'est en changeant les hommes? Je dis, moi : Donnez aux hommes de nouveaux motifs d'agir; et, même la société continuant à les solliciter au mal comme elle fera toujours à un degré quelconque, ils agiront bien, généralement parlant. Et de cela seul qu'ils agiront bien, la société cessera de ne les solliciter qu'au mal. Société et hommes seront régénérés, autant qu'une régénération est possible sur la terre.

Je me résume : Puisque l'intelligence est devenue tout l'homme, c'est à elle qu'il faut poser des lois, ou plutôt une loi-principe, dont toutes les autres pourront être déduites scientifiquement et comme conséquences nécessaires. Dès lors, au moyen de ce *criterium* absolu, nos connaissances étant certaines, nos passions, nos désirs même auront une règle invariable de direction; la foi sera convertie en science, la morale sera *constituée*, l'enseignement public et l'éducation s'appuieront sur une base unique qui ne pourra pas être renversée; il y aura harmonie des

esprits, accord des volontés, convergence des intérêts, *société* en un mot pour chaque fraction de la grande famille humanitaire, et lien d'intérêt, de justice et d'amour entre tous les peuples, c'est-à-dire *humanité*.

J'ai réclamé la détermination d'un *criterium* de nos connaissances pour servir de point de départ à l'enseignement et à l'éducation, parce qu'il faut que ce principe non-seulement domine théoriquement la société humaine, mais encore qu'il s'incorpore en quelque sorte dans la société et s'incarne dans les générations à mesure qu'elles se préparent à y prendre place. De principe raisonné, il faut qu'il devienne principe de coutume, et enfin, par la coutume, principe naturel, enseigné d'autorité par la société, mais toujours vérifiable par chacun au moyen de l'intelligence commune. La coutume est bonne, mais pas comme coutume; sans cela toutes le seraient, et il n'y a pas d'absurdité, pas d'atrocité qui n'aient eu leur tour. Elle est bonne, mais seulement comme raison passée en habitude : et dans ce cas la coutume vient en aide à la raison. N'importe alors qui a la direction de l'en seignement; car cette direction sera toujours conforme à la vraie morale sociale et à la raison universelle.

A ce propos, je terminerai le présent écrit par quelques réflexions sur l'enseignement : elles serviront peut-être à éclaircir la question qui bientôt se présentera devant la représentation nationale belge.

Si on voulait y mettre autant de *laisser-aller* que M. Arago en a mis dans son plaidoyer en faveur de l'omniscience et omnipotence des majorités, je ne dis pas qu'on serait bientôt d'accord, mais on finirait par voir que, l'accord étant impossible, il faut nécessairement s'en remettre, pour une décision, soit à la force brutale, soit au jugement par le nombre des voix, qu'alors on se bornerait à gagner par les tours de gibecière représentatifs qui ne sont plus un secret pour personne.

La Belgique a cela de remarquable depuis sa révolution, que la lutte entre les deux principes, celui d'autorité et celui d'examen, y est beaucoup plus évidente et plus tranchée qu'ailleurs. Ces deux principes s'y disputent le pouvoir, comme cela est et doit être partout où ils se manifestent sur un même terrain; c'est-à-dire, que chacun des partis qui les représentent, prétend, soit maintenir l'ordre ancien, soit fonder un nouvel ordre. Car toute question d'ordre social, d'harmonie, de morale, est une question de pouvoir, en d'autres termes d'hiérarchie, de classement. L'ordre ne se maintient pas par lui-même, pas plus que les idées ne marchent seules. C'est par, aussi bien que pour les hommes que la société est organisée. L'ordre a les hommes pour fondateurs, et les hommes pour régulateurs. La question donc de savoir qui exercera le pouvoir et comment, est toujours la question fondamentale de la société.

Les catholiques, tant ceux qui le sont par conviction ou pour lesquels le catholicisme est un but, que ceux qui n'y voient qu'un moyen politique de conservation, veulent donc exercer, au nom de leur vieille autorité, la domination que les libéraux, qui, au nom de l'examen, protestent contre cette autorité usée et sans preuves logiques, leur disputent. La bataille s'engagera probablement au sujet de l'enseignement, si tant est que la question commerciale ne suffise pas aux catholiques pour l'emporter sur leurs adversaires, contre lesquels ils se sont armés des passions industrielles et locales, afin d'être payés en votes de cette protection intéressée.

Avant de passer en revue les arguments à l'usage des uns et des autres, je dirai pourquoi je confonds l'instruction et l'éducation. C'est qu'il est impossible de ne donner que l'instruction seule. En enseignant exclusivement à lire et à écrire, on met déjà en quelque sorte l'élève sur la voie où il se servira plus tard du nouvel instrument que l'on prépare à son intelligence. Puis, l'instituteur a nécessairement une grande influence sur son disciple; ses mœurs donc, son caractère, ses idées, ses convictions du moment contribueront pour beaucoup, même contre sa volonté, même à son insu, à déterminer la tournure d'esprit et les opinions de l'homme fait, auquel, enfant encore, il se borne à fournir le plus simple des moyens de relation morale avec ses semblables. Il n'y a donc point

d'enseignement sans éducation, ni *vice versâ*. Et le pouvoir qui comprendrait bien l'importance d'un système d'instruction complet et en harmonie avec le principe social, qui l'appliquerait dans toutes ses conséquences et qui en saisirait la direction d'une main ferme, serait réellement et pour longtemps, si ce n'est à perpétuité, maître de la société entière. Rattachons ces prémisses aux partis qui s'agitent en Belgique.

Depuis le dernier échec ministériel des catholiques, les libéraux qui se flattent de pouvoir conserver l'ordre sans principe d'autorité et sans principe de raison, avec l'aide seule des majorités gouvernant tout sans règle fixe ni contrôle; les libéraux, dis-je, se sont mis à la tête du mouvement social. Tôt ou tard, cela devait être : car les libéraux représentent l'examen illimité avec ses résultats, savoir : les libertés de penser, de parler et d'écrire, c'est-à-dire avec l'anarchie morale, que les majorités ont mission d'empêcher le plus et le plus longtemps possible d'éclater en anarchie réelle, ou en désordre, en guerre et en destruction. Cette dernière espèce d'anarchie peut seule faire sentir le besoin d'un ordre véritable, basé sur la raison, et dominant toutes les libertés et toutes les majorités possibles, pour l'amélioration et le bonheur du genre humain.

Institutions politiques et lois particulières, tous les éléments en Belgique, comme la révolution qui y a

donné naissance, sont libéraux, ou contraires au principe d'autorité, ou anticatholiques. Le catholicisme n'y est plus qu'une anomalie, une circonstance du moment, sans appui, si ce n'est celui du nombre, que lui prêtent accidentellement, surtout dans les campagnes, quelques générations qui peu à peu s'en vont. Le droit, c'est l'examen; et ce droit, l'aristocratie bourgeoise, essentiellement calculatrice, l'exerce dans sa plénitude toute matérjelle. Le peuple catholique finira par être entrainé dans le tourbillon.

Catholiques et libéraux ont fort bien senti, les premiers que, pour ressaisir le pouvoir qui leur a échappé, les seconds pour raffermir ce pouvoir qu'ils tiennent enfin, il leur faut le monopole de l'éducation et de l'instruction. En effet, on ne règne véritablement que sur les générations qu'on a formées pour accepter cette domination, c'est-à-dire qu'on a soumises au principe dont elle est la conséquence naturelle. S'ils étaient sincères, les deux partis proclameraient hautement leurs prétentions, et ils ne manqueraient pas d'arguments strictement vrais sous leur point de vue pour l'appuyer.

Les moyens pour atteindre ce but sont différents, suivant la position de chacun des partis; mais le but est le même, et les partis y tendent malgré eux.

Les catholiques soutiennent la liberté illimitée de

l'enseignement, non afin que cette liberté se réalise matériellement, ce qui serait leur ruine, mais parce qu'étant les plus nombreux, les plus influents, les plus riches et les seuls unis, la concurrence leur assurerait immanquablement le triomphe. C'est bien là un raisonnement de majorité; et si les majorités déterminent toujours et en tout la vérité et le bon droit, les catholiques ont infailliblement la vérité et le bon droit de leur côté, et l'opinion catholique doit l'emporter sur toute autre, tant pour la direction matérielle de l'association politique belge, que pour la direction morale des écoles, destinées à perpétuer dans cette association le même esprit et surtout la même influence.

Cependant aux yeux de la raison, et les libéraux quelque partisans qu'ils soient de l'examen et des majorités seront ici de mon avis, il n'est pas du tout clair que les catholiques soient les interprètes suprêmes du vrai et du juste. Ils n'ont sur leurs adversaires que le seul avantage d'en afficher la prétention, que ceux-ci leur contestent par des arguments auxquels il leur serait difficile de répondre victorieusement.

Les libéraux, eux, pour s'emparer de l'enseignement, ont besoin de l'organiser. Ils prouvent sans peine qu'une instruction non organisée est la confusion des confusions, que ce serait le morcellement jusqu'à l'individualisme le plus absurde des doctrines sociales, de la morale et de la religion; que là où on

n'enseigne pas *à tous*, et à tous *de la même manière*, les *mêmes principes* déterminés d'avance et arrêtés, il n'y a pas d'accord possible dans la société, pas d'unité, pas de société ; il n'y a qu'égoïsme, antagonisme, anarchie. Si là-dessus on leur abandonne cette organisation et la surveillance qui en résulte, leur règne est fondé, pour autant que l'on peut concevoir que quelque chose soit fondé sur la base toujours vacillante de l'examen, du doute et de la négation.

Je n'attaque ici ni les uns ni les autres : mon intention est uniquement de constater leurs positions réciproques et les nécessités qu'elles entraînent. Ces positions sont également fausses. Lorsqu'elles auront changé, ils changeront aussi ; et au lieu de catholiques, conservateurs de toutes les erreurs et de tous les abus pour conserver l'ordre, et de libéraux sapant jusqu'à la possibilité de l'ordre pour détruire l'erreur et renverser les abus, il n'y aura plus que des hommes, possédant les moyens de distinguer le bien du mal, et la volonté de ne réformer que celui-ci en consacrant religieusement celui-là. Poursuivons.

Nous admettons, répliquent les catholiques aux libéraux, la nécessité d'un principe suprême dominant l'instruction et l'éducation, et c'est précisément sur cette nécessité que nous établissons le besoin que vous avez de nous pour élever la jeunesse. Votre système, quel est-il ? Sur quels principes êtes-vous d'accord ?

Vous voulez une doctrine sociale et une sanction religieuse de cette doctrine. Non-seulement nous le voulons aussi, mais nous possédons cette doctrine sanctionnée. C'était la vôtre, ou du moins celle de vos ancêtres. Nous ne demandons qu'à faire jouir vos enfants des mêmes avantages dont vous avez joui sous son égide tutélaire. Si, comme vous dites vous-mêmes, la religion est la base de l'enseignement, faites que votre enseignement public s'appuie sur notre religion, et pour cela rendez-nous-en les arbitres. Quant à vous, vous n'avez pas de religion sociale : ceux d'entre vous qui se sont forgé une opinion religieuse personnelle, ne peuvent én faire socialement aucune application utile; car elle diffère d'homme à homme, elle change dans chaque homme avec le temps, l'âge, les circonstances, les intérêts : qui lierait-elle, et à qui, et à quoi, et pourquoi? que relierait-elle, elle qui n'est pas un lien, qui échappe à toute analyse, se soustrait à tout raisonnement, se refuse à toute preuve? elle qui, quelque chose si l'on veut, mais quelque chose de bien creux, de bien abstrait, de presque insaisissable pour chacun, n'est pour tout le monde rien du tout. C'est l'égoïsme, ou du moins l'individualisme envahissant jusqu'au domaine des idées ultra-terrestres; c'est Dieu fait par l'homme et pour l'homme, indéfiniment modifiable pour son usage et divisible à l'infini pour son utilité.

Tout cela me paraît d'une justesse désespérante,

mais ne doit pas tomber sur les libéraux qui sont l'expression de leur siècle : cela tombe à-plomb sur le siècle même, je veux dire par là sur l'état de la société à notre époque et sur les hommes dont cette société se compose. Les catholiques n'en sont pas encore, de cette époque, du moins complétement. Ils regimbent contre elle; mais elle est un fait auquel ils devront finir, eux aussi, par se soumettre. L'examen *est;* il faut le subir forcément. En cela les libéraux ont incontestablement raison. Mais l'examen est un moyen pour découvrir la vérité : non le but, non la vérité même. Il ne faut pas s'y arrêter : il faut même ne rien négliger pour en sortir le plus tôt possible. L'autorité est nécessaire, indispensable; je le proclame hautement avec les catholiques. Mais avec les libéraux je repousse l'autorité des catholiques, qui est une autorité *sur parole,* révélée, inspirée, sentie, tout comme on voudra, mais qui ne l'est que pour ceux qui croient, pour ceux qui ont la *grâce,* comme on s'exprime, pour ceux que le sentiment éclaire ou aveugle; car l'un et l'autre est vrai, à un point de vue différent; sans qu'ils puissent se rendre compte à eux-mêmes, ni démontrer aux autres comment et pourquoi.

La direction de l'enseignement public par les catholiques, ai-je dit, assurerait provisoirement le maintien de l'ordre; mais de quel ordre, grand Dieu!... de l'ordre actuel : or nous avons vu que ce soi-disant ordre matériel, né des circonstances et pour les circonstan-

ces, est l'absence de tout ordre moral quelconque, c'est-à-dire de l'ordre réel applicable toujours et partout. Les catholiques donc, s'ils ont véritablement la conscience de ce qu'ils demandent, s'accommoderaient fort bien de l'anarchie en principe, pourvu qu'ils fussent, eux, payés pour en retarder la réalisation, pendant du moins quelque temps.

Quant aux libéraux, ils sont eux-mêmes le résultat de ce principe; ils ont donc la mission de le faire fructifier. Aussi, partout où il sera appliqué, eux seuls finiront par être chargés de le développer dans ses dernières conséquences.

C'est ainsi que, dans la question de l'enseignement qui nous occupe, les libéraux repousseront toujours la surveillance des catholiques, dont l'effet serait une tendance à l'unité par l'autorité. Dans le système de l'examen, chacun est appelé à se contrôler lui-même; il faudra donc pour surveillant à l'enfant catholique un prêtre de la religion et de la morale qu'on voudra lui inculquer, morale, sinon religion, déjà différente suivant chaque nuance de catholicisme; à l'enfant protestant un ministre des innombrables subdivisions du protestantisme; à l'enfant déiste un moraliste croyant en Dieu; à l'enfant philosophe un moraliste tout court, professant une des mille et une doctrines qui ont envahi le monde. Il faudra en outre que les professeurs des sciences fassent, *s'ils le peuvent*, abs-

traction entière de tout principe moral, et spirituel, et divin ; qu'ils ne croient rien sur quoi que ce soit, ou du moins qu'on ne puisse jamais se douter qu'ils professent même momentanément une croyance quelconque. Cela fait, on aura atteint le beau idéal de l'examen mis en action : on aura réalisé le droit général qu'il fonde et le droit particulier qu'il garantit à chacun ; reconnu la souveraineté du peuple qui, l'examen étant absolu, est la souveraineté de chaque homme, ou l'impossibilité de classement, d'hiérarchie, et la négation de l'ordre : en d'autres termes, de l'éducation elle-même, ce puissant moyen d'ordre, on aura réussi à faire le levier de l'anarchie, à laquelle la société sera livrée sans défense et sans espoir.

Avant de passer de cette question qui renferme tout l'avenir de la société, à la conclusion de cet écrit, j'en dirai brièvement mon opinion. Il m'a toujours paru que le plus important était de mettre d'accord l'enseignement didactique, c'est-à-dire celui qu'on donne à la jeunesse par les préceptes et par l'exemple, avec l'enseignement expérimental ou pratique que cette même jeunesse reçoit plus tard de la société où elle est destinée à vivre et à jouer un rôle, tantôt actif, tantôt passif, le plus souvent l'un et l'autre. Car, on aura beau faire, quelque importance que l'on attribue à l'éducation, elle n'est pas la vie elle-même ; elle n'est qu'une préparation à la vie. La vie réelle, qui est toujours dans le vrai, l'emportera nécessaire-

ment sur la préparation qui aurait été fausse et mensongère. Lorsqu'au 18e siècle les jésuites firent leurs derniers élèves, ils n'épargnèrent assurément rien pour s'en faire des partisans et des amis, en leur inculquant leurs maximes et leurs principes, et en cherchant à leur inspirer des besoins en harmonie avec les intérêts de la *société* de Jésus. Qu'arriva-t-il? Ces élèves s'aperçurent à leur grand étonnement que les principes et les maximes de la société civile étaient tout l'opposé, et que pour gagner dans le monde l'estime de ses contemporains, acquérir du crédit et de la fortune, il fallait obéir au siècle. Le siècle ne voulait plus de jésuites, et leurs propres élèves les détruisirent.

A quoi bon enseigner ce qu'il faudra infailliblement désapprendre? Quand il n'y aurait que perte de temps, ce serait déjà un assez grand mal. Pour savoir donc quel est l'enseignement de la jeunesse imposé par le monde, voyons ce que le monde lui-même enseigne à la jeunesse que les institutions d'enseignement versent dans la société. Est-ce par la vertu qu'on parvient, par les convictions arrêtées et consciencieuses, par la sévérité de la morale, la rigidité de caractère, la droiture, la probité, la délicatesse, le dévouement? Oh! non. Les primes sociales sont pour l'égoïsme, l'effronterie, la mauvaise foi, la ruse, la souplesse, la corruption, le doute ou l'indifférence sur tout ce qui intéresse la société et l'homme lui-même, pour le vice en un mot.

On ne parvient dans le monde que par ses défauts; et ce sont des qualités que vous cherchez à faire éclore, des qualités que vous n'avez pas, dont vous vous débarrasseriez bien vite comme d'obstacles gênants et nuisibles si vous vous les supposiez, que vous ne feignez pas même d'avoir, et que vous bafouez chez ceux qui en montrent le ridicule.

Et c'est à la vertu que vous voulez former les générations qui s'avancent, c'est le vice que vous voulez leur apprendre à fuir! En vérité, cette prétention si étrange de votre part, et à la réalisation de laquelle vous employez des moyens si absurdes, couronne bien dignement l'œuvre de déraison que vous avez décorée du nom de système social!

Ou apprenez à mettre votre société d'accord avec votre éducation, si vous voulez que votre éducation produise quelque effet social; ou osez mettre votre éducation d'accord avec votre société. Les choses en iront, je ne dis pas mieux, mais plus rapidement : la crise pénible où nous nous trouvons sera plus tôt passée, et l'avenir que j'*espère* se fera attendre moins longtemps.

Je conclus maintenant en peu de mots.

Chacun a raison dans son sens, toujours différent du sens des autres. Chacun voit son intérêt comme

bon lui semble et y rapporte tout son être, y sacrifie tous les intérêts opposés. Mais là où tout le monde a raison de cette manière, tout le monde aussi a tort : ou pour mieux dire, il n'y a plus ni tort ni raison. Il n'y a plus qu'un mélange d'éléments en désaccord s'entre-choquant sans règle et sans but dans une confusion infernale.

Cependant, cette confusion se lie nécessairement à l'exercice de l'examen qui, après avoir renversé l'autorité de tout principe révélé, ne l'a pas encore remplacée par l'autorité d'un principe logique. Le protestantisme religieux a nécessairement fait éclore le protestantisme politique, et social, et moral, et universel; car l'autorité seule, tant qu'elle n'a pas reçu d'impulsion du dehors, peut demeurer stationnaire. Quant à l'examen qui lui imprime le mouvement, il ne s'arrête jamais : le protestantisme devient malgré lui scepticisme, et le scepticisme *nihilisme*. L'état de la science est le doute sur tout ce qui n'est pas matériel, visible, palpable, calculable. Les mots *vérité, vertu, justice, droit, devoir,* sont restés dans le langage, mais ils ont un sens différent pour chacun, c'est-à-dire qu'ils n'ont plus de sens. Tout le monde en parle, comme on parle de toutes choses dans ce siècle bavard, précisément parce qu'on n'a d'idées arrêtées sur rien; mais cherchez à pénétrer plus avant que les phrases, demandez des définitions, et vous verrez que ces discoureurs qui paraissaient s'entendre

ne faisaient qu'attacher les mêmes signes aux objets les plus opposés. Ce qui est vrai pour l'un n'est que probable pour un autre, est faux pour un troisième, est contestable pour tous. La discussion, fille de l'examen, n'a plus de bornes que les chiffres, et on n'est pas encore parvenu à mettre le juste et l'injuste, Dieu et les destinées futures de l'homme en équation.

Quel est le remède à ce mal? Le seul possible, c'est de formuler, de déterminer, d'arrêter logiquement et irrécusablement le principe premier de nos connaissances, de manière à élever la religion et la morale sociales à la hauteur d'une science exacte, et à ranger l'existence de Dieu et l'immatérialité ou l'immortalité du sentiment humain de l'existence au nombre des vérités mathématiques, qui ne puissent trouver de contradicteurs qu'à l'hospice des aliénés.

Et le Dieu dont je parle n'est pas le Dieu-univers qui, étant l'univers lui-même, n'est plus rien pour lui; mais un Dieu distinct de l'univers et le gouvernant par des lois éternelles et immuables : ni l'âme humaine n'est une âme-corps qui, se confondant avec le corps, n'influe plus sur lui; mais une âme agissant dans et sur le corps, et constituant par son union avec le corps ce que nous appelons l'humanité. De deux choses l'une : ou tout le monde finira par douter de ces principes et par les nier; ou on finira par les démontrer. Dans le premier cas, j'ai dit ce que la so-

ciété deviendrait; dans le second, la vérité aurait lui sur elle, et dissipé, avec les ténèbres de l'incertitude, les erreurs de l'intérêt personnel.

Je crois avoir prouvé que tant que ce *criterium* n'aura pas été découvert, proclamé et accepté *socialement*, nous nagerons dans une mer de contradictions et d'absurdités intellectuelles, de désordres moraux et de troubles politiques, nous accrochant tantôt à telle planche de salut, tantôt à telle autre, et toujours déçus dans l'espoir de gagner enfin sur l'une d'elles la rive de la certitude et du repos. Tout le monde a raison dans le sens égoïste; personne n'a raison dans le sens social. Il y a nécessairement anarchie de droit, et cette anarchie mènera à la violence de fait.

L'égoïsme a été la conséquence naturelle du scepticisme. Le doute et la corruption auront l'anarchie pour inévitable résultat.

Est-il possible de poser, de démontrer, de mettre à l'abri de ce doute le principe d'unité sociale sur lequel doit reposer la morale et la religion humanitaire future? Je le pense. Si ce ne l'était pas, la société se décomposerait en peu de temps et tomberait en ruine. Bien des essais seront faits pour l'étayer, mais en vain, si l'on ne part pas d'un principe à la fois de pouvoir et d'ordre, indubitable et invariable. La génération présente assistera peut-être encore à la chute

du système des soi-disant représentations nationales. Les inconvénients en ont été trop bien sentis, et les avantages deviennent de plus en plus problématiques. Déjà on pressent des tentatives d'un accord, du moins momentané, entre le pouvoir et le peuple, les seules parties encore vivaces de la société, pour se débarrasser d'un intermédiaire qui fait obstacle à toute harmonie en se constituant milieu obligé, bascule essentielle entre l'un et l'autre. Si, après cela, le peuple a la prépondérance, nous tomberons d'emblée dans l'anarchie; si c'est le pouvoir, nous repasserons par le despotisme. Avec ce que tout le monde sait et ce que tout le monde ignore, le gouvernement par majorités réelles, dont la dernière expression est nécessairement le suffrage de tous, serait le *tohu-bohu* social le plus caractérisé qu'il soit possible de concevoir. Moins de lumières que celles qui sont irrévocablement acquises, permettrait de se réfugier sous l'égide de l'autorité; mais il faut plus de lumières que celles qui nous éclairent pour que nous soyons gouvernés par la seule raison.

L'époque est éminemment critique. Dieu, par les hommes, saura en faire sortir des temps plus heureux.

10 juin.

Post-Scriptum.

Un journal français * m'a fait l'honneur de s'occuper de mes idées sociales. Le *Moniteur de l'avenir*, c'est ainsi qu'il s'intitule, devait nécessairement s'emparer des aveux, comme il les appelle, d'un homme qui ne voit dans le présent qu'un pénible effort pour passer vite à quelque chose de moins bâtard, de moins menteur, de moins informe que ce que nous avons sous les yeux.

Le journal dont je parle a le courage de son opinion, qui n'est plus l'opinion en faveur. J'ai celui de la mienne, qui ne l'est pas encore. Nous sommes sur un terrain où l'on peut s'expliquer.

* *La Quotidienne*, 19 avril 1840.

Je n'ai réussi à me procurer cette feuille que lorsque le présent écrit était terminé. De là les quelques répétitions que contient ma réponse.

Dans son analyse de mon second écrit : *Les Formes et le Fond,* il est d'accord avec moi sur ce qui doit disparaître ; il ne l'est point sur ce qui le remplacera.

Il se trompe sur ce qu'il croit être mon moyen d'amélioration sociale, le principe duquel je veux faire dériver le bonheur de la race humaine. En développant ici ce que je pense réellement à cet égard, je lui poserai quelques questions auxquelles je le prierai de bien vouloir répondre.

Je ne suis pas monarchique; il en voit bien la raison : c'est parce que je ne suis pas catholique. Et je ne suis pas catholique, parce que je répudie l'autorité *sur parole* de quelque part qu'elle vienne. Que le catholicisme prouve, et dès lors j'embrasse avec joie son autorité, devenue, de révélée qu'elle était, raisonnable et logique ; de particulière à une secte et à un temps, véritablement universelle et perpétuelle, c'est-à-dire humanitaire.

Mais je répudie également la force, aussi bien la force numérique que la force mécanique. Je ne puis donc considérer les représentations nationales et la loi des majorités que comme des nécessités transitoires. Ce sont, à mon avis, des palliatifs contre l'anarchie : le recours qu'on y a eu constate précisément l'existence *en principe* de l'anarchie et la menace de l'avénement de l'anarchie *comme fait.*

Si l'usage de ces palliatifs se prolongeait trop longtemps, le mal contre lequel on les emploie, et qu'ils ne font que dissimuler, deviendrait incurable. Ils rendraient même les progrès du mal plus prompts : car les majorités provoquent le suffrage universel, qui est la véritable application de la souveraineté populaire; et celle-ci, exercée arbitrairement, serait le despotisme du grand nombre, le plus terrible de tous les despotismes, puisqu'il n'y a rien à espérer, même en remplissant contre lui *le plus saint des devoirs;* elle serait l'anarchie en fonctions et le malheur de tous.

J'avoue donc volontiers que, ni le jugement par majorités, ni la souveraineté du peuple dont il est l'expression ne sont bons par essence; ils sont funestes quoique inévitables, *l'état actuel de la société,* c'est-à-dire des lumières qui l'éclairent et la moralisent, *étant ce qu'il est.* Ils ne seront sans danger pour la société que lorsque l'incontestabilité, expression de la souveraineté humanitaire, sera établie intellectuellement et socialement reconnue.

Je vais plus loin : je préférerais de beaucoup vivre sous le pouvoir absolu d'un roi retenu par une autorité religieuse ou morale, soit révélée, soit de pur sentiment, que sous celui d'un peuple sans frein d'aucune sorte. Or, le pouvoir sans frein ni contrôle hors de lui et au-dessus de lui, qu'il soit d'ailleurs aux mains

d'un homme, ou de celles d'une majorité déléguée, ou de celles de tout un peuple, est toujours le plus terrible fléau pour l'humanité. Et, je le comprends fort bien, c'est là que nous allons.

Je ne vois qu'un moyen d'arrêter ce mouvement qui se fait sur un plan incliné : c'est de trouver ce frein, de manière que tout le monde s'y soumette spontanément s'il est doué d'intelligence, et ne puisse s'y soustraire sans se montrer privé de raison.

Dès lors je me rangerai sans difficulté sous le gouvernement d'un seul, comme je cesserai de craindre le gouvernement de tous, puisque peuple et roi seront également dominés par la religion et la morale humanitaires, d'où dépend l'ordre de la société et le bonheur de ses membres.

Car le despotisme ne résulte pas uniquement, à mes yeux, de l'obéissance due par quelques hommes à d'autres hommes, ou par tous à un seul, pour un temps quelconque ou indéfiniment : l'obéissance qui est le classement, est une condition essentielle de tout ordre possible; et l'ordre, s'il est juste, c'est-à-dire raisonnable, est la fin que la liberté se propose et sa garantie de durée. Mais le despotisme c'est l'oppression, en d'autres termes, la domination injuste ou arbitraire d'un seul, ou de quelques-uns, ou de la majorité, ou de la presque totalité.

Partout où un seul homme est ou peut être opprimé, il y a despotisme. Hé bien! le règne absolu des majorités est le droit illimité pour la moitié plus un d'opprimer la moitié moins un ou deux.

La liberté est chose excellente. C'est pour tous les hommes, et pour le moindre d'entre eux s'il est doué d'intelligence, un droit sacré et inviolable. En disant *si l'homme est doué d'intelligence,* j'ai voulu signifier que la liberté doit être subordonnée à la justice et à la raison; que par conséquent l'homme pour être libre doit jouir de la faculté de raisonner, et posséder *avec certitude* le principe sur lequel, sans jamais dévier, il réglera l'usage de son raisonnement, de manière à ne conclure qu'en faveur de l'équité, et de n'agir que pour le bien de l'humanité en général, qui sera toujours pour lui son plus grand bien particulier. Autrement, la liberté n'est qu'un terrible instrument d'abus, de bouleversement et de mort. Elle devient, comme les meilleures choses dans des circonstances mauvaises, un véritable fléau pour la société. Qui niera *en principe* le droit de libre concurrence? Cependant ce droit *appliqué* sous le règne exclusif de l'argent ne sert qu'à faire succomber un peu plus vite la bourgeoisie inférieure et la petite industrie sous le poids écrasant des capitaux dont disposent l'aristocratie bourgeoise et les grands industriels. Qui n'admire les machines, ces miraculeuses victoires de l'intelligence sur la matière, par lesquelles définitivement la force a été soumise à

la pensée? Et néanmoins, au lieu de venir au secours de l'homme pour diminuer son travail et sa peine, comme cela eût eu lieu dans une société morale, rationnelle et humaine, les machines ne font qu'augmenter la misère de l'ouvrier et le réduire au désespoir faute d'un salaire suffisant ou de travail, parce que dans notre société exclusivement égoïste, les propriétaires des machines n'y voient et ne peuvent y voir qu'un moyen de se passer des hommes, *qui coûtaient plus cher qu'elles*.

Faut-il briser les machines et enchaîner l'industrie? A Dieu ne plaise! mais il faut établir le règne de la raison. La liberté dès lors, comme l'intelligence dont elle est une conséquence nécessaire, fera le bonheur du monde.

Le plus grand bonheur possible du plus grand nombre possible d'hommes : c'est là le problème social à résoudre. La liberté n'est pas le but de la société, mais le moyen d'atteindre ce but; c'est un moyen d'ordre, de l'ordre consenti, le seul convenable à des êtres intelligents et le seul stable pour une société composée de ces êtres. Et cet ordre, pour être consenti, que doit-il produire? Le bien-être physique d'abord, puis le développement progressif sous le rapport intellectuel et moral *de tous;* la jouissance la plus complète possible *pour tous* de la vie, de la liberté et de la dignité humaine.

J'ai dit sur quel principe la société humaine doit pouvoir être basée pour continuer d'exister. Je le répéterai ici sous une nouvelle forme.

Dieu, et une vie future, suite et conséquence pour l'homme de sa conduite pendant la vie terrestre : ce ne doivent pas être là deux opinions révélées comme vraies et vraies parce que révélées, ou bien fondées sur un sentiment instinctif, intime, c'est-à-dire, deux opinions faisant autorité, mais seulement pour les croyants ou pour les hommes qui sont sous l'empire des idées préconçues et de la coutume; ce doivent être deux vérités incontestables et socialement prouvées, qui servent de principe scientifique à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse, et de principe de cohésion sociale, d'unité, aux divers groupes de la grande famille humanitaire.

Je ne dirai pas que je croie, moi, à ces vérités. Je ne fais encore qu'espérer que ce soient des vérités. D'ailleurs il ne me suffirait jamais de croire : je suis trop pénétré de la vanité de la foi pour vouloir m'arrêter à ce *juste milieu* entre l'emploi du raisonnement et la privation entière de la faculté de raisonner. Mais je ne néglige rien pour me convaincre, et je désire cette conviction avec autant de sincérité que d'ardeur.

J'ai pour cela deux motifs prépondérants : le pre-

mier, que j'y suis personnellement intéressé; car, par suite de mes dispositions naturelles, de l'éducation que j'ai reçue et des circonstances où je me trouve, je vis comme si les vérités précitées étaient des faits hors de tout doute. J'ai beaucoup à gagner si j'ai deviné juste; j'aurai été dupe en bien des choses si je me suis trompé. Du reste, dans le premier cas, j'aurais été plus heureux que sage; et il n'y a aucun reproche à faire à ceux qui, au cas contraire, auraient été plus fins que moi. De deux aveugles qui parcourent une route inconnue, celui qui tombe dans un précipice n'est qu'à plaindre, et l'autre qui arrive à bon port n'est pas à louer.

Mon second motif, c'est la certitude que l'expérience et la réflexion m'ont fait acquérir, de l'impossibilité de fonder *désormais* ou de conserver la société humaine, si ce n'est au moyen du principe d'ordre, d'hiérarchie et de pouvoir que j'ai énoncé. Mon témoinage n'est pas suspect : je doute moi-même; je fais même plus que douter, et je ne le cache pas. Mais j'avoue aussi que si le doute continue à faire circuler son poison dissolvant dans les entrailles de la société, bientôt cette société ne sera plus qu'un cadavre. Le principe que j'invoque ne peut être qu'*un :* car le corps social comme le corps humain n'a qu'un état normal. L'équilibre qui constitue la santé de l'homme est rompu de mille et mille manières : il ne se rétablit que d'une seule. Les mauvaises combinaisons sociales sont à

l'infini; il n'y a qu'un seul bon état social qui découlera d'un seul principe, dominant la société. Or ce principe ne dominera que lorsqu'il sera rigoureusement démontré. Car il a été contesté. Et c'est là une circonstance fort heureuse pour que l'anarchie sociale, résultat nécessaire de la négation de Dieu et de l'âme humaine, fasse sentir le besoin d'établir incontestablement leur existence, condition *sine quâ non* de la morale et de la sociabilité.

Cette existence prouvée pour tous peut *seule* élever à la dignité d'*actes rationnels* les sacrifices de la probité si souvent sans récompense sur la terre, les efforts incessants d'une vie obscurément pénible qui n'y rapportent rien, et le dévouement humanitaire presque toujours payé d'ingratitude ou pour le moins d'indifférence et d'oubli. Hors de là, ces actes ne sont que des boutades de folie; hors de là, il n'y a de positif que l'égoïsme matériel qui se réalise par la force ou l'adresse, et le calcul que la ruse ou la violence se chargent de rendre productif. La loi humaine ne saurait suppléer les mœurs dont la conviction est la plus vraie et la plus sûre garantie. Car supposé que la loi parvînt à surveiller la vie privée, à planer sur les actions secrètes, à sonder les cœurs, à s'emparer des esprits, à défendre le vice, à ordonner la vertu et *à se faire toujours obéir,* supposition absurde, ce régime légal serait le plus intolérable des despotismes, auquel serait préférable la vie sans loi aucune, la vie sauvage.

Il faut porter les yeux plus haut que la législation pour trouver la lumière morale, dont la législation elle-même n'est qu'un reflet; et il faut l'y signaler de manière que personne ne puisse se refuser à l'y voir.

Le premier pas *social* à faire (car il est encore à faire) pour les hommes à révélation et pour les hommes à sensations ou à sentiment, tout comme pour les hommes qui cherchent la vérité et pour ceux qui la nient, pour les dévots du droit divin comme pour les traînards des majorités, est donc de se convaincre de l'existence d'une justice absolue, au-dessus et au delà des décisions des rois et des peuples, des majorités politiques et des sacerdoces de n'importe quel culte, c'est-à-dire au-dessus des hommes et *au delà de la terre*, LA JUSTICE DE DIEU.

On a rejeté l'enfer, le paradis et le dieu de l'invention et à l'usage des prêtres; et l'on a fort bien fait: car ces impostures étaient une source inépuisable de calamités. Mais on n'a rien mis à la place. Le vide laissé par la suppression du mensonge parfois salutaire n'a pas été rempli par la vérité toujours sainte. C'est là un grand mal. La société est dans un état pire qu'auparavant. Il faut se hâter de proclamer ce qui, ne procédant de l'imagination et ne servant à la spéculation de personne, ne pourra être exploité que par et pour l'humanité. Si on tarde trop, qu'est-ce qui empêchera les riches de *pousser* de plus en plus

les pauvres *à bout* de souffrance et de patience, et les pauvres de se fâcher enfin, de dépouiller et même d'égorger les riches? Pour moi, je ne le vois pas.

Je sais combien ce que je dis paraîtra abominable aux uns, ridicule aux autres. Mais, ni des malédictions, ni des plaisanteries ne détruisent des arguments; et jusqu'à ce qu'on m'ait réfuté, je croirai avoir raison.

Voilà ma doctrine.

Je l'ai embrassée parce que j'ai vu où nous menait infailliblement le manque de toute doctrine, de tout système, de tout principe d'unité.

Et parce que le principe professé par le journal auquel je réponds ne me paraît plus satisfaire au besoin suprême de l'humanité, qui est une règle sociale incontestable au tribunal de la raison.

Il est inutile que je démontre de nouveau le danger de l'absence de tout principe et de tout lien commun. Quant à l'insuffisance de l'autorité révélée ou inspirée, appuyée sur la foi ou sur la coutume, je la prouve par l'existence d'un fait : l'examen. Dès qu'il y a examen, il y a doute; et impossible de sortir du doute si ce n'est par la certitude. Quand il n'y a plus de foi, on est bien près de nier, à moins qu'on ne soit encore plus près de savoir. On ne croit plus; il faut indispensablement que l'on sache.

Mais qu'on me comprenne bien :

Les *sachants* que je veux substituer aux *croyants* ne sont pas des docteurs, des *savants*, c'est-à-dire des gens qui croient tout savoir parce qu'ils connaissent quelques détails, gens essentiellement ingouvernables, comme dit fort bien le journal plusieurs fois cité; mais des hommes s'étant démontré à eux-mêmes et pouvant démontrer aux autres le principe de toute certitude : et ces hommes, certes, seraient fort faciles à gouverner, puisqu'ils iraient d'eux-mêmes au-devant de toute mesure d'ordre par la liberté et l'équité.

La liberté est un besoin pour chacun des êtres intelligents dont la société se compose, aussi bien que l'équité ou l'ordre est un besoin pour l'association de ces êtres. Il faut satisfaire l'un et l'autre. L'autorité viole la liberté : tout précepte, tout dogme reçus, non parce qu'ils sont justes et vrais, mais parce qu'ils sont imposés, deviennent de puissants moyens d'arbitraire et de tyrannie. Entre l'autorité et le despotisme il y a corrélation essentielle.

L'examen, lui, est incompatible avec l'ordre, quand il ne fraye pas la voie à l'autorité de la raison. Nous en sommes là : et la raison seule pourra nous soustraire aux ravages de l'examen. Toute autre autorité désormais est impossible.

Car la presse est l'organe de l'examen. Cet organe est indestructible, et l'examen l'est avec lui.

Le *Moniteur de l'avenir* ne le pense-t-il pas comme moi?

Croit-il impossible la découverte du *criterium* humanitaire qui rejette au nombre des folies toutes les passions insociales, tant des rois que des peuples? Pour moi, je ne le crois pas; car j'ai foi dans l'avenir de l'humanité et de la société, qui s'anéantiraient si toute autorité leur était enlevée à toujours.

Seulement, il me semble que, préalablement, doivent être dissipées sans retour les illusions des hommes qui ont mis toute leur confiance, soit dans l'autorité révélée et la légitimité de droit divin, soit dans la souveraineté du nombre et des majorités, en tant que seules compétentes pour constituer, diriger et conserver la société humaine.

Nous sommes encore loin de ce but. Mais nous y marchons rapidement. Dieu veuille que nous n'ayons pas à passer par *plusieurs* degrés et par différentes formes d'anarchie pour y arriver!

18 juin.

LA

SCIENCE SOCIALE

RAMENÉE A SON PRINCIPE.

N° 4.

Savez-vous d'où vient que votre édifice croule à chaque secousse? C'est que la base manque ; car elle ne s'appuie que sur la boue : tenez-vous-le pour dit.

RASPAIL.

J'ai entrepris de démontrer qu'il est nécessaire, urgent, de constituer la science de la morale.

Cette nécessité, je l'ai déjà indiquée dans mon précédent écrit; mais la question me paraît si grave, si fondamentale, sa solution est si pleine d'avenir social, que je crois devoir y revenir et lui consacrer les pages qui vont suivre.

J'entends par *science* un système arrêté, rigoureusement déduit d'un principe absolu, qui est mis hors

de doute pour l'intelligence de tout homme complet, c'est-à-dire jouissant de l'équilibre de ses facultés naturelles.

Sans morale, point de société possible. Quel serait le lien social si ce n'est la justice?

Car il n'y a pas d'autre moyen de n'être point trompé que de ne tromper jamais personne; de n'être point opprimé que de ne jamais opprimer qui que ce soit; d'être respecté dans ses droits par tous, que de respecter les droits de tous et de chacun.

Si, dans le monde, tout se passait au grand jour; si les motifs qui font agir étaient aussi patents que les actions elles-mêmes; si l'on pensait, si l'on désirait, si l'on projetait tout haut; si l'on ne procédait, si l'on n'opérait jamais qu'à ciel ouvert, cette règle pratique suffirait.

Mais on peut se flatter de tromper en cachette, de couvrir l'oppression du manteau de l'ordre, de faire excuser la violation des droits naturels des faibles en prétextant la protection due aux droits acquis des puissants.

Il faut donc une règle *à priori*, une justice indépendante de toute pratique, mais dont toute pratique dépende et qui la détermine toujours, une *justice-idée* de laquelle doivent résulter tous les *faits* de justice.

Or comment associer deux hommes par le lien de la justice, si ces deux hommes ne s'accordent ni sur l'idée ni sur le sens du mot qui l'exprime?

Et comment s'entendront-ils, si chacun d'eux n'a

d'autres preuves à apporter de sa croyance que son sentiment intime, son instinct, l'instruction qu'il a reçue, l'éducation qui l'a formé, son origine, le lieu de sa naissance, sa position, ses habitudes?

L'intelligence qui est commune aux hommes, est le seul moyen qu'ils aient pour se mettre d'accord. Ne faut-il donc point forcer, en quelque sorte, cette intelligence que les lois de la logique dominent impérieusement, à reconnaître le principe rendu clair et incontestable pour elle, d'où découle scientifiquement la morale entière? Les hommes trouveront-ils ailleurs que dans une morale ainsi constituée, le *critérium*, également évident et sûr pour tous, qui doit les guider dans toutes les situations où la société et les événements les placent, qui leur fasse considérer leur bonheur individuel comme provenant toujours de l'accomplissement de leur devoir envers leurs semblables, comme subordonné au bien-être de l'humanité?

Peut-on raisonnablement espérer d'avoir jamais des mœurs publiques, de bonnes lois, un pacte social appuyé sur le droit universel, si les hommes appelés à donner l'impulsion morale, à formuler les lois, à fixer les institutions nationales, ne savent pas eux-mêmes quel est le droit humanitaire, ni même s'il en est un, quelle vérité lui sert de base, quel raisonnement est propre à le faire admettre *socialement* comme tel par quiconque est doué de conscience et de liberté?

Conscience et liberté! N'est-ce pas là l'homme? Et tout être qui sent et veut n'est-il pas nécessairement un être humain, ayant en partage la plénitude des qualités humaines, et possédant tous les droits, et tenu à tous les devoirs de l'homme?

Si l'essence de l'être humain consiste dans la connaissance qu'il a de lui-même et dans sa faculté de se déterminer, n'est-ce pas de cette essence même qu'il faut faire dériver comme de leur principe unique, la règle de sa volonté, le motif de ses actions, l'élément social?

Essayons d'argumenter dans cette supposition.

Mais avant tout assurons bien notre point de départ.

On ne me contestera pas l'intelligence de l'homme. Pour le faire, il faudrait avoir recours à cette intelligence même, qui serait prouvée de cette manière par cela seul qu'on aurait tenté de la nier.

Si ceux qui ont prétendu que les déterminations de l'homme ne sont point libres, ont seulement voulu soutenir qu'il ne se décide pas aveuglément, uniquement pour se décider, sans raison et sans but, ils sont dans le vrai. La liberté, comme on dit, *d'indifférence* ne saurait être le partage d'une créature intelligente, c'est-à-dire réfléchissant sur les modifications qu'elle éprouve, pour chercher son bien et fuir son mal. Car à quoi lui servirait la conscience qu'elle a d'elle-même et de ses actes? Si elle était privée de sentiment, elle subirait la loi de la nécessité, mais ne s'en rendrait pas plus compte qu'elle ne pourrait s'y opposer.

Mais de ce que l'homme ne veut pas au hasard, s'ensuit-il que sa volonté soit contrainte?

Je le sais : son organisation lui est transmise par voie d'hérédité d'après les lois immuables qui président à toutes choses. Sa première éducation ne dépend pas plus de lui que les circonstances au milieu desquelles il est destiné à vivre. Il ne choisit ni le pays où il doit naître, ni la famille à laquelle il doit appartenir, ni l'époque qui agira si puissamment sur lui comme sur tous ses contemporains. J'avoue que là se puisent des motifs de conduite d'une incalculable valeur. Je dis seulement qu'ils ne sont point irrésistibles, en ce sens qu'ils n'agissent pas mécaniquement sur la volonté, de manière à la déterminer par voie de contrainte matérielle. Il y a entraînement, oui; mais entraînement consenti. Or on ne consent que lorsqu'on peut refuser. Il faut donc choisir, c'est-à-dire décider; il faut juger : ce qui suppose une intelligence active et une volonté prenant spontanément le parti que les lumières de la raison lui font paraître le meilleur.

Ces trois choses sont inséparables : liberté psychologique, responsabilité humaine ou moralité, et sociabilité.

Il n'y a point, dans l'homme, de par la nature, des instincts pervers et des dispositions funestes, c'est-à-dire destinées à faire du mal aux hommes et ne pouvant que nuire à la société. En cela, J.-J. Rousseau, les saint-simoniens, les fouriéristes, les communistes

d'Owen et les phrénologues ont parfaitement raison. Mais il y a des instincts qui, plutôt que d'autres, portent l'homme à l'individualisme terrestre, à l'égoïsme matériel. Ces instincts sont utiles, sont bons même, mais *avant tout* et *seulement* pour l'individu qu'ils font agir. Exaltés, outrés, généralisés par le milieu social où l'individu ne trouve de bien-être que par eux seuls, ces propensions égoïstiques deviennent abusives. Et les moralistes ont bien fait de tonner contre ce qu'ils ont appelé les *passions mauvaises*.

Mais peu à peu morale, philosophie, religion, sapées dans leur base parce que l'intelligence humaine avait perdu tout principe de certitude spirituelle, cessèrent de rien pouvoir contre l'égoïsme. Il n'y eut plus de remède au débordement que dans le changement du milieu social qui l'avait causé. Il fallut désormais, non pas, comme quelques sectaires socialistes modernes, absoudre toutes les passions, mais tourner au bien, même les moins sociales : il fallut, non renverser les idées de morale encore debout sur n'importe quels préjugés, mais les asseoir sur une base religieuse inébranlable; non abolir le devoir, mais rendre son accomplissement, d'irrationnel et de presqu'impossible qu'il est à présent, raisonnable, aisé et, pour ainsi parler, nécessaire, en faisant contribuer jusqu'à l'égoïsme individuel au bonheur général, en forçant l'individu à être juste au sein d'une société fondée sur la justice exclusivement et ne se conservant que par elle.

Tout dépend donc des motifs qui invitent l'homme à agir, et du point de vue où il se place pour juger leur valeur. S'il n'attache de prix qu'au bien-être du moment et s'il raisonne juste, l'égoïsme le plus étroit sera son seul mobile. La dernière conséquence de son système c'est que, puisqu'il n'y a point d'autre point de départ que l'intérêt personnel, tout aussi se résume et se résout en intérêt personnel, qui est l'unique but de toutes choses. Pour peu alors qu'il ait le courage de son opinion, il conclura qu'il n'y a réellement ni crime ni vertu, et il sacrifiera à ses passions, en toute occasion et sans scrupule, les droits, la dignité, le bonheur, et jusqu'à la vie de ses semblables.

Il sacrifiera au calcul individuel le bien-être et jusqu'à l'existence future de sa postérité et de l'humanité entière. Quel rapport direct tout cela a-t-il avec lui, qui ne s'intéresse qu'à lui-même et à lui seul? Voyez à l'œuvre l'égoïsme matériel dans la marche de l'industrie : il consomme les enfants des travailleurs, comme si, après la génération présente, il ne faudrait plus de travailleurs du tout, enfants et hommes. Après! qu'importe? Y a-t-il un avenir pour l'égoïsme? Il est conséquent. La société seule, qui protége le matérialisme, qui est matérialiste elle-même, qui n'a fondé l'ordre que sur l'intérêt borné et désorganisateur de l'individu et du moment, la société seule est inconséquente.

Si, au contraire, l'homme est convaincu que son

existence actuelle a un but plus relevé, sa conduite prendra une direction tout autre. Il aura toujours des passions à satisfaire; mais, *avant cela,* il aura des devoirs à remplir, qui limiteront ses droits, qui mettront un frein à ses désirs, qui domineront ses idées les plus secrètes, ses pensées les plus fugitives, qui régleront ses actions les plus cachées, qui, en un mot, répondront de lui devant la société comme devant lui-même.

D'après ce que je viens de dire, à quoi se réduit la science sociale? N'est-ce pas à multiplier les motifs qui portent l'homme au bien, et à diminuer ceux qui le poussent au mal? Or, le motif le plus puissant, si ce n'est même le seul motif, que l'homme puisse avoir pour être socialement bon, c'est-à-dire juste, c'est la conviction de sa responsabilité *de coulpe* aux yeux de la justice infinie. Le premier devoir de la société est donc de propager cette conviction de tous ses moyens, et, en l'entourant de preuves inattaquables, de l'élever au-dessus du moindre doute à la hauteur d'un dogme social. Le second devoir, c'est de corroborer cette conviction par les empêchements matériels qu'elle met aux mêmes actes dont Dieu réprouve jusqu'au désir.

Dieu qu'est-il?

Je ne fais ici ni du mysticisme ni de la théologie. Je n'écoute ni la voix de l'inspiration ni celle de l'autorité; je ne m'abandonne ni aux illusions du sentiment ni aux rêveries de l'imagination. Je me dépouille

de toute impression, de toute réminiscence, de toute idée préconçue. Je traite la question sociale sous son aspect le plus large, c'est-à-dire que je me demande ce qu'il faut indispensablement pour que la société soit et se conserve, puisqu'elle est réellement et que jusqu'à ce moment elle s'est conservée. Si mon raisonnement est irréprochable, n'aurai-je pas, tout à la fois, d'un fait reconnu, savoir la société humaine, remonté au principe par cela même irréfragable de cette société, et démontré que, ce principe manquant, la société ne peut que se dissoudre, périr?

Or ce principe, c'est la conviction raisonnée et susceptible d'être imposée à l'intelligence par l'intelligence, que Dieu gouverne le monde : Dieu, la justice souveraine et absolue, Dieu, père de tous les hommes, qui n'a qu'une seule justice pour eux, au moyen de laquelle il les relie en une famille de frères, qui, tous, ont le même droit à son amour, et qu'attendent les mêmes destinées.

Les destinées humaines, si elles se bornaient à la vie présente, ne seraient-elles pas incompatibles avec la justice de Dieu? Quelque parfaites qu'on suppose les institutions sociales, et jusqu'à présent elles ont presque toujours été à rebours, même de toute possibilité de perfectionnement, elles sont nécessairement encore fort loin de valoir à chacun la part de bonheur qu'il peut mériter. Je dis plus : y a-t-il, y aura-t-il jamais ici-bas, partout et toujours, une récompense suffisante pour les vertus désintéressées, pour le sublime

dévouement? La réponse n'est pas douteuse. Donc sans une ame humaine, indépendante du corps, Dieu serait injuste; en d'autres termes, il n'y aurait pas de Dieu. La société ne se serait formée et soutenue que par la croyance à un mensonge. Et, ce mensonge dévoilé, elle rentrerait dans le néant. Car le mensonge une fois tombé comme tel, ne se relève pas, quand même on le proclamerait utile, indispensable : et la vérité, bien que dangereuse et funeste, la vérité enfin découverte, rendrait désormais toute association d'hommes impossible.

Cette preuve, quoique purement négative, me paraît cependant propre à frapper l'esprit de *plusieurs*.

Mais elle n'est pas complète *pour tous*. Il faut en outre des preuves positives, qui ne souffrent ni distinctions ni réplique. — « La vie de l'homme a un but ultra-terrestre, puisque les hommes se sont réunis en société et qu'ils ont pu vivre ensemble. » — Cela est bon pour ceux qui croient à l'immortalité d'une humanité essentiellement sociale. Mais qu'y aurait-il à répondre à celui qui dirait : « Je veux bien admettre que la société ne pouvait pas s'organiser sans la croyance en Dieu et en une autre vie. J'admettrai également que, cette croyance étant perdue, et, socialement parlant, elle l'est, il ne restera finalement plus que des individus isolés, sans moyen de cohésion sociale, et que dès-lors l'humanité telle qu'elle a été conçue jusqu'à nos jours aura péri. Qu'y a-t-il à s'étonner? Cette humanité-là aura eu sa naissance, son âge mûr et sa dé-

crépitude. Comme toutes choses, après avoir fait son temps, elle mourra ! »

Il n'y aurait pas à reculer. A moins de s'avouer battu, il faudrait lui prouver, non que, la société existant, l'idée de Dieu a été nécessaire; mais que Dieu existe, ce dont la société humaine n'a plus été qu'une suite naturelle.

Quelques-uns posent la question de savoir s'il ne suffit pas à l'organisation de la société que les hommes croient en Dieu et en des destinées futures; que d'ailleurs cette croyance soit fondée ou non sur des réalités hors de nous?

On serait donc uniquement convaincu de sa conviction, qu'on saurait n'avoir aucune autre base réelle que la volonté même d'être convaincu? C'est jouer sur les mots : c'est abuser de la plus belle prérogative de l'esprit humain.

Croire une chose, c'est la croire vraie, hors de nous, et indépendamment de nous. La conviction qu'il y a un Dieu et une autre vie, conviction raisonnée, prouvée et convertie en dogme social, est pour nous toute la réalité désirable, toute la réalité possible même. Elle repose sur l'existence réelle de Dieu et de l'ame impérissable, puisqu'elle en est l'expression. Cette conviction, une fois acquise, rend la vérité dont elle est garante à nos yeux, aussi effective pour nous que l'est le monde extérieur, dont l'existence ne nous est également garantie que par les sensations et les idées qu'il excite en nous, que l'est, sous toutes ses

modifications, la conscience de nous-mêmes ou le sentiment de l'existence, cette réalité fondamentale et primordiale, cette vérité-mère, à laquelle nous devons pouvoir ramener tout ce qui, pour notre intelligence, doit être vrai et réel.

Avouons-le franchement : non-seulement il n'y a, mais il ne saurait y avoir de preuves physiques et matérielles de l'existence de Dieu. S'il est indispensable à la conservation de l'existence humaine de se *prouver* Dieu, il faut chercher et trouver ailleurs. Les preuves métaphysiques, ou intellectuelles, ou morales, tout comme on voudra, offrent autant de certitude, si pas plus, que les preuves matérielles. *Je me sens, donc je suis;* est aussi vrai que : *J'ai un corps; il y a des corps hors de moi; deux et deux font quatre.* Cependant rien n'est physique ou physiologique dans le sentiment et l'intelligence ou l'existence sentie. Hé bien! Dieu doit être vrai comme cela; et l'amé doit être réelle comme Dieu. N'importe laquelle de ces deux propositions on déduise du sentiment individuel de l'existence, l'autre en est la conséquence logique : l'esprit de l'homme prouve Dieu, comme la justice de Dieu prouve l'immortalité de l'ame humaine. Le fait, que les hommes se sont associés entre eux au lieu de s'entre-dévorer, prouve l'un et l'autre.

Lorsque l'Etre éternel au-dessus de nous et l'être incorruptible en nous nous auront été démontrés *à tous* aussi incontestablement que nous le sont la nature et nous-mêmes, le doute ne sera plus possible sur

aucune des vérités sociales, la théorie de la justice se résoudra en pratique de la liberté, l'ordre présent sera placé sous l'égide d'une législation rationnelle, et l'ordre futur préparé par une éducation nationale; en un mot, la société humaine sera établie sur la volonté de Dieu, que l'homme aura trouvée écrite dans sa propre raison.

L'homme est-il une intelligence servie par des organes matériels, ou de la matière combinée en organes, dont le jeu produit l'intelligence? Toute la question est là. Si l'esprit n'est que de la matière organisée; et les sciences qui ne s'occupent que de matière et doivent s'arrêter à une molécule quelconque, organisée ou organisante, ne peuvent tirer que cette conclusion très-logique, tant qu'il n'y aura pas une science religieuse et morale, supérieure à toutes les autres sciences, une philosophie générale, dont elles découlent et vers laquelle elles convergent toutes; si, dis-je, l'esprit n'est que de la matière organisée, ou ce qui est la même chose, s'il n'y a effectivement que de la matière et de l'organisation toujours matérielle, pourquoi toute matière organisée ne pense-t-elle point? ou pourquoi la pensée est-elle le partage de telle matière organisée et non de telle autre? ou comment ont pu naître dans cette matière plus parfaite, avec la pensée, si distincte de la matière, les idées de ce qui est diamétralement opposé à la matière, celles entre autres de spiritualité, de simplicité, d'éternité, d'infini, de vérité, autre que celle de chiffres, de devoir,

autre que celui de calculer bien exactement le degré de jouissance qu'on peut atteindre sans que le plaisir expose au péril ou se convertisse en peine, afin d'y arriver constamment et de ne le dépasser jamais?

Admettons pour un moment ces idées toutes spirituelles, sans autre recherche sur leur origine et sur la possibilité de leur existence dans une organisation qui exclut toute spiritualité; admettons-les comme organiquement attachées à cet organisme essentiellement intelligent. Elles ne seront alors et ne pourront jamais être pour tout homme qui raisonne, que des entités sans valeur positive, des abstractions sans aucune réalité correspondante, des formes sans substance, des accidents sans support, de bizarres êtres de raison, auxquels on ne saurait, si ce n'est en conséquence d'une organisation anormale ou incomplète, avoir aucun égard dans la conduite pratique de la vie.

L'homme que ne retient point le principe religieux, s'il est d'une trempe de caractère à se mettre au-dessus de tout préjugé que l'autorité et l'éducation imposent et que l'habitude fortifie, ne pourra que hausser les épaules à l'exposition du système des moralistes, qui veulent que chez chacun l'intérêt de l'humanité passe avant l'intérêt de la patrie, celui de la patrie avant celui de la famille, et ce dernier avant l'intérêt propre. « Appelez cela une loi, dira-t-il, j'y consens : je l'appelle moi une idée à vous autres, une lubie; un simple acte, et un acte arbitraire de votre volonté, imposant si vous êtes les plus forts, ridicule si vous n'avez pour

vous que vos phrases. Tant que vous saurez me contraindre, j'obéirai. Mais ma soumission de fait aura un terme aussitôt que ma volonté pourra briser la vôtre, ou que mon adresse me permettra de m'en moquer. Chacun chez soi; chacun pour soi. »

En effet, qu'est-ce qu'une loi, morale ou autre, qui n'a point de sanction hors d'elle? surtout si elle est en contradiction directe et manifeste avec un sentiment que la nature a si fortement imprimé dans le cœur humain, je parle de l'amour de soi, de l'attrait pour le plaisir et de l'aversion pour la douleur? quel espoir fondé pourrait-il y avoir de porter l'homme à affronter la douleur ou à renoncer au plaisir, si ce n'est en lui offrant la certitude d'atteindre par là même un bonheur plus grand et d'échapper à un mal plus redoutable? Notre perfectionnement auquel nous avons le devoir de travailler, ne peut signifier autre chose pour le matérialiste logique qu'un moyen plus étendu et plus pur, plus vrai par conséquent, plus efficace et meilleur, de nous rendre heureux *ici-bas :* ou il ne signifie rien du tout. La souffrance n'est pas un état de perfection; bien au contraire. Nos facultés, de quelque nature qu'elles soient, ne peuvent nous avoir été données que pour que nous évitions le mal, bien entendu ce qui est un mal pour chacun de nous, et pour que nous nous soustrayions au malheur. Développer ces facultés, que sera-ce donc autre chose que d'élargir, par tous les moyens indifféremment et aux dépens de qui que ce soit, la voie où nous devons trouver tout le bien-être dont nous sommes susceptibles?

L'homme naît avec le besoin impérieux de vivre le mieux qu'il pourra. Ce besoin constitue un droit pour chacun. Et il n'y a pas de droit contre ce droit-là, si n'est le droit de qui, éprouvant le même besoin, possède une puissance plus grande pour le réaliser au détriment des autres. N'est-ce pas là l'empire de la force dans sa plus idéale hideur? n'est-ce pas cependant le seul principe admissible si, pour l'homme, tout se résout en matière et se borne aux quelques années qu'il passe sur ce globe? La force détermine la vérité et réalise la justice. Je voudrais bien savoir comment l'athée opprimé s'y prendrait pour *démontrer* à l'athée oppresseur qu'il est obligé à sacrifier son bonheur privé à celui des autres, ou même qu'il lui est défendu de sacrifier le bonheur des autres au sien. Je défie le sophiste le plus subtil et le plus retors de prêter au moralisateur un seul argument recevable.

Et quand je dis *argument*, j'entends par là un motif propre à faire impression sur l'intelligence de l'oppresseur qui n'est pas plus sot que l'opprimé, à frapper le *sens commun* à l'un comme à l'autre, et surtout le sens de l'oppresseur qui n'a, matériellement parlant, d'autre tort envers l'opprimé que d'user des avantages que le hasard lui a départis, et dont celui-ci l'accablerait sans hésiter si, changeant de position, ils venaient à changer de rôle.

Ce tableau n'est-il pas exactement la représentation de ce qui se passe sous nos yeux? La force seule est appelée à conserver l'ordre existant avec toutes ses in-

justices; la force seule est invoquée pour renverser cet ordre et y substituer, après un intervalle plus ou moins long de violence et de terreur, un autre ordre également injuste. De raison, d'équité, il n'en est nullement question. Et s'il l'est parfois encore de vérité et de droit, c'est une tactique dont se servent, tantôt l'oppresseur pour empêcher les opprimés de se coaliser contre lui et de l'écraser à son tour, en lui faisant accroire que la force et ses résultats constituent un ordre qu'ils doivent respecter et maintenir même à leur dam, tantôt les opprimés pour tromper l'oppresseur en lui donnant à entendre qu'il est tenu de partager gratuitement avec eux ce qu'il a le pouvoir de conserver pour lui seul.

Mais le siècle marche. Déjà il est établi en principe que les opprimés n'ont réellement droit qu'à ce qu'ils parviendront à enlever à l'oppresseur, et celui-ci qu'à garder ce qu'il aura réussi à ne pas se laisser prendre. Nous assistons à la déduction pratique, plus ou moins sincèrement avouée, des conséquences, passablement effrayantes, me paraît-il, de cette théorie : elle se déroule graduellement et de plus en plus précipitamment. Toutes les déclamations, soit morales, soit sentimentales, en dehors du principe précité et de son application, c'est de la fausse monnaie, que celui qui la répand connaît pour fausse, et qu'il cherche à faire valoir en la faisant passer comme bonne auprès des *simples;* ce sont *verba et voces* qui n'ont de sérieux que le profit que veut en tirer celui qui les emploie,

afin de suppléer au manque de force réelle ou au manque de cœur pour y avoir recours, par des roueries dont l'effet devient chaque jour moins sûr et auxquelles il faudra bien finir par renoncer entièrement. Nous n'en sommes encore qu'à Robert-Macaire, ce vrai type de notre honteuse époque : nous devons, je ne dis pas descendre plus bas, ce serait difficile; mais aller plus loin, beaucoup plus loin. Tout le monde sait où. Car les lois de la logique sont inflexibles comme celle de la gravitation. Le matérialisme posé, nous allons aussi inévitablement à l'anarchie et à ses suites les plus terribles, que la pierre tombe vers la terre.

Encore une fois, Dieu seul peut nous tirer de là : Dieu, principe social, également accepté et dans le même sens, par ceux qui sont appelés à régler les intérêts de la société et par ceux dont les intérêts sont réglés avec les intérêts de la société même. Car enfin, où donc l'homme, lorsqu'il lui faut remuer cet amas de boue et de sang qu'on appelle *le monde,* où irait-il prendre son point d'appui? dans le cloaque même qu'il a mission d'assainir? Ce serait absurde. A moins de poser son levier hors de la terre que nous foulons, jamais il n'agira sur elle. Et la société qu'il n'aura pas efficacement aidée à se relever, la fatalité des choses le forcera de travailler à sa démolition; et lui-même sera entraîné avec elle dans une perte commune.

Qu'on ne croie pas que de coudre ensemble tant bien que mal quelques sentences de morale et quelques axiomes de conduite, que la majorité d'une as-

semblée qui se dit *représentation nationale* décore du titre pompeux de *pacte constitutif*, ce soit-là socialiser. Ce pacte fonctionne, il est vrai, pendant quelque temps, à cause des avantages qu'y trouve une minorité avide et ambitieuse. Mais l'égoïsme des privilégiés sur lequel on avait compté pour la conservation et la concorde, devient bientôt par sa propre exagération un instrument de haine et de ruine. Et la résignation des exploités sans laquelle il était impossible de rien conserver, aura un terme d'autant plus prochain, que l'exploitation deviendra plus excessive et la position de ceux qui souffrent plus insoutenable. Il faudra bien, en dernière analyse, songer à socialiser pour tout de bon, c'est-à-dire à organiser sur le principe religieux de l'égalité *spirituelle*, de la fraternité humanitaire de tous, un système d'institutions, si cela peut se dire, tellement saisissant, que tous l'adoptent spontanément et s'y soumettent avec joie.

Par *égalité spirituelle* j'ai voulu signifier l'égalité de l'esprit, de l'ame, de l'essence humaine, en vertu de laquelle tous les hommes sont hommes au même titre et au même degré : elle emporte l'égalité de justice, l'égalité en destinées et en droits, l'égalité devant Dieu. Hors de là, il n'y a qu'inégalité. L'inégalité est naturelle entre les hommes, et par conséquent indestructible; elle constitue l'individualité : elle est sociale, en ce que la société, sans elle, serait incapable d'organiser, c'est-à-dire coordonner, classer, hiérar-

chiser, établir l'ordre. Mais au-dessus de cette inégalité que je nommerai *temporelle* par opposition, domine toujours l'égalité sainte, inviolable, et à laquelle jamais société n'a porté ou souffert qu'on portât la moindre atteinte par des dispositions ou des actes blessant l'éternelle justice, sans déposer dans son propre sein un principe actif de décomposition et de mort.

Je sais bien ce que l'on m'objectera. Vous voulez, me dira-t-on, fonder la société nouvelle, ou plutôt maintenir ce qui reste de la vieille société, à l'aide de chimères, de mensonges même.

Je répondrai brièvement et catégoriquement. Je ne crois pas à la possibilité de maintenir la vieille société; et j'y croirais que je ne ferais aucun effort, pas le plus petit vœu pour la conservation de ce qui n'est à mes yeux qu'une progression de turpitudes et de misères. Je désire la réorganisation sociale, mais de manière qu'elle soit préparée dans les esprits avant qu'elle s'opère dans les choses, pour qu'il n'y ait ni froissement, ni choc, ni trouble, ni désordre. Je suis intimement convaincu qu'on n'établira jamais rien que sur la vérité, comme on ne perpétuera jamais rien de ce qu'on aura établi que par la justice.

L'examen étant posé, comme il l'est, en droit et en fait; ce qui veut dire que l'autorité, la foi, sont effacés du code social, du moins en principe; l'examen étant posé, il faut que le protestantisme fournisse sa carrière jusqu'au bout. Avec la liberté, il avancera pas à pas

et pacifiquement ; sans elle, brusquement et hostilement. Il y aura parfois réaction en faveur de l'ordre ancien : cela aura même lieu chaque fois qu'on aura trop vivement senti l'abus de la liberté récente. Mais la réaction ne sera jamais que mécanique ; dès qu'elle aura perdu son ressort, on s'apercevra qu'avec le libéralisme, l'anarchie a fait un pas de plus.

Qu'opposer à cela? L'autorité passée? elle a été détruite. Une autre autorité? elle serait détruite à l'instant. Car l'examen est une arme à laquelle aucune autorité, comme telle, ne saurait résister, et qui elle-même ne cède qu'à la raison. On ne ressuscite, ni constitutionnellement, ni représentativement, le principe vital d'une société à l'agonie. On ne décrète pas une religion; on n'arrête pas une morale.

Cela n'empêche pas qu'il ne doive y avoir et qu'il n'y aura, en effet, une morale et une religion. Cela veut dire seulement que, dorénavant, il faudra raisonner logiquement l'une et l'autre, et les prouver invinciblement.

La doctrine régénératrice devra se présenter à notre société sceptique et corrompue comme le christianisme s'est présenté à la société romaine, c'est-à-dire avec son organisation complète comme société religieuse et civile, afin de l'absorber par sa seule force morale et de se mettre à sa place. L'individualisme matériel des païens s'évanouit comme une fumée devant le spiritualisme social des chrétiens. Il y eut unité et par cela même société. Il s'écoula des

siècles avant que l'autorité des évêques, uniquement religieuse, se trouvât en opposition avec l'autorité des magistrats, tendante à l'indépendance civile. Précisément alors l'examen se relevait : les intolérables abus qui étaient nés du principe révélateur donnaient chaque jour une force nouvelle au principe scrutateur qui venait le combattre. Bientôt le pouvoir s'empara de l'examen, et l'église succomba. Plus d'unité depuis lors. L'église n'a pas su la défendre, et le pouvoir ne peut l'établir que sur le despotisme que l'examen rend impossible. L'unité ne renaîtra que par la raison.

Voyons maintenant si les principes dont j'ai proclamé l'acceptation comme indispensable à la morale humaine, c'est-à-dire à l'existence d'une société entre les hommes, sont des mensonges, en d'autres termes s'ils impliquent contradiction avec une vérité démontrée. Personne ne pourra le prétendre, pas plus qu'on n'a pu jusqu'ici établir le contraire. Il demeurera donc douteux, dans l'état présent de la science sociale, s'il y a ou non une justice absolue, éternelle, immuable, que j'appelle *Dieu*, et si les destinées de l'homme sont ou ne sont pas en relation, je veux dire en conformité avec cette justice divine.

Dieu et l'ame humaine sont donc encore des propositions purement hypothétiques, auxquelles les uns essaient de croire, et dont les autres repoussent la croyance, tous également sans motifs clairs et suffisants.

Ce n'est pas sur ce sol vacillant que la société se reconstruira : la certitude seule, et l'on n'en a encore aucune ni sur rien, sauvera du doute. Aussi n'ai-je entrepris de prouver qu'une chose, c'est qu'outre qu'il faudra cette certitude entière, il la faudra surtout et avant tout sur les points discutés, afin de rendre solide et inébranlable la base morale qui aujourd'hui tremble au moindre choc. Car il n'y en a point d'autre possible : et si finalement la science sociale n'arrive pas à rendre incontestable pour la raison humaine que Dieu existe et que les hommes recueilleront ailleurs le fruit de leurs sacrifices ici-bas et de leur dévouement au bonheur de l'humanité, l'égoïsme terrestre fractionnera peu à peu la société et envahira jusqu'au dernier de ses membres, et l'association humaine sera dissoute sans retour.

On a cherché à faire ressortir que les hypothèses en question sont, en quelque sorte, organiques chez l'homme, c'est-à-dire qu'elles paraissent résulter de son organisation normale d'homme, et que précisément à cause de cela, partout où les hommes ont atteint le degré d'intelligence nécessaire pour se réunir en société, elles ont généralement été crues. On a remarqué aussi qu'elles ont été crues par des hommes qui, certes, ne s'étaient pas préalablement consultés à ce sujet, qui n'avaient rien mis en délibération, n'étaient convenus de rien, et n'avaient pu inventer ni vérités ni mensonges dans l'intention de les faire servir de lien social. Faisons observer à notre tour que,

partout où ces hypothèses, après avoir été *brodées* sous le règne de l'autorité par les entrepreneurs de révélations, sont tombées dans le discrédit avec les vains ornements sous lesquels on les avait pour ainsi dire fait disparaître, et n'ont plus été regardées que comme de vraies chimères, là aussi la société s'est trouvée dans un état de dépérissement et de décadence qui a exigé qu'un événement quelconque vînt la *rénover*, événement qui, toujours, rendait aux hypothèses presque oubliées, leur première valeur de convention, savoir celle de vérités de foi.

Mais tout cela ne prouve pas encore directement que ce soit plus que des illusions, des rêveries. On voit seulement que ces illusions se sont constamment réhabilitées avec la société, comme la société avait décliné avec elles. On voit en outre que tout ce dont elles ont été entourées, évidemment dans un but d'exploitation de caste ou d'individus, c'est-à-dire tout ce qui, dans les divers systèmes de morale et de religion, n'émane par d'elles par identité et n'en est pas une conséquence indéclinable, a été détruit pour tout de bon par l'examen, chaque fois que les hommes ont tourné sur ces inutiles accessoires les lumières de leur intelligence. On en a conclu, et très-pertinemment, que ce sont là de véritables mensonges, que l'intérêt a créés, et que l'autorité aidée de l'ignorance a réussi à soutenir.

Je répète ici que la seule qualité d'être utiles ne relève pas les hypothèses dont nous parlons, du défaut

capital de ne pas être des vérités prouvées. Mais comme on ne parvient pas plus à constater que ce sont des faussetés, je désire, pour cela seul qu'elles sont utiles, qu'elles deviennent des vérités; et je ne néglige rien de ce qui pourrait me faire hâter cette réforme intellectuelle, présage certain de la régénération sociale que tous les vœux réclament si hautement et si ardemment.

Et à cause de cela surtout, je condamne et je réprouve de tous mes moyens, les mensonges avérés qu'en tous lieux la foi a mis sur la même ligne que les propositions jusqu'ici douteuses : je condamne et je réprouve l'autorité sur laquelle la foi repose, et qui elle-même ne repose sur rien de stable, parce que la ruine de son œuvre d'imagination et d'arbitraire a nécessairement eu pour résultat la ruine de ce dont les efforts de l'observation et de la réflexion, en d'autres mots, de l'intelligence et de la science, finiront, je l'espère, par faire une œuvre de sens et de raison.

Tout est bouleversement dans la sphère des idées. Qu'y a-t-il à faire pour éviter le bouleversement qui doit suivre dans celle des choses, si ce n'est d'arracher au plus tôt aux décombres du scepticisme les principes qui, s'ils étaient demeurés debout, auraient soutenu tout l'édifice?

C'est déjà beaucoup, quoique ce ne soit pas assez, pour le déisme et le spiritualisme, que d'être des éléments essentiellement sociaux. C'est beaucoup aussi, et c'est plus qu'il ne faut, contre le matérialisme

et l'athéisme, que d'être anti-sociaux évidemment; et contre l'autorité, que d'avoir défiguré et dénaturé les deux dogmes fondamentaux de la société, en les mêlant avec d'autres dogmes, dont la morale n'avait aucun besoin, que même la morale repoussait, et qui, s'évanouissant devant l'examen, ont laissé exposée au doute la base de toute certitude humaine dans l'ordre des idées sur lesquelles la société est assise.

Que prétendent-ils aujourd'hui les hommes de foi? Nous ramener aux idées anciennes? Mais cela n'est plus possible. L'examen n'a-t-il pas démontré qu'elles sont absurdes? que si elles avaient été nécessaires à la morale sociale, elles eussent été admises partout? qu'elles n'eussent pas différé d'âge en âge, de climat à climat, de peuple à peuple? que la société n'a que faire de savoir si Dieu a créé le monde de telle ou telle manière, à telle époque ou à telle autre; s'il se manifeste à nous sous les formes d'un élément ou d'un homme, d'un animal ou d'une plante, ou d'un métal, ou d'une pierre, sous un aspect simple ou multiple; si l'ame humaine, dégagée des organes terrestres, habite les montagnes, ou les nuages, ou les étoiles, ou le ciel, sensible aux seuls plaisirs et aux peines de l'esprit, ou jouissant et souffrant comme ici-bas au moyen de sens matériels?

Veulent-ils ramener l'intervention tracassière et perturbatrice d'une intelligence appelée suprême quoiqu'elle varie à chaque époque, dans chaque contrée, pour chaque circonstance, et d'une providence

qui subit toutes les vicissitudes, pour ne pas dire tous les caprices de la volonté?

Veulent-ils rétablir les abus de presque tous les cultes qui ont fait Dieu flexible aux honneurs, et aux louanges, et aux prières; changeant les lois dont il est lui-même l'auteur; et, qui pis est, ne parlant que par la bouche des prêtres, modifiant et révoquant ses éternels décrets selon les lumières et les passions des prêtres?

Veulent-ils relever la caste sacerdotale, dont l'existence était rationnelle lorsqu'elle représentait le principe social d'une autorité respectée généralement; mais qui, au temps actuel, ne représentant plus rien, nuit à la société par l'esprit de corps qui continue à l'animer dans des vues grossières d'intérêt matériel? Or tout esprit de corps est essentiellement opposé à la liberté qu'on voudrait établir, et à laquelle on ne parviendra qu'après que, l'individualisme ayant gagné la société entière, elle ne pourra plus échapper aux malheurs de l'anarchie que par l'association basée sur la justice et la vérité.

Aux yeux de la religion sociale, de la morale publique et de la raison, Dieu ne saurait être que la loi de toutes choses, se manifestant dans l'ordre intellectuel sous les formes de la logique, dans l'ordre moral sous celles de la justice, de l'équité ou de l'égalité : l'ame de l'homme est le moyen de relation entre sa vie terrestre et sa condition future, conséquence de sa vie présente, et conséquence aussi infaillible que cha-

que phénomène physique l'est de la loi souveraine. L'homme est libre parce qu'il est borné, ce qui le force à délibérer et à choisir; il mérite et il démérite. Dieu est immuable; il est sa loi à lui-même; il n'est pas plus libre qu'il n'est sujet à l'erreur : son activité est infinie comme son essence; il n'y a pas plus d'actes pour lui que de formes. Car formes et actes, tout a sa raison dans lui seul.—Voilà quels peuvent être les dogmes de la religion sociale; il n'y en a pas d'autres possibles.

J'en ai démontré l'utilité. Supposant maintenant leur vérité, je dis que le gouvernement qui ne les fait pas répandre par la voie de l'enseignement et par toute autre voie, manque à son devoir le plus essentiel. Le gouvernement qui fait enseigner une religion opposée, ou une autre religion, ou des dogmes prétenduement supplémentaires ou complémentaires de cette religion, ou qui protége un pareil enseignement activement ou passivement, même par le simple salaire accordé à n'importe quels prêtres qui propagent ce qu'ils appellent une doctrine *révélée* ou *divine*, ce gouvernement prépare sa propre ruine et celle de la société à laquelle il préside.

Ce serait ici le cas de présenter quelques considérations sur l'instruction et l'éducation publiques, et sur les inextricables contradictions où se perd un pouvoir constitutionnel lorsque, sans principe arrêté ni prouvé sur rien, il prend, soit le parti de diriger cette importante branche de gouvernement, et par conséquent d'abolir la constitution qui, sous le régime

de la liberté illimitée des opinions et des croyances, interdit toute direction intellectuelle et morale; soit de l'abandonner à elle-même, et par conséquent de fomenter indirectement les progrès du scepticisme social, de la négation, de la corruption et de l'anarchie. Mais le sujet est trop vaste pour n'être traité qu'en passant. Je me réserve d'y revenir dans un des prochains numéros. Continuons les investigations commencées.

Les *gens du monde*, pour me servir d'une expression reçue, les gens du monde que font-ils? Ils ne s'en cachent guère : au-dessus des erreurs vulgaires et des préjugés de toute espèce, ils n'ont point de religion. Mais leurs enfants, disent-ils, doivent en avoir une, ou du moins un peu. Cela les rend plus soumis tant qu'ils sont jeunes : devenus hommes et quand il leur sera nécessaire d'avoir le pas assuré et les coudées franches comme les ont eus leurs parents, ils se dégageront sans peine de ces gênantes lisières. Quant au peuple, il faut qu'il soit toujours religieux, pour être maniable. Il serait dangereux, lui, s'il avait jamais les coudées franches et la démarche ferme : car il faut qu'il reste éternellement en arrière.

Ce raisonnement est la stricte conséquence de celui dont nous avons pris acte un peu plus haut. Développer ses facultés, avons-nous dit, c'est, pour le matérialiste, élargir la voie par où il croit trouver le bien-être. Or, entre autres manières d'y parvenir, il y a celle d'écarter de ce passage le peuple qui l'obstrue,

et surtout d'empêcher ce peuple de développer de son côté les facultés qu'il tient aussi de la nature, et qui, si elles fonctionnaient librement, pourraient définitivement faire fermer cette *voie publique* à ceux qui s'en sont fait un sentier exclusivement privé. La religion de l'autorité prétendument révélée, du sacerdoce, serait, on le comprend, très-propre à cela. La classe privilégiée, au moyen du monopole des lumières dont elle dispose et de celui des richesses qu'elle possède, ne peut encore imposer au peuple que l'ignorance et la misère. Au moyen des préjugés de la révélation et de son culte, si elle réussissait à les perpétuer, elle ferait plus et mieux ; elle imposerait la fausse science, et avec elle tous les vices qui lui sont utiles, savoir la dégradation, la lâcheté et la servilité.

A l'œuvre donc ! à l'œuvre, l'hypocrisie et l'imposture !..... à moins qu'il ne soit trop tard. Hé! vous ne le voyez donc pas depuis longtemps, pauvres sots, qu'il est trop tard ? Vos enfants et le peuple, en dépit de quelques simagrées décorées du nom de *pratiques du culte,* professent déjà intérieurement votre religion à vous, toute matérielle et tout égoïstique. S'ils obéissent encore, c'est qu'ils sont les plus faibles. Vos enfants s'émanciperont de tout frein, comme vous le désirez; et, tout comme vous faites, ils se maintiendront ou se pousseront aux dépens du peuple. Mais le peuple, *tôt ou tard*, s'émancipera à son tour. Ce sera alors pour passer sur le corps à vos enfants et à vous.

Car lui aussi veut réaliser le bonheur pour lequel

il se sent né. C'est là pour lui une vérité capitale, inhérente à l'essence d'homme. Vous avez beau lui vanter la justice, la générosité, la délicatesse, le dévouement, l'honneur; il vous répondra toujours que ce n'est pas le bonheur même, mais qu'il est possible que ce soient pour vous des moyens de l'atteindre; qu'il examinera et avisera. Ses recherches porteront d'abord sur la question de savoir si vous êtes francs dans vos protestations, c'est-à-dire si vos actions sont en harmonie avec vos paroles, et si vous vous montrez vous-mêmes, en toute occasion et malgré tout, justes, généreux, délicats, dévoués et honorables. Puis, supposé que cet examen vous soit favorable, supposition, hélas! plus que gratuite, il interrogera sa propre position pour s'assurer si les qualités qui vous rendent heureux auront, comme vous l'assurez, le même résultat pour lui, et s'il ne peut obtenir ce résultat que par elles.

Qu'arrivera-t-il s'il découvre que vous mentez effrontément pour le tromper; que dans une société où tous les intérêts sont individuels, pour lui comme pour vous, pour vous qui ne tendez qu'à conserver par la force et la ruse ce que vous avez usurpé, pour lui qui devra finalement récupérer par la violence ce dont il a impérieusement besoin, la puissance seule et la richesse qui la donne sont des mérites; que tout autre mérite est un hors-d'œuvre, la fourberie un moyen de suppléer à la puissance, les scrupules un enfantillage, la vertu un obstacle; que dans une société où vous ne

savez ni ne voulez créer des intérêts sociaux qui le comprennent aussi, lui peuple, elle manque entièrement la condition *sine quâ non* pour qu'une société se maintienne : je vous le demande encore, qu'arrivera-t-il? Qu'il se formera sur vous, qu'il marchera sur vos traces, et qu'en attendant qu'il puisse faire plus et mieux, il se montrera dur et grossier avec les faibles, adroit et bas avec les puissants, égoïste avec tous, rampant pour parvenir, insolent dans le succès, sans probité, ni foi, ni pudeur.

La fin, et nous avons vu quelle fin doivent immanquablement avoir dans un pareil état de choses les actions humaines, justifiera à ses yeux tous les moyens quelconques. Est-ce vous, grands de la terre, qui en ferez des reproches au peuple? Il vous demanderait, comme le cocher de fiacre réprimandé par la cour demandait au juge, si le blâme et la honte empêchent de s'enrichir. Et il vous les rejetterait à la face, à vous qu'aucune pudeur n'a jamais arrêtés sur le chemin de la fortune. Il veut ce que vous voulez; et il est ce que vous êtes, savoir juge des moyens pour l'obtenir. Y ayant entre vous identité de principes, ou plutôt n'y ayant point de principes fixes, serait-il étonnant que vous vous suiviez pas à pas dans la carrière de l'immoralité et du désordre?

Or faites-y bien attention : dans cette carrière, et, si le bien-être matériel et actuel est, comme vous le professez, le seul but des actions humaines, il n'y en a pas de meilleure, il n'y en a même pas d'autre; dans

cette carrière, le peuple a tout à gagner, et vous tout à perdre. Car il ne lui reste presque plus rien; et vous, vous marchez rapidement à l'accaparement de tout.

Conservateurs de ce qui ne saurait être conservé, vos moyens sont bien d'accord avec votre but. Vous appelez l'imposture au secours de l'injustice. En effet, si l'injustice pouvait se soutenir, l'imposture serait son étai; et si le mensonge pouvait servir de base à quelque chose, l'injustice se fonderait sur lui. Ignorez-vous, tartufes politiques, que l'imposture ne s'établit que par le fanatisme; qu'il faut croire soi-même pour faire croire les autres, et que l'on n'associe les hommes à une œuvre anti-sociale qu'en s'y dévouant le premier? Vous, vous ne croyez rien, vous n'êtes dévoués à rien; vous suez l'indifférence, le doute et l'égoïsme par tous les pores. L'égoïsme, l'indifférence et le doute que vous semez autour de vous à pleines mains, vous les recueillerez en spoliations et en violences.

On m'a dit : « Vous exagérez. Il y a encore de la foi, là où il doit y en avoir, là où il n'y aura jamais de raisonnement. Le peuple croit : les demi-savants doutent et nient; l'aristocratie bourgeoise, la matérielle finance sont seules à grouiller dans cette fange-là. La philosophie vraie et complète ramène à la foi. Or les philosophes croyants qui forment la partie intelligente, vivace et bien intentionnée du peuple, et le peuple lui-même, toujours croyant et moral, suffisent pour tirer la société du bourbier fangeux où elle paraît s'engloutir. Attendons. »

— Oui, attendons, pour voir le peuple, parvenu à la demi-science, achever le travail de désorganisation auquel la société est livrée. Aujourd'hui, il y a domination par l'égoïsme et la richesse organisée : alors, il n'y aura plus d'organisation ni de pouvoir du tout. Il n'est pas vrai que le peuple croira toujours. Il sait fort bien que les riches aussi ont cru autrefois et que maintenant ils ne croient plus; et il voit qu'ils n'en sont pas moins puissants, s'ils ne le sont davantage. Il cherchera à découvrir si la foi n'est pas un métier de dupes, que les riches ont intérêt à lui vanter pour lui, après s'y être soustraits eux-mêmes. Il examinera et, dès-lors, cessera de croire et ne croira plus jamais. Quant à ceux qui s'efforcent sincèrement de croire de nouveau parce qu'ils se sont effrayés des suites générales du scepticisme, j'y ai fort peu de confiance. Ils sont pourvus, à la vérité, d'une intelligence fort honnête, mais ils n'ont guère qu'une probité peu intelligente. Ils ne feront pas de prosélytes; et eux-mêmes ne seront jamais très-fermes dans leurs illusions de conviction.

Il faut que la raison, c'est-à-dire le raisonnement pur, appliqué à la religion, à la morale et à la politique, vienne au secours des hommes à dispositions vertueuses pour les rendre inébranlables, des riches égoïstes pour les forcer par la logique à être justes, des pauvres pour leur donner l'aisance, la dignité, l'instruction et le bonheur.

C'est donc une régénération radicale qu'il faut, et

à laquelle, avant de mettre la main à l'exécution, il est indispensable de poser un principe social hors de doute. Tout replâtrage de détail, dans le sens de ce qui se fait depuis l'ère constitutionnelle et continue à se faire, serait inutile, car il ne consolide rien; serait nuisible, car il dissimule les crevasses qui du moins inspiraient une crainte salutaire. Ce n'est pas par des lois qu'on réforme les mœurs, c'est par les mœurs mêmes; et on ne réforme celles-ci que par des principes socialement posés, socialement acceptés, socialement propagés. L'art de modifier ce qui, étant mauvais sous toutes ses faces, ne saurait jamais rien valoir, en d'autres termes, le rapiécetage légal ne favorise que l'exploitation d'une tourbe d'intrigants sans foi et d'égoïstes sans cœur, valets-nés de tous les despotismes quand ils ne dominent pas par eux-mêmes; il sert merveilleusement à aveugler et à endormir le commun des dupes, qui ne jugent que sur les mots et les apparences et se laissent mener par des phrases, et des trembleurs qui ne cessent de demander aux lois, tantôt de l'anarchie par peur du despotisme, tantôt du despotisme par peur de l'anarchie.

Les misérables querelles auxquelles nous assistons entre une opposition bavarde et un pouvoir paperassier, aussi vides l'un que l'autre de sens social et de sympathies populaires, est loin, bien loin de la lutte de géants où, il y a un demi-siècle, le fanatisme de la liberté s'était pris corps à corps avec l'héroïsme du dévouement. On se tuait alors, et on s'estimait. On se

marchande aujourd'hui et on se trompe; on se corrompt et on s'use mutuellement; on se méprise, et l'on sait pourquoi. Alors des passions terribles étaient en jeu; c'était une effroyable épreuve, mais qui retrempait le courage et soutenait l'espoir : aujourd'hui c'est de la cupidité et de la bassesse; c'est une prostitution qui avilit, un affaissement qui énerve, un découragement qui désespère.

De la théorie sociale, venons maintenant à l'application. Elle n'est rien autre chose que la mise en activité, si cela peut se dire, du principe indiqué plus haut. L'urgence de la réforme dans les choses se prouve par les mêmes arguments qui ont servi à démontrer la nécessité de reformer les intelligences. Je passe aux preuves.

Ce serait une erreur funeste que de croire que la liberté politique peut exister sans justice sociale. Dans tout état de choses où une partie des membres de l'association humaine se trouve palpablement lésée au profit d'une autre partie, celle-ci n'a plus que la force ou la ruse pour empêcher l'autre de rentrer violemment ou par adresse dans ses droits. La première doit nécessairement, soit exercer par elle-même ou par d'autres un pouvoir brutal; tel était le despotisme franc d'autrefois : soit tromper sur son but, ses moyens et ses résultats; c'est le constitutionnalisme menteur de nos jours. De liberté réelle, il n'y en a encore nulle part, pas plus que de justice; ni de pouvoir légitime, ni de soumission intelligente, pas plus que de Dieu.

Nous n'avons fait jusqu'ici que des révolutions politiques, qui toujours ont substitué des abus à des abus. Après elles, comme avant, il y a eu des droits violés; et dès-lors jamais un état de choses durable. Par la réforme sociale, justice sera rendue à tous.

Pour sortir de l'état présent des choses, et je crois qu'il est superflu de prouver qu'il faudra en sortir à tout prix, il n'y a réellement que deux issues. J'ai beau chercher, je n'en vois pas une troisième. Il serait cependant à désirer qu'il y en eût une. Car j'ai bien peur que la société à laquelle nous appartenons, ne prendra pas volontairement le seul parti qui satisferait tout le monde, et que par conséquent elle sera fatalement entraînée vers l'autre issue au-delà de laquelle elle trouvera, d'abord les malheurs qu'engendre toujours une brusque perturbation, puis et pour toute compensation le pénible déplacement de ses anciens maux.

Si la minorité jouissante ne se hâte pas de rendre spontanément justice pleine et entière à la majorité souffrante, qui empêchera celle-ci de se faire brutalement justice à elle-même? Les lois morales pourraient seules la retenir. Mais la classe, maîtresse et directrice de la société, la classe éclairée et puissante, enseigne par sa conduite et par la confusion d'idées de laquelle cette conduite procède, le mépris de toute morale et la négation de Dieu dont la morale émane. La classe opprimée, ignorante et naturellement imitatrice de ceux qu'elle doit croire plus heureux qu'elle, s'obsti-

nera-t-elle à respecter les droits usurpés de la classe qui n'a laissé de droits à personne, et cela pour remplir de prétendus devoirs qui ne profitent qu'aux autres et que ces autres ne remplissent pas envers elle?

C'est là la morale de Robert-Macaire, prêchée aux dupes par les fripons.

N'est-il pas à supposer que les fripons recruteront dans le camp des dupes, plutôt que les dupes dans le camp des fripons? A mesure qu'il y aura plus de Roberts-Macaires et moins de simples, la concurrence rendra le métier plus difficile et moins productif. Les fripons seront réduits à se voler entre eux, et ils devront le faire plus finement encore ou plus effrontément qu'ils ne s'y essaient dès à présent. Cela durera jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne à voler, ni fripons, ni dupes. Là conduit inévitablement l'intérêt matériel actuellement reconnu comme principe de tout droit et négation de tout devoir, l'intérêt qu'a bien réellement chacun de tromper tout le monde.

La politique professe sur ce point la même doctrine, parfois ouvertement, parfois d'une manière détournée qu'elle appelle *diplomatie*. Quand elle se donne encore la peine de se déguiser, elle pose la question comme elle vient de faire pour celle de *l'intégrité de l'empire ottoman*, que chaque puissance garantit de manière à mieux pouvoir tromper et dépouiller les autres puissances, soit alliées, soit ennemies. De pareilles mystifications entre fourbes ne peuvent engendrer que

des intrigues, des trahisons, des lâchetés et finalement une guerre de pirates et de brigands. Et de cette manière, les gouvernements parachèvent le haut enseignement moral qu'ils donnent aux peuples.

Avec l'intérêt individuel pour unique mobile, le peu d'ordre qui règne dans la société, ce n'est pas ce qui est bien et juste; car pour cela, il faudrait qu'il y eût quelque chose de juste et de certain : mais ce qui est. Le désordre, c'est ce qui n'est pas encore, bon ou mauvais, n'importe : quand cela sera, l'ordre aura changé, et l'ancien ordre sera devenu désordre à son tour. L'ordre, c'est le succès; le désordre tout ce qui n'est pas tenté, ou ce qui, tenté, échoue. Louis-Napoléon accueilli par le peuple français, aurait fait condamner Louis-Philippe par le sénat impérial, aussi légalement que celui-ci a fait condamner celui-là par la chambre des pairs. Sénat et chambre, fidèles, mais uniquement fidèles à la victoire et à l'intérêt qu'elle crée, ne pourront jamais avoir qu'à punir une défaite. Ainsi jugeait l'opulente Carthage, qui nous a légué, entre autres *vertus* mercantiles, sa *foi punique*, expression non équivoque de l'absence de toute fidélité, de toute foi. Quel intérêt offrait au moraliste philosophe un procès où il n'était nullement question de morale et de vérité? quel intérêt avait pour le peuple un fait qui, de quelque manière qu'il eût tourné, sous quelque couleur qu'on l'envisageât, ne devait avoir aucune influence sur sa condition présente et sur son avenir? Pas le moindre, comme l'a si

clairement témoigné l'indifférence générale, que n'ont même pu vaincre, ni la pitié pour quelques dupes, ni l'indignation contre beaucoup de fripons, ni le dégoût soulevé par de vieux courtisans de la fortune, paraissant ne rien voir de tout cela, et faisant aujourd'hui de la force à coups de sentences, aussi aveuglément qu'ils en ont fait jadis à coups d'épée.

J'ai parlé du procès-Bonaparte. Un autre procès plus retentissant vient récemment d'affliger le cœur de l'homme honnête qui réfléchit sur les misères de la société. Qu'ont surtout révélé les débats dans l'affaire Lafarge? N'est-ce pas que l'immoralité et le manque absolu de foi, de justice, de sympathie humaine et de tous principes ravagent cette société dans les différentes classes qui la composent, et, plus que dans toute autre, dans la classe qui aujourd'hui donne l'impulsion, dirige et domine? C'est cependant cette classe qui forme les générations futures, sinon par une éducation théorique; car il n'y a plus d'éducation sociale, il n'y a qu'une instruction sans ensemble ni accord, fausse et incomplète; du moins par ses exemples, éducation la plus puissante et qui laisse des traces ineffaçables.

Et l'on voudrait que de ce chaos de contradictions, tantôt ridicules, tantôt abominables, presque toujours l'un et l'autre, il surgisse un ordre moral qui laisserait des droits au faible et imposerait des devoirs au puissant, qui obligerait le riche et protégerait le pauvre!

Non, non! Si vous ne jetez Dieu dans le bassin du pauvre, toutes vos combinaisons avorteront; et l'injustice demeurera; et la société sera exposée à une terreur vague de tous les instants, à des ébranlements périodiques bien réels, à un bouleversement total plus ou moins prochain. Et les *neuf-dixièmes* de toute société, même la mieux civilisée, maudiront leur lot; et l'autre *dixième* ne cessera de trembler qu'on ne lui escamote ou enlève le sien. Et tant qu'il n'y aura pas un Dieu socialement reconnu, par les pauvres et surtout par les riches, pour ceux-ci et surtout pour ceux-là, cette situation se prolongera, deviendra de plus en plus menaçante, et enfin éclatera comme la foudre sur toutes les têtes. Dieu seul, c'est-à-dire la conviction fondée, chez les hommes, de son existence et de son immuable justice, peut protéger les riches contre la violence des pauvres en soustrayant les pauvres à l'avarice des riches. Sans Dieu, il ne reste que l'égoïsme terrestre, dont la logique nécessaire et *irréfutable* est celle-ci : « Le riche qui écrase le pauvre pour augmenter ses moyens de jouissance, aussi souvent qu'il n'expose ni sa considération ni son repos, fait bien : le pauvre qui dépouille le riche par la violence ou la ruse, s'il est en mesure pour tromper la société ou s'il la domine, fait bien. »

J'ai fort modérément limité le nombre des pauvres, c'est-à-dire de ceux, non à qui il manque tout à fait de quoi vivre, mais qui n'ont pas assez pour vivre comme, selon leur position sociale, il faudrait qu'ils

vécussent, à neuf sur dix. Je demande qui finira par l'emporter dans la lutte qui se prépare. Et quand, des neuf qui auront vaincu, sept ou huit se retrouveront de nouveau aussi pauvres qu'auparavant, ce qui ne tardera guère, alliés naturels des riches d'autrefois, ils se verront forcés avec eux de remporter une seconde victoire, plus sanglante peut-être et tout aussi inutile pour l'humanité que la première. Et les choses iront ainsi indéfiniment jusqu'à extinction de la société.

Les riches se soutiennent dans la société par leurs propres forces, y font leurs affaires sans intermédiaires indépendants d'eux, et se représentent eux-mêmes. Les pauvres ne sont rien que par la religion et la morale; la justice seule les représente: pour exister socialement, ils ont besoin de la main de Dieu. A moins que la grande idée de Dieu ne plane sur le monde, jamais la justice ne pénétrera dans la société. Il faut cependant qu'elle y pénètre au plus tôt, qu'elle s'en empare, et qu'elle y règne en maîtresse absolue, afin que les priviléges qui constituent pour quelques-uns des droits acquis, soient bientôt compensés par d'autres priviléges en faveur de ceux qui jusqu'à présent ont été si cruellement lésés dans la répartition des avantages sociaux. Il est important que, par des institutions sages et morales, équitables en un mot, les citoyens qui n'exercent pas activement leurs droits politiques, soient, *sans retard aucun*, exemptés *de toute charge quelconque*. Il est important

que la protection dont ils ont besoin et qui leur est due, leur garantisse l'existence, leur facilite l'acquisition des aisances de la vie, assure à leurs enfants une éducation sociale gratuite, la même que reçoivent les autres citoyens, et toute l'instruction nécessaire, professionnelle et autre, pour s'élever graduellement sur l'échelle politique.

En somme, tout en favorisant l'augmentation de la richesse particulière, parce que de toutes les richesses privées se compose la richesse nationale sans laquelle il n'y a ni puissance ni liberté, il est important que l'État ne permette jamais qu'aucun citoyen descende au-dessous d'un *minimum* déterminé, indispensable à une vie d'homme civilisé, vie à la fois morale, intellectuelle et physique. Et cela par le seul et unique effet de l'organisation sociale, de celle du commerce et du travail, par les institutions et les lois; sans que jamais il y ait ni puisse y avoir de *taxe des pauvres*, c'est-à-dire d'impôt ruineux pour l'État qui le paie, d'aumône corruptrice et flétrissante pour ceux de ses membres qui le reçoivent.

Est-ce là de l'utopie? Non certes : car c'est réalisable dès demain. Y aurait-il révolution, secousse, froissement? Pas davantage. Il y aurait, bien au contraire, régularisation, retour vers l'ordre intelligent et juste, tranquillité pour le présent, stabilité pour l'avenir. Il y aurait des principes arrêtés servant de base à de bonnes institutions, et des lois égalisatrices ou réparatrices, fondant de bonnes mœurs publiques;

des forts soutenant les faibles, des faibles bénissant les forts; bien-être pour tous, sécurité pour tous.

L'utopie est dans la croyance à la possibilité de maintenir l'état actuel, c'est-à-dire à la possibilité de faire de la liberté dont tout le monde voudrait si on pouvait la réaliser sans justice dont personne ne veut : *liberté,* c'est ici liberté effective, non parlée ou écrite; et *justice*, c'est égalité de cette *liberté effective* pour tous : or la liberté, chacun ne la réclame que comme un droit pour lui-même; et la justice, on la limite au devoir des autres envers soi.

L'utopie est dans la doctrine qui entreprend de conserver l'ordre avec tous les éléments du désordre; de relier les hommes entre eux au moyen de l'égoïsme qui les arme les uns contre les autres; de créer un principe d'union en ne faisant appel qu'à l'examen, qui, après qu'il a rempli sa mission, celle de détruire l'erreur et les abus, exerce exclusivement son activité à tout désorganiser par le doute, à tout dissoudre par l'anarchie; de prétendre enfin que, dans cet ordre de choses, la majorité des représentants du privilége chercheront les moyens de rendre ce privilége tolérable, et par conséquent de sauver la société qui, *actuellement*, y a attaché son existence, eux qui ne comprennent pas et ne sauraient comprendre l'injustice du privilége qu'ils représentent, et qui sont loin de pressentir que la stupide obstination des privilégiés menace la société jusque dans son existence même.

Voilà la véritable utopie. Elle implique contradiction dans les termes; elle mène à l'absurde.

Elle mène à la révolte et au renversement de tout ordre quelconque. Les opprimés qu'aucune justice ne soutient, qu'aucun Dieu ne console dans une société athée, se soulèveront contre elle; et, pour cueillir les fruits de l'arbre social dont jusqu'alors les oppresseurs leur avaient défendu de goûter, ils couperont l'arbre au pied, les privilégiés seront écrasés par sa chute, et l'arbre sera longtemps avant de repousser *pour personne* de nouvelles branches et de nouveaux fruits. Car le peuple déchaîné, tout aussi bien que le pouvoir sans frein, c'est de la force inintelligente, du despotisme brutal, de la matière ayant organiquement la conscience d'elle-même, on ne sait pas plus pourquoi que comment.

Le peuple dont l'ignorance est l'œuvre du despotisme, parce qu'elle est une condition d'existence pour le despotisme; le peuple à qui tout autour de lui montre chaque jour de plus en plus la faiblesse du despotisme, finira par l'abattre : mais il ne fera pas de la liberté politique. La liberté suppose la justice; et la justice, pour être comprise, exige des lumières. Or le peuple est ignorant : il fera donc de l'anarchie, même sans le vouloir. Le peuple ne cherchera qu'à améliorer sa condition; mais il ne saura pas comment s'y prendre pour y réussir. La liberté serait le moyen le plus simple, le plus efficace et le plus durable. Une fois le maître, avec de l'équité, il

aurait la liberté pour toujours. Mais qui a jamais dit au peuple en quoi l'équité consiste, d'où elle procède, ce qu'elle produit? qui a prouvé au peuple qu'elle est utile, nécessaire et, comme telle, de stricte devoir? qui l'a pratiquée aux yeux du peuple, et dans l'intérêt du peuple?

J'en reviens donc à mon *Delenda Carthago :* Justice, justice entière et prompte à ceux qui souffrent! à ce prix seul est la tranquillité, la vie de ceux qui jouissent.

Or, cette justice ne sera rendue au peuple, elle ne peut lui être rendue sans délai d'aucune sorte, que par son accord direct, immédiat et intime avec le pouvoir social dans l'intérêt de tous deux, du peuple dont l'amélioration de condition, sous tous les rapports, est le but, du pouvoir qui ne se perpétue qu'en menant droit à ce but-là. Plus d'intermédiaires qui enraient, qui empêchent, qui neutralisent, c'est-à-dire plus de formes stériles, de pactes pompeusement trompeurs, de lois hypocrites, de promesses vaines, de déclamations, de temporisations, d'astuce et de mensonge! L'organisation de l'équité sociale n'a pas besoin d'oiseuses formalités; et le débarras une fois opéré, demeurera acquis.

Le *pot-au-feu*, a-t-on dit, est le fondement de la philosophie. Quoiqu'il ne soit pas tout à fait exact, ce dicton trivial renferme cependant un grand enseignement. Le manque de *pot-au-feu* n'empêche pas l'existence de la philosophie, mais il tue les aspirants phi-

losophes. Si donc on veut enseigner au peuple quelle est la philosophie de sa position, il faut qu'on commence par le mettre à même d'écouter les leçons. Pour faire son éducation, il faut le mettre à l'abri de la faim. Faire son éducation, c'est lui enseigner son devoir; mais c'est à quoi l'on ne parviendra qu'en remplissant aussi le devoir qu'on a envers lui. Il faut qu'il y ait compensation rigoureuse entre les droits dont on lui refuse et dont, dans l'état donné des choses, on doit lui refuser l'exercice, et les priviléges d'exemption de toutes charges qui *dès-lors* lui appartiennent. Justice, encore une fois et toujours! justice entière! justice prompte!

Alors seulement, il y aura espoir de rétablir un jour l'équilibre qui devrait exister entre le mouvement moral et le progrès intellectuel de l'humanité.

Le progrès intellectuel, c'est l'activité de chaque individu tendant à avancer beaucoup et vite : ce progrès ne saurait se nier. Le mouvement moral, pour qu'il y eût aussi progrès, devrait porter à l'harmonie de toutes les tendances individuelles vers un but unique. Ce mouvement a plutôt lieu en sens inverse.

Ne l'oublions pas : sans morale, point de société; sans justice, point de morale; sans Dieu, point de justice : il faut un lien religieux d'équité et de dévouement qui, partant du ciel, unisse tous les hommes entre eux sur la terre. Or, plus chacun avancera dans sa carrière personnelle, si c'est toujours droit devant lui, sans égard aux autres, qui le précèdent, l'accom-

pagnent ou le suivent, si c'est surtout en heurtant et repoussant et culbutant tous ceux qui gênent sa marche, plus aussi la divergence des progrès individuels éloignera les hommes du but social qui est leur union par un progrès commun. Chaque jour l'égoïsme raisonne plus et mieux, et la société se voit exposée à plus et de plus grands périls. A mesure que les instruments d'organisation croissent en nombre et en valeur, la désorganisation se manifeste plus imminente. On n'a peut-être jamais eu plus de moyens de s'opposer à la dissolution de l'ordre social, et jamais on n'a moins voulu s'y opposer. Le dévergondage des intelligences est sans limites; toutes se tournent de plus en plus à l'individualisme, et la société périt. La moralité est évidemment rétrograde, par l'effet même de l'égoïsme progressif. Chacun, fixant ses regards sur le point qu'il occupe sur la terre, qu'est-il d'étonnant si ces regards ne se rencontrent plus dans le ciel?

Les sciences sont à la solde du riche, et ne travaillent que pour lui. Or le riche, c'est à lui tout seul la société entière; c'est-à-dire la société active et effective : le pauvre n'est que de la matière sociale, en d'autres termes, c'est un des moyens pour le riche d'augmenter son bien-être. Aussi, chaque invention nouvelle, tout en doublant, en décuplant, avec la richesse sociale, le pouvoir du riche qui en dispose comme il lui plaît, est un malheur de plus pour le pauvre. Instrument de jouissance pour le riche, le pauvre, devenu de moins en moins nécessaire, finira

par être jeté au rebut. Des instruments plus simples et moins dispendieux l'auront remplacé.

On le voit : le but des égoïstes qui possèdent la terre, et le but de la justice divine sont opposés. Dieu veut l'élimination de la misère, de la douleur, du malheur; les égoïstes veulent l'élimination des malheureux. Il faut que ceux-ci, à mesure qu'ils deviendront inutiles à la production de la richesse, cessent d'attrister, d'embarrasser et d'inquiéter ceux qui la réservent toute pour eux : il faut qu'ils meurent.

Dieu le permettra-t-il? A-t-il placé dans le cœur de l'homme qui souffre (je ne doute aucunement de l'inflexible dureté de l'égoïste heureux) assez de courage ou de lâcheté, car ce peut être l'un et l'autre, pour se voir dépouiller un à un de ses droits d'homme, de se sentir succomber lentement dans le besoin, l'ignorance et l'avilissement, et, ce qui est pis, d'avoir sans cesse devant les yeux l'affreux spectacle de la dégradation et du dépérissement des siens? A-t-il consenti que les riches, restés seuls dans le monde, se le partagent pacifiquement entre eux? et n'a-t-il pas voulu plutôt qu'ils vengent eux-mêmes les pauvres qu'ils ont dépossédés, en se dépouillant et se tuant les uns les autres, jusqu'à ce que l'égoïsme, réduit à sa plus simple expression, remporte un complet triomphe par l'extinction de l'avant-dernier des égoïstes?

Je viens de conclure.

J'ajouterai seulement que, de l'excès du mal, naîtra le remède, soit d'ailleurs que la violence des opprimés,

soit que la raison des oppresseurs ramène la justice de Dieu sur la terre. Il n'y a point de milieu : le peuple invoquera l'anarchie pour respirer un moment en liberté entre deux despotismes, si le despotisme, comprenant enfin que son existence comme tel est devenue impossible, ne demande à la liberté des jours moins orageux et moins précaires. Toujours est-il que l'iniquité sociale aura son terme. Plus d'un symptôme fait soupçonner que ce terme n'est pas aussi éloigné qu'on pourrait bien le croire.

La justice divine ne fera-t-elle que passer, et ne nous laissera-t-elle que le souvenir terrible de la colère et de la vengeance avec les malheurs sans compensation d'une incalculable catastrophe? C'est à craindre.

Ou la raison divine descendra-t-elle enfin au milieu des hommes pour faire de la société humaine au moins un reflet du règne de l'équité, de la vérité et de la paix? Il faut jusqu'au bout l'espérer, et se dévouer sans réserve au devoir d'y contribuer en quelque chose.

20 octobre.

DE

L'ÉDUCATION PUBLIQUE

SOUS L'EMPIRE

DU

DOUTE SOCIAL.

N° 5.

Ce que vous voulez qu'on fasse, d'abord faites-le; puis enseignez-le; enfin prouvez à chacun qu'il est de son intérêt de le faire.

PAGE 33.

La question de l'éducation publique, telle que nous allons la traiter, n'a pu se présenter sous cette forme qu'en Belgique.

La liberté d'enseignement est, à la vérité, constitutionnellement reconnue dans d'autres pays représentatifs que dans le nôtre; mais elle n'y est pas passée dans la pratique et n'y est pas appliquée de fait, comme en France, où le gouvernement exerce le monopole de l'instruction au moyen de son régime uni-

versitaire, et en Hollande, où il parvient au même but par l'obligation imposée aux instituteurs de se pourvoir des certificats de capacité et de moralité que le gouvernement délivre; ou bien elle ne rencontre aucune contradiction, aucun obstacle, ni direct ni indirect, comme en Angleterre et dans les États-Unis, où le catholicisme, seul représentant aujourd'hui de la véritable doctrine de l'autorité, ne forme pas un corps assez puissant pour oser émettre des prétentions gouvernementales en opposition au principe libéral qui domine, et moins encore pour chercher à les réaliser

C'est donc de la Belgique que nous nous occuperons particulièrement dans cet écrit.

Les catholiques belges qui, sous l'ancien ordre de choses (la loi fondamentale des Pays-Bas), étaient écartés de l'enseignement, à moins qu'ils ne se soumissent aux formalités prescrites par le pouvoir anticatholique de droit ou de par la constitution, et acatholique de fait ou de par la majorité protestante et libérale, s'empressèrent, après la chute de ce pouvoir, de consacrer dans le nouveau pacte la liberté absolue d'enseigner, déjà implicitement comprise dans la liberté de penser, de croire, de parler et d'écrire. Les libéraux ne pouvaient s'y opposer. C'était la conséquence de leur doctrine, c'est-à-dire du résultat de l'examen, qui, ayant remis toutes choses en doute, obligeait à permettre aussi qu'on enseignât toutes choses, puisque tout était censé également vrai et

faux, et que personne n'avait ni le moyen ni le droit de faire rejeter aucune proposition comme fausse ou d'en imposer aucune comme vraie.

Les libéraux avec raison insistèrent principalement sur la liberté de la presse, cet organe indestructible de l'examen. Les catholiques acceptèrent cette liberté sans condition, quoiqu'elle eût été l'instrument de mort de toute autorité quelconque, catholique et autre.

Ils firent plus : depuis que, dans leur lutte contre le pouvoir qui ne voulait plus d'autre autorité que sa force matérielle et numérique, ils avaient pris la liberté pour auxiliaire, ils ne cessèrent de se vanter qu'ils étaient entrés, eux aussi, dans l'ère du progrès, qu'ils ne reculaient plus devant la discussion, qu'ils acceptaient le combat à armes égales avec toutes les doctrines, au grand jour et à ciel ouvert. Cela est vrai. Seulement ils se sont bien gardés d'ajouter que leur choix n'avait pas été tout à fait volontaire; que la liberté était leur dernière ressource ; qu'ils n'avaient pas pu éviter de l'appeler à leur aide contre le pouvoir qui ne craint qu'elle seule, et d'avoir recours pour vaincre le despotisme sur les corps, au même libre examen qui avait si bien réussi à les terrasser eux-mêmes avec le despotisme sur les consciences.

Les catholiques en reconnaissant solennellement que la liberté est un droit inaliénable et imprescriptible, en se plaçant sur la même ligne avec les partisans de toutes les opinions et de toutes les croyances, avec les

sectaires de tous les cultes, nés et à naître, en n'invoquant que le droit commun, ont mis le sceau au triomphe du libéralisme.

Mais il a été constaté aussi que plus rien ne pouvait s'opposer désormais à l'invasion graduelle et de plus en plus précipitée de la confusion intellectuelle et de l'anarchie réelle, ni l'autorité qui avait elle-même proclamé sa défaite, ni le pouvoir qui n'avait plus de base acceptée comme fondée en droit, comme légitime, ni les majorités qui, après avoir renversé toute légitimité quelconque indépendante des faits, n'avaient et ne pouvaient avoir rien de vrai pour tous, rien de juste pour tous, à mettre à la place.

Ce fut sur ce terrain que les catholiques belges entrèrent en lice contre les libéraux à propos de la question de l'instruction. Ceux-ci qui exercent le pouvoir social, si ce n'est encore par eux-mêmes, du moins par leurs principes, généralement adoptés comme les seuls possibles dans l'état actuel de la science, et les seuls capables de conserver provisoirement un reste d'ordre apparent dans la civilisation; ceux-ci, dis-je, pour perpétuer leur domination avec leur victoire, veulent s'emparer de l'enseignement. Cette prétention palpablement anti-libérale de la part des libéraux, est incompatible avec l'existence de la constitution de 1831; cela est hors de doute : mais elle est nécessaire, elle est très-logique. Tellement nos pactes représentatifs, ces chefs-d'œuvre des majorités, sont aussi des chefs-d'œuvre d'impossibilité et de non sens!

Elle est inconstitutionnelle, parce que toute organisation, toute direction, toute modération d'une liberté quelconque est la négation de cette liberté. Or la liberté d'enseignement est consignée dans l'acte constitutif. Il faut la respecter, ou il faut l'effacer.

Elle est logique : car, de même qu'il n'y a pas de société sans pouvoir, de même il n'y a pas de pouvoir sans un principe de droit sur lequel il repose, sans un système socialement respecté en vertu duquel ce pouvoir s'exerce. En outre, principe et système, appliqués par le pouvoir dans ses rapports avec la génération présente, doivent être propagés par l'instruction et l'éducation qu'il fait donner aux générations qui la suivront, s'il veut empêcher qu'il n'y ait de cinq en cinq ans un changement de marche, et à chaque génération au moins un bouleversement total.

Les catholiques refusent au pouvoir le monopole de l'enseignement. Je n'examinerai pas si c'est dans l'intérêt de la liberté, comme ils le prétendent, ou dans le leur, comme le soutiennent leurs concurrents, et comme il est beaucoup plus probable; car étant les plus nombreux, les plus riches et les plus dévoués à une cause, la leur, il est vrai, mais du moins à une cause quelconque, ils s'attendent avec raison à ce que les masses se portent à leurs écoles plutôt qu'à celles des autres. Ne considérant que le fait en lui-même, j'avoue même volontiers qu'ils se montrent en cela plus fidèles que les libéraux aux principes en vigueur. Néanmoins ceux-ci pourraient leur répondre qu'étant,

eux, les véritables représentants de ces principes qui se résument dans la liberté, conséquence de l'incertitude, ils sont incomparablement plus propres que les catholiques, partisans de l'autorité formulée en dogmes précis, à diriger la jeunesse dans la voie du doute universel, qui est l'expression des lumières sociales, c'est-à-dire à enseigner dogmatiquement qu'il n'y a en réalité point de dogmes certains, rien d'absolument vrai.

Aussi qu'arrive-t-il? Les catholiques défendent aux libéraux d'organiser l'enseignement public, et les libéraux obéissent. De cette manière, les premiers donnent acte de l'impuissance sociale de leur propre principe, l'autorité, que le scepticisme a vaincu sans retour; les seconds, de leur impuissance personnelle. Ils n'ont pas le cœur d'accepter la démission du catholicisme des mains des catholiques eux-mêmes. Car ceux-ci sont numériquement les plus forts, et ils ne permettent aux libéraux d'exercer le pouvoir qu'à condition de tourner le pouvoir à leur profit, de paraître puissants qu'à condition d'être souples, de parler liberté qu'à condition de faire acte d'obéissance. Les catholiques se vantent de ce qu'ils appellent leur *modération*, leur *impartialité*, parce qu'ils se servent des libéraux : c'est qu'ils connaissent le terrain. Pour agir, ils ont besoin des libéraux; et ceux-ci, qui pour rester où on les *tolère*, ont besoin des catholiques, ceux-ci sont bien plus que tolérants et impartiaux; ils sont humbles et soumis, et ils agissent comme il leur est ordonné. Au

moyen de ce honteux compromis, toutes les ambitions et toutes les cupidités trouvent à se satisfaire. Il n'y a d'oublié que le peuple, la société, l'avenir.

On le voit déjà : de quelque côté qu'on se tourne, on ne rencontre que contradiction dans les termes et absurdité dans les conclusions, qu'arrogance et nullité. Les libéraux qui ont aboli toute autorité et qui repoussent toute direction, voudraient se constituer autorité de leur chef et s'imposer comme directeurs spirituels de la société contemporaine, comme précepteurs de la société à venir. Les catholiques qui n'existent comme tels qu'en vertu de l'autorité qu'ils soutiennent, et qui cessent d'exister, en droit d'abord, et bientôt après en fait, de l'instant qu'ils renoncent au droit de censure et d'exclusion, même uniquement dans l'ordre civil, les catholiques proclament la concurrence sans restriction; c'est-à-dire, qu'après avoir laissé se perdre librement leurs concitoyens, ils favorisent, négativement du moins, la perdition de la postérité, qu'ils livrent sans défense à la perversité des doctrines du siècle, certainement anti-sociales, et, catholiquement parlant, damnables pour toute l'éternité.

De la prétention au droit d'instruire, passons maintenant à l'instruction elle-même et à ce qui en est l'objet.

L'enseignement d'autrefois était ce qu'il devait être pour la société théocratique d'alors, savoir tout sacerdotal, donné sous l'autorité des prêtres et déter-

miné par eux. Comme ils le répandaient et le définissaient aussi à leur profit, les prêtres à cette époque étaient progressifs : les lumières leur étaient utiles; ils cherchaient à en augmenter l'éclat. Lorsque les gouvernements se furent substitués aux prêtres, à leur tour ils réglèrent l'enseignement qu'ils voulaient imposer au nom de l'autorité; mais cette autorité, ils l'avaient préalablement modifiée dans leur sens et adaptée à leur esprit et à leurs formes diverses. Les prêtres, de ce moment, se firent stationnaires; et les lumières continuant à progresser, ils devinrent rétrogrades : on leur avait enlevé, avec l'entreprise, le bénéfice de l'éclairage; ils s'en vengèrent en brisant les lanternes.

Aujourd'hui que l'autorité n'a plus de valeur sociale, en d'autres termes qu'elle n'est quelque chose que pour celui qui l'admet comme telle, et pour chacun que ce précisément pour quoi il l'admet, l'enseignement, quand il pourra y avoir un enseignement public, ne sera que rationnel, et l'éducation, quand une éducation nationale sera possible, devra être sociale uniquement. Mais pour l'époque présente, chaque citoyen est et demeure juge suprême de ce qui constitue la raison et la moralité; et l'État n'a absolument rien à voir, rien à déterminer à cet égard. Former, endoctriner et instruire la jeunesse suppose un *ensemble* de connaissances, non-seulement scientifiques, mais encore morales et religieuses. Or un tel ensemble, systématiquement subordonné à un prin-

cipe, est impossible sous l'influence de l'opinion qui règne sur la société. Cette opinion, c'est qu'il n'y a pas de principe, ni de système, ni d'ensemble; qu'il n'y a que des faits, des accidents, tous indépendants les uns des autres et de quoi que ce soit hors d'eux; et que ces faits, les majorités les qualifient et les classent quand et comme elles l'entendent, sans jamais s'engager le moins du monde à ne pas les qualifier et les classer bientôt d'une manière diamétralement opposée.

Les majorités; je parle de celles de notre époque, qui n'ont ni principe de conviction, ni principe de conduite; les majorités sont essentiellement capricieuses, fantasques, quinteuses même, tantôt jouets des intrigues les plus diverses, tantôt regimbant contre la raison n'importe sous quelle forme, ou se prostituant à toutes les folies du despotisme, ou brisant les pouvoirs les plus légitimes.

Le système national pourra donc être demain tout autre qu'il n'était hier; et l'instruction qu'on vanterait aujourd'hui comme publique serait à la veille d'être publiquement répudiée. Autant vaut dire qu'il n'y a en effet et ne saurait y avoir d'éducation sociale, sans laquelle cependant nous avons reconnu qu'il n'y aura jamais de société durable, ni d'éducation nationale, indispensable pour former et consolider une nation. C'est ce que les majorités ont écrit en toutes lettres dans leurs chartes. Car la constatation de la liberté sans contrôle, des opinions, de la presse, de l'en-

seignement et des cultes, c'est l'aveu explicite arraché par la nécessité, de l'incertitude absolue des connaissances humaines, tant religieuses que morales. La conséquence forcée de cet état des esprits, c'est que la société est incapable de rien enseigner, et que, si elle en était capable, elle manquerait essentiellement à son devoir en enseignant quoi que ce fût, puisque ce serait violer le droit de chacun de ses membres, qui est de savoir ce qu'il veut et comme il le veut. Hors les faits, c'est-à-dire les vérités percevables par un des cinq sens, le mot devenu fameux : *c'est mon opinion*, légitime toutes les extravagances qui peuvent traverser une tête humaine. Il n'est pas difficile de démontrer que cela est stupide; que l'éducation doit être le fondement de la société; que sans système social il n'y a pas d'éducation, et sans éducation systématisée point de société. Mais il n'est pas moins vrai que la liberté en tout et pour tous exclut la direction de qui que ce soit, et que la majorité qui a déclaré qu'il n'y aurait pas direction, est moins que tout autre recevable dans la prétention de vouloir diriger. Il faut que chacun se dirige et se dirige dans son sens individuel, c'est-à-dire que l'anarchie de fait naisse de la confusion de droit. Libéraux et catholiques se sont unis pour décider cela; et ils en ont fait la loi des lois, la constitution de l'État.

La société *gouverne*, soit; mais c'est l'opinion qui *règne :* or l'opinion est soumise aux majorités qui la formulent, et qui, n'ayant pas d'opinions arrêtées sur

rien, font et défont sans relâche, s'agitent inutilement, tournent dans un cercle étroit sans issue et retournent jusqu'à épuisement, et ne font rien progresser, si ce n'est le désordre.

Voilà le *nec plus ultra* de notre système représentatif!

Qu'après cela les catholiques s'essaient encore à systématiser, à imposer, cela se conçoit; quoiqu'ils aient abjuré, du moins de bouche, l'autorité comme principe humanitaire et social, ils l'ont conservée comme principe personnel. Mais que les libéraux affichent la même intention, c'est plus qu'incroyable. Le système libéral! Ces mots hurlent de se rencontrer. Je comprends des idées libérales, positives ou négatives, n'importe : mais quelle est l'idée-mère, positive bien entendu et affirmative, de toutes ces idées-là? quelle est celle dont elles procèdent toutes, dont elles ne sont que le résultat et le corollaire? Car il faut cela nécessairement pour constituer un ensemble unitaire. Je le vois bien : on accepte le libéralisme comme un fait établi et *indéniable*, mais on s'arrête devant ses dernières conséquences, et on cherche à poser pour obstacle à son développement, de *saines doctrines*, c'est ainsi qu'on les baptise, de religion et de morale. Ces doctrines sont purement conventionnelles et arbitraires, sans fondement ni preuves d'aucune sorte; mais on suppose qu'elles empêcheront la cause de produire son effet. J'aurais mieux aimé qu'on eût tenté de supprimer cette cause, et que,

pour échapper à la désorganisation complète, on eût essayé d'abolir l'examen qui désorganise. L'examen, je le sais, ne saurait être aboli; mais je sais aussi que l'examen, sans bornes, arrive à un point où il n'est plus que désorganisateur. Je ne veux pas qu'on fasse l'impossible; mais quand on en affiche le projet, que ce soit du moins de la seule manière possible, dirai-je, faute d'une autre expression. Quant à décréter le progrès pour que rien ne change, demander de la stabilité au mouvement, asseoir l'autorité immuable sur le doute toujours inquiet, toujours versatile : en vérité, on cherche vainement un terme propre à rendre cet excès de déraison.

Revenons à une logique plus saine, ou plutôt à un langage moins hypocrite. Ne parlons plus de libéralisme, ou cessons de nous affubler du manteau percé à jour de l'autorité morale, religieuse ou quelle qu'elle soit.

Le libéralisme n'est rien autre chose que l'examen, analysant indéfiniment tant qu'il trouve quelque chose à analyser, décomposant, vaporisant, pour ainsi parler, tant qu'il reste une seule idée, une seule chose qui ne tombe pas directement et immédiatement sous l'observation et l'expérience physique. C'est le doute rayonnant sur tout, la possibilité de la négation sapant tout ce qui n'est pas matière. Et cela au moyen de la raison individuelle, protestant contre toute autorité et ne se soumettant à aucun contrôle. Quel sera-t-il le système de toutes ces intelligences, ayant chacune

son système à part, et ayant le droit reconnu de proclamer ce système seul vrai et seul bon, et usant chaque jour plus largement de ce droit?

Le libéralisme a bien et duement pulvérisé le système catholique et tous les systèmes possibles d'autorité et de foi. C'est un immense service rendu à l'humanité, et les générations futures en recueilleront le fruit, lorsque l'autorité de la raison se sera substituée tout à la fois aux angoisses du doute qui nous torturent nous-mêmes, et aux illusions de la foi qui s'opposaient chez nos pères à la recherche de la vérité. Peu importe d'ailleurs que le but de l'examen ait réellement été la destruction de l'erreur et de l'incertitude, ou que les examinateurs aient seulement voulu déposséder les entrepreneurs de doctrines soi-disant révélées : toujours est-il que les libéraux exploitent l'examen comme leurs devanciers exploitaient la foi. Force est de convenir que la lutte commencée entre deux principes, s'est continuée entre deux égoïsmes. Les *occupants,* quels qu'ils soient, libéraux aussi bien que catholiques, érigent l'autorité personnelle et jusqu'à l'examen en autorité sociale, afin de perpétuer leur règne. Comme si la simple négation d'une foi générale et même de toute foi, négation du reste fort rationnelle, constituait une vérité réelle et positive.

C'est toujours l'ancienne querelle entre le catholicisme (car l'autorité, tant politique que religieuse, et la légitimité de droit divin, ne sont que cela) et le protestantisme, qui se reproduit aujourd'hui sous les

formes du libéralisme, depuis que l'examen déjà triomphant de la foi religieuse, a attaqué et vaincu de la même manière l'autorité sociale. Tout ce que Bossuet reprochait de contradictions et de variations aux réformés de son temps, est encore applicable à nos doctrinaires constitutionnels. Il est aussi absurde de nos jours de vouloir déterminer et immobiliser un système de gouvernement quand on a secoué le joug du droit divin, qu'il l'était jadis d'arrêter un symbole de croyance quand on avait renversé l'autorité vivante dans le pape de Rome. On ne pouvait alors sans une inconséquence choquante formuler un seul dogme qui dût être commun à deux consciences de fidèle; on ne peut maintenant imaginer un gouvernement qui convienne au même degré à deux intelligences de citoyen. Cela n'empêchait pas Luther et Calvin, là où ils étaient les plus forts, de faire massacrer les anabaptistes et brûler Michel Servet comme hérétiques, quoiqu'il n'y ait pas d'hétérodoxie devant le libre examen; et ces cruautés religieuses n'étaient pas plus illogiques que les rigueurs de nos partis politiques modernes qui, depuis cinquante ans, se sont mutuellement envoyés, tantôt à la guillotine, tantôt à la déportation et aux prisons.

Avec la même facilité avec laquelle les libéraux ont renversé le catholicisme, les catholiques renversent l'échafaudage mal assemblé du libéralisme. Les catholiques sont démolisseurs depuis l'ère du doute, comme les libéraux l'ont été sous l'empire de la foi. La polé-

mique soulevée à l'occasion de l'instruction publique dans nos provinces, en est une preuve nouvelle et surabondante. M. l'évêque de Liége a bon marché des *douteurs* qui demandent une autorité morale et religieuse pour servir de fondation à leur enseignement, et qui ne savent où aller la prendre : mais le moindre protestant, le libéral le plus simple, un *apprenti maçon* est en mesure pour démontrer au prélat, que désormais la religion sociale, la religion de l'État, ne saurait plus être le catholicisme, qui n'a pas su se tenir lui-même debout devant les attaques de la réforme et de l'incrédulité, et qui, en désespoir de cause, a puisé dans le droit d'examen, la preuve que sa doctrine, n'étant pas incontestablement fausse, conserve la possibilité d'être vraie. Les libéraux ont fait ressortir à la dernière évidence l'inanité de ce qui était; les catholiques font éclater le non-sens de ce qui est. Que conclure de là? N'est-ce pas qu'il est urgent qu'*enfin* quelque chose de réel et de rationnel *soit* pour tout de bon et pour tous? que le doute absolu est chose excellente, mais pour échapper à tout doute quelconque; indispensable, mais pour y échapper le plus tôt possible en déterminant l'absolue vérité? La logique est la fatalité des êtres qui pensent. Or nous avons établi que les hommes sont essentiellement intelligents. Ils ne peuvent donc se refuser à donner plein et entier acquiescement à une aussi sévère déduction.

Au reste, ce qui arrive en cette rencontre se reproduit dans toutes les circonstances depuis que le scep-

ticisme *en tout et pour tous* a envahi la société. Ce scepticisme est un fait, et la société en est l'expression; elle est organisée sur ce fondement. Tout en convenant que, sans un principe unique de vérité on ne systématisera jamais rien, c'est-à-dire qu'on n'aura jamais une société d'hommes unis par la justice, on dit à ces hommes : « Allez et prêchez tous les prin« cipes, même les plus contraires à la justice et à la « vérité ! » On est à l'époque présente forcé de dire cela : car personne n'a plus le droit d'être cru sur parole, ni les prêtres, ni les rois, ni les majorités qui, pour se faire obéir matériellement, n'ont qu'un seul avantage sur les rois et sur les prêtres, c'est d'être les plus fortes. Cela aussi est un fait. Mais comme ce fait est en contradiction flagrante avec ce qui devrait être pour que la société fût ou du moins pour qu'elle continuât à être, la pratique sociale vient à chaque instant heurter et traverser la théorie : car la pratique est toujours opposée à la théorie; et la théorie laisse aux événements leur caractère d'exceptions, caractère monstrueux quand il s'attache à tout l'ensemble de ce qui devrait constituer la règle.

Où cela nous mènera-t-il?

Inévitablement à l'absurde toujours et partout. Et nommément à ce que nous, Belges, nous voyons sous nos yeux; savoir, à un ministère, tantôt libéral, qui *ne sait pas* et *n'ose pas* faire franchement du libéralisme, parce que le courage lui manque avec le dévouement à sa cause et à son opinion, tantôt catholi-

que, qui *ne peut plus* en réalité faire du catholicisme, puisqu'il faut nécessairement qu'il emprunte tout moyen d'action aux principes libéraux.

Et ce n'est pas seulement de l'impuissance des ministères, qui ne savent, ni ne peuvent, ni n'osent, que naissent l'instabilité des choses et le péril dont elle nous menace : c'est des majorités elles-mêmes qui, fortes pour faire et défaire les ministres, renverser et élever les dynasties, sont incapables de soutenir, de diriger et de consolider dynasties et ministères, parce que flottantes et variables par essence au sein de l'élément qui les forme et que rien ne fixe ni ne guide, *elles sont incapables de savoir ce qu'elles veulent*, c'est-à-dire ce qu'elles voudront demain comme aujourd'hui et comme hier. Nous avons prouvé cela à satiété.

Ce mouvement de *va-et-vient* ministériel, parlementaire et gouvernemental, dans lequel quelques individus s'enrichissent à tour de rôle, use la Belgique, use la société humaine, en pure perte. Mais revenons à notre sujet.

La règle constitutionnelle, c'est la liberté absolue de l'éducation et de l'instruction, sans que la société puisse exercer sur cette liberté aucune influence légale. Mais qu'est dans le fait cette éducation donnée par pièces et morceaux, si je puis le dire, et d'individu à individu? qu'est-elle socialement parlant? La négation actuelle de la société future. Mais la société ne peut vouloir se suicider ainsi : elle ne peut même pas se suicider; aussi ne le fait-elle. Et quand

elle a en quelque sorte l'air de le faire, les populations elles-mêmes réclament contre son imprévoyance et son apathie. On sent la nécessité d'une direction, et même en Belgique, ce pays classique de *la liberté avant tout*, on la demande de toutes parts.

La grande difficulté c'est de trouver qui dirige légitimement et qui puisse diriger rationnellement et socialement. La surveillance de l'éducation et de l'instruction publiques se résout en dernière analyse en surveillance sur le corps et les individus enseignants. C'est l'examen des doctrines enseignées, aussi bien que de la capacité et de la moralité de ceux qui enseignent. Cet examen ne pourra pas porter exclusivement sur les sciences naturelles et exactes, l'histoire et les belles-lettres : il faudra aussi tenir compte des idées philosophiques et politiques, des sentiments moraux et des convictions religieuses des candidats. Or, de qui, sous ce rapport, est-on et peut-on être justiciable à l'époque présente? Qui examinera? et surtout sur quoi examinera-t-on? Et si quelqu'un examine, approuve ou blâme, son jugement sera-t-il confirmé par tous les autres? Car il y a en tout et sur tout droit d'appel au peuple ou à tout le monde qui, lui seul, a droit de souveraineté. Mais pour que le peuple prononce, y a-t-il un principe sur lequel tout le monde soit d'accord? Il faut cela de toute nécessité pour qu'on s'entende, pour que la confiance s'établisse, pour qu'il y ait assentiment, harmonie. Hé bien! tout cela précisément manque, et manque complétement.

Cependant il est indispensable de diriger, et on dirige plus ou moins, tant bien que mal, ouvertement ou d'une manière détournée. Partout l'État enseigne; et là où il n'enseigne pas par lui-même, des corps puissants, auxquels la société abandonne ce soin parce qu'ils représentent une majorité telle quelle de la population, enseignent pour elle. En Belgique, si l'État fermait ses universtés, le parti catholique, pendant plusieurs années encore, donnerait le seul enseignement qui conserverait quelque chose de populaire et de public.

L'État n'y est, malgré cela, pas plus qu'ailleurs où on a organisé des représentations nationales pour décider par voie de majorité les questions pratiques une à une, au fur et à mesure qu'elles se soulèvent, l'État n'y est pas plus catholique que protestant, que juif, que maçon, que déiste, qu'athée. La franc-maçonnerie, le mosaïsme, le christianisme, le papisme, peuvent y compter plus ou moins d'adeptes, comme l'opinion philosophique des déistes et la négation des athées : ces adeptes peuvent s'être réunis plus ou moins étroitement, organisés plus ou moins fortement; mais voilà tout. Cela ne regarde qu'eux. Et de même que l'État doit leur laisser le jeu le plus libre, de même ils doivent renoncer à exercer la moindre influence dans l'État. Ce n'est plus sur l'autorité, c'est-à-dire sur un principe quelconque, non prouvé en raison générale et cependant imposé à chacun par tous, que la société est assise et qu'elle fonctionne. L'État en Belgique est libéral : cela signifie qu'il n'admet aucun principe ré-

vélé, qu'il reconnaît la souveraineté du peuple et de ses majorités, en d'autres mots, l'inviolabilité du doute, la légitimité du changement quel qu'il soit, et qu'il ne saurait imposer logiquement d'autre règle de conduite que l'égoïsme. La société belge, catholiques, juifs et autres sectaires compris, l'a proclamé hautement en faisant passer dans les lois ce qui n'existait encore que dans les mœurs, savoir la liberté absolue, conséquence de l'absolue incertitude.

Dès lors, toutes les religions particulières, et les différentes morales comme les religions, ne sont dans l'État que des doctrines individuelles, des opinions. Mais qu'elle est la religion dans laquelle l'Etat doit être? car la société est le résultat d'un principe moral et religieux. Ce principe n'est pas encore suffisamment éclairci pour l'Etat qui, en attendant qu'il le soit, cherche à se tirer d'affaire, sans religion sociale présente, en s'appuyant de son mieux sur la religion sociale passée, afin de lutter avec quelqu'avantage contre les religions personnelles. Celles-là constituent néanmoins un droit à ses yeux, et il doit les laisser s'agiter dans la liberté qu'il leur a reconnue. Et à cette liberté est inséparablement attachée la liberté de propagande, c'est-à-dire d'enseignement et d'éducation. Que fera la société pour sortir de cette impossibilité devenue de nécessité pour elle? Organisera-t-elle la propagation des idées qu'elle croit sociales d'après un système arbitraire d'autorité, ce qui serait abolir la constitution, l'état des intelligences, l'époque? ou renoncera-t-elle à toute propagation de ces idées, ce

qui est préparer et hâter la dissolution de la société?

Sous le régime de la foi par l'autorité, l'éducation et l'instruction étaient tout à la fois le devoir et le droit du pouvoir dirigeant. Depuis l'examen, la liberté d'enseignement est devenue un droit acquis pour chacun et le restera. L'organisation de l'enseignement et de l'éducation publics demeure en théorie un devoir pour la société; mais elle ne pourra pratiquer ce devoir que lorsqu'elle disposera d'un principe social tellement incontestable qu'elle l'imposera *par la raison* à toutes les intelligences libres, comme base religieuse et morale du savoir et du sentiment humain. Jusque-là les intérêts matériels exclusivement seront de sa compétence, et elle n'aura pour les régler que le *criterium* du plus grand nombre des intéressés.

La liberté illimitée et illimitable dans le *for* de l'intelligence et de la conscience, coexistera donc avec le despotisme de la majorité pour tout le reste. Il n'y a en effet qu'un seul moyen de conjurer l'anarchie de fait quand on s'est vu obligé de reconnaître l'anarchie en principe, c'est de régulariser cette anarchie par la force. Or, qu'est-ce que l'ordre par la force si ce n'est le despotisme?

Les intérêts matériels, avons-nous dit, tombent seuls dans la sphère d'action sociale. Il y a plus : ces intérêts étant tout pour la société comme pour les individus qui la composent, méritent seuls d'être régis par le pouvoir. Car les individus ont concentré sur eux toute leur intelligence, et la société ne peut apprécier et juger qu'eux, avec connaissance de cause

et à la satisfaction d'une majorité quelconque. Pour suppléer au manque de système dans les idées, on s'est accroché, comme moyen d'ordre, à ce qu'on a appelé des faisceaux d'intérêts, qui ont simulé l'ordre, chacun dans son cercle, mais qui fomentent le désordre, chacun hors de son cercle, en excitant l'antagonisme tout autour d'eux. Ces faisceaux se divisent et subdivisent de plus en plus; et finalement l'humanité morcelée jusqu'à l'individu sera dans un état de guerre permanent d'homme à homme. Nous préludons à cet état de confusion anarchique par ce que, dans l'argot constitutionnel, si trivialement pittoresque, on nomme *dégommer*, espèce de pugilat à coups de bassesses, de fraudes, de perfidies, d'apostasies, de parjures, pour s'arracher places, honneurs, pouvoir, crédit et fortune. Cela ne se passe encore que dans les régions sociales plus ou moins élevées, là où l'on peut s'arracher quelque chose. Le peuple qui n'a rien à s'arracher et qui ne porte au-dessus de lui que quelques regards d'envie et de convoitise, a jusqu'à présent gardé une espèce d'habitude d'ordre et un certain instinct de conservation. Mais que l'anarchie descende plus bas, et, grâce aux exemples fécondants, elle y descendra bientôt, le combat changera d'aspect. Dites-moi, puissants du jour, quand vous aurez affaire à de plus rudes et de plus nombreux joûteurs, qui n'auront rien à ménager ni personne, qui auront de longues haines à assouvir, de profondes vengeances à exercer, dites-moi, je ne saurais assez souvent vous le demander, serez-vous les plus forts?

L'individu de toutes les classes n'a conservé qu'un seul droit qu'il puisse effectivement réaliser, c'est celui de penser et de repousser toute impulsion tendante à modifier son exercice. C'est précisément ce droit-là que j'attaque, non parce qu'il existe, car son existence est une nécessité de l'époque, mais parce qu'il est une nécessité. Il est l'expression du mal qui ruine la société.

Ce droit est en contradiction évidente avec le pouvoir que la société s'arroge, et doit s'arroger si elle veut se maintenir, sur les actes accomplis. Ces actes en effet ne sont-ils pas la conséquence naturelle des opinions, et celles-ci la conséquence naturelle de la culture de l'intelligence et de la formation du caractère, en d'autres termes de l'instruction et de l'éducation? Si la pensée ne doit pas nécessairement précéder l'acte, pourquoi a-t-elle été donnée à l'homme? On ne pense pas pour penser; on ne raisonne pas pour raisonner; on ne conclut pas pour ne rien faire. La philosophie n'est pas une simple gymnastique pour l'esprit, comme serait l'art de déchiffrer des énigmes et des logogriphes. *Philosophe :* si cela ne veut pas dire l'homme qui a mieux observé, plus profondément réfléchi, qui juge plus sainement, se détermine plus moralement et fait plus de bien à ses semblables que le vulgaire, c'est un titre vain qui ne mérite pas plus de considération que celui de saltimbanque.

On pense pour recueillir des éléments de raisonnement; on raisonne pour comparer les idées; on compare pour choisir; on choisit pour se déterminer; on

se détermine pour agir; on agit pour améliorer sa condition. Il y a un *pourquoi* à tout. Loin de faire pour faire, on ne vit pas même pour vivre. Vivre est un moyen; le but de la vie est le perfectionnement et le bonheur. Mais quel bonheur? celui dans ce monde seulement? Non, ce serait là le bonheur sans perfectionnement; c'est la doctrine de l'égoïsme. Le bonheur éternel? oui, certes, et c'est là le perfectionnement comme moyen assuré de bonheur; c'est le bonheur de l'humanité, la morale sociale. La société n'a donc qu'à veiller à ce que, des convictions et des efforts des individus pour augmenter leur bien-être particulier, naisse le bien-être général.

La fin comme la source de la pensée humaine, c'est l'infini, ou la vérité et la justice; la fin comme la source du dévouement humain, c'est l'immortalité de l'ame. Dieu et l'ame renferment toute la philosophie, la religion, la morale et la société.

Quoi! la société bornée à la triste et impuissante ressource de réprimer le mal ne pourrait jamais le prévenir! Elle devrait voir l'égoïsme et la corruption gagner chaque jour du terrain, et elle ne pourrait leur poser des digues! Les doctrines qui portent au crime et l'excusent, elle devrait en protéger l'enseignement, et il lui serait défendu, de par le prétendu pacte social, d'opposer à cette propagande funeste des principes qui y feraient obstacle! Il n'y aurait de saisissable pour elle que l'action déjà commise, c'est-à-dire le mal qu'il n'est plus possible de réparer! Elle ne rendrait l'individu responsable envers elle que de ce

qui est le moins libre en lui, après avoir accepté sa grosse part de complicité dans ce qu'elle pouvait et devait, par conséquent, le plus contribuer à empêcher! En un mot, elle reconnaîtrait le droit à chacun de mettre le feu partout, puis elle accablerait de toute sa colère, elle frapperait de son abominable vengeance les malheureux qui n'auraient pas réussi à se soustraire à l'incendie!

C'est, il faut l'avouer, de l'absurdité, de l'atrocité, poussée jusqu'au délire. Mais c'est ce qui est, ce que nul ne pouvait empêcher d'être, puisque c'est la confusion sans élément d'ordre, que l'état des intelligences exprime, le doute sans contrepoids, que la science a engendré, l'immoralité de l'intérêt matériel et individuel sans avenir, que la société dépourvue d'un intérêt général reconnu accepte comme le dernier mot de la civilisation. Et puis, s'il y a lieu encore de s'étonner de quelque chose, sera-ce de ce que la société marche progressivement vers une débâcle quelconque, ou bien de ce que d'anciennes idées préconçues et des penchants contractés en conséquence aient eu jusqu'ici assez de puissance pour retarder cette catastrophe?

Est-ce à dire qu'il faille en revenir aux anciennes idées et à l'état de choses qui en était la conséquence, choses et idées, il faut bien en convenir, sinon meilleures que ce que nous voyons sous nos yeux, du moins plus supportables et plus éloignées de la crise que nous redoutons? Non, certes; et je ne crois pas difficile de le prouver. Voici entre autres un argument

ad hominem que je pose aux rétrogrades : « Quel a été le résultat *fatal* de cet état antérieur que vous nous vantez? Précisément l'état actuel dont vous vous plaignez si amèrement. Hé bien, cet état-là, nous n'en voulons pas plus que vous; et c'est pour cela que nous répudions de tous nos vœux et de tous nos efforts vos idées et vos choses anciennes, qui nous ont valu les absurdités et les iniquités du jour. Faudra-t-il retourner sur nos pas pour revenir encore au même point et recommencer éternellement ce manége sans but et sans terme? A Dieu ne plaise! Nous avons échappé aux vieilles erreurs; gardons-nous de les reprendre. Nous ne possédons pas encore la vérité; hâtons-nous de la saisir. L'erreur ne nous ménerait jamais à la vérité. La vérité seule nous mettra pour toujours à l'abri de l'erreur. Pour revenir au passé, il faudrait ne pas avoir foi en l'avenir. De ce qu'il est impossible de rester où nous sommes, ceux qui ne veulent pas hasarder un pas en avant, se rejettent inconsidérément en arrière. Mais reculer, ce serait renoncer à la victoire. Nous arrêter, ce serait ne pas savoir en tirer parti. Progressons, guidés par la raison et soutenus par notre amour pour l'humanité. Dieu nous aidera. »

Résumons.

Le ferment libéral, après avoir opéré sur la vieille société son action dépuratoire, continue ce travail incessant et toujours plus actif sur la société présente. Mais quand il ne reste plus à élaborer, la décomposition commence; et, si on ne l'arrête à temps, elle menacera la société future de putréfaction et de sphacèle.

Cela est généralement senti, et généralement aussi on invoque le remède qui, appliqué au mal, serait le seul efficace pour le guérir. L'éducation publique, établie sur des principes rationnels, et dirigée dans un sens humanitaire, préparerait, il n'y a pas le moindre doute, une génération qui relèverait la société au milieu de ses ruines, plus belle et plus forte qu'elle n'a jamais été.

Mais on ne se demande pas si, *actuellement*, ce remède est en notre pouvoir.

Précisément il ne l'est pas. Les principes rationnels voulus n'existent pas encore ou, pour mieux dire, ne sont pas encore prouvés socialement. Car, s'ils l'étaient, ils serviraient de boussole pour la direction de la société; et celle-ci, par la reconnaissance obligée de la liberté constitutionnelle d'intelligence et de conscience, a donné formellement acte de l'absence pour elle de toute boussole directrice, de toute vérité et de tout principe.

Les catholiques argumentent de ce défaut d'autorité, quoique tout à fait opposé à la croyance qui les lie entre eux, pour empêcher la société de s'emparer de l'enseignement de la jeunesse, dans la prévision que, devant cependant y avoir une éducation systématisée quelconque, ils deviendront eux, en dernière analyse, les maîtres exclusifs de la propagande sociale. Ils ne comprennent pas que, dans une société toute libérale de droit comme de fait, l'éducation, même donnée par des organes de la foi, ne produira jamais que des adeptes et des instruments du doute.

Les libéraux, forts de la nécessité de résister au désordre imminent, et répondant au vœu universel, cherchent, en dépit des lois qui sont ce que leur doctrine et eux-mêmes les ont faites, à se saisir de l'instruction, et, malgré leur négation de toute autorité, à la fonder sur une autorité sociale, fût-ce celle de la négation elle-même.

Voilà pour le passé et le présent.

Hé bien! je le déclare ouvertement. Dans cet état de choses, ce ne serait jamais que forcé par une nécessité invincible, que je confierais mes enfants *à élever* à aucune institution plus ou moins nationale. Je soutiens ici de toute la loyauté de mes convictions et de tous mes moyens, que la seule éducation sociale est l'éducation publique et commune *de tous*, puisque, de l'harmonie dans les idées, les mœurs et les croyances, peut exclusivement naître l'harmonie dans les actes, le véritable ordre par la justice, dans la société; et que les hommes qui, enfants, ont vécu étrangers les uns aux autres, pourront bien, jusqu'à un certain point, vivre dans la suite les uns *à côté* des autres, mais jamais *ensemble*, jamais les uns pour les autres, jamais en frères, toujours au détriment les uns des autres, sans lien, ni d'intérêt ni de volonté, sans amour. Je soutiens qu'il faut que les enfants des pauvres, non-seulement reçoivent leur éducation aux frais des riches, mais encore la reçoivent *en commun* avec les enfants des riches, si l'on veut que ceux-ci, plus tard, soient justes envers les pauvres, et que les pauvres soient

bienveillants envers eux; si l'on veut que riches et pauvres cessent de former dans la société deux camps éternellement séparés et toujours ennemis.

Malgré cela, pour rien au monde, pouvant m'en dispenser, je n'exposerais aujourd'hui dans les écoles, des êtres dont je réponds devant moi-même et devant Dieu, à la corruption d'esprit et de cœur que doivent inmanquablement engendrer les puérilités religieuses inculquées par les prêtres et les pauvretés morales inspirées par les pédagogues, que le monde exige ensuite qu'on oublie, et dont on ne réussit à se débarrasser en partie qu'aux dépens des vérités réelles et indispensables avec lesquelles elles ont été mêlées et confondues. Triste et funeste éducation que celle dont les préceptes didactiques sont toujours en opposition avec la pratique du monde, qui enseigne pour qu'on sache le contraire, qui ordonne pour qu'on lui désobéisse, qui impose à la jeunesse des opinions et des croyances dont les hommes se moquent, des scrupules que les hommes foulent aux pieds, une morale dont la société récompense l'infraction par le pouvoir, les dignités et la richesse, et qu'elle subordonne au principe de scepticisme intellectuel et d'égoïsme effectif qui domine tout, qui pénètre tout, qui sape, heurte et renverse tout, et qui prédispose si merveilleusement le *gâchis* où, tête baissée, nous courons nous précipiter et nous perdre!

Triste et funeste éducation que les gouvernements confirment et fortifient par l'exemple de leur con-

duite, prêchant ici la soumission et la bonne foi, là la révolte et la trahison, faisant prévaloir, tantôt le principe de la liberté, tantôt celui du despotisme, arborant aujourd'hui la bannière de la foi, demain celle de l'incrédulité, n'ayant en réalité qu'une seule bannière, celle du doute et de l'indifférence, qu'un seul principe, le matérialisme, qu'un seul but, leur intérêt du moment, pour règle de leurs paroles et de leurs actions que celle-ci : « Tout ce qu'on fait contre nous est condamnable, est immoral; tout ce que nous faisons est moral, est bien ! »

Les traités qui sont pour les gouvernements ce que sont pour les individus les promesses, les contrats, la parole en un mot, quel respect inspirent-ils? Tout le monde ne sait-il pas qu'un traité politique n'a pas d'autre garantie que l'intérêt qu'ont à le maintenir ceux qu'il engage ou leur impuissance à le rompre? Est-ce là la morale que les gouvernements veulent imposer au peuple, l'enseignement en action dont ils désirent que le peuple profite?

Autrefois, les hautes classes sociales, les seules classes instruites, étaient comme aujourd'hui plus corrompues que les autres, et les gouvernements ne reculaient pas plus qu'à présent devant les actes machiavéliques. Mais c'était chez les riches l'effet des passions et des facilités pour y satisfaire; chez les gouvernements c'était la raison d'État. La morale conservait ses droits comme règle; les infractions étaient des exceptions, attribuées à la faiblesse humaine, à l'erreur, à la position, à la nécessité; c'étaient

des fautes plus ou moins inévitables. Aujourd'hui, c'est un système avoué, un parti pris volontairement et justifié logiquement, une conséquence, dit-on, de notre nature, un droit. Et ce système se propage : les classes inférieures en prennent connaissance, et aspirent après les moyens indispensables pour l'appliquer. C'est pour cela que j'insiste si fort sur les exemples que donnent les grands et les puissances de la terre : l'éducation sociale est là tout entière. Car le peuple sait que ce que l'on fait, c'est qu'on le croit réellement bien, et que ce qu'on croit réellement mal, on l'évite, quoi que d'ailleurs on puisse dire. Il s'instruit donc sur les exemples, et non sur les préceptes; il fait ce qu'il voit faire, et non ce que lui disent de faire ceux qui font autrement.

Voici maintenant pour l'avenir.

Une fois en possession du principe positif absolu, source de son existence et condition essentielle de sa stabilité, c'est-à-dire, une fois la science de la morale constituée, la société organisera naturellement l'éducation sur la même base sur laquelle elle sera fondée. La théorie sociale, celle que la société fera enseigner dans ses écoles, doit nécessairement être la même chose que la pratique sociale, celle d'après laquelle la société est et se conserve : sans cette identité, point de résultat social et humanitaire possible, et surtout point de résultat durable. Puisqu'il ne peut y avoir qu'un seul ordre juste et vrai, comme une seule morale, une seule religion, un seul Dieu, la société convaincue qu'elle est régie d'après cet ordre, remplira un devoir sacré

plus encore qu'elle n'exercera un inviolable droit, en le perpétuant avec elle au profit des générations les plus reculées. Tout le monde sera d'accord sur ce droit, puisque j'ai posé comme condition d'un pareil état de choses, que le principe social ou la vérité nouvelle, la justice-type, aura été, non-seulement découverte, mais encore si clairement prouvée, qu'elle aura emporté de haute lutte, au moyen de la contrainte logique, l'assentiment de tout homme sain de corps et d'esprit.

Et pour mieux remplir son devoir, la société chargera de l'education les hommes qu'elle jugera les plus propres à cet acte essentiel et fondamental de gouvernement. Elle exclurait par conséquent catholiques et libéraux s'il pouvait en rester après la réforme sociale : les premiers, parce que leur principe d'autorité révélée et traditionnelle, et leur foi sur parole, due, selon eux, à certains hommes prétenduement inspirés et privilégiés, sont insuffisants, arbitraires, nécessairement variables, incertains et dénués de toutes preuves appropriées à l'intelligence de tous ; les seconds, parce que le doute expérimental, si prudent et si sage tant qu'il y a de vieilles erreurs à détruire, d'opiniâtres préjugés à examiner, est incapable de rien établir, rien garantir, rien démontrer, rien enseigner. Les uns et les autres parce que, s'ils affectent encore quelques dehors hypocrites de religion et de morale, leur conduite dément cette trompeuse apparence de *sépulcres blanchis,* comme les a si bien appelés, il y a dix-huit siècles, l'homme par excellence.

La société future saura que toute théorie d'éducation publique est stérile si elle-même ne prêche pas d'exemple plus que par préceptes. Juste avant tout pour former les hommes à la justice, elle aura le droit de dire à ceux qu'elle chargera du noble emploi de moraliser les générations à venir : « Ce que vous « voulez qu'on fasse, d'abord faites-le; puis ensei- « gnez-le; enfin prouvez à chacun qu'il est de son « intérêt de le faire. » C'est là le seul vrai système d'éducation.

Parmi les hommes préposés à l'instruction de la jeunesse par cette société, les plus éminents, c'est-à-dire les plus éclairés et les plus moraux; car dans cet état intellectuel de l'humanité, la moralité sera toujours la conséquence directe des lumières; les hommes les plus éminents, dis-je, seront ceux qui enseigneront la religion sociale ou universelle. Devant consolider dans tous les esprits, et surtout dans les esprits encore vierges, la base sur laquelle la société elle-même s'est reconnue inébranlable, ces apôtres du nouveau culte seront naturellement les docteurs des docteurs, toute doctrine découlant nécessairement de celle sans laquelle il n'y aurait ni doctrine, ni certitude, ni savoir, ni religion, ni vérité, ni justice, ni humanité! Toutes les charlataneries d'inspiration et de sentiment, tout empirisme d'idées consacrées par le temps et la coutume, tout éclectisme de principes, pris çà et là, sans liaison scientifique et sans déduction rigoureuse, seront aussi soigneusement écartés que la négation de l'athéisme, l'immoralité du maté-

rialisme, l'insociabilité de l'égoïsme et le dissolvant du doute. Non-seulement les prêtres d'aucun culte révélé n'obtiendront de l'influence dans l'éducation sociale de la jeunesse, mais même ils n'en auront qu'une *de tolérance* sur les hommes faits, malades d'intelligence si je puis m'exprimer ainsi, qui, outre la nourriture simple et substantielle que fournit la société, croiront avoir besoin de l'une ou de l'autre des panacées que débitent les spéculateurs en pareille marchandise. Mais alors aussi ceux-là paieront à eux seuls leur orviétan et ses vendeurs.

Il faut que la société arrive à un haut point de perfection pour pouvoir songer à réformer, disons mieux, à créer le système d'éducation publique sur une échelle aussi humanitaire. Je ne me fais aucune illusion sur le peu d'espoir qu'il y a *aujourd'hui* d'atteindre ce but; mais je ne me crois pas moins le devoir d'y viser. D'ailleurs, en tout état de cause, si l'action lente mais infaillible de la raison ne réussissait pas de si tôt à disposer les esprits à la réforme, ce ne seraient à coup sûr, comme quelques-uns semblent encore le croire, ni la guerre amenée par des révolutions, ni les révolutions amenées par une guerre qui opéreraient ce miracle. La guerre; il faut répéter ces vérités coup sur coup; la guerre serait un mal sans compensation : une révolution, ce seraient des changements sans avantage réel. Le patriotisme de drapeau, ou de langue, ou de formes, soit religieuses, soit politiques, ou de frontières, ou de douanes; l'égoïsme,

en un mot, dynastique, ou gouvernemental, ou national, peut pousser à la guerre, tant la boutiquière Angleterre, que l'ambitieuse Russie, et la vaniteuse France : mais la civilisation et l'humanité la redoutent [1]. Les intrigants de tous les pays, les brouillons, les aspirants spoliateurs peuvent désirer une révolu-

[1] Un mot sur cette question de paix et de guerre qui partage les esprits à l'occasion des affaires d'Orient. La paix toujours, la paix partout, est une sottise. C'est pis même ; c'est une bassesse et une lâcheté. Mais la guerre *en Europe*, entre *nations civilisées*, soit pour des *intérêts matériels* qui peuvent être réglés par des négociations et qui le sont toujours avantageusement pour la nation dont le seul mobile est un mobile de civilisation, soit pour une mesquine susceptibilité de *point d'honneur*, au-dessus de laquelle une nation vraiment civilisatrice sait se placer, aux grands applaudissements de toutes les autres : cette guerre, c'est un crime.

Les révolutions politiques sont criminelles aussi, lorsqu'elles n'ont pour but qu'un changement de formes ou de personnes, et même lorsqu'il est probable qu'elles n'amèneront qu'un pareil changement. Quant à la révolution sociale, elle serait terrible. Il faut donc chercher à l'empêcher; non pas en fortifiant l'injustice, mais en la réparant. Si malheureusement tous les efforts sont vains, lorsque cette révolution aura éclaté, les coupables seront, non ceux qui l'auront faite, mais ceux qui les auront forcés de la faire. Quoique terrible, en tout état de cause elle sera juste ; et ses conséquences seront salutaires, si les vainqueurs prennent à tâche de faire tout le contraire de ce que faisaient avant eux les vaincus.

tion comme moyen de faire fortune; la société n'y voit que le triomphe des passions et le renversement de la morale, la force se substituant à l'intelligence, le fait au droit, le despotisme à la liberté. Guerre et révolution hâteraient, il est vrai, la crise sociale, mais seulement en empirant le mal, en augmentant le désordre, en portant l'immoralité au comble, le malaise matériel à l'excès. Sans révolutions et sans guerres, l'anarchie de plus en plus saillante des intelligences se chargera de la besogne, et peut-être la facilitera, en diminuant les obstacles qui s'y opposent. De cela seul qu'il n'y a et ne saurait y avoir, dans l'état présent des intelligences et des mœurs, une éducation *unitaire,* sortiront tous les maux que le vertige des esprits peut produire et que l'intérêt matériel se chargera de réaliser. Ce ne sera que lorsqu'on aura épuisé tous les genres de désillusionnement, lorsqu'on se sera lassé d'avoir été arraché à la folie de la liberté sans ordre par l'infamie de l'ordre sans justice, aux violences du despotisme par les fureurs de l'anarchie, que l'on s'apercevra peut-être qu'il n'y a pas plus à espérer du nombre que de la force, des majorités que de l'autorité, du calcul égoïstique que de la foi, et que l'on s'avisera de demander conseil à la raison, de soupçonner que l'homme n'est, ni une intelligence condamnée à croire aveuglément, ni une machine sentante destinée à jouir brutalement; et qu'il y a un Dieu.

20 décembre.

DE

L'INIQUITÉ SOCIALE

ET DE

LA JUSTICE DE DIEU.

N° 6.

Tant qu'il y aura des êtres humains couverts de la lèpre de la misère, je dirai que vous n'avez rien fait de bon avec vos conspirations, vos chartes bourgeoises et vos changements de cocarde.

GEORGE SAND.

Il y a dans le monde des gouvernements plus ou moins despotiques; il y a des États plus ou moins libres : partout il y a, quant aux masses, des peuples également malheureux, et d'autant plus malheureux, qu'à côté de l'extrême misère se dessine de plus en plus nettement l'extrême surabondance. La liberté vaut, à coup sûr, mieux que le despotisme. Mais ce qui incontestablement vaudrait encore mieux que la liberté de quelques uns, ce serait le bonheur de tous

sans exception. Le gouvernement qui ferait le bonheur de tous les membres de la société, serait bon dans le sens le plus absolu, toute question de formes étant d'ailleurs écartée comme indifférente. Il est vrai que, par cela même qu'il ferait ce bonheur, ce ne serait plus un gouvernement despotique, puisque l'homme, être intelligent et libre, psychologiquement parlant, ne saurait être heureux sous l'empire de la contrainte mécanique et brutale, qui gêne le développement de ses facultés morales et blesse profondément le sentiment de sa dignité. Mais du moins la liberté politique n'est que le moyen et non le but même de l'ordre social. Il n'y a point de bonheur parfait dans un État sans liberté; mais il peut y avoir liberté sans bonheur.

Car, comme je le disais, il peut y avoir liberté pour un ou pour plusieurs : c'est là ce que jusqu'à présent on a appelé monarchie et république. Et la république a paru d'autant plus parfaite que la liberté était goûtée par un plus grand nombre de citoyens.

Il peut y avoir liberté de droit et non de fait, liberté en principe, en théorie, mais que, faute de moyens pour la réaliser, on n'applique jamais : c'est la liberté aujourd'hui accordée au peuple, concession dérisoire, amère, que le peuple accepte pour en écraser quelque jour ceux qui n'ont pu la lui refuser. Je parle moi de liberté effective, réelle, c'est-à-dire de liberté accompagnée d'aisance, sans laquelle le peuple ne peut exercer sa liberté comme font les grands, les riches.

La propriété, la richesse, est le corps de la liberté; sans corps, celle-ci ne saurait agir : mais sans liberté, la richesse est un corps inerte ou tout au moins inintelligent.

Sous ce point de vue, il n'a pas plus existé de républiques vraiment heureuses que de monarchies ou même d'État despotiques : dans les démocraties les plus radicales, toujours l'équivalent des prolétaires de Rome et des ilotes de Sparte a fait ombre au tableau si trompeusement brillant de la puissance et de la majesté de quelques oligarques. Il y a toujours eu une immense majorité condamnée par la minorité aux privations, aux souffrances, à l'ignorance, à la dégradation et, par conséquent, à l'esclavage. De même qu'on n'a jamais pris en considération que la liberté politique du petit nombre, de même on n'a jamais eu égard qu'à la justice légale à laquelle dès lors ce petit nombre seul avait intérêt. Cette justice qui avait l'apparence d'être la même pour tous avec la loi, n'était en effet que contre le grand nombre qui se trouvait hors la loi, faite uniquement par et pour la minorité.

Qu'on me cite une seule république qui ait été juste envers tous les citoyens également, et je me rétracte sans hésiter. Je demande même beaucoup moins : qu'on me démontre que, terme moyen, la république a été plus juste que la monarchie, que la classe non gouvernante et la basse classe, gouvernées républicainement, ont été plus respectées, plus prospères et plus heureuses que les mêmes classes sous le gouver-

nement monarchique, et je me range à l'instant; et je confesse que la forme est tout, que le fond en est une dépendance nécessaire, et que, lorsque la forme démocratique aura triomphé de ses rivales, l'humanité n'aura plus rien à désirer et que tous les hommes seront heureux.

Je soupçonne fort que la lutte actuelle entre les républicains et les royalistes est une querelle de puissance à puissance, ou plutôt d'ambition à ambition, d'égoïsme à égoïsme, querelle où le peuple n'a que voir puisqu'il n'y a rien à gagner, puisqu'il sera toujours également opprimé et pressuré, soit au nom du roi, soit en son propre nom, par et pour le vainqueur. Je soupçonne qu'au despotisme des rois, ou des nobles, ou des banquiers, il est tout bonnement question de faire succéder le despotisme de la multitude ou de ses soi-disant fondés de pouvoirs; qu'il ne s'agit que de substituer une ochlocratie à une monarchie ou à une aristocratie. Qu'on me prouve le contraire : qu'on me prouve que ceux qui veulent la république ne veulent pas surtout s'élever comme les courtisans refusent de descendre, dominer comme les courtisans refusent d'obéir; et on me rendra un inappréciable service. Car, pour le bonheur futur du peuple, je voudrais pouvoir espérer dans les républicains, qui, chaque jour, gagnent du terrain auprès des réformateurs *formalistes*. Lorsqu'ils auront réussi à dissiper en partie la peur que jusqu'ici ils ont paru prendre à tâche d'inspirer, ils finiront par l'emporter sur leurs

adversaires de cour, dont le système représentatif, au moyen de son escrime à feintes parlementaires, n'a pu assurer le triomphe que pour peu de temps, et qui succomberont bien vite dans les mêlées plus rudes, mais aussi plus franches, des places et des rues.

Je ne demande pas mieux, je le répète, que de croire au désintéressement des républicains. Si les rois continuent, comme ils font, à ravaler la monarchie, nous verrons bientôt les républicains à l'œuvre; et il serait heureux que du succès seul de la république dépendissent le salut de la société et la prospérité du monde. Mais l'efficacité et la suffisance de la démocratie doivent auparavant ne laisser aucun doute, ainsi que la vertu des faiseurs qui travaillent dans ce sens. C'est surtout l'histoire du passé que j'interroge afin d'y trouver des garanties pour l'avenir.

Mais l'impassible histoire est là, muette, sinon accusatrice. Les preuves que je réclame, je ne pense pas trop m'avancer en défiant qui que ce soit de me les y signaler.

Je n'ai pas caché dans la série de ces écrits, mon peu de respect pour les formes *seules*, auxquelles on professe de nos jours une dévotion si passionnée. Je pense que les formes dont on s'est servi pour nous délivrer du despotisme des hommes, qui certes est un mal, nous ont abandonnés sans défense au despotisme des choses, qui est un mal beaucoup plus grand. Car les hommes n'étant pas plus nécessairement méchants que bons, parmi les chances à courir avec eux il y en

à toujours de favorables. Quant aux choses, inintelligentes, elles ne sont par elles-mêmes ni bonnes ni mauvaises : c'est de la matière inerte, dont les passions humaines se font un instrument à leur profit, que l'égoïsme exploite, que l'intrigue tord dans tous les sens, que la violence brise, dont la faiblesse et la simplicité portent tout le poids. Le despote *peut* avoir puisé dans l'éducation des principes de justice, avoir le cœur noble, le sens droit, le caractère humain; et sous lui il *peut* y avoir possibilité, sinon probabilité, de voir régner l'équité et la raison. Mais là où il n'y a plus de principes de vérité et de droit, socialement reconnues; là où les hommes sont impuissants contre la négation de toute certitude, négation identifiée avec les faits; quelle chance reste-t-il de bien, de réforme, de progrès, d'avenir? Évidemment aucune.

J'ai entendu, dans mon enfance, les hommes du mouvement social crier : « Périssent les colonies plutôt que les principes! » Peu après les hommes d'État criaient : « Périssent les principes plutôt que les colonies! » De nos jours, chacun se dit : « Périssent les principes et les colonies, périsse le monde entier plutôt que moi! » Cela a marché vite; et, croyez-le, cela marchera encore et ne s'arrêtera pas.

L'unique planche de salut pour la société, ce sont donc des principes, dominant à la fois les hommes et les choses : les formes gouvernementales, les plus libres que puisse comporter l'humanité, en découleront sans peine comme un effet de sa cause. Il vaut

mieux mille fois pour la société actuelle un maître absolu, convaincu de l'existence de Dieu, source de toute justice, et de son intérêt personnel à lui de rendre l'homme heureux dans ce monde s'il veut lui-même être heureux dans l'autre, que la liberté la plus entière, la république la plus démocratique, le vote universel en un mot et le prétendu gouvernement de tous par tous, sous l'empire du libéralisme sans principes, sans vérité, sans devoir, sans droit. Il vaudrait mieux même un despote retenu par les préjugés de la foi, quelque peu sûre que soit cette garantie, que notre ordre constitutionnel-représentatif qui n'offre de garantie d'aucune sorte. Je trouve beaucoup plus de motifs d'espérer pour un peuple, encore croyant lui-même, dans les sentiments religieux et moraux d'un roi croyant, que dans toutes les chartes-vérités et tous les pactes promulgués, sanctionnés et jurés de nos monarchies flanquées de phrases et de poignées de mains républicaines, mais où tout a été attaqué, dénigré, conspué, tout jusqu'à la religion, la morale, l'honneur, la franchise, la probité, la bonne foi, le désintéressement, la vertu.

Ce n'est pas là repousser la liberté; c'est ne pas croire à de vains caractères tracés sur le papier, à des paroles jetées au vent : ce n'est pas appeler le despotisme; c'est avoir conservé de la confiance aux hommes que le raisonnement éclairé peut, de méchants, rendre bons, plutôt qu'aux marques extérieures de la bonté dont la mauvaise foi fait, depuis quelque temps, un si scandaleux abus.

C'est vouloir mettre l'humanité sur la seule voie qui puisse la conduire au bonheur, la voie de la justice, dont l'application sociale a pour conséquence immédiate le bonheur de tous. La liberté de tous en est également une conséquence nécessaire, mais seulement lorsque tous se trouvent sous l'inspiration, l'influence et le contrôle d'un même principe, spirituel et moral : la liberté de tous sans ce principe directeur, c'est la plus épouvantable des anarchies. La justice sociale exige qu'il n'y ait point de priviléges pour ceux que le hasard de la naissance a favorisés et dont la société protége la fortune comme un droit acquis inhérent à l'ordre existant, ou du moins qu'il n'y ait que des priviléges rigoureusement compensés; elle exige que ces priviléges n'aillent jamais jusqu'à priver un seul des membres de la société des besoins de la vie ou des avantages de l'éducation nationale.

Présenté sous cet aspect, le bonheur de tous consolidé par la libre volonté de tous, prouverait que la société est parvenue à un haut point de moralité dont je crois qu'elle est encore fort loin. Cependant ce bonheur doit être préparé et consolidé, en d'autres termes il faut qu'il y ait justice sociale coûte que coûte et n'importe comment, si l'on veut que la société reste debout. Ce résultat, le seul réel, le pouvoir peut, s'il veut, le produire *dès à présent;* la liberté le voudrait, qu'elle ne le pourrait *pas encore :* dû au pouvoir, la liberté saura maintenir ce résultat, et aucune force ne prévaudra plus contre lui. Je fais

donc appel au pouvoir pour qu'il redresse, *dans son propre intérêt d'existence*, les justes griefs des classes opprimées et souffrantes contre l'oppression de toutes les aristocraties. Ce serait un acheminement vers la liberté qui, fondée sur l'équité, assurerait à jamais le bonheur social, et rendrait le pouvoir social aussi stable que l'ordre qu'il aurait établi.

Quand la vertu sera constituée, ce que, il faut se hâter de le dire, elle n'est encore nulle part, c'est-à-dire quand elle sera basée, non plus sur le sentiment et l'autorité, mais sur la logique et la raison; quand le devoir ne s'appuiera plus sur de vagues traités de morale, l'immortalité de l'ame sur les élans de l'imagination et le désir du cœur, et Dieu sur les leçons du catéchisme; quand le principe de toute certitude humaine reposera sur la conscience de nous-mêmes et les conséquences déduites *par identité* de ce fait irrécusable, il n'y aura plus de despotisme possible. S'il en était resté debout, même en théorie, il s'écroulerait devant le pouvoir qui abolirait *immédiatement*, dans son intérêt autant que pour accomplir ce qu'il saurait être son premier devoir, *tous* les priviléges attachés à la naissance et à la richesse par nos institutions d'iniquité, que les seuls privilégiés ont établies à leur avantage exclusivement et qu'ils maintiennent. Ce pouvoir alors serait infailliblement populaire, c'est-à-dire *fort* dans le vrai sens du mot; et le peuple serait heureux, dans le même sens, parce que la société lui assurerait son existence physique

et le développement de ses facultés spirituelles; et la société *progresserait*, cette fois aussi dans le vrai sens du mot, à mesure que progresseraient les intelligences individuelles, toutes dirigées, par l'instruction sociale, vers un seul et même but, qui serait nettement posé et clairement compris, savoir le bien de l'humanité.

Ce serait encore du despotisme, sous un certain point de vue, puisqu'il se chargerait de régler des intérêts dont on ne lui aurait pas formellement confié le soin; mais il les réglerait, si ce n'est à la satisfaction des privilégiés, du moins à celle des masses exploitées par eux. Le despotisme sera, plus ou moins, le seul moyen de gouvernement applicable, tant que la société ne sera pas parvenue au point de perfection qui permette à tous les citoyens d'y prendre part. La seule condition qui désormais lui soit imposée par la situation des esprits et la force des choses, et imposée comme condition d'existence, c'est d'être vivace et vivifiant, progressif, réparateur des injustices passées, émancipateur des classes asservies, libérateur de l'humanité, je dirais presque révolutionnaire, si par révolution on n'entendait communément la violence et le désordre.

On sent bien que dans cet accord intime entre le pouvoir et le peuple, il n'y aurait plus de place pour l'aristocratie politique de noblesse ou de finance, pour les brocanteurs de paroles, les tripoteurs en légalité, les vantards en opposition, les casseurs en radicalisme, les croquemitaines en communisme. La

véritable égalité, l'égalité par l'éducation, ne permettrait plus d'admettre d'autre supériorité sociale que celle du génie, d'autre popularité que celle du dévouement.

Tout par nous et pour nous; telle a été jusqu'ici la devise des dépositaires du pouvoir. *Tout pour les masses et par nous;* telle doit être désormais celle du pouvoir futur, s'il veut résister avec quelque chance de succès aux spéculateurs en révolutions politiques, qui hurlent du plus creux de leur poitrine: *Tout par le peuple,* se disant à demi-voix, *et pour nous.* Dans cette voie seulement la société marchera vers l'avenir humanitaire dont la devise pourra être enfin : *Tout pour le peuple et par le peuple.*

La véritable question est donc, non celle de liberté, mais celle de justice. On peut être fort libre sans qu'il y ait justice; mais pourvu qu'il y ait justice, il y a toujours assez de liberté. Dès que la justice sera sociale, la liberté politique existera. Et la société ne sera juste que lorsqu'il n'y aura plus un seul droit violé dans aucun de ses membres; lorsque le moindre des priviléges créés par l'inégalité réelle des individus et l'organisation sociale qui les hiérarchise d'après cette inégalité, sera compensée par un privilége analogue; lorsque *tous* auront la vie assurée avec le développement de leurs facultés intellectuelles et morales, et la jouissance modérée des plaisirs dont la civilisation a composé le bonheur.

Dans l'état social actuel, on rencontre, parmi les

heureux de la terre, nombre d'hommes honorables qui, supposé cet ordre de choses juste, supposition cruelle bien plus encore que gratuite, ne font de tort à personne, font même un peu de bien autour d'eux, vivent tranquilles et meurent sans remords.

Je ne prétends pas, à Dieu ne plaise! changer tous ces honnêtes viveurs en grands criminels. Je veux seulement les prévenir du danger qu'ils courent *quoiqu'honnêtes*, et parce que de vrais coupables les ont précédés, parce que surtout ils font partie d'une société coupable, et qu'ils jouissent du crime social commis. Je veux disculper la Providence qui doit punir la société rebelle à ses lois, et *qui les punira* eux, sans qu'on puisse pour cela l'accuser de frapper des innocents. Cela ne me sera guère difficile.

Je ne me servirai pas contre eux de tous mes avantages. Je pourrais leur dire : « Si vos pères vous avaient légué un bien que vous sauriez avoir été mal acquis, croiriez-vous en conscience pouvoir le garder? Quoi, si c'étaient vos grands-pères? vos aïeux? si en un mot votre fortune avait eu pour source une injustice? Le temps ne fait rien à la chose. Il n'y a pas de prescription en morale. Le mal et le bien sont absolus : ils ne changent pas de nature en changeant d'époque et de théâtre. Le mal, à moins d'être réparé, entraîne nécessairement sa conséquence.

Cela est vrai pour toutes les fautes que les hommes puissent commettre : car toutes sont des violations de la loi de Dieu. Une faute contre l'hygiène produit la

perte de la santé. Une faute morale produit le désordre. Les fautes politiques produisent la perte des États [1]. L'injustice sociale, qui est la faute des fautes, produira aussi le mal qui comprend tous les maux ensemble, le renversement de la société.

Un individu, je le sais fort bien, ne peut réparer à lui seul l'iniquité générale; plusieurs ne le peuvent pas davantage. Ce sera du moins beaucoup quand un ou plusieurs auront la conviction que la société dont ils font partie est injuste, qu'elle est fondée sur l'injustice, organisée exclusivement pour que cette injustice se consomme et se maintienne. Dès que tous partageront cette conviction, que ce sera chose prou-

[1] J'ai déjà, dans un des précédents numéros, signalé la faute *politique* que la révolution belge a commise en scindant le royaume des Pays-Bas. Cette faute, dit-on, est désormais irréparable. Soit. Je constate seulement que la conséquence qu'elle entraîne ne saurait être évitée. Il n'y aura de société vraiment stable que lorsque la justice aura été socialement reconnue comme principe, d'humanité stable que lorsqu'elle l'aura été humanitairement. Jusque-là la force matérielle et la richesse domineront l'humanité et la société; et la plus grave des fautes sera de se laisser dépouiller de ces conditions d'existence. Cette faute, les deux royaumes qui, il y a dix ans, n'en formaient qu'un, s'en sont rendus coupables, et ils en porteront la peine. La Belgique et la Hollande également appauvries et affaiblies, succomberont politiquement l'une et l'autre à cause de leur politique fausse. Réunies, elles n'auraient succombé que comme toutes les sociétés, à cause de leur injustice sociale.

vée pour chacun et prouvable par chacun, l'injustice sera bientôt détruite : car tous auront compris qu'il est de leur intérêt de la détruire, tant ceux qui en jouissent aujourd'hui parce qu'ils voudront échapper au danger dont elle les menace, que ceux qui en souffrent.

Mais, avant cela, le danger existera toujours, et deviendra de plus en plus grand jusqu'à ce qu'il éclate, sur la tête des innocents comme sur celle des coupables, non comme punition, mais comme conséquence, afin de rappeler l'humanité aux vrais principes sur lesquels Dieu a établi la loi sociale.

Le dieu de la raison n'est pas plus un dieu vengeur qu'un dieu variable, tout au contraire du dieu des *révélationistes,* devant les vengeances duquel ceux-ci doivent pouvoir faire trembler les dévots pour qu'ils cherchent à détourner sa colère et à mériter ses bonnes grâces, de la manière qu'indiquent ses prêtres. Les lois divines, au moral comme au physique, sont immuables ; il n'y a pour elles ni temps ni espace ; elles ne transigent jamais, ni sur rien, ni pour personne. L'homme le plus vertueux, le plus religieux, s'il se trouve sous un toit qui s'écroule, sera écrasé comme le plus scélérat : sa probité, sa charité, sa piété profonde, sa foi vive, son ardente prière, ne le sauveront pas. Il trouvera ailleurs la récompense qui lui est due ; c'est la loi morale : mais avant tout, il faut que la loi physique trouve son application, et qu'il meure.

Il en est de même de l'homme dévoué à ses semblables, qui leur a sacrifié sa fortune et sa réputation, et qui est prêt à leur faire le sacrifice de sa vie. S'il appartient à une société égoïste et corrompue, que le scepticisme et l'anarchie font finalement toucher à un bouleversement général, il périra avec elle; il subira, comme les plus corrompus et les plus égoïstes, les conséquences de la loi suprême que Dieu a fondée sur l'ordre par la justice, et dont il a voulu que la confusion, la destruction, la spoliation, la violence et la ruine fussent la sanction pénale.

Être juste est donc le devoir fondamental, le devoir-principe, d'où découlent tous les devoirs. L'homme juste sera sauvé : ici-bas et avec la société, si la société elle-même se sauve, c'est-à-dire si elle est juste aussi; ailleurs, si la société encourt la peine que l'injustice entraîne toujours et nécessairement. Soyons donc justes; c'est, en tout état de cause, la condition morale *sine qua non* de notre bonheur : après cela, prions si nous voulons; c'est l'épanchement d'un cœur tendre, mais qui ne change en rien l'ordre des choses conforme à la loi de Dieu. La prière sans la justice est pour l'individu une aggravation de faute : c'est demander à Dieu qu'il viole sa loi et se rende complice de l'iniquité. Le juste qui implorerait la conservation d'un état social injuste, je ne dis pas qu'il offenserait Dieu; Dieu ne s'offense de rien; mais il commettrait la grave erreur de croire que, du principe de toute perfection, de tout bien, peuvent naître le mal et le

désordre : il serait, sinon plus coupable, du moins plus inepte que celui qui, ayant la main dans les flammes, demanderait à Dieu qu'elle ne brûlât pas.

Je distingue trois espèces de justice : deux privées, une générale. La justice légale est celle qui met l'homme à couvert des rigueurs de la loi, faute de preuves ou de preuves suffisantes pour l'atteindre. On peut être un fort malhonnête homme, et avoir sa conscience légale en repos : il ne faut pour cela qu'une position sociale à l'abri du besoin, la crainte du bourreau, une légère connaissance du code, de l'adresse et du sang-froid.

La conscience d'homme est souvent en contradiction avec cette conscience-là : car, si les lois sont injustes, la conscience d'homme ordonne de les enfreindre; si elles sont justes, elle veut, non-seulement qu'on ne tombe pas sous leur coup, mais encore qu'on les respecte, quand même on serait assuré de pouvoir les violer impunément. La conscience humaine exige que l'homme se soumette aux devoirs dont son éducation, tant morale que religieuse, et les circonstances au milieu desquelles il vit, ont constitué sa morale personnelle, fondée sur des idées préconçues et des conclusions *préjugées*, et consacrée par l'habitude. L'accomplissement de ces devoirs peut être aisé ou difficile, doux ou pénible, ou impossible même pour ainsi parler. L'homme riche, par exemple, n'aura pas de peine à ne point voler les choses nécessaires à la vie; il lui en coûterait même de les voler, pour peu

qu'il ait reçu quelques notions des devoirs imposés par le Décalogue. Dans le besoin, le pauvre aura à combattre pour ne pas se procurer aux dépens du riche ce qui rendrait l'aisance à sa famille; il aura, lui, du mérite à ne pas voler. Quant au pauvre dans le dénuement, qu'un morceau de pain arracherait à la mort, avec sa mère, sa femme et ses enfants, il prendra le morceau de pain là où il le trouvera. Il sera puni; soit : mais sera-ce parce que la loi est juste? Oh! non : c'est parce que ceux qui l'ont faite et ceux qui l'appliquent, sont plus forts que lui. Lorsqu'il sera le plus fort à son tour, il agira comme le riche. Il avait été frappé sans raison; il se vengera avec fureur. Et quand cette lutte de brutalité aura amené la débâcle sociale, la raison et la justice qui, seules, auraient pu la prévenir, pourront seules y arracher quelques débris de l'humanité.

Mais la société est-elle réellement injuste? Si elle l'est, grand Dieu! oui, certes, elle l'est; là gît tout le mal : les masses qui souffrent de l'injustice commencent à le comprendre; là est le danger. Car elles le comprendront chaque jour de plus en plus et mieux. Et elles comprendront aussi qu'elles forment l'immense majorité; que, par conséquent, elles disposent de la force; et que le jour où elles se seront organisées pour l'attaque, elles triompheront.

La société est souverainement injuste parce que, au lieu de balancer par des avantages qu'elle peut, qu'elle doit créer constitutionnellement, les prérogatives indi-

viduelles que crée l'inégalité humaine, elle n'a fait que classer celles-ci, les rendre inviolables et les sanctionner par toutes les pénalités à sa disposition. Elle a converti l'inégalité naturelle en droit politique, en privilége social héréditaire. Elle a fait des castes et des corps. L'hérédité de l'illustration, du sang, a été la première aristocratie ; celle de la richesse lui a succédé et règne encore. La noblesse vaincue n'existe plus que de nom : l'hérédité de la richesse a déjà eu à se défendre contre de téméraires théories. Si elle succombe comme celle du rang et de la couleur, on ne sait pas trop ce que deviendra la civilisation moderne, assise tout entière sur la propriété territoriale et sa transmission.

Non pas que j'attaque la propriété héréditaire, foncière ou autre ; ni que je veuille, comme quelques réformateurs socialistes, qu'on l'abolisse ou qu'on la modifie. Ce n'est pas là, selon moi, l'œuvre d'un homme, ou d'une école, ou d'une secte, ou des lois, ou des révolutions. Si, comme je le pense, la propriété individuelle du sol et celle des grands capitaux, et surtout leur transmission héréditaire, doivent subir de profondes modifications, ce sera, selon moi, l'œuvre des hommes, c'est-à-dire du développement intellectuel de l'humanité, des mœurs publiques, du progrès social, du temps. Mais je dis que la propriété est moins encore un droit social qu'un droit naturel. Il n'y a d'autre droit naturel que la force, lequel, exercé individuellement par chacun, constitue l'état de nature ; et cet

état, c'est la guerre aveugle et brutale, qui rend toute société impossible, l'association des hommes entre eux supposant l'usage prépondérant de l'intelligence et la suprématie du droit moral ou de la justice. Dans ce sens, la société a intellectualisé le droit de propriété et d'hérédité, en le faisant servir de base à son organisation. Mais il n'en reste pas moins un privilége, établi exclusivement par et sur les institutions conventionnelles et positives de la société, qui ont légalisé, non un droit naturel, mais un fait, que la force ou la ruse ou le hasard avaient posé.

Voici comment les choses ont eu lieu. Les puissants, lorsqu'ils ont fait passer leur société de l'état fœtal, si l'on peut se permettre cette expression, à l'état adulte, lorsqu'ils ont traduit le fait en droit, s'étaient déjà emparé de tout ce qui était à leur convenance. Unis et confédérés, ils furent plus puissants encore; et ils prirent le reste. C'étaient les chefs de famille et de tribu qui, en se nationalisant par la circonscription du sol auquel ils s'attachaient, avaient accaparé ce sol sans conteste et en étaient demeurés les maîtres sans partage. L'organisation sociale consista donc tout entière dans des mesures de conservation, créées par ceux qui avaient tout, contre les entreprises de ceux qui n'avaient rien, et qu'il fallait à tout prix empêcher d'acquérir, puisque, n'y ayant plus à prendre, ils n'eussent pu acquérir qu'en dépouillant les possesseurs. Considérée sous ce rapport, notre civilisation n'exprime pas autre chose que

l'expropriation forcée des faibles au profit des puissants pour cause d'utilité sociale ou d'ordre.

J'accepte cette définition. Mais je demande quelle indemnité a été assignée aux expropriés? Il la fallait large et généreuse, même d'après les principes admis par les *propriétaires politiques*, mais admis seulement pour le cas où on les exproprie, eux, et pour cause d'utilité administrative ou gouvernementale. Les propriétaires sociaux; car le droit de l'homme sur les biens de la terre pour y puiser la vie humanitairement avec tous ses développements, est le plus sacré de tous les droits; n'ont rien reçu pour leur exhérédation ou dépossession, et on les traite comme si légitimement ils n'avaient jamais rien eu à prétendre. On a consacré le fait de l'expropriation comme un droit absolu, naturel, divin, alors qu'on le mettait, autant que faire se pouvait, à couvert contre la force individuelle, véritable droit de la nature brute; et on a passé l'éponge sur le droit de la nature intelligente et morale, sur le droit social en un mot. L'indemnité *socialement due* a été oubliée, et le fait *politiquement accompli* est demeuré droit réel. Renverser brusquement ce fait, ce serait ébranler la société jusque dans ses fondements. Mais aussi lui laisser tout l'odieux d'un privilége sans contrepoids, c'est exposer cette société à tous les maux que l'iniquité ne manque jamais de produire.

Qui dit privilége, dit injustice : car le privilége d'un ou de plusieurs est la violation flagrante des

droits de tous les autres. La société a-t-elle cherché à rendre le privilége de la propriété moins nuisible, moins vexatoire? Aucunement. Elle l'a au contraire exagéré; elle a favorisé de tous ses moyens l'accumulation et la conservation des richesses en le moins de mains possible. Dès lors, ce privilége, si on ne peut le détruire, s'il est nécessaire à l'existence de la société, il faut se hâter de le balancer par des avantages correspondants, accordés à ceux qu'il lèse. Ce sera tout à la fois neutraliser le privilége et assurer la société.

La richesse sociale qui est, dans le fait, la richesse de tous, celle qui doit faire le bonheur de tous les associés, chacun pour sa part, si on la concentre, si on l'immobilise en monopolisant les lumières, qui donnent le pouvoir avec les moyens de faire tourner ces lumières au profit de quelques-uns seulement, propriétaires à la fois du sol et des capitaux, on doit le dire, le plus effroyable despotisme intellectuel et réel pèse sur l'humanité, sans qu'elle ait, si ce n'est par la violence, l'espoir de se relever jamais de cette servile oppression.

L'esclavage n'est plus direct; certes : il n'y a plus, du moins entre blancs, *vente de l'homme à l'homme*. Mais il y a esclavage indirect par le moyen du salaire.

Le salaire n'était pas un mal matériellement senti, lorsqu'il était la rétribution consciencieuse du travail; c'est-à-dire, lorsqu'il y avait conscience chez ceux qui font travailler, parce que le riche croyait encore en un Dieu, père du pauvre comme le sien, et au

même titre, et parce qu'il attendait dans une autre vie la punition ou la récompense de sa conduite envers les autres hommes, tous également, pauvres et riches, ses frères en Dieu. Mais aujourd'hui qu'il n'y a plus que de l'égoïsme sceptique et incrédule, du calcul matériel, la spéculation intéressée de l'individu ne vivant que pour lui seul, *l'homme à l'usage de l'homme,* comme une machine qu'on achète ou qu'on loue, qu'on fait marcher, qu'on engraisse tant qu'elle sert et qu'on brise après, le salaire en un mot, c'est pis que l'esclavage, puisqu'il ne reste au salarié aucune garantie dans l'intérêt du capitaliste, contre le délaissement, le renvoi, qui pour lui est un arrêt de mort.

L'esclavage non plus n'est un mal qu'en principe, sous l'empire de la foi en l'égalité humaine dominée par l'infinie justice de Dieu. Mais ce principe même n'a pu rester à côté de celui qui avait rétabli la dignité de l'homme en droit comme en fait. Dès que l'esclave ne fut plus essentiellement *une chose* d'une nature inférieure à celle du maître, dès qu'il eut le même culte et crut au même Dieu, à la même destinée, il n'y eut bientôt plus ni maîtres ni esclaves. Quand Dieu et l'âme seront socialement *prouvés* aux hommes, le droit de salaire, en tant qu'abandonné sans restriction comme sans contrôle à l'arbitraire du capitaliste, fera place, d'abord à la part que la société assignera elle-même à l'ouvrier dans les bénéfices qu'il réalise pour le capitaliste, puis, de commun accord, à l'association entre les travailleurs et les dépositaires des instruments de travail.

La liberté n'est encore qu'une théorie qui doit se convertir en application. Car la liberté appliquée, c'est toujours la justice; et nous avons suffisamment démontré que la justice, dans une société du privilége, est un mot vide de sens. La liberté est une virtualité sans plus, à laquelle il faut ouvrir la voie pour qu'elle puisse se poser comme actualité : c'est ce que serait le droit de penser pour l'homme privé de tous ses sens, le droit de se mouvoir pour le paralytique. La vie est indispensable à qui veut agir librement, et il n'y a réellement vie que lorsqu'elle est assurée contre les besoins de toute espèce, ceux de l'esprit et du cœur comme ceux de l'estomac. Il faut en outre qu'on puisse, par le travail joint aux connaissances, se procurer les moyens de développement dans toutes les directions. Mais le travail suppose des instruments, de la matière première, des capitaux surtout, et les lumières de l'instruction qui les font valoir. La société doit, en conséquence, garantir le travail et les instruments par lesquels il devient productif; elle doit garantir l'instruction qui le met dans le cas de produire le plus utilement et aux moins de frais possible; enfin elle doit avant tout garantir l'éducation publique et commune, qui fait de tous les citoyens, plus ou moins riches et intelligents, une seule famille de frères par la justice, s'entr'aidant avec cordialité et dévouement.

Nous avons vu qu'il faut déjà quelque aisance pour n'être encore que salarié : quiconque n'a rien, salarié de

nom, est de fait l'esclave de quiconque le paie et peut, quand il lui plaît, le faire mourir lentement en diminuant sa *journée*, subitement en lui ôtant tout travail. Outre cette terrible et désespérante incertitude, nous avons vu que le salarié ne peut jamais parvenir à acquérir assez de connaissances pour s'élever dans la société. A moins d'un coup du sort, d'un gros lot à la loterie, dirai-je, les enfants du salarié seront salariés eux-mêmes, et ne transmettront leur pénible existence qu'à des salariés qui, comme leurs pères, après une vie de sacrifices, de tribulations, d'abrutissement, n'auront pas avancé d'une semelle. Même le gros lot ne les sauverait pas : car où auraient-ils appris à faire usage de l'argent, à acheter la science comme le plus précieux des biens, qui seul rend l'argent utile et profitable, et conserve la fortune par l'intelligence aussi bien que l'intelligence par la fortune. Enfin, le salarié dans le besoin et sans cesse menacé du dénuement, est un vrai mercenaire, en butte à toutes les passions, à tous les caprices, aux injustices et aux avanies du riche, contre lequel il n'a pas à opposer de défense, puisque la justice, c'est encore le riche ou l'homme soudoyé par le riche, qui la rend; or il ne la rend qu'à ceux qui en font les frais : les riches se rendent ou plutôt se vendent la justice exclusivement entre eux, comme ils font de l'instruction, comme ils font du pouvoir. La société est une marchandise qui leur appartient en propre; qu'ils se sont partagée, et dont, en brocanteurs de mauvaise foi, ils s'amusent à s'arracher et à s'escamoter les lambeaux.

Quoiqu'il n'y ait donc pour personne déni de justice, quoique, bien au contraire, la justice soit le droit de tous, et qu'elle soit nominalement égale pour tous; cependant il y a, pour le pauvre, impossibilité de l'obtenir contre le riche. Il n'y a pas condamnation à l'ignorance; le sanctuaire de la science est ouvert pour tous : mais le pauvre, faute de pouvoir y payer l'entrée, ne saurait en franchir le seuil. Il n'y a pas, de par la loi, de caste de prolétaires : la loi ne déclare-t-elle pas la liberté d'acquérir? Mais pour acquérir, il faut déjà avoir, et ceux qui n'ont rien n'acquièrent jamais. Finalement, nul n'a le droit légal de vie et de mort sur ses semblables; mais la loi qui défend à l'ouvrier de soustraire au capitaliste de quoi soutenir sa vie, reconnaît au capitaliste la liberté illimitée de refuser les moyens de vivre à l'ouvrier. C'est là, si l'on veut, de la justice politique, constitutionnelle même et représentative. Mais de la justice réelle, de la justice absolue, de la justice sociale, certes ce n'en est pas.

Cependant le moment est venu de faire triompher ce véritable et unique élément d'organisation, qui doit servir de fondement à la régénération humanitaire. Avec des idées et des théories nouvelles, ou du moins nouvellement descendues dans les masses, sur l'industrie et le travail, l'émancipation du prolétariat, et la charité constituée légalement pour le bien-être général, il est aussi né des besoins et des intérêts nouveaux, qu'il est urgent de satisfaire. Mais tout cela est encore confus. Il faut y introduire de l'ordre, le

régler, le faire pénétrer graduellement, avec méthode et sans secousse, dans la pratique. Il faut faire organiquement, légalement, pacifiquement et bien, ce que, sans cela, les masses feront (car il est de nécessité que cela se fasse) révolutionnairement, violemment, tyranniquement et peut-être mal. Sera-ce en *laissant passer*, en *laissant faire* qu'on y parviendra? C'est-à-dire, chargera-t-on le hasard et la force aveugle et brutale de cette œuvre immense d'intelligence et de justice [1]?

[1] Un discours prononcé il y a quelques semaines, au nom de l'université libre de Bruxelles, a fait grand bruit, à cause de la profession de foi stationnaire qu'il renferme. Dans la bouche des catholiques, cette profession de foi serait un aveu, qu'ils n'ont plus l'imprudence de laisser échapper. Dans celle des libéraux, c'est un engagement qu'ils savent bien ne pas pouvoir tenir, et dont ils devraient s'épargner l'hypocrisie.

Il faut marcher : cela me paraît hors de doute. Mais marcher, c'est, tout pour le moins, changer de place. Il faut donc changer quelque chose, *innover*. Il est temps que tout le monde comprenne cela, même les rois; et si on ne se croit pas la mission de le leur rappeler, il est bon néanmoins qu'on ne leur dise pas le contraire.

Tout marche, en avant ou en arrière, à droite ou à gauche; tout change donc, jeunes et vieux, riches et pauvres, rois et peuples. Et ceux qui prétendent s'immobiliser, changent encore par le seul changement de leur position vis-à-vis de ceux qui se meuvent. L'autorité d'autrefois avait opéré un temps d'arrêt dans la marche des choses. Le libéralisme examinateur leur a de nouveau imprimé le mouvement, et l'a même singulièrement hâté. Ses représentants

Récapitulons.

Le droit égal de tous, c'est le droit au bonheur par la liberté. Ce droit n'est réalisable qu'au moyen de la jouissance de ce qui procure ce bonheur. La propriété est donc, en principe, de droit commun. Mais la société a été établie, de fait, sur la propriété individuelle et transmissible individuellement, et pour la

du siècle passé étaient les innovateurs par excellence; ceux du siècle présent sont ce qu'étaient leurs ancêtres, plus la dissimulation et la peur. Aussi, forcés, par une conséquence irrésistible de leurs principes, à changer toujours, ils tremblent à chaque pas qu'ils font, et ils protestent sans cesse qu'ils ne bougent point.

Soyons donc hommes! Et n'approchons pas les rois, ou disons-leur franchement : « Tout n'est pas mal; il ne faut détruire que ce qui l'est : mais tout n'est pas bien, et le bien seul doit être conservé. Le premier devoir de l'autorité est de protéger l'enseignement qui fait distinguer le bien du mal, qui enseigne par conséquent à *innover* dans le bon sens. Car ne pas innover est impossible; il n'est possible que de diriger les innovateurs de manière à ce que toujours ils respectent le droit et n'attaquent jamais que l'abus. Cette heureuse innovation dans les idées préparera la réforme progressive et pacifique dans les institutions et les choses, laquelle, empêchant l'innovation brutale et aveugle, le bouleversement, la ruine, sera toute au profit de tous, rois, peuples, grands, petits, puissants et faibles. »

Quand le peuple, qui ne demande pas mieux, comme on le lui impose, que de pouvoir être content de son sort, et qui, précisément à cause de cela, doit désirer et désire en effet beaucoup de changements; quand le peuple aura une

maintenir. Or cette propriété est un privilége, une injustice que, puisqu'il serait dangereux pour l'ordre social de la supprimer *ex abrupto*, il faut contrepeser par un autre avantage, en faveur de ceux dont il neutralise le droit au bonheur, et pour que celui-ci ne soit point définitivement foulé aux pieds. En voici quelques moyens :

université aux enseignements de laquelle il aura réellement part, ce sera là le langage qu'il fera tenir aux délégués de cette école que l'on pourra alors qualifier de *nationale*. En attendant, les universités de l'État meurent lentement et sans bruit comme la forme de gouvernement qui les alimente : ainsi que cette forme prescrit, elles *laissent passer* les faits, et *laissent faire* au temps. L'université catholique qui voudrait conserver bien au delà du vrai, du bon, du beau, du juste et même du besoin actuel, se garde soigneusement de rien dire, et elle a raison : c'est le meilleur moyen de continuer à agir comme elle fait. On a cru devoir faire parler l'université de la capitale et la faire parler clairement. Or, il est de l'essence du principe qui lui a donné l'être, d'afficher des prétentions à l'organisation, à l'ordre : ses interprètes, sans égard à la position que ce corps enseignant a prise, probablement après de mûres réflexions, et que dès lors il doit garder avec fermeté et dignité; sans égard à leur propre impossibilité de rien coordonner, de mettre aucun accord entre les éléments dont les doctrines libérales se composent, ont voulu prendre acte de leurs aspirations personnelles à l'immobilisme. Je fais des vœux sincères pour que cette gaucherie courtisanesque n'ait pas pour l'université libre elle-même des conséquences diamétralement opposées à celles du silence adroit de sa rivale.

Que toute propriété privée dont la conservation n'est pas évidemment utile à la société, indispensable à l'existence de la société, soit peu à peu abolie par l'abolition de sa transmission héréditaire; que cette propriété ayant fait retour à la société serve à dégrever avant tout les masses souffrantes; que celles-ci, frustrées par la société de leur part équitable à la propriété commune, soient aussi exemptées par elle de toute charge commune quelconque; qu'il leur soit assigné un *minimum* au-dessous duquel la société ne permette jamais qu'elles descendent sans leur faute; que l'éducation et l'instruction leur soient données gratuitement par la société : somme toute, que, dans les institutions sociales, comme dans l'esprit qui les dicte, comme dans les mœurs qui créent cet esprit, comme dans les convictions sur lesquelles les mœurs sont fondées, comme dans l'état des connaissances socialement admises, et dans le principe unique et absolu qui sert de base aux connaissances, tout tende à répartir le plus équitablement possible le bien-être que fournit la terre et qui est pleinement suffisant *pour tous*, et à faire supporter *par tous* les calamités privées, qui dès lors ne seront plus senties par personne, cette assurance mutuelle contre le malheur étant, bien entendu, organisée par la société et non par l'intérêt individuel; que tout tende à réparer les torts de la fortune, les erreurs du hasard et les nécessités de la civilisation, à faire constamment tourner le progrès des lumières et l'augmentation du

bien-être à l'avantage croissant, avant tout et surtout, des classes les moins aisées, afin de relever celles-ci le plus possible, sans jamais abaisser les autres, afin de faire faire place au banquet social pour ceux que Dieu y a conviés, ce Dieu qui ne pouvait qu'y convier TOUS LES HOMMES.

Dieu, s'écriera-t-on, et toujours Dieu! et le spiritualisme, et l'immortalité de l'ame! de la religion, de la morale et de la philosophie pour remède à tous nos désordres, à tous nos maux! Est-ce de ces principes abstraits que nous avons besoin? Est-ce de la métaphysique qu'il nous faut? Quand tout s'ébranle autour de nous; quand l'édifice social craque de toutes parts; quand les gouvernements sont devenus impossibles, et les oppositions impuissantes; quand on ne sait plus à quelle théorie se cramponner, à quelle forme se vouer, quelle voie suivre; quand on repousse le despotisme et qu'on tremble devant la liberté; quand il n'y a plus de vérité que le fait, d'autorité que la force, de droit que l'occupation, de mérite que le succès; quand l'immoralité de tous effraie chacun, et que la misère du grand nombre menace le petit nombre et son monde social : ce n'est ni de mots qu'il s'agit, ni d'idées, ni de raisonnements, ni de systèmes; mais bien de choses et de choses très positives, nettes, déterminées et tranchées; ce sont des hommes pratiques qu'il faut, et non des idéologues, des songe-creux.

— Hélas! je ne demande pas mieux. Mais qu'est-ce

qu'une chose, si ce n'est la réalisation d'une idée? Comment l'établir, la dessiner, l'effectuer, si ce n'est d'après un système conçu d'avance? Et à quel signe reconnaîtra-t-on que le système est bon, l'idée vraie, la chose avantageuse à la société, si le raisonnement ne le démontre? Et comment le démontrer d'une manière invincible, si l'on ne part d'un principe incontestablement prouvé, pour en déduire rigoureusement le seul système rationnel et la seule règle de conduite équitable et humanitaire? Les hommes pratiques qu'on invoque, sont-ce les routiniers dont l'incapacité ou plutôt la complète ineptie à une époque qui sort de plus en plus de l'ornière de la vieille routine, a dépassé toutes les plus sinistres prévisions? Sont-ce les tripoteurs qui, depuis tant de temps, ont, comme on dit, la main à la pâte, et qui n'en ont jamais su rien faire de bon, pas même un peu de pain pour les pauvres, tout attentifs qu'ils sont à en façonner des gâteaux pour eux? Sont-ce les escamoteurs gouvernementaux qui enflent si adroitement leurs poches aux dépens de celles du public, ce qu'eux-mêmes dans un pays voisin qualifient parlementairement de *vol*, mais de cette espèce de vol dont on ne rougit pas, puisqu'il enrichit à millions et n'expose pas aux tracasseries judiciaires [1]? Sont-ce les financiers qui, entassant

[1] Les hommes *pratiques* qui gouvernent la Belgique en ce moment, traitent de *surannées* les idées qui faisaient autrefois regarder les gouvernements comme des sangsues

emprunts sur emprunts, consomment chaque année les ressources de toute une génération, et dévoreraient l'avenir de la société, si la société future pouvait respecter ce gaspillage par anticipation, et si elle ne devait pas un jour rejeter sur ces absurdes et coupables *économes* tout ce qu'ils auront préparé d'embarras, de malheurs, de honte et de ruine?

et les peuples comme des victimes. Or voici pourquoi, selon les ministres belges, ces idées sont *entièrement fausses aujourd'hui*. C'est parce que nous avons eu, comme l'Angleterre et comme la France, notre révolution. Cela veut-il dire que, cette révolution ayant tiré ces messieurs de la foule des exploités pour les placer au rang du très petit nombre des exploitants, il n'y a plus d'exploitation du tout? Ce serait là une singulière logique.

Elle ne le serait cependant pas plus que cet argument-ci, également officiel :

Autrefois l'exploitation se faisait par le roi ou ses ministres. Maintenant qu'il y a le roi, les ministres et les chambres, ou *le pays tout entier*, le pays ne peut plus que s'exploiter lui-même, voler dans ses propres poches. Cela est juste,.... pourvu toutefois que le pays consente à se laisser réduire à d'aussi maigres proportions.

Les ministres le pensent, parce que, disent-ils, les tentatives de réforme électorale sont généralement accueillies avec froideur. De réforme électorale! Candide ministère! Il est bien question de cela. Des élections moins étriquées que donneraient-elles? Un léger changement dans le personnel d'un des prétendus tiers du pays; voilà tout. Et c'est précisément pour cela que ce tiers les repousse. Quant à nous, qui ne tenons à aucun des trois tiers, nous ne nous

Assurément, il faut pratiquer, exécuter; ce n'est même que pour appliquer qu'on pense et qu'on raisonne. Mais cela ne veut pas dire, faire à tort et à travers, sans connaissance du passé et du présent, sans vues pour l'avenir; s'agiter pour s'agiter; toujours tourner dans le même cercle; établir aujourd'hui ce qu'on renversera ou laissera renverser demain; n'ob-

en occupons guère; car nous voyons le pays tout ailleurs que dans un peu plus ou moins d'électeurs et d'élus. Nous le voyons dans les masses. Et nous sommons le pouvoir royal, ministériel, parlementaire, peu nous importe, d'améliorer leur condition; et de se hâter, s'il veut qu'il continue à y avoir une société à gouverner : auquel cas on ne fera pas la plus petite difficulté de la lui laisser gouverner en sûreté et en paix.

Et à quoi bon toute cette dépense de phrases parlementaires? à repousser les économies. Hé! mon Dieu, le tiers du pays qui parle (le ministère), le tiers à qui l'on parle (les chambres), et le tiers au nom duquel on parle (la royauté), ont également des priviléges à défendre et à se garantir l'un l'autre, aux dépens du peuple déshérité jusque de sa *légitime*. Et l'on s'étonne que tous les budgets passent! Étonnons-nous plutôt qu'il y en ait jamais un seul de contesté, dans le moindre de ses détails et même pour la simple apparence.

D'ailleurs quelles économies aurait-on l'outre-cuidance d'imposer à un ministère qui vient nous dire : « Le peuple souffre; hé bien, je vais faire droit à toutes ses plaintes. Je lui donne... (devinez-donc!) je lui donne un duc de Brabant et un comte de Flandre. » Qu'on accuse encore nos ministres de ne pas être libéraux!

tenir pour produit net, après une consommation de temps, une déplorable dégradation et immolation d'hommes, que quelques fortunes de plus et pas une misère de moins. C'est effectuer un plan. Or pour l'effectuer, il faut en concevoir un; et pour le concevoir, il faut pouvoir le rattacher à un principe irréfragable dont ce plan ne soit que le corollaire, comme l'application, l'action, est la suite nécessaire de la conception intellectuelle et de la volonté qu'elle a déterminée. Les hommes pratiques qu'on réclame, et qu'on a bien raison de réclamer si ce sont des hommes vraiment pratiques qu'on veut, qui se meuvent *en avant*, dans la seule direction qui soit progressive, celle de la justice pour tous, de l'amour désintéressé de l'humanité, ces hommes commencent par le commencement. La question est de savoir si je me suis conformé à cet axiôme, *oui ou non*.

Le principe social, selon moi, c'est la conscience que nous avons de notre être, conscience qui nous rend tous égaux entre nous et nous met en rapport avec l'être infini. Sans cette conscience et la conviction qu'elle est impérissable, l'homme n'est plus qu'un animal, sans liberté et sans responsabilité, sans droits ni devoirs, et sans sociabilité; il n'y a point d'autre métaphysique que le matérialisme, point d'autre morale que l'égoïsme; ni Dieu, ni vérité, ni justice, ni humanité, ni raison. Car si l'on rompt le lien qui attache tous les hommes à Dieu, comment veut-on pouvoir unir l'homme à l'homme? Le lien de

l'humanité est spirituel exclusivement et divin. Rien de terrestre ne saurait en tenir lieu. La société ne s'invente pas. Dieu l'a posée dans la conscience que nous avons de lui et de nous. Or, je le demande : cette conscience, telle que je viens de la définir, avec toutes ses conséquences, est-elle admise comme prouvée *socialement?* Si elle ne l'est pas, est-ce à tort que je cherche à baser la pratique future sur ce principe, sur ce commencement-là?

C'est un point capital auquel, au risque de me répéter, je consacrerai les dernières pages du présent écrit.

J'ai commencé ma carrière philosophique par combattre l'autorité, ce despotisme de l'intelligence. Plus tard, lorsque je me suis aperçu que le pouvoir qui, lui aussi, avait attaqué l'autorité, ne l'avait fait que pour réaliser un despotisme plus grossier et plus lourd, ce fut le pouvoir même dont j'affrontai la colère. Il se passa alors dans mon pays un de ces événements remarquables, sinon par eux-mêmes du moins par ce qu'ils expriment. L'autorité incarnée dans les catholiques, s'allia avec l'examen représenté par les libéraux, pour renverser la force matérielle qui, du haut du trône, voulait dominer tout ensemble la foi et le doute. Les libéraux ne s'engagèrent envers les catholiques qu'à reconnaître la liberté de croire; mais ils n'adoptèrent nullement le principe de foi : c'eût été retourner en arrière; ils ne le pouvaient pas. Ce furent les catholiques qui firent un pas en avant :

tout en continuant de croire, ils demandèrent avec les libéraux que le doute expérimental, d'un simple fait qu'il était, devînt un droit légal, constitutionnel. Quand cette étrange coalition se fut elle-même élevée au pouvoir, elle écrivit le droit illimité de libre examen, le droit de doute, de négation, dans le code politique.

Dès lors une grande révolution était constatée : la déchéance sociale de l'autorité venait d'être signée par ceux-là mêmes qui lui demeuraient individuellement soumis.

Et dès lors personne ne lui fut plus soumis que par choix, librement, et en conséquence d'un examen préalable, qui lui avait fait regarder ce parti comme le meilleur. La foi, si cela peut se dire, s'était faite protestante.

Mais dès lors aussi, plus rien ne fut certain, plus rien ne fut stable; le doute avait ébranlé la vérité, et le droit s'évanouit devant le doute. L'individualisme envahit la société, l'égoïsme s'empara de chacun de ses membres, la dissolution menaça l'humanité entière. J'entrepris de battre en brèche la seule puissance qui était restée debout au milieu de tant de ruines qu'elle avait amoncelées autour d'elles : *les majorités*. Je démontrai que ces actualités si étroitement pratiques, sans passé et sans avenir, étaient, non le moyen de découvrir la vérité et par conséquent de rétablir le droit, mais seulement une nécessité du moment, une transition entre un reste

d'ordre apparent qu'il fallait provisoirement maintenir à tout prix dans l'organisation des intérêts matériels d'une part, et d'autre part la désharmonie des intelligences et la désorganisation morale. Je soutins en conséquence qu'il était absurde de rien attendre d'elles pour la reconstruction de la société future, qu'elles étaient au contraire destinées à subir en s'y conformant.

Avec sa valeur spirituelle, l'autorité avait perdu aussi toute sa force. Mais le despotisme qui voulait hériter d'elle, ne pouvait jamais avoir d'autre pouvoir que la force brutale. Celle-ci était chaque jour neutralisée de plus en plus par le progrès des lumières, que l'examen accélérait sans cesse et que la presse ne permettait plus de songer à arrêter. Enfin les majorités étaient devenues dangereuses, du moins comme principe absolu de vérité et de droit : le doute ayant rempli sa tâche de démolition, elles allaient désormais creuser le sol même d'où l'examen avait fait disparaître l'ancien édifice social, et où s'engloutirait tout espoir de voir jamais s'élever un édifice nouveau. Il ne restait que la raison.

Je l'interrogeai cette raison sur les causes de la corruption générale, et elle me signala l'incertitude des connaissances morales à laquelle nous sommes en proie, et que nous transmettons toujours de plus en plus sombre à nos enfants, par le défaut de toute éducation publique et par la fausse éducation privée, morale et religieuse, fondée sur le préjugé seulement.

Pour réformer la société, il fallait donc une vérité socialement acceptée, et cette vérité devait être la justice absolue, la même pour tous : c'est Dieu; et l'égalité de tous devant cette justice : c'est l'ame humaine, incorruptible comme son principe et sa fin, afin de réaliser, au-delà de la vie terrestre, l'égalité divine qui lui échappe toujours ici-bas.

Je n'hésitai pas à déclarer ce qui, de ce moment, devint pour moi une conviction intime et profonde : savoir, que ces vérités auxquelles je n'étais parvenu qu'en tâtonnant, par induction et par analogie, seraient tôt ou tard déduites, par identité, d'un fait incontestable, et démontrées irrésistiblement, ou que la société périrait; puisqu'il n'y a pour elle d'autre base possible, et qu'il est impossible qu'elle se conserve, attaquée par tous les intérêts particuliers, si elle n'est appuyée sur aucun intérêt universel.

C'est là que le ridicule m'attend; je le sais. Mais que l'on sache aussi que je m'y suis exposé de gaîté de cœur, avec le projet formel de ne point reculer, *advienne que pourra*. On me passera probablement le *bon Dieu :* il est si loin ! et pourvu qu'il ne se mêle pas directement des détails de la vie, qu'il n'empêche ni d'accumuler ni de jouir, on est si peu gêné par son existence et ses lois invariables, que cela ne vaut guère la peine de les combattre. C'est presque comme le destin. Or, pour des hommes sans responsabilité, le destin n'est que l'aveugle nécessité, le hasard, duquel il faut après tout que chacun s'accommode.

Mais une ame, et une ame immortelle, une ame qui sera traitée selon ses mérites! allons donc! Ce sont là des contes de vieille femme, que, dans un siècle de lumières comme est le nôtre, un homme au-dessus du vulgaire ne saurait digérer en aucune façon.

— Hé! grand Dieu, je ne l'ignore pas. Aussi mon intention n'a-t-elle point été de flatter les goûts et de me prêter aux dispositions des hommes *éclairés* d'entre mes contemporains. J'ai voulu, bien au contraire, les heurter le plus rudement que je pouvais dans leurs habitudes les plus enracinées, dans leurs doctrines les plus chères, dans leur indifférence de sceptiques, dans leur apathique insensibilité d'égoïstes : j'ai voulu empêcher de mon mieux les trop faciles digestions des vampires de ce monde, tant de la classe des *propriétaires de la société,* que de celle qui l'administre pour eux, avec charge de perpétuer cette propriété à leur profit. Je conçois qu'une vie future à prévoir et une ame à ménager seraient pour pareilles gens un véritable trouble-fête. Il est vrai que Dieu ne se venge pas plus qu'il ne se fâche : mais il l'est aussi qu'en conséquence de ses lois que rien ne peut changer, l'ame sera après cette vie ce qu'elle s'y sera faite elle-même, perfectionnée ou dégradée, heureuse ou misérable. Il faudrait donc être juste, et socialement juste (nous avons expliqué ce que c'est) sur la terre, afin d'être heureux après l'avoir quittée. Or, c'est là le difficile. Car dès que l'esprit est substitué à la matière, il n'y a plus, ni hasard, ni destin; il y a intelli-

gence et liberté. Et dès lors aussi toute transaction cesse d'être possible entre le monopole et la justice, toute compatibilité entre l'injustice sentie et la paix de la conscience. C'est pour cela et pour cela seul que les hommes du siècle rejettent cette ame importune qui se dresserait devant tout coupable, comme le plus grave des intérêts humains compromis, comme un remords.

Néanmoins, ou mes *contes* qui épouvantent encore un peu le riche, seront un jour convertis en vérités philosophiques, où ils finiront par ne plus faire peur même aux *vieilles femmes :* et alors gare aux égoïstes *pourvus !* Les égoïstes *à pourvoir* en auront bientôt raison. Les plaisanteries des prétendus penseurs, froides comme la matière d'où elles émanent, auront été prises au sérieux. On les rétorquera contre eux, aux cris de pillage et de mort. Qu'ils examinent donc avec le calme de la raison, tandis qu'il en est temps encore, les dogmes que je leur soumets : vrais ou faux, il faudra toujours que les égoïstes eux-mêmes les prennent pour mobiles de leur conduite. Car la justice à laquelle ils obligent est pour ceux-là surtout le seul moyen d'échapper à leur perte prochaine et sans remède. Seulement, si l'homme est réellement animé d'un souffle divin, l'égoïste, comme tout autre, peut acheter le bonheur au prix de la vertu; s'il n'est que machine et mouvement, l'égoïste, plus que tout autre, doit user de prudence, c'est-à-dire agir envers autrui comme il voudrait qu'on agît à son égard, afin du

moins de se mouvoir sans trop de frottement et d'obstacles, et d'aller, sans se briser, jusqu'au bout.

Dans une société croyante, la bienveillance individuelle était assez féconde pour réparer en partie les maux qu'occasionnaient l'ignorance et la misère. Honorable, d'ailleurs, comme son principe, elle n'avilissait pas plus la main qui recevait le bienfait, que celle qui le répandait. Dans une société matérialiste et athée, la source de l'aumône, trop parcimonieusement alimentée par la peur, se tarit de jour en jour. Et, empoisonnée à cette source même, l'aumône, dédaigneusement jetée par l'égoïsme, est un outrage plus encore qu'un secours; elle provoque la haine, et non la reconnaissance. C'est à la justice sociale à prendre sa place. Rendre les hommes meilleurs et plus heureux, voilà en deux mots le devoir gouvernemental de la société. Et désormais, pour l'accomplir, elle devra organiser elle-même la charité humanitaire. Qu'elle proclame hautement que, puisqu'elle a sanctionné *le fait* de la richesse privée, elle garantit aussi *le droit* du pauvre à toute espèce d'assistance ou plutôt de coopération de la part du riche; que cette coopération est une dette imprescriptible et sacrée dont le peuple peut poursuivre l'acquittement; et qu'elle, société, se charge d'obliger le riche à y satisfaire de la manière la plus équitable et la plus compatible avec la dignité de tous.

Ce sera là une réforme qui, me paraît-il, différera fort peu d'une complète régénération.

25 février.

TABLE DES ARTICLES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

N° 1 — 1840 et la Hollande.
2 — Les formes et le fond.
3 — Le scepticisme constaté, l'égoïsme justifié et l'anarchie prédite.
4 — La science sociale ramenée à son principe.
5 — De l'éducation publique, sous l'empire du doute social.
6 — De l'iniquité sociale et de la justice de Dieu.

ÉTAT

DE

LA CIVILISATION,

ET

TENDANCE SOCIALE POUR EN SORTIR.

N° 7

> La civilisation est-elle un bien? Oui, pour quelques riches : est-elle un mal? Oui, pour l'immense majorité qui voit le bonheur dont elle est privée.
>
> FOURIER.

Persistant dans la marche que j'ai cru devoir adopter en commençant ces *Études sociales*, je laisse de côté tout mouvement extérieur, tout changement de forme, toute modification de la société matérielle, pour m'attacher exclusivement à l'effervescence qui s'est emparée des intelligences, au mouvement qui travaille l'humanité jusque dans son essence la plus intime. C'est là, me paraît-il, qu'il faut étudier la ques-

tion de l'avenir; et non dans les convulsions des empires, les révolutions politiques, les intrigues des cabinets, les luttes parlementaires et les violences des places et des rues. Ces événements, comme les appellent gravement les historiographes gagés de ceux qui y jouent les principaux rôles, ne font jamais que rider l'écume superficielle de la société, ou en remuer la lie. Les éléments d'où doit surgir la société nouvelle, se combinent plus haut tout à la fois et plus bas.

Avant de chercher à pénétrer les mystères de cette chimie sociale, qu'on me passe ce terme, je jetterai un coup-d'œil rétrospectif sur la route que j'ai parcourue, et je répondrai aux objections sérieuses qui m'ont été faites.

J'ai signalé d'abord l'inquiétude vague qui agite tous les cœurs capables de s'intéresser au sort futur de l'humanité, la conviction qui domine tous les esprits que l'état actuel des choses ne saurait se prolonger, et la foi qui en est résultée que les temps de la rénovation sociale sont proches. C'est ce qui m'a fait dire que la première moitié du XIXe siècle ne s'écoulerait pas sans que nous voyions poindre l'aurore de cette transformation sur laquelle l'humanité a fondé tant d'espérances. Lorsque j'écrivais cela, c'était la Hollande qui semblait vouloir prendre l'initiative des réformes. Elle sera forcée par la nécessité des circonstances de les continuer, de les précipiter peut-être, à moins que son jeune souverain ne se

charge lui-même de la besogne. Pour arriver à bon terme, il faut nécessairement que la Hollande traverse le gâchis constitutionnel où nous nous trouvons embourbés. Elle se vante d'obtenir sans sacrifice d'aucune sorte ce que nous avons acheté au prix d'une révolution : elle aurait raison, si cela valait réellement quelque chose. Au reste, c'est toujours un pas en avant, dans ce sens, que l'anarchie doit *très-probablement* précéder le nouvel ordre social.

Ensuite, j'ai pris acte du profond dégoût qui a saisi tous les hommes généreux pour le tripotage journalier dont se compose le domaine des faits, où la pratique se traîne si péniblement de l'ornière de gauche à l'ornière de droite, toujours dans la fange de l'une ou de l'autre.

Enfin, j'ai interpellé le dieu du siècle, l'égoïsme, non pour l'attaquer, mais pour l'éclairer; je n'ai pas dit à l'homme : « Tu fais mal de n'écouter que ton intérêt; » mais : « Tu te trompes sur ce que tu crois être ton seul intérêt; ouvre les yeux; raisonne juste; puis, agis comme tu voudras. »

C'est alors que mon esprit s'est élevé jusqu'à Dieu, la loi suprême de justice et d'amour, qui unit les hommes et constitue la fraternité humaine que nous nommons *société;* et jusqu'à l'ame immortelle, sans laquelle cette égalité d'essence et de destinée serait un mensonge et l'humanité une illusion.

Ces principes, ai-je dit, socialement prouvés, sauveraient de l'anarchie qui la menace la génération

présente; ils doivent être inculqués aux générations à venir par l'éducation et l'instruction données *à tous* publiquement et *en commun*. La science sociale alors, ayant remplacé la foi que déjà l'examen avait détruite sans retour, la science sociale devenue le partage du moindre des associés, sera la base inébranlable du nouvel édifice où Dieu a voulu qu'il y eût un abri pour chacun de ses enfants. Cet abri universel, c'est le bonheur sans exclusion de personne, c'est la justice sociale, fondée sur la raison, enracinée dans les mœurs, réalisée par les lois, revendiquée comme un droit, appliquée comme un devoir.

Voici maintenant les objections les plus spécieuses qui soient parvenues jusqu'à moi.

Vous combattez, m'a-t-on dit, un scepticisme qui n'est, ne peut être et ne sera jamais le partage que de quelques hommes corrompus. Oui, la classe socialement privilégiée qui règne aujourd'hui, comme toujours les classes anti-égalitaires ou injustes qui ont régné, ne connaît d'autre devoir que son intérêt et ses passions, son ambition surtout et sa cupidité. Vous avez raison : le doute sape cette classe depuis longtemps, et l'anarchie est là pour la renverser et la perdre. Mais vous avez tort de croire que, pour cela, la société elle-même, c'est-à-dire la classe gouvernée, en opposition et en conspiration permanente contre la classe au pouvoir, aura péri. Bien au contraire. Débarrassée du poids qui l'oppressait, elle respirera à

l'aise ; et, au moyen de la foi qu'elle n'a jamais répudiée, elle aura bientôt repris sa jeunesse et sa vigueur.

J'ai déjà répondu à cette accusation qui se résume en celle de m'escrimer, comme on dit, contre des moulins à vent. J'ajouterai ici à ma défense, que la société *tout entière* se trouve sur le plan incliné qui nous mène vers le précipice ; que le droit divin, la légitimité, la noblesse, qui dominaient de par la foi, sont tombés avec elle, pour faire place au droit matériel, celui de la force et du nombre, exploité par la richesse qui dispose de l'intelligence. La foi ne peut pas renaître. L'examen ne peut pas la suppléer. Le doute qui a lentement miné le dogmatisme et ses représentants, se mine, mais bien plus rapidement, lui-même. Le libéralisme en qui le doute s'est incarné, n'aura qu'un règne fort court. On a senti dès l'abord, que, toujours démolissant, il ne reconstruirait jamais : et partout on émet le désir de sortir de ces ruines.

Mais là précisément éclate le plus évidemment l'anarchie de toutes les intelligences qui traitent la question sociale. Pas deux hommes ne la voient sous un même aspect, et tous la résolvent d'une manière différente. Ce dévergondage des esprits se manifeste de plus en plus odieusement. Et pendant qu'il finit d'ébranler les quelques opinions qui étaient demeurées en possession d'un peu de respect général, le libéralisme pénètre plus avant, je ne dis pas dans la classe gouvernante, mais dans les masses, c'est-à-dire dans le corps social même, et en prépare la dissolution. Le

peuple qui, prétend-on, croit encore, finira, si cela dure, comme font les incrédules politiquement *au-dessus de lui*, par douter et nier avec tout le monde. La foi, dès qu'elle n'est plus universelle, est une faible garantie contre les progrès du scepticisme, qui lui-même progresse naturellement et nécessairement, jusqu'à ce qu'il rencontre le seul obstacle qu'il ne puisse jamais franchir : *l'incontestabilité.*

Quand l'esprit d'examen, de doute, a ébranlé tout principe social d'autorité et de foi, la morale constitutive de la société humaine ne peut plus être rétablie que par l'intelligence, et sous la forme exclusivement d'une science démontrée à la raison.

Sur cette vérité, j'en appelle à ceux mêmes qui, ayant compris la nécessité d'un point d'appui moral hors de la vie terrestre, ont accepté ce point d'appui, non d'après une conviction raisonnée et sur des preuves irréfragables, mais par un simple acte de prudence humaine : ils ont cherché à s'enter la sollicitude que chacun devrait éprouver pour son avenir spirituel, dans l'espoir que, leur exemple propageant cette doctrine fausse ou vraie, n'importe, mais à coup sûr favorable à l'ordre, ils seraient eux-mêmes délivrés de la peur que leur inspire l'avenir social. Et ils ont trouvé bon que le peuple continuât à faire de même. Je serais fort de leur avis, *si ce qu'ils veulent était possible.* Mais le peuple, lui, ne craint qu'une chose; et cette chose est tout juste la conservation de l'ordre social, tel qu'il a été fait pour lui sous l'empire de la crainte

imposée de l'avenir spirituel. Ceux qui se sont débarrassés de cette crainte, ne s'en trouvent pas plus mal ici-bas, du moins en apparence; le peuple le voit : et à moins qu'il ne s'en débarrasse, lui aussi, il s'en trouvera toujours également mal; le peuple le sent, le sait. Les croyants par calcul ont reculé devant les suites de l'incrédulité générale. Mais ceux qui n'ont rien à calculer, verront au contraire l'intérêt qu'ils ont à avancer toujours; et ils se dégageront chaque jour de quelqu'un des principes au moyen desquels la foi avait protégé la société contre leur violence, aussi longtemps qu'elle avait pu également les protéger, eux, contre l'exploitation de la richesse sociale et des monopoleurs de la science qui la féconde.

Autre chose serait si la crainte salutaire dont nous avons parlé, était, non populaire, mais sociale, non à l'usage exclusivement de ceux qui souffrent et à l'avantage de ceux qui jouissent, mais à l'usage comme à l'avantage de tous. Le peuple alors continuerait de *croire* et les autres *sauraient;* et bientôt la conviction serait universelle et indestructible, et la société serait reconstituée. C'est là justement ce que je demande : c'est là le rêve; car je tremble que ce ne soit réellement qu'un rêve; c'est là l'idée que je poursuis, et que personne, que rien au monde ne peut réaliser, si ce n'est le progrès réel de la raison publique.

Qu'ai-je à répondre à ceux qui me disent : « Prouvez Dieu; prouvez surtout l'ame immortelle? » J'ai dit moi-même : Il faut que Dieu et l'ame soient prou-

vés, prouvés comme notre existence individuelle à chacun. En exigeant ces preuves sans réplique, je me suis borné à démontrer qu'elles étaient nécessaires pour que la société demeurât debout. Je dis de plus maintenant : L'autorité dogmatique avait bâti la société sur la foi en Dieu et en une autre vie, et la morale sur un commandement de Dieu. L'autorité s'est écroulée sous les attaques du doute expérimental ; et la société s'écroulera avec elle, si vous ne relevez, non la *croyance*, dont l'examen que rien ne saurait détruire, a renversé la base; mais la *sience* des destinées futures de l'homme et de leur auteur, Dieu. Je défie d'établir incontestablement que la matière est le principe absolu de tout. J'attends avec confiance la révélation de la raison, au moyen de laquelle seront mises hors de tout doute possible les vérités dont dépendent l'existence et la conservation de l'humanité.

Tout ne peut se faire à la fois. Le plus urgent est de prouver que ce qui est ne vaut rien et ne saurait durer; qu'il faut le changer sans délai : *après*, il sera temps de montrer comment et en quoi il faut le changer. Celui qui le montrerait à présent, c'est-à-dire *avant*, serait sifflé par la grande majorité du public, qui ne se doute pas encore le moins du monde qu'il y ait quelque changement à faire, ni surtout qu'il y ait péril en la demeure si on ne se hâte pas de le faire. A quoi bon proposer un remède à l'homme qui se croit bien portant? Convainquons-le de sa maladie, puis il nous écoutera comme médecins. Avant cela,

nous nous perdrions dans son esprit comme hâbleurs et charlatans.

On m'a objecté aussi que Dieu ne saurait être démontré, puisqu'il est pour nous un fait primordial. Je ne le pense pas. Car si Dieu est un fait primordial, son existence est à nos yeux une vérité exclusivement de sentiment ou de foi : cette vérité peut donc être niée par quiconque ne la croit ou ne la sent pas, ou qui, afin de se délivrer de ce qu'elle a de gênant pour l'égoïsme terrestre, feint de ne rien croire ou sentir de semblable. Armé du doute ou de l'examen, il ne sera guère difficile à l'égoïsme de renverser tous les obstacles non matériels qui s'opposeraient à son entière satisfaction, l'examen, comme nous avons dit, se résumant toujours, en dernière analyse, en calcul, individualisé et actualisé le plus possible. Or les seuls obstacles matériels devant lesquels l'égoïsme puisse s'arrêter, ce sont la perte de la considération qui entraîne celle du repos et de la fortune, et la rigueur des lois. Une justice extra-terrestre et un avenir qui ne tombe pas sous l'action des sens, ne sauraient influer sur les déterminations d'une volonté qui n'a que la sensation pour point de départ et le plaisir sensuel pour but.

Je ne connais, moi, de fait primordial pour l'individu, que *Je suis*, ou même *Je*. Il est réellement le même pour quiconque a la conscience de son être, c'est-à-dire pour tous les hommes, pour ceux même qui, voulant le nier, seraient forcés de nier avant tout leur

propre existence sentie. De ce fait doivent pouvoir être déduites, par relation d'identité, toutes les vérités religieuses et morales que la société réclame et que la logique est *en devoir* de lui garantir.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les mêmes critiques qui mettent Dieu au-dessus du raisonnement, m'accusent de perdre mon temps à combattre avec les armes de la raison le matérialisme que, disent-ils, la science a vaincu. Il y a là, me semble-t-il, contradiction palpable. Si le matérialisme a succombé sous les progrès de la science, Dieu a donc été prouvé. Je crois, moi, au contraire qu'il ne l'est pas encore, puisque la science toute matérielle aujourd'hui, ne fait qu'établir le matérialisme et nier Dieu ; mais qu'il doit être prouvé, et le sera.

Quelques-uns ont dit : Vous voulez des principes? ceux d'honneur et de loyauté qu'on ne formule pas parce qu'ils sont connus de tous, et que tous les honnêtes gens s'accordent à les accepter comme obligatoires, ne sont-ils pas suffisants pour conserver la société humaine dont ils ont fait jusqu'ici le charme et la force?

A cela je réponds : que ce langage trahit la finesse des quelques fripons et la bonhomie du grand nombre de dupes qui l'emploient. Je ne m'occupe que de ces derniers; les autres savent aussi bien que moi ce que je vais dire. Les principes en question sont tellement vagues, tellement flexibles, qu'en réalité ils n'engagent personne, chacun les interprétant comme il lui

plait, et les accommodant sans peine à la conduite qu'il croit avoir intérêt à tenir. Et c'est précisément par cela que tout le monde est d'accord sur ces principes, et s'avoue obligé d'y conformer ses actions. Quant à ce qu'ils ont de véritablement déterminé et de clair, on est tacitement convenu de ne les admettre que comme des lieux communs sans importance pratique et par manière d'acquit; et chacun s'est réservé le droit de les violer ouvertement ou de les *tourner* avec adresse, toutes les fois qu'il le peut sans se faire tort. Cela posé, je persiste à soutenir qu'il n'y a pas un principe de morale, nettement et rigoureusement défini, et rationnellement prouvé, que cent, que dix libéraux acceptent de la même manière, avec l'intention formelle de s'y soumettre, au prix de leur fortune, de leur réputation et de leur vie; je persiste, dis-je, à soutenir *qu'il n'y en a pas un seul.*

Qu'il faille se conformer à la loi de Dieu, à celle de la vertu et de l'honneur, personne ne le nie. Mais qu'est-ce que Dieu veut? qu'impose l'honneur? que prescrit la vertu? Il y a là dessus autant d'opinions que d'hommes pensants.

Il n'y a plus de vertu possible que celle de l'entraînement, de la passion généreuse, comme on s'exprime, où le raisonnement n'est pour rien, celle de la jeunesse en un mot, si facile à tromper ou à se tromper elle-même, et de quelques hommes qui conservent jusqu'à la fin le privilége précieux *pour les autres* d'être toujours jeunes et dupes. Mais les jeunes gens vieillissent

chacun à leur tour, et la société entière atteint l'âge de la réflexion, l'âge qu'on appelle *de raison*; à l'élan succède le raisonnement qui rend sage, c'est-à-dire calculateur. La société, entre les mains des sages dont je parle, ne reconnaît plus de vertu, de dévouement, de probité même, que dans une phraséologie reçue, dont on finira même par avoir honte de se servir, pour ne plus se passionner que pour soi ouvertement et impudemment.

Le prétendu sentiment moral est une niaiserie ou une fourberie. Il faut, de deux choses l'une, ou le définir, ou bien l'abandonner à l'arbitre et au caprice de chacun : dans le premier cas, c'est du raisonnement qui s'adresse à l'intelligence; dans le second, c'est de l'égoïsme et de la confusion. Quant au mot *sentiment moral*, il sert aux fourbes pour tromper les niais.

Enfin, tout en m'accordant « que la société ne renaîtrait que lorsque le principe moral ébranlé et presque détruit se raffermirait, » on m'a contesté que ce raffermissement s'opérerait « par voie de démonstration, d'une démonstration qui convaincrait les hommes que ce principe est identique avec leur intérêt individuellement propre (je me sers des termes mêmes de l'objection qui m'a été faite). » Mais comment alors s'opérera-t-il? Il ne s'agit pas de classer les intérêts et les hommes à demeure comme on fait des livres dans les rayons d'une bibliothèque : il s'agit de faire en sorte que les hommes eux-mêmes s'entendent spontanément sur leurs intérêts. Et puisque c'est un prin-

cipe social qu'on demande pour cela, il faut que les entendements se mettent d'accord sur la seule vérité qui puisse les unir, les relier entre eux d'esprit et de cœur. Pour unir les hommes, il faut que cette vérité soit par eux acceptée librement : car il ne saurait être question de contrainte physique et matérielle dans une tentative d'harmonie qui concerne des êtres libres et intelligents. Et pour que ces êtres acceptent spontanément la vérité proposée, elle doit être présentée à une faculté qu'ils possèdent, je ne dis pas tous au même degré, mais du moins tous au même titre, puisqu'elle est pour tous essentiellement la même. Or cette faculté, c'est l'entendement, l'intelligence, qui distingue l'homme de tous les êtres de la création et en fait une espèce et un genre d'êtres à part : l'intelligence dont le raisonnement est la règle; la parole parlée ou écrite, le moyen de manifestation; la conviction, le but; et l'association morale ou la société, le résultat. C'est donc par le raisonnement qu'il faut resserrer le lien social relâché, pour ne pas dire rompu; et ce raisonnement doit être la démonstration qu'il est de l'intérêt de chacun individuellement d'être juste envers tous les autres hommes et dévoué pour l'humanité, puisque c'est là la loi de Dieu; la démonstration par conséquent que Dieu est, et que l'intelligence humaine, c'est-à-dire la conscience individuelle que l'homme a de son existence, continuera à subir ailleurs les conséquences de son adhésion à la loi éternelle ou de sa rébellion contre cette divine loi.

Comment le principe social actuellement *ébranlé et presque détruit* avait-il été établi? Par la parole et rien que par la parole, l'enseignement, le raisonnement en un mot. Cela est si vrai que le propagateur de ce principe a été nommé par ses disciples le *verbe* de Dieu et sa *raison*. Ce n'était cependant qu'un principe de révélation, sans preuves réelles. Et encore était-ce sur la conviction qu'on l'établissait, savoir, sur la conviction que celui qui révélait ne voulait ni ne pouvait tromper, et que ce qu'il révélait, il était utile de le regarder comme la vérité; en d'autres termes, on prouvait, autant qu'il le fallait pour ceux qu'on voulait *convertir*, qu'il était de leur intérêt de croire. Les païens déraisonnaient à l'envi, chacun d'après lui seul; les chrétiens raisonnèrent, sinon encore sur un principe irréfragable et prouvé, du moins sur un principe commun, et par conséquent, sinon plus logiquement, du moins plus victorieusement que les anarchiques stationnaires du paganisme : et ils l'emportèrent.

Aujourd'hui, nos philosophes sont incontestablement plus avancés que ceux de l'antiquité; car l'expérience de dix-huit siècles d'application du principe révélé par le Christ, les a éclairés, et le progrès des sciences leur a ouvert de nouvelles voies que leurs devanciers n'avaient pu découvrir. Mais sont-ils plus d'accord? C'est là toute la question. Car il ne s'agit aucunement de savoir chacun une partie de la vérité, résultat nécessaire de n'avoir vu la vérité chacun que

partiellement, ou de n'avoir observé les choses que sous une seule de leurs faces : il s'agit de comprendre tous, non toutes les vérités, ce qui est impossible, mais la vérité-principe, d'où découlent les vérités morales sur lesquelles la société est assise et qui la perpétuent ; et il s'agit de la comprendre de la même manière, afin qu'elle soit la religion une et unique de la société.

Deux traités de philosophie viennent de paraître presque simultanément en France. Ils ont pour auteurs deux hommes qui ont longuement médité sur les questions métaphysiques dans leur rapport avec les destinées de l'humanité. Eh bien ! il y a opposition presque radicale, quant aux principes, entre ces deux hommes. Ils sont, personne n'a le droit de le mettre en doute, de bonne foi l'un et l'autre : nécessairement donc l'un des deux est dans l'erreur. Cela arriverait-il s'il y avait un *criterium* de la vérité, socialement admis, et d'après lequel toutes les doctrines seraient jugées sans peine et sans réclamation ? Il n'y a donc pas même un critérium qui soit commun à deux intelligences. Et l'on voudrait que l'une ou l'autre de ces intelligences entraînât le monde ! C'est absurde. Cependant c'est pour l'entraîner, le régler, lui poser un but et des bornes, que la raison a été donnée à l'homme, et la même raison à tous les hommes, avec la même logique pour en diriger et en saisir les opérations.

Il me reste à parler des reproches que m'ont adressés

quelques *fouriéristes* de Paris. Ils ont dit que je tombais dans le cercle vicieux dont les libéraux n'ont jamais su sortir, en demandant pour le peuple l'instruction que le peuple n'a ni le temps ni les moyens d'acquérir. Ils ne m'avaient pas lu. J'ai toujours soutenu qu'il fallait *commencer* par améliorer la condition *matérielle* de l'homme du peuple, pour lui assurer l'existence au moyen du travail, et une certaine aisance, afin qu'il pût consacrer les journées presqu'entières de ses enfants à leur éducation et quelques heures par jour à son propre perfectionnement moral. Ils m'ont accusé ensuite de poursuivre de la haine libérale les nobles et les prêtres : où donc ont-ils vu cela? Je poursuis, il est vrai, non de ma haine, mais de mes arguments, l'esprit qui a constitué les castes privilégiées du clergé et de la noblesse; et je prouve qu'avec tout ce qui est privilége, c'est-à-dire iniquité, elles seront balayées par le vent d'égalité et de fraternité, qui commence à souffler sur le monde.

Ce n'est donc pas contre les nobles et les prêtres, ni contre les puissants et les riches, mais en leur faveur que j'ecris : je désire les sauver comme hommes, du naufrage qui engloutira les institutions auxquelles ils tiennent comme instruments d'injustice et d'oppression pour l'humanité.

Enfin les phalanstériens voudraient que je renvoyasse à leur maître l'honneur des vérités que, disent-ils, je lui ai empruntées. Comme beaucoup de mes contemporains, je n'ai entendu prononcer le nom

de Fourier pour la première fois que peu avant sa mort : il y a moins de temps encore que j'ai lu ses écrits originaux. J'y ai trouvé beaucoup d'opinions que je professais déjà ; je me suis éclairé sur des questions qu'il a traitées de main de maître. Mais je ne me suis point inféodé à son école. J'estime Charles Fourier ; mais, je l'ai dit ouvertement : je ne suis point fouriériste. Je le suis d'autant moins que le fouriérisme est une tentative pour réformer *matériellement* la société, en la fondant exclusivement sur l'attraction passionnée libre de chacun de ses membres. C'est ce que j'appelle, moi, le beau idéal de l'anarchie. Aussi employé-je tous mes efforts à faire sentir le besoin social d'une organisation morale et d'une direction rationnelle. Je ne crains rien tant que le jeu aveugle, même des meilleures passions, des passions les plus généreuses : je préfère de beaucoup l'usage intelligent des passions égoïstiques, qu'on nomme les *mauvaises* passions.

Quand même je partagerais les convictions et les espérances des fouriéristes ou des communistes, des égalitaires ou des humanitaires, des démocrates ou des réformistes, encore répudierais-je leur œuvre comme une fin sans commencement, et par conséquent, comme un faîte sans fondations. Moi, au contraire, c'est au commencement seul que je m'attache. Une fois la morale socialement établie, je laisse volontiers le reste à l'arbitre des hommes ; mais je ne me fie, ni aux hommes, ni à leurs institutions, si la

morale demeure incertaine, la religion vague, les lois des mesures de circonstance, toujours variables et provisoires, la société et l'humanité de simples faits sans droit, ou bien des mots au moyen desquels les égoïstes fourbes, sans s'exposer aux dangers de la violence qui provoque l'opposition, parviennent à leurs fins, qui sont d'exploiter, sinon des victimes, du moins des dupes.

Supposons que ce que prétendent les sectaires socialistes ou politiques doive être le résultat positif de la régénération de l'humanité, il s'ensuivra précisément que cette régénération ne sera pas le résultat de leurs remaniements matériels, et que, si l'on n'a que ces remaniements à proposer, il n'y aura jamais de régénération, ni par conséquent de remaniements quelconques. Je ne repousse, ni la communauté, ni l'égalité réelle, ni le phalanstère, ni la réforme électorale, jusques et y compris le vote universel, *à priori* et dans un sens absolu : tout cela peut n'être pas essentiellement et tout à fait mauvais; mais il est bien entendu que ce qu'il y a d'acceptable doit toujours dépendre de la prépondérance suprême de la raison, rendue, je dirai, palpable pour les intelligences les moins favorisées. Sous le règne *social* des passions, sans direction comme sans frein, sans Dieu au-delà de l'univers, et sans avenir pour l'homme au-delà de la vie présente, en un mot sous le règne de l'égoïsme organique ou terrestre en tout et pour tous, l'égalité et la communauté *sociales* seraient le pillage constitué lé-

galement; le vote universel serait l'anarchie organisée par la majorité et réalisée par la généralité [1].

J'espère que cette profession de foi franche et complète suffira pour séparer nettement ma cause de celle de tous les réformateurs matérialistes de notre époque : j'appelle ainsi ceux qui ne procèdent pas de l'intelligence, mais qui, la considérant, au point de vue de la science, comme un effet de la matière or-

[1] Les seuls phalanstériens qui eussent chance de succès, et qui aient réellement réussi, sont les cénobites catholiques et les frères moraves protestants ; je ne parle ici que des sectes chrétiennes. Mais c'est précisément ce qui condamne les fouriéristes dont, en récompense, les *herrnhuters* n'ont jamais obtenu la plus petite mention. Ce que ceux-ci ont fait au moyen d'une règle sévère, de la compression des passions, de la religion dominant tout, de la foi d'où tout procède, les fouriéristes veulent y parvenir par la liberté, voire la licence, par le débordement de toutes les volontés, de tous les désirs, par l'examen, le doute, la négation de tout à l'usage de tous.

Voilà pour le fourlérisme.

Et quant à la communauté : rationnelle, c'est tout bonnement la société humaine, organisée par l'intelligence pour la justice; absolue, c'est une folie contraire à la nature de l'homme. Celui-ci n'est pas exclusivement la partie d'un tout; mais il est un tout par lui-même, un individu : il ne s'absorbe pas dans le tout social; mais il se conserve et se développe comme un tout individuel dans l'association qu'il forme pour lui, loin d'être lui-même fait pour elle. La communauté absolue a été jugée et condamnée comme impraticable et absurde jusque par les capucins.

ganisée, croient pouvoir remonter de cette matière jusqu'à elle. Ces réformateurs, tout le monde les craint et non sans motif; car ils feront beaucoup de mal : pour moi, je salue leur avènement avec joie, parce que je vois dans le mal qu'ils feront, la seule chance de salut qui reste à notre société sceptique, corrompue et hypocrite. L'anarchie qui est la négation de tout ordre quelconque, ramène nécessairement à un ordre toujours quelconque. A force de tomber et de se relever, à force de voir ses blessures s'ouvrir et se refermer, il est à croire que l'humanité apprendra finalement à appliquer le seul remède qui puisse cicatriser ses plaies, et à marcher droit et ferme dans la seule voie qui puisse lui faire atteindre son véritable but. L'anarchie est le point, tout à la fois le plus éloigné de l'ordre d'où on est parti, et le plus proche de l'ordre vers lequel on tend.

Je crois avoir passé en revue les principales objections qui m'ont été faites, soit de vive voix, soit par correspondance. Loin de redouter la polémique, je l'appelle au contraire de tous mes vœux, quand même je devrais y succomber. Ce n'est pas mon triomphe que je désire; c'est celui de la vérité : et dans une lutte qui a pour but la découverte du principe absolu de la morale, peu importe qui est battu; il suffit que l'erreur soit détruite et que la raison domine. Ce que je redoute uniquement, c'est le silence; et je le redoute, non pour moi qui ne suis rien dans une si

haute question, mais pour la cause que je défends. C'est la cause de l'humanité, de la société; c'est celle de la grande masse des malheureux, aux souffrances desquels il faut, *sans délai aucun*, mettre un terme, si on ne veut que les jouissances de quelques heureux n'aient un terme plus prochain, sans que l'humanité fasse pour cela un seul pas vers le bonheur. Le problème est de consoler les affligés sans faire couler une larme, de supprimer la misère sans appauvrir personne, de rendre leurs droits sociaux à tous ceux qui en ont été dépossédés, sans violer les droits acquis de qui que ce soit. Ce problème vaut, certes, bien la peine d'être examiné, débattu, résolu, critiqué, tourné et retourné de toutes les façons, afin qu'en dernière analyse, on lui trouve une solution qui contente tout le monde.

Je me le suis posé à moi-même; je le traite à ma manière : bien ou mal, ce n'est pas là la question. Je le traite, et c'est quelque chose. J'attends qu'on admette mes raisonnements s'ils sont justes, qu'on les réfute s'ils sont faux, qu'on les complète s'ils sont insuffisants. Nous avons, dans notre système social moderne, une branche régnante qui s'est modestement décerné à elle-même le titre de *quatrième pouvoir*. C'est la presse, et nommément la presse périodique, la plus vivace et la plus puissante à cause de son action journellement répétée. Cette presse s'occupe des questions pratiques du moment; c'est une partie de son devoir : elle rapporte et commente les faits nouveaux; c'est

son habitude : elle publie les romans à la mode; ce sont ses menus plaisirs. Pourquoi refuse-t-elle d'analyser les *utopies*, comme on est convenu de les nommer, des rêveurs en science sociale ? Pourquoi recule-t-elle devant le devoir de regarder la misère publique jointe au mouvement des esprits qui tend à y mettre un terme, comme un fait qui mérite qu'on l'enregistre et qu'on appelle sur lui l'attention de tous? Pourquoi ne veut-elle point voir dans les moyens proposés, peu importe par qui, peu importe comment, pour passer, par voie de progrès pacifique, de la société présente qui s'écroule à la société future qui doit s'élever, une question actuelle, palpitante même d'actualité, ce sont ses propres termes sacramentels, et plus urgente à résoudre que toutes celles d'administration locale, de politique intérieure et même extérieure, d'équilibre gouvernemental, de liberté constitutionnelle, de paix et de guerre, et jusque d'indépendance et de nationalité? Car le dévouement à l'humanité est au-dessus du patriotisme de frontières, autant pour le moins que celui-ci est au-dessus du patriotisme de clocher. Et les intérêts de la civilisation menacés par les masses qui, éclairées sur leur position et leur force, refusent de subir plus longtemps l'oppression, devenue du reste intolérable, de quelques exploiteurs de la société, sont bien autre chose que les intérêts des peuples, des gouvernements, des castes et des dynasties. Le *quatrième pouvoir*, je le pense du moins, ne

dérogerait point en s'occupant de ces matières [1]. Il ne suffit pas qu'elles soient traitées par des écrivains isolés et sans autorité reconnue, dont peu de personnes lisent les réflexions, et dont moins encore acceptent les conclusions : il faut aussi qu'elles soient débattues devant un public plus nombreux, par des hommes ayant une clientèle de lecteurs toute formée, et un troupeau de fidèles qui leur demandent chaque jour des opinions arrêtées d'avance. Une fois que la presse périodique se chargera de répandre les doctrines sociales; elles pénétreront, d'abord dans la classe des hommes à intelligence cultivée, puis dans celle sur laquelle cette classe exerce de l'influence; et bientôt la vérité, discutée entre gens qui n'ont d'autre intérêt qu'à la posséder *avec certitude*, brillera de tout son éclat.

Le *quatrième pouvoir* devrait être le premier de

[1] Je ne demande que de la publicité, et je n'en demande que pour les questions dont je m'occupe. J'ai de vifs et de sincères remerciements à adresser aux *Quelques prolétaires de France* qui ont fait réimprimer à Paris une de mes brochures (la 3e du 1er volume). L'introduction dont ils l'ont fait précéder prouve à l'évidence qu'ils ont saisi dans toute sa portée le problème social tel que je le pose. Je n'ai d'autre but que de me rendre digne de la confiance qu'ils mettent en moi pour les aider à découvrir le critérium de l'incontestabilité, que la raison doit substituer au critérium socialement usé de la foi, et au critérium incertain et essentiellement variable des majorités.

tous; car la presse est l'organe de l'opinion qui règne. Et la presse quotidienne devrait dominer et diriger toute la presse. Au lieu de cela, elle spécule et se prostitue, soit aux passions des partis, soit au pouvoir. Mais revenons à l'objet de nos *Études*.

La question sociale ne présente aucune équivoque. Elle se résume clairement et tout entière dans l'affranchissement du prolétariat. Les publicistes qui le réclament avec le plus d'instances, ne sont pas précisément ceux qui le désirent le plus ardemment pour eux-mêmes parce qu'ils en ont matériellement le besoin le plus pressant et qu'ils en retireront les plus grands avantages; ce ne sont certes pas eux qui, si on tarde à l'opérer par la voie de la raison, le réaliseront par celle de la force brutale. Ces publicistes ne sont qu'une imperceptible poignée d'hommes, qui écrivent mais n'agissent pas. Dans ce que l'amour de l'humanité leur inspire, ils cherchent leur propre bien, il est vrai, mais c'est par le bien de tous. D'ailleurs, quoique prolétaires pour la plupart eux-mêmes, ils sont moins dépendants que beaucoup d'autres; et moyennant de descendre de quelques échelons, ils sont toujours à peu près assurés de leur existence physique. Mais l'ouvrier, gagnant au jour le jour ce dont il doit vivre avec sa famille; toujours exposé à se voir enlever son pain par le mauvais vouloir ou le caprice du maître qui l'emploie; n'ayant en outre, même si la fortune le seconde, pas une heure à donner au dé-

veloppement de son intelligence, lorsque autour de lui toutes les intelligences progressent, lorsque la science envahit chaque jour le terrain autrefois livré à la seule force mécanique; à sa force à lui, à qui on ne laisse que ses bras, et qui les verra finalement se dessécher et se flétrir : l'ouvrier *doit vouloir* son émancipation de tout arbitraire humain, et il saura la conquérir; il *doit vouloir* se faire, lui aussi, une position actuelle, socialement garantie, avec la certitude de participer aux bienfaits sociaux que la marche de l'esprit humain répand sur la terre et que tous ont droit à recueillir à mesure qu'ils se multiplient : et il obtiendra l'un et l'autre de manière que nul ne pourra les lui ravir.

Les publicistes n'ont pas créé cette situation; ils ne font que la constater. Je dis avec eux : « Le prolétaire est homme; il est membre actif de la société, et comme tel il peut prétendre à l'indépendance sociale. Le droit sans limite ni contrôle que le propriétaire et le capitaliste exercent sur lui, est contraire à l'humanité, c'est-à-dire à l'égalité d'essence entre hommes qui, seule, a rendu l'association humaine, la société, possible : ce droit ne doit être exercé par personne, ni sur personne. Tant qu'on a réussi à cacher au prolétaire, soit son absolue dépendance, soit son droit à ne pas dépendre, soit enfin la possibilité où il est de s'affranchir quand il le veut, on a pu exploiter son ignorance. Mais ce temps n'est plus; et la presse ne permettra pas qu'il renaisse jamais. Donc, de deux

choses l'une : ou le prolétariat sera émancipé par les détenteurs du sol et des capitaux, ou il le sera par les prolétaires eux-mêmes. Dans le premier cas, ce seront l'intelligence et l'amour qui réformeront la société; dans le second, ce seront la violence et la haine qui la bouleverseront. Je conçois que ceux qui n'ont rien à perdre attendent ce moment avec patience, assurés qu'ils sont d'y gagner dans tous les cas quelque chose. Mais que les heureux de ce monde risquent leur liberté et leurs jouissances auxquelles ils ont droit, afin seulement de priver, pendant quelque temps encore, de jouissances et de liberté l'immense majorité de leurs semblables qui y ont le même droit qu'eux; c'est ce qui est de la plus impardonnable déraison.

Voilà cependant ce que veut notre civilisation moderne, qui a placé la richesse sociale dans les mains du petit nombre, qui l'y accumule et l'y maintient. Le grand nombre travaille pour le petit; il épuise ses forces intellectuelles et physiques à créer des jouissances auxquelles il n'aura jamais de part. Rien de cela ne saurait durer, si *au plus tôt* on ne garantit au grand nombre *son droit* de tirer parti de son intelligence et de ses bras, et si on ne grève *légalement* le petit nombre, de la *dette* que la société contracte envers quiconque vient au monde avec du génie et de la santé *seulement*.

A la noblesse a succédé l'argent; à un ou plusieurs hommes, la propriété, les capitaux. Mais ce n'est là qu'un ordre *de choses* : nécessairement un ordre

d'idées, un ordre spirituel domine cet ordre-là, qui, fait pour les hommes, doit participer à leur nature d'êtres intellectuels et moraux. C'est ce qui a servi de base à toutes les religions sociales. Qu'établit, entre autres, le christianisme? l'égalité devant Dieu. Quelle sera la conséquence de cette égalité sur l'état social, où la domination de la richesse n'a émancipé *de fait* que ceux qui ont? Ce sera infailliblement d'universaliser la propriété ou de l'abolir.

Je me suis servi des mots de *prolétaires* et d'*ouvriers :* je dois à cet égard une explication. J'appelle *prolétaires* tous les hommes dont l'existence dans la société n'est pas assurée par les institutions sociales elles-mêmes, de manière que chacun d'eux ait, pour garantie de sa position d'homme et des droits qui y sont inhérents, la société tout entière avec les forces dont elle dispose, sans que la volonté d'aucun homme ou de plusieurs puisse l'en priver. Sous ce point de vue, l'ouvrier, le manouvrier, dans les villes et les campagnes, payé au jour ou gagé à la semaine, au mois, à l'année, et le domestique, sont les prolétaires dont, matériellement, le sort est le plus précaire et par conséquent la dépendance la plus grande, pour ne pas dire l'esclavage le plus réel[1]. S'il y avait plus

[1] Je dis *esclavage,* et je persiste à dire esclavage, matériellement plus malheureux que celui où l'homme appartenait de droit comme de fait à l'homme, parce que la garantie basée sur l'intérêt du maître propriétaire manque

de travail que les travailleurs ne peuvent faire, ceux-ci dicteraient la loi, et cette loi aurait pour but un état d'aisance que personne ne mérite mieux que ceux qui le gagnent par eux-mêmes. Mais il y a beaucoup plus de bras que n'en exige l'ouvrage à exécuter; et tous les jours les progrès de la mécanique diminuent cet ouvrage, ressource unique de ceux qui n'ont que du courage et des muscles au service d'une intelligence le plus souvent sans culture aucune. Et tous les jours, la misère croissant avec le défaut de travail et l'accroissement de population, le nombre des ouvriers augmente. L'équilibre est donc rompu, et continue à se rompre de plus en plus à chaque pas de la société dans la carrière de la richesse et du savoir. La société progresse en intelligence et en prospérité, et l'huma-

complétement. L'abolition de l'esclavage de droit fut en théorie un grand progrès; je ne le nie point : mais ce progrès ne sera réalisé dans la pratique, que lorsque le salarié sera garanti de la misère et de l'abrutissement contre l'égoïsme des capitalistes. Ce que je dis est si vrai que Rome qui avait, comme on l'a fort bien remarqué, des esclaves et des prolétaires, vit ces derniers préférer la vie avec l'esclavage, à l'impossibilité de prolonger d'une autre manière avec la liberté leur malheureuse et toujours précaire existence. Les prolétaires se vendirent pour ne pas devoir se suicider. Aujourd'hui que personne ne les achèterait, ils peuvent se laisser mourir librement. Je le répète, c'est un progrès virtuel; mais il est urgent de l'effectuer avec intelligence, si on ne veut qu'il soit matérialisé par la brutalité.

nité déchoit en moralité et en bonheur. Le capitaliste a, de plus en plus, la faculté de rançonner l'ouvrier, ou de le déshonorer, de se le prostituer, et de le tuer lentement ou d'un seul coup ; et l'ouvrier doit, de plus en plus, se soumettre à cette horrible et infâme servitude.

La condition la plus favorable de l'ouvrier est celle de recevoir chaque jour le salaire qui doit le nourrir le lendemain. Mais c'est là seulement l'entretien de la machine vivante. Où est le prix d'achat de cette machine, ou tout pour le moins l'intérêt de l'argent qu'elle aurait coûté, qu'elle vaut? Dans notre civilisation, un ouvrier est une machine qu'il suffit d'empêcher de tomber en poussière tant qu'elle sert. L'homme qui l'anime est destiné à ne jamais faire un pas en avant, ni pour lui, ni pour ses enfants, qui seront machines comme lui, et seront, comme lui, jetés au rebut quand leurs enfants prendront leur place à la peine.

Mais, outre les ouvriers et les cultivateurs, les savants, les artistes, les employés, s'ils vivent exclusivement de leur science, de leur art ou de leur emploi, sont aussi de vrais prolétaires : leur travail est beaucoup moins manuel que celui des ouvriers ; mais c'est toujours un travail, mécanique ou intellectuel, peu importe. Et l'occupation ou l'emploi, qui ne sont pas une propriété reconnue et inviolable, leur manquant, les moyens d'existence viennent également à leur manquer. Or la concurrence est grande dans toutes les branches, celles desservies par l'intelligence aussi

ien que ceux qui ne demandent que des forces musculaires. Ceux qui paient ont donc à choisir parmi beaucoup de postulants, qui offrent plus ou moins de capacité et se présentent à des conditions plus ou moins favorables, plus ou moins onéreuses. S'il y a des concurrents choisis, il y en a par conséquent d'autres négligés, ou abandonnés et délaissés : et ceux-ci doivent baisser indéfiniment leurs prix, au risque de ne plus gagner de quoi vivre ou du moins de quoi vivre convenablement. Les employés sont dans le même cas; et de plus, tant qu'ils pourront être destitués arbitrairement, ils doivent, *avant tout*, plaire à leurs supérieurs, c'est-à-dire, être bien souples et bien bas, bien hypocrites, bien menteurs avec leurs supérieurs, ou ils sont renvoyés sans pitié et sans qu'on ait de compte à leur rendre.

J'ai dit tout à l'heure que l'homme de lettres, le savant, l'artiste, prolétaires, étaient matériellement moins dépendants que l'ouvrier à la journée : cela n'empêche pas que celui-ci ne soit en quelque sorte moins à plaindre que les autres. Car, généralement parlant, son appétit naturel satisfait, un peu de repos comble tous ses désirs. Mais l'homme d'intelligence a des besoins moraux : il ne se nourrit plus seulement de pain, ne jouit plus exclusivement au moyen de ses sens; il lui faut la nourriture de l'esprit et du cœur; il veut savoir et connaître; la vérité dont il croit disposer, il veut pouvoir la répandre; son imagination ardente réclame ses droits; le sentiment de sa dignité

lui fait un besoin de la considération publique : sa susceptibilité exige des égards; la délicatesse de son goût, une position sociale décente; la conscience de sa valeur intellectuelle, une certaine représentation. Or, au moindre revers, pour ne pas dire à la première cessation des faveurs de la fortune, toutes ces jouissances qui sont pour lui de stricte nécessité, lui font défaut, et ses douleurs sont au-dessus de toute expression; il leur préfèrerait l'anéantissement : doué pour son supplice d'une sensibilité exquise et surexcitée, il est devenu le plus malheureux de tous les êtres qui se connaissent et qui souffrent.

Le marchand, revendeur, commissionnaire ou boutiquier, est déjà d'une catégorie plus élevée dans notre ordre social, que l'homme de peine et l'homme d'intelligence : il a une propriété réelle que la société protége. Elle s'arme contre les voleurs qui chercheraient à en soustraire la moindre partie. Le boutiquier est en voie d'indépendance. Ses moyens physiques et ses facultés mentales se sont augmentés de toute la valeur de sa propriété, qui est un levier au bout de son bras, du savoir ajouté à son savoir, du pouvoir joint à sa liberté. Le négociant ayant des marchandises à lui, le commerçant ayant un fonds ou un crédit qui en tient lieu, l'industriel fabricant à l'aide de ses capitaux et de ses machines, le rentier, le propriétaire-capitaliste, le propriétaire foncier, sont de plus en plus libres et puissants, à mesure qu'ils possèdent, avec moins de risques de les perdre, plus de moyens de ne penser ni

ne travailler pour personne, tandis qu'ils font penser et travailler les autres pour eux, quand, comment et en ce que bon leur semble.

Non-seulement la loi garantit les priviléges du propriétaire du sol et de celui des capitaux; mais elle garantit aussi l'atteinte que ces privilégiés portent aux droits des prolétaires, propriétaires seulement de talent, de force, de bonne volonté et de probité. Elle ne reconnait même d'autre propriété que celle des capitaux et du sol; car le travail et l'intelligence ne donnent aucun droit légal positif, et les propriétaires, territoriaux et autres, jouissent de droits négatifs, en vertu desquels ils étendent leur propriété sur le travail et jusque sur l'intelligence et le talent. Les tribunaux accueillent et vengent le millionnaire à qui l'ouvrier affamé a dérobé un pain; ils repoussent l'ouvrier qui, sans travail, accuse la société dont il fait partie, de manquer à son devoir; ils punissent l'ouvrier sans pain qui, avant de succomber à la faim, aura un peu brutalement demandé du travail ou du pain au millionnaire.

Il ne s'agit aucunement d'enlever aux propriétaires la sécurité qu'ils se sont faite dans l'organisation sociale actuelle; mais il s'agit, dans l'organisation de la société future, de créer la même sécurité en faveur de ceux à qui ils l'ont refusée. Les jouissances acquises sont une propriété réelle qu'il faut respecter; d'accord : mais le droit de vivre par son travail, de la tête ou des bras, est une propriété, sinon plus réelle

encore, du moins plus sainte, qui est violée sans cesse et qui doit être respectée la première de toutes. Quoi! la justice protège la propriété du riche et elle foule aux pieds la vie du pauvre! Ce n'est donc point la justice des hommes; c'est celle de la terre et de l'or! Faudra-t-il, qu'émanée de la matière, elle arme contre elle tout ce que l'humanité a d'intelligence et de vie? Ne pourra-t-elle, avec l'or qui la soudoie, se purifier que dans la boue et le sang?....

Le pillage des boutiques, des magasins et des caisses, le bris des machines, le ravage des terres, la guerre aux hôtels et aux châteaux, sont des désordres criminels; qui en doute? mais le refus de travail ou d'un salaire suffisant pour vivre et se développer dans tous les sens, fait à un être humain quelconque, est un crime d'une tout autre portée, et dont les conséquences accumulées depuis des siècles, produiront nécessairement pour nous ou nos enfants des calamités qu'il est impossible de calculer.

Qu'on ait acquis les moyens d'être heureux; c'est fort bien : on a le droit de les conserver. Mais qu'on ne pense jamais d'avoir pu acquérir le droit de plonger ou de retenir les autres dans le malheur, en les privant des moyens d'être heureux aussi.

Voilà l'abus fondamental à détruire radicalement. Sa destruction est le premier devoir du pouvoir qui porte les lois et du pouvoir qui les exécute. La société doit être dorénavant organisée, *surtout* pour que tout homme puisse y vivre en homme, avec sa fa-

mille, et progresser, à mesure que la société elle-même progresse, en richesse, en culture intellectuelle et morale, et en bonheur. La propriété du travail de l'esprit comme de celui du corps, c'est-à-dire du talent et de la main-d'œuvre, doit être garantie la première et le plus fortement par la constitution, les lois organiques et les tribunaux institués pour les appliquer; et à celui que des causes en dehors de sa volonté empêchent de faire valoir son génie ou ses bras, de travailler, la société lui doit l'équivalent de cette propriété primordiale dont il ne pouvait pas déchoir malgré lui. Ce sont là des dettes sacrées, auxquelles rien ne peut dispenser de satisfaire, qu'aucun temps ne prescrit.

Il ne suffit pas d'avoir proclamé l'égalité politique des droits : c'est là une égalité en paroles, de l'équité illusoire, qui se résout en injustice réelle, en inégalité de fait. C'est l'égalité de conditions qu'il faut, c'est-à-dire celle dans les moyens d'appliquer la liberté pour en faire résulter le bonheur.

Ce ne sera que lorsque le droit de vivre, c'est-à-dire de se développer intellectuellement et physiquement, par le travail ou sans travail, quand le travail ou les moyens de travailler manquent, sera socialement reconnu et assuré, plus et avant même le droit de conserver la richesse acquise et le sol occupé ; ce ne sera qu'alors que le droit de propriété immobilière et mobilière aura une base réelle et inébranlable, une base de justice : c'est-à-dire, que le privilége de la

possession de la richesse que la société a consacré, ne sera inattaquable *en principe* pour les non-possesseurs, que lorsque cette même société aura contrepesé cet avantage par des avantages assez considérables pour établir un lien moral entre les uns et les autres, lien tout à la fois de reconnaissance et de dévouement.

Mais *affranchir* n'est pas *faire dominer*. C'est tout simplement soustraire l'homme essentiellement doué de volonté et de raison, à la main odieuse d'un maître qui peut comprimer sa raison et briser sa volonté, le dégrader ou l'anéantir, pour ne plus lui laisser sentir que la main bienfaisante d'un frère qui le protège : c'est donner socialement *à tous*, avec l'indépendance réelle de qui que ce soit, les moyens efficaces de la maintenir et de la rendre de plus en plus active. Une fois la *personnalité* sociale acquise, l'activité politique en deviendra infailliblement la conséquence, et le droit à intervenir dans les affaires publiques sera finalement exercé par tous. Mais nous n'en sommes pas là. Le prolétaire est encore esclave ; lui dire : *Régnez*, ce serait ne vouloir que des ruines et du sang ; lui dire : *Décidez comment vous voulez qu'on règne*, ce serait faire un appel aux passions inintelligentes, à l'anarchie ; lui dire enfin : *Soyez libre*, et l'abandonner sans même lui donner des moyens de vivre, et sans lumières sur l'art de vivre humainement, sans qu'il connaisse le but de la vie, la destinée de l'homme social, c'est cruellement se moquer de lui et appeler

sur soi-même et la société une vengeance qui sera d'autant plus terrible qu'elle sera plus tardive. Il faut lui rendre la liberté, d'abord possible, puis utile; et quand, de la dignité d'homme, il se sera élevé à la hauteur du citoyen, il contribuera avec tout le monde à assurer le bonheur commun.

Il n'y aura plus alors de *mineurs politiques* : il suffit pour le moment, mais aussi il faut sans retard, qu'il n'y ait plus de *mineurs sociaux*. C'est dans l'intérêt des majeurs sociaux et politiques que je parle ici.

S'ils m'écoutent, ils se montreront justes à l'égard du prolétaire; lui se montrera généreux à leur égard : il ne reste plus d'autre voie de salut pour l'humanité. Hors de là, il n'y a que troubles, violences et bouleversement : il y aura la conquête brutale de la société par les prolétaires, qui confondront toutes choses; qui réaliseront dans l'ordre des faits matériels l'anarchie que nous propageons depuis longtemps dans l'ordre des intelligences; et qui ne laisseront d'autre espoir d'échapper à une perte certaine et générale, que l'intérêt alors généralement senti d'organiser la raison d'abord, puis la morale par la raison, et les institutions par la morale, enfin les intérêts par les institutions, par la morale et toujours par la raison.

Voilà véritablement la question que se proposent tous les esprits non encore étouffés sous la matière et les intérêts fangeux qui en naissent, les esprits qui ont vu le mal et qui se croient le devoir de le

signaler; qui indiquent le remède, et qui prouvent l'urgence d'y recourir si l'on veut l'appliquer en temps utile, c'est-à-dire, relever les opprimés, préserver les oppresseurs, et arracher la société aux maux que l'oppression fait planer sur elle.

Cette question a été nettement formulée par un écrivain célèbre : « Comment, dit George Sand dans un de ses derniers romans, comment accorder ces deux principes : le droit de l'homme heureux à la conservation de son bonheur; le droit de l'homme misérable à la fin de sa misère? » Il doit être possible de les accorder, ou il n'y aurait point de Dieu, et il finirait par ne plus y avoir d'humanité sociale. On les accordera; j'en ai la conviction : mais il faut que tous concentrent leurs recherches sur ce point vital de la rénovation humanitaire. Et qui donc, s'il a la moindre sympathie pour ses semblables, s'il a un cœur d'homme, qui pourrait s'en empêcher? Chacun ne doit-il pas se répéter avec l'écrivain déjà cité? « Se résigner au malheur d'autrui, supporter le joug qui pèse sur des têtes innocentes, regarder tranquillement le train du monde sans essayer de découvrir une autre vérité, un autre ordre, une autre morale! oh! c'est impossible,... impossible! Il y a là de quoi ne pouvoir dormir, ne jamais se distraire, ne jamais connaître un instant de bonheur; il y a là de quoi perdre le courage, la raison ou la vie! » Ce passage peint exactement ce que j'éprouve. Il ne me fallait, certes, rien moins que le stimulant des inquiétudes, des

tourments, je dirais presque du désespoir, qui y sont si éloquemment exprimés, pour, à la fin d'une carrière agitée comme a été la mienne, me faire, de gaieté de cœur, affronter de nouveaux orages, et m'exposer à une lutte nouvelle.

Je sais que plusieurs nient qu'il y ait réellement progrès dans le mal-être général. Pour moi, je crois fermement à ce progrès. Mais comme c'est chose, sinon difficile, du moins longue à constater, et toujours possible à contester, je passe outre. Je me borne à soutenir, et personne ici ne me contredira, qu'il y a progrès dans le sentiment général du mal-être. Supposé donc que celui-ci soit demeuré matériellement ce qu'il était, la croyance qu'il a augmenté suffit de reste pour augmenter le mécontentement. Le mal est plus senti; donc il paraît plus grand : donc la nécessité de le réparer devient de jour en jour plus urgente.

Mais le mal est aussi réel que la réparation devra l'être. Le pouvoir lui-même ne nous a-t-il pas dit qu'en France *huit millions d'hommes* sont sans pain? En Angleterre, l'ouvrier ne meurt-il pas d'inanition devant la porte des fabricants qui lui doivent leur or? Dans la plantureuse province de Flandre du riche royaume de Belgique, il y a environ un quart de la population qui vit des secours publics. Serait-ce trop s'avancer que de dire, que la moitié de cette population n'a que tout juste; c'est-à-dire, n'a, strictement parlant, pas assez. Reste donc un quart qui possède

suffisamment : et de ce quart la moitié a évidemment trop. Singulière équité sociale qui, après avoir accablé de ses faveurs quelques rares élus, ne répand autour d'elle que la misère, les angoisses et la mort !...

Croit-on que le peuple ne comprenne pas toute l'inhumanité et la déraison de la conduite qu'on s'obstine si stupidement à tenir à son égard? Croit-on qu'il doive conserver longtemps encore sa résignation morale qui le laisse dans la détresse, devant les immorales provocations de ceux qui l'y retiennent ? non, certes : le jour viendra, et peut-être n'est-il pas éloigné, où les pauvres diront aux riches : « Vous nous gouvernez ; nous ne demandons pas de quel droit. Mais nous savons quel devrait être le but de votre pouvoir, et nous vous le rappelons. Nous sommes malheureux ; vous êtes donc coupables, soit de n'avoir pas voulu faire notre bonheur, soit de ne l'avoir pas su, *comme vous deviez*. Vos biens, protégés ou du moins respectés par nous, au lieu de vous avoir servi à faire prospérer la société et nous qui en sommes le noyau et le nerf, n'ont été entre vos mains que des moyens de nous enchaîner, de nous pressurer, de nous rendre tributaires de vos égoïstes jouissances et de vos caprices insolents. Il est temps que cela finisse. Rendez un dépôt qui est stérile, qui est nuisible entre vos mains. Peut-être en ferons-nous un meilleur usage. Et si nous n'y parvenons pas, du moins aurons-nous aussi joui pendant quelques instants des richesses dont Dieu a doté la terre, et

qui jusqu'à présent n'ont été pour nous qu'une aggravation de maux. »

C'est là le pillage légal dont j'ai déjà parlé. *Ce pillage aura lieu.* Ceux qui ont intérêt à ce qu'il ne se fasse pas, cherchent à l'éloigner en effrayant les bourgeois d'un *pillage à domicile.* Quand les bourgeois seront convaincus que ce pillage-là n'est pas à craindre, et quand décidément il sera constaté qu'ils ne veulent rien faire pour empêcher l'autre, le dépouillement *de par la loi* commencera.

Car ceux qui s'exprimeront comme je viens de dire sont les plus nombreux; et ils seront les plus forts quand ils le voudront sérieusement. Ils règneront. Pourquoi prendraient-ils en détail s'ils peuvent se faire livrer en masse? La force sera leur droit. On en a usé contre eux, ils en useront contre les autres. Et quant à la justice que les autres réclameront de leur part, ils répondront qu'ils ne la connaissent pas; qu'on ne la leur a jamais fait connaître de manière à leur prouver qu'on y croyait réellement; qu'on leur en a souvent parlé, il est vrai, mais que c'était une ruse pour les refouler adroitement au rang des dupes; que, si ceux qui leur ont tenu ce langage avaient été convaincus eux-mêmes qu'il y a des devoirs à remplir, ils les eussent avant tout remplis à leur égard; et que, dans ce cas, ils n'eussent croupi, eux, ni dans l'ignorance, ni dans le dénuement, et qu'ils ne se fussent jamais vus réduits à l'affreuse extrémité de devoir se venger de leurs tyrans.

Ces arguments hurlés par des millions de bouches et soutenus par des millions de bras, seront irrésistibles. La force organisée qui, pendant tant de siècles, a courbé l'immense majorité des hommes sous le joug, sera brisée comme verre ; et la religion qui ne lui a enseigné qu'à porter le joug avec résignation, sera foulée aux pieds. Parce qu'il y a quelque chose de plus nécessaire que les moyens d'ordre, c'est la justice; quelque chose de plus puissant que la force et de plus sacré que les religions, c'est l'humanité.

Ne nous le dissimulons pas cependant : la morale de l'autorité religieuse, quoique non fondée en raison et souvent même erronée, était un moyen et un moyen efficace d'ordre; d'un ordre faux, j'en conviens, et la preuve, c'est que cet ordre a été renversé, que le moyen a été détruit, ce que la vérité n'a jamais à craindre : mais cette morale et son principe étaient éminemment utiles; l'ordre qui en résultait était provisoirement très-social.

Qu'est-ce que le libéralisme avec sa négation, son doute, son examen en un mot, lui a substitué? L'absence de tout principe de certitude, de toute règle de conduite, de morale sociale et de religion humanitaire; l'anarchie sans compensation; la nécessité sans raison; le fait sans droit; le hasard sans intelligence; l'individualisme, l'isolement et le désespoir. Maintenant qu'il est prouvé et prouvé pour tous, que le malheur n'est pas la loi de Dieu; que personne n'a droit à être heureux aux dépens d'autrui; que nul ne

doit souffrir sur la terre pour que d'autres jouissent ; que le progrès, c'est le perfectionnement universel, l'harmonie morale, le bien-être de tous : que nous enseignent les apôtres de l'examen illimité, du doute absolu, pour organiser la société rationnellement, c'est-à-dire équitablement ? rien. Ils ont renversé l'autorité sur parole ou la révélation, la foi dépourvue de preuve incontestable et par conséquent sans puissance morale. Et cette mission, la seule qu'ils eussent reçue et qu'ils pussent remplir, une fois terminée, ils *laissent passer* l'œuvre de désorganisation, ils *laissent faire* les artisans d'iniquité et de désordre, de mensonge et de corruption ; et ils attendent avec effroi que leurs doctrines engendrent les terribles effets pratiques qui, dès que l'on considère ces doctrines comme absolues, sont les conséquences inévitables de leur application.

Ils font plus et pis : ils voudraient rétrograder : la peur les aveugle au point qu'ils espèrent de parvenir à rattacher à une autorité quelconque, le pouvoir dont ils se sont constitués les représentants dans l'ordre de choses qu'ils ont établi sur la ruine de toute autorité possible. Mais jusqu'au simple essai de cette absurde tentative est devenu impraticable dans les actes publics de gouvernement, que le droit consacré d'un examen individuel sans base ni contrôle a assujetti à toutes les suites du libéralisme. La liberté illimitée dans tout ce qui ne peut être matériellement déterminé par la loi positive, est désormais un droit

socialement acquis à tous, et qui ne saurait plus être violé impunément.

Restent les actes privés. Eh bien, là, chaque chef de famille, tremblant de voir ses enfants adopter son incrédulité et son indifférence, son égoïsme et sa lâcheté, auxquels le raisonnement fondé sur l'état actuel de la science l'a livré, se réfugie lui-même dans l'hypocrisie, et jette la génération qui doit le suivre aux mains des prêtres et des congrégationnistes, pour qu'ils la façonnent à n'importe quoi, à l'ignorance, à l'erreur, au mensonge, s'il le faut, pourvu que cela ne mène pas à la réalisation de la liberté telle qu'on s'est vu forcé de la concevoir, c'est-à-dire, comme la négation de tout ordre quelconque. Notre déplorable époque a ce trait de ressemblance de plus avec celle de la décadence de l'empire romain, avec laquelle elle offre déjà, sous tant d'autres aspects, une analogie si parfaite. Les philosophes d'alors, effrayés, eux aussi, des progrès du doute qui menaçait toutes choses de décomposition et de mort, ne pouvant plus revenir à la croyance qu'ils avaient perdue, se firent fourbes et bigots. C'était le dernier passage. L'anarchie était au comble avec la corruption. La *parole* du Christ releva l'humanité et reconstitua la société. La raison aujourd'hui, auxiliaire et complément du christianisme que l'examen a contesté comme autorité sociale, et que par conséquent il a anéanti, doit opérer à son tour le même prodige, et *l'opérera*.

Cet écrit étant en quelque sorte une récapitulation

de ceux qui l'ont précédé, je le terminerai par un résumé très-succinct des maximes sur lesquelles toutes mes réflexions reposent. Ces maximes, qu'on les adopte ou les réfute ; et nous aurons fait un pas de plus.

1° L'ordre social doit s'appuyer sur un principe incontestable, socialement admis, duquel il soit la conséquence nécessaire. Ce principe jusqu'ici n'a été que révélé ou senti. Il était vrai peut-être dans un sens absolu, mais il n'était pas incontestable pour l'intelligence. L'examen l'a détruit.

2° Tout principe de révélation ou de sentiment, renfermât-il même implicitement la vérité sociale absolue, est devenu incompatible avec l'existence de l'ordre depuis l'exercice du libre examen, qui est lui-même indestructible depuis l'invention de la presse [1].

[1] Je ne veux pas seulement dire par là que, la presse étant attaquée, ses organes, c'est-à-dire ceux qui sont le plus intéressés à sa conservation, se ligueraient pour la maintenir libre et inviolable, comme nous venons de voir en France. Ce ne serait là que ce qui se fait en toute autre chose, où chacun défend avant tout son propre bien et soi. Et du moment que le pouvoir désintéresserait les organes de l'opinion, qui se diraient lésés, il paraîtrait pouvoir et devoir triompher de l'opinion elle-même.

Or, il est toujours possible de désintéresser, sinon les partis, du moins les individus, en leur offrant des avantages plus grands, avec moins de risques à courir, s'ils cèdent aux exigences du pouvoir que s'ils lui résistent.

3° Du critérium des majorités, exprimant prétendument une prétendue souveraineté du peuple, ne peut résulter que l'anarchie, aussi longtemps que l'incontestabilité rationnelle, expression de la souveraineté humanitaire, n'aura pas d'existence sociale.

4° Cette incontestabilité rationnelle ne s'établira socialement, que lorsque les illusions relatives au critérium des révélations et au critérium des majorités, se seront complétement évanouies.

5° Il est à craindre que ces illusions ne s'évanouissent qu'après une succession de despotismes et d'anarchies, dont le résultat de plus en plus funeste

Je dis surtout que la presse est indestructible, soit que ses organes *pro tempore* fléchissent, soit qu'ils ne fléchissent pas : elle l'est, parce qu'elle exprime l'opinion sociale, qui est la protestation de l'intelligence contre une autorité qu'elle ne peut plus accepter bénévolement; et cette intelligence est nécessairement libre. Les organes de la presse qui se laisseront amortir seront écrasés par la presse avec leurs corrupteurs. Les renégats de l'opinion seront dévorés par elle.

Dans l'état social actuel du doute absolu sur tout ce qui n'est pas susceptible d'être matériellement vérifié, il n'y a et il ne peut y avoir que des gouvernements *de fait,* qui ont une existence provisoire pour tant et si longtemps qu'ils se bornent à coordonner ou plutôt à faire coexister des faits. Dès qu'ils sortent du cercle des actes matériels, déterminés d'avance par la majorité délibérante et réalisés exactement comme ils ont été déterminés; dès qu'ils s'occupent

fera finalement éprouver le besoin d'un critérium humanitaire.

6° La règle sociale basée sur l'incontestabilité rationnelle, doit dériver d'un principe unique et commun à l'humanité; elle doit être la conclusion d'un raisonnement qui ait cette incontestabilité pour principe, et qui soit enchaîné par identités, jamais par analogies; elle doit préalablement avoir fourni des preuves :

a. De l'immatérialité de l'ame;

b. Du rapport des actions de cette vie avec le bien-être ou le mal-être en d'autres vies;

Et par conséquent, de l'existence de la sanction de

d'opinions, d'idées, d'intentions, de tendances; dès qu'en un mot, ils se hasardent sur le terrain *du droit*, le terrain moral, ils sont perdus. Ils ont pu et dû prévoir qu'on tenterait de les renverser; et ils tuent quiconque, le tentant, ne réussit pas à les renverser : c'est logique. Ils ont la force et ils en usent : il n'y a encore là que despotisme, et on en est quitte pour ne pas combattre ce despotisme par la violence brutale. Mais s'ils frappent ceux qu'ils déclarent avoir eu *le projet* de leur nuire, en d'autres termes d'être *suspects* de ne pas penser comme eux; oh! alors ils menacent tout le monde : il y a tyrannie. On se soulève; et la force de tout le monde vient bientôt à bout de la force de quelques-uns.

La pairie française en condamnant M. Dupoty pour complicité *morale* ou idéale dans une tentative réelle d'assassinat, a porté à la monarchie de 1830 un coup dont elle ne se relèvera jamais.

ces actions relativement à la conformité avec la règle, sanction nommée Dieu.

7° La presse ne pouvant être détruite, ni le libre examen anéanti, ni le principe d'autorité, de révélation, de foi, de sentiment, rétabli, il faut de toute nécessité que le critérium des majorités disparaisse devant la découverte de l'incontestabilité rationnelle, ou que la société, l'humanité, périsse à jamais.

8° Je crois à l'avenir de l'humanité : je crois donc que l'on prouvera Dieu, l'ame individuelle, et la relation intime entre la vie terrestre de chaque homme et son existence ultra-mondaine; je crois en un mot que la morale sera fondée sur la vérité une et éternelle.

Décembre 1841.

DES

DESTINÉES HUMAINES.

N° 8

Que suis-je? où suis-je? où vais-je? et d'où suis-je tiré?

VOLTAIRE.

J'ai terminé mon dernier écrit par le résumé des maximes dont mes réflexions ne sont que le développement : je commencerai celui-ci par une exposition des principes qui me dirigent dans ma marche.

Les voici dans leur plus grande simplicité :

TOUT POUR L'HUMANITÉ PAR LA RAISON.

C'est-à-dire : concours de tous les efforts, de chacun et de tous, vers le seul but de servir l'humanité, en

fondant la société humaine sur un principe rationnel incontestable à l'intelligence, qui impose l'ordre au moyen de l'adhésion libre, et l'équité envers tous les hommes, l'amour de tous les hommes, au nom de l'intérêt de chaque homme.

L'humanité sociale, c'est l'union des hommes par la justice.

Pour s'unir, il faut comprendre et vouloir.

L'homme est donc une activité intellectuelle ayant conscience d'elle-même.

De l'égalité des hommes *en essence*, naît la possibilité de s'accorder entre eux; le principe spirituel qui leur est commun, est pour eux le moyen de formuler une justice qui leur soit commune : c'est leur égalité *en droits et en devoirs*.

Car, sous ce point de vue élevé, devoirs et droits ne sont qu'un : tous les droits humains se résument dans le droit de chacun à accomplir sa destinée, et par conséquent à disposer de tous les moyens nécessaires pour remplir ses devoirs d'homme.

L'égalité des hommes en destinée constitue le devoir de justice, que l'intelligence rend incontestable pour l'intelligence.

La morale et les lois sont la conséquence de la responsabilité psychologique, conséquence elle-même de l'intelligence et de la liberté.

L'ordre absolu, c'est l'unité; c'est Dieu.

La religion qui rapproche les hommes de Dieu, resserre les liens qui les unissent entre eux.

Le progrès humain, c'est une tendance vers l'ordre, c'est la convergence des individualités par le perfectionnement de la justice sociale.

La vie de chaque homme a pour but son bonheur individuel, qui est pour lui un droit.

Ce bonheur ne se rencontre que sur la voie de l'amélioration de chacun.

La société qui est l'ensemble des hommes, l'humanité, a pour but le bonheur de tous ses membres : elle a pour devoir de satisfaire aux droits de tous et de chacun; pour moyen d'y satisfaire, l'égalité de condition de tous.

Il n'y a d'association possible qu'entre égaux; entre inégaux, il y a domination d'une part et sujétion de l'autre.

Personne ne sera *complétement* heureux que lorsque tout le monde le sera.

Les jouissances du *petit nombre* des privilégiés actuels sont de plus en plus menacées par les souffrances du *grand nombre* d'opprimés. Il faut faire cesser celles-ci, dans l'intérêt, d'abord des malheureux qui doivent cesser de l'être, ensuite de ceux qui ne sont pas malheureux et pour qu'ils ne le deviennent jamais.

La liberté politique est une condition de bonheur; la misère est une cause d'esclavage politique.

Le pacte social doit garantir à tous également l'existence avec tous ses développements.

Exclusivement à ce prix, il y aura association rationnelle; c'est-à-dire, accord équitable entre des indi-

vidus inégaux devant la nature, mais égaux devant Dieu, ou socialement égaux et réellement libres.

Le seul moyen d'atteindre le but social est l'amélioration de tous.

Point d'amélioration universelle possible sans un système d'éducation publique et commune.

Point de système d'éducation, sans un système social.

Point de système social, sans un principe incontestable de vérité et de morale, socialement admis.

Ce principe, base de la société dans ce monde, doit nécessairement être pris hors de lui et d'elle.

C'est de ce principe que doivent émaner les lois positives, à ce principe qu'elles ressortissent. Car le droit fait la loi légitime; sans lui, la loi n'est qu'un fait variable et violable.

Le peuple ne pourra participer au développement intellectuel et moral, que lorsque la société aura assuré son bien-être physique.

C'est aux hommes d'intelligence et de dévouement à opérer cette réforme *par devoir;* aux égoïstes intelligents à le hâter *par calcul.*

Si jamais il se présente un homme assez éclairé pour se dévouer à ses semblables par amour pour lui-même, c'est-à-dire, un homme calculant tout à fait juste, et que cet homme dispose du pouvoir, il sauvera la société.

Cela posé, je pars d'un fait que je reconnais fran-

chement, savoir, que l'examen qui a détruit toute autorité de sentiment et de foi, a par cela même enté sur le scepticisme social l'égoïsme privé, qui désormais est devenu le principe de tout, la règle universelle, le but unique. J'avoue que, même le scepticisme vaincu au moyen de la découverte d'un critérium rationnellement incontestable et socialement adopté, le libre examen n'en demeurera pas moins qualifié pour soumettre ce critérium à sa pierre de touche. Ce ne sera donc qu'après avoir été agréé par l'égoïsme de chacun, qu'il sera en droit de se proclamer *principe social.*

Je déplore autant que qui que ce soit le mal occasionné par l'égoïsme terrestre; mais je soutiens qu'une fois que la raison individuelle a été admise comme juge unique de la vérité, et par conséquent l'intérêt individuel comme seul arbitre du droit, il a été complétement inutile d'invoquer d'autre morale, d'autre religion, que le sec et étroit calcul de l'égoïsme lui-même pour remédier à l'anarchie dont il était cause. L'homme est entré dans la voie de l'insociabilité, de l'anarchie, par l'égoïsme; ce n'est plus que par l'égoïsme qu'il peut en sortir. Il n'écoute, a droit à n'écouter, et ne peut même écouter que la voix de l'amour exclusif qu'il s'est voué à lui-même : lui dire, *sans plus,* que son devoir est de s'immoler au bien public par amour pour l'humanité, est une pauvreté de moraliste; lui prescrire de renoncer aux plaisirs présents auxquels il aspire pour mériter ceux du paradis

auxquels il ne croit pas, c'est une tyrannie de prêtre. Il faut lui *prouver* qu'il ne peut travailler efficacement à son bonheur qu'en contribuant à celui de ses semblables, et que les sacrifices qu'il fera de son bien-être actuel à son devoir éternel envers l'humanité, lui vaudront un bien-être futur proportionné au perfectionnement intime de sa nature intellectuelle et morale d'homme.

L'amour de soi est la conséquence nécessaire de la connaissance de soi : l'égoïsme se confond donc avec la conscience ; l'un comme l'autre est essentiel à l'homme, et ne peut appartenir qu'à l'homme seul. La connaissance de soi ou la science du bien et du mal emporte la possibilité de bien ou de mal faire. Elle est par conséquent la perte de l'innocence, c'est-à-dire de l'ignorance qui, nous privant de toute connaissance quelconque, nous ôte aussi la faculté de mériter et de démériter. L'état d'innocence est l'état des êtres dont l'égoïsme ou l'individualité, avec l'existence sentie, est, pour me servir d'une expression anthropomorphe, dans la main de Dieu. L'homme s'appartient, et le monde qui appartient à Dieu, lui appartient aussi à lui par l'intelligence, comme les couleurs appartiennent à ceux qui sont doués de la vue, et les sons à ceux qui ont l'ouïe. Il n'y a ni couleurs pour les aveugles, ni sons pour les sourds : il n'y a point de monde pour les êtres privés de la connaissance d'eux-mêmes et de ce qui n'est pas eux ; il n'y a ni liberté, ni morale, ni responsabilité. En nous

montrant ce qu'est le mal, la science a introduit le mal dans le monde, où l'égoïsme humain l'a répandu et perpétué; mais elle nous a montré aussi ce qu'est le bien : sans elle, il n'y aurait eu ni connaissance ni exercice du bien. L'égoïsme humain doit remplacer le mal par le bien. Seulement il faut pour cela que la science soit plus réelle, plus intime, plus profonde; il faut que, d'intellectuelle, elle se fasse morale.

Oui, certes, le devoir de tout homme est de se dévouer pour ses frères : l'individu doit vivre pour l'humanité; l'homme spirituel, se proposer toujours pour but à son existence présente, l'existence future qui en sera le complément. Les morales fondées sur le commandement d'une autorité quelconque, les religions révélées, ont toujours dit cela : et elles ont eu parfaitement raison. Tant qu'on l'a cru, il a même suffi qu'elles l'eussent dit. Mais on a discuté, on a contesté, on a douté, on a nié; et, de ce moment, il a fallu faire plus que le dire : il a fallu le prouver. Or, la discussion qui a tout ébranlé, n'a laissé debout que l'intelligence personnelle et l'intérêt de chacun. C'est donc devant ce tribunal que désormais le précepte de dévouement sera nécessairement traduit; qu'il doit par conséquent pouvoir plaider sa cause, et la gagner.

Donc, en d'autres termes, c'est de l'intelligence du but réel de la vie de l'homme *pour chaque homme*, que doit résulter l'association humaine; ou il n'y a plus de société possible. Ce n'est plus en leur prêchant de se sacrifier à un être de raison qui n'a de valeur que

celle des individus dont il exprime l'ensemble, que l'on peut espérer de socialiser les hommes : qui aurait le droit de leur imposer ce sacrifice, et comment leur ferait-on comprendre le devoir de s'y soumettre ? C'est uniquement en leur montrant, preuves en main, ce qu'est en effet leur véritable intérêt propre et ce qu'il exige d'eux, et en les exhortant à ne tendre que vers ce but bien déterminé, persévéramment et directement.

On a souvent crié aux riches : « Vous êtes trop heureux ! » et l'on a prétendu qu'ils se dépouillassent débonnairement d'une partie de leurs moyens de bonheur en faveur de ceux qui n'en ont pas assez ou pas du tout. Cela n'est pas plus raisonnable que vrai. D'abord, on ne saurait avoir trop de bonheur. Ensuite, personne ne se prive de bon gré de ce qui est l'objet des désirs et des efforts de chacun. Les riches savent cela comme les pauvres, parce qu'ils sont hommes comme eux ; et la crainte de perdre n'a fait que les rendre plus égoïstes, et surtout égoïstes plus prudents et mieux avisés. Le danger leur a été signalé ; ils se sont armés contre le danger, de tous les moyens que la civilisation et son organisation sociale ont pu leur offrir.

Autre chose eût été si l'on avait dit aux riches : « Vous possédez les conditions matérielles du bonheur physique sur la terre, et vous avez le droit de les conserver. Mais n'êtes-vous qu'une combinaison mécanique de matière organisée? Vos besoins sensuels

satisfaits dans tous leurs raffinements, n'éprouvez-vous pas de nouveaux besoins, et toujours de nouveaux besoins, que vous ne parvenez pas à satisfaire? Et quand vos désirs sont émoussés, ne voyez-vous pas que le vide immense de cette satiété désespérante a creusé sous vos pieds une tombe où vous ne reposerez jamais en paix? Pouvez-vous n'aspirer qu'au bonheur actuel et terrestre? Avec tout ce qu'il faut pour être complétement heureux de cette manière, l'êtes-vous en réalité autant que vous devriez l'être? Non, mille fois non. Il y a donc au fond de la question que vous croyez avoir résolue à votre avantage, un élément que vous avez tout à fait négligé, en la tranchant si témérairement peut-être contre vous-mêmes.

» En outre, avouez-le: la misère autour de vous vous tourmente, vous ennuie, vous effraie. Vous sentez instinctivement que cela ne devrait pas être ainsi, et que par conséquent cela finira par ne plus être ainsi. Or, dans un changement auquel vous ne contribueriez pas et que vous ne feriez que subir, vos conditions de bonheur matériel courraient grand risque d'être diminuées de beaucoup. Si, au contraire, par des institutions équitables dans lesquelles vous écririez vous-mêmes le droit de tous, celui de travailler pour vivre, vous achetiez la paix et le repos, la sécurité et la stabilité, les pauvres gagneraient infiniment à cette révolution pacifique et spontanée, et vous encore plus. »

Le dieu de la révélation, le culte, les mystères, les dogmes, les cérémonies, les pratiques pieuses, la morale religieuse et sa triple sanction, l'enfer, le purgatoire et le paradis, tout cela, je ne puis assez le répéter, était éminemment social; c'est-à-dire que, quoique exploité spécialement par la caste privilégiée des prêtres, le vrai pouvoir sous la forme sociale qui naît du principe de l'autorité, cela avait un but ou du moins était un moyen d'ordre, d'organisation, de cohésion, d'unité, d'harmonie. Mais plus rien de cela n'existe chez tous, et chez tous également incontesté: l'autorité a été mise en doute, la foi est ébranlée, l'union des sentiments est rompue par l'antagonisme des esprits. Et pourquoi? parce que tout l'édifice, quoique bon peut-être essentiellement, et à coup sûr provisoirement utile, était construit sur le sable; parce qu'au premier vent d'intelligence et de liberté, il devait tomber en poudre; parce qu'il n'y avait rien de rationnellement établi, de logiquement et incontestablement démontré, rien qui soutînt l'examen, qui pût résister à la discussion, repousser victorieusement la négation. Ce sont là des faits positifs et évidents, qu'il faut accepter de gré ou de force: comme c'est un fait, que la négation aujourd'hui ne respecte plus rien; que le doute s'attache à tout; que l'indifférence plane sur tout ce qui ne tombe pas sous les sens; que la libre discussion est un droit irrévocablement acquis; que l'examen s'exerce sans limite et sans contrôle par chacun et en toutes choses:

comme c'est un fait, que paradis, purgatoire, enfer, morale religieuse, pratiques, cérémonies, dogmes, mystères, culte et jusqu'au dieu de la foi, sont socialement et définitivement passés au rang des vieilleries, des puérilités individuelles, des chimères sans réalité et sans fondement, des faussetés, des mensonges. Vouloir raisonner et agir comme si ces faits n'existaient pas, c'est avoir l'intention de tromper les autres, ou être soi-même la plus grossière des dupes.

Certes, la révélation civilisatrice, les préjugés qui harmonisent, et la morale par ordre, valaient mieux que le doute désorganisateur, le défaut de toute morale et l'insocial égoïsme terrestre. Mais il ne s'agit pas de savoir ce qui est préférable : il s'agit de savoir ce qui est. Or ce qui est, c'est l'égoïsme terrestre, l'indifférence morale et le doute universel. La foi qui moralise et la morale qui relie, ont depuis longtemps perdu toute influence sociale. Cela devait être ainsi. Il fallait marcher en avant pour atteindre le but posé au progrès humain, et la liberté de discussion avec faculté d'accepter ou de rejeter à volonté, était un pas immense qu'il était nécessaire de faire pour passer de la croyance à la certitude, et au moyen duquel on touchait précisément à la certitude lorsque le doute avait banni toute croyance, toute foi.

Il nous faut maintenant tout ce que la croyance offrait de social : mais il nous le faut rationnellement ; il nous le faut logiquement prouvé, afin que l'examen

le confirme, que le doute s'y émousse et que la négation s'y brise. Or, de quels dogmes moraux la société a-t-elle indispensablement besoin pour être possible, c'est-à-dire, pour se maintenir et progresser indéfiniment? Seulement de deux, savoir : celui de l'existence d'un principe absolu et éternel de justice, Dieu; et celui de l'immortalité de l'ame humaine, qu'attendent, dans une vie supérieure, des peines ou des récompenses proportionnées au mérite ou au démérite *social* de l'homme dans la vie présente. Mais entendons-nous bien : les peines dont je parle ne sont pas une punition du mal; elles en sont la conséquence. Car le Dieu de la raison ne condamne jamais; il conclut : il est la souveraine logique, la raison immuable. L'homme, si la conséquence d'une de ses pensées ou d'un de ses actes est mauvaise pour lui, ne doit s'en prendre qu'à lui-même : semant le mensonge et le crime, il ne peut recueillir que la dégradation et le malheur; son sort futur n'est jamais que la conclusion des prémisses qu'il a posées dans sa conduite passée.

J'ai dit *le mérite et le démérite social*, parce que c'est le seul que nous puissions acquérir sur cette terre où nous sommes appelés à vivre dans la société de nos semblables, à vivre avec eux et pour eux, pour la plus grande utilité matérielle, intellectuelle et morale de tout le genre humain : notre destinée individuelle à chacun ne peut être atteinte et accomplie que par cette vie largement et généreusement huma-

nitaire. Nous y perfectionner, c'est nous rapprocher le plus possible du type de la perfection infinie, de Dieu. Or, nous ne le pouvons ici-bas que par le culte de justice et d'amour envers les hommes; nous ne pouvons nous unir à Dieu, comme s'expriment les dévots, que médiatement, c'est-à-dire par le moyen de la vie pratique ou sociale. C'est là ce que j'appelle l'égoïsme bien entendu, celui qui pousse l'homme dans la voie de sa destinée complète, celui qui embrasse l'univers pour arriver à Dieu.

En vertu de cet égoïsme, la morale ne sera plus le résultat d'un commandement d'en haut, la conséquence d'une révélation surnaturelle; elle sera de principe rationnel, de devoir essentiel, de conviction pour chacun, d'élan pour tous. Devant la morale de la raison, il y aura égalité de liberté, comme devant la morale de la révélation, la morale chrétienne comprise, il ne pouvait y avoir qu'égalité de soumission, tout commandement non raisonné se résolvant en despotisme d'une part, en esclavage de l'autre. Devant la religion de la raison, le paradis et l'enfer seront la continuation de la vie après la transformation apparente que nous appelons *mort*, la conservation du sentiment de l'existence avec le sentiment de son exaltation ou de son abaissement. Nous nous faisons notre paradis et notre enfer à nous-mêmes; nous sommes nous-mêmes notre paradis et notre enfer. Ce que nous en commençons ici en observant ou violant la loi de Dieu, en servant les hommes ou en

les trompant et opprimant, se prolongera pour nous au delà de la vie terrestre, et constituera l'essence de l'existence à venir.

Voilà les idées que l'autorité de la raison humaine imposera à l'humanité régénérée, pour tenir lieu de celles qu'elle a subies jusqu'ici de par l'autorité de l'autorité, si je puis le dire, en d'autres termes, de par l'autorité qui n'a d'autre base et d'autre preuve qu'elle-même, et d'autre force que la faiblesse et la simplicité de ceux qui l'ont admise aveuglément sur la parole d'autrui. L'autorité fondée sur la foi est désormais paralysée; l'examen n'a jamais eu de pouvoir si ce n'est pour renverser le dogmatisme. Il faut bien que l'autorité rationnelle fasse finalement acte de puissance réformatrice, réorganisatrice et constitutive, et qu'elle sauve la société.

Au lieu de travailler à la fondation de ce seul ordre durable, que fait-on? En vertu d'un compromis tacite entre les opinions les plus diverses et les plus opposées, qui ont eu droit à se manifester et qui ont droit à se maintenir, vu l'absence de toute opinion incontestable; en vertu, dis-je, d'un compromis entre la liberté qui favorise ces opinions sans distinction aucune, et le despotisme qui leur impose arbitrairement une espèce de coordination et la paix entre elles, on a réalisé un *statu quo* provisoire, qui a été doctrinairement qualifié de *juste-milieu* politique, résultat de l'instinct de faiblesse du despotisme devant la liberté chaque jour plus envahissante, et de l'instinct d'im-

puissance de la liberté, incapable de suppléer le despotisme dans son travail d'organisation. Le jour où l'une ou l'autre des tendances antagonistes l'emportera sur sa rivale, la société sera bouleversée : la victoire absolue de la liberté serait la négation de l'ordre sur laquelle toute société est basée, et celle du despotisme serait la négation de l'intelligence et de la liberté humaine d'où toute société procède. A moins donc de l'intervention d'un principe réellement fondateur et organisateur qui, émané de l'intelligence universelle, soit le flambeau qui éclaire l'intelligence de chacun, le frein qui modère la liberté de chacun, la borne mise à tout pouvoir, la règle *à priori* du droit et du devoir, le critérium du juste et du vrai, la société périra. Que si la balance pouvait continuer à être fidèlement équilibrée entre les deux principes, la société s'épuiserait lentement dans une agitation sans but, sans règle et sans terme.

Il faut comprendre, mais bien comprendre, une vérité évidente que voici : La liberté individuelle que l'examen a définitivement fait triompher de toute restriction, de toute limitation, de tout contrôle, est un principe incontestable; mais son application, sous l'empire du doute absolu, est la réalisation de l'anarchie. C'est le droit égal de chacun, interprété par chacun dans le sens de son intérêt propre, intérêt toujours différent et le plus souvent opposé à celui des autres; et ce droit exercé, est le désordre absolu, l'absolue négation de la société. L'examen lui-même

nous le prouve d'une manière irréfragable : car tout-puissant contre chaque autorité réalisée, quelle qu'elle soit, il ne peut jamais rien contre le principe même de l'autorité dont il ne met en doute ni l'activité ni la nécessité. L'examen absolu est donc une absurdité. On discute, non pour discuter, mais pour conclure, comme on cherche pour trouver; on met en doute pour arriver à établir quelque chose au-dessus de tout doute. Et quand on a établi, on reprend le même travail pour prouver qu'on a bien établi, c'est-à-dire pour consolider; pour défendre ce qu'on a établi, c'est-à-dire pour maintenir. L'autorité fondée sur la parole d'un individu, d'une caste, d'une secte, de la tradition, du temps, de la coutume, de l'éducation, est détruite sans retour : celle de la raison, de la vérité, doit prendre sa place et la conserver. L'examen individuel a renversé et renversera sans peine toute autorité individuelle; il ne pourra jamais rien contre l'autorité de la raison, qui est celle de tous, des hommes du passé, du présent et de l'avenir, de l'humanité de tous les temps, de tous les lieux et sous toutes les faces possibles.

Considérées sous ce point de vue, les religions sont des protestations de l'esprit contre la matière, de l'intelligence contre la force. Il est plus que temps que cette opposition-là se fasse gouvernement, et que l'intelligence domine par sa puissance propre. Toute religion *révélée* qui, après sa résistance au pouvoir, s'y allie pour être forte par lui, ou qui se fait pouvoir

elle-même en le remplaçant, perd bientôt son caractère d'opposition progressive; et, devenue conservatrice rétrograde, elle voit une autre religion révélée s'élever contre elle. Car l'instinct d'intelligence et de liberté est pour l'homme la première des révélations. Il faut désormais que la religion de la raison, religion logique, prouvée, règne comme raison sociale, non plus comme pouvoir, comme force, comme autorité sociale.

Dans l'état donné des choses, supposons que toutes les forces individuelles soient égales et sans aucun moyen de rapprochement et d'accord; ce serait l'antagonisme éternisé, avec l'injustice de l'oppression que les puissants font peser sur les faibles, les riches sur les pauvres, les intrigants sur les simples. Mais les forces étant inégales comme elles sont en réalité, et l'intérêt de besoin, de cupidité, d'envie, d'égoïsme, de vengeance, les multipliant à l'infini en les associant, ce sera la victoire plus ou moins prochaine du nombre par la violence, celle des dépouillés qui, au nom de leur droit à acquérir des moyens de bonheur, auront finalement réussi à dépouiller ceux qui avaient acquis ces moyens et avaient le droit de les conserver. Il n'y aura d'harmonie possible entre ces intérêts divers, que lorsqu'on aura formulé un intérêt général, tellement clair et précis, que tous l'accepteront spontanément et y conformeront leur propre intérêt.

Il y aura dès lors, mais il n'y aura qu'alors, un principe social démontré, une religion sociale com-

prise, une morale sociale non contestée, une organisation enfin et de l'ordre, fondés sur la vérité une et la justice immuable. La liberté individuelle de chacun aura été conciliée avec le droit de tous. Aujourd'hui la société ne saurait exercer ce droit sans violer la liberté; car le droit n'étant ni défini ni reconnu socialement, sa réalisation est un acte contraire au droit de ceux qui le rejettent sous la forme sous laquelle il leur est imposé. En d'autres termes, l'ordre aujourd'hui n'est possible que par le despotisme, soit celui de la force brutale, soit celui de l'autorité que la force appuie, soit celui des majorités, le plus matériel et le plus variable de tous. La liberté politique organisée par l'assentiment général ne sera possible, que lorsqu'il y aura démonstration logique du droit moral, de manière à entraîner la conviction de chacun et à produire l'accord de tous.

Est-ce là ce que nous voyons sous nos yeux? Non certes. Nous voyons une organisation, c'est-à-dire une apparence d'ordre constitué par les puissants pour mettre tout le pouvoir social au service de ces mêmes puissants, et avec ce pouvoir, les lumières, les richesses et surtout le bonheur qu'il est supposé représenter : nous voyons une association entre les forts contre les faibles, une coalition des maîtres pour tirer le plus de parti et le parti le plus avantageux des esclaves. L'association n'est réelle qu'entre pairs, la société qu'entre les égaux qui se constituent en caste : or, là où il y a des forts et des faibles, les puissants,

pairs entre eux, ont seuls jusqu'ici compris leur intérêt à s'entendre; il y avait lien commun, et par conséquent amour. Les faibles s'entendront à leur tour. L'amour qui les unira sera la haine de l'oppression. Mais dès lors ils seront devenus forts aussi, et même les plus forts; et il y aura de nouveaux opprimés qui se ligueront pour haïr, combattre et vaincre.

Si la société devait éternellement s'agiter dans ce cercle infernal, il ne resterait qu'à désespérer de l'humanité, et à maudire la cause suprême de la stérilité et de l'horreur de sa destination.

La seule voie qu'elle ait pour en sortir est celle que j'ai signalée. Le fort ne protégera le faible que lorsqu'il lui sera prouvé qu'il a lui-même intérêt à le protéger. De cette conviction devenue sociale, surgira l'organisation d'une société à la fois juste et rationnelle, où le dévouement fraternel de tous et de chacun sera pour chacun et pour tous une nécessité morale, résultant de son essence d'homme intelligent et libre.

On le voit. C'est toujours l'intérêt : mais l'intérêt vrai, bien compris, l'intérêt prouvé, qu'il faut prendre pour point de départ et vers lequel il faut faire retour, si l'on veut fonder une morale et une société véritablement humaine, c'est-à-dire, convenant aux hommes; et dont, au moyen de la logique, la même pour tous, on puisse rendre le principe incontestable à l'esprit des hommes. C'est l'intérêt individuel : car jamais l'intérêt d'un autre, ou des autres, ou de la société, de l'humanité, ne touchera profondément que ceux à qui on aura

démontré que cet intérêt se confond avec le leur. Chacun veut *son propre bonheur*, et celui de ses semblables *pour soi*. Convainquons donc chacun que tous les hommes sont solidaires. Pour cela, nous n'avons qu'à rechercher ce qu'est le bonheur humain, et pour y parvenir, ce qu'est l'homme.

C'est ce que j'ai fait dans les précédents écrits. Et la conséquence que j'ai tirée des réflexions qui y sont émises, c'est que, tant que les hommes n'auront pas une doctrine sociale uniforme et générale sur le bonheur, doctrine morale tout à la fois, philosophique et religieuse de la société *rénovée*, il n'y aura pas de société du tout. Une doctrine socialement démontrée sur ce point est indispensable. Or, aucune doctrine ne peut rendre ce service, si ce n'est celle qui constitue un Dieu-Justice rendant à chacun selon ses œuvres, et un principe individuel humain, progressant vers le bonheur, conséquemment à la loi divine qui attache ce bonheur au perfectionnement graduel de l'homme dans la voie de l'équité et de la vérité. La mission de la raison est d'éclairer l'homme sur ce qu'il est, ce qu'il a droit de prétendre, et sur ce qu'il doit faire pour parvenir à sa fin humanitaire. Elle nous prouve que nous sommes libres, mais seulement dans le cercle qui a été tracé autour de nous, êtres finis, par l'Être infini, notre origine, et que nous ne sommes libres que parce que nous sommes bornés : car à quoi bon la liberté quand il y a perfection absolue, être absolu? Notre liberté est donc nécessairement et ne saurait être que la ten-

dance vers l'infini. Conséquence de notre imperfection, la liberté est la condition dispensable de notre perfectibilité. Elle est déterminée, c'est-à-dire bornée, comme le sont notre forme extérieure, notre essence intime, notre existence même. Le premier devoir de l'être intelligent est de connaître les limites qui l'enserrent, ou de savoir ce qui est en deçà pour régler sa vie positive, et au delà pour lui assigner un but.

Ce but est le bonheur par le perfectionnement : il ne faut donc que se former une idée bien nette et inattaquable de la perfection, et savoir ce qu'est réellement le bonheur pour l'homme.

Mener au plus grand bonheur possible par le chemin le plus sûr et le plus facile, c'est là ce que l'intelligence est appelée à enseigner à chaque homme, et à chaque homme de la même manière, puisqu'il n'y a essentiellement qu'une intelligence pour tous, et qu'il ne peut y avoir qu'une seule voie vers le bonheur qui soit la plus facile et la plus sûre. L'individualité ou la conscience de l'identité personnelle, donne naissance au droit humain, qui n'est tel que parce que l'individualité ne se borne pas à la vie terrestre; et la destination ultra-terrestre donne naissance au devoir. Tous les droits de l'homme se résument dans la possibilite de remplir ses devoirs d'homme; et ses devoirs ne sont autre chose que le moyen d'accomplir ses destinées. Il n'y a donc qu'une seule chose à faire, c'est de se rendre un compte bien exact et bien complet de ces destinées. Si tout finissait pour l'homme

avec sa vie, il n'y aurait plus possibilité de lui prouver qu'il y a un devoir quelconque à remplir, en d'autres mots, il n'y aurait plus pour lui de devoir; il n'y aurait plus de droit humain, c'est-à-dire, de droit appartenant à l'humanité entière, et à chaque homme comme faisant partie de cette humanité; il n'y aurait plus qu'un droit individuel, déterminé par l'intérêt isolé de chacun, les opinions et les lumières, les préjugés, l'éducation et la position de chacun, droit actuel et matériel exclusivement, et, dans son actualité matérialisée ou appliquée, toujours contesté et attaqué par tous, droit par conséquent anti-social et anarchique dans le sens le plus infini.

Dans cet état de choses, les partisans de la liberté absolue ont raison; car les hommes du gouvernement qui ne savent pas plus que les autres *vers où* il faudrait diriger la société, n'agiraient, dans le maniement des affaires publiques, qu'en faveur de leur intérêt privé, comme tout le monde est forcément obligé à faire lorsqu'il n'existe point de principe déterminant ce qu'est l'intérêt général et comment on le sert. Mais les partisans du despotisme ont raison également : une fois admis que toutes les directions humaines sont, dans l'état donné, nécessairement égoïstiques, c'est-à-dire différentes, opposées, il n'y a plus de salut pour la société que dans une marche imposée et sévèrement suivie, n'importe laquelle d'ailleurs, faisant violemment converger toutes les activités vers un point quelconque.

Une doctrine sociale démontrée sur le devoir et le droit humain, est donc indispensable; c'est-à-dire qu'il faut que les hommes s'entendent sur ce qui constitue le bonheur universel par le perfectionnement de tous, résultat nécessaire du bonheur individuel, qui est le but naturel de chacun, et qui résulte nécessairement aussi du perfectionnement de chaque individu. Ce bonheur, chacun de nous le prépare dès cette vie, par l'usage qu'il y fait des moyens que la nature lui offre pour améliorer son propre état moral, en contribuant le plus possible à la moralisation et à l'augmentation du bien-être de ses semblables; et chacun de nous en jouit en récompense de ses efforts de justice et de dévouement, lorsqu'après la dissolution des organes terrestres, la vie humaine transformée se continue individuellement sous des conditions nouvelles, conséquence des progrès réalisés pendant la vie présente. C'est là le seul rationalisme social acceptable par des hommes qui ne se conçoivent pas plus sans la société que la société ne se conçoit sans hommes.

Il ne faut donc, ni sacrifier les individus réels à un être collectif abstrait qui ne se réalise qu'au moyen des individus et n'est rien sans eux, ni sacrifier la société sans laquelle les hommes, en tant qu'hommes, ne sont rien, aux membres dont elle se compose, et qui tous ont des droits égaux sans priviléges pour personne : pas plus qu'il ne faut oublier la vie future en abusant de la vie actuelle, ni négliger la vie ac-

tuelle en vue exclusivement de la vie future. Il n'y a point de vie future absolue, pas plus que d'humanité absolue. Il n'y aurait pas de société possible, si la vie présente était indépendante d'une autre vie, qui fût sans rapport à celle-là : ce double rapport constitue l'humanité. La vie future dépend de la vie présente : elle est ce que celle-ci la fait ; comme la société dépend de ses membres et est ce que ceux-ci la font. Le despotisme, soit d'un homme, soit de plusieurs, soit d'une minorité factieuse ou d'une majorité passionnée, qui veut organiser la société par l'oppression d'un nombre quelconque de ses membres, est une folie furieuse et funeste ; tout comme la dévotion ascétique et contemplative de ceux qui croient qu'ils s'uniront à Dieu parce qu'ils ont méprisé cette vie et proscrit la nature et les hommes, est une folie triste, dangereuse, nuisible.

J'ai supposé le despotisme intentionnellement exercé pour le bonheur des hommes ; c'est le seul qui ait quelques chances d'un peu de durée : j'admets cependant qu'il peut l'être pour leur malheur. Quelle que soit d'ailleurs l'imbécilité ou la perversité du despote, toujours est-il qu'il cherche dans le despotisme un moyen de bonheur pour lui-même, soit dans l'autre monde, soit dans celui-ci.

Le dévot cherche le bonheur au ciel seulement et immédiatement. Le matérialiste ne le voit que sur la terre et dans ce qui est sans relation aucune avec ce qu'on appelle *le ciel*. C'est toujours et dans tous les

cas, le bonheur individuel et rien que ce bonheur. Dès que donc le bonheur aura été clairement et nettement déterminé, de manière à convaincre tous les hommes qu'il est tel et ne saurait être autre; dès qu'il aura été incontestablement démontré qu'on ne parvient au bonheur *céleste* comme on s'exprime, que par des moyens humains et terrestres, et que, sans la perspective et le but du bonheur au-delà de la terre, il n'y a pas de bonheur réel ici-bas, où l'égoïste forcé de poursuivre toujours et actuellement le bonheur réalisé, est par le fait le plus malheureux des hommes, puisque ce bonheur qui n'y existe pas est irréalisable; dès qu'on ne pourra plus mettre en doute que le bonheur individuel résulte du perfectionnement individuel, qui n'est autre que l'application du principe de justice et d'amour envers les hommes, d'où résultera nécessairement le plus grand bonheur social possible dans ce monde, et dans l'autre un progrès rapide de l'humanité vers le but que lui a posé l'éternel Créateur : dès lors on pourra dire qu'on est enfin entré dans la voie de la réforme réelle, de la vraie civilisation, celle qui profitera à tous; du véritable progrès, le progrès pour tous; du bonheur social, qui est le bonheur individuel par le bonheur de tous : mais on ne pourra le dire avec fondement qu'alors.

L'homme ne parvient jamais à réaliser qu'un bonheur relatif; le bonheur absolu serait l'ordre absolu, l'unité, l'infini, Dieu. Mais il a droit à être aussi heureux que le comporte son essence d'homme

intelligent et libre, qui le destine à aspirer sans fin, et par des moyens dont sa raison est juge, à un bonheur plus grand, bonheur moral autant que physique, puisque l'homme est à la fois matériel et spirituel, et que la satisfaction d'une espèce de besoins ne compense pas la non satisfaction de ceux d'une autre. C'est ce droit individuel et réel — je ne dis pas, *ce droit de l'humanité;* car celle-ci n'en a pas d'autre que les droits de tous et de chacun — c'est ce droit que la société a le devoir de satisfaire. Le surplus de bonheur auquel l'individu a également droit puisqu'il en éprouve le besoin, trouvera sa satisfaction ailleurs. Là sera étanchée la soif de bonheur pur avec laquelle nous quittons le monde. Et ainsi, le désir d'être heureux, cause toujours croissante pour chaque individu de développement, d'amélioration, de perfectionnement et de jouissance, le sera également du perfectionnement de l'humanité et du progrès social vers le bonheur universel.

Il y a entre l'homme sensuel et l'homme spirituel cette opposition diamétrale; savoir, que le premier n'est juste envers ses semblables et bon avec eux, qu'il n'est social en un mot, que comme moyen de ne pas s'exposer ici-bas à des maux qu'il redoute à tort ou à raison, n'importe, à des désagréments qui, pense-t-il, troubleraient son repos, à des remords que son éducation et une longue habitude ne lui permettent pas de braver : tandis que l'autre a la sociabilité, c'est-à-dire l'équité et le dévouement humanitaires, pour but.

Celui-ci ne goûte de plaisirs corporels que ceux auxquels son ame peut s'associer; celui-là ravale tous les plaisirs de l'ame à des jouissances du corps. Je suis loin de vouloir isoler en nous les facultés de l'ame des organes physiques au moyen desquels elles se manifestent; mais je ne veux pas non plus qu'on dépouille les organes des facultés qui les constituent instruments des manifestations animiques. L'homme qui n'a besoin d'honneur que pour dormir d'un plus doux somme, de réputation que pour mieux digérer, de considération que pour s'exempter de soucis, de crédit, de gloire, de pouvoir, que pour vivre plus plantureusement; s'il peut, indépendamment de tous ces biens, couler ses jours en paix et dans les voluptés, cessera de rechercher l'estime de ses semblables à laquelle il ne demandait que ce qu'il a obtenu sans elle. Mais l'homme qui a la conscience de son devoir, ne veut être estimé que de ceux qui le connaissent comme il se connaît lui-même, et qui savent par conséquent apprécier à sa juste valeur son zèle à remplir ce devoir dans toute son étendue : quelque sacrifice que cela lui coûte actuellement, il est assuré que, tôt ou tard, le bonheur sera sa récompense.

Pour rendre mon idée plus saisissante en l'appliquant à un exemple, je supposerai ici un cas moral qui peut se présenter, et je demanderai à tout homme de bonne foi quelle serait la conduite des deux individus dont je viens de développer les principes.

Un homme forcé par des circonstances imprévues

à entreprendre un voyage de long cours, se rend secrètement auprès d'un autre homme riche et bien famé, qui n'a par conséquent aucun besoin matériel de le tromper, et qui a un intérêt moral à le servir. « Tout ce que je possède, dit-il, est dans ce portefeuille : il contient des valeurs pour un million. Je vous le remets. On ignore que ce trésor est en mes mains, et des motifs graves m'empêchent de le révéler. J'ai un fils enfant, qui plus tard sera l'héritier de ma fortune. Mais pour le moment, je ne puis qu'assurer son existence et son éducation : je l'ai fait. Si je meurs, rendez-lui son bien à sa majorité. Sinon, je viendrai le réclamer moi-même. Lorsque notre reconnaissance pourra éclater librement, nous ferons, mon fils ou moi, briller à tous les yeux la réputation de haute probité que vous vous êtes justement acquise, et à laquelle ma confiance rend un si irrécusable témoignage. »

Quelques années s'écoulent. A la nouvelle que le voyageur a péri et n'a laissé aucune trace, ni de lui-même, ni de ses affaires, le dépositaire visite le portefeuille. La somme indiquée y est entière. Personne ne sait ni ne saura jamais qu'elle lui a été remise ni même qu'elle existait. S'il arrondissait sa fortune!..... Rien ne l'empêcherait de prendre quelque soin plus tard de l'enfant à qui le million devait appartenir. Cela accroîtrait même son crédit d'homme généreux. Mais ce n'est là qu'une idée fugitive, à laquelle il n'a encore aucun intérêt pressant de s'arrêter. D'ailleurs

le temps jusqu'à la majorité de l'enfant est long.....

Pendant que ce temps se passe, des pertes successives consomment peu à peu la fortune du dépositaire. Demain, s'il déclare sa situation, ses enfants, sa femme, lui-même, seront sans pain et sans asile, et il verra s'évanouir en un instant la réputation d'homme sage, prudent, modéré, d'honnête homme peut-être, qu'il s'est faite au prix de tant de soucis et de sacrifices. Aujourd'hui, s'il le veut, tout sera réparé. Ses pertes cachées jusqu'à présent, et couvertes sans que personne puisse savoir de quelle manière, laisseront son honneur intact avec sa fortune. Lui et les siens seront sauvés. Il n'y a pour cela qu'à extraire du portefeuille ce que personne ne sait y être, ce que nul au monde ne viendra réclamer jamais.

Si je suppose cet homme au niveau des lumières acquises socialement; c'est-à-dire, s'étant débarrassé, à l'aide du raisonnement expérimental des philosophes et des libéraux qui ont vécu avant lui, et par son propre examen, de toute entrave d'autorité et de foi, de sentiments *préexcités* et de jugements préconçus; il est évident qu'il pourra bien s'être quelquefois demandé si, sous les principes révélés, il n'y a pas peut-être quelque chose de fondé, de vrai : mais il lui aura toujours été impossible d'en faire la distinction, l'expérience le remmenant forcément, et sans cesse, et exclusivement, à la sensation matérielle, et au calcul positif du plaisir et de la douleur actuels, que cette sensation contient. Or les peines dont le menacent la

misère et la dégradation sont terribles; et il peut y échapper sans courir de risque d'aucune sorte.

Il lui reste, à la vérité, quelques motifs d'hésitation : dans sa jeunesse on lui a parlé d'un Dieu qui voit tout, d'un paradis et d'un enfer, de la morale, de la conscience, des remords. Préjugés que tout cela! Il n'en a conservé une impression que parce que des idées entées sur une organisation molle et faible devaient nécessairement y laisser plus ou moins de traces. Il ne les a, ces idées elles-mêmes, que parce qu'on les lui a données, et qu'on les lui a représentées souvent, et que ceux de qui il les tient avaient sur lui une autorité réelle d'âge, d'expérience et de lumières, qui a, pour ainsi parler, sanctionné à ses yeux leurs moindres paroles. On aurait pu de même, indépendamment de tout acte de sa volonté, lui inculquer des idées différentes, une croyance opposée, une morale contraire, une conscience autre, lui préparer des remords pour ce que nous avons si arbitrairement appelé *vertu*, une joie intérieure pour les actions qualifiées de *vicieuses*. Puisque la nature l'a doué d'une organisation pensante, il faut que ses actions soient logiques. Il agira donc, non d'après ce que lui suggéreront des idées incertaines, toujours et uniquement dues à l'éducation, à la position sociale, au lieu de la naissance, au temps où l'on vit; mais d'après les règles inflexibles et sûres du raisonnement. Hé bien! ces règles se résument en ceci : « Cherche ton bien et évite ton mal par tous les moyens en ton pouvoir, et

sans reculer devant aucun obstacle d'aucune sorte. »

On me dira probablement que, même parmi ceux qui ne reconnaissent d'autres éléments de raisonnement que les principes que je viens d'exposer, tous ne concluent pas ainsi, et surtout n'agissent pas en conséquence de cette conclusion. Je veux bien le croire. Je soutiens seulement qu'en tant qu'êtres intelligents, ils doivent penser ainsi, conclure ainsi, agir ainsi. S'ils font le contraire, c'est qu'ils ne raisonnent pas; c'est que, d'êtres pensants et libres, ils se transforment en machines sentantes et fatalement entraînées par les passions qu'elles subissent passivement; c'est enfin qu'ils se laissent dominer par des idées imposées, des craintes et des espérances d'emprunt, dont ils ne se rendent aucun compte rationnel, et qui les font mouvoir comme une mécanique, sans volonté ni conscience : c'est en un mot que ce sont des sots.

Tout homme donc, dans les circonstances énumérées plus haut, *qui n'est point un sot*, qui fait usage de sa raison et dont la conduite est conséquente avec l'intelligence, tout homme qui, ruiné, déshonoré, après avoir vu sa femme et ses enfants succomber à la faim, et prêt à y succomber à son tour, respecte le dépôt qu'il peut, malgré sa promesse, s'approprier sans crainte d'être jamais découvert, et le remet à celui à qui il était destiné; cet homme *sait* qu'il y a un principe éternel de justice, et que lui-même a le *devoir* de s'y conformer, s'il veut jouir de son *droit* qui est le bonheur. En d'autres termes, il lui est prouvé que

Dieu est, et que l'ame humaine, impérissable, trouvera ailleurs le sort qu'elle se sera préparé et mérité en cette vie. Un pareil homme ne fera de tort à personne, et il servira son semblable dût-il lui en coûter la vie; et cela par pur amour pour lui-même, et parce que c'est son devoir, dont l'accomplissement peut seul lui faire réaliser son droit : mais il ne sacrifiera rien, il ne satisfera à aucune demande injuste, pour sauver son honneur, mettre à couvert sa réputation, sa vie même. Il n'y a plus là de devoir à remplir, de droit à conquérir.

Celui, au contraire, qui ne vit que par ses sens et pour eux, ne fera de bien que parce qu'il y trouvera son compte actuel, ne tiendra sa parole que parce que cela convient à ses circonstances du moment, ne sera probe que pour éviter des démêlés avec les gens de loi, ou pour ne rien perdre dans l'opinion de ses entours, dont il a besoin pour ne pas être troublé dans ses jouissances habituelles ou pour les augmenter : et, après s'être emparé sans scrupule de conscience d'un dépôt qui ne lui appartenait pas, il payera sans répugnance morale, une somme dont il n'est pas débiteur, afin de se soustraire au tort que pourraient lui faire dans le public les fausses accusations d'un fripon audacieux et adroit.

Et qu'on ne s'y trompe pas : je ne veux nullement faire passer ici le sensualiste calculateur pour un méchant homme; il ne l'est pas plus qu'il n'eût été un honnête homme en cédant aux idées de son enfance,

ou à la morale dont on se pare dans son pays et de son temps, idées et morale qu'on est convenu de préconiser même en les violant : il est tout bonnement ce que la passion ou la logique le font être, les choses hors de lui, son milieu moral ambiant, étant ce qu'ils sont. Seulement, dans le premier cas, il raisonne et agit conséquemment avec le principe d'égoïsme matériel qui le fait mouvoir, lui et la société dont il fait partie, sous l'empire de l'examen absolu, du doute universel; dans le second cas, il se laisse entraîner à des considérations étrangères à la logique, il raisonne de travers et agit de même. Si on lui prouvait qu'il doit agir et raisonner autrement, c'est-à-dire, si on lui démontrait incontestablement la réalité d'un principe duquel résulterait qu'il est de son intérêt de bien faire, certes il ne se refuserait pas à l'évidence pour le seul plaisir d'agir contre lui-même, et il n'ambitionnerait pas la réputation méritée tout à la fois de sot et de malheureux.

Quant à celui qui, encore sous la domination de la foi, de l'autorité révélée, immole son intérêt actuel à ce que cette autorité lui présente comme un devoir, son égoïsme terrestre à ce que la foi lui dit être une vertu, son mérite n'est pas plus grand. Il a le mérite unique, qui du reste ne dépendait pas de lui, d'être né sous l'influence de ce principe social qu'il a trouvé établi et accepté pour cela seul. Le hasard a décidé de lui, et a, fort heureusement pour la société, décidé qu'il ne nuirait pas à ses co-associés, à ses semblables.

Mais il n'y a là rien de son fait, rien qui puisse lui être imputé à blâme ou à louange. Qu'a-t-il pensé par lui-même, qu'a-t-il voulu, qu'a-t-il fait? Rien, absolument rien. Né ailleurs, ou en d'autres temps, ou d'autres parents, ou dans d'autres circonstances, il eût été autre.

Il n'y a réellement que l'homme qui comprend la morale et y obéit *pour ce motif*, qui agisse à la fois en créature raisonnable et juste. En lui, mais exclusivement en lui, l'intelligence humaine joue son véritable rôle, indépendant des temps et des lieux; et la liberté humaine exerce toute sa puissance; et la moralité humaine, éclairée comme il faut qu'elle soit, produit, nécessairement et toujours, le bonheur dès cette vie, si on l'a reçue au sein d'une société soumise tout entière au même principe, dans l'autre seulement, après quelques années de lutte et d'angoisses, si on la passe au milieu d'hommes plus ou moins dominés par leurs passions égoïstes et égarés par les préjugés de la foi ou la présomption du doute.

Dans une société rationnellement organisée, c'est-à-dire, composée d'hommes raisonnables et équitables tels que je viens de les définir, on ne connaît plus de méchants. Il ne saurait y avoir que de bons citoyens ou des aliénés; et ceux-ci ne feront le mal que parce que leur état d'hommes incomplets, leur état de dérangement sous le rapport intellectuel et moral, leur rendra la conception du bien impossible : il faudra les guérir si cela se peut, sinon les soigner avec huma-

nité, sans jamais les punir. Aujourd'hui, bien au contraire, que le raisonnement mène droit à l'égoïsme le plus positif et le plus étroit, et, par la satisfaction de l'intérêt purement individuel, à la lésion plus ou moins considérable de l'intérêt général, la société doit, autant qu'elle le peut, récompenser les mauvais raisonneurs, les dupes, parce qu'ils lui sont utiles, indispensables même; et elle doit punir les hommes logiques qui, ne connaissant et ne pouvant connaître, dans l'état de la science, qu'un seul devoir à remplir, celui de se rendre eux-mêmes et présentement le plus heureux possible, ont tout sacrifié autour d'eux, leurs semblables et jusqu'à la société tout entière, à leur bien être personnel et du moment.

Il y a lutte et lutte à mort entre la société soutenue par ceux de ses membres qui vivent d'elle, et tous les autres hommes : ces autres hommes travaillent par la ruse et la violence à la dissolution de la société, et la société trompe et opprime la presque totalité des hommes dont elle se compose. Elle veut rester debout à leurs dépens; ils veulent s'élever aux siens. Il n'y a ni haine ni malveillance d'aucune part; il n'y a qu'égoïsme : et cet égoïsme, des deux parts, est basé sur un raisonnement irréfutable. La science dit à tous, que la réalité individuelle de l'esprit humain recevant l'être de la sensation, ou bien que l'homme ne puisant le sentiment de l'existence que dans son choc contre les réalités hors de lui, qui lui révèlent ses bornes, il n'y a, dans le fait, ni liberté, ni morale, ni société : la

volonté est affranchie de tout lien de devoir; et les passions n'ont qu'à obéir à leur propre attraction. Dès lors le monde, du règne de l'intelligence auquel le progrès devait le soumettre, retombe dans l'abîme du hasard, de la nécessité, de l'instinct brutal, du mécanisme matériel. Car, nier que l'esprit humain soit virtuellement doué d'une activité autonome, c'est nier sa spontanéité, c'est nier son essence d'intelligence individualisée et libre.

Je crois, et c'est là ma conclusion, qu'il est plus que temps de dissiper le nébuleux édifice de la morale inspirée, sentie, acceptée sur parole, conservée sans réflexion, toujours vague, incertaine, variable et précaire : les nuages dont il est formé sont gros d'une tempête qui bouleverserait la société de fond en comble. Je crois qu'en demandant aux hommes d'être honnêtes gens, il faut dorénavant leur dire *pourquoi*, et leur faire toucher du doigt et de l'œil que ce *pourquoi* les regarde personnellement, surtout et avant tout, eux qui ne peuvent exercer pleinement leur droit d'être heureux que lorsqu'ils auront satisfait à tout leur devoir de savoir en quoi le bonheur humain consiste; de manière que la conservation de la société, loin d'être *le but* de la morale en est au contraire l'effet et *la conséquence*. Je crois qu'il faut proclamer à haute voix, ce que chacun entrevoit déjà plus ou moins obscurément, et s'avoue avec une franchise de plus en plus expresse; savoir, que la vertu, la probité même, sans motifs égoïstiques (je ne dis pas terrestres),

sont des actes de déraison; et qu'il devient plus urgent de jour en jour d'établir que l'honnêteté et le dévouement sont, pour des motifs ultra-terrestres, seuls raisonnables, et de le prouver invinciblement.

On a voulu nous faire une morale indépendante de la croyance en Dieu et à l'immortalité de l'ame. Je déclare la tentative illogique, insensée, absurde; et je soutiens que notre état social actuel en est le résultat. Qu'on me rie au nez; je le veux bien : mais qu'on réponde à deux hommes dont les lumières font autorité, à Pascal et à Voltaire.

« Il est indubitable, dit le premier, que l'ame est mortelle ou immortelle : *cela doit mettre une différence entière dans la morale;* et cependant les philosophes ont conduit la morale indépendamment de cela. Quel aveuglement! » Voltaire est plus explicite : «L'athée, dit-il, fourbe, ingrat, calomniateur, brigand, sanguinaire, raisonne et agit conséquemment, *s'il est sûr de l'impunité de la part des hommes;* car, s'il n'y a pas de Dieu, ce monstre est son Dieu à lui-même : il s'immole tout ce qu'il désire, ou tout ce qui lui fait obstacle. »

Je me résume.

C'est sur la morale religieuse et uniquement sur la morale religieuse, c'est-à-dire sur un principe hors du monde matériel et au-delà de notre vie terrestre, mais principe incontesté et incontestable, que je fonde la société, parce qu'à mes yeux il est impossible de lui trouver une base solide, indestructible, ailleurs.

Toutes les réformes que l'on tente de nos jours, quoique bonnes dans leur but, irréprochables quant à l'intention des réformateurs puisqu'elles se proposent la réparation de grandes injustices, la consolation d'immenses souffrances, sont néanmoins inutiles, vaines et infécondes : elles sont irrationnelles, en ce que, proclamant le besoin, elles négligent et quelques unes même repoussent le seul moyen d'y satisfaire.

Je professe le spiritualisme comme une vérité *qu'on démontrera*, parce que, sans lui, la société humaine qui est un fait irrécusable, cesserait aussitôt d'être un fait, ou plutôt n'aurait jamais existé, même comme simple fait. Elle ne pouvait s'organiser que par la persuasion : car la force aurait assemblé un troupeau et non associé des hommes.

Maintenant que la société est tombée aux mains du privilége matériel, que la force seule soutient et que l'intelligence attaque, il faut, de deux choses l'une : ou convaincre les puissants qu'ils *doivent* être justes; et cela, je défie de le faire si ce n'est en leur montrant qu'ils ont intérêt à être justes, c'est-à-dire en leur prouvant qu'il existe pour l'homme un intérêt éloigné incomparablement au-dessus de leur intérêt d'égoïsme sensuel du moment : ou bien il faut abandonner l'œuvre de l'émancipation des non privilégiés, de la régénération sociale, à la violence du nombre. Que fera dans ce cas la masse inintelligente? Poussée par la même passion qui entraîne les riches à tout garder, elle prendra tout; et il n'y aura pas plus *société*

humaine qu'auparavant. Il y aura un fait nouveau, réalisé par une nouvelle force; une autre exploitation, ou du moins d'autres exploiteurs et d'autres exploités; changement de rôle entre les opprimés et les oppresseurs : et par conséquent toujours privilége, injustice, oppression; société, jamais. L'association dépend nécessairement et exclusivement de l'intelligence, de la liberté, de la responsabilité, et n'a de lien possible que la justice et l'amour.

La masse victorieuse devra donc, aussi bien que l'aurait dû la caste vaincue, être moralisée, spiritualisée par les moyens que je proclame et dont je me fais l'apôtre. Après la catastrophe de la société actuelle comme avant, l'ordre vrai et stable ne pourra être réalisé que par le règne de la *justice égale*, et celui-ci que par et sur une doctrine spiritualiste socialement acceptée. La justice est, non pas un fait primordial, mais une conséquence d'un fait positif et positivement donné, qui est l'intelligence de l'homme. Mais aussi, une fois ce fait constaté sous le rapport de l'égalité essentielle de tous les hommes, qu'on ne viole jamais impunément et qu'on ne saurait détruire parce qu'elle est la volonté de Dieu, oh! alors, la justice est prouvée; il y a justice. Dieu nous la doit, et nous la doit parfaite, divine, absolue, telle qu'elle est en lui, qu'elle émane de lui. Elle sera pour nous la récompense de nos actes imparfaits de justice, de nos actes de justice humaine envers nos semblables, dans la voie de l'accomplissement de nos destinées, humaines aussi,

lesquelles, bornées à cette vie, seraient incomplètes, et feraient de Dieu un être inique, absurde, impossible.

Il n'y a donc point de société humaine sans justice; point de justice ici bas sans une récompense de cette justice là-haut. Pour être juste, il faut être responsable de ses actes; pour être responsable, il faut être libre; pour être libre, il faut être intelligent. La société ne peut donc être fondée que par la raison sur le droit, se maintenir que par le respect de la raison pour le droit. La morale est la science du bonheur au-delà de la vie présente; la religion, le moyen de la préparer, de la réaliser dès cette vie par le dévouement à l'humanité; Dieu, l'origine et la fin de toutes choses, la condition nécessaire comme le but immuable de tout ce qui a jamais été, est, et sera jamais.

Février 1842.

DE LA PROPRIÉTÉ

ET

DE LA LIBERTÉ,

SOUS

LE POINT DE VUE SOCIAL.

N° 9.

> Sur quel droit pourra être fondée la société humaine, si la condition des citoyens n'est pas égale?
>
> CICERO, DE RE PUBL.

Faisons précéder ces réflexions sociales de quelques considérations politiques, qui ne sont pas étrangères à mon sujet, puisqu'elles montrent clairement qu'une profonde réforme de la société est voulue par l'immense majorité des hommes qui la composent, et par conséquent qu'elle est imminente.

Elle est imminente, parce que, voulue de tous, elle prouve l'existence du mécontentement général, qui lui-même prouve l'existence d'une injustice grave.

La où il n'y a pas de tentatives de révolte contre l'ordre établi ou d'attentats contre ceux qui représentent cet ordre, il règne une agitation sourde, mille fois plus effrayante que tous les troubles et tous les assassinats. Ce ne sont, ni des lois ordinaires ou exceptionnelles, ni des exécutions militaires, ni des supplices, qui mettront fin à cet état des esprits. Cet état est du fanatisme, très mal entendu puisque, dans ses effets du moins, il est plus passionné que raisonné; mais qui a un motif bien réel. Vouloir extirper le fanatisme en exterminant les fanatiques, est encore plus passionné et plus absurde. Car on n'extermine pas une société; et la persécution brutale des fanatiques ne peut mener qu'à généraliser, à socialiser, si je puis le dire, le fanatisme. Il faut convertir les fanatiques; c'est-à-dire, il faut leur démontrer qu'ils ont tort, en leur ôtant tous moyens de croire eux-mêmes et de faire croire aux autres qu'ils puissent avoir raison. Alors le fanatisme perd toutes ses chances d'être jamais professé socialement, en d'autres termes, d'être jamais dangereux à la société.

Quel est actuellement le pays civilisé où on ne désire un changement de forme dans le gouvernement ou un changement de personnes, d'autres institutions ou un autre pouvoir? Cependant les pays dont je parle n'ont pas toujours été sous les lois qui les régissent, sous les princes qui régnent sur eux, ou sous les magistrats qui les gouvernent. Qu'ont-ils gagné au changement?

Espérent-ils davantage ou mieux d'un nouveau troc? pourquoi? Que le pouvoir s'intitule président ou roi, que le roi se nomme Charles ou Philippe, Guillaume ou Léopold, qu'il le soit par la grâce de Dieu ou par la prétendue volonté du peuple, y aura-t-il moins de misère et d'ignorance, plus de justice et d'incorruptibilité, plus de liberté et moins d'abus de la liberté? Rien de tout cela. Et tout le monde le sait. Mais on ne s'accroche pas moins à toute espèce d'accident qui modifierait l'apparence des choses, à une émeute ou à une intrigue de palais, à une mort ou à une guerre; parce qu'on a toujours l'espoir que le changement de forme ou de personnel sera suivi d'un changement de choses; que la république ne sera pas, sous un nouveau nom, la continuation de la monarchie, Henri ou Napoléon une seconde édition ni revue ni corrigée de Philippe, Guillaume une contre épreuve de Léopold. [1]

[1] C'est ce qui fait la force des émeutiers et des conspirateurs de nos jours. Le public, suspendu entre le désir que leur succès ait pour conséquence un changement véritable, et la crainte des maux dont ce changement sera bien certainement accompagné, demeure indifférent, et voit passer.

Puis stupidement il applaudit aux vainqueurs et hue les vaincus : car il n'y a plus que cela. Personne n'a droit, personne n'a tort. Il n'y a pas plus de raison d'une part que d'erreur de l'autre. Il y a uniquement un fait qu'on veut substituer à un autre fait, et dont les partisans réussissent ou succombent.

Et cela est possible.

Mais ce qui est probable, c'est que la république qui se croit recherchée pour elle-même, les dynasties qui sont, à leurs propres yeux, des panacées pour

Voici une petite théorie à l'usage de nos apprentis conspirateurs :

Ou ils ont l'opinion pour eux ; alors la conspiration est inutile : ils n'ont qu'à s'expliquer.

Ou ils ont l'opinion contre eux ; alors, s'ils s'expliquent, ils sont écrasés.

Ou, et c'est le cas le plus ordinaire, il n'y pas d'opinion du tout. Alors, n'ayant ni fanatiques, ni hommes à convictions ou même simplement à croyances, dont ils puissent disposer, ils doivent recourir aux partisans payés. Or des gens qui embrassent un parti pour de l'argent sont des misérables. Le gouvernement qui a l'habitude de se servir de ces misérables-là, les connaît fort bien : il sait qu'il n'y a qu'à surenchérir pour qu'au lieu d'être, lui, vendu aux conspirateurs, ce soient les conspirateurs qu'on lui vende et qu'on lui livre. Et ceux-ci, menés, poussés, égarés, arrêtés, provoqués, par les agents du pouvoir, sur les instructions et dans l'intérêt de ce même pouvoir, en sont pour leurs frais de toute espèce. Et, mitonnée, assaisonnée, cuite à point, la conspiration est, lorsque le pouvoir, toujours le pouvoir, le juge utile, *servie chaud* au bon public qui, imperturbablement docile aux impressions qu'on lui communique, prend tout cela au sérieux et, tantôt se crispe de peur, tantôt se pâme d'aise : après quoi, tout est dit. Le pouvoir seul qui, comme s'exprime le peuple, connaît le fond du sac, se moque à bon escient du public et de la conspiration. Est-ce, je le demande aux Belges ; est-ce, oui ou non, *historique ?*

tous les maux de la société, se contenteront de leur avénement pour toute réforme, traiteront de séditieux et de fous ceux qui, n'étant pas mieux qu'auparavant, oseront dire tout haut qu'ils ne sont pas plus contents. Et les dynasties se succèderont, les présidents et les rois alterneront, sans qu'il y ait réparation de la moindre injustice, redressement du plus petit abus.

Cependant la réforme que l'on veut, dont on sent instinctivement la nécessité et l'*inévitabilité*, doit être réelle, doit comprendre hommes et choses, et être radicale et définitive. C'est l'urgence de cette réforme qui rend tout changement de noms, de personnes, de couleurs, de formules, si facile à opérer de nos jours, pourvu qu'on sache l'entourer de quelques dehors de désintéressement et de générosité; et c'est aussi ce qui rend si peu stable tout changement opéré, peu importe dans quel sens. On regrette ce qu'on n'a plus; on souhaite ce qu'on n'a pas encore : parce qu'on n'a jamais ce qu'on désire avoir; parce que, sous toutes les formes possibles, le changement se borne toujours à quelques ambitions satisfaites, à quelques cupidités assouvies, à quelques vanités flattées; et parce que la croyance sociale ne se relève jamais, que la justice sociale ne trouve jamais d'application, que le bonheur social demeure un mot vide de sens.

Y a-t-il moyen de faire autrement, de faire mieux? Oh! certes : sans cela, il faudrait désespérer de tout.

Est-ce par des violences, de la ruse, de la corruption, des révolutions, des conspirations, des émeutes, qu'on peut y parvenir? Dieu nous en garde! Voici pour ma part ce que je pense à ce propos.

Je professe une doctrine fort avantageuse et non moins commode pour tout pouvoir en pied, tout pouvoir quel qu'il soit. Comme je la crois rationnelle et par conséquent bonne, je la formulerai ici afin qu'on l'adopte généralement. Je dis aux régnants, gouvernants, exploitants, comme on voudra : « Vous êtes souverainement injustes et absurdes. Mais, ne vous fâchez pas : le reproche est loin d'être une personnalité. Votre absurdité et votre injustice sont, non en vous, mais dans les choses, c'est-à-dire, dans les idées reçues socialement, dans l'état des connaissances socialement acquises, dans l'état de la science. Ce n'est pas vous qui manquez à votre époque ; c'est votre époque qui vous manque.

» Vous êtes entraînés, à votre insu peut-être, bien certainement malgré vous, vers l'abîme que vous nous creusez sous les pieds et dans lequel vous tomberez les premiers de tous ; vous l'êtes par les doctrines fausses, par le manque de tout principe, de toute certitude. D'autres le seraient comme vous. Il ne faut donc point changer d'hommes ; il faut changer les hommes, c'est-à-dire, réformer les idées, rectifier les doctrines, asseoir un système vrai sur un principe irréfragable.

» Mon reproche est bien moins encore un acte d'hostilité. Je ne vous attaque pas. Je suis au con-

traire votre plus chaud partisan, comme je le serais de ceux qui se substitueraient à vous si le malheur voulait que vous fussiez renvoyés. Ce n'est pas que je vous aime; mais c'est que je n'aimerais pas plus ceux qui viendraient après vous : et ainsi indéfiniment. Vos remplaçants ne seraient, ne pourraient être, ni moins iniques, ni moins déraisonnables que vous : c'est une nécessité de position et d'époque. Continuez donc à exploiter, à gouverner, à régner, comme vos passions et votre égoïsme vous le dictent. Autant vous que d'autres. Mieux même vous que d'autres. Car vous êtes à l'œuvre; et par conséquent cette œuvre marche sans obstacle vers sa fin logique, c'est-à-dire nécessaire, savoir vers la dissolution de l'ordre actuel. Vous y poussez admirablement; on ne saurait faire plus : continuez. S'il fallait que d'autres se substituassent à vous, il y aurait, outre le mal certain du changement que ne compenserait pas l'espérance tout illusoire d'un mieux problématique, il y aurait, dis-je, un temps d'arrêt dans la décomposition déjà si avancée de tout ce qui existe; et ce serait réellement dommage. Jouissez en paix. Nous vous laisserons détruire et passer. Vous nous servez si bien, que notre seul souci est de vous perdre avant que vous ayez définitivement pu nous débarrasser de la pourriture sociale et de tout ce qui y grouille. »

Qu'y a-t-il donc à faire? et comment est-ce à faire? A cela il y a deux réponses, selon qu'on professe, sur

la nature essentielle de l'homme, l'opinion enseignée par la science exclusivement matérielle de notre époque de doute absolu sur tout ce qui n'est pas matière, ou bien la croyance que l'autorité d'autrefois a imposée et qu'un reste d'habitude conserve chez quelques-uns.

Nous sommes, ou des êtres spirituels se manifestant au moyen d'organes physiques, ou de la matière organisée, c'est-à-dire un mécanisme fonctionnant par et d'après son organisation.

Non pas, me répond-on. Nous ne sommes pas l'un ou l'autre; nous sommes l'un et l'autre. D'accord. C'est même précisément ce que je disais. Mais nous ne sommes pas l'un et l'autre au même degré et dans un sens absolu. Cette dualité sans unité qui la domine, serait impossible. Il faut nécessairement que la matière soit supérieure à l'esprit qui procède d'elle, ou que l'esprit domine la matière qui, sans lui, serait un simple agencement de molécules, sans conscience d'elles-mêmes et sans activité; ou enfin il faut qu'il y ait quelque chose qui plane au-dessus de tous deux pour les animer du souffle de la pensée et de la liberté : et dans ce dernier cas, il faut encore que cette chose soit ou spirituelle ou matérielle. Lequel des deux, de l'esprit ou du corps, constitue l'humanité comme sa substance? lequel des deux en est l'accident? La question est toujours la même sous une nouvelle forme : nous ne faisons qu'en reculer la solution.

Ou tout est bien, ou tout ne l'est pas. S'il ne l'est pas, il faut changer. Quoi? Les hommes. Car changer

les institutions, c'est d'abord changer les hommes qui font les lois, afin qu'ensuite les lois continuent à changer leurs faiseurs. Et comment changer les hommes? Ou par le raisonnement ou par l'hygiène. Il faut nécessairement perfectionner, ou leur mode de penser, de comparer, de juger et par suite d'agir, ou l'organisme dans lequel réside la pensée, qui compare, choisit et exécute. Si l'esprit obéit à la matière, c'est sur celle-ci seule que doivent se tourner tous les efforts d'amélioration et de réforme : l'esprit suivra irrésistiblement les impulsions que vous aurez réussi à donner à l'élément duquel il dépend. Il n'y a réellement d'autre science sociale que celle qui enseigne à l'homme à se nourrir de manière à développer ses penchants les plus moraux, ses dispositions les plus intellectuelles; et le seul système sensé d'éducation est le croisement des meilleures races. Il faudra pouvoir redresser un esprit de travers par des moyens analogues à ceux qui servent au redressement d'une déviation de la colonne vertébrale, réduire un caractère faussé comme la luxation d'un membre, dompter les passions comme on rompt la fièvre. Dès lors le devoir du gouvernement n'est plus que d'établir des haras d'hommes et de femmes pétris d'ordre public et de santé, de dévouement fraternel et de force physique, et de favoriser par le régime diététique le plus humanitaire, le développement normal des qualités qui constituent les vertus des peuples et la prospérité des états.

Ce n'est qu'au cas contraire, c'est-à-dire si c'est l'esprit qui commande au corps, que la réforme doit commencer par l'intelligence. La première chose à faire est donc de convaincre..... quoi? l'organisme? on ne convainc point des organes : on les plie ou on les brise, à moins qu'ils ne vous broient. La première chose est de convaincre l'esprit, par des moyens dont l'esprit seul dispose, parce que c'est l'esprit, toujours l'esprit, rien que l'esprit, qui établit la relation entre les choses, parmi lesquelles choses les organisations elles-mêmes tiennent leur place. C'est donc de l'intelligence qu'il faut s'occuper avant tout, et par l'intelligence qu'il faut agir envers elle.

Les intelligences ont une action, et une action puissante sur tout ce qui les entoure, les organisations comprises : elles n'ont de rapport qu'entre elles. L'homme s'entend, s'associe avec l'homme. Il dompte les éléments, les animaux; il se soumet les autres hommes, mais seulement comme corps organisés : l'esprit et la volonté sont indomptables à la force mécanique ou brutale. Comme toutes les intelligences sont *essentiellement* égales, elles ont nécessairement entre elles les mêmes rapports, pourvu que les intérêts des organisations auxquelles elles sont attachées, ne leur paraissent pas s'y opposer. Montrons-leur clairement, évidemment, que l'intérêt des intelligences, dont les destinées s'étendent bien au delà de l'existence fugitive du plus parfait organisme possible, l'emporte sur celui de l'organisation, et l'emporte de toute la valeur d'une éternité.

Entre des organisations, toute association est impossible. L'association suppose l'égalité, et toutes les organisations sont différentes entre elles; aucune ne se ressemble à elle-même dans deux instants donnés. Quel moyen de communication, quel lien y aurait-il d'organisation à organisation? Quel intérêt commun concevraient-elles, parviendraient-elles à formuler? Chaque organisation animale a son intérêt propre de conservation; chaque organisation humaine a son intérêt propre de bonheur exclusivement individuel : car l'intelligence qu'elle appelle à son aide, élève ou abaisse, comme on voudra, l'instinct naturel de conservation, jusqu'à l'égoïsme d'accaparement et de monopole. L'intérêt divise nécessairement. Rien de moins moral, de moins civilisateur, que l'impulsion de l'intérêt organique.

Il n'y a donc de société imaginable que pour les intelligences, aux conditions que l'intelligence seule peut déclarer, peut accepter : la morale de cette société est donc la morale des intelligences, ayant pour base la conscience qu'elles ont d'elles-mêmes, et pour but l'accomplissement de leurs destinées, à la connaissance desquelles il leur est facile de parvenir, puisqu'elle ressort de la connaissance qu'elles ont d'elles-mêmes. Quand je dis *la morale des intelligences*, j'entends celle de chaque intelligence : car, toutes de la même nature, elles ont toutes les mêmes lois, les mêmes principes, le même mode de les appliquer, en d'autres termes la même activité et la même action. Si elles n'étaient pas retenues et égarées par l'organisme

auquel la condition de leur vie terrestre les attache, elles seraient toutes et toujours d'accord, et la vie d'antagonisme et de lutte du présent, serait déjà la vie de repos et d'harmonie de l'avenir.

Si l'intelligence ne fournit par une règle générale et fixe pour les rapports des hommes entre eux, la société humaine est la plus extravagante des utopies. Or cette règle elle-même est une utopie, à moins que l'intelligence-principe ne soit *une* dans le sens absolu, et que les intelligences unies à l'organisme, individualisées ou humaines, ne soient d'essence égale. La règle vicieuse dont on a fait usage jusqu'ici (car il fallait de toute nécessité qu'on en appliquât une, pour qu'il y eût un ordre faux ou vrai, une société de convention quelconque), prouve précisément qu'il y a une règle. Mais elle est mauvaise. Hé bien ! cherchons la bonne. Et cherchons-la par l'intelligence, qui seule établit les relations d'homme à homme, et les établit sur l'égalité sociale, conséquence elle-même de l'égalité psychologique ou spirituelle.

Nous voilà revenus aux idées que j'ai constamment émises sous toutes les formes dans ces écrits : je n'ai voulu ici que les rappeler en gros, parce que ce sont les idées génératrices dont toutes les autres idées pratiques sont la conséquence. Je passe maintenant à des considérations nouvelles.

J'ai dit ce que l'homme de foi a pu être, ce qu'il a été; j'ai dit ce que l'homme de l'intelligence scruta-

trice, l'homme du doute, de la négation, a nécessairement dû devenir, ce qu'il est; j'ai dit ce que l'homme de l'intelligence fondatrice, du savoir, sera.

Une société de croyants existe comme un fait, en attendant que le doute, conséquence de l'intelligence libre, qui est l'essence de l'homme, vienne la saper et la renverser : une société de douteurs, qui ne seraient que douteurs, qui douteraient tous et de tout, est impossible : la société, basée sur l'intelligence qui part d'un fait incontesté pour en déduire des principes incontestables, existera seule de droit comme de fait, c'est-à-dire durablement.

N'y a-t-il pas contradiction à soutenir que l'existence d'une société de douteurs est impossible, lorsqu'on prétend que notre société existante est dominée par le doute? — Non, certes : notre société est, en effet, sous l'empire du doute intellectuel; le doute s'y insinue en toutes choses, plane sur toutes choses, s'empare de toutes choses : mais tout le monde ne doute pas encore de toutes choses; la foi a conservé des adeptes, soit sur un point, soit sur un autre, et ceux qui l'ont perdue, en ont conservé une habitude qui souvent en tient lieu et produit presque les mêmes effets qu'elle. Notre société, douteuse comme société, renferme encore des croyants comme individus : aussi se cramponne-t-elle au reste d'existence que lui a légué la foi socialement éteinte. Elle dissimule, tant bien que mal, sa honteuse nudité sous les lambeaux du manteau de l'autorité, dont elle-même a fait des haillons,

et qu'elle continue à arracher, fil à fil, de ses épaules.

L'état social de la science est le doute sur tout ce qui ne tombe pas sous les sens, sur tout ce qui ne peut pas devenir l'objet d'une expérience : l'intelligence, comme principe de nos connaissances, comme fondement et règle *a priori*, est socialement répudiée. Les croyances, en tout ce qui n'est pas senti et expérimenté, sont personnelles et varient d'un individu à l'autre, d'une phase de la vie à une autre phase chez le même individu. Elles demeurent comme un indice du besoin que l'homme a de croyances quelconques, pour se relier à ses semblables par des croyances de même nature, par une religion sociale. Mais elles sont devenues stériles, inutiles, de quelque nature d'ailleurs qu'elles soient, parce qu'elles ne sont plus qu'individuelles exclusivement; elles sont devenues un obstacle pour celui qu'elles dominent, et ne sont pas restées un lien pour la société. Celle-ci, par exemple, ne croit plus ni aux sorciers ni aux prêtres : prêtres et sorciers sont soumis à la loi commune. Mais tel homme, qui, avec son siècle, repousse l'autorité du prêtre, a ravivé en lui la foi des siècles passés au sorcier, au jongleur, aux revenants et aux pressentiments : tel autre est demeuré lige au prêtre : enfin, pour quelques-uns qui ne veulent ni de prêtres ni de sorciers, la plupart passent des uns aux autres ou les écoutent les uns et les autres à la fois. Quel avantage la société retirerait-elle de cette confusion d'opinions sans rapport commun, de convictions sans fixité comme sans base?

Cela seul suffit pour précipiter la ruine de l'association humaine. Car le lien moral en est une condition indispensable; et ce lien manque : et le lien des intérêts matériels ne peut en tenir lieu. Les intérêts sont essentiellement individuels, par conséquent antisociaux. Il peut bien y avoir coalition entre eux, ligue entre quelques intéressés pour exploiter ou écraser les autres. Mais rien de cela n'est stable; il y a variation continuelle, modification incessante, lutte sans fin. Les battus en fait se révoltent toujours contre ce que les battants appellent leur droit de battre. La rebellion des idées ne tarde guère à soulever les bras; et un fait contraire au premier vient bientôt révéler un nouveau droit prétendu, qui n'est, comme l'autre, que le résultat de la force et qui doit succomber de même.

S'il n'y a pas quelque chose de vrai et de juste dans le sens absolu, les choses les plus contraires sont vraies également, sont également légitimes; l'erreur marche de pair avec la vérité, le fait avec le droit, la violence avec la raison; le despotisme et la tyrannie avec la liberté.

Appliquons ce que je viens de dire à la propriété et à la liberté individuelles.

Est-on d'accord sur ce qui constitue la propriété individuelle, sur ce qu'elle est, sur ce qu'elle doit être, sur la liberté qu'il faut lui laisser, sur les restrictions qu'il est permis d'y mettre, en un mot sur la question de savoir si elle ne dépend que d'elle-même ou si une

législation peut la régir, et, en ce cas, sur la détermination précise de ce que cette législation peut et doit être en effet? Pas le moins du monde. Et je ne parle que des seuls propriétaires, c'est-à-dire de ceux qui ont pu acquérir toutes les lumières possibles propres à démontrer ce qui les intéresse si éminemment, savoir que la propriété doit être et est réellement hors et au dessus de toute discussion, respectée, inviolable, éternelle.

La propriété individuelle, c'est le pivot sur lequel tourne toute notre machine sociale. N'est-il pas surprenant au plus haut point que les hommes-rouages de cette machine sont justement ceux qui en ébranlent le plus violemment le pivot et qui finiront par le faire céder? Car après cette prouesse, la machine, cette machine-là bien entendu, ne pourra plus fonctionner.

Ou les hommes dont je parle sont fous, ou ils obéissent à leur insu à une impulsion de l'esprit humain plus forte que ce que leur inspire le calcul de l'égoïsme. Je ne les crois pas fous, surtout lorsque leurs intérêts sont en jeu. Faut-il en conclure que la propriété individuelle offre quelque chose de contradictoire avec les lois du juste et du vrai, imprimées dans l'intelligence de l'homme?

Dans notre système social, cette propriété est tout : c'est par elle que tout se fait et pour elle que tout est fait. Les hommes ne sont rien par eux-mêmes; ils ne deviennent quelque chose que par les richesses qu'ils représentent. Est-ce parce que la richesse reste et que

les hommes passent? Mais sans les hommes, où la richesse serait-elle, et à quoi servirait-elle? en d'autres mots, y aurait-il richesse?

Et puis, ce qui reste véritablement, c'est la société, l'humanité. La richesse vient des hommes. Les hommes en jouissent et meurent. La société seule ne meurt pas; pas plus que les richesses dont les hommes jouissent en passant. En serait-elle seule propriétaire?

La propriété fait et défait les institutions des peuples. Les institutions faites, c'est là propriété qui les applique. Naturellement, elle ne consulte pour cela qu'elle-même, ses intérêts, ses convenances. Aussi les institutions n'ont-elles d'autre but que la conservation et la plus haute prospérité possible de la propriété.

Sous notre régime constitutionnel-représentatif, il n'y a point de chambres des députés, de membres d'un parlement quelconque; il y a des assemblées d'hectares et d'écus : ce ne sont pas les hommes, c'est le sol, ce sont les capitaux qui votent, qui changent les ministères, qui élèvent et renversent les dynasties.

Voyons ce que le protestantisme et l'examen ont fait pour la propriété; et ce que font les libéraux, ces hommes politiques de l'examen indéfini, forcés à marcher, malgré eux, dans les voies que le protestantisme religieux leur a tracées.

L'autorité avait proclamé la propriété individuelle *un droit :* la discussion expérimentale a prouvé que ce n'est qu'*un fait*. De légitime qu'on la croyait, la

propriété a baissé au point de n'être plus que légale. Et Dieu sait combien de légalités nous avons vues naître, grandir, se modifier à l'infini, et puis mourir ! La propriété serait-elle par hasard dans le même cas? Se modifierait-elle profondément dès l'époque présente? Et serait-elle, un peu plus tôt, un peu plus tard, destinée à périr ? Un droit est absolu, ou il n'est pas : si on y touche, si on peut y toucher, s'il souffre le remaniement, l'extension, la compression, il cesse d'être absolu, il cesse d'être un droit. Dès lors il n'est plus rien que ce que le caprice des temps, des lieux, des circonstances et des hommes le fait être.

Je concevrais la propriété sans origine humaine, mais tenant, de droit divin ou naturel, à l'essence même de l'homme, hors de l'atteinte de tout examen positif, vraie comme l'intelligence et, comme elle, rendant raison de tout ce qui n'est pas elle. Mais la propriété que le sophisme cherche à appuyer sur l'occupation ou le travail, la propriété conventionnelle, elle échappe à mon entendement. L'occupation, c'est de l'accaparement par violence ; le travail, c'est la même chose par un autre moyen, l'adresse. Je conçois la propriété dont on dispose avec une liberté illimitée et illimitable, dont on ne saurait abuser, quelqu'usage d'ailleurs qu'on en fasse, puisqu'on est seul juge compétent de la légitimité de cet usage. Mais la propriété que la loi régit, que le pouvoir ou les majorités restreignent à volonté, à laquelle l'administration substitue, quand bon lui semble, ce qu'elle appelle son équivalent, elle

est pour moi un contre-sens, un non-sens. Je ne vois plus là qu'une jouissance individuelle, un usufruit temporaire et révocable, accordé par la caste réellement propriétaire des richesses du sol et de celles de l'industrie, caste qui exploite la société par ses membres, mais qui en demeure, elle seule, maîtresse et souveraine par indivis.

La loi d'expropriation forcée pour cause d'utilité publique, c'est-à-dire de l'utilité de ceux qui font la loi, est un attentat manifeste contre le principe de propriété individuelle. Cette loi, la force des choses y donnera chaque jour un effet plus large et plus étendu, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus en réalité qu'une propriété publique, ou une propriété commune à ceux qui feront la loi, et affermée par eux, à leur avantage, et aux réserves et conditions exposées dans le code législatif.

Si, dans la société actuelle, on a reconnu ce droit d'expropriation en faveur de ce qu'on y a appelé le public, ne faudrait-il pas, remontant plus haut que cette société de fait, reconnaître le droit d'expropriation pour cause d'utilité sociale? Puisque la société, comme elle l'a prouvé, peut imposer des conditions arbitraires au droit de propriété, elle doit, me semble-t-il, lui poser sa condition rationnelle.

En abolissant les dettes, que faisait l'ancienne république romaine? Elle sacrifiait le privilége de propriété garanti à quelques individus par la loi, au droit de vivre garanti par la nature et Dieu à tous

les hommes. Qu'ont fait les hommes d'État, à diverses époques, en diminuant la rente des créanciers de l'État et jusqu'au capital qui leur était dû, et en dépréciant la valeur des monnaies? Ils ont violé la propriété des rentiers, des riches oisifs, pour sauver l'existence des travailleurs, des contribuables pauvres. Que feront-ils quand la force des choses, c'est-à-dire l'accumulation monstrueuse des abus auquel le respect, *quand même...* pour la propriété individuelle, a donné naissance, les contraindra à déclarer la banqueroute? Ils aboliront de cette propriété ce qu'ils en auront reconnu incompatible avec le salut de la société, qui, pour l'humanité, est la suprême loi.

Le vote de l'impôt sous le système représentatif n'est autre chose que la reconnaissance du principe absolu de la propriété; cela est vrai : on a constaté le droit de ceux qui possèdent à ne devoir contribuer aux charges publiques que de leur consentement et pour la part consentie. Mais qu'est alors l'impôt dont on grève ceux qui ne sont, ni représentants, ni représentés; qui ne peuvent, ni être élus, ni élire; qui n'ont que le devoir de payer *l'imposition* et jamais le droit de discuter la *contribution?* N'est-ce pas la négation du principe de la vraie propriété par les propriétaires fonciers et capitalistes, au détriment de ceux qui ne possèdent que le produit quotidien de leur industrie et de leur travail? Et si la propriété des pauvres peut être niée ou violée, ce qui revient au même, par les riches, qu'est-ce que la propriété en principe ou

en droit? évidemment le fait simple et nu de l'occupation par le plus fort, la légitimation du canon et du sabre, du coup de poing et du coup de pavé, du vol et des bagnes, de l'assassinat et du bourreau, de la tyrannie et de la révolte?

Eh quoi! les seuls citoyens qu'on prive de tout droit, sans néanmoins les tenir quittes de l'accomplissement d'aucun des devoirs qui n'en sont cependant que la conséquence, sont précisément ceux-là mêmes à qui on refusera de garantir le travail dont ils vivent, et l'existence que, tant qu'ils la conservent, l'État réclame comme son droit à lui. Honte éternelle et malédiction!....

Si la propriété privée, individuelle, était inviolable par essence, toute espèce de propriété individuelle et privée le serait également, et ni la société, ni l'État, ni le souverain, ni la loi n'y auraient que voir, ne pourraient rien y ajouter, rien en retrancher, rien y changer. Nous venons de prouver que jusqu'à la propriété du sol et celle des capitaux, que les conservateurs veulent maintenir immobile, immuable, *per fas et nefas*, et qu'ils imputent à crime aux réformateurs socialistes d'oser seulement mettre en discussion; nous venons, dis-je, de prouver que cette propriété est violée par les conservateurs eux-mêmes. Je démontre maintenant qu'il y a une propriété susceptible elle aussi d'être individuelle, et qui, comme telle, est entièrement abolie : c'est la propriété des mines. Celles-ci sont considérées comme tombées dans

le domaine public; elles sont la richesse indivise du souverain, soit roi, soit noblesse, soit clergé, soit bourgeoisie, soit peuple. L'État les exploite, ou il les concède comme il l'entend. Il en accorde l'usage et les profits *à ferme;* il pose des conditions à l'exploitation du concessionnaire, surveille l'exécution de ces conditions, et en cas d'infraction, fait déposséder le contrevenant et transporte son privilége usufruitier à un autre. Il est seul propriétaire et propriétaire absolu. Ne serait-il pas possible que la propriété de la surface du sol subît, avec le temps et le mouvement des esprits, les mêmes vicissitudes qu'a subies la propriété qui se trouve sous la surface du sol, propriété que nous voyons arrivée au terme de n'avoir plus rien d'individuel, rien de privativement réservé?

Déjà, je le répète, les propriétés qu'on prétend être les plus respectées, sont tombées sous une certaine dépendance de la société, comme serait celle, en certains cas, de ne pouvoir être impunément détruites, en tout ou en partie, de ne pouvoir être détérioriées par le propriétaire. N'en viendra-t-on pas, en tout état de cause, à lui défendre de les laisser dépérir, à lui ordonner de les faire fructifier, et même de leur faire produire un revenu déterminé? n'en viendra-t-on pas finalement à les faire fructifier à sa place de la manière la plus utile pour la société entière, et par conséquent pour lui-même qui fait partie de cette société?

Or, nous l'avons déjà dit, la moindre intervention de la loi dans les questions de propriété, équivaut à

l'abolition de la propriété, qui cesse d'être un droit, un principe. La loi dès-lors, toujours variable elle-même, qu'elle soit d'ailleurs l'expression de la volonté d'un seul ou de la majorité; la loi, simple fait, constate la propriété comme un fait, et lui fait subir tous les changements que subissent les hommes sous l'influence aveugle des passions, des intérêts, du monde extérieur, de la matière sans intelligence, sans liberté, sans moralité.

Les lois qui déterminent les heures de travail des enfants dans les manufactures, sont un double attentat à la propriété, des parents d'abord, au profit desquels ces enfants gagneraient, des fabricants ensuite, dont ils augmenteraient les bénéfices. Si ces lois sont éminemment morales, elles démontrent que la propriété privée peut être éminemment immorale. Quoi qu'il en soit, elles recevront peu à peu une application moins restreinte, à mesure qu'on s'apercevra qu'il ne suffit pas d'empêcher les générations de s'épuiser à leur source, mais qu'il faut aussi ne point abuser des forces qu'elles ont acquises, qui doivent être pour elles des moyens de jouissance par le travail, et qu'elles ont le droit de transmettre, comme elles les ont reçues et pour le même objet, aux générations futures.

Qu'était-ce que le droit d'aînesse et les droits féodaux? De véritables propriétés dues à l'occupation et au travail des armes, propriétés que la révolution bourgeoise a arrachées à ceux qui jusqu'alors avaient dominé la bourgeoisie. La propriété du sol et des

capitaux n'est pas autre chose : si elle n'a pas toujours eu la guerre pour origine, le travail dont elle est le résultat, n'en est pas pour cela nécessairement plus honorable, soit dans ses moyens, soit dans ses conséquences. Si jamais les prolétaires font à leur tour une révolution contre la bourgeoisie qui pèse sur eux, ils pourront faire valoir le même argument dont ceux-ci ont fait usage contre la noblesse. Car je ne vois pas du tout qu'il y eût au fond plus d'immoralité publique dans le règne des seigneurs sur les financiers, qu'il n'y en a dans le rançonnement du peuple par les capitalistes.

Les rois n'ont-ils pas été les propriétaires de la monarchie, les prêtres ceux de la religion, les *maîtres* ceux des métiers? Tout cela se résume dans la propriété-mère, la propriété primitive, celle de vivre. Ne faudra-t-il pas, en dernière analyse, en revenir simplement à celle-là, et la garantir *pour tous*, en lui subordonnant toutes les autres propriétés conventionnelles ou de privilége? Si cela ne se pouvait faire, il finirait par y avoir opposition et lutte ouverte entre les propriétés de convention et celle de droit; et dans ce cas, je pense, la victoire définitive serait à coup sûr pour la propriété de l'existence. Il n'y a plus aujourd'hui de rois propriétaires; les prêtres sont de simples ministres du culte, qui n'est lui-même plus rien dans l'État; les artisans n'ont plus d'autres maîtres que les capitaux qui sont les maîtres et seigneurs de tout le monde. Y aura-t-il toujours des propriétaires fonciers ou capitalistes?

Il n'y a plus d'aînés dans les familles; y aura-t-il toujours des familles, ayant droit d'aînesse dans la société?

Tous les enfants du même père héritent une part égale de ses biens; ne viendra-t-il pas un temps où tous les membres d'une même société naîtront avec le droit à une part égale à la richesse publique? Il ne faut pour cela que modifier la répartition actuelle de cette richesse, comme elle a déjà été modifiée tant de fois, et comme, d'après même les publicistes les plus conservateurs, monarchistes, aristocrates, légitimistes même, la nation ne perd jamais le droit de la modifier.

La révolution bourgeoise de 89, en abolissant le droit de primogéniture, a cru ne poser qu'un acte d'hostilité contre la noblesse terrienne. Elle a fait plus : elle a, sans le savoir, préparé l'abolition de la propriété individuelle et privée du sol. Car, la propriété étant légalement divisible à l'infini, est bientôt en effet divisée en parcelles infiniment petites; et celles-ci, loin d'être un bénéfice comme la grande propriété, deviennent finalement une charge pour le trop petit propriétaire. En outre, si tout le monde est propriétaire, que vaut la propriété? Sa valeur ne consiste que dans l'obligation qu'elle impose aux non-propriétaires de travailler pour le détenteur du sol ou des capitaux. Or l'extrême division (c'est ici une pure supposition, mais que nos institutions depuis un demi-siècle nous autorisent à faire) amenant à la

longue la répartition sur tous de la propriété de la richesse en fonds de terre et en argent, chacun doit exploiter par lui-même sa propriété. Mais cette propriété n'est que l'instrument de ses jouissances, et il renonce bientôt à les réaliser par ce moyen, de l'instant qu'il ne peut plus forcer les autres à se donner la peine de les réaliser pour lui, sans qu'il lui en coûte d'autre soin que celui de consommer et de jouir.

Qu'étaient-ce que les richesses de la noblesse française que la république lui a enlevées? Qu'étaient-ce que les biens du clergé français dont la même république s'est emparée et dont le pape a légitimé la confiscation? Des propriétés bien réelles et bien reconnues, sur lesquelles le pape et la république n'avaient pas plus de droit légal que les pauvres d'aujourd'hui n'en ont sur les propriétés des riches, et dont certes ils n'avaient pas un aussi grand besoin. Des propriétés aussi légitimes que celles de tout vaincu dépossédé par le vainqueur; que celles des Polonais entre autres, dépouillés par l'empereur Nicolas, ou celles des voyageurs détroussés sur la grande route. N'y a-t-il de propriétés réellement légitimes que les propriétés des plus puissants, soit en force matérielle, soit en autorité morale? Alors la république et le pape étaient en effet propriétaires de droit des biens que le fait avait fait passer des mains du clergé dans les leurs; Nicolas est le seul propriétaire de toute la Pologne rebelle et mise à l'ordre; et le voleur est propriétaire de tout ce dont son *industrie* lui permet de disposer.

Prenons-y garde! Si le droit d'*avoir* n'est pas autre chose que la possibilité de *prendre* et de *tenir*, ceux qui n'ont rien en ce moment, et qui pourraient fort bien s'aviser un jour d'user de ce droit-là, seraient sans reproche s'ils réussissaient, et pour aussi longtemps qu'ils maintiendraient leur réussite.

On a aboli les *mains-mortes*, parce qu'elles frustraient l'État du droit qu'il s'arroge sur les mutations de propriété; c'est-à-dire que, dans un intérêt de fiscalité, on a violé le droit de propriété lui-même. Car les *mains-mortes* possédaient au même titre alors qu'aujourd'hui les propriétaires. Elles n'ont pas pu perdre contre leur volonté, plus que ceux-ci ne peuvent perdre malgré eux. Elles devaient pouvoir conserver indéfiniment, si ceux-ci peuvent indéfiniment transmettre. Cependant on maintient l'hérédité de la propriété particulière, et on a supprimé l'immutabilité de la propriété des corps. L'hérédité n'est-ce donc pas un droit de *main-morte* tempéré par le hasard [1]?

[1] Il serait inutile de parler ici d'une question spéciale à la Belgique et que j'ai effleurée ailleurs. La proposition de déclarer l'université de Louvain *personne civile* est tout simplement la proposition de reconnaître légalement une des conséquences logiques du droit de propriété qu'on proclame droit légitime. Si la propriété individuelle est un droit, ce droit ne peut pas se perdre par cela seul que plusieurs individus qui en jouissent, s'associent en vertu d'un autre de leurs droits à la liberté individuelle, et aux liber-

Je ne multiplierai pas davantage les exemples de mesures violatrices et de lois restrictives ou plutôt

tés de penser, d'enseigner et de s'unir pour propager leurs doctrines.

La proposition des catholiques belges a été repoussée par tout le parti belge libéral. Qu'est-ce que cela prouve? Que les libéraux, quoi qu'ils en disent, ne sauraient être conservateurs; qu'à leur insu et même malgré eux, ils doivent démolir jusqu'à la propriété elle-même. Certes, je ne voterais pas avec les catholiques; mais si je votais avec les libéraux, je m'avouerais que je viole la propriété et que je coopère efficacement à désorganiser la société *actuelle*.

Encore une fois, ce n'est pas, dans ma bouche, un reproche aux libéraux. Car je suis loin de croire la société *actuelle* bonne. Et je crois fermement qu'il n'y aura lieu à en établir une bonne, qu'après celle-ci. Qu'on refuse aux *mains-mortes* le droit de prendre, je le conçois; mais le droit d'accepter : c'est violent. Ne songe-t-on pas que par cela même on refuse aux autres propriétaires le droit de donner comme ils l'entendent?... Ne plus permettre ni de donner ni de recevoir, ne serait-ce pas, par hasard, ne plus permettre de posséder? Ne serait-ce pas abolir de droit la propriété elle-même? Et quant à dire que l'église absorbera tout, c'est véritablement une mauvaise plaisanterie de la part des propriétaires. Je suppose que l'église devienne, elle seule, propriétaire : qu'est-ce que le peuple y aura perdu? Il n'aura pas moins que sous le régime de l'absorption par les propriétaires eux-mêmes. Croiraient-ils ceux-ci qu'elle en fera un plus mauvais usage qu'eux? Je ne le pense pas possible. Elle aura accumulé; elle cherchera à garder. N'est-ce pas ainsi qu'ils font? La question est donc entre les propriétaires et l'église; elle ne regarde ni l'humanité ni la société.

destructives de la propriété individuelle. Je me bornerai à poser encore une seule question : La société a-t-elle pour but de garantir le superflu de quelques-uns ou de faire le bonheur de tous? Si c'est de garantir le superflu de quelques-uns, il ne lui est pas permis de mettre aucune restriction au droit d'appropriation, d'accumulation et de libre disposition des richesses : déjà les gouvernants ont abusé de leur pouvoir sous ce point de vue. Si c'est de faire le bonheur de tous, il ne faut pas laisser les riches accaparer et gaspiller à eux seuls la condition matérielle de ce bonheur général : les gouvernants sont coupables de négligence et de malversation. Admettant cette supposition, il faudrait confier à la société elle-même l'administration de la propriété, dans le but de l'utilité véritablement publique. Or, ce serait-là la suppression de toute propriété exclusivement et privativement individuelle.

Disons maintenant ce que nous appelons *propriété conventionnelle,* ou *propriété de fait :* c'est la richesse au service d'un homme, au-delà de ce qui lui est nécessaire pour satisfaire amplement et commodément à tous les besoins de sa nature d'homme, aux plus relevés comme aux moins nobles, aux besoins par conséquent spirituels et physiques, aux besoins sociaux, aux besoins sans cesse multipliés par une civilisation toujours progressive. Ce que ces besoins réclament, forme pour lui un véritable droit naturel ou divin, dont la société a le devoir d'assurer la satis-

faction : c'est le droit de vivre. Quant à avoir plus qu'il ne faut pour vivre humainement, ou cela ne sert à rien, ou c'est un moyen de s'exempter de la loi commune du travail en soumettant d'autres hommes à un travail excessif, à un travail qui a pour but, non leurs propres jouissances, mais celles des non-travailleurs, des oisifs. Cet état de choses suppose, à côté d'hommes qui ont trop, des hommes qui n'ont pas assez; à côté de propriétaires, des prolétaires; à côté de maîtres, des esclaves.

Cet état de choses existe. Je n'examine pas ici jusqu'à quel point il est conforme à l'équité et à la raison; c'est-à-dire, quelles chances il a de durée et de quelle durée. Je dis seulement que la force des choses qui l'a fait déclarer périssable, hâte et précipite sa chute.

Car le droit légal de propriété en faveur de quelques-uns ne saurait être conservé sous sa forme actuelle, qu'au cas où ce droit serait compatible avec le droit légitime de possession du nécessaire pour tous. S'il ne l'est pas, il sera infailliblement modifié jusqu'en son essence, afin qu'il cesse de mettre obstacle à tout progrès moral. L'appropriation individuelle illimitée est, il est vrai, un stimulant actif du progrès industriel. Mais celui-ci ne vient qu'en seconde ligne dans la vie humanitaire, dont le premier et le véritable but est le perfectionnement dans les voies de la justice et de la vérité, ou du bonheur.

Je ne demande pas qu'on abolisse la propriété :

j'avoue même que je ne crois pas qu'on puisse l'abolir, par voie de système bien entendu, d'institutions, de législation, par décret d'une majorité ou coup d'état d'un despote; mais je soutiens que la propriété *telle qu'elle existe* s'abolit elle-même, qu'elle succombe devant la puissance du principe qui domine et régit la société. L'impôt levé par le propriétaire sur les prolétaires deviendra peu à peu plus difficile à percevoir, le rançonnement dont j'ai parlé plus haut rencontrera d'invincibles obstacles, la dépendance réelle dans laquelle vivent les pauvres vis-à-vis des riches s'effacera : et, si l'on veut éviter de se battre et de s'égorger pour se dépouiller, il faudra bien finir par s'entendre sur une transaction qui, pour être stable, devra avoir l'équité pour base. Et c'est avec intention que je dis *se battre et s'égorger :* car, dans l'état des choses, avec les principes nécessairement dominants, la saine logique veut que ceux qui ont, soient les ennemis-nés de ceux qui n'ont pas et que par conséquent ils craignent; qu'ils le soient pour le moins autant que ceux qui n'ont pas, sont les ennemis de ceux qui ont, et que, pour cela, ils envient et ils haïssent.

Nous en sommes encore à l'omnipotence du capital. « La mécanique nous a affranchis des exigences du travail. » Ce sont les propriétaires qui ont dit cela. Arrivent maintenant les prolétaires qui disent à leur tour : « Il faut que le travail soit affranchi de l'arbitraire des capitaux. » J'ajoute : « La morale *prou-*

vée ou la raison peut seule opérer cette réforme sociale. Pour cela, il faut que les capitalistes se hâtent de constituer le travail *propriété :* sinon les prolétaires se déclareront capitalistes; ce à quoi la morale ne gagnera rien, tandis que le droit de propriété ainsi balotté sans fin entre différents hommes et par des faits contraires, y perdra beaucoup.

Cela revient toujours à ce que j'ai demandé avant toutes choses et comme résumant tout le reste; savoir, une garantie sociale pour la vie de tout homme né dans une société humaine. Or, je l'ai démontré à satiété : cette garantie n'existe nulle part. La richesse accumulée dans quelques mains, dispose souverainement, non-seulement de la valeur intellectuelle et morale, c'est-à-dire de la culture de l'esprit et de l'honneur, mais aussi de la vie du pauvre. Celui-ci en vient graduellement à mépriser lui-même cette vie que personne ne respecte, ni les lois, ni la société. Et quand il méprise sa propre vie; — je désire qu'on m'écoute attentivement, et je voudrais qu'on me comprit; — quand le pauvre méprise sa propre vie, le riche n'est plus assuré de la sienne. N'est-ce pas ce que nous voyons chaque jour? N'est-ce pas naturel? N'est-ce pas logique? N'est-ce pas *juste?* qui oserait condamner le pauvre?

Nous avons vu que le seul moyen de conserver une apparence d'ordre matériel dans la société, en dépit du principe de désordre et de désorganisation qui s'est socialisé généralement, a été d'investir les majorités

du sacerdoce de la conservation indispensable pour qu'il y ait existence.

Les majorités! de quoi jusqu'à présent ont-elles été composées? De la moitié plus un d'entre les vainqueurs, qui se sont arrogé le pouvoir, qualifié *droit* par eux, de disposer des vaincus, corps et biens. On aura beau m'objecter que partout ne se présente pas la question de la conquête, comme, par exemple, elle s'est présentée en France et en Angleterre; je répondrai que, là où cette question ne se montre pas aussi historiquement positive, elle n'en prime pas moins par ses effets, les hommes qui n'ont pas le nécessaire étant infailliblement et toujours de la race des dépossédés, et les autres de la race des usurpateurs, victorieux de par la ruse et l'astuce, si ce n'est de par la force brutale. Personne ne s'est jamais avisé d'attaquer l'inégalité de race, pas plus que la différence de couleur, *comme telles;* ce seraient là des faits sans portée s'ils n'avaient entraîné comme conséquence l'inique et funeste inégalité d'état ou de condition sociale. Et nous ne réclamerions pas contre cette inégalité parce que nous ne voyons qu'une seule race et qu'une seule couleur? allons donc!...

Peu importe qu'il y ait ou n'y ait pas eu de bataille rangée, de menées diplomatiques ou machiavéliques; peu importe que les dépouillés soit Gaulois ou Bretons, et les envahisseurs Francs, ou Saxons ou Normands : il suffit que les uns et les autres soient hommes, et que le fait de la monstrueuse inégalité

existe, en vertu de laquelle quelques-uns sont armés des droits et des moyens de tous, contre tous les autres auxquels il ne reste plus aucun droit ni le moindre moyen de résistance.

La liberté éclairant les hommes sur cette iniquité radicale, leur en a fait enfin sentir toût le poids. La liberté politique devait se faire jour dans la société : née de la liberté de l'ame, elle était essentielle à la manifestation de l'activité intellectuelle, c'est-à-dire de la liberté individuelle de chacun. L'examen, son mode d'action, a mis, peu à peu, au grand jour la faiblesse du droit des usurpateurs. La ruse ! les dépossédés pouvaient bien regarder ce moyen d'acquérir comme honteux, mais ils devaient s'avouer qu'il est d'un emploi facile. La force ! toutes choses égales, le nombre des opprimés est incomparablement plus grand que celui des oppresseurs : le droit par conséquent qui n'a que ce fondement tout matériel, doit naturellement, au jour du combat, passer sans obstacle aux mains de la majorité sociale.

Depuis que les majorités politiques ont été appelées à décider de la vérité-principe et du droit primordial, parce que, n'y ayant plus ni justice ni vérité morale à l'abri du doute, il fallait bien qu'on y suppléât en quelque manière, la cause des usurpateurs a été perdue en théorie, en attendant que les déshérités les évinçassent aussi dans la réalité, si l'on ne trouvait pas le moyen d'assigner aux uns et aux autres ce qui leur revenait, en d'autres termes, si on ne

déterminait pas incontestablement et *à priori* les notions du juste et du vrai.

En effet, les intéressés ont eu beau ne composer les corps délibérants et régnants par conséquent, que d'eux-mêmes : de cela seul qu'il fallait y recourir aux votes, il résultait qu'il n'y avait pas unanimité, qu'il ne pouvait pas même y avoir accord. Il y a accord, à la vérité, sur la nécessité de demeurer les maîtres; mais il n'y en a pas sur le moyen d'exercer cette domination, et encore moins sur le personnel de ceux qui doivent l'exercer et en percevoir les premiers et les plus clairs bénéfices. La majorité égoïste exploite sans conteste; c'est fort bien, dans la supposition toujours égoïste que la force ou le nombre, c'est le droit : mais la minorité aussi égoïste que la majorité, veut avoir son tour; l'usage de sa liberté, qui est un droit pour elle, lui en fournit les moyens. La condition *sine qua non* de l'exploitation est, pour la minorité ambitieuse, de devenir majorité dominante. Or, pour y parvenir, elle n'a qu'un seul parti à prendre, c'est de se fortifier en se recrutant parmi les exploités.

C'est là tout le secret de la popularité des oppositions. Les sympathies de l'opposition ne sont pas plus populaires que celles de la majorité. L'une et l'autre ne sympathisent qu'avec elles-mêmes. Mais l'opposition en lutte avec les ministériels, est forcée par position de s'adjoindre la classe des exploités qui lui est la plus voisine. De même que la majorité est

nécessairement conservatrice de ce qui est, ou gouvernementale, l'opposition est nécessairement progressive ou remuante, séditieuse même. L'une veut jouir; l'autre veut acquérir. Ses alliés naturels sont parmi ceux qui n'ont rien. Mais qu'arrivera-t-il lorsqu'on demandera leur avis à plus d'exploités que d'exploitants? Que ceux-là feront la loi à ceux-ci. Et quelle sera la première disposition de cette loi? Que l'exploitation a changé de mains.

N'est-ce pas là l'œuvre de cupidité et d'orgueil que nous voyons s'accomplir sous nos yeux, aux cris de *réforme électorale!* de *vote* plus ou moins *universel?* Eh! mon Dieu, quand aux propriétaires vous aurez adjoint ce qu'on appelle les capacités, croyez-vous que le privilége par et pour lequel les propriétaires gouvernent, n'en sera pas ébranlé sur sa base? Les capacités sont généralement prolétaires; elles feront de l'opposition systématique contre toutes les majorités possibles, jusqu'à ce qu'elles soient elles-mêmes majorité. Et lorsque tout le monde ou presque tout le monde votera, la majorité maintiendra-t-elle les propriétaires de la minorité? Assurément non. Maintiendra-t-elle la propriété? Cela dépendra du point de vue d'où elle considèrera les choses : égoïste comme les propriétaires ses devanciers au pouvoir, elle prendra aussi leur place, et se fera maîtresse du sol et des capitaux; juste, elle laissera la place ouverte à tous.

Il n'y a de propriétaires individuels du sol et des capitaux que là où ces propriétaires le sont en même

temps de la société, et le sont seuls; là où ils sont les maîtres absolus, les directeurs, les modérateurs, les dispensateurs de toutes choses. Les prolétaires possédant la société, posséderont aussi et infailliblement la terre et les richesses qui y constituent la force matérielle, et ils en disposeront sans peine ni contraste.

Car, sous le régime de la propriété, tout ce qui ne tient pas à la caste qui possède les richesses, ne conserve d'humain que la forme. A part les propriétaires, il n'y a que des instruments, des machines, des meubles, des choses à face d'homme. Si l'usage des biens est réglé par la loi, l'abus des biens sera aboli par la justice : sans quoi la loi ne serait qu'une convention arbitraire, l'expression d'une volonté changeante, et non la conséquence du droit immuable et éternel.

On conçoit l'état actuel des choses où peu ont tout, avec la domination absolue de ces *peu*-là. Mais interrogez les autres : que le peuple investi du vote auquel sa souveraineté lui donne droit parle! Il détruira cet état de choses. Car il n'est pas du nombre des *peu;* il l'est des *beaucoup;* et il dira, pour le moins, que beaucoup *doivent beaucoup avoir*. N'ayant, lui, jamais rien eu, il pourrait bien dire : *doivent avoir tout.*

Nous n'en sommes pas, direz-vous, au vote universel. — Pas encore; mais nous y viendrons immanquablement. Le dogme de la souveraineté du peuple est gros du vote universel, et le mettra au monde tôt ou tard. Ceux qui éloignent ce moment, tâchent de comprimer la liberté de peur de l'anarchie; et,

ne pouvant la supprimer, ne font que hâter l'explosion du désordre. D'une manière ou d'une autre, le désordre est donc inévitable, et l'anarchie se réalisera, soit comme effet du vote universel, soit comme cause. Elle est la conséquence infaillible de la liberté dans un temps d'incertitude absolue et de doute.

Voyez en Angleterre où on ne demande que le suffrage universel, tandis qu'en France on veut le partage ou la communauté des richesses. Quelle est la différence? la voici : les radicaux anglais n'en sont encore qu'au moyen; les radicaux français, plus expéditifs, plus *prime-sautiers*, arrivent directement à la fin.

Partout on exige l'égalité des droits politiques : cette égalité, si elle ne menait pas à celle des droits sociaux, qui mènera à l'égalité des conditions sociales, ne mènerait à rien du tout. Souveraineté du peuple, égalité d'état dans la société, suffrage universel, égalité de droits politiques et abolition de la propriété individuelle privée, tout cela est une même chose.

La réforme de l'intelligence peut seule porter la lumière dans ce chaos.

La réforme de l'intelligence peut seule enseigner aux hommes, propriétaires actuels ou propriétaires à venir, ce que c'est que la justice, sur quelle vérité incontestable elle se fonde, ce qu'elle impose *à tous*.

En attendant que cette réforme soit accomplie; c'est-à-dire, d'abord que la nécessité en ait été comprise, ensuite qu'elle ait été acceptée socialement;

la liberté seule, mais la liberté individuelle, qui n'est toujours que la force, la prépondérance du nombre, a nécessairement dû triompher.

On a donc voulu et on veut la liberté. C'est fort bien. Mais la liberté sans mœurs, la liberté sans une conviction morale raisonnée et arrêtée, qui circonscrive l'action des passions, serait le trouble, le désordre, l'anarchie. On demande en conséquence des lois pour suppléer aux mœurs. Mais que feront des lois sans la morale qui réponde de leur exécution même secrète et cachée? que feront des lois auxquelles la morale n'aura pas servi de base? Et quelle est la morale imaginable sans un principe que l'intelligence établisse et que l'intelligence ne saurait nier? Or y a-t-il aujourd'hui un seul principe socialement évident et accepté comme tel? L'autorité qui autrefois en tenait lieu, n'a-t-elle pas elle-même cessé d'être sociale? n'est-elle pas devenue, devant l'examen, une simple question d'opinion individuelle, de circonstance, de lieu, de temps, d'éducation, d'habitude?

Les lois, dit-on, limiteront la liberté. Mais de quel droit, comment, jusqu'où? Qui s'y soumettra, si on ne les croit pas plus qu'utiles; c'est-à-dire, si on ne les croit pas respectables, inviolables, saintes? Et quel respect ferait naître et chez qui, le seul considérant dont elles soient susceptibles, savoir, le *bon plaisir* du pouvoir qui, se les jugeant avantageuses, les a portées? Car la loi des majorités est, comme celle des despotes,

l'expression de la volonté arbitraire, de la volonté de gens qui n'ont, ni la mission, ni le droit de l'imposer à personne, qui n'ont pas même le moyen d'avoir une opinion rationnelle sur ce qui doit motiver leur volonté à l'égard des autres et d'eux-mêmes, et qui reconnaissent eux-mêmes la liberté des autres de ne partager ni leurs idées ni leurs convictions sur lesquelles leur volonté est basée. Il intéresse fort peu que cette volonté résulte du caprice ou des passions d'un seul homme ou de plusieurs hommes, qu'elle soit manifestée par un ou plusieurs maîtres ou par un grand nombre de prétendus représentants. Une chose seule pourrait intéresser, ce serait qu'elle fût fondée en justice et en raison. Je le demande : la majorité *constitutionnelle* offre-t-elle pour cela une meilleure garantie que la royauté absolue?

On a dit : La loi étant exprimée par la majorité, s'il y a oppression, elle sera subie par un nombre d'hommes moindre, puisqu'un plus grand nombre d'hommes l'aura établie. Cela serait, je ne dis pas vrai, mais du moins plausible, si tous ces hommes avaient été d'accord sur autre chose que sur la question d'être au rang des oppresseurs : cette question une fois tranchée par le vote, la volonté de la majorité pèse sur la presque totalité de celle-ci comme sur la minorité elle-même. L'arbitraire opprime ceux qui l'ont formulé comme ceux contre lesquels il a été formulé. Il n'y a de véritable liberté pour personne, ni sous la monarchie, ni sous la représentation na-

tionale, ni sous la démocratie républicaine, parce qu'il n'y a ni justice ni raison.

S'il y a injustice sociale en principe, que gagnerait-on à organiser la société en république? L'injustice ne vaut pas mieux sous la république que sous la monarchie. Ce qu'il y a à faire, c'est de faire disparaître l'injustice sociale. Et il n'y a à faire rien autre chose; monarchie ou république après cela, toutes les formes seront bonnes également.

Ni la liberté ni la propriété ne sont le but de la vie : ce but, c'est le perfectionnement et le bonheur, qu'il faut démontrer être une seule et même chose. La propriété est un moyen de puissance ou de liberté appliquée, et la liberté un moyen de développement dans le bien et de bonheur par ce développement même. C'est précisément pour cela que la liberté de par la propriété réelle est un droit, non-seulement en théorie, mais en pratique, non *en puissance* uniquement, mais aussi et surtout *en acte,* en effet, et qu'il est un droit de chaque membre de la société, aussi bien que l'existence et le bonheur. Mais encore faut-il savoir user de la liberté et des richesses pour qu'elles contribuent effectivement à nous rendre heureux. L'homme trop peu éclairé, ou égaré par une fausse lumière, peut faire tourner ses richesses, si ce n'est à l'oppression des autres, du moins au détriment de sa propre indépendance, et n'user de sa liberté que pour le malheur de sa vie. Faut-il se contenter de lui signaler l'abîme, ou faut-il l'empêcher

même violemment d'y tomber? Ou bien, tout en déplorant son aveuglement, faut-il le regarder préparer sa perte et la consommer sans avis ni obstacle?

Nous avons examiné la question de savoir si la propriété individuelle privée et exclusive est un droit absolu, et nous avons trouvé que ce droit équivaudrait à l'absolue domination, au droit de vie et de mort, des propriétaires sur les prolétaires; ce qui est le despotisme immobilisé : qu'il équivaudrait à la domination absolue de la propriété sur les propriétaires eux-mêmes, de la chose sur l'homme, de la matière sur l'esprit; ce qui est absurde. Examinons la liberté sous le même point de vue.

La liberté individuelle peut-elle être absolue? On existerait donc pour être libre. Mais au contraire, la liberté psychologique est une condition de l'existence avec conscience, c'est-à-dire de l'intelligence humaine qui, par ce moyen, tend à réaliser ce qui l'intéresse.

Absolue chez un homme, la liberté serait nécessairement absolue chez tous. Sous le régime de la liberté et de la propriété considérées dans ce sens, chacun s'appartiendrait, il est vrai, sans restriction ni contrôle, mais aussi chacun serait le maître de tous, et tous appartiendraient de droit à quiconque parviendrait de fait à se les soumettre. Que deviendraient alors la liberté et la propriété? Que deviendrait l'ordre? d'où naîtrait-il? comment serait-il possible? La liberté illimitée serait l'anarchie inévitable, instante. C'est parce que, et uniquement parce que

l'intelligence commune pose une règle de conduite sociale, qui dirige, borne et arrête la liberté de chacun, qu'il y a et qu'il a pu y avoir société. Voilà justement pourquoi j'ai dit que nous progressons rapidement vers l'anarchie, c'est-à-dire vers le rejet, en principe d'abord, puis en fait, d'une règle sociale pour tous les hommes, par la reconnaissance sociale d'une liberté individuelle que l'intelligence ne saurait limiter.

Mais tout en consacrant ainsi l'anarchie en théorie, on sent qu'il est de toute urgence de l'empêcher en pratique. Plus donc le règne de la liberté de droit devient arbitraire, plus les gouvernements mettent d'entraves à la liberté de fait. C'est une nécessité qui, de prime abord, paraît singulière, mais qui est fort rationnelle. Le despotisme n'a rien à craindre de la liberté individuelle : le pouvoir sauf, il laisse à l'individu une action libre et largement libre. Mais si c'est la liberté elle-même qui règne, pour se conserver, elle doit mettre à l'action individuelle les restrictions les plus sévères et les plus minutieuses.

Dans les états appelés *libres*, la liberté publique ne se conserve qu'au moyen du despotisme légal qui supprime ou soumet la liberté privée. Les exemples seraient inutiles. C'est de cette manière que notre siècle de transition nous a forcément placés entre le despotisme de la conservation et le désordre du mouvement émancipateur. La position fort heureusement n'est que provisoire; car elle ne serait pas tenable. L'oppo-

sition dont j'ai parlé tout à l'heure, pousse à l'application toujours plus étendue de la liberté individuelle sans frein social; le pouvoir, et par conséquent l'opposition quand elle passe au pouvoir, se posent en travers de la liberté pratique au nom de la société qu'elle désorganiserait par son action dissolvante. Cependant le pouvoir ne règne qu'au nom de la liberté théorique, c'est-à-dire de la liberté intellectuelle de chaque individu dont la volonté sociale se matérialise au moyen de la majorité qui l'exprime : et l'opposition, à qui il ne manque qu'une part dans l'exploitation, mais qui jouit du privilége sur lequel l'exploitation est fondée, ne veut pas plus l'anarchie qui détruirait ou du moins déplacerait l'injustice, que ne la veulent les gouvernants eux-mêmes.

Chaque homme est son maître, selon le droit reçu socialement, le droit matériel de nos institutions nécessairement athées, qui ne permettent à la société de régler que les intérêts positifs de ses membres; chacun peut faire de lui ce qu'il lui plaît, pourvu que ce ne soit pas au détriment d'autrui. Mais la sanction pénale des lois destinées à protéger la liberté générale contre la liberté individuelle, ne se trouve que dans la force dont disposent les législateurs et que le bourreau résume en sa personne [1]. Quiconque peut se soustraire

[1] En dernière analyse, le pouvoir dans la société actuelle finira par n'avoir d'autre garantie que le bourreau : c'est l'*ultima ratio* d'un état de fait, du despotisme par la ruse

au bourreau et à ses mandataires, ne voit pas trop pourquoi il n'exercerait pas sa liberté sans aucun égard à celle des autres; et, je l'avoue franchement, je ne le vois pas davantage. Car enfin, le raisonnement de l'homme purement organique est irréprochable : il a le même droit que toute espèce de ma-

ou par la force. Cela est généralement senti. Aussi nos grands propriétaires, en leur qualité de conservateurs de ce qui existe; ce qui, en Belgique, se traduira par *catholiques* aussi longtemps que le catholicisme y sera au pouvoir; demandent chaque année la rigoureuse exécution des lois, sans grâce ni commutation. Ils sont conséquents. Un *abattoir* d'hommes bien activement achalandé est une nécessité de leur système, un indispensable résultat de ce qu'ils veulent. Sans droit socialement établi, ils sont aussi sans force morale; il faut bien que la force matérielle du bourreau et des pourvoyeurs de ses tueries juridiques leur vienne en aide.

Ils l'invoquent contre l'accroissement des crimes. Qu'ils aillent donc jusqu'au bout sans reculer, sans sourciller : qu'ils l'invoquent contre la misère, contre le désespoir, qui s'accroissent dans une progression bien plus déplorable encore et bien plus effrayante que les crimes. Une Saint-Barthélemy des malheureux, n'en déplaise à nos représentants sénateurs ou autres, pourrait seule prévenir efficacement la Saint-Barthélemy dont sont menacés les heureux, à une époque plus ou moins prochaine.

Messieurs les conservateurs croient-ils possible la première de ces exécutions en grand? Non, je pense. Eh bien! moi, je crois, en ce cas, la seconde inévitable, *à moins que ces messieurs ne s'amendent*.

tière, laquelle obéit à sa nature sans ménagement pour quoi que ce soit; seulement il a plus de moyens d'exercer ce droit que la matière dite inorganique, que la matière végétale et même simplement animale. Eh bien! il use de ces moyens : qu'y a-t-il à lui dire? il s'appartient, il est libre; de quelque manière qu'il agisse, il est dans son droit : et personne ne peut *matériellement* lui prouver qu'il y a un droit contre ce droit-là.

Rien dans une société athée — je ne dis pas une société d'athées : nous faisons partie de la première; nous marchons à la seconde — rien, dis-je, dans une société athée ne fait obstacle aux prétentions de domination et de propriété de chacun sur tous, ni ne garantit la liberté de chacun contre les entreprises des autres, que la crainte de la force publique et de la vengeance sociale. Or, cette crainte n'est efficace que sur les faibles qui n'ont aucun genre d'habileté. Le nombre de ceux-là diminue chaque jour; et chaque jour aussi la force de la société divisée de plus en plus est moins formidable.

Quel est le motif allégué pour lequel la loi s'arme contre ceux qui font usage de leur liberté au détriment des champions de l'ordre existant? C'est que cet usage nuit à la société et la menace de ruine. J'admets cet argument, tout en faisant cependant mes réserves sur ce que la ruine de l'état social actuel ne nuirait en définitive qu'à ceux qui en profitent et pourrait peut-être bien, en passant, profiter à ceux qui en souffrent.

Mais je demande ce qui arriverait si l'abus de la liberté avait lieu au détriment seulement des individus qui en usent? Ne menacerait-il pas également, quoique moins directement, la société dans son existence? Vous laissez, par exemple, la classe ouvrière et prolétaire croupir dans l'ignorance et le besoin : il n'est pas étonnant qu'elle puise dans cette triste école tous les vices de l'abrutissement. Continuerez-vous, par respect pour la liberté, à laisser les générations les plus utiles, les plus indispensables, s'épuiser, se corrompre, se suicider dans leur source? Si vous le faites, la société, votre propriété, périt en vos mains et par votre seule et propre faute : si vous ne le faites pas, vous reniez le principe auquel vous devez d'être ce que vous êtes, le principe de la liberté absolue, de la souveraineté du peuple, conséquence de la souveraineté individuelle, contre lequel vous ne pouvez rien entreprendre qui ne retombe aussitôt sur vous-mêmes.

Car vous ne direz pas aux pauvres : « Frères, nous vous élèverons jusqu'à nous : nous vous donnerons l'éducation et l'instruction qui vous manquent; nous garantirons votre présent par un travail assuré et convenablement rétribué, et votre avenir par tous les moyens que la société met à notre disposition; nous écrirons dans la loi votre droit de vivre en hommes, et la force sociale tout entière sera pour vous contre quiconque attenterait à cette propriété que nous déclarons imprescriptible et inviolable. »

Oh! non, vous ne direz pas cela : car alors vous

auriez compris la justice et l'humanité, et par conséquent reconnu la vérité, et les lois de l'intelligence d'où elle dérive, et les destinées de l'homme sur lesquelles l'intelligence nous éclaire, et Dieu, la source et la fin de toutes choses.

Vous défendrez la crapule et la débauche sous peine d'amende et de prison; comme vous avez défendu le crime sous peine de mort. On aura beau vous crier : « Le crime, c'est vous qui, la plupart du temps, en êtes coupables; car vous avez rendu presqu'irrésistible la pente qui y entraîne. C'est vous qui avez semé la misère et l'ignorance; c'est à vous seuls que vous devez de recueillir le désordre et ses funestes suites. » Ils répondront : « Il faut que la société reste debout : sapée de toutes parts par le crime et le vice, elle tombe en ruine. » Ils ont raison. Mais ils ne l'ont pas comme ils devraient l'avoir. La société doit rester debout, oui : mais elle ne le doit, car elle ne le peut, que par la justice. Par la force aveugle, c'est impossible. Toujours la résistance s'élèvera contre la force, comme l'examen contre l'autorité : et la société vacillera sur sa base.

Rien n'est plus vrai : le crime et le vice sapent la société. Mais d'où viennent ces fléaux? Du doute qui a renversé toute moralité sociale. Et le doute lui-même? Il est la conséquence de l'application de la liberté humaine, par le moyen de l'examen expérimental, à l'analyse de l'autorité imposée sur laquelle la société a jusqu'à cette époque fondé la morale. Or,

il n'y a point d'autorité non prouvée incontestablement, qui ne s'évanouisse devant une analyse suivie. Qu'y a-t-il donc d'étonnant si le peuple qui n'est plus retenu par rien, lorsqu'il vient à manquer de tout, attaque la société par le crime et se détruise lui-même par le vice? Je le répéterai toujours : « Il n'y a ici de vrais coupables que vous. »

Si vous étiez des dieux iniques et cruels, qui eussiez créé les hommes méchants, et qui ensuite les puniriez parce que le mal n'est pas dans vos desseins; je dirais : soit. Car vous auriez la foudre à vos ordres et il ne resterait aux hommes qu'à vous maudire et à succomber. Mais vous êtes des hommes comme ceux sous les pieds desquels vous creusez un précipice, et que vous condamnez parce qu'ils y tombent. Croyez-vous qu'ils vous subiront toujours avec la même résignation? Vous leur aviez dit : « Tout nous appartient. Travaillez pour nous, et nous vous nourrirons. » Ils vous ont servi et ont vécu. Lorsque la société leur a refusé du travail ou que la nature a affaibli leurs bras, les plus impatients d'entre eux se sont soulevés contre vous; et les autres vous ont laissés les immoler à votre sécurité personnelle et à la conservation de vos jouissances.

Mais vous leur avez fait la part des animaux. Et voilà que, tout à coup, vous vous apercevez qu'ils ne sont pas, comme les animaux, de simples instruments dans les mains de la sagesse divine; et qu'ayant étouffé en eux le flambeau de l'intelligence, vous les

avez ravalés au-dessous de la brute. Vous voulez alors leur rendre la raison par ordre; non en la réveillant en eux, non en faisant appel à leur nature spirituelle et morale, mais en leur imposant la moralité et la régularité, au nom de votre intérêt propre : vous voulez qu'ils se conservent; non pas pour qu'ils deviennent meilleurs et plus heureux, mais pour qu'ils vous servent mieux et plus. Vous avez besoin que, non-seulement ils ne vous nuisent point, mais que même ils vous soient utiles. Car vous ne pouvez rien pour vous par vous-mêmes, et vos richesses ne vous seraient qu'un vain embarras si elles ne vous aidaient à vous asservir les autres et à en faire pour vous des moyens d'augmenter votre bien-être. Vous ordonnez donc aux prolétaires de respecter *en eux* votre propriété *à vous;* leur lot est de se consumer pour vous au travail et à la souffrance : toute dépense bien ou mal entendue de leurs forces ou de leur santé ou de leur intelligence en leur propre faveur, est un vol qu'ils vous font. S'ils ne s'usent pas exclusivement à votre profit, ne méritent-ils pas que vous les brisiez?

C'est là la morale de la société active à l'usage de la tourbe passive et soumise, le code de la société propriétaire pour maintenir la masse possédée. Mais qu'on ne s'y trompe point : rien de cela ne peut tenir contre l'examen de l'intelligence la plus obtuse, rien de cela ne tiendra contre le moindre effort de la violence. La morale deviendra nécessairement de plus en plus rigoureuse et gênante, le code de plus en plus

cruel. Les esprits s'affranchiront chaque jour devant un système qui ne lie que les corps, qui ne frappe que les membres, qui ne menace que la vie. Et à une époque quelconque, peut-être imminente, tout aura changé de face : il y aura de nouveaux maîtres, à moins qu'il n'y ait plus de maîtres du tout.

Car le fait de la propriété est essentiellement variable, comme tout ce qui est fait, tout ce qui n'est que sensible : le droit seul est immuable, comme tout ce qui est spirituel et moral. Ou les propriétaires des richesses sociales seront dépouillés par ceux qu'ils avaient cru pouvoir compter parmi les choses appropriées; c'est là le changement à intervenir dans le fait : ou la propriété privée de ces richesses pour quelques individus cessera d'exister; ne serait-ce pas un retour vers le droit? La conservation de la société que nous devons supposer dans les desseins de Dieu puisque, jusqu'à présent, malgré tant de motifs de destruction, elle est cependant restée debout; la conservation de la société pourrait bien n'être qu'à ce prix seulement.

Le fait de la liberté politique est aussi variable par essence que le fait de la propriété civile. Il n'y a de droit que la liberté psychologique sur laquelle est fondée la moralité; et ce n'est exclusivement que lorsque la liberté politique est issue de la morale, d'une morale éclairée bien entendu, prouvée et incontestable à l'intelligence, et qu'elle est régularisée, délimitée et contrôlée par elle, qu'elle devient droit et droit im-

muable à son tour. En sommes-nous là? Personne n'oserait le prétendre. Cependant c'est sur la liberté absolue, nommément la liberté de l'intelligence individuelle et de la conscience de chacun, que roule tout notre système de gouvernement par majorités. Avons-nous autre chose que des opinions plus ou moins probables sur l'exercice de ce prétendu droit? Où est la certitude que les majorités connaîtront toujours toute la vérité et ne proclameront jamais qu'elle? où en est seulement l'apparence? Or il faudrait la certitude : car il s'agit de fonder par la vérité et de conserver par la justice, à coup sûr, et d'une manière fixe et stable. Que si l'on se borne à dire que l'on s'est arrêté à l'expédient des majorités parce qu'il en fallait un quelconque et que c'était le seul qu'on eût; nous serons d'accord : mais je n'en crierai que plus haut qu'il faut se hâter d'échapper à cet absurde expédient là, pour ne plus s'attacher qu'à la raison démontrée, sans laquelle le pouvoir ne sera jamais que la force, le despotisme; la liberté, que l'égoïsme et l'anarchie; les majorités, qu'une paix plâtrée entre la liberté et le despotisme, au bénéfice de quelques *habiles*.

Ceux qui soutiennent qu'il faut laisser entière et intacte, dans le sens le plus absolu, la liberté de penser, de parler, d'écrire, d'enseigner, ont raison en ce que la direction arbitraire de cette liberté par un ou plusieurs hommes, serait la tyrannie la plus complète au profit de ces hommes-là. Mais ceux aussi

qui demandent que la liberté de chacun soit profitable à la société loin de lui nuire, qu'elle l'affermisse au lieu de l'ébranler, que le culte unisse désormais les hommes qu'il a si souvent divisés, que la promulgation des doctrines moralise le peuple chez lequel elles ont au contraire fini par faire mettre en doute jusqu'à la probité même, que l'enseignement théorique des écoles soit en harmonie avec l'enseignement pratique du monde, en harmonie lui-même avec le *dictamen* de la raison : ceux-là certes n'ont pas tort.

Il n'y a point de doute : il faut limiter la presse qui, sinon, incompatible avec l'ordre, bouleversera le monde. Mais dans quel sens la limitera-t-on? jusqu'où? Pourquoi pas autrement? pas plus ou moins? qui enfin la limitera? Je crois, moi, qu'elle n'est limitable que par la raison sociale; c'est-à-dire, au moyen d'un *criterium* du vrai et du juste formulé par l'intelligence et accepté par la société. Si quelqu'un, dans l'état actuel des choses, avait le pouvoir de comprimer la presse, l'état actuel des choses avec tout ce qu'il a de faux, d'inique, d'absurde, d'infâme, serait consolidé à jamais. La presse non comprimée renversera la société actuelle; j'en conviens volontiers : eh bien! la presse est anarchique; mais la société est mauvaise. Grâce à la presse fort heureusement incompressible, cette société detruite, il y aura moyen d'en établir une meilleure, plus juste et plus rationnelle : et cela fait, la presse se trouvera tout naturellement limitée par le même principe sur le-

quel la société, une fois assise, sera elle-même indestructible.

Sans la liberté, l'humanité ne serait pas au point où elle est parvenue; parvenue à ce point, elle ne ferait pas un pas de plus sans la liberté : cela est évident. Mais ce qui l'est également, c'est qu'avec rien que la liberté, elle ne peut trouver pour terme à son progrès que l'anarchie et sa perte.

Car, dans l'état donné des choses, c'est-à-dire des connaissances socialement acquises, des intelligences, de la moralité, plus on élargit la sphère de la liberté, plus on s'éloigne de l'unité sociale, de l'harmonie; plus on démoralise, on désorganise, on détruit. Mais aussi, plus on restreint cette sphère, plus on hâte la réaction violente que préparent et amènent nécessairement la violation d'un droit réel et la reconnaissance de l'essence de l'esprit humain.

Tout ce qu'il y a de mal, c'est-à-dire de désordre dans la société, provient de ce que le développement de la liberté ou de la force organique est trop grand, ou bien que celui de l'intelligence et de la moralité est trop petit. L'harmonie sociale n'est possible que par le rétablissement de l'équilibre entre l'égoïsme matériel et la morale publique.

Que faut-il donc faire *maintenant?* — Faut-il laisser la liberté individuelle obéir à sa tendance et marcher vers son but; c'est-à-dire, faut-il sacrifier la société à l'égoïsme et au caprice de chacun de ses membres? Car les individus ne peuvent aujourd'hui suivre une

autre ligne que celle de la personnalité la plus physique et la plus étroitement égoïste; et ils la suivent avec une fureur telle que chaque homme, chaque parti, chaque association, chaque peuple, cherche, non-seulement son propre bien, mais encore le mal de tous les autres, parce que ce qui arrive d'heureux aux autres semble être à chacun une violation de son prétendu droit d'accaparer tout le bonheur possible à lui tout seul, un vol qui lui est fait d'une partie de ce qui lui appartient : puisque, selon chacun, tout appartient à chacun. La concurrence sans limites morales a tué le commerce et l'industrie que la concurrence moralisée ferait progresser à l'infini. Les gouvernements se subtilisent, se volent l'un l'autre, comme jadis ils s'écrasaient ; les peuples sont soupçonneux et jaloux à l'égard les uns des autres, aussi naturellement que les individus sont envieux et méchants entre eux. L'individualisation est en tous et chez tous; et la liberté qui est son arme, la frappera elle-même après qu'elle aura frappé la société, dont l'individu est l'élément destructeur, si, de par la raison, il n'en est l'élément organisateur et constitutif.

Faut-il au contraire enchaîner cette liberté, lui poser des bornes, la modérer, la guider, c'est-à-dire la supprimer, l'anéantir? Car la liberté est entière ou elle n'est pas; elle est indépendante ou elle n'est plus liberté : elle ne connaît d'autres limites que celles que l'intelligence lui trace, sans quoi elle cède la place à l'arbitraire et à la force brutale. Et anéantir

la liberté, c'est insulter à l'intelligence, c'est renverser la morale, c'est nier l'humanité.

De quelque côté qu'on se jette il y a un abîme : ici, celui de l'abrutissement appelé *ordre* sous le despotisme; là, celui de l'anarchie qualifiée de *liberté* sous l'empire des majorités souveraines.

Il n'y a qu'une seule issue possible dans cette terrible alternative, c'est de ne demander de l'ordre qu'à la raison, et de soumettre à la même raison la liberté qui, abandonnée à elle-même, produit la confusion et le mal; comme l'ordre imposé par la volonté humaine arbitraire, par la force matérielle, n'engendre que la stupide servilité.

Et cette raison, il faut toujours en revenir là, c'est le principe de toute justice et de toute vérité, qui découle nécessairement de la connaissance exacte et adéquate de l'homme spirituel, le même en tout temps et en tous lieux, de ce qui en lui ne change jamais, en un mot de l'intelligence humaine.

Au lieu de cela, on a proclamé la liberté individuelle illimitée en principe ou en droit; ce qui est une folie : et on la viole dans la pratique ou par le fait; ce qui est une bien niaise et bien précaire compensation.

L'opinion règne, dit-on. — Oui, l'opinion de messieurs tels et tels; elle règne par eux et pour eux. L'opinion publique, celle qui, dans le système admis, devrait régner véritablement, n'obtient pas même le stérile avantage de se manifester, de réclamer, de protester, si ce n'est à certaines conditions.

Par exemple, le système ratifié par la constitution écrite, reconnait en Belgique la liberté illimitée des opinions. Et pourtant, la loi belge permet d'expulser les étrangers qui professent des idées désagréables au pouvoir. Hommes de mauvaise foi (je parle aux faiseurs comme aux exécuteurs des lois) ! est-ce comme étrangers que ceux qui ne pensent pas comme vous vous déplaisent? alors chassez tous les étrangers sans distinction; et ne permettez plus qu'aucun étranger franchisse vos frontières : nous, du moins, nous y gagnerons d'être débarrassés des plus éhontés défenseurs de vos turpitudes. Est-ce comme malfaiteurs que les étrangers sont en butte à vos rigueurs? ah ! alors accusez-les, traduisez-les, dans les formes voulues, devant vos tribunaux. Vous avez, Dieu merci ! assez de lois, assez de prisons, assez de peines. Prenez dans votre arsenal ce qui vous y convient le mieux : mais que l'étranger puisse, comme le citoyen, faire entendre sa voix, et s'il est innocent, se disculper. S'il est condamné, punissez-le ou renvoyez-le du pays comme bon vous semble : il n'y aura rien à vous dire. Repoussez-vous les étrangers comme dangereux? Comme dangereux par leurs actes; soit : eh bien, je le répète, vous avez contre eux les lois et la force publique. Mais comme dangereux par leurs intentions; ce serait autre chose : ce serait, ce que vous n'oseriez pas avouer, *comme suspects*. Et vous tonnez contre la terrible *loi des suspects* de la France révolutionnaire ! Je sais qu'elle menaçait les Français eux-mêmes. Si elle n'avait

frappé que des étrangers, vous l'absoudriez donc! L'humanité se resserre pour vous dans les étroites limites d'un *État :* vous n'avez pas de *semblables;* vous ne connaissez que des *compatriotes!....* Est-ce comme ayant des idées autres que les vôtres, que vous poursuivez ceux qui ne portent pas ce titre? Prenez-y garde! Les idées ne tombent pas sous l'action de vos gouvernements : elles appartiennent à une sphère plus élevée. Or dans cette sphère-là, ce n'est pas vous qui y régnez : c'est, vous le dites vous-mêmes, c'est l'opinion publique. C'est elle qui jugera les idées; et vous viendrez après pour gouverner, c'est-à-dire pour confirmer et exécuter sa sentence.

Jusqu'aux hommes d'État, comme on les appelle, le reconnaissent, et l'organe du pouvoir en France qui, lorsqu'il s'agit de vérités populaires, n'accorde que celles qu'il ne peut plus dissimuler, l'a déclaré sans détour : « Le monde pressent vaguement l'avenir d'une grande unité humanitaire, et les peuples tendent vers ce but harmonique de tous leurs efforts et par tous les moyens dont ils disposent. »

Et le gouvernement belge sera assez inepte pour élever des murs *chinois* entre son tout petit domaine et les autres pays en voie de progrès, de peur que ce noble pressentiment n'émeuve tôt ou tard ses habitants paisibles! Ignore-t-il que tous les hommes sont, sinon d'une même chair, du moins d'un même esprit; qu'une idée juste et vraie, une fois émise, les échauffe, les enflamme tous comme par une étincelle

électrique; et que ni murailles, ni polices, ni gouvernements, ni expulsions, ni procès ne peuvent rien contre elle? Qu'il s'épargne donc des injustices inutiles, des vexations à pure perte, des violences qui retomberont finalement sur lui seul.

Il veut juger les idées! mais de quel droit? Du droit de ses idées à lui? Il ne sait donc pas que si tous ceux qui les repoussent, ses idées, pouvaient et osaient parler hardiment, elles seraient autrement flétries que celles qu'il réfute, lui, à l'aide de ses agents de police et de sa gendarmerie? Il ne songe donc pas que, s'il juge, s'il punit les idées, il doit, pour être conséquent, expulser tantôt les catholiques au nom du libéralisme, tantôt les libéraux au nom de la foi romaine. Mais quoi! les libéraux tremblent de se trouver face à face avec la liberté *seule;* où trouveraient-ils de l'ordre? les catholiques savent qu'ils n'ont de pouvoir sur la société que par la liberté *qu'ils dirigent.* Ceux-ci ont des doctrines devenues socialement impuissantes; ceux-là n'ont aucune doctrine sociale. Que faire donc? S'entremordre autour de l'os populaire, puis le ronger en commun. Ainsi font-ils.

L'étranger qui dirait cela, serait chassé.

Je ne suis pas étranger, moi : il faudrait me faire un procès. Je puis parler impunément. On me laissera dire. Vaut mieux encore tolérer ce scandale, que de provoquer celui de devoir mettre des limites à la liberté de la presse. C'est si utile de pouvoir crier:

les opinions sont libres! qu'on se résigne facilement à ne pas frapper tous ceux qui disent librement leur opinion.

Au reste, la société du jour vit sur cette hypocrite et lâche contradiction de chaque instant. La société fonctionne au moyen de cette dualité, de cet antagonisme absurde. On y règne de par la liberté qui bouleverse; on y gouverne de par le despotisme qui cherche à conserver. C'est en se jetant dans l'arbitraire qu'on échappe à la licence; c'est aux dépens de l'ordre qu'on revient à la liberté. Et tout cela toujours provisoirement et comme simple fait, ne sachant jamais, ni ce qu'il faudra forcément garder de liberté, ni ce qu'on sera fatalement entraîné à en répudier. A tout changement de circonstances et de scène, à chaque substitution d'hommes quelconques à d'autres hommes, correspond un changement d'œuvre, un changement de système, de doctrines, de principes, de morale, de logique, je dirais presque d'intelligence. Quelque tournure d'ailleurs que prennent les choses, cela finira infailliblement par l'anarchie qui se résume en despotisme, et par le despotisme qui se redécompose en anarchie.

Notre régime social tout entier est conçu dans l'erreur et organisé par l'injustice; et nous voudrions que les hommes fussent moraux! S'ils l'étaient, la société elle-même serait morale. C'est parce qu'ils ne le sont pas, qu'ils ont érigé le désordre réel en ordre apparent. Prétendre que les individus soient fidèles à

l'ordre qu'ils ne peuvent ni connaître, ni par conséquent apprécier et aimer, au milieu du triomphe du mensonge et du désordre, c'est prétendre qu'ils renoncent à eux-mêmes, qu'ils ne soient plus eux; c'est exiger l'impossible. L'homme moral est une anomalie dans la société actuelle, comme le dévouement à l'humanité sans motif personnel à l'individu, est une aberration de l'esprit de l'homme. Une société immorale sera elle-même une impossibilité dès que les hommes auront accepté la direction de la raison; c'est-à-dire, dès que cette raison leur aura été manifestée de manière que chacun d'eux soit, par intérêt propre, forcé à l'admettre, et que personne d'eux ne puisse la repousser à moins de folie.

Quand la société reposera sur le droit égal pour tous, aucun homme ne réclamera d'autre droit que la justice une et universelle.

Le réformateur qui, dans l'état actuel des intelligences, dont résulte *nécessairement* l'état rationnel social, comme celui-ci résulte avec la même nécessité du degré de lumières et de moralité de chaque individu et de chaque classe; le réformateur qui essaierait d'être juste pour tout le monde, et par conséquent à n'être que juste pour chacun, disposât-il du pouvoir, périrait victime de tout le monde et ne serait soutenu par personne. Car les oppresseurs de la société veulent conserver le privilége de l'oppression à cause du profit de l'injustice; et les opprimés y veulent acquérir la liberté pour arriver à la domination qui leur vaudrait

les bénéfices du privilége. Personne ne cherche l'équité, l'égalité. Ce fut ainsi que les Gracques furent sacrifiés par l'aristocratie sénatoriale qui défendait ses prérogatives contre les chevaliers; par l'aristocratie des chevaliers qui défendaient leurs richesses contre le peuple prolétaire; par les prolétaires romains qui refusaient de partager leurs droits politiques avec leurs frères d'Italie. Ni sénateurs, ni chevaliers, ni peuple de Rome ne savaient être justes. Les Italiens probablement n'auraient usé des droits qu'ils ambitionnaient que pour dépouiller les Romains comme ceux-ci les avaient dépouillés. Quoi qu'il en soit, la tête du dernier des Gracques fut payée son poids d'or par les nobles; et le prolétaire qui la leur livra, l'avait remplie de plomb afin qu'elle valût plus d'or. L'argent qui donne et maintient la force après que la force ou la ruse ont procuré l'argent, triomphait sans opposition : son règne dure encore.

1er août.

DES DROITS

ET

DES DEVOIRS.

N° 10.

> Toute notre dignité vient de la pensée. C'est de là qu'il faut nous relever, non de l'espace et de la durée. Travaillons donc à bien penser : voilà le principe de la morale.
>
> PASCAL.

C'est à regret, bien à regret, que je dis un mot de moi. Je ne le fais que parce que je le crois utile à la cause que mes écrits sont destinés à défendre.

Aux yeux du pouvoir, de la police, si l'on veut; car la police aujourd'hui, c'est tout le pouvoir, comme le pouvoir se résume tout entier dans cette œuvre ténébreuse d'espionnage, de délation, de provocation, de corruption, en un mot, de peureux et lâche despotisme qu'on appelle police: aux yeux du pouvoir, je suis un

publiciste incendiaire qui lance des *brûlots* dans la société [1]. Aux yeux de l'opposition politique, je suis un *songe-creux* dont il faut laisser le vieux crâne se dessécher dans l'oubli [2].

Je conçois cela. J'attaque le pouvoir en démontrant qu'il n'est fondé sur rien et n'a de garantie que la force que rien ne garantit elle-même : j'attaque l'opposition en démontrant qu'elle ne veut, comme elle ne peut, que prendre la place du pouvoir aux mêmes conditions et pour courir les mêmes chances. Ce ne sont pas mes paroles qui mettront le feu à la mine sur laquelle la société repose et s'endort; je me borne à crier de toute l'énergie de ma voix, que déjà la mèche fume, et que le moment de l'explosion approche. Peut-être, avant que mon vieux crâne soit entièrement desséché, opposition et pouvoir politique s'abîmeront dans la catastrophe sociale que je ne désire ni ne presse, *mais que j'annonce.*

Entraîné par un attrait irrésistible vers les méditations sociales, je me garde cependant bien de prendre l'ardeur de mes goûts pour un signe de ma mission de réformateur. Je sens en moi la conviction profonde que nous ne possédons pas le véritable principe organisateur que son incontestabilité seule peut rendre social; et j'aspire uniquement à faire partager ma conviction par mes contemporains, persuadé que, si

[1] Littéralement historique.
[2] *Idem.*

j'y réussissais, les réformateurs ne manqueraient pas de se manifester.

Je m'adresse à tous, et je dis : Des changements radicaux doivent se faire et se feront. Si ce sont les peuples qui révolutionnent, les rois disparaîtront avec l'aristocratie quelle qu'elle soit ; si les rois eux-mêmes réforment, l'aristocratie seule, c'est-à-dire le privilége social, disparaîtra. C'est une question d'existence pour les rois et de progrès pacifique pour les peuples. Il n'est guère probable qu'elle sera résolue dans le sens du progrès pacifique ; mais la seule possibilité qu'elle le soit, me fait un devoir envers les peuples et les rois, envers l'humanité, de la poser nettement et hautement. Je n'ai que ce moyen-là de lancer des brûlots et de propager l'incendie.

Je crains les révolutions, parce que, dans l'état des esprits, je n'en attends que le désordre d'où naîtra le despotisme que l'anarchie suivra à son tour. Mais je crois à l'imminence des révolutions. J'espère qu'elles prouveront *à la fin* aux hommes que l'ordre faux sous lequel ils s'agitent, prenant tantôt leurs maux en patience, tantôt cherchant à y échapper à travers la boue et le sang, ne saurait durer toujours ; qu'il n'y a de stable que l'ordre vrai, celui de la justice sociale, effective, réelle, égale pour tous. L'ordre de par le privilége, que nous subissons, entraîne nécessairement après lui le bouleversement : tant que celui-ci ne sera point suivi du règne de l'équité, la société manquera de sa première et plus essentielle condition

d'existence et de paix. Il suffirait que les privilégiés comprissent ce raisonnement si simple; l'anarchie où ils trouveront une perte certaine plus tôt qu'ils ne le pensent, serait évitée à jamais. Mais ils ne le comprendront pas.

On m'a dit : L'intelligence humaine ayant été impuissante jusqu'à ce moment pour découvrir le principe social incontestable sur lequel doit être fondé l'ordre vrai, comment le seul fait de l'anarchie la rendrait-il plus subtile, plus perspicace? Je réponds : L'intelligence restera la même. Mais la nécessité lui fera faire l'effort auquel elle s'était toujours refusée. La raison ne sera plus prévenue, préoccupée, oblitérée par l'intérêt; ou plutôt si l'intérêt la sollicite, ce sera dans un sens contraire. Car l'égoïsme qui *actuellement* s'oppose à ce qu'elle porte un jugement équitable, la forcera *alors* à le porter. Actuellement, elle est incapable de prononcer équitablement, parce que les riches ont encore l'espoir de tout conserver; alors, elle sera capable de le faire et elle le fera, parce qu'ils auront acquis la certitude de ne pouvoir conserver même l'existence qu'à ce prix.

Les peuples n'auront pas toujours des yeux pour ne point voir. Ils n'ont pas compris que la révolution de 89 qu'ils avaient faite, eux, les bourgeois qui la leur avaient fait faire, en avaient accaparé les résultats exclusivement en leur faveur; qu'à la restauration de l'ancien régime en 1815, il s'était manifesté tout à la fois une tentative de réaction nobiliaire et une

recrudescence de mouvement populaire; que la première était risible, folle, et que l'autre seule pouvait et devait devenir sérieuse et formidable; que lorsque le libéralisme leur fit peur de la noblesse féodale et des jésuites, il les trompa grossièrement pour la seconde fois, et que pour la seconde fois ils se laissèrent jouer complétement; qu'en 1830, eux, peuples, hissèrent bravement la bourgeoisie avec ses propriétés en fonds et en capitaux sur le trône; qu'après une halte de dix ans dans l'égoïsme matériel et la corruption spéculatrice, ce n'est qu'à présent qu'ils recommencent à marcher; que s'ils veulent avancer toujours sans jamais perdre ni leur temps, ni leurs peines, ils doivent se bien donner de garde de s'arrêter à des conspirations, à des émeutes, même à des révolutions politiques de formes ou de personnes, où l'intrigue cherche à les entraîner, au nom, soit de la légitimité, soit de la souveraineté du peuple, soit d'une charte plus ou moins mensongère, soit de la fédération, soit de la république une et indivisible, mais uniquement dans les vues des intrigants instigateurs, vues toujours et nécessairement opposées à celles de justice réelle et de liberté pratique *pour tous*, qui animent les peuples [1].

[1] Les journées de septembre n'ont pas plus valu à la Belgique qu'à la France les journées de juillet. Nous avons payé la stérile gloriole d'être appelés *Belges* au prix de dix années de consomption et d'apathie, lesquelles, sans la

Mais en voilà plus sur cette matière que je ne me proposais. Passons à ce qui fait le sujet de cet écrit.

Le droit est absolu, avons-nous dit; ou il n'est pas.

D'où naît-il? évidemment de la nature de l'être pour lequel il existe.

On ne saurait exercer un droit sans le concevoir

révolution, eussent été si fructueusement employées en efforts de réforme intellectuelle et morale. C'est trop cher, beaucoup trop cher. Cessons de nous agiter en dupes pour les autres; nous finirons par pouvoir agir pour nous.

Que les Belges se soient opposés à l'oppression que faisait peser sur eux la régie gouvernementale hollandaise, rien de plus légitime. Mais rompre le lien national si récemment, si heureusement renoué, ce fut une violation de la tendance humanitaire qui est l'unité.

Les Belges sont évidemment et scandaleusement exploités par tout ce qui les entoure, Angleterre, ou France, ou Allemagne. La raison en est palpable : ils sont les moins forts, et nous vivons sous le régime de la force exclusivement. Le pouvoir belge, soit catholique, soit libéral, soit mixte, *n'en peut mais*. On aurait tort de l'accuser. Force lui est d'accepter la situation toute faite : impuissant pour la changer, il en tire parti pour lui-même; il la tourne à son profit. C'est le chien qui aide à dévorer le dîner de son maître, lorsque les autres chiens le lui ont arraché. Les hommes au pouvoir se font payer par les intéressés pour défendre la fortune publique; puis, n'y pouvant réussir, par ceux qui convoitent cette fortune et à qui ils reconnaissent la puissance requise pour s'en emparer. Aussi le

préalablement ; sans savoir ce qu'il est, à quel titre on le possède, avec qui on le partage, envers qui, par conséquent, on a des devoirs à remplir. Car le devoir n'est que la reconnaissance et le respect des droits d'autrui, c'est-à-dire, de l'égalité de nature, en vertu de laquelle d'autres êtres ont à exercer les mêmes droits et à remplir les mêmes devoirs.

Pour avoir des droits, il faut donc être intelligent

peuple perd par tous les pores, comme les gouvernants prennent à toutes mains. Cela va vite !...

Que la guerre se fasse, comme autrefois, à coups de canon et par des soldats, où à coups de tarif et par des douaniers, les petits États n'en sont pas moins écrasés s'ils ne s'associent entre eux, pour marcher de pair avec les grands États. Autrefois la violence tuait ceux qui ne se rendaient pas ; aujourd'hui la concurrence fait mourir ceux qui ne se vendent pas. L'indépendance des petits, peuples comme individus, n'est plus qu'une monnaie au prix de laquelle les grands, toujours individus et peuples, leur octroient la vie... et l'esclavage. Ils peuvent, il est vrai, garder leur monnaie et... mourir libres. La Belgique en est à discuter, dans des termes plus ou moins pompeux, cette affligeante alternative.

N'est-il pas étonnant qu'au moment même où l'on entend des princes ordinairement si jaloux de leur personnalité régnante, s'écrier : « Plus d'Autriche ! plus de Prusse ! Mais une Allemagne, *une*, grande, forte ! » nous nous enrouïons, nous, à répéter : « Plus de Pays-Bas, *uns*, grands et forts ! Mais une Belgique et une Hollande, séparées, petites, faibles, taillables à merci par quiconque y trouve sa convenance ! »

et libre, ou être doué d'une essence spirituelle, morale. Et quiconque est doué de cette essence, jouit des droits dont il s'agit ; tous jouissent des mêmes droits.

Qui donc a des droits à exercer? L'homme, répond-on. Fort bien : l'homme est un être spirituel et moral, intelligent et libre. Mais vous accordez une espèce d'intelligence et de liberté ou de volonté aux animaux ; vous les faites sentants ou sensibles, et par conséquent se rendant compte de leurs sensations, de ce qu'ils éprouvent, ayant conscience d'eux-mêmes, c'est-à-dire de leurs modifications ou des changements que le sentiment de l'existence subit en eux. Dès lors, je ne saurais leur refuser des droits ; je leur attribue précisément les droits que nous nous arrogeons.

Les animaux, vous écriez-vous, n'ont pas de droits. Je pense comme vous. Mais dans ce cas, nous n'en avons pas davantage. Car si la nature des animaux est égale à notre nature, d'où nous viendraient les droits qu'ils n'ont pas?

— Les animaux n'ont pas ce que nous avons, nous ; savoir : une ame immortelle. — Hélas ! c'est là où j'en veux venir. C'est là ce qui doit être ; c'est là ce qui, très-certainement, est. Mais il faut le prouver. Il faut prouver : 1° qu'il y a réellement ce qu'on appelle *ame ;* 2° que l'organisme humain est uni à une ame ; 3° que l'organisme animal en est privé.

Pour cela il faut élever une barrière infranchissable entre l'homme et tous les autres êtres de la création. Il faut briser net la chaîne que la science a forgée

depuis la matière brute jusqu'au delà de la matière organisée dans sa perfection ; il faut la briser après le chaînon auquel se rattache l'animal le plus complet, que nous avons gratifié des qualités qui offrent le plus de ressemblance apparente avec les nôtres, et avant d'arriver à l'être sentant, pensant et voulant, jugeant et choisissant, que nous nommons *homme :* être absolument à part, incontestablement en dehors de la série dont l'observation expérimentale a cru pouvoir établir la continuité. Il faut clairement et invinciblement prouver qu'il y a, d'une part matière, et d'autre part matière et quelque chose en sus qui ne l'est pas. Il faut avant tout donner de la matière une idée nette, précise, adéquate.

Ce n'est pas tout. La matière qui, en nous, modifie le sentiment de ce *nous*, c'est-à-dire le sentiment de notre existence, il faut démontrer qu'elle n'engendre pas ce sentiment ; que la matière est incapable, par n'importe quelle de ses combinaisons, de produire ce sentiment ; que par conséquent l'homme *seul* en est doué dans la création que nous connaissons, et que, s'il ne peut sentir l'existence que déjà modifiée par la matière à laquelle ce sentiment est attaché et dans les conditions auxquelles elle le soumet, cette même matière ne trouve rien à modifier chez les animaux ou du moins pour eux, puisqu'ils sont privés du *substratum*, comme auraient dit les scholastiques, de tout sentiment possible, la sensibilité elle-même.

On répugne généralement à l'idée d'animaux-ma-

chines : je le sais. Mais il y a ici, me semble, quelque chose de plus important que de rendre plus ou moins plausiblement raison de la sensibilité phénoménale des animaux; il y a à fonder notre essence d'hommes et les droits qui en découlent. Or, si les animaux sentent quoiqu'ils ne soient qu'une combinaison de la matière, dont l'organisation spéciale a fait éclore la sensibilité, nous ne sommes également qu'un résultat d'un arrangement organique, plus parfait peut-être et plus complet, mais toujours purement matériel. Et en ce cas, je le répète : ou toute matière a des droits moraux, ou les hommes n'ont d'autre droit que celui de la force, celui du lion qui déchire l'homme, du rocher qui, par sa chute, écrase le lion.

Je ne veux point du tout dire que l'ame soit sensitive; elle ne saurait l'être : mais je dis que, sans l'ame (je suppose toujours son existence réelle), le corps ne serait pas sensitif; sinon que la matière elle-même est essentiellement sensitive. Je dis que je ne saurais me faire d'idée d'une sensation dont celui qui l'éprouverait n'aurait pas conscience, en d'autres mots, que celui qui la sentirait ne sentirait pas; d'une sensation attribuée à un être qui ne se sentirait pas lui-même sentant cette sensation. Car une sensation n'est telle que parce qu'elle est distincte d'une autre sensation, ou parce que celui qui se trouve sous son influence se distingue lui-même de ce qu'il s'est senti sous l'influence d'une autre sensation : ce qui suppose toujours que l'être sensible possède la faculté de se sentir,

de se connaître, de s'apprécier. Or, si la sensibilité ou le sentiment modifié de l'existence naît de l'ame unie au corps, le sentiment pur de l'existence tient essentiellement et uniquement à l'ame; les modifications procèdent du corps, de la matière organisée. Je dis donc que notre sentiment modifié de l'existence, la conscience de nous-mêmes, notre sensibilité, notre intelligence enfin, doivent être, si tout n'est pas matière et également matière, le résultat de l'union de la substance simple, infailliblement simple, appelée *ame*, à notre organisation corporelle, qui est disposée de manière à recevoir et à retenir les modifications dues à cette même union.

Je dis que ce qui seul distingue l'homme de la brute et de la matière, c'est de savoir qu'il est et ce qu'il est; et j'ajoute avec Pascal : « Quand l'univers l'écraserait, l'homme serait encore plus noble que ce qui le tue, parce qu'il sait qu'il meurt; et l'avantage que l'univers a sur lui, l'univers n'en sait rien. »

Je dis enfin que partout où se rencontre l'intelligence, se trouvent aussi des droits à réclamer, à exercer; et que si les animaux l'ont en partage, l'huître, par exemple, peut et doit nécessairement nous demander dans un langage quelconque, de paroles ou de gestes, de cris inarticulés ou d'ébranlements convulsifs, de quel droit nous l'avalons. Ce que je mets sur le compte de l'huître n'est aucunement de mon invention. Dans sa *Philosophie de la nature*, De Lisle de Sales, écrivain panto-spiritualiste ou, si

l'on veut, matérialiste, quoiqu'il ait hautement protesté contre l'athéisme ; De Lisle de Sales a été assez logique pour faire argumenter ce molusque contre l'homme, et même argumenter très-victorieusement.

Il aurait pu le faire argumenter avec encore plus de raison contre la Providence : car, à moins de lui préparer une compensation dans une vie à venir, le Créateur ne pouvait pas former l'huître sensible dans le seul but de la faire souffrir pendant la vie présente. « Quand je n'aurais, dit J.-J. Rousseau, d'autre preuve de l'immortalité de l'ame que le triomphe du méchant et l'oppression du juste en ce monde, cela seul m'empêcherait d'en douter. » Or, l'huître qui ne fait de mal à personne, devient victime de l'appétit d'un être qui n'a d'autre mérite que d'être plus vorace qu'elle et plus fort.

Nous prenons connaissance de ce qui se passe dans l'organisme des animaux, comme de ce qui se passe dans notre organisme, au moyen de notre intelligence humaine. Les animaux ont donc de la sensibilité *pour nous*, comme nous en avons nous-mêmes : est-ce à dire qu'ils en aient *pour eux ?* Pourquoi n'attribuons-nous pas une volonté à toute forme matérielle, et du sentiment à tout mouvement inorganique? Uniquement parce que les choses n'ont pas *l'air* de se passer là comme elles se passent en nous. Il faut avouer que c'est un pauvre raisonnement en philosophie.

— Les animaux s'associent. — Oui, *pour nous* encore une fois, pour nous qui concevons leur association.

Pour eux, ils sont associés à leur insu par la nature, qui est elle-même le lien au moyen duquel ils vivent les uns à côté des autres; leur volonté, en cela comme en toute autre chose, est une volonté hors d'eux, qui leur est imposée, et dont ils ne se rendent pas compte, volonté par cela seul toujours et pour tous la même. Les hommes attirés l'un vers l'autre comme les animaux par leurs besoins physiques, ne s'associent véritablement qu'au moyen de l'intelligence qui est en eux et qui leur rend l'idée d'association, *c'est-à-dire d'égalité et de justice,* concevable; ils combinent, modifient, secondent ou traversent, à l'infini, l'élément social que la raison leur soumet et que leur volonté à eux et dans eux applique comme elle l'entend.

Dans le véritable état social, l'homme ne vit pas à côté de l'homme; il vit avec l'homme, pour l'homme : c'est uniquement en cela que consiste l'association par l'intelligence et la justice. Car, la justice, c'est la répartition par l'amour. La société par l'égoïsme, telle qu'elle est déchue de nos jours, se rapproche de la condition animale autant qu'il a été possible à l'homme de pervertir la nature dont Dieu l'avait gratifié : c'est l'hostilité permanente d'êtres calculateurs que le sort a fait naître ensemble, et qui vivent chacun chez soi, chacun pour soi, reniant le Dieu qui voulait que tous vécussent pour tous.

Les animaux agissent comme agit un métier, toujours de même tant que le mécanisme est bon : s'il s'use, ils font moins bien; s'il se détraque, ils ne font

plus. Les animaux font pour faire, comme ils vivent pour vivre. Dieu leur a posé à ce travail un but qu'ils ignorent comme ils s'ignorent eux-mêmes : ce but est leur conservation, celle de leur espèce, celle de tout être créé. Les hommes font comme ils veulent, dans un but qu'ils se posent eux-mêmes, et qui peut être plus ou moins le véritable but de la Providence à leur égard. En eux, l'esprit est bien lié à l'organisation; mais il n'en dépend pas plus qu'il n'en résulte. L'organisme est le moyen nécessaire par lequel l'esprit se manifeste ici-bas, jusqu'à ce qu'il passe aux nouveaux développements que lui-même se sera préparés.

Toutes les passions animales (il faudrait dire les impulsions que les animaux reçoivent des objets extérieurs) sont dans l'ordre naturel : elles produisent sur l'animal l'effet voulu pour sa conservation individuelle en tant qu'elle est compatible avec le mouvement transformateur de la matière en général. Chacun de ses actes est l'effet d'une haute intelligence qui lui est étrangère : il ne peut rien sur elle, tandis qu'elle dispose souverainement de lui. Aussi elle ne le trompe jamais. Le rapport entre ses besoins et les objets du dehors est ce que nous appelons son instinct. Sa volonté est un simple effet passif et aveugle, et un effet toujours nécessaire.

Ce n'est que par sa suspension, si je puis ainsi m'exprimer, entre la tendance de son intelligence et celle de son organisme, entre lesquelles il se sent la faculté d'opter pour régler sa conduite d'après l'action

rationnelle ou l'entraînement organique, que l'homme peut se dire libre et moral.

L'intelligence choisit indispensablement, et pour cela elle connaît, compare et juge. La pierre connaît-elle la loi qui la fait graviter? Le lièvre choisit-il de fuir devant le chien qui a jugé de devoir le poursuivre? Le tigre compare-t-il son appétit à la proie sur laquelle il se jette? En d'autres termes, la connaissance dérive-t-elle, oui ou non, de la matière, de la force, du mouvement?

Si elle en dérive, les droits sont partout ou il n'y a de droits nulle part; il n'y a que de la force : si elle n'en dérive pas, l'être non matériel qui la possède *seul* est le seul aussi qui ait des droits; et tous ceux de son espèce ont les mêmes droits, parce que tous sont doués de même de la nature spirituelle qui connaît, choisit librement et agit moralement.

L'esclave de la législation ancienne n'avait pas de *personnalité :* c'était une brute, sans facultés mentales, sans tête, *capite deminutus,* une chose qui, n'étant pas censée avoir la conscience de ses actes, n'avait ni liberté, ni responsabilité, ni droits par conséquent. Esclaves et animaux, dès que la personnalité, la conscience, l'intelligence, leur sont rendues, quand même ce ne serait qu'en principe, sont libres, sont moraux, ont des droits à exercer, et finissent à coup sûr par les réaliser. Le droit humain de l'esclave, le christianisme ne le créa point; il ne fit que le déclarer : et de là tout ce qui s'en est suivi *et s'ensuivra.*

Pour les animaux, le droit serait à créer; car il n'existe pas : ou plutôt les animaux seraient à recréer, de manière à ce qu'ils fussent susceptibles de droits, c'est-à-dire intelligents et libres.

Nous avons vu ce qui restait à prouver pour mettre l'*exclusiveté* de nos droits en dehors et au-dessus de toute contestation. Je suppose ici que l'on y soit déjà parvenu, comme je suis intimement convaincu qu'on y parviendra. Car, dans le cas contraire, il n'y aurait plus que la force et la fatalité, le fait et le despotisme, l'esclavage et l'abrutissement.

On comprend l'effet, non le droit de la force. Là où la force serait l'unique droit, il n'y aurait plus de société.

Nous partirons donc de la vérité suivante : Les droits de l'homme n'appartiennent à nul autre que lui dans la création; ils sont une conséquence essentielle de sa nature d'homme. C'est pourquoi tous les hommes les possèdent au même titre et doivent pouvoir les réaliser, les appliquer de même.

Nous avons d'autant plus de raison de le faire que nous trouvons, dans ce qui se passe sous nos yeux, la preuve de ce qui résulte inévitablement de l'opinion opposée. Malgré les précautions oratoires, pour ne pas dire les protestations hypocrites, l'opinion scientifique c'est : que tous les êtres de la nature forment une série continue et sans solution, depuis l'élément matériel le plus simple, la monade, l'atome, jusques et y compris l'être vivant, se mouvant, sentant et

pensant. La conséquence de cette opinion, c'est que ce que nous appelons *droit* est quelque chose de purement matériel, et compatible avec la nature de la matière, c'est-à-dire la force.

Le droit, qui n'est que la force! En vérité, en vérité, il était impossible de proférer tout à la fois un plus immoral blasphème et une plus stupide absurdité. Dites plutôt qu'il n'y a pas de droit et, par conséquent, pas d'intelligence; car le droit suppose l'intelligence comme la liberté. La matière opère donc d'*elle-même* ce que nous supposions qu'elle opérait mise en branle par l'esprit! De l'attraction, de la chaleur, de l'électricité, de la lumière, qui se combinent et se coordonnent *toutes seules*, naissent le mouvement, la forme, la force, l'ordre, que l'intelligence, croyions-nous, en fait résulter. La vapeur produit spontanément les miracles qui se multiplient chaque jour sous nos yeux, et qui ne paraissent avoir d'autre borne que la pensée à laquelle nous attribuions ces miracles; mais d'où alors nait cette pensée, que cependant nous ne saurions nier sans avoir recours à elle? Est-ce de la combinaison de la matière qui n'a pas besoin d'elle pour se combiner? Encore une fois, la spiritualité ne pouvait être mieux établie que par les attaques auxquelles elle est en butte.

Si la force est le principe et le seul principe social, tout ce qui est, est bien, pour aussi longtemps que cela sera; le fait qui a précédé le fait actuel, quoique tout autre que lui, était bien également; et ce qui

sera, après avoir renversé ce qui est actuellement, aura toujours la même valeur. L'ordre régnant en un lieu quelconque, est pour ce lieu-là le meilleur ordre possible, comme l'ordre opposé l'est pour un lieu différent; toujours en attendant un changement quelconque qui ne sera pas moins légitime. C'est le système du fatalisme, étendu de l'histoire à la morale, de ce qui a été à ce qui doit être. Dans ce sens, il est vrai, il n'y a qu'une seule morale de fait *à la fois*, la morale du plus puissant; mais il y a, de droit, autant de morales qu'il peut y avoir d'opinions ou plutôt d'intérêts chez les puissants qui dominent. Ce qui est juste aujourd'hui, sera demain abominable; ce qui est infamie ici, est équité ailleurs.

Car dans l'ordre matériel, là où il y a force il y a toujours cette moralité qui découle de la nécessité.

Appliquons ces principes à la propriété individuelle, la base de notre société présente, la source de tous les droits qui y sont reconnus et le but de tous les devoirs; et nous verrons qu'il en résultera exactement ce que nous voyons. La propriété, nous l'avons dit ailleurs, est un fait érigé en droit. Par qui? par les propriétaires naturellement. Pour eux, toute la morale ou la probité, comme ils s'expriment, en un mot le devoir, consiste à ne pas voler. Je n'ai rien à opposer à la condamnation du vol. Mais n'y a-t-il pas une autre morale, celle qui veut que tout le monde puisse vivre? Oh! de celle-là, me répond-on, il ne saurait en être question. Tout le monde ne domine

pas : qui donc alors serait dominé? — Aussi n'ai je pas prétendu qu'il dût y avoir des opprimés pour qu'il y eût des oppresseurs : je veux au contraire que tous soient égaux, afin que ma morale à moi, celle qui fait accorder à chacun de quoi satisfaire ses besoins d'homme, puisse être la seule morale de la société.

Dans une société fondée uniquement sur la propriété individuelle privée, l'égoïsme des propriétaires est logique, je dirai même juste : l'iniquite est tout entière de la part de la société qui, ayant consacré l'individualisme privatif en principe, ne peut pas en attendre le dévouement comme conséquence. C'est elle, elle seule qui organise l'état de guerre de chacun contre tous, pendant lequel chaque individu est forcé de multiplier le plus possible ses armes d'agression et de défense. Or les armes de l'homme libre de droit, c'est la propriété qui le constitue libre de fait : il doit donc acquérir et étendre sans cesse et par tous les moyens cette propriété, afin de la protéger, et avec elle sa liberté, et lui-même, contre l'envie et les attaques des proletaires.

Mais le droit de propriété individuelle exclusive des richesses, peut-il être la négation du *droit* des prolétaires de travailler pour eux-mêmes, de vivre, qui se trouve arbitrairement métamorphosé en *devoir* de travailler pour les autres, c'est-à-dire pour les propriétaires et capitalistes quand ceux-ci le veulent bien, et de mourir de faim quand ils ne le veulent pas; ce

qui supprime chez les prolétaires, soit le droit d'être libre, soit le droit d'être?

Quoi! le premier devoir de l'homme qui n'a rien, pas même le nécessaire, serait de respecter le superflu de celui qui possède tout; et le devoir de ce dernier ne sera jamais de garantir la vie et les membres, et le développement de l'intelligence, et le maintien de sa dignité, à son semblable? Et pourquoi cela serait-il? Le voici : le propriétaire règne; sa volonté est la loi; la loi qu'il fait constitue le droit, le seul droit aujourd'hui reconnu, c'est-à-dire l'expression de l'opinion sur laquelle la majorité propriétaire est tombée d'accord. Fort bien; mais cet accord n'est qu'un fait qui ne sera immuable qu'aussi longtemps qu'il n'aura pas été remplacé par un fait nouveau, constituant un nouveau droit, qui dépendra d'une loi inviolable comme la loi précédente, et qui sera comme elle la promulgation de la volonté arbitraire d'un homme ou de plusieurs, placés par le hasard des événements dans la position sociale d'où résultent la force et le pouvoir.

Fixons bien dans notre esprit une vérité féconde en applications de tous les instants : c'est que dans l'état donné des esprits et des connaissances acquises socialement la société n'étant qu'un fait dénué de tout support moral, la loi n'est elle-même que l'acte de la volonté d'un ou de plusieurs maîtres. L'obéissance à la loi est dès lors une preuve de faiblesse, d'hypocrisie ou de servitude, de la part de ceux sur qui

cette volonté pèse et qu'elle opprime; quelle que soit d'ailleurs la majorité des violentés ou des violateurs : il suffit qu'il y ait des violentés. La loi, — et toute la question est là, — la loi n'est pas ce qu'elle *devrait être*, savoir l'expression de la raison humaine, formulée n'importe par qui, mais obéie en conséquence de l'adhésion libre de tous; ce qui suppose l'existence non encore démontrée d'un critérium incontestable du juste et du vrai, socialement accepté par tous.

De cette situation des choses, comme je viens de la décrire, devait nécessairement naître le respect, l'adoration pour le fait accompli, tant qu'il conserve la qualité de fait présent. Tout le monde aujourd'hui professe un dévouement *éternel* à l'ordre de choses *provisoire*. C'est là pour ceux qui ont voix sociale. Pour les autres, c'est la résignation au fait existant : ils subissent le fait, mais ils ne sont dévoués à rien, ne croient à rien, ne respectent rien, n'ont confiance en personne. Ils vont, souffrent quoi qu'il advienne, et vont toujours. Pourquoi auraient-ils une volonté, une opinion? A quoi leur serviraient des espérances, des désirs, des efforts? L'indifférence publique pour tout ce qui se passe est sans bornes. Quel serait le prolétaire assez insensé qui se passionnerait pour un fait duquel il n'a personnellement rien à attendre? Celui qui en dépend, à la bonne heure! Celui-là aime sa position, il s'aime; il ne veut pas qu'on change l'état des choses dans lequel il se trouve si bien. Il se passionne, lui, non pour une opinion, une conviction,

un sentiment, une croyance, mais pour lui-même, ou plutôt pour ses capitaux sonnants, parce que, au moyen de ces capitaux, on soudoie les gros bataillons, en faveur desquels le dieu du succès matériel se prononce toujours. Lorsqu'enfin il s'agira, non plus de faits mobiles et d'idées privées, fugitives comme les faits auxquels elles donnent lieu, mais de vérités générales, reposant sur un principe éternel, il y aura indubitablement enthousiasme de tous : car il y aura intérêt et intérêt palpable, évident, stable, pour tous.

Car tous ont les intentions bonnes; tous veulent leur propre bien, et le voudraient par la pratique de la justice, si on leur démontrait qu'il est compatible avec elle. Et cette démonstration doit être possible, puisque Dieu ne peut pas nous avoir imposé la justice comme un devoir et avoir voulu que nous ne remplissions ce devoir qu'aux dépens de notre bonheur qui est un droit; puisque, en d'autres termes, Dieu ne peut pas avoir voulu l'absurde. La vertu est certainement dans les desseins de Dieu, mais le bonheur y est également : ce n'est pas lui, ce sont les erreurs et les fautes des hommes qui ont rendu le sacrifice un *mal* inévitable pour quiconque veut opérer le bien. Ces erreurs doivent être redressées, ces fautes réparées, dans la révolution sociale que l'humanité se propose.

Ceux qui pratiquent l'injustice, pourquoi agissent-ils de la sorte? Est-ce par amour pour le mal? En

aucune manière; mais par amour pour eux. Le mal n'a point d'attrait particulier. A bénéfices égaux, l'homme aimera toujours mieux servir ses semblables que leur nuire. Si donc il est injuste, c'est par complète ignorance de la vérité ou parce qu'il se trompe sur ce qu'est la vérité réellement. Rendez-lui la vérité claire, la justice incontestable, et il n'y aura plus ni erreur ni mal.

La justice et la liberté doivent être démontrées puisqu'elles peuvent l'être; l'autorité et la force ne peuvent être que déclarées et posées, comme les faits ne peuvent être qu'accomplis : c'est là leur seule moralité, leur seule justification admissible. La foi consacre l'autorité en l'acceptant; la faiblesse ratifie la force en la subissant. Le raisonnement est impuissant pour repousser ce qu'il n'a pas été appelé à établir. Une autorité qui argumente pour prouver qu'elle a droit à être crue, prouve par cela même qu'elle a cessé d'être crue, c'est-à-dire d'être : sous le régime de la force, le droit qui a cessé d'être un fait n'impose plus aucun devoir. La force qui est l'autorité physique, comme l'autorité qui est la force morale, sont *des faits;* rien de plus. On ne tente de les convertir en droits que lorsque ces faits sont attaqués par des faits opposés; savoir, la force par une force contraire, l'autorité par une autre autorité ou par l'examen. La force appelle alors l'autorité à son secours, comme l'autorité en péril se jette aux bras de la force. La raison seule se repose sur elle-même. Au

reste, dans l'état de choses que je viens de caractériser, il n'y a plus de droits d'aucune sorte, ni à exercer, ni à conserver : il y a uniquement, pour ceux qui s'y intéressent, des faits à protéger contre ceux qui ont l'intérêt de les détruire; et pour cela, si les sophismes font défaut, la terreur les supplée.

Mais contre la terreur dont s'entoure le fait existant, s'élève bientôt la violence du fait qui le menace. Ce que la conquête et l'occupation ont établi, la révolte et la révolution le renversent, toujours avec le même droit, ou, mieux, sans droit aucun de part ni d'autre. L'égalité des droits, égalité exclusivement civile et politique sous l'empire de notre civilisation de privilége, est en hostilité ouverte et perpétuelle, en lutte à mort contre l'égalité sociale de droit. Celle-ci voudrait se constituer *fait* à son tour. Mais alors l'égalité civile et politique ne serait plus elle-même qu'un fait, du moins dans son application, simple conséquence du droit primitif et absolu.

Nos réformes modernes n'ont pour but que de déterminer et de garantir la condition du citoyen : c'est prendre les choses à contre-sens. Car, avant de s'occuper à formuler les droits des citoyens, il faut avoir la certitude que ce sera au bénéfice d'êtres qui jouissent déjà de leurs droits d'hommes. Or, dans notre fausse société, la condition de lhomme n'est ni garantie, ni déterminée, ni comprise, ni même soupçonnée. Le citoyen y a absorbé l'homme, et l'a dénaturé plus encore que perverti. Notre civilisation n'a mar-

ché qu'en froissant, qu'en brisant l'humanité. Il y a, d'une part, égalité de domination devant la loi entre un petit nombre de citoyens réels, qui ne sont plus *des hommes*, mais des riches, des propriétaires, des maîtres; qui possèdent tout; à qui la justice manque : d'une autre part, il y a un bien plus grand nombre de citoyens fictifs, égaux devant l'oppression par la loi, et qui ne sont pas encore *des hommes*, mais des pauvres, des prolétaires, des esclaves, à qui tout manque, jusqu'à la personnalité. Aussi les réformes politiques échoueront-elles toutes, quelque radicales qu'on les suppose, tant que la réforme sociale ou morale, qui fixera la nature et l'état de l'homme en convaincant tous les hommes de la nécessité de la fraternité par la justice, ne les aura pas précédées.

A présent encore, les prolétaires ne tendent individuellement qu'à devenir propriétaires, afin de participer à l'exploitation de leurs anciens frères en souffrance. L'étroit égoïsme de la classe capitaliste devait, par l'exemple de son bien-être, inspirer ce même égoïsme à ceux qui voulaient imiter cet exemple pour atteindre à la même aisance. Mais si une fois la démonstration que cet égoïsme est faux vient à être trouvée, proclamée et acceptée socialement, qu'arrivera-t-il? Nécessairement que, chacun ayant droit à la vie, matériellement et moralement, c'est-à-dire aux moyens d'existence, et droit à n'appartenir qu'à lui-même; en d'autres termes, que tous ayant droit à la propriété, condition *sine qua non* de liberté et de vie, il faut

aussi que tous réalisent ce droit. Et si, dans l'application, cela est reconnu impossible, c'est-à-dire si l'on reconnait que l'appropriation privativement individuelle, telle qu'elle est conçue aujourd'hui, a pour conséquence inévitable l'inégalité d'état social, le privilége social, l'injustice sociale, faudra-t-il maintenir l'injustice, le privilége et l'inégalité?

En ce cas, il y aurait droit pour une imperceptible minorité des hommes à posséder l'immense majorité, dont le devoir serait de renoncer à son droit de vivre, si ce n'est sous le bon plaisir des propriétaires.

En ce cas, par conséquent, le droit de quelques-uns constituerait l'injustice envers la plupart, et le devoir de la plupart serait de soutenir cette injustice-là. Il y aurait devoir pour tous de respecter ce qui n'est un droit pour personne!....

Notez bien que j'ai au préalable supposé la démonstration sans réplique du principe de justice absolue.

Si le droit n'était démontré comme incontestable qu'aux yeux des prolétaires seulement, d'une part s'élèverait le cri imposant : *Travail et développement libre!* Et à peine parviendrait-on à entendre la honteuse réclamation partie d'une autre part : *Pouvoir et oisiveté!* Certes, celle-ci ne trouverait point d'accueil.

Que si les propriétaires, malgré cela, persistaient dans leur imprudent individualisme, oh! il y aurait combat alors. Et s'il y a combat, la victoire ne pourra

paraître douteuse à personne. Or cette victoire remportée, il restera aux vaincus le choix entre une existence honorable garantie par le travail, garanti lui-même par la société, ou l'exil. C'est plus que n'avaient les dépossédés d'avant la lutte et le triomphe; car leur existence purement matérielle tant qu'ils n'ont pas triomphé, dépend partout d'un travail qui lui-même dépend de la volonté arbitraire de quelques capitalistes : les prolétaires n'ont d'autre perspective que la peine sans compensation ici-bas, ou la mort.

C'est le despotisme le plus lourd, le plus intolérable que l'on puisse imaginer. Car, s'il n'y avait pouvoir arbitraire et absolu que de la part d'un seul homme, ce pouvoir aurait pour but uniquement le bien-être de cet homme-là; et lorsque son but est atteint, le despote permet, il désire même que ses sujets soient le mieux possible. Sa soif de jouissances a des bornes : elle a celles de sa faculté de jouir. Mais avec une caste légalement privilégiée, les choses changent singulièrement d'aspect : celle-ci est insatiable, sa cupidité est infinie. Les maîtres de la société d'autrefois, retenus par leurs idées morales et religieuses, dominaient pour leur avantage d'abord, ensuite pour celui des autres, proclamés naturellement autant qu'hiérarchiquement inférieurs à eux : il y avait égoïsme, il est vrai; mais modéré par la conscience des égoïstes. Les exploiteurs d'aujourd'hui, sans foi ni loi, épuisent par le fait ceux qu'ils appellent leurs égaux en droits, et cela uniquement pour leur propre avantage à eux.

Les premiers vivaient au-dessus, mais avec le peuple: les autres vivent sur le peuple qu'ils écrasent, et de la vie du peuple qu'ils tuent.

Et puis l'esclave obéissait, non-seulement à cause de la force qui l'y contraignait, mais surtout parce qu'il croyait, comme son maître, à une autorité suprême, à un destin qui voulait qu'il fût esclave : il partageait avec son maître la conviction que l'esclavage est de droit divin. Maintenant qu'il a cessé de croire à l'inégalité du droit entre son maître et lui, l'esclavage n'est plus possible que par la force exclusivement. Eh bien! l'ordre social actuel, toujours basé, nous l'avons prouvé clairement, sur l'esclavage, sinon de principe, du moins de fait, n'est pas plus réalisable à l'époque présente que l'esclavage même, si ce n'est par la contrainte physique. Le dédale de lois régulatrices ou répressives, votées au jour le jour par la force du nombre; un code pénal toujours grossissant et sévissant de plus en plus; la peine de mort maintenue avec acharnement par ceux mêmes qui craignent de l'appliquer; bientôt peut-être l'horreur des anciens supplices ou de leurs équivalents : tout cela est une conséquence inévitable de notre *ordre* établi, simple fait, sans raison et sans droit, qui ne peut être appuyé que matériellement par des actes de rigueur, comme on dit; c'est-à-dire, à grand renfort de menaces, d'exécutions, militaires ou civiles, de prisons, de ruines et d'échafauds.

L'injustice sociale, ce *fait* désormais suffisamment

constaté, qui grandit de jour en jour dans ses causes et dans ses effets, et dont chaque jour les opprimés portent plus impatiemment le poids, multipliera les crimes dans une progression effrayante : la fréquence et la cruauté des supplices ne pourra jamais suivre la même progression. Il faudra bien finalement recourir au véritable remède si l'on ne veut être débordé : il faudra être strictement juste. L'ordre vrai, c'est-à-dire la soumission morale par la conviction, ne peut être fondé que sur la justice au nom de l'intelligence et de la liberté.

Or la justice c'est, comme dit Montaigne : « l'égalité, première pièce de l'équité. » Comment donc, si notre origine à tous est commune, si notre essence est la même, si nous n'avons qu'un but; comment, dis-je, le moyen de conduire cette nature essentiellement issue du même principe, vers une seule fin, serait-il différent pour chacun des êtres doués de cette nature toujours égale? comment en un mot l'égalité ne se conserverait-elle que par l'inégalité? comment l'inégalité naîtrait-elle de l'égalité et se résoudrait-elle en égalité? N'est-ce pas précisément parce que l'inégalité a été adoptée comme moyen social d'harmonie, que la société n'a engendré jusqu'à présent que l'instabilité et le désordre, et qu'elle n'a encore actuellement qu'une existence éphémère, toujours variable et provisoire? Si l'inégalité est une injustice, c'est-à-dire une erreur, quoiqu'agréée même par ceux qui en souffrent, quoique dominante, elle porte en

elle-même des conditions de mort. Et si l'égalité est seule la vérité, c'est enfin sur elle que la société qui doit durer autant que l'humanité, sera assise, par elle qu'elle sera organisée, qu'elle se consolidera, qu'elle durera.

Qu'est-ce que notre société actuelle? C'est le résultat des efforts de l'intérêt instinctif ou organique de conservation de la part de chacun, pour retenir un peu d'ordre matériel entre tous, c'est-à-dire une apparence d'accord social au sein de la décomposition progressive qui résulte du désordre moral.

Le peuple, dit-on, est remuant; il est exigeant; il ne se contente jamais. Je le crois bien. Vous lui ôtez tout ce qu'il désire, tout ce qui lui revient de droit. Vous le clôturez dans une espèce d'enfer, tout à côté de votre paradis à vous, dont vous lui défendez sévèrement l'accès. Il ne vous aime pas; il a la franchise de vous le dire, la brutalité de vous faire entendre qu'un jour ou l'autre il prendra la liberté grande de franchir vos limites. Est-ce de cela que vous vous plaignez? Mais si vous voulez ne pas avoir à vous plaindre de lui, faites qu'il n'ait plus à se plaindre de vous. Soyez équitables, et le peuple sera tranquille et bon : il vous aimera, et vous le prouvera.

Ils ont beau dire et beau faire, les conservateurs de l'état de choses quelconque dont ils jouissent! Catholiques et libéraux, whigs et torys, monarchistes de n'importe quelle nuance, républicains même, la religion sociale qu'ils prêchent, celle du *statu quo*, du

fait existant, accompli, celle du succès, ne saurait plus être acceptée que par leurs propres fidèles : et ceux-là n'en ont pas besoin; leur intérêt leur tient lieu de tout autre motif. Quant à ceux qui ont un intérêt contraire, le culte de la conservation *quand même*.... ne peut leur convenir : la foi qu'on leur vante serait pour eux seuls une entrave, tandis qu'elle laisserait aux autres toutes les facilités du doute et tous les bénéfices de la liberté.

— Mais l'inégalité admise par le consentement de tous, ne saurait être un mensonge. — Certes, elle ne l'est pas comme fait. A-t-elle jamais été admise comme droit? Je veux bien l'accorder pour un instant; et je dis : Le consentement prétenduement universel dont il s'agit, n'est pas du tout, en philosophie rationnelle, le critérium de la vérité. S'il l'était, la vérité ne serait pas absolue; il n'y aurait pas de vérité. Il y aurait ce qui est aujourd'hui, ce qui règne, savoir des faits, résultats matériels de combinaisons fortuites, coordonnées tant bien que mal par des volontés sans direction, décidant tantôt dans un sens, tantôt dans un sens contraire, et exprimées soit par des despotes, soit par des prêtres, par des seigneurs ou des majorités, ou enfin par la souveraineté de tous, qui ne s'entendent plus sur rien quoiqu'ils doivent mettre l'ordre en toutes choses. Le consentement réellement universel, aussi bien que le vote universel, serait le consentement des hommes à venir, comme celui des hommes présents et passés, le consentement en un

mot de tous les hommes possibles. Celui-là, comment pourrait-on l'obtenir matériellement? comment consulter ceux qui ne sont pas encore, se conformer à la volonté de ceux qui ne seront peut-être jamais? Il n'y a donc qu'à chercher ce consentement moralement; c'est-à-dire, qu'à consulter les lois de l'intelligence même, lois dont les hommes qui raisonnent ne s'écartent pas, ne sauraient s'écarter, parce que ce sont les lois de leur être spirituel.

Le consentement universel tel qu'on l'a compris jusqu'à présent, c'est la souveraineté des hommes vivants, tempérée par celle des hommes morts; c'est l'opinion de l'humanité actuelle, entée sur celle de l'humanité passée, et pratiquement déclaree par la majorité de chaque peuple, c'est-à-dire par la moitié plus une des individualités souveraines composant ce peuple souverain. C'est l'aveu que le passé avait raison, que le présent qui a changé ce passé a raison également, que l'avenir qui changera passé et présent aura raison au même titre; qu'en dernière analyse l'humanité entière est le triste jouet d'une providence qui se moque d'elle, qui l'a douée d'intelligence pour ne rien savoir de certain, de responsabilité pour porter la peine des fautes du sort, de moralité pour comprendre le mal dont elle se rend forcément coupable, de sensibilité pour souffrir du mal qu'on lui fait.

Qu'y avait-il de vrai, de par le consentement universel des Romains cinq cents ans avant l'ère vulgaire? Et mille ans plus tard, les opinions consacrées par ce

consentement universel d'alors n'étaient-elles pas, en vertu d'un nouveau consentement universel, devenues des idées abominables; les actes d'héroïsme d'alors, des crimes éclatants; les grands hommes d'alors, des suppôts du démon; les dieux d'alors, d'horribles esprits infernaux?

Puisque les dieux d'un consentement universel se sont ainsi évanouis, la même chose ne peut-elle pas arriver à ceux d'un autre consentement, et par exemple à ceux de nos catholiques plus ou moins passifs, de nos chrétiens plus ou moins protestants? Et à force de métamorphoses et de disparitions, l'idée même de Dieu ne s'usera-t-elle pas sans retour? Elle est déjà perdue pour la science. Elle le sera bientôt pour la foi, pour l'habitude. On ne l'acceptera que sous bénéfice d'inventaire. Il ne restera plus de Dieu que le parti que l'on en peut tirer; on discutera la question de savoir, non si Dieu est, mais s'il serait bon qu'il fût, et jusqu'où cela serait bon; on examinera s'il est utile qu'on en conserve l'idée, qu'on en fomente la croyance : comme si quelque chose pouvait être durable, pouvait être constamment bonne, à moins d'être vraie dans le sens le plus absolu. C'est à la science qu'il faut rendre son Dieu, le Dieu de l'humanité, de l'intelligence humaine, de la raison; ou il faut avoir le courage d'oser s'avouer franchement athée, d'accord avec la conviction sociale, qui laisse là Dieu comme un hors-d'œuvre auquel tout esprit positif peut demeurer étranger et indifférent.

Tâchons donc d'approcher de l'idée qui exprime Dieu, c'est-à-dire la vérité des choses; mais pour cela sachons avant tout ce qu'est cette vérité. Sans cela, de quoi approcherions-nous? Croyant approcher de la vérité et de Dieu, ne se pourrait-il pas que nous nous éloignassions indéfiniment de lui et d'elle?

Dès que Dieu sera passé du domaine de la foi dans celui des connaissances sociales, d'où aucun examen ne pourra plus l'arracher pour l'analyser et le faire évanouir, comme il a fait de tous les dieux de l'inspiration, du sentiment, de l'autorité, la société deviendra à son tour une science, pour ainsi parler, mathématique, et la morale qui l'exprimera résultera incontestablement de la définition exacte de l'homme. Il n'y aura plus, il ne pourra plus y avoir le plus petit doute, la moindre hésitation sur un seul droit, sur aucun devoir.

Il faut que la religion soit la base de la société : le culte, son lien d'unité; les prêtres, ses moyens d'hiérarchie et d'ordre. Je parle d'une religion sociale, librement acceptée. Les religions dans nos sociétés sceptiques ne sont que des opinions individuelles, indépendantes de l'État, qui n'ont sur l'État aucune influence, avec lesquelles même l'État n'a rien à démêler, ni la morale non plus. Ce sont des pépinières de sectaires dogmatiques et de fanatiques brouillons, des écoles de jongleurs et d'intrigants, en un mot des causes surabondantes de désordre, de confusion et d'anarchie. Je ne dis pas qu'il faille proscrire les re-

ligions individuelles ou celles qui sont plus ou moins répandues. Loin de là. Ce serait les raviver au moment même de leur plus grande faiblesse, et lorsque le morcellement à l'infini de toutes les opinions va les faire disparaître entièrement de la scène sociale. Mais je soutiens qu'en les laissant tranquillement s'éteindre, il faut se hâter d'instituer à leur place une religion rationnelle, moralement et par conséquent socialement obligatoire, ayant ses magistrats-prêtres et son culte politique : culte, prêtres et religion se confondant avec la science sociale.

Si cette science n'existait pas pour l'homme, avec le degré de certitude que j'énonce, à quoi lui serviraient les autres sciences? A rien autre chose qu'à égarer son intelligence, à le détourner de la morale, à l'étourdir sur ses erreurs et sur leurs suites, à bouleverser la société, à précipiter la ruine du genre humain.

Ni les sciences, ni les arts, ni l'industrie, ni le commerce, ni les richesses qu'ils créent, ne sont la fin suprême de l'existence sociale de l'homme. Sans quoi, jamais la société n'aurait été plus près qu'à présent d'atteindre son but; et les plaintes qui retentissent autour de nous, les gémissements qui nous émeuvent, les cris de détresse qui nous effrayent, les menaces qui nous font frémir, seraient de vaines démonstrations sans motif, sans réalité et sans portée. Car l'intelligence humaine est parvenue à un haut période; et les peuples, sans le vice moral qui ronge

intérieurement la société, auraient multiplié à l'infini leurs conditions de bonheur. Eh bien! le contraire précisément est la vérité. Qu'est-ce que cela prouve? Que la liberté et la corruption n'engendrent que le désordre, témoin l'Amérique du Sud; désordre qui ne peut être comprimé que par la force ou le despotisme plus ou moins déguisé, comme on fait en Europe : que pour qu'il y ait ordre et liberté, il faut qu'il y ait aussi, et simultanément, moralité intelligente : que ce sont les mœurs, les mœurs seules, et le principe intellectuel et moral de certitude sur lequel les mœurs sont fondées, que les peuples doivent avant tout avoir en vue : que la connaissance de la justice, l'amour de la justice, la pratique de la justice, font seuls tourner la prospérité des États au bonheur du peuple et de chacun : que ce but atteint, le progrès des sciences et des arts, les miracles de l'industrie et les succès du commerce seront des conquêtes véritables de l'esprit humain sur la matière brute, et assureront à notre espèce une prospérité durable parce qu'elle sera le partage de tous.

Sans les mœurs sociales dont je parle, toutes les formes de gouvernement sont mauvaises; avec elles, toutes seront bonnes. Faites que le dévouement fraternel soit la conséquence nécessaire de la conviction égoïstique de chacun; et, monarchie ou république, le peuple sera libre et heureux. Supprimez cette nécessité, et jamais vous ne parviendrez à organiser la vertu, à fonder le bonheur et la liberté par le calcul

et la force matérielle. Vous n'organiserez jamais que la plus épouvantable misère du peuple, laquelle vous décorerez orgueilleusement du nom fastueux de grandeur publique.

Vous aurez constamment, d'une part accroissement des richesses de quelques-uns, d'une autre part augmentation proportionnelle du dénuement de la pluralité. C'est exactement ce qui se passe de nos jours. Les pays les plus avancés en civilisation, les plus industriels, qui, au moyen des procédés de la science, produisent les plus gigantesques fortunes manufacturières, centuplent les plus gros capitaux, et élèvent sans cesse les ressources et la puissance de l'État, sont aussi les pays où les ouvriers meurent en masse, moissonnés par le travail excessif, le travail surtout des femmes et des enfants, qui tue les générations dans leur germe, par les privations de toute espèce, par l'ignorance, la corruption et la faim; sont les pays où le paupérisme menace de tout confondre, de tout engloutir, où la guerre sociale est la plus inévitable et la plus proche [1]. Est-ce vrai, ou ne l'est-ce pas?

[1] Ceux qui jusqu'à présent se sont crus les plus intéressés à le dissimuler, commencent aujourd'hui à avouer l'imminence de la *guerre sociale* des pauvres contre les riches. N'avons-nous pas entendu un des hommes les plus éclairés et les plus adroits d'entre les conservateurs de la conservatrice Angleterre dire ouvertement, confesser à tous qu'il n'y voit pas de remède? Ce ne sera du moins pas en *laissant passer* et en *laissant faire* qu'un remède quel-

Si c'est vrai, est-ce la richesse qu'il faut accuser, l'industrie qu'il faut maudire, la science, les arts, la civilisation qu'il faut proscrire? Non pas. Il faut augmenter la richesse par l'industrie et le commerce; il faut éclairer et féconder le travail et l'industrie par la science; il faut cultiver les arts et les lettres pour développer les facultés dont Dieu nous a doués, et jouir des biens qu'il a répandus autour de nous : mais seulement de façon que tout le monde ait sa part, que tout le monde vive, travaille, se repose, progresse en perfectionnement et en bonheur; de façon que la civilisation, loin de creuser toujours plus profond l'abîme qui sépare les savants des simples, les puissants des faibles, les riches des pauvres, rapproche peu à peu les distances, applanisse les barrières et efface les distinctions entre les hommes, pour n'en plus faire finalement qu'une seule famille de frères et d'amis.

On ne manquera pas ici de me jeter à la face les doctrines qui, de nos jours, se parent du titre d'égalitaires, et les attentats qui prennent pour prétexte

conque sera trouvé et qu'on l'appliquera. Et quant aux palliatifs auxquels on s'accroche avec tant d'acharnement, ils deviennent de jour en jour plus rares et plus insuffisants. Il n'y a pas beaucoup de peuples chinois qu'on puisse se flatter de rançonner en punition de ce que leurs gouvernants ne permettent point qu'on les empoisonne! D'ailleurs ces quasi-ressources ne résolvent pas la question : ils ne font que reculer de quelque peu le moment où elle deviendra insoluble.

la haine et l'injustice. Je répondrai que l'abus qu'on fait du mot *égalité* ne déprécie pas la chose. Ce n'est certes pas par le vol et l'assassinat qu'on établira le règne de l'équité. Mais le refus d'être juste, c'est-à-dire d'accorder l'égalité sociale, a fait surgir le vol et l'assassinat, et les maintient, et les multiplie. L'égalité en est d'autant plus chose sainte, chose inviolable, qu'il faudra finir par reconnaître socialement, de gré ou de force, si l'on ne veut que l'humanité périsse sous l'influence de l'inégalité inique qui la dénature et la fera succomber.

Parce que des anarchistes stupides qui ont posé l'athéisme et le matérialisme pour base d'une société monstrueuse de furieux et de fous, ayant Silvain Maréchal pour révélateur, Hébert et Chaumette pour apôtres, se sont nommés eux-mêmes *humanitaires*, ne faudra-t-il plus que l'homme vraiment digne de ce nom embrasse l'humanité entière dans son amour et sa sollicitude? et pour échapper à l'accusation d'humanitarisme, devra-t-il se réfugier servilement dans un patriotisme étroit ou dans l'égoïsme désorganisateur?

A cause du délire des adorateurs de la Raison de 93, la raison qu'ici nous invoquons, nous, comme le seul remède aux maux de la société, serait-elle devenue elle-même une folie? La déesse *Raison* était un fétiche ridicule comme tout fétiche. La raison est le titre de l'humanité auprès de Dieu.

Dieu est-il comptable des abus odieux, atroces,

qu'on a faits de son nom et de son culte? Je ne dis pas qu'on ait abusé de Dieu; on ne peut en abuser à moins de le connaître; et si on le connaît, il est impossible qu'on en abuse. Mais on a nommé *Dieu* les conceptions les plus bizarres, les plus scandaleuses, les plus abominables; et on s'est ravalé autant qu'on a pu au niveau de ce Dieu-là. L'idée de la Divinité est pure de cet abus et la raison humaine l'est aussi.

— Mais les sociétés secrètes? — Eh bien! les sociétés secrètes, les plus dangereuses comme les plus innocentes, sont la conséquence de la liberté qu'on a eu l'imprudence de proclamer et qu'on a l'impudeur de violer. Elles naissent de la confusion des intelligences, de l'examen non limité par la raison, du doute, de la négation de toute justice et de toute vérité absolues. Ce présent état de choses, dû à la réaction de la liberté intellectuelle contre la compression de l'intelligence par l'autorité passée et la foi, a eu pour suite nécessaire la liberté de la presse et la liberté individuelle. Ces libertés ayant une fois été appliquées, elles produisent, partout où la force veut leur poser des limites, les associations plus ou moins secrètes, et les actes de tout genre, ainsi que les doctrines de toute espèce, dont l'esprit et le cœur humain sont susceptibles.

La liberté modérée non par la raison de l'être lui-même, mais par la volonté et la force d'un autre être puissant, finit toujours par devenir fatale au *modérateur :* les révolutions politiques en sont la preuve.

La liberté illimitée n'est funeste qu'à elle-même. La seule liberté dominée par la raison est permanente.

On volait par besoin et par cupidité avant qu'il y eût des sociétés secrètes prêchant le partage ou la communauté des biens : la haine, la vengeance, la jalousie, le désespoir, l'amour, la religion même, faisaient assassiner les hommes, les rois comme les autres, quand la presse était loin encore d'avoir conquis sa liberté. Il est vrai que ces actes alors n'étaient pas généralement réduits en système d'hostilité contre la société existante; mais de ce que l'attaque est mal conçue, coupable même, s'ensuit-il que la société soit sans reproche, et que plutôt elle-même ne soit pas coupable, par ses fautes graves et accumulées, des excès qui sont commis contre elle?

La société présente n'est fondée que sur l'intérêt individuel; elle n'est soutenue que par la force de ceux qui sont intéressés à ce qu'elle se conserve. Si la force des non intéressés balance la force des intéressés, il y a malaise, émeute, insurrection : si elle lui est supérieure, il y a révolution. Le despotisme hardi et franc tolère l'opposition en paroles : le despotisme sournois et lâche voudrait enchaîner les intelligences et corrompre les cœurs. C'est le moment des conspirations et des sociétés secrètes.

Nous vivons sous le despotisme lâche et sournois.

— Mais la conspiration est descendue bien bas. — Je conçois que cela est effrayant. Car il en résulte, ou que le mal senti gagne rapidement en étendue et

en profondeur, ou que le gouvernement-police contribue à l'y faire sentir davantage, et provoque ainsi à se venger une classe qui jusqu'ici s'était bornée à souffrir ; tout cela pour insinuer aux autres classes qu'elles doivent s'allier au pouvoir afin d'écraser cette classe-là. Je crois, pour ma part, qu'il y a de l'un et de l'autre : je crois la détresse assez grande pour porter par elle-même au soulèvement ; et je crois le pouvoir assez immoral pour envenimer la plaie qu'il ne veut ou ne sait pas guérir, dans le but de se faire conseiller l'amputation, et de se faire aider puissamment si l'opération devient indispensable.

Deux organes de la représentation dite *nationale* en France ont, pendant la session de 1841 à 1842, vivement signalé le mal : ce sont M. de Montalembert à la chambre des pairs, et M. de Tocqueville à celle des députés. Mais qu'ont-ils indiqué pour remède? Le premier a dit que, s'il y avait de la foi, s'il y avait unité de doctrines, s'il y avait en un mot une autorité socialement reconnue comme autrefois, le mal n'existerait pas. Cela est certain. Mais comment croire après avoir douté? comment ne pas douter après avoir examiné? comment ne pas examiner quand on le peut parce qu'on est libre, quand on le doit parce qu'on est responsable? *Savoir* est désormais la seule chose qui soit encore possible. Que M. de Montalembert dise donc ce qu'il sait ; et qu'il dise comment et pourquoi il le sait, ou qu'il le prouve de manière à entraîner invinciblement la conviction de tous. Pour la

première fois, la tribune représentative aura été utile à la société.

M. de Tocqueville, lui, voit le mal dans « le trouble des esprits, l'immoralité des masses, l'absence de tout respect pour les pouvoirs; » dans « les attaques incessantes contre la société, les révoltes des masses les plus infimes, le déchaînement de toutes les passions, la propagation des doctrines les plus pernicieuses; » dans « la quiétude des populations au milieu de ces germes de dissolution, et l'indifférence des provinces, des villes, des communes. » Je partage entièrement son avis. Mais tout cela me paraît résulter d'une seule et même cause; savoir, du renversement de la foi par le doute, de l'impuissance de l'examen pour établir une certitude, et du manque d'un principe social fondé en raison et incontestablement prouvé.

« La cupidité, l'ambition, le désir de sortir de sa sphère, » que M. de Tocqueville appelle *les sources de ces désordres,* ne sont, selon moi, que les effets de la triple cause que je viens d'énumérer. Et quant au remède qu'il invoque, je n'ai aucune confiance dans son efficacité. M. de Tocqueville veut que la représentation nationale et le ministère combattent la démoralisation politique du pays. Certes, il serait fort bon qu'ils s'en occupassent. Ce n'est pas que je croie qu'ils y réussiraient : je ne leur reconnais aucun des moyens indispensables pour cela; car ils sont impuissants à relever la foi, à féconder le doute, à fonder la certitude. Mais du moins ils n'aggraveraient plus

le désordre comme ils font, de l'aveu de M. de Tocqueville lui-même, en étendant de plus en plus ces infâmes rapports de corrupteurs à corrompus, qui, quoi qu'il en dise, semblent être de l'essence même du système électif, du système des majorités souveraines [1].

Comment les esprits ne seraient-ils pas troublés, s'il n'y a plus entre eux de relations morales? Sur quoi reposerait la moralité des masses, si toute base de spiritualisme a été sapée par le doute expérimental? Comment respecterait-on les pouvoirs, s'il n'en est plus un seul qui relève d'un droit socialement accepté, d'un droit qui soit légitime *socialement?* s'il n'y a plus que des pouvoirs de fait, créés par la force, maintenus par la force, ayant toujours une force supérieure à redouter? Comment n'y aurait-il pas attaque incessante contre la société, si la société est

[1] Et c'est des corrupteurs eux-mêmes qu'on en est réduit à espérer de voir mettre un terme à la corruption; des corrupteurs, intéressés à ce qu'il y ait corruption, et qui, sans la corruption, n'occuperaient pas la haute position que leur a faite un régime naturellement corrupteur!... M. Roebuck, membre de la chambre des communes d'Angleterre, ce pays classique du représentativisme, a dit à cette chambre : « Nous sommes les plus profonds hypocrites du monde. Nous passons des heures à faire des lois (contre la corruption) que nous savons devoir être inutiles. Nous voulons faire les saints, et nous nous abandonnons au vice. Nous avons été jusqu'à présent une bande d'hypocrites. » — Les *très-honorables* ont ri.

injuste, si le grand nombre qui souffre sait qu'elle est injuste, si le petit nombre qui jouit ne veut pas réparer l'injustice? Pourquoi les masses les plus infimes ne se révolteraient-elles pas, puisqu'elles souffrent le plus et que l'évangile nouveau, la *bonne nouvelle* sociale : *Que ce n'est pas un devoir pour elles de souffrir*, est parvenu jusqu'à elles? Comment les passions ne se déchaîneraient-elles pas, si la raison qui seule peut les diriger, les modérer, les utiliser, n'a plus de signe distinctif qui en fasse pour tous les membres de la société un lien d'équité, de charité et d'harmonie? Comment enfin empêcher que les doctrines pernicieuses ne se propagent, s'il n'y a point de notion sociale du juste et du vrai, point de critérium socialement admis de la seule bonne doctrine? Cela est instinctivement senti par tous; et c'est par cette raison uniquement que les populations des provinces, des villes, des communes, comme s'en plaint M. de Tocqueville, demeurent dans l'indifférence. Toutes participent au mal; toutes comprennent que, *par les moyens connus, impuissants, usés*, le mal est irrémédiable; toutes se retirent dans l'inflexible *chacun chez soi, chacun pour soi*, non par une coupable indifférence, mais par un entraînement irrésistible fatal : et elles attendent.

La rénovation sociale, le salut humanitaire sera pour tous ou pour personne; si tous ne se réforment, tous succomberont.

Il n'y a que l'intelligence qui puisse opérer le mi-

racle de rétablir le règne de l'égalité sociale en démontrant : que la vieille civilisation nous a menés à notre perte, et qu'elle ne pouvait nous mener qu'à notre perte; qu'elle a fondé notre société sur l'individualisme matériel et actuel; que cet individualisme crée un bien-être faux et passager, qui se restreint de plus en plus à un petit nombre de privilégiés; que ces privilégiés sont accablés sous l'ennui de la satiété dont aucun travail ne les distrait, auquel ni besoin ni désir ne les arrachent, toujours en butte à la crainte que leur inspire la masse sans cesse croissante des malheureux dont l'abrutissement, les vices et le désespoir les font trembler. Il n'y a dans tout cela et pour tous que haine, combat, souffrance, terreur, que ruine et mort. Si le raisonnement erroné, l'intelligence oblitérée, égarée par la passion, ont produit cette société fausse, monstrueuse, infernale, pourquoi ne demanderions-nous pas à l'esprit dégagé des intérêts terrestres, à l'impassible logique, le principe rationnel d'une société de justice et de concorde, d'harmonie, de bonheur et de paix?

L'examen est naturel à l'intelligence : car, pour choisir, il faut juger; pour juger, comparer au moins entre deux choses; pour comparer, connaître ces choses là. C'est dans l'esprit que se forme le système des idées. C'est à l'esprit à se rendre compte de ce système, pour voir s'il satisfait à ce que l'esprit exige de lui. Si notre système d'idées sociales aboutit à l'absurde dans la sphère des conceptions mentales, à l'anarchie

dans celle des faits, qu'attendons-nous pour en combiner un nouveau, pour chercher le véritable principe régénérateur duquel la société à venir pourra avec confiance attendre l'accomplissement de ses destinées réelles?

Sans liberté, l'examen est impossible : c'est la liberté qui constitue la moralité, et par conséquent la société. La liberté doit donc demeurer inviolable : elle est un droit imprescriptible pour tout être intelligent. Cependant, sous l'influence des idées matérielles qui nous dominent, la liberté trompée par l'intelligence produit nécessairement l'égoïsme anti-social. Il n'y a qu'un seul remède à ce mal : c'est de réformer les idées au point que l'exercice de la volonté libre donne toujours et invariablement lieu à des œuvres morales; en d'autres termes, c'est d'intéresser chacun à la fraternité humanitaire, et de rendre tout acte de dévouement un acte de calcul et de raison. Le devoir de chacun se confondra alors avec le droit de tous.

Il faut fonder le socialisme sur l'individualisme bien entendu : car enfin chacun de nous est, d'abord individu, puis seulement membre de la société. Il sera à tout jamais impossible que les individus s'immolent, sans motif personnel, à un être de raison appelé *intérêt social*. L'exiger d'eux, c'est leur imposer pour devoir de renoncer à leur nature; et Dieu même n'en a pas le droit. Je ne sais si, aux yeux de ce Dieu, l'humanité est le but de la création et l'homme le

moyen pour l'atteindre : mais ce que je sais parfaitement, c'est que, pour l'individu, l'homme, ou l'individu lui-même, est infailliblement le but; la société n'est que le moyen.

« Faites-moi l'aumône, dit le mendiant d'Italie à l homme riche (c'est-à-dire, partagez avec moi votre bien-être, traitez-moi en frère, en associé) *pour l'amour de vous.* » Il a raison. S'il disait : *pour l'amour de moi,* le riche le prendrait pour un fou et passerait son chemin. Le riche ne donne au pauvre que parce qu'il croit avoir intérêt à lui donner. Quand l'intérêt de l'égalité sociale sera généralement compris, la société sera fondée sur un principe indestructible.

Pour que l'individualisme soit vrai humanitairement parlant, il faut qu'il mène naturellement au socialisme, qu'il ne fasse qu'un avec le socialisme : s'il se résout en égoïsme insocial comme l'individualisme faux de nos jours, auquel nous nous laissons tous nécessairement entraîner plus ou moins, l'un un peu plus tôt, l'autre un peu plus tard, parce que nous sommes tous intelligents et libres, et que dans l'état donné des idées et des intérêts, l'égoïsme est seul logique ; si, dis-je, l'individualisme se résout en égoïsme insocial, il perdra la société et nous.

Faut-il, puisque le raisonnement est impuissant contre l'égoïsme, faut-il prêcher, tonner contre lui? Ce serait inutile. Les discours les plus éloquents, les plus onctueux, les plus foudroyants, les appels au sentiment intime, à l'amour de la gloire, de l'hon-

neur, de la vertu, les sophismes les plus subtils ou les plus nuageusement vagues, seraient sans effet contre le simple et clair argument de l'intérêt personnel, bien saisissable, bien palpable pour tous. Il faut laisser l'égoïsme ce qu'il est; aussi bien on ne peut rien contre lui : il faut seulement changer les objets sur lesquels il s'exerce. C'est-à-dire, il faut démontrer à l'intelligence : qu'elle se trompe dans le choix de l'objet auquel elle s'attache; qu'elle commet la même faute que commet le Sauvage lorsque, le matin, il troque son hamac contre un verre d'eau-de-vie, quitte à pleurer son imprévoyance le soir; que l'égoïsme terrestre étant insocial, et l'égoïsme formant le caractère indélébile de notre individualité humaine, il faut qu'il y ait un autre égoïsme, un égoïsme ultra-terrestre, qui soit supérieur à l'égoïsme matériel, et qui puisse lui imposer silence, afin que la société existe; que l'homme qui sacrifie tout au plaisir sensuel et organique du moment, à l'or qui le procure, au pouvoir qui fait amasser de l'or, à la science qui donne et conserve le pouvoir, ignore son véritable intérêt, ne se connaît pas lui-même, ne sait ni ce qu'il est, ni ce qu'il est destiné à devenir; que pour cela ses jugements sont faux et ses actes aussi opposés à la raison qu'à la justice; que sa vie est sans but comme sa conduite est sans règle invariable; que ses projets sont inévitablement renversés l'un après l'autre, ses espérances déçues, ses illusions détruites; que tout pour lui est mécompte et déconvenue; et

que, jouet d'une satanique mystification, il meurt dans l'abattement ou dans la rage.

Je finis en commentant la belle idée de Jean-Jacques : Si l'injustice *peut* dominer ici-bas, et elle domine ; si la probité *peut* y être une cause d'oppression, et elle l'est le plus souvent ; il faut nécessairement que cette vie se complète ailleurs, qu'il y ait au-delà de la terre des récompenses pour la vertu opprimée, des peines pour le crime triomphant. Ou bien il n'y a point de Dieu, point de lois, point d'intelligence, ni droit, ni devoir, ni moralité. Tout procède du hasard et finit au hasard. La société qui ne serait pas si elle n'était l'effet d'une combinaison, d'un accord, soit simplement secret et tacite, soit raisonné et accepté expressément ; la société, dis-je, qui cependant est, est impossible.

Je disais cela, il y a quinze ou vingt ans à un libéral belge, homme de beaucoup de sens et alors sans nom ; je lui disais que l'ordre compris suppose l'équité, et que Dieu ne saurait être que juste : « Je n'en vois pas la nécessité, » me répondit-il ; je demeurai atterré, confondu. Aujourd'hui je hausserais les épaules.

15 septembre.

VICISSITUDES POLITIQUES

DANS

LA MARCHE SOCIALE

DE L'HUMANITÉ.

N° II.

Pour dominer, les rois promettent leur bienveillance, les grands leur sagesse, les peuples la liberté.

CICERO, DE RE PUBL.

Pendant l'enfance des sociétés, les hommes n'ont besoin que de protection, de soutien pour leur faiblesse, et de tranquillité; le chef de famille, de tribu ou de clan, le patriarche qui leur assure ces biens, est roi, et roi bien légitime. Il ne cesse d'être roi légitime, il ne devient tyran que lorsque, cessant de pouvoir ou de vouloir protéger ses semblables, soit que lui-même tombe à leur niveau, soit qu'eux s'élèvent au sien, il veut cependant continuer à en être respecté et obéi

comme leur supérieur. Le pacte synallagmatique tacitement conclu entre les sujets et le roi, et qui imposait aux premiers des devoirs envers celui qui maintenait leurs droits, se trouve rompu dès ce moment : au fait de la monarchie vient bientôt se substituer un autre fait quelconque.

Lorsque les sociétés manifestent des besoins nouveaux, que la bonté, la bienveillance ne suffit plus à satisfaire, l'état plus avancé des intelligences exige de l'adresse, une certaine combinaison, de la science enfin pour les diriger. C'est le tour des riches qui, sous prétexte que la fortune favorise l'acquisition des connaissances, puisque l'éducation qui forme l'homme intellectuel dépend de la possibilité de vivre dans l'aisance et l'oisiveté facultative du corps; qui, dis-je, prétendent qu'eux seuls sont hommes dans le véritable sens du mot. Ces *optimates* ou *aristoi* (les meilleurs) fondent l'aristocratie appelée *du savoir* et *de la vertu*, qui finit toujours par n'être que celle des propriétés et des espèces qui en sont la mobilisation. Or, rien n'égale la turpitude des gouvernements où la richesse représente toutes les qualités, remplace tout mérite quelconque, tient lieu d'honneur, de probité et de grandeur d'ame. Cicéron, auquel j'ai déjà emprunté mon épigraphe, l'a dit il y a près de deux mille ans.

L'aristocratie déchoit, comme a fait la monarchie, quand il n'y a plus moyen pour les riches de se dire et même de se croire plus sages que tout le monde.

Dès lors, la charge imposée par le savoir ne compense plus le privilége qu'accorde la richesse. Ce privilége, au contraire, qui est devenu une injustice sans excuse, est rendu plus odieux par le privilége nouveau qu'on y attache, celui du pouvoir non mérité.

L'aristocratie était possible autrefois avec des maitres et des esclaves, parce qu'alors il y avait réellement des hommes dominant des choses, et, parmi elles, des choses à figure humaine, il est vrai, mais sans personnalité. Le maître était *aristos* né; l'esclave était dépossédé de toute bonté, de toute valeur, de tout droit. Il n'était pas même peu de chose; il n'était rien du tout (*Non tam vilis, quam nullus*). L'esclave était une propriété évaluable en argent; et « l'argent, disait-on même à Sparte, l'argent, c'est-à-dire la propriété, la richesse, fait l'homme. » Or comme l'humanité a pour essence la raison, celle-ci résultait ou était censée résulter nécessairement de la richesse. Aussi les Hélotes qui n'avaient rien, même pas de liberté, et qui, partant, ne participaient point à la nature humaine, étaient-ils prétenduement dépourvus d'intelligence, comme ils l'étaient d'argent qui leur fût réellement propre, puisqu'eux-mêmes étaient des objets appropriés.

Dès qu'on ne put plus refuser l'intelligence aux esclaves, il fallut bientôt leur reconnaître leurs droits d'homme : de la même manière, dès que les citoyens réclament contre leur abaissement moral, ils ne tardent guère à aspirer à la jouissance de leurs droits politiques.

Le despotisme d'un seul ou de plusieurs suppose donc concurremment l'autorité et la foi, imposées soit par la force seule, soit par la ruse qui fait naître une fausse conviction et par la force qui la perpétue. Il faut que le despote, pour conserver son pouvoir, domine l'opinion et comprime tout examen; que l'intelligence de ses contemporains se règle d'après la sienne et que celle de la génération à venir se forme sur son intelligence; en un mot, qu'on ne puisse savoir que ce qu'il veut qu'on sache et comme il veut qu'on le sache, qu'il ait le monopole inattaquable de la pensée, de la parole et de l'enseignement. Sinon son édifice s'ébranle et bientôt s'écroulera en ruines.

Dès qu'on commence à ne plus *toujours* croire *tout* ce qu'il dit, on est à la veille de ne *jamais* plus *rien* en croire; et il est perdu.

Une fois que le peuple ou une portion du peuple est entré en jouissance de l'exercice de la liberté en tout ou en partie, les transformations politiques que les États ont constamment subies et qu'ils continueront à subir, tant que la science sociale demeurera stationnaire *comme elle fait depuis des siècles,* sont près, sinon de toucher à leur terme, du moins de recommencer leur évolution ordinaire dans le cercle étroit où s'agitent les passions humaines. De même que la monarchie succombe par le défaut de supériorité personnelle *reconnue* du roi, et les aristocraties par le manque de supériorité intellectuelle *incontestée* chez les grands, de même les démocraties périssent par

l'absence de morale rationnelle, c'est-à-dire, d'une règle *a priori* qui restreigne la liberté de chacun dans le sens harmonique de faire converger tous les esprits et tous les cœurs vers un seul but, celui du développement de la prospérité générale au profit de tous également.

La marche politique régulière ou normale des sociétés est donc : de l'absolutisme vers l'aristocratie, de l'aristocratie vers la démocratie, et de l'ochlocratie vers l'anarchie. Celle-ci engendre le despotisme monarchique, qui est le gouvernement absolu d'un seul, mais sans bienveillance [1]. Ce n'est plus le gouvernement

[1] J'emploie parfois indistinctement les mots *roi, despote*. Ici je dois préciser davantage.

Le despote est un roi sans autres lois que sa volonté, c'est-à-dire sans aristocratie qui le domine.

Le roi est un despote légal : il ne commande qu'en faisant exécuter la volonté des riches, des puissants, qui le maintiennent contre le peuple, à condition qu'il leur prêtera sa force contre ce même peuple.

Le dictateur est un despote que le peuple crée pour le protéger contre les puissants et les riches : c'est ce que les anciens appelaient un *tyran*.

La royauté est donc *naturellement* aristocratique ; le dictatorat, démocratique. La république n'est pas *nécessairement* populaire ; le despotisme, impopulaire. Quand la liberté n'est pas le droit réalisé de tous, elle est un moyen d'oppression aux mains de ceux qui en jouissent. Aux mains de tous et sans direction morale, la liberté politique serait l'anarchie. Il n'y a de véritable liberté que

paternel ou de famille, le patriarcat; mais c'est le régime de la force brutale, de la compression, de la répression, des pénalités, de la terreur, des supplices. Cette force arbitraire est renversée par une force plus grande, arbitraire également, tantôt de la noblesse, tantôt de la richesse, tantôt du nombre : et toutes ces forces viennent finalement se briser contre la confusion et le désordre, dont leurs chocs répétés pressent de plus en plus le retour, rendent ce retour

la liberté sociale. Il n'y a pas encore eu de liberté dans les sociétés humaines.

L'histoire justifie ce que je dis sur les républiques aristocratiques, ces impitoyables tyrannies pour le peuple. Quant aux tyrans anciens, les plus exécrés par les historiens ont été pleurés par la plèbe, par les prolétaires, les esclaves, les malheureux. Ils n'avaient exercé la tyrannie que sur l'aristocratie qui toujours opprime la plèbe, qui fait les malheureux ; ils avaient tyrannisé les oppresseurs. Ils avaient fait plus : ils les avaient nargués, en se faisant eux-mêmes plèbe, populace. Et la plèbe avait agréé cette protestation, ignoble si l'on veut, mais certes énergiquement significative, contre des mœurs dont l'élégance compassée présente un trop pénible contraste avec sa hideuse misère. Du reste, les choses au fond demeuraient les mêmes : la plèbe continuait à croupir dans sa grossière abjection, et ses vrais tyrans dans leur corruption raffinée. Les tyrans populaires, ces fléaux de la liberté aristocratique, ont seuls été accusés de tout le mal, parce que c'est l'aristocratie qui écrit l'histoire ou du moins paie ceux qui l'écrivent. La justice divine ne se parfait qu'*ailleurs* pour les tyrans et le peuple.

plus fréquent, et donnent au désordre lui-même plus d'intensité et de persistance.

Tant qu'existe le despotisme d'un seul, quel est l'intérêt du despote? d'abaisser les grands, ses ennemis les plus directs et les plus immédiats. Comment arrive-t-il à les abaisser? en relevant le peuple qui est à leur égard ce que les grands sont au sien. Il y a donc, sous le despotisme, quelque chance de prospérité pour le peuple.

Quel est l'intérêt des grands, soit nobles, soit riches? de se maintenir riches et puissants en étendant chaque jour leurs moyens de domination, c'est-à-dire en affaiblissant indéfiniment le peuple. Or pour l'affaiblir, il faut l'avilir et l'affamer. Le peuple n'a donc sous l'aristocratie, *quelle qu'elle soit,* que des chances de misère et d'abrutissement.

Du règne de l'amour instinctif, ou d'inspiration, ou de sentiment, au règne de l'ordre par l'intelligence ou du moins par ce qui la suppose, il y a évidemment progrès. Il y en a également du règne de l'intelligence de quelques-uns à celui de l'intelligence, toujours supposée, de la plupart. De là au règne de tous, qui font, chacun de son intelligence individuelle, la règle de la société entière et la loi de tous ses membres, il y a toujours progrès; quoique cela équivaille à un etat de choses où chacun aurait le pouvoir absolu et où les autres seraient déchus de tout droit quelconque : absurdité palpable, s'il en fut onques. J'ai dit *progrès,* non dans le sens que l'anarchie offrirait aux

hommes plus d'ordre et de bonheur que ce qui n'était pas encore elle : j'aurais dit une sottise. Je l'appelle *progrès* seulement en ce que les systèmes plus ou moins erronés, mais toujours erronés, jamais incontestablement établis, qui le précédaient, devaient nécessairement mener, par l'examen, le doute, la négation, à l'anarchie; et que, par conséquent, être parvenu là c'était avoir fait un pas indispensable. Je l'appelle *progrès*, parce que si l'ordre faux, c'est-à-dire l'ordre de fait, non fondé en raison et en droit, avait pu se conserver, jamais l'ordre vrai ou prouvé n'aurait réussi à surgir, puisque jamais les privilégiés de cet ordre, intéressés à sa conservation, n'auraient volontairement et spontanément renoncé à leurs avantages. Je l'appelle *progrès* enfin, parce que l'anarchie seule, en d'autres termes la perte déjà consommée de ces avantages et la crainte de perdre en outre la liberté et la vie, peut forcer ces égoïstes à demander à rentrer dans le droit commun, celui de l'égalité des conditions sociales, de justice pour tous, non en paroles, en droits jurés ou écrits, mais en réalité, en fait, en exercice, en application.

Je suis donc autorisé, dans l'état social actuel, c'est-à-dire, en présence du doute intellectuel socialement reconnu comme un droit, et de l'égoïsme pratique qui en est la conséquence logique, je suis autorisé à nommer l'avènement de l'anarchie *un progrès :* car nous ne pouvons sortir du désordre légalisé et soutenu par la force sous le nom d'ordre, qu'en pas-

sant par le renversement de tout ce qui est; et ce terrible mais inévitable passage franchi, nous sommes assurés que la raison naturelle à tous, décidant sur l'intérêt personnel à chacun et qui sera devenu le même pour tous, constituera l'ordre social voulu par l'intelligence humaine et la justice de Dieu.

« Il faut, dit M. Proudhon dans sa Lettre à M. Blanqui, pour déterminer les hommes à unir leurs intérêts, toute la certitude des dangers de la concurrence et de l'isolement; en sorte que l'expérience du mal est la seule chose qui les ramène à la société. » — « Le sentiment de conservation personnelle, selon Cicéron, fait taire alors toute autre passion, d'égoïsme, d'ambition et de cupidité. » — La concurrence morcèle l'humanité jusqu'à l'individualisme; l'isolement la tue dans les individus dont elle se compose : une fois que ces vérités de fait seront senties et comprises généralement, la société *actuelle* livrée à l'anarchie aura cessé d'exister, et la société future stimulée par l'anarchie sera en voie d'organisation. Soumettons-nous donc avec empressement à un mal qui doit produire de si grands avantages, sans lequel ces avantages ne se réaliseraient jamais, et que d'ailleurs, les choses restant ce qu'elles sont, il nous est impossible de conjurer.

« Rien n'est plus possible maintenant, dit M. de Châteaubriand, hors la mort naturelle de la société, d'où doit sortir sa renaissance. »

Je ne répéterai pas ici ce que j'ai dit ailleurs : sa-

voir, que la liberté est essentielle à l'homme; qu'elle consiste dans la faculté dont il est doué de choisir entre plusieurs ou au moins deux choses; que par conséquent l'homme doit choisir, et, pour choisir, examiner, connaître, faire usage de son intelligence; qu'il est non-seulement libre, mais encore moral, c'est-à-dire que son intelligence est susceptible de lui fournir une règle de conduite qu'il peut suivre ou violer, soit en se laissant entraîner, soit en résistant à ses passions organiques; que s'il ne reconnaît pas cette règle comme dominant nécessairement sa liberté, en d'autres termes comme imposée par son intelligence à son intelligence, qui est le flambeau de sa liberté appliquée, il tombe dans l'égoïsme matériel le plus grossier, le plus stupide, le plus absolu; que cette domination n'est jamais qu'intellectuelle ou morale, puisqu'elle procède de l'essence même de la liberté, et n'agit sur elle que par une contrainte de conviction, à laquelle celui qui y obéit a toujours la conscience de pouvoir se soustraire.

Dès que l'intelligence devient active, dès qu'elle se développe, elle se manifeste par des recherches toujours plus multipliées et plus étendues, par un examen de plus en plus subtil et rigoureux. Peu à peu tout cède devant ces investigations, tout disparaît devant cette analyse indéfinie. Il ne reste finalement que des objets matériels extérieurs et des sens pour les percevoir, qu'un organisme animal ayant, on ne sait comment ni pourquoi, conscience de ce qui l'entoure

et de lui-même, toujours positivement modifié par les choses hors et indépendantes de lui. Il reste donc un être égoïste par essence, et égoïste matérialiste par raisonnement, ne demandant et ne pouvant demander qu'à jouir du plaisir du moment, fût-ce aux dépens de la création entière.

Sous les rois, l'autorité règne pour tout le monde, les rois compris : elle est invoquée comme moyen d'ordre; donc elle ne peut manquer de produire un ordre quelconque, ni se dispenser de prescrire le dévouement à cet ordre; elle doit vouloir que le roi se sacrifie sans réserve au bonheur du peuple, et que le peuple soit aveuglément soumis au roi. La foi meurt, avant tout, au cœur du roi, qui ne songe plus au peuple qu'après s'être satisfait lui-même; et encore alors le bonheur de ses sujets n'est-il plus pour lui qu'un moyen pour être lui-même plus heureux ou du moins plus tranquillement heureux. Le roi calcule; les grands commencent à réfléchir.

Quand ceux-ci se sont affranchis du joug de la foi, du moins en ce qui concerne l'obéissance passive au monarque, l'autorité demeure; mais l'ordre qu'elle fonde prend une autre forme, parce que le but qu'elle se propose est autre. Il faut croire sur parole à la supériorité d'intelligence et de connaissances des grands, comme on avait cru à la supériorité de puissance et de bonté du prince. L'illusion n'est pas de longue durée. C'est sur leur protestation contre les prétentions royales que les grands ont établi leurs

propres prétentions. L'autorité aristocratique, se disant *de droit divin,* s'est assise sur les ruines de l'autorité monarchique, issue du même prétendu droit : mais à côté d'elle a pris place le principe même de la protestation, bien positivement de droit humain celui-là, principe que désormais il ne sera plus possible de détruire, ni même d'arrêter, et qui *fatalement* est destiné à renverser, l'une après l'autre, toutes les autorités imaginables. L'autorité momentanément victorieuse s'affaiblit par degrés de tout ce qu'elle arrache à l'autorité vaincue. L'examen, la discussion, la critique, la lutte, sont devenus des droits que l'autorité existant de fait ne peut plus proscrire, et dont elle ne réussit plus à combattre que ce qu'elle en appelle les abus. Il est vrai que tout ce qui lui est hostile, est par cela seul qualifié d'abus : mais l'usage n'en a pas moins été consacré, légitimé; et chaque fois que ce droit reconnu, ayant surmonté tous les obstacles, se traduit à son tour en un fait accompli, d'abus qu'il était, il devient emploi légitime. Le passé qu'il a détruit est condamné sans retour à cause de cette destruction seule; et l'avenir qui le détruira est declaré séditieux et abominable,.... en attendant qu'il soit triomphant.

L'existence de l'aristocratie est loin d'être aussi paisible que l'etait celle de la royauté originelle. Toujours aux prises avec l'examen qui lui a donné l'être, elle est constamment menacée par lui d'être rendue au néant. Car l'examen ne crée rien, ne construit

jamais : il ne fait que décomposer et démolir. Sous ce point de vue, l'aristocratie, ce sont les ruines de l'autorité monarchique, qui ne restent debout que pour autant que la démocratie ne les aura pas sapées, afin de s'élever elle-même en rajustant, tant bien que mal, pour son avantage à elle, les ruines de l'autorité aristocratique. Et là même ne s'arrête pas l'action dissolvante de l'expérimentation matérielle. La démocratie est sans cesse modifiée dans ses conditions de forme par la chûte de ceux qui la représentent, jusqu'à ce que, simple question de noms propres et surtout du nombre plus ou moins grand de ces noms propres, elle soit, après une énorme consommation d'individus, devenue la domination de tous, ce qui équivaut à la domination de personne : c'est là l'anarchie.

Je pense avoir clairement démontré que l'anarchie naît du doute, comme le doute de l'examen, l'examen de la liberté psychologique de l'homme ; que par conséquent l'homme essentiellement libre, examine et doute nécessairement, et qu'en dernière analyse, la société *de fait* tombe immanquablement dans l'anarchie, que la seule société *de droit,* c'est-à-dire celle fondée sur l'incontestabilité rationnelle, n'aura jamais à redouter. Ce n'est assurément pas pour l'anarchie que l'humanité a été créée sociale, ou propre à être organisée d'après un principe d'enchaînement et d'unité. Si les hommes ont été doués de l'élément intellectuel, le même chez chacun d'eux, ce n'a pu être qu'afin qu'ils

sympathisassent l'un avec l'autre, qu'ils s'entendissent entre eux, et que de l'accord de leurs sentiments et de leurs idées résultât la *coordination* de leurs intérêts et la convergence de leurs actes.

Il faut donc que l'anarchie soit elle-même un moyen d'ordre, puisque l'anarchie est la suite inévitable de l'usage de l'intelligence, et que l'ordre, dans les desseins de Dieu, est le but de l'humanité. Avant l'application de l'examen, il y avait de l'ordre aussi, mais c'était l'ordre de l'innocence, de l'ignorance; c'est-à-dire, l'ordre sans assentiment, sans liberté : la connaissance du bien et du mal, qui fournit à la liberté de l'ame les moyens de s'exercer, en produisant devant elle les objets sur l'un desquels doit se porter son choix, a détruit cet ordre primitif dépourvu de raison. Cependant l'ordre doit renaître, non plus comme il était avant que l'homme touchât à l'arbre de la science, mais tel que la science elle-même peut et doit l'organiser; savoir, l'ordre rationnel, fondé en logique par celui qui le propose et accepté sur preuves évidentes par tous les membres de la société. Cet ordre sera immuable, parce qu'il pourra, sans danger aucun pour lui, coexister avec le libre examen, dont l'action n'aura jamais sur lui d'autre résultat que de le perfectionner et de l'affermir davantage.

Tout autre ordre, quel qu'il soit, politique ou religieux, paternel ou tyrannique, ou libéral, ou démagogique, peu importe, sera renversé plus ou moins promptement, mais sera renversé infailliblement, à

moins qu'il ne supprime l'examen, n'abolisse la presse, la parole, la pensée, l'intelligence, la conscience, l'homme.

Cela est-il possible? Non.

Donc tout ordre social ne reposant que sur l'autorité divine révélée, ou sur l'autorité humaine inspirée, est temporaire, précaire, provisoire, et périra. Il n'y a que l'ordre émané de la raison universelle, et par conséquent ayant la justice universelle pour but, qui soit humanitaire, c'est-à-dire définitif, stable, perpétuel.

L'ordre faux se conserve tant que la majorité le croit vrai; c'est-à-dire, tant qu'il n'a pas été examiné par elle, tant qu'il a en sa faveur l'aveuglement ou la foi. S'il est discuté, il est près de sa chûte. Et il tomberait immédiatement, si tout le monde pouvait être convaincu à la fois des deux vérités suivantes, savoir : que l'ordre erroné ne saurait exister plus longtemps ni pour personne, et qu'un autre ordre est non-seulement possible, mais aussi facile à réaliser que nécessaire, qu'urgent. Tant que les illusions relativement à la conservation de l'ordre ancien et l'incrédulité concernant l'ordre nouveau maintiennent cet état pénible de doute et d'hésitation, l'ordre établi qui n'a plus d'appui dans le raisonnement et la croyance, en cherche dans la force. C'est le dernier acte de ce déplorable drame des passions qui égarent l'homme. Si la force est invoquée pour soutenir le mensonge contre la liberté, ce n'est jamais celle-ci,

c'est toujours le mensonge qui succombe, et sans retard. La force se brise contre la raison.

Justice et raison ! ce sont donc là les deux éléments de l'ordre véritablement social : la justice est la fin de l'association humaine et tout à la fois le moyen de perpétuer cette association ; la raison, c'est la faculté à l'aide de laquelle l'homme connaît la justice, la formule, s'y conforme spontanément, et rejette, répudie, renverse tout ce qui la viole.

Maintenant, jetons les yeux autour de nous dans le temps comme dans l'espace. Que voyons-nous qui résiste, qui ait jamais résisté aux efforts de la libre intelligence ? rien Les empires s'écroulent les uns sur les autres ; les peuples se succèdent ; différentes formes de gouvernement, parmi lesquelles nous venons de signaler les principales, sont tour à tour abandonnées et admises, prises, repoussées et reprises, sans autre but que celui de changer parce qu'on est mal, sans certitude et, pour ainsi parler, sans espoir d'être mieux, et sans autre résultat possible que celui d'avoir changé ce qui était tout aussi bien autrement. Qu'en faut-il conclure? que rien de tout cela n'était dans les strictes conditions de la raison, n'était absolument juste et vrai.

Gouvernement donc de par le ciel ou la terre, basé sur la révélation divine ou sur l'intérêt matériel ; gouvernement monarchique, aristocratique, oligarchique, ou républicain et ochlocratique, ou militaire, ou sacerdotal ; gouvernement exercé au nom d'un

seul, de plusieurs ou de tous, par un seul, par plusieurs ou par tous : tout cela se suivra et alternera indéfiniment ici bas, sans profit pour la pauvre espèce humaine, qui ne fera pas un seul pas dans la voie du perfectionnement et du bonheur. Le cercle vicieux d'actions et de réactions successives, de faits remplaçant d'autres faits, ne sera franchi que lorsque la société aura été régénérée par l'intelligence pure, sans idées préconçues, sans préjugés d'éducation ou d'habitude, dans des vues exclusivement d'équité en tout et pour tous; c'est-à-dire, d'égalité de condition sociale : car il est impossible de concevoir l'équité autrement que sous cette forme, toute autre équité, par exemple, l'égalité devant Dieu comme on s'exprime, ou devant la loi humaine, l'égalité de principe et de droit, étant une simple virtualité, un *peut-être*, un leurre, une déception.

Il y a vingt siècles que Cicéron disait : « Si la liberté n'est pas juste, c'est-à-dire la même *en réalité* pour tous, elle n'est pas liberté. » L'inégalité est le fait de la nature matérielle; l'égalité est le droit social, moral. Sans égalité, il n'y aurait pas société : car entre inégaux, si l'intelligence manque, il y a simplement juxtaposition et rapport nécessaire et aveugle; s'il y a conscience, il y a aussi exploitation de la part des plus forts, servitude pour les plus faibles, haine et combat entre tous. L'égalité est le droit de l'individu social; le droit, le but de la société; l'équité ou la justice, l'esprit qui vivifie la lettre, laquelle, sans lui, tuerait.

La royauté, là où elle est debout, modérée ou absolue, et la république, fédérative ou centralisée, n'ont qu'un seul moyen de prolonger leur existence, c'est de reconnaître franchement que la société souffre sous l'oppression d'un petit nombre de privilégiés, et de réformer radicalement cet état de choses. Si elles ne le font pas, elles deviennent complices du mal qu'elles devraient extirper. Elles ne peuvent échapper à la catastrophe qui menace toute iniquité, qu'en mettant leur responsabilité à couvert; c'est-à-dire, en se rangeant à la tête des réparateurs du tort que l'humanité subit depuis trop longtemps.

La société humaine ne meurt pas : ses diverses formes meurent et font place à d'autres formes. Quand une d'elles est décidément reconnue mauvaise, la maladie sociale se déclare; le remède, qui est la réforme, n'étant pas appliqué, ou l'étant mal ou trop tard, la crise se manifeste, la révolution transformatrice s'opère, et la société entre dans une voie, sinon meilleure, du moins nouvelle.

Appliquons ces principes à ce qui se passe en Belgique. Quoiqu'appartenant en apparence à une question locale sur des opinions désormais oubliées ailleurs, la lutte entre les libéraux et les catholiques a exactement la même cause et aura le même résultat final que les luttes politiques de France, d'Angleterre, d'Allemagne, de Hollande, de Suisse, d'Italie et d'Espagne. Il y a en Belgique un parti composé de catholiques, parmi les factions qui se disputent le pouvoir,

parce que le catholicisme y compte encore beaucoup d'adeptes, et que la liberté y a fait assez de progrès pour qu'on n'ait pas cru pouvoir ou devoir exclure personne, ni aucune doctrine, ni aucune secte, ni aucune coterie même, de son exercice le plus large et le plus entier; parce qu'on a fort bien senti que là où la société n'a point et ne peut point avoir d'opinion ou de religion à elle, il faut qu'elle accueille indistinctement et indifféremment toute espèce de religion et d'opinion.

D'ailleurs les catholiques n'ont pu aspirer au pouvoir qu'au moyen de la liberté, dont par conséquent ils ont érigé l'usage en droit reconnu par eux-mêmes; et les libéraux qui voulaient déjà la liberté en opposition aux catholiques, ne peuvent plus en priver les catholiques, lorsque ceux-ci ne demandent ostensiblement qu'elle, sous prétexte qu'ils en font abus.

Enfin les catholiques sont les plus nombreux : à moins qu'on ne fasse entièrement abstraction d'eux, ce qui est impossible dans un gouvernement de souveraineté populaire, ou qu'ils ne se retirent, ce qui l'est également dans une société organisée par la concurrence illimitée des majorités dans un but positif d'utilité individuelle, il faut absolument qu'ils combattent, soit pour acquérir la domination s'ils ne l'ont pas, soit pour la conserver si elle leur est acquise.

Gardons-nous bien de croire qu'il y ait au fond de cette lutte une querelle religieuse, un fanatisme de croyance ou d'incrédulité, une conviction profonde.

Tel libéral est intimement beaucoup plus religieux que tel catholique, et tel autre enrégimenté parmi les fidèles est, dans le secret de sa pensée, bien plus sceptique que les partisans avoués de l'examen en principe absolu. Seulement chacun d'eux est entré dans une voie différente pour parvenir à son but personnel. Au moyen de l'idée qu'il professe ou qu'il affecte, du parti auquel il s'est inféodé ou dont il se sert, il avance dans cette voie-là.

Les catholiques tiennent à leur organisation hiérarchique compacte, et ils ont raison; elle est pour eux un puissant moyen de triomphe *actuel* : ce n'est plus que par leur nombre et leur engrénement constitutif, si cette expression m'est permise, qu'ils peuvent prétendre à l'empire effectif de ce monde sur lequel leur maître ne voulait pas qu'ils régnassent. Ils ont beaucoup mieux compris, eux, que leur règne spirituel qui était dans les desseins de Jésus, c'est-à-dire le règne de leurs opinions, les ayant naturellement élevés sur le trône de la terre, ce n'était plus que par cette opinion dominant réellement les corps, c'est-à-dire par leur règne temporel, qu'ils pouvaient continuer à s'y soutenir; et qu'ils devaient s'y soutenir afin de continuer à faire dominer leur opinion sur les esprits. La seule différence, c'est que ce fut d'abord ce qu'ils appelaient *la conversion des peuples* qu'ils se proposaient pour fin dernière de leurs efforts de prosélytisme, et que maintenant c'est la conservation de leur position sociale réalisée par cette conversion, qui

est devenue l'unique fin de leur opposition à ce qu'ils flétrissent du nom d'*impiété* chez les peuples et d'*apostasie*.

La contradiction est, tout à la fois, des plus évidentes et des plus bizarres. Les catholiques veulent régner sur la société par la religion, seul moyen qu'il y ait en effet de fonder un règne : mais leur religion n'est plus susceptible de redevenir sociale. Les libéraux, leurs adversaires, veulent la même chose pour eux, mais par l'absence de religion sociale. Or sans religion qui la maintienne, la société est impossible.

Les libéraux tiennent à leur droit d'examen, de discussion, à l'exercice de leur liberté; et ils ont raison : l'avenir est à la liberté et au droit qu'a chacun de l'exercer individuellement. Ce n'est que par la démolition *complète* de tout ce que l'autorité a établi, de tout ce que la coutume a maintenu, de tout ce que le temps a consacré, que les libéraux peuvent préparer l'avenir; non pas pour eux seuls, non pas plus pour eux que pour d'autres, mais pour tous, et pour tous également. Seulement l'application individuelle du droit de liberté, pour qu'elle produise quelque chose de social, c'est-à-dire de logique et de juste, quelque chose de coordonné et d'harmonique, c'est-à-dire de stable, devra, au rebours de ce qu'elle est aujourd'hui aux mains des libéraux, être subordonnée au principe intelligent commun, à la raison universelle. C'est une condition *sine qua non* pour que la liberté mène à l'ordre, en d'autres mots pour que la société existe

de droit, sans avoir besoin de recourir à l'ordre par la force, ce qui ne constitue jamais que le despotisme ou une société de fait, qu'elle soit d'ailleurs monarchique, aristocratique ou républicaine.

Tant que les libéraux se croiront ou voudront se faire croire capables de fonder quelque chose, les catholiques n'auront pas de peine à les réfuter. Il faut qu'ils se bornent à dire aux catholiques : « Nous avions mission de renverser votre autorité sans preuves, votre foi sur parole, et toute autorité ou foi de la même nature, qui n'avait plus rien de social ; et nous y avons complètement réussi. Quant à établir la vérité, ce n'est pas là notre fait. Nous ne voulons pas remplacer l'erreur ancienne par une nouvelle erreur, ou du moins l'ancienne incertitude par une incertitude nouvelle ; ce qui serait, non, comme il le faut, dissiper le doute, mais seulement le détourner sur d'autres objets. Nous avons préparé la voie à la vérité en détruisant l'erreur, en démontrant l'incertitude, et en rendant désormais l'erreur impossible à établir, l'incertitude impuissante à s'ériger en autorité. Nous conservons cette position, en attendant que la raison humaine déclare la vérité et la prouve. »

Ce que je viens de dire des catholiques et des libéraux de mon pays convient exactement aux conservateurs et aux réformistes de tous les pays où le développement de l'intelligence a donné lieu à l'application matérielle de l'élément de liberté. Dès que la conservation à tout prix de tout ce qui est n'est

plus dans la volonté de tout le monde, il y a nécessairement compression, oppression même de ceux qui voudraient réformer : c'est déjà le règne de la force. Mais nécessairement aussi l'emploi de la contrainte physique exalte l'opposition et l'étend. Elle finit par devenir la plus forte à son tour. Et alors, à son tour également, elle se pose en conservatrice, jusqu'à ce qu'elle ait été démolie de la même manière par une opposition nouvelle. Car il est de la nature de l'opposition, qui n'est autre chose que le droit de liberté et d'examen mis en pratique, le droit du doute manifesté et de la protestation, il est de sa nature de croître sans cesse et indéfiniment, et de ne s'arrêter que lorsqu'il ne reste plus rien à quoi on puisse s'opposer, en d'autres termes, que lorsque tout est renversé.

Cela explique comment il y a dans les pays de liberté, mais entièrement catholiques, des catholiques conservateurs *quand même*..... et des catholiques du mouvement; comment là où il y a des catholiques et des non catholiques, les premiers sont plus naturellement conservateurs, quoique, si le protestantisme ou le libéralisme domine, les catholiques, malgré leur essence conservatrice, se fassent forcément opposants ou partisans d'une réforme en faveur de la liberté; comment le protestantisme, d'opposition qu'il a été d'abord et nécessairement, est devenu ensuite, c'est-à-dire après la victoire, défenseur ardent du *statu quo;* comment les libéraux cherchent à conserver ce que les radicaux leur dis-

putent; comment les torys prêchent la réforme et provoquent au changement quand les whigs sont au pouvoir, et *vice versa;* comment la révolution de 93 s'est ruée sur la révolution de 89, la jeunesse dorée sur 93, l'empire sur le directoire, l'Europe sur l'empire qui menaçait son indépendance, la bourgeoisie et le libéralisme sur la noblesse et le clergé de la restauration, la république sur la monarchie de juillet, le communisme sur la république; et comment du réformisme, du vôte universel, du saint-simonisme, du fouriérisme, du communisme, de l'humanitarisme, de l'égalitarisme, en d'autres termes, du sensualisme, du passionnalisme, du matérialisme et de l'athéisme, naîtra infailliblement la confusion-principe, le désordre fondamental, l'anarchie absolue.

Tout cela se tient fatalement et se suit comme les conséquences immuables que la souveraine logique tire des faits accomplis, d'après les principes de la vérité éternelle. L'autorité est quelque chose de bien réel pour aussi longtemps que la foi la consacre [1];

[1] Les prophéties et les miracles, l'autorité de par l'autorité en un mot, coexistent toujours avec la foi. La foi morte, il n'y a plus de prophéties, ni de miracles, ni d'autorité. Ni l'autorité, ni les miracles, ni les prophéties, ne sont donc rien par eux-mêmes : ils sont parce qu'il y a foi, et exclusivement parce qu'il y a foi. S'ils étaient quelque chose de réel, ils existeraient indépendamment de la foi, et ils la forceraient elle-même à exister; ils vaincraient l'incrédulité qui n'a surgi que parce que la crédulité, qui

mais cette foi doit être entière et universelle. Dès qu'il y a dissidence, protestation, contestation, c'est au tour de la raison. Il n'y a plus de possible que l'anarchie jusqu'à ce que la raison soit formulée, socialement acceptée, universalisée.

On le voit : c'est toujours la même marche, celle de

la précédait, était la condition *sine qua non* de la réalité des choses sur lesquelles elle s'exerçait, et qui sont rentrées dans le néant avec elle, leur créatrice. Ce n'est pas l'autorité qui force la foi de naître ; c'est la foi qui provoque l'autorité à s'établir. Jamais les miracles n'ont déterminé à croire ; toujours la disposition à croire a fait naître les miracles. Il n'y a en effet d'objets de croyance qu'uniquement parce qu'on a foi.

Tant qu'on a cru au paganisme, les oracles anciens ont dévoilé l'avenir ; les dieux ont opéré des prodiges. Mais une fois la croyance aux dieux détruite, les oracles se sont tus, et les prodiges des idoles ont cessé : c'était au tour des chrétiens à prédire et à faire des miracles. Depuis qu'on ne croit plus à la révélation chrétienne, tout est de nouveau rentré dans l'ordre.

Aujourd'hui qu'on punit les sorciers comme escrocs, charlatans et vagabonds, où s'opère-t-il encore des effets magiques ? Nulle part. Cependant il y avait jadis des actes effectivement surnaturels, bien entendu pour les sorciers qui se croyaient les suppôts du diable et pour ceux qui les faisaient brûler comme tels, c'est-à-dire comme ayant à leurs yeux le pouvoir incontestable de produire ces actes. Encore une fois, la crédulité est le seul motif de crédibilité pour tout ce qui n'est pas appuyé sur la raison, qui en fait un objet, non de foi, mais de savoir.

l'examen qui, au nom de l'intelligence, démolit, assise par assise, le monument que l'autorité avait élevé d'un jet, aux yeux ébahis de la crédule simplicité, et dont la force ensuite cherche à étayer les ruines : peu importent d'ailleurs les noms que se donnent les premiers architectes, les renverseurs et les récrépisseurs de l'édifice, qui n'a jamais été conçu sur un plan humanitaire, et dont la distribution ne permettait d'offrir un abri qu'à quelques privilégiés, se faisant entre eux une rude et éternelle guerre pour y être logés commodément et *seuls*.

Les opinions, dans les combats qu'elles se livrent, sont comme les intérêts; et c'est tout naturel : car les intérêts ne sont que les opinions appliquées. Quand, comme actuellement, on ne s'attache plus qu'aux intérêts terrestres et du présent, c'est que l'opinion a mis en doute ou qu'elle a nié la réalité de tout intérêt spirituel ou d'avenir. Il y a donc, tout comme lorsqu'il s'agit d'intérêts positifs, action et réaction; et, à moins que la vérité ne soit incontestable ou la justice manifeste, action et réaction sans fin. Dans la controverse dont nous avons parlé tout à l'heure, l'action a été la domination, on peut dire absolue, du catholicisme par la foi générale : la réaction a été l'attaque du protestantisme et du libéralisme. On a trop repris aux catholiques, parce qu'ils avaient, eux, commencé par trop prendre : ils s'étaient faits les maîtres; on a voulu qu'ils ne fussent plus même citoyens : on leur a ôté toute indépendance,

parce qu'ils n'avaient laissé d'indépendance à personne.

L'action alors était aux libéraux, aussi intolérants à leur tour que l'avaient été les catholiques. Mais il s'en est suivi une réaction nouvelle, qui a été la protestation des catholiques contre l'injustice dont ils étaient victimes, et la réclamation de l'égalité, du droit commun.

Le pendule, là où les choses sont parvenues au point que je viens de dire, en est-il à sa dernière oscillation? Non, certes. Ce n'est nulle part la générosité de leurs adversaires qui rend aux catholiques la liberté qu'ils demandent; c'est la prépondérance des catholiques qui les en remet en possession. Dès qu'ils se croient les plus forts, la liberté ne leur sert que pour tâcher de ressaisir le pouvoir. Cette prétention aussi insoutenable qu'elle est naturelle, est de nouveau punie par la violation de leur liberté : et ainsi de suite [1].

[1] On m'a cent et cent fois accusé, dans mon pays surtout, d'avoir lâché la bride au catholicisme, d'avoir ôté tout frein au parti prêtre, d'avoir ressuscité les congrégations monastiques. L'accusation est ridicule. J'ai déclaré l'opinion catholique égale en droits à l'opinion protestante, libérale et philosophique; cela est vrai : j'ai reconnu l'émancipation politique et civile du prêtre, n'importe lequel; cela est encore vrai : j'ai débarrassé la liberté de croire et de prier et de s'associer, de toutes ses entraves, sans acception ni exception de personne; cela est toujours

Si on pouvait, par cette voie, arriver à un équilibre réel et stable, ce qui est la seule espèce d'équité que le système de bascule puisse produire finalement, ni les catholiques, ni les libéraux, ni quiconque remplacerait ces opinionistes sous n'importe quelle déno-

vrai. Les ennemis seuls de la liberté et du droit peuvent m'en faire des reproches. Qui, dans l'état de doute social où nous vivons, avait le droit de brider une opinion quelconque, de bâillonner des citoyens, de tracer préventivement à des hommes leur régime de vie ?

Les catholiques sont civilement égaux aux non catholiques quels qu'ils soient : la société actuelle n'a aucune donnée pour approuver ou condamner le catholicisme ; elle n'a point de prise sur une doctrine. C'est là un fait auquel je n'ai pas contribué, pour lequel je ne mérite ni blâme ni louange : je l'ai reconnu et constaté, et j'en ai tiré les conséquences rationnelles qu'il renferme, et qui en seraient forcément découlées tôt ou tard, sans moi, malgré moi et tout le monde.

Je le répète : la liberté des catholiques avait été violée ; ils pouvaient, ils devaient reprendre possession de leur droit. Si j'avais contribué à leur en faciliter les moyens, je m'en glorifierais, quelque abus d'ailleurs qu'ils aient pu faire de cette liberté reconquise après avoir été si longtemps méconnue.

— Mais ils veulent le pouvoir ! — Eh ! que veulent ceux qui se mettent en travers de leurs prétentions ? le pouvoir aussi. La palme est réservée au vainqueur dans cette lutte de domination, c'est-à-dire au plus adroit et au plus fort. Rusez donc, messieurs, ou prenez-vous corps à corps ; mais ne soyez pas injustes à l'égard les uns des autres, et ne vous calomniez pas.

mination, n'auraient à se plaindre; mais la société serait paralysée complètement : elle aurait conquis le repos, mais aux dépens de la vie. Car elle n'a d'autre mouvement aujourd'hui que celui de la lutte, du combat, de l'action et de la réaction que j'ai signalés. Or les opinions, comme les intérêts, n'ayant d'effet que par l'attaque et la défense, et celles-ci étant de-

Lorsqu'ensuite la victoire aura proclamé le maître, personne ne sera en droit d'y trouver à redire.

Dans la situation des choses, il n'y a de liberté que pour le pouvoir; qui ne règne pas, sert. La liberté est un fait que le pouvoir réalise. Mais ce fait est changeant. Les catholiques, d'abord dominateurs, ont été ensuite soumis, au nom de la liberté qui est devenue finalement la domination du protestantisme et du libéralisme. Cette même liberté a ramené les catholiques dans la lice et les a fait vaincre à leur tour. Pour être libre en effet, avons-nous dit, il faut régner. Les catholiques règnent donc quand, où et le plus qu'ils peuvent, précisément comme font leurs adversaires; c'est-à-dire, *par le droit de la force*. C'est, je le sais bien, le vrai moyen d'exciter contre eux l'opposition qui les renversera. Mais s'ils ne dominaient pas, ils seraient déjà renversés. Ils aiment mieux être brutalement battus plus tard qu'asservis bénévolement en dupes dès à présent. Ils raisonnent ainsi d'après la morale de l'intérêt individuel et actuel, dont l'examen libéral a fait la règle de notre société de fait. Est-ce aux libéraux à s'en plaindre? Au reste, qu'ils s'en plaignent ou ne s'en plaignent pas, je n'en suis pas moins innocent de la chose, qui, comme toutes les choses de ce monde, est l'effet logique et nécessaire des choses qui les ont préparées. J'ai coexisté avec la manifestation de cet effet; voilà tout.

venues impossibles, il n'y a plus lieu qu'à une stagnation sans accord et sans harmonie, c'est-à-dire, à la suppression de tout ordre à la fois et de toute force, à la décomposition, à la mort.

C'est la fatalité des choses; c'est celle à laquelle les choses se sont toujours soumises et partout. Pour ne pas sortir de la question que j'ai citée comme exemple, je dirai que l'Italie subit encore forcément le regime social catholique; que la France vogue à pleines voiles dans la réaction libérale; que nous autres Belges, nous essayons de la liberté. Nous sommes donc, au cas où les opinions sociales de nos catholiques et de nos libéraux seraient assez vivaces pour maintenir le combat jusques et y comprise l'anarchie qui doit nécessairement résulter de querelles sans solution possible; nous sommes, dis-je, bien près du fossé où il faudra faire la culbute : au cas contraire, c'est-à-dire si les deux factions se balancent, ne conservant chacune que la force indispensable pour empêcher l'autre de se prévaloir de la sienne, nous sommes près de la fosse où nous allons nous ensevelir. Je n'ai foi ni dans les libéraux, ni dans les catholiques; mais j'ai foi dans l'humanité : elle se relèvera au delà du fossé ou de la fosse vers lesquels le catholicisme, le libéralisme, la conservation devenue impossible, la démolition éternellement impuissante à édifier, et la contestabilité jusqu'à présent de la raison, nous poussent progressivement et vite.

J'irai au devant d'une objection qui me sera faite. On me dira sans doute : « Vous rapportez tout à l'intelligence. A vous entendre, tout naît de la raison, se dirige par elle, et tombe dès qu'elle refuse son appui. Mais le fait est que les hommes se conduisent d'après leur position, les conditions d'existence que les circonstances extérieures leur ont faites, et d'après leurs passions organiques, non d'après leurs lumières, leurs opinions, leurs doctrines, leur foi. Celui que n'enflamme aucun désir est bien plus régulier dans sa conduite que l'homme passionné qui s'aveugle sur les conséquences de ses mauvais penchants. Le besoin pousse l'honnête homme au crime, tandis que le méchant fortuné s'abstient de mal faire. Souvent l'incrédule est irréprochable et le dévot scandaleux. L'histoire tout entière est un recueil de folies et de brutalités, plutôt qu'une suite d'actes systématiques et de faits rationnels. » — D'accord. Aussi ai-je dit que le manque de raison ou l'impossibilité de s'en prévaloir étaient les causes évidentes de toutes les atrocités et de tous les délires imaginables; la passion existant, bien entendu, ainsi que les objets qui l'excitent : sans quoi il y a absence de vie affective, c'est-à-dire d'organisme joint au sentiment de l'existence, et retenant les impressions de ce sentiment modifié; et par conséquent il y a inutilité de toute direction intellectuelle. Je dis en outre, que l'usage illogique de la raison ou de la passion qui se pare de ce titre, ou bien la fausse application des règles que la raison déter-

mine, ont de tout temps donné lieu au désordre qui a toujours plus ou moins troublé la société humaine et qui finira par la dissoudre. Je dis enfin, et en un mot, que les passions, toujours aveugles, en égarant, en violant ou en supprimant la raison chez l'homme, prouvent, plus que toute autre chose, l'existence de cette faculté supérieure qui, pour qu'il y eût conscience du triomphe des passions, avait dû avant tout y consentir, c'est-à-dire renoncer à son droit de prépondérance et de suprématie.

Quant à la foi, son action est ordinairement fort faible; j'en conviens. Mais pourquoi? parce qu'il n'y a plus de foi réelle, sincère, ferme. L'homme qui, aujourd'hui, *dit* croire, celui même qui *s'imagine* croire à l'existence de Dieu et à l'immortalité de l'ame, agit souvent plus mal que celui qui nie franchement ces vérités, qui avoue sans détour ne pas y croire ou qui en doute. Autrefois il n'en était pas ainsi. Le vrai croyant, l'homme intimement et profondément convaincu, toutes les fois qu'il ne se trouvait pas sous le charme des passions, agissait en conséquence de ce que lui dictaient les principes dont la foi tenant lieu de raison, l'avait muni.

Si l'intelligence ne servait pas à nous diriger dans les difficultés de la vie, elle serait pour nous sans motif d'utilité, sans raison d'existence. La pensée nous aurait été donnée sans but hors d'elle, non comme moyen d'atteindre nos destinées, mais pour elle-même, comme un simple objet de distraction, d'amu-

sement. Or, cela est absurde. La raison humaine est liée à tout ce dont se compose l'humanité; elle en est la partie la plus noble, je le veux bien : mais les autres parties sont aussi indispensables pour former le tout qu'elle-même. Elle a un but, indépendamment de sa propre existence, et un but bien grand, bien sublime : elle est la lumière qui nous éclaire dans la recherche du perfectionnement et, par le perfectionnement, du bonheur. Si elle nous enseigne que ce bonheur ne peut se rencontrer qu'ici bas, et qu'il est *impossible* ou même *incertain* ailleurs, elle fait de nous des égoïstes matériels, des sensualistes insociaux. Si, au contraire, elle nous démontre que, sur la terre, nous ne faisons qu'ébaucher nos destinées, préparer notre bonheur éternel par l'amélioration de notre essence spirituelle, par notre justice envers tous, notre amour pour tous; elle nous rend aussi heureux, dès cette vie, qu'il nous est possible dans cet état de transition, entourés que nous sommes d'êtres de même nature que nous, en communication avec eux d'intérêts et de sentiments, de droits et de devoirs, et marchant tous par la même voie vers la fin unique des mêmes efforts et des mêmes sacrifices.

D'où naît le progrès que nous remarquons dans les choses humaines, le mouvement, le changement auquel elles ne sauraient se soustraire? De l'intelligence évidemment, et rien que de l'intelligence. Elle seule est libre; elle seule est active; elle seule est progressive. Si l'on parvenait à supprimer l'intelligence, les

passions ou plutôt les impulsions organiques seraient éternellement les mêmes sous l'action irrésistible des objets extérieurs, éternellement les mêmes aussi. C'est bien là ce que veulent, ou du moins dont veulent approcher le plus possible les despotes lorsqu'ils rêvent l'ordre par l'immobilité et l'immobilité par l'enchaînement de la parole, de la pensée et des consciences. Il n'y a que l'intelligence qui puisse percevoir les rapports des objets extérieurs à elle-même et de ces objets entre eux, et qui, modifiant ces rapports à l'infini, crée en cette manière un univers, pour ainsi parler, à elle, dont elle étend les limites à mesure qu'elle développe son activité. Vouloir que nous soyons ce qu'étaient nos pères, est aussi insensé que de vouloir que les pères de nos pères eussent été d'emblée tout ce que l'homme est susceptible de devenir : l'histoire est là pour servir de preuve surabondante à cette assertion. Ce qu'il nous est imposé de par les lois essentielles à l'intelligence humaine, c'est d'obéir à notre destinée de perfectionnement moral, pour que nos enfants, suivant également la marche qui nous a fait avancer dans la voie tracée devant nous, soient autrement, soient meilleurs et mieux que nous.

Pour cela, le but à atteindre est tout simplement celui-ci : il faut chaque jour approcher un peu plus de l'organisation sociale au moyen de laquelle les besoins et tous les besoins de l'humanité, et les besoins également de tous les membres de l'humanité seront pleinement satisfaits. Par *besoins* j'entends le dévelop-

pement normal des facultés humaines, dans le sens de les faire servir à l'accomplissement des destinées que Dieu a imposées à l'homme. Il n'y a là ni monarchie *à tout prix*, ni république *quand même*....; il y a seulement justice et raison; il y a incompatibilité absolue avec quelqu'aristocratie sociale que ce soit : en un mot, il y a société, c'est-à-dire égalité de condition, ou de puissance, ou de moyens de réaliser le droit de liberté; il y a intelligence directrice de cette liberté; il y a indépendance de toute cause extérieure dans l'examen, l'acceptation ou le rejet de cette direction rationnelle, afin qu'il y ait aussi et toujours responsabilité morale pour ceux qui se refusent à l'accepter.

Hors de là, et avec l'esprit exclusif de conservation de ce qui est, avec les inégalités sociales établies de fait, les priviléges sociaux érigés en propriétés acquises, l'aristocratie sociale passée en droit prétendument inattaquable; on sacrifiera la condition essentielle de toute véritable société, LA JUSTICE, au maintien momentané d'une coalition, combinée tant bien que mal, de quelques exploiteurs, qui prennent insolemment le titre de *société humaine :* et on périra. *Propter vitam, vivendi perdere causas.*

Certes, je ne veux pas que nous revenions sur nos pas jusqu'à la vie des Sauvages; je veux, bien au contraire, que nous nous en éloignions de plus en plus, en cherchant au delà, bien au delà de la fausse civilisation qui menace ruine, l'association telle qu'elle doit

exister et peut se perpétuer entre des êtres tous également spirituels, c'est-à-dire intelligents et libres. Les Sauvages bien moins avancés que nous dans les sciences d'application, n'en ont souvent conservé que plus pur le sentiment moral, auquel force nous sera de revenir lorsque la raison nous en aura démontré l'incontestabilité logique. J'apprécie autant que qui que ce soit la civilisation et ses bienfaits matériels, les lumières répandues et leurs prodiges progressifs, et pour rien au monde je ne voudrais qu'on renonçât au moindre de ces avantages aussi positifs que précieux. Mais pour que les lumières nous mènent à bien, pour que les prodiges de la science soient réellement une conquête pour l'homme moral, l'homme de la société, pour qu'enfin les bienfaits de la civilisation soient durables, il faut (ce que les Sauvages, ces enfants de l'humanité, sentent beaucoup mieux que nous, dans la décrépitude de la fausse civilisation, ne voulons le comprendre), il faut qu'ils ne contribuent pas à tracer chaque jour plus cruellement profonde la ligne de démarcation qui divise l'espèce humaine en deux catégories distinctes, celle de quelques heureux pour qui seuls le progrès a des avantages, et celle de l'immense foule d'infortunés que la société retranche de plus en plus imprudemment de son sein, à mesure qu'elle croit avoir acquis plus de moyens de se passer de leur concours.

J'ai cité les Sauvages; voici une preuve de la justesse de mon opinion à leur égard :

Il y a trois cents ans, des Caribes qui avaient été amenés en France, dirent à Michel Montaigne qui le rapporte dans ses immortels *Essais :* « Qu'ils avoient aperçu qu'il y avoit parmi nous des hommes pleins et gorgés de toutes sortes de commodités, et que leurs moitiés (ils ont une façon telle qu'ils nomment les hommes *moitiés* les uns des autres) étoient mendiants à leurs portes, décharnés de faim et de pauvreté; et trouvoient étrange comme ces moitiés ici nécessiteuses pouvoient souffrir une telle injustice, qu'ils ne prinssent les autres à la gorge, ou missent le feu à leurs maisons. »

Le bon sens de ces hommes incivilisés, non encore étouffé sous les exigences de l'égoïsme, leur avait révélé une vérité importante qu'il suffirait aujourd'hui de pouvoir démontrer aux hommes qui, par leurs richesses et leur instruction, dominent la société, pour que celle-ci échappât, au bord de l'abîme, à la secousse fatale qui l'y précipitera.

Les *moitiés nécessiteuses des hommes gorgés de commodités,* ont jusqu'ici souffert l'injustice sociale *parce qu'ils l'ont crue de droit primordial,* et que l'homme *peut* tout ce qu'il lui semble *devoir*. Mais les idées ont changé complètement à cet égard : l'examen a pulvérisé à tout jamais le vieux dogme, que l'équité et la bonté de Dieu ne sont que pour le monde à venir. C'est *avant tout* dans ce monde-ci que nous avons été placés, que nous sentons et pensons, que nous devons obéir à Dieu, pauvres et riches, enfants du même Dieu,

au même titre et tout autant les uns que les autres. Ce n'est qu'*après cela* et en conséquence de cela, que nous parviendrons au mode complémentaire d'existence qui nous est destiné ailleurs, et auquel le mode actuel sert de préparation. Ce dogme nouveau commence à percer, pour tous les hommes, la croûte épaisse dont les préjugés d'une civilisation issue de l'autorité sur parole, avaient entouré le sens moral qui devrait être pratiquement commun à tous les hommes.

Quand il le sera, les innombrables malheureux que la civilisation mal comprise a faits et qu'elle multiplie sous nos yeux d'une manière si alarmante, seront précisément aussi avancés sur la question que nous traitons, que l'étaient les Caribes de Michel Montaigne.

Ils se diront que si Dieu est, il est bon, c'est-à-dire juste; que s'il est juste, il l'est toujours; que s'il a voulu qu'ils vécussent ici, il a dû vouloir aussi et il a voulu qu'ils y vécussent aussi heureux que possible; en d'autres termes, aussi heureux les uns que les autres, afin que, justes les uns envers les autres, ils arrivassent, tous et toujours également, par une perfection plus grande à un bonheur progressivement plus parfait, à travers tous les modes possibles d'existence que Dieu peut leur avoir destinés. Ils verront que *quelques hommes* seulement s'opposent à ce que cette *volonté de Dieu soit faite;* que ces quelques hommes, oublieux de leurs *moitiés,* ne se contentent pas de demeurer sourds à la voix de l'humanité et à celle de Dieu, mais qu'ils s'obstinent aussi à l'être à la

voix de la raison qui leur parle au nom de leur propre intérêt le plus palpable et le plus cher. Ils s'organiseront et combineront leurs moyens et leurs forces, comme ils se seront communiqué leurs idées, leurs espérances, leurs projets, savoir par la parole, l'enseignement, la presse; et *ils finiront* par faire ce que les Caribes s'étonnaient qui ne se fût pas fait plus tôt, c'est-à-dire par *prendre à la gorge* le petit nombre de leurs oppresseurs, ennemis de l'humanité et rebelles à Dieu, et par *mettre le feu à leurs maisons.*

Je ne dis pas que les pauvres aient soif du sang des riches : à Dieu ne plaise! Ce serait blasphémer Dieu et calomnier l'humanité. Ils ont tout simplement soif d'un peu de bien-être; ils demandent le *pain quotidien* qui nourrit l'ame et le corps, comme Dieu lui-même le leur a ordonné en les créant hommes. Y a-t-il, oui ou non, des gens qui, volontairement, ou par position sociale, par une nécessité du sort que la société leur a imposé, font obstacle à ce que le pauvre, l'ouvrier, le prolétaire, vive comme il a droit de vivre? Et s'il y a de ces gens-là, le pauvre doit-il abjurer son instinct de conservation, ne pas réclamer vivement l'exercice de son droit de conservation, doit-il violer lui-même son devoir de conservation, de peur de *troubler* le riche? Voilà la question. Eh bien! j'aurai le courage de la résoudre. Sans décider ce que le pauvre *peut* et *doit faire,* je me bornerai à constater ce que le pauvre *fera :* Si les obstacles à ce qu'il vive ne s'écartent eux-mêmes, il les écartera, lui, en les pulvérisant.

Cela sera !...

Je le déplore avec autant de sincérité que de force. Ceux-là mêmes qui m'accuseront méchamment d'y provoquer, sont précisément ceux qui le rendent inévitable et prochain pour tous, irréparable pour eux-mêmes à jamais.

La justice sociale, ressortissante à la raison uniquement, consolidée par le raisonnement humain et confirmée par l'assentiment libre de chacun, est, pour moi, toute la morale de cette vie, le culte qui attache cette vie à la vie future, le lien entre l'homme et Dieu. Avec cette religion, tout se conçoit, tout s'harmonise, Dieu, l'ame de l'homme, son intelligence, sa liberté, sa responsabilité, une morale universelle, les principes incontestables *a priori* du juste et du vrai, la société, l'humanité. « Il n'y a plus de religion sur la terre, a dit M. de Maistre : le genre humain ne peut demeurer dans cet état. » Je le crois comme lui.

Donc, ou une véritable religion s'établira *socialement*, ou la société s'anéantira.

La société se conservera quand les causes qui travaillent actuellement à sa ruine auront réalisé l'anarchie, qui n'est autre chose que le malheur de tous, amené par le désespoir de la plupart ; la nécessité fondera la religion sociale nouvelle et y convertira l'humanité entière. La justice aura son culte et la raison ses fidèles. La société sera régénérée.

30 octobre.

DE

LA FORCE ACCIDENTELLE

ET DE

L'ÉGALITÉ ESSENTIELLE.

N° 12 ET DERNIER.

> Je me suis habitué à voir le malheur, l'injustice et la démence régner sur la terre. J'ai vu les hommes et leurs institutions; l'indignation a fait place dans mon cœur à la pitié, en reconnaissant que l'infortune des opprimés était moindre que celle des oppresseurs. Dans mon enfance, je n'aimais que les victimes; je me suis pris de charité pour les bourreaux.
>
> GEORGE SAND

Il est temps d'arrêter ces publications. Les ÉTUDES SOCIALES n'ont et ne peuvent avoir qu'un but d'avenir. Or le caractère essentiel de *notre* présent est d'être tout actuel. Comment prendrait-il intérêt à des idées avec lesquelles, *pense-t-il*, il n'a aucun point de contact, aucune relation, rien à démêler; à des idées qui ne lui importent en rien?

Le premier objet des *Études sociales* est de convaincre que la société doit être étudiée; et il faut

l'étudier pour s'en convaincre : telle qu'elle est constituée aujourd'hui, elle l'est sur l'erreur, et mène inévitablement à mal ; il faut connaître l'erreur afin de pouvoir mettre la vérité à la place ; il faut avoir un sentiment vif du mal afin de vouloir lui substituer le bien. Mais il n'y a pas d'autre moyen d'arriver là que les *Études sociales* elles-mêmes. Si la société actuelle pouvait s'occuper de la société future, elle participerait de celle-ci, elle serait sauvée. Pour qu'elle voulût s'améliorer, il faudrait qu'elle fût déjà meilleure qu'elle n'est. On est dans une impasse dont la force des choses, c'est-à-dire la nécessité, pourra seule faire sortir.

Le présent qui se concentre en lui-même, se borne à lui-même, a tout à la fois raison et tort. Il a raison, en ce qu'effectivement, égoïste matériel et étroit jusqu'à la stupidité, il ne sera plus quand l'avenir appliquera les idées réformatrices dont l'humanité future sera la création : il a tort, en ce que, sinon l'existence du présent, du moins sa valeur, dépend de la préparation de l'avenir. Qu'il refuse de s'en occuper, je le conçois, car ce qu'il devrait savoir pour comprendre qu'il a intérêt à le vouloir, il l'ignore complètement ; qu'il devrait s'en occuper et même s'en occuper plus que de lui-même et pour lui-même, je voudrais le lui faire concevoir ; mais c'est en vain. Il ne partagera ma conviction à cet égard, que lorsqu'il n'y aura plus de choix possible qu'entre l'embrasser et périr. Les miracles — et la régénération humanitaire sera

un vrai miracle — ne s'opèrent que par la foi; et la foi est le résultat de l'action *morale*. Il faut *contraindre* de croire. Dans les temps de simplicité, c'est au nom de l'autorité surhumaine; dans les temps d'examen, c'est au nom de la raison. Mais pour cela, il est, avant tout, indispensable que la raison démontre qu'il y a pour tous et pour chacun un intérêt vrai, évident, immense, de recourir à elle, de n'écouter qu'elle, de s'abandonner à elle sans réserve et sans retard, sans égard aux intérêts fugitifs du jour. C'est ce que j'appelle la contrainte physique, qui naîtra de l'évidence d'un intérêt matériel et actuel, incontestablement plus grand que tous les intérêts reconnus jusqu'alors; et elle me paraît être la condition préalable *sine qua non* de l'action morale qui engendrera la conviction réformatrice de la société.

Ce sera l'œuvre du progrès de la liberté sans limites ni contrôle, c'est-à-dire de l'anarchie et des maux qu'elle traînera à sa suite.

J'ai cru de mon devoir d'émettre mes idées, même avec la certitude qu'elles seraient repoussées, ou du moins négligées, sans réfutation, sans discussion, sans attention, comme choses indifférentes, inutiles. Je suis sûr que ces idées sont vraies, qu'elles ont la raison pour elles, la raison qui est la même à toutes les époques, et qu'elles n'ont contre elles que les passions de l'époque *qui s'en va*. Le moment viendra quelles seront appréciées, acceptées, appliquées. Ce moment n'est peut-être pas si éloigné que l'on pense. « Tout

annonce, dit le comte de Maistre, je ne sais quelle grande unité vers laquelle nous marchons à grands pas.... Alors (quand nous y serons parvenus) des opinions qui nous paraissent aujourd'hui ou bizarres ou insensées, seront des axiomes dont il ne sera pas permis de douter; et l'on parlera de notre stupidité actuelle comme nous parlons de la superstition du moyen âge. » C'est dans cette catégorie que je range les opinions que j'ai professées sur l'insuffisance sociale de l'autorité et de la force, sur l'impuissance sociale de l'examen et de la liberté, et sur la nécessité sociale d'un principe de certitude rattachant incontestablement l'humanité à la morale et l'homme à Dieu. Ce seront là des vérités que, tôt ou tard, les enfants ne concevront pas qu'on ait jamais pu mettre en doute, et que les hommes prouveront qu'il est désormais impossible mettre en doute; des vérités que l'intelligence affirmera toujours, alors même que l'intérêt les aura niées, et qui, une fois que toutes les intelligences les admettront, empêcheront qu'il ne s'élève à l'avenir un intérêt contraire quelconque. Mon devoir est rempli; c'était là une affaire personnelle : le reste, c'est l'affaire de tous; Dieu s'en chargera et le temps[1].

[1] Dans les révolutions morales, les seules réelles et permanentes, il est, nous l'avons dit plus d'une fois, un élément qu'on ne néglige jamais impunément : *c'est le temps*. Les idées ne se propagent pas plus de prime-saut qu'elles ne s'imposent de force.

§ 1. — EXPOSITION.

Avant de clore mes recherches, je tiens à bien déterminer la position que j'ai prise. Elle se dessine nettement à côté de celle que j'ai assignée à la société dont nous faisons partie. J'ai appelé *faux* l'ordre qui y règne; et j'en ai donné pour preuve la misère, l'ignorance, la corruption, la violence, l'abrutissement auquel cet ordre prétendu donne lieu, qui en sont une conséquence naturelle, pour ne pas dire une suite infaillible. Un ordre où l'accroissement des populations est un arrêt de mort pour la plupart de ceux qui vivent déjà dans le dénuement; le progrès des sciences, une calamité sociale; l'industrie, une cause de détresse pour le grand nombre; les arts, un moyen d'amollissement et de dépravation; le commerce et l'agriculture, des motifs de lutte, de discorde et de haine, des nécessités de falsification et de fraude, des

Mais aussi les idées restent; et, *avec le temps*, elles amènent immanquablement le résultat qu'elles se proposent. « La révolution française (ce sont les paroles de M. de Chateaubriand) qui, quoi qu'on en dise, n'aura pas un effet très-considérable sur les générations contemporaines — nous le voyons bien — peut-être bouleversera l'Europe future. » — Je n'aurais pas écrit *peut-être*. La propriété exclusive et excessive disparaîtra devant les idées qui se trouvaient en germe dans l'abolition du droit de primogéniture par l'assemblée constituante. Le temps seul manque à cette révolution, et si rien ne peut suppléer ce temps, rien non plus ne peut empêcher la révolution de se réaliser.

immoralités : un ordre où des excès sans cesse renaissants troublent le repos public, où la conjuration toujours flagrante des malheureux menace la tranquillité et le bonheur de ceux qui jouissent, n'est certes pas plus un ordre vrai qu'un ordre juste, qu'un ordre humain.

Il y a progrès, et progrès rapide; mais ce progrès est faux comme l'ordre de choses sous lequel s'opère : il n'est point réel, parce qu'il n'est point moral; parce qu'il n'influe point également sur le sort de tous, ne contribue au bien-être que du très-petit nombre et à l'amélioration de personne; parce qu'il accroît et étend indéfiniment l'inégalité des conditions, et que par conséquent il augmente la richesse des riches et la misère des pauvres. Il a l'erreur pour base et l'iniquité pour résultat; il aura la dissolution de la société pour terme. Repousser ce progrès — j'en suppose gratuitement la possibilité — ce serait reculer vers la barbarie; car la barbarie l'a précédé et en est la cause efficiente : l'accepter — on ne saurait faire autrement — c'est hâter l'anarchie qui forcera la société à opter entre la dissolution finale que cette anarchie elle-même représente, et le progrès réel qui, satisfaisant tout le monde, deviendra bientôt l'ordre réel et sauvera de l'anarchie à tout jamais.

Je viens de dire que l'anarchie sera le résultat de la propagation et de l'extension de la liberté [1]. Cela

[1] Voyez aux États-Unis ce qu'a produit le morcellement

ne m'empêche aucunement de proclamer la liberté utile et bonne en tout temps, indispensable à l'époque actuelle. Dès qu'on discute, il faut pouvoir discuter librement pour que la discussion produise l'accord. La liberté est une condition rigoureuse de la découverte de la vérité; mais elle ne suffit pas pour faire faire cette découverte : il faut en outre l'emploi rationnel de l'intelligence; sans lequel elle n'enfante que la multiplication des formes que prend l'erreur. La liberté doit tout ébranler, et elle dominera tout : c'est une fatalité à laquelle nous, enfants de l'examen personnel, de la critique, de la liberté par conséquent, devons payer l'inévitable tribut, qui est la division, la décomposition, la destruction de la société. Étrange situation! Le despotisme est le seul mode d'organisation applicable aux hommes de ce siècle, qui ne sont ni ne peuvent être socialement d'accord sur rien, le seul mode d'organisation qui puisse leur imposer un ordre quelconque dont les chances de durée soient fondées sur l'argument unique devant lequel tous les esprits s'inclinent, l'argument de la force majeure : et le despotisme n'est plus possible en concurrence avec le principe de discussion libre, auquel, en dépit

illimité et désordonné de la souveraineté populaire. La démocratie matériellement numérique y a tellement exagéré le principe de l'égoïsme qu'il n'y a plus d'hiérarchie tolérable, plus d'autorité possible : l'individu a triomphé de la société.

de toutes les lois, de toutes les autorités, de toutes les tyrannies imaginables, la presse ne saurait plus faire défaut.

§ 2. — LA FORCE.

Arrêtons-nous ici pour constater la différence essentielle qu'il y a entre ce que la société devrait être, ce qu'elle sera par conséquent, si quelque chose doit être pour l'humanité, et ce que la société est réellement; en d'autres termes, entre le but *logique* de nos efforts et notre point de départ *obligé* pour l'atteindre. Quelle est l'*ultima ratio* de la société actuelle? La force. Toute autorité en vigueur, ou monarchique, ou aristocratique, ou populaire, arbitraire ou constitutionnelle, absolue ou oligarchique ou démagogique, représente la force et en tient lieu; toute autorité déchue ou en décadence se fait suppléer par la force. La loi, c'est la volonté du plus fort, dont la force seule assure l'exécution; le pouvoir, c'est la force en pied; la légitimité, c'est la force acceptée ou subie; le droit, c'est la force sanctionnée. Dans l'ordre des choses établi, tel qu'il est établi, il n'y a que la force qui oblige : si on parvient à la briser ou à lui échapper, on ne doit plus rien; on est quitte envers la société et envers tous; on est libre, on est roi : le devoir s'évanouit, et le droit ou la prétention à des droits s'élève.

Car nos lois conventionnelles ne sont que la reconnaissance des faits accomplis, l'enregistrement des

forces triomphantes, l'expression du bon plaisir des privilégiés dominants. Ce sont des transactions sur le passé, comme notre économie politique est une espèce de prévision de l'avenir : or les forts qui prévoient ou transigent naturellement en leur propre faveur, maintiennent leur opinion ou leur volonté *quand même*... afin d'en profiter. Les faibles, s'ils ne s'applatissent pas jusqu'à terre, s'ils n'abjurent pas toute personnalité, tout orgueil d'homme, sont écrasés. Où sont les principes? où est le droit réel? Ce n'est pas la société qui est organisée sur les principes éternels du droit, d'où tous les faits sociaux devraient surgir; ce sont au contraire les faits qui, au fur et à mesure qu'ils se produisent sans règle ni ordre quelconque, donnent lieu à un droit nominal, droit incertain, mobile et précaire comme eux. L'autorité sociale, qui n'est rien autre chose que l'expression de l'intérêt et de la volonté de la classe la plus forte, aujourd'hui la classe propriétaire, la classe des riches, fait les lois et crée le droit, pour elle, à l'exclusion de tout autre qu'elle, et jamais contre elle-même : elle demeure donc toujours au-dessus des lois et du droit, c'est-à-dire exempte de tout devoir; elle est une exception, un privilége d'où le droit émane et qui ne dépend aucunement de lui. Sa règle à elle, c'est le principe sur lequel elle est assise, savoir la force dont elle est pourvue, et qui l'a constituée en fait, les passions qui la font agir, l'impulsion étrangère conséquemment à laquelle elle obéit aveuglément : celle des autres, ce

sont les lois qu'elle fait arbitrairement comme son caprice et son intérêt l'exigent; en un mot, c'est le *fait* qu'elle déclare *droit*. Elle seule est indépendante : tout autour d'elle est esclave.

Faut-il une autre preuve de l'injustice radicale des lois, que la nécessité de l'emploi de la force pour les imposer et en garantir l'application? Si les lois étaient en harmonie avec la nature de l'homme, si elles répondaient aux besoins essentiels de tous les hommes, elles seraient obéies volontairement. Les meilleures institutions sociales sont, suivant J.-J. Rousseau, « celles qui savent le mieux dénaturer l'homme, lui ôter son existence absolue. » Je suis d'une opinion diamétralement opposée. Je ne crois pas plus l'homme essentiellement bon qu'essentiellement mauvais : je ne pense pas non plus que l'état de société soit une dépravation de la nature humaine. L'homme n'est ni méchant ni bon *naturellement* : il ne saurait être l'un ou l'autre que dans la société de ses semblables; sans cela quel serait l'objet de ses injustices, le but de son équité? Il ne serait ni intelligent, ni libre, ni responsable, ni susceptible par conséquent de mériter ou de démériter. Il vivrait sans se rendre compte à lui-même plus qu'aux autres de son existence tout animale, et des modifications qu'elle imprimerait à son être toujours à son insu, dépourvu qu'il serait de sentiment *réel* comme de volonté, de plaisir et de douleur *effectifs* comme de désir, semblable à l'aimant qui attire le fer sans éprouver de préférence pour ce

métal, à l'espace qui se remplit sans pour cela avoir horreur du vide.

« L'homme de la société, dit M. de Chateaubriand, est un être complexe. » — Non : l'homme de la société est le seul complet, le seul homme. Il n'y a pas deux espèces d'hommes, point d'homme de la nature. Tous les hommes se sont plus ou moins complétés, c'est-à-dire ont vécu réunis et unis plus ou moins parfaitement. Leurs besoins, leurs passions, leurs relations avec les objets extérieurs, les portaient passionnellement à se rapprocher. L'intelligence les a associés entre eux. Les familles, de même date que l'homme, sont, en s'unissant d'intérêt, devenues l'élément social. L'ordre, nécessaire à la société comme il l'est à la famille, s'est étendu de la famille aux relations entre les familles : le père de famille le plus vénéré a été le chef de la tribu; et la société a marché providentiellement, à travers la monarchie, l'aristocratie, la licence, le despotisme, vers l'égalité et le bonheur, par la raison et la liberté.

Sans association, l'homme n'aurait pas plus de langage que d'idées; tout comme sans idées et sans langage, il lui eût été impossible de constituer une association [1]. Qu'aurait-il à communiquer aux autres,

[1] Le langage, moyen et conséquence de l'intelligence humaine, a-t-il ou n'a-t-il pas été primitivement révélé à l'homme? Sans débattre ici ce problème *ex professo*, ce qui n'entre point dans mon sujet, je me crois cependant

lui qui ne serait en communication avec personne? et que communiquerait-il, ne pensant rien lui-même, ne sentant rien, ne se sentant même pas? A quoi bon la parole pour qui n'aurait rien à exprimer? A quoi bon les idées pour qui ne saurait s'en rendre compte, ni en rendre compte aux autres?

La vie sociale fait partie de l'être humain, comme la sensibilité, comme la pensée, comme le langage, comme sa propre vie individuelle : son individualité, son intelligence, sa liberté, sa moralité, sa dignité, sa valeur, sont à ce prix. Loin de dénaturer l'homme, la société doit donc le perfectionner en le développant dans tous les sens; doit compléter, en l'étendant, en l'élevant, en la sublimant, pour ainsi parler, son essence d'homme. Les institutions sociales doivent être puisées dans la nature même de l'homme, et en naître, je dirai d'elles-mêmes, afin de le mener le plus directement et le plus sûrement possible vers l'accomplissement de sa destinée d'homme; elles doivent agrandir et, qu'on me passe le mot, dérouler son individualité de toutes les manières et dans toutes les directions.

J.-J. Rousseau, en déterminant ce que devaient être les meilleures institutions possibles pour une société fondée sur le principe qui sert de base à la nôtre, a

obligé de dire ce que j'en pense. Seulement, pour ne pas interrompre le texte par une note trop longue, je rejetterai mes réflexions à la fin du volume, dans un *appendice* destiné à présenter quelques autres considérations purement métaphysiques, qui n'ont pas trouvé place ailleurs.

fait de cette société la critique la plus amère qu'il pût émettre. Néanmoins cette critique n'est que juste. Certes pour obtenir de l'ordre et de la stabilité avec nos idées, nos mœurs, notre éducation et l'état des intelligences qui en est la suite, il faut absolument dénaturer les hommes; c'est-à-dire, qu'il faut les faire plier à la seule force physique ou numérique, force inintelligente nécessairement : il faut comprimer leur liberté morale, supprimer leur activité spirituelle, en faire des esclaves, des brutes, des choses, qu'on dispose et dont on dispose arbitrairement, pour leur bien, *dit-on* parfois, sans leur assentiment *à coup sûr* et toujours.

Cela se peut-il? oui, pendant quelque temps, pendant les temps d'ignorance profonde des masses; lorsque tout est monopolisé entre les mains de quelques-uns, richesse, pouvoir et savoir; lorsque surtout un corps hiérarchiquement constitué, de prêtres ou de mandarins, conserve le dépôt des lumières, mais le conserve avec jalousie, pour qu'il ne s'en échappe pas un seul rayon émancipateur et fécondant. Dès que la vérité tombe dans le domaine public, ou que du moins le public a éprouvé le désir de la connaître, qu'il la cherche, qu'il discute ses conditions, qu'il examine pour prononcer, qu'il prononce avant d'agir : de ce moment, l'homme et tout homme a complétement revendiqué sa nature, l'intelligence humaine a repris son autorité, la liberté ses droits. Le despotisme, seul ordre possible encore, est devenu lui-même impos-

sible. Il ne peut plus y avoir société ou du moins aggrégation d'hommes qu'au moyen de la force; la peur les rassemble, la peur les tient réunis : mais la force qui sert de soutien à la société, l'ébranle en même temps et l'entraîne; et le pouvoir qui ne connaît d'autre appui que la force, d'autre garantie que la terreur, est bientôt lui-même paralysé par la peur et broyé par la force.

L'homme de la société est encore aujourd'hui, comme du temps de Jean-Jacques et plus même que du temps de Jean-Jacques, un animal dépravé : seulement je conteste que l'effet naturel de la société soit de le dépraver. Je dis que la société bien entendue doit l'améliorer et le rendre plus heureux. Le contraire a eu lieu jusqu'à présent par l'erreur et l'abus de l'intelligence : mais ce n'est pas en supprimant l'intelligence et sa manifestation sociale que nous y remédierons ; c'est en développant cette même intelligence moralement et socialement.

Rendons-nous bien franchement compte de ce qui existe, et de la seule origine qu'un pareil état de choses a pu avoir. De quel principe est-on parti ? quels moyens est-on convenu d'employer pour l'atteindre? Hélas ! avouons-le : le seul instinct humain a réuni les hommes; la nécessité de vivre ensemble a opéré en eux comme la nécessité de vivre; le sentiment de sociabilité les a emportés comme le sentiment de leur propre conservation. On n'a été, on n'a pu être dans l'origine régi que par le sentiment fondateur et

conservateur. L'esprit d'examen a depuis lors neutralisé et détruit ce sentiment, mis en opposition avec le sentiment plus vivace de la cupidité personnelle; puis continuant son œuvre de décomposition et d'égoïsme, il n'a pu que se détruire lui-même, en démontrant qu'il est insuffisant *par lui-même* et qu'il est impuissant *seul*. Maintenant il faut que le sentiment d'organisation et de stabilité renaisse, mais pour ne plus mourir, c'est-à-dire que sa rationnalité soit prouvée par l'intelligence et qu'elle n'ait plus à craindre la discussion.

L'association humaine aurait pu se borner, comme celle de quelques animaux, à une impulsion tout aveugle et tout organique de vivre en commun, toujours jusqu'à un certain point déterminé par la nature elle-même, toujours de la même manière, sans perfectionnement ni détérioration, sans modification possible, si les hommes n'avaient pas été essentiellement doués de liberté et d'intelligence, et forcés par conséquent à manifester tôt ou tard l'activité de l'une pour servir d'aliment à l'application de l'autre.

Je demande ici un moment d'attention soutenue. J'affirme que la société humaine n'a été jusqu'ici et n'est encore à présent que le fait de l'empirisme brutal ou animal de l'homme, fait tout matériel; que les choses ont été prises comme elles se trouvaient, et que, sans aucune combinaison logique tendant à faire découvrir la vérité et à faire triompher la justice, ce sont exclusivement les faits sur lesquels a été

élaboré le principe et qui ont constitué le droit, au lieu d'avoir été eux-mêmes une conséquence du droit et du principe. Notre fait social n'a dès lors plus eu d'autre garantie possible que la force; et celle-ci nécessairement a toujours tourné au profit de ceux que le fait social en rendait temporairement dépositaires, c'est-à-dire de ceux qui faisaient partie du même fait. De là devait surgir constamment et a surgi dans tous les temps la lutte incessante entre les forts, naturellement conservateurs du fait auxquels ils tenaient, et les faibles, naturellement hostiles à ce fait qu'ils cherchaient à remplacer par un fait auquel ils tiendraient de la même manière.

Supposez à ce fait tous les changements imaginables, précipitez révolutions sur révolutions, jamais il n'en naîtra un droit dans aucun sens ni pour personne. Vous aurez tour à tour la loi faite par et pour la violence, l'aristocratie du poing; par et pour l'autorité et se perpétuant au moyen de l'hérédité, l'aristocratie de naissance, la noblesse; par et pour la richesse, l'aristocratie de propriété et d'écus; par et pour la capacité, l'aristocratie d'intelligence, qui se confond en beaucoup de choses avec celle d'argent, puisque la science est monopolisée au seul profit des riches, et que les riches ne dominent que moyennant la capacité intellectuelle qu'ils se soumettent et qu'ils paient [1]. C'est-à-dire que vous aurez toujours le privi-

[1] Le *cens* électoral donne la capacité ou la suppose. Celui

lége; jamais la justice. Votre loi sera toujours par et pour quelques-uns, malgré et contre tous les autres : jamais elle ne sera ce que vous dites qu'elle est, savoir, l'expression de la volonté de tous, ni par conséquent favorable à tous. Il faudra toujours de la violence ou de la ruse, de la corruption ou de la terreur pour la maintenir, comme il en a fallu pour l'établir; et la terreur devra être de plus en plus vive, la corruption de plus en plus profonde, à mesure que le nombre de ceux par qui et pour qui la loi n'est pas faite augmentera, et qu'ils sentiront mieux que cette loi leur est souverainement dommageable et hostile.

Pour aussi longtemps que, à défaut de tout principe social, de tout droit *humain* — cette épithète est un pléonasme dont l'emploi est encore nécessaire parfois, — pour aussi longtemps, dis-je, que la force règne sans opposition sur la faiblesse, l'intrigue sur

qui paie à l'état telle somme, a les qualités voulues pour voter. S'il la paie deux fois, dix fois, cent fois, il a en effet, ou du moins devrait avoir ces qualités doubles, décuples ou centuples. Mais puisqu'il ne peut personnellement voter qu'une fois, il paiera pour deux, pour dix, pour cent autres, et acquerra deux, dix ou cent voix ; bien sûr, au moyen de cela, de rentrer *plus tard* dans ses avances *avec usure*. Cela est logique représentativement, et absurde rationnellement. C'est l'or qui domine, dans le but de battre monnaie;... jusqu'à ce que les bras qui font mouvoir le balancier s'avisent un jour d'enlever aussi les pièces.

l'ignorance et l'abrutissement, il y a *ordre*, en ce que les hommes sont classés et rangés matériellement d'une manière déterminée. C'est même quand la force domine seule et sans obstacle, que la société est, sous ces conditions, la plus heureuse, du moins dans un sens relatif. Mais si les esprits se réveillent, si seulement ils aspirent à s'éclairer pour s'affranchir, s'il y a tentative d'intellectualiser, de moraliser — et il est impossible que cela ne soit pas, un peu plus tôt, un peu plus tard; l'émancipation, avec les lumières, doit faire le tour du monde, parce que partout où il y a des hommes, il y a intelligence et liberté, — la guerre se déclare, le trouble naît, le désordre s'empare de la société; on y est positivement plus malheureux qu'auparavant. Il y avait erreur et esclavage; c'était là l'état social établi et accepté : mais si on cherche la vérité, si on tend à appliquer ce qu'on croit en présenter le caractère, cet état est remplacé aussitôt par une agitation, une perturbation sans fin pour en sortir.

Dès lors l'ancienne tranquillité ne peut pas plus être restaurée d'une manière durable que l'ancienne ignorance; on ne saurait retourner à la force nue : les lumières ne s'abjurent, ne se déposent même pas. On n'est pas libre de savoir et de ne pas savoir; et quand on sait, on est nécessairement entraîné à agir dans son propre intérêt que les connaissances acquises ont modifié. C'est une liberté nouvelle qui ne peut pas plus être supprimée que les nouvelles lumières

dont elle dérive. La société se heurte, se confond, se bouleverse, tantôt par la résistance de ceux qui vivaient de l'erreur et de la servitude publiques; et il y a recrudescence de despotisme: tantôt par les efforts aveugles et partant vains des amis de la vérité et de l'émancipation, qui ne réussissent qu'à formuler le doute, qu'à réaliser l'anarchie. Et, tant que les choses tournent dans ce cercle vicieux, la stabilité qui est le caractère essentiel de l'ordre vrai, est impossible. Toute certitude morale s'évanouit, le lien social se relâche ou se rompt, et l'égoïsme de l'homme resté seul avec la nature matérielle, ne peut enfanter que divisions, haines et désastres. Les révolutions se suivent avec une rapidité de plus en plus effrayante, avec une stérilité croissante de résultats heureux pour l'humanité et un redoublement de maux désespérants. C'est toujours à recommencer, et cela finit toujours plus déplorablement.

« Avant d'affranchir les corps, a dit J.-J. Rousseau, affranchissons les ames. » Cela sera éternellement vrai. Et c'est parce qu'on agit en sens contraire qu'au lieu de fonder la liberté sur les ruines de l'erreur, on ne fait qu'organiser la rébellion d'une erreur contre une autre, sans que jamais la liberté et l'ordre y gagnent. Toutes les tentatives de réforme sociale sont purement matérielles, ou organiques, ou passionnelles, comme on s'exprime : l'esprit qui devrait régulariser tout cela est compté pour rien; il demeure lui-même dans le vague et la confusion : esclave, il ne peut

enfanter que l'esclavage; et comme il se sent retenu et qu'il veut briser sa chaîne, il passe continuellement d'une servitude à une autre, il secoue un joug pour courber la tête sous un autre joug. Le but unique est et ne peut être qu'une émancipation politique pour telle ou telle classe jusque-là opprimée, telle ou telle catégorie plus ou moins dépouillée de ses droits dans la société. Qu'y a-t-il d'étonnant s'il n'en résulte jamais l'émancipation sociale, c'est-à-dire la suppression de toute classe, de toute catégorie, de tout privilége, l'avénement du règne de la justice et du droit, que tous les hommes doivent pouvoir réaliser au moyen d'un développement égal des facultés dont ils ont été doués pour travailler tout à la fois à leur perfectionnement et à leur bonheur?

§ 3. — L'ÉGALITÉ.

Avec l'intelligence et la liberté, il n'y a pas d'autre ordre possible que l'ordre réellement moral, c'est-à-dire l'ordre par le droit, l'ordre par l'égalité : car le droit est *un* comme l'intelligence, et nécessairement égal. Il n'y a pas plus deux droits que deux vérités, que deux esprits : tout ce qui n'est pas droit égal pour tous, est par cela seul injustice en faveur de quelques-uns et au détriment des autres; comme tout ce qui n'est pas vérité humanitaire est par cela seul erreur antisociale, violence inintelligente, tromperie corruptrice. Notre ordre prétendu, je l'ai dé-

montré, est sans droit puisqu'il est sans équité, sans égalité; il ne peut convenir qu'à la matière brute et se maintenir que par la force et le hasard.

Mais cet ordre est sans intelligence, et il est incompatible avec la liberté qui, elle, doit être intelligente surtout et avant tout. C'est l'ordre prétendu des passions qui sont essentiellement aveugles, dépendantes de l'impulsion organique, qui dépend elle-même du hasard des circonstances extérieures. Aussi, dans un pareil état de choses, la liberté et la moralité sont-elles des causes puissantes d'agitation et de trouble. Les gouvernements sont logiques dans le sens de leur conservation, de la conservation de l'ordre par eux et pour eux, en proscrivant autant que possible la liberté et tout effort intellectuel pour y atteindre par la recherche de la vérité émancipatrice, par la discussion, l'examen, l'enseignement, la presse, la parole, la pensée, et en substituant à la vraie morale, à celle qui fonde les droits de tous les hommes sur l'essence spirituelle et partant *une* de l'homme, la morale de leur intérêt à eux, appuyée sur une autorité mensongère qui elle-même n'a pour base que l'ignorance et la force. La pensée même la plus légitime est une protestation perpétuelle, puissante, contre le despotisme par la force ou l'autorité; et une protestation dangereuse, et tôt ou tard mortelle pour tous les despotismes. Les gouvernements, toujours dans l'etat donné des choses, sont donc nécessairement brutaux et immoraux : ils n'ont que cette ressource contre les

révolutions et le renversement, contre le mouvement désordonné des intelligences, qui ne conçoivent encore d'autre action morale que celle qui déplace l'injustice et qui punit l'oppresseur par l'oppression; ce qui suppose qu'il y aura éternellement des opprimés.

Il n'y a que la raison et le droit qui puissent remplacer notre faux ordre social par un ordre vrai; qui puissent reconstruire et consolider, de l'assentiment de tous, pour l'amélioration et le bonheur de tous. Or la raison et le droit excluent, avec l'inégalité, la force dont elles n'ont pas besoin, étant toutes morales et ne pouvant produire que des effets moraux par des moyens moraux exclusivement. C'est donc la force qu'il faut renverser ou plutôt supprimer comme illogique, comme inutile. Ne voyons-nous pas que l'autorité devient de plus en plus impossible chaque jour? Elle est attaquée partout, violée partout, honnie, bafouée, méprisée partout : elle est sans ressort, sans activité, sans puissance. Nous sommes devenus ingouvernables. Dans l'absence d'une raison sociale, c'est une calamité; car c'est la négation de l'ordre par la force, qui est le seul ordre aujourd'hui possible. Mais elle amènera le triomphe de la raison, sans laquelle on ne pourra plus vivre; et ç'aura été un progrès.

La liberté *actuellement*, c'est l'anarchie régularisée provisoirement et tellement quellement par la peur. Pourquoi? parce que nous vivons en société sous l'influence de la force et du fait, de la non moralité, dont la conséquence logique est l'individualisation,

l'égoïsme. Chacun vit pour soi seul, à côté de quelques-uns parce qu'il craint tout le monde. Plus la liberté est entière et étendue, plus l'égoïsme est étroit et impuissant : plus la terreur est grande, moins il y a société; c'est-à-dire, moins il y a union ou plutôt confusion de l'intérêt de l'individu avec l'intérêt social. On ne rentre dans l'ordre — ordre sans vérité, mais ordre après tout — qu'en se réfugiant dans la force pure, dans l'absolutisme.

Tant que la société ne sera pas fondée sur le droit primordial, socialement accepté, c'est-à-dire, tant qu'il y aura injustice sociale, il y aura inévitablement injustice individuelle; en d'autres termes, les hommes seront individuellement immoraux pour être conséquents avec le principe sur lequel est basée leur association. Quelle possibilité, si les conditions de liberté et de bonheur sont constitutionnellement inégales, que les déshérités n'envient, ne haïssent, ne combattent pas les favorisés? Cela ne se peut qu'aussi longtemps que les opprimés ont les yeux fermés. S'ils les ouvrent, si l'autorité est forcée de reconnaître qu'ils ont le droit de les ouvrir et de voir qu'il ne doit y avoir qu'une justice égale pour tous : oh! alors, la lutte s'engage infailliblement; et au cas que l'autorité triomphe, il y a despotisme; au cas contraire, il y a révolution et anarchie. Tout cela est naturel, rationnel, *fatal;* et rien de cela ne changera que lorsque le principe social sera socialement changé.

La morale devenue règle sociale, peut seule nous

L'athéisme de nos institutions libérales est réalisé par notre liberté des opinions et des cultes, par notre liberté de l'enseignement et de la presse. Or ces libertés ne sont autre chose que la liberté de penser et de croire, inhérente à l'essence de l'humanité. L'athéisme de la loi est un mal certes, et le plus grand des maux qui puissent affliger la société; mais, dans les circonstances présentes, il est un mal inévitable, nécessaire. Y substituer le bien opposé par voie de despotisme, c'est-à-dire matériellement, brutalement, ce serait pis, si ce n'était impossible. L'athéisme ne disparaîtra de la loi que par l'accord libre des intelligences et des consciences, qui proclameront spontanément *une seule* opinion, *une seule* religion; qui feront dominer *une seule* direction sociale et *une seule* éducation publique, et pratiquer *un seul* culte.

Que l'on porte les regards sur les temps passés comme sur le nôtre : tous les désordres, toutes les révolutions sont nées de ce qu'étant dans l'erreur, on essayait de rentrer dans le vrai; de ce qu'on ne voulait pas rester dans l'erreur, et que néanmoins on ne connaissait pas la vérité qui seule offre un refuge contre elle. Supposez que l'on soit volontairement dans l'erreur, c'est-à-dire que tout le monde prenne l'erreur pour la

pour se maintenir par la force ou par la justice exclusivement : seul moyen cependant qu'elle aurait de se maintenir; car la force et la justice sont incompatibles, si elles ne sont pas identiques.

vérité et y persiste sans contrainte — c'est ce qui arrive aux siècles de foi et d'autorité, — l'ordre règne puisqu'il y a accord social, intelligence, paix. Si cet accord pouvait durer, l'ordre ne serait pas troublé. Mais il ne saurait durer. Ceux qu'il froisse sont naturellement portés à chercher un autre ordre, un ordre meilleur pour eux. Pour cela, il faut qu'ils examinent, qu'ils choisissent : l'intelligence et la liberté humaines sont en jeu, l'ordre existant est attaqué; on le défend, et il y a lutte; finalement, il succombe, et il y a révolution. Sans les tentatives de réforme, d'amélioration, de propagation des lumières et de moralisation, il n'y aurait point eu de désordre. Tout n'eût pas été bien; mais n'y ayant pas de ressentiment du mal, tout du moins eût été accepté comme étant tolérable, et tout eût marché régulièrement et pacifiquement. Les crises réformatrices sont, dans la sphère sociale, ce que sont, dans l'économie animale, les maladies qui tourmentent l'organisme humain. Elles aussi sont des tentatives pour rentrer dans l'ordre normal, d'où des écarts de régime plus ou moins immédiats avaient fait sortir l'individu : réussissant, elles rétablissent la santé, avec l'équilibre des fonctions; sinon, elles tuent. Il en sera de même de la révolution sociale qui se prépare.

Nous en sommes au mouvement émancipateur et moralisateur, mouvement bien intentionné, je ne le nie point, mais dépourvu de science et de direction; et qui, par cela même, est la cause occasionnelle de

l'état de malaise où nous nous trouvons. Ce mouvement, je l'avoue avec bonne foi, est nécessairement infertile, dans ce sens que, malgré l'affranchissement qu'il paraît destiné à réaliser, il n'affranchit pas de l'erreur, véritable et unique cause de la servitude subie, et ne conduit pas vers la pratique de la justice universelle, seul et véritable but de l'application de la liberté. Car ni la vérité ni le droit n'ont encore été formulés de manière à enlever l'assentiment unanime de tous, condition indispensable pour que ces principes forment un véritable lien social. Tant donc que l'ancienne erreur prévaudra et qu'on ne pourra pas étouffer complétement l'idée et le désir de la redresser, il n'y aura ni paix ni trêve. Il faut absolument sacrifier le repos présent au bonheur futur; ainsi le veut l'humanité morale : ou renoncer à tout bien à venir pour conserver le calme établi; c'est ce que veulent les égoïstes matériellement nantis de tout ce qui constitue le bien-être physique de la vie présente. La persistance dans l'erreur eût été une cause d'ordre quelconque : les quasi-vérités qui sont la conséquence des efforts en quelque sorte instinctifs pour échapper à l'erreur, mais qui ne sont pas moins l'erreur qu'elle, donnent lieu à un état de choses provisoirement plus fâcheux par son résultat pratique; mais elles sont, je ne cesserai de le dire, le moyen providentiel que Dieu a disposé pour que l'homme arrivât à la vérité réelle et entière. Ce n'est qu'après avoir parcouru, et parcouru plusieurs fois, le cercle des erreurs et des maux

qu'elles engendrent, que nous entreverrons enfin la nécessité de les abjurer sans exception et pour jamais.

Passons en revue toutes les formes possibles de gouvernement sous l'empire du principe qui nous possède, si tant est que l'on puisse appeler la force *un principe*. Toutes sont du despotisme. Car la force d'un seul, ou de plusieurs, ou de la majorité, c'est toujours de l'oppression pour ceux qui la subissent, c'est-à-dire pour la nation entière, pour la plupart des citoyens ou pour la minorité. L'arbitraire royal ou l'omnipotence parlementaire, c'est toujours la servitude du peuple ou du moins de l'opposition tant au dedans qu'au dehors du parlement. Mais le pouvoir tend naturellement à se concentrer, à se centraliser, c'est-à-dire à réunir tous les caractères possibles de la force; sa forme la plus logique, en d'autres termes le plus rationnel des despotismes, c'est la monarchie *sans phrases*, la monarchie absolue : sous cette forme il peut se conserver longtemps, et ce n'est que lentement que le travail intellectuel de la liberté le sape et le renverse. Le despotisme démocratique est une forme beaucoup moins normale de la force matérielle; c'est la forme la plus hideuse et la plus insupportable. Aussi ce despotisme est-il sans cesse menacé dans son existence, soit par l'anarchie qui n'est que sa conséquence plutôt extrême qu'exagérée, soit par l'oligarchie ou la dictature qui, pour quelque temps, le protége contre le désordre, mais le protége en le mettant à mort : triste, bien triste remède, puisqu'il

ramène inévitablement, et souvent même promptement, le mal contre lequel on l'avait employé.

Ne perdons pas de vue que la force ne peut donner naissance qu'à un état de choses tout matériel; et que, dans cet état de choses, l'ordre naturel, c'est le despotisme d'un seul. Mais comme toute supériorité sur la matière suppose l'esprit, n'y ayant que lui qui puisse dominer, combiner, diriger des choses inertes ou du moins inintelligentes par essence, il s'ensuit que l'autocratie est une espèce de spiritualisme social infiniment au dessus de l'organisation exclusivement mécanique à laquelle le libéralisme constitutionnel représentatif s'est livré. L'intelligence du despote le guide et guide la société dont tous les membres sont supposés privés de l'intelligence requise pour éclairer leurs actes. Tant que cette supposition est admise, il y a ordre, paix, unité, je dirai harmonie. Mais le moment vient infailliblement où elle est mise en doute d'abord, niée ensuite par ceux qui la sentent fausse parce qu'ils se sentent eux-mêmes intelligents et libres à l'égal du despote. Si, à ce moment, la justice sociale était formulée, incontestablement démontrée et généralement reçue comme telle, la société se trouverait fondée sur sa véritable et inébranlable base; il y aurait bonheur pour chacun et stabilité pour tous. Au cas contraire, l'intelligence et la liberté, à mesure qu'elles sont réclamées par un plus grand nombre des membres de la société, abandonnent la société elle-même. Il n'y a plus une pensée unique qui ait

droit à caractériser l'ordre ; il y a autant de pensées que d'individus qui prétendent avoir des droits ; et chacun d'eux a une pensée différente, contraire, opposée ; et chacun prétend que sa pensée est la seule vraie, que par conséquent l'ordre devrait uniquement et entièrement reposer sur elle : car rien encore ne peut servir de critérium *social* pour définir ce qui est effectivement équitable et vrai.

« Quel temps vit jamais pareil gâchis, lit-on dans le *Nom de famille*, ce livre si abominable aux yeux des hommes actuels, parce qu'il peint la société immorale actuelle trait pour trait ; ce qu'ils appellent eux, prêcher l'immoralité ? Quand est-ce que les

on Certes, ce que le *Nom de famille* met sous des yeux est abominable. Mais l'auteur ne dit pas que cela doive être ; il dit que cela est. Et lui aussi le trouve abominable. A tel point même qu'on lui reproche d'être exagéré dans l'expression de son indignation contre une société souillée de pareilles ordures. On a accusé l'auteur de vouloir abolir la propriété et la famille. Ni lui ni personne ne peuvent abolir ce qui a pour raison d'être même l'essence même de l'homme. La propriété restera, parce qu'elle est la liberté réalisée, et que la liberté éclairée par l'intelligence c'est l'homme. Mais tous les hommes sont intelligents et libres : tous donc sont, c'est-à-dire doivent être, *seront* propriétaires au même titre. Ce n'est pas là *la communauté* ; c'est la justice sociale. La famille restera : c'est le plus *raisonnable* des sentiments organiques de l'homme ; et tous ses sentiments organiques doivent trouver leur aliment sous le contrôle de la raison. Mais, je le demande, les pauvres

oreilles de l'homme ont saigné d'un plus infernal tapage? Les idées abondent comme les chardons dans une terre retournée par l'ouragan et délaissée par la charrue, s'entre-étouffant, s'entre-dévorant si vite qu'on n'a pas le temps de les voir passer. Tout ce qui s'étend de l'affirmation à la négation, du despotisme pur à la liberté primitive, du plus audacieux athéisme à la croyance la plus timorée, est à la fois en mouvement. »

Cela prouve à l'évidence que, *pour qu'il y ait société*, il ne suffit pas que chacun ait, comme s'expriment les *honnêtes gens*, de la religion, des principes, de l'honneur, une opinion arrêtée, un système, et que

sont-ils autrement organisés que les riches? Les phrénologistes ont un développement cérébral pour le besoin de propriété et un autre pour l'amour des enfants, de la famille. Ces développements ne devraient donc se manifester que chez ceux qui peuvent exercer les facultés dont les organes sont les instruments? ou bien Dieu, qui a doué certains hommes de certaines facultés pour leur malheur surtout et pour leur malheur inévitable, est injuste.... Disons plutôt que notre société est inique, qu'elle blasphème Dieu : car les pauvres aussi veulent acquérir; ils voudraient, eux aussi, jouir des douceurs du foyer dont ils ne connaissent que les tourments. Y a-t-il une famille pour les esclaves? celui qui ne se possède pas lui-même, possède-t-il une femme, des enfants, une maison? Non! plus il aime, plus il est à plaindre; plus il multiplie les objets qui lui sont chers, plus il a avec le malheur des points de contact. Car tout souffre autour de lui, et il souffre dans

sais-je? Il faut que tous aient les mêmes idées, la même doctrine, une seule morale et une seule religion. Ce n'est qu'à ce prix qu'il peut y avoir un seul ordre, c'est-à dire de l'ordre social. Et si cet ordre est vrai, en d'autres mots s'il est fondé sur un principe incontestable, sur un raisonnement invincible, il sera durable; et l'abîme des révolutions avec celui de l'injustice, de la misère, de l'ignorance et du vice, sera comblé pour les siècles à venir.

On ne peut pas admettre autant d'espèces d'ordre qu'il y a d'hommes intéressés à ce qu'il y ait société, c'est-à-diré à ce qu'il y ait un ordre pour tous. Force a donc été, à défaut de pouvoir déterminer *a priori*

tout ce qui l'entoure. Le riche seul est son maître; le riche seul peut dire *mon bien, mon foyer, mon lit, ma femme, mes enfants,* moi. Et l'on naît riche ou pauvre, prédestiné à toutes les jouissances que l'organisme humain puisse porter sans fléchir, à toutes les peines qu'il puisse souffrir sans se briser; on naît avec le privilége des élus ou avec le stigmate de la réprobation! Et vous trouvez, bourgeois égoïstes et bavards, vous trouvez de la boursouffure dans les malédictions qu'on jette à la propriété, privilége exclusif de quelques-uns; à la famille, bonheur exclusif de ces propriétaires privilégiés. Prenez-y garde! Lorsque vous criiez : *justice!* les aristocraties cléricale et nobiliaire vous traitaient aussi d'exagérés, de brouillons, de factieux : leur puissance s'est évanouie. La vôtre s'évanouira de même avec *votre* propriété et *vos* jouissances domestiques, devant le cri des prolétaires qui veulent de la liberté *pour eux* et une famille *pour eux*. C'est Dieu et leur droit.

quelle est la véritable organisation et direction sociales, de déclarer que *toute* organisation et toute direction morales ou religieuses, sans lesquelles l'ordre est impossible, étaient illégitimes. Cela est passé en droit politique : la convention en a été écrite dans tous nos pactes constitutionnels qui, pour protéger le *fait* de l'ordre existant, ont consacré, ont garanti le *droit* de le modifier sans cesse, ou le renverser, le cas échéant. La vie spirituelle et morale de l'individu reste parce qu'il n'a pas été possible de la supprimer : mais elle est devenue inapplicable, si ce n'est pour faire atteindre par chacun les plus grands avantages actuels et matériels que la société puisse produire. Or là, l'intérêt de chacun agissant uniquement chez soi et pour soi, est diamétralement opposé à l'intérêt de tous les autres. Il a donc fallu, pour conserver l'ordre matériel *apparent*, lâcher complètement la bride à l'intelligence et à la conscience individuelles, les proclamer en dehors et au-dessus de l'action sociale, les livrer à l'anarchie morale, sans limites comme sans contrôle, afin d'échapper à l'anarchie de fait, c'est-à-dire à la révolte de chaque fait contre tous les autres faits, c'est-à-dire par conséquent au bouleversement et à la destruction de tout ordre quelconque. Mais on n'en a pas moins fondé un état de choses tout matériel avec des éléments essentiellement intelligents, un ordre faux sur la négation de tout ordre réel : ce qui est une cause toujours vivace de désordre présent, et une cause de ruine future.

Dans cet état de choses, né du fait primitif d'appropriation individuelle par priorité ou par actualité d'occupation, fait que la société a converti et qu'elle maintient en droit, et qui a donné naissance à toutes les lois qui nous régissent, à toutes les iniquités contre lesquelles nous nous débattons, il n'y a de droit réalisable que pour ceux qui participent au prétendu droit primordial, celui de propriété. Cependant l'appropriation ne ressort, ni de notre nature physique; car celle-ci ne nous assure que la possession de l'objet présentement en rapport avec l'un ou l'autre de nos besoins; ni de notre nature spirituelle; car celle-là est l'origine du droit réel, c'est-à-dire du droit égal pour tous, qui n'est compatible avec la propriété que lorsque l'appropriation est effectuée au profit de tous, occupants et non occupants. Pour la société fondée en justice et en vérité, il n'y a que le droit des hommes, qui en sont tous membres au même titre et au même degré, peu importe le fait d'un accaparement plus ou moins récent, plus ou moins étendu, plus ou moins absurde.

Notre société fondée uniquement en fait, par cela seul qu'elle est une aggrégation de propriétaires et de prolétaires, est aussi une coalition de maîtres contre un troupeau d'esclaves. L'esclavage des non propriétaires est la conséquence indélébile de la légalisation de l'appropriation. Ceux qui ne trouvèrent plus à s'approprier les choses nécessaires à la vie, durent forcément se faire *choses* eux-mêmes, et se laisser

approprier comme meubles, comme esclaves, serfs ou salariés, par les propriétaires qui dès-lors furent intéressés, dans certaines circonstances et jusqu'à un certain point, à les conserver, à les nourrir. Cette transaction était inévitable. Car comment les prolétaires auraient-ils vécu? et surtout comment les propriétaires auraient-ils fécondé leur richesse? Cette richesse n'était après tout qu'un moyen d'affamer les autres, et non de vivre soi-même : c'était une condition *sine qua non* de jouissance; mais non le bonheur réalisé. Elle n'était utile aux propriétaires qu'en ce qu'elle les exemptait de travailler de leurs mains, puisqu'elle leur assurait le moyen de faire travailler les autres pour eux s'ils voulaient eux-mêmes vivre de ce travail : car il fallait bien que quelqu'un travaillât, et, avec le secours de la richesse, produisît ce qui était immédiatement indispensable à la vie; il fallait donc de toute nécessité que les non occupants travaillassent pour les occupants, qui ensuite leur assigneraient sur le produit la plus petite part possible, pour qu'ils continuassent à rendre la richesse productive.

Les non travailleurs ne réussiraient pas ou du moins pas longtemps à faire travailler les autres pour eux, s'ils n'avaient sur eux que le seul avantage matériel de la possession du sol et des capitaux. Au lieu de féconder celle-ci, les derniers finiraient par trouver beaucoup plus simple de s'emparer des capitaux et du sol. Mais l'organisation sociale les en empêche *temporairement*. Les riches ont appelé cette organisation à leur aide,

en posant le fait de l'association des propriétaires qui ont monopolisé en leur faveur, avec les richesses, la science et le pouvoir : ils ont armé une partie des prolétaires contre l'autre, en chargeant les premiers de forcer les seconds à travailler pour les maîtres communs. Or les agents du pouvoir ne produisent pas plus que le pouvoir lui-même; et comme c'est le travail seul qui peut les nourrir, c'est encore aux prolétaires à redoubler d'efforts, à s'épuiser, pour alourdir le fardeau sous lequel on les écrase. Les oisifs prennent de toutes mains, commandent et jouissent; les travailleurs produisent, paient, servent et souffrent : c'étaient autrefois la bourgeoisie spéculatrice et le peuple ouvrier; c'est aujourd'hui le peuple ouvrier seul. Le gouvernement qui n'a d'autre mission que de le retenir dans l'oppression, n'existe qu'à ses dépens. Notre ordre social, tout au profit de quelques désœuvrés, est donc un moyen progressif de dépouillement pour l'universalité, et par conséquent de désordre et de destruction.

L'aristocratie d'argent n'a organisé et n'a pu organiser pour le peuple que la misère légale.

Une autre cause de détresse est celle du progrès de la science, qui rend l'homme de plus en plus indépendant de la matière en la lui faisant dominer en maître [1]. C'est sans doute, en thèse générale, une

[1] Tournez et retournez dans tous les sens la question de l'avantage, du reste incontestable en principe, que pré-

excellente chose. Mais, dans l'application présente, est-elle également bonne pour tous? Elle devrait l'être : mais évidemment elle ne l'est pas. Elle est au

sentent l'invention et l'application des machines à l'industrie, elle se résume toujours et tout entière dans la diminution du travail et, par conséquent, de la peine de l'homme. Si les machines ne font, *comme aujourd'hui*, qu'appauvrir les pauvres en enrichissant les riches, elles sont un mal et un très-grand mal, auquel Dieu remédiera tôt ou tard, fût-ce par l'extermination des riches.

Lorsqu'apparaît une nouvelle machine, il ne s'agit pour le riche que de produire plus et à meilleur compte afin d'augmenter son bénéfice; tandis qu'il faudrait en outre *et avant tout* que le pauvre fatiguât moins et gagnât tout autant, sinon plus, en un mot, vécût mieux.

Produire plus et à meilleur compte est, abstraction faite de toute autre considération, un bien pour l'humanité. On peut, il est vrai, trop produire pour telle ou telle circonstance, telle ou telle classe de gens, tel ou tel pays; mais le monde est vaste, et on est loin encore de produire assez pour tous les hommes.

Gagner plus est, même pour le riche, un droit inattaquable, qui ne cesse d'être légitime que lorsqu'il viole un autre droit, toujours sacré, un droit primordial, qui appartient essentiellement à tous les hommes, celui de n'être point froissés dans leur individualité, dans leur dignité, celui de remplir tout leur devoir, le devoir surtout de trouver leur bonheur dans le perfectionnement organique et spirituel de leur être.

Aussi longtemps donc que la diminution du travail sera accompagnée d'une diminution ou d'une suppression de salaire pour les ouvriers, pour qui le travail suffisamment

contraire mortelle pour la plupart. Voici comment. Les travailleurs vivaient par les oisifs, qui ne peuvent vivre sans que le travail, qu'eux ne font pas, ne soit fait par quelqu'un ou quelque chose. La nécessité du travail soumet l'homme à la matière. La science l'émancipe graduellement et en partie. Les machines travaillent à sa place. Mais pour qui? Seulement pour les oisifs qui y gagnent tout ce qu'ils devaient donner aux travailleurs. Ceux-ci y gagnent aussi, à la vérité, en ce qu'ils travaillent moins ou ne travaillent plus; mais comme le travail était pour

rétribué est une condition *sine qua non* d'existence, ce sera, non un avantage social, mais une véritable calamité humanitaire. Il faut que la peine diminue et que les moyens de satisfaire les besoins demeurent, ou plutôt qu'ils se multiplient *pour tous également,* et même dans une progression croissante pour ceux qui auparavant souffraient le plus et jouissaient le moins. Oui, les machines sont bonnes, bien entendu, pour autant que le droit humain de vivre par son travail, et de bien vivre, de vivre physiquement, intellectuellement et moralement, *comme Dieu le veut,* aura été reconnu par tous en faveur de tous, et qu'il aura été garanti par l'intérêt de chacun sans exception.

Cela revient à la question fondamentale de la prépondérance de la morale sur l'industrie, du droit sur la force, de l'homme spirituel sur l'homme matériel, ou *vice versa,* question que je crois avoir épuisée dans ces *Études*. Que ceux qui ont des oreilles pour entendre, comme a dit Jésus, et des yeux pour voir, et une intelligence pour comprendre, jugent : et surtout qu'ils agissent en conséquence de ce jugement de leur raison.

eux une condition d'existence, leur bénéfice se résout en une mort cruelle, la mort d'inanition. Combien cela durera-t-il? Cela durera jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'oisifs, c'est-à-dire de gens qui puissent réduire les autres à mourir de faim. Comment? Je n'en sais rien. Mais je sais que l'oisiveté privilégiée sera abolie un jour; car la science ne saurait l'être, et l'injustice doit l'être.

L'avantage qu'on ne contestera pas aux machines, et qui deviendra de plus en plus saillant, à mesure que la science se perfectionnera et que le peuple se multipliera et s'éclairera, c'est qu'elles coûtent moins et qu'elles ne raisonnent ni ne se plaignent jamais. L'ouvrier dont on ne veut plus, est un embarras; si on le renvoie, il peut devenir un ennemi. Les machines quand elles sont hors d'usage, on les vend; comme faisait Caton de ses instruments de labourage, de ses esclaves vieux ou infirmes. Hommes politiques qui repoussez l'absolutisme parce qu'il ravale la dignité humaine — je le repousse tout comme vous et pour le même motif, — est-ce à la république du vertueux Caton qui estimait ses esclaves à l'égal de ses charrettes et de sa ferraille; est-ce à celle du tyrannicide Brutus qui réalisait les *cinquante pour cent* qu'il retirait de ses capitaux, au moyen d'obsessions, de menaces, de sénatus-consultes extorqués et d'exécutions militaires : est-ce, dis-je, à ces républiques que vous aurez recours? Les empereurs du moins, ces fléaux de l'aristocratique liberté romaine, don-

nèrent du pain au peuple; et l'imbécille Claude affranchit de fait les esclaves que leurs maîtres refusaient de soigner et de nourrir, et jugea digne de mort le maître qui les tuerait. Quelle frappante leçon pour les réformateurs à coups d'institutions et de lois, pour les régénérateurs au moyen de quelques vains mots, de quelques formes creuses! Mais revenons.

Le capitaliste, dans les moments où il y a peu d'espoir de gagner beaucoup ou la moindre crainte de perdre quelque chose, fait rentrer ou laisse dormir ses fonds : l'industriel ferme ses ateliers, fait chômer ses usines et attend; ou bien il se tourne vers une nouvelle branche de fabrication. Dans l'état actuel de la science et la fièvre égoïstique des esprits, les industries s'élèvent, prospèrent, se transforment, décroissent et tombent avec une rapidité qui donne le vertige. C'est la concurrence, c'est la liberté : nul n'y saurait mettre obstacle; le despotisme s'y briserait. Il est rationnel, il est donc légitime, les choses étant ce qu'elles sont, de chercher par toutes les voies à s'enrichir, et de ne chercher que cela. Mais les malheureux qui souffrent, les petites fortunes qui sont bouleversées, anéanties, les ouvriers qui succombent puisque le travail et le pain leur manquent; c'est là la conséquence de cet ordre de choses, et cette conséquence est horrible : elle est destructive de l'ordre existant et de tout ordre quelconque; car là où les uns ne peuvent vivre qu'en torturant, qu'en épuisant, qu'en tuant les autres, il y a tout le désordre que peut

enserrer l'enfer le plus riche en crimes et en douleurs.

Les États où l'on produit plus qu'on ne consomme, doivent vendre beaucoup pour s'enrichir; doivent, sinon, vendre quelque chose pour subsister. Ils ont ce droit, et ils l'exercent au moyen, tantôt de guerres abominables, tantôt de *missions* hypocrites. Les conversions qu'on tentait jadis par zèle religieux, eux les entreprennent pour ouvrir de nouveaux débouchés à leurs fabriques : le sang qu'on répandait par un faux principe d'honneur ou par ambition, ils le versent pour placer des cotonnades. Ils conquièrent le privilége exclusif d'habiller le quart d'un peuple en mitraillant et brûlant un autre quart, et en réduisant la moitié à ne plus avoir de quoi se vêtir. C'est révoltant, mais sans remède. A moins que finalement les vaincus ne se lèvent en masse et n'organisent une tout autre concurrence que la concurrence commerciale dont ils sont victimes. Alors il y aura quelque chose de bien plus révoltant encore, et que notre *libéralisme* devra également subir comme une conséquence de ses doctrines : là où il y aura le plus grand nombre d'ouvriers, il y aura aussi le moins de consommateurs; car on n'écoulera plus en proportion de la fabrication passée, et les ouvriers sans travail n'achèteront rien que du pain tant qu'ils le pourront, et après cela, des armes pour se ruer sur leurs anciens maîtres, et se nourrir de cette industrie là — eux aussi ont le droit de vivre, — en attendant mieux.

Les conservateurs soutiennent que le mal gît dans

l'absence de principes; ils ont raison : ils évoquent les principes usés d'autorité et de foi; ils ont tort. Il faut des principes de raisonnement et des principes incontestables. — Les radicaux veulent la réforme des institutions et des lois; ils ont raison aussi. Mais ils ont visiblement tort d'entreprendre cette œuvre toute positive, à l'aide seulement de leur incertitude systématique qui n'affirme rien sur rien, et abandonne tout au vague et à la mobilité du doute. Les droits politiques étendus à la majorité, à la totalité d'une nation, ne lui apprendront rien à cet égard. Le vote universel n'a garde d'éclairer une question sur laquelle chacun des votants a une opinion individuelle qu'il lui est impossible de faire partager par ses co-délibérants.

L'art de gouverner les hommes se borne aujourd'hui à l'acte de lier le plus étroitement possible, par un intérêt commun, toutes les personnalités qui composent la force sociale; et d'individualiser ou de désunir le plus possible celles qui forment la masse dominée, afin d'affaiblir cette masse : ce qui constitue l'ordre pour les premières, qui demeurent au pouvoir sans opposition. C'est la question des minorités qui ne sont puissantes que pour autant que la majorité s'éparpille. Une fois que celle-ci en vient à se concerter, à s'accorder, à s'unir, elle triomphe sans obstacle; et toute minorité disparaît. Les gouvernements le savent bien : aussi divisent-ils à qui mieux mieux. Ils isolent aussi les peuples afin de dominer

partout, ce qui est la condition *sine qua non* pour qu'ils ne finissent pas par ne plus dominer *nulle part.* Le despotisme est frappé au cœur, dès l'instant qu'il cesse d'être absolu et universel. Les unions douanières entre nations indépendantes ne se concluront, quoi qu'on en puisse dire, et même les chemins de fer aidant, que lorsqu'elles seront devenues une nécessité d'existence, soit populaire, soit dynastique. Les douanes qui divisent les peuples, sont, après la censure qui les aveugle, le plus ferme soutien du despotisme.

Comme le pouvoir social est composé d'individus, il ne demeure *un* que pour le besoin de sa domination, c'est-à-dire pour la conservation de son autorité sur ceux qu'il domine. Dès que les dominés tentent de s'arracher à la détresse qui résulte pour eux de l'exploitation, il y a révolution des masses. Mais si l'oppression se maintient, c'est-à-dire si les opprimés demeurent isolés, l'autorité qui n'a rien à craindre s'individualise ou se divise à son tour; et il y a intrigue de cour, révolution de palais, conspiration et changement de noms et de formes. Les usurpateurs se pillent, se supplantent et se chassent entre eux : ce qui ne rend rien aux dépouillés primitifs.

On ne règne, on ne gouverne plus que par les rivalités, par les haines entre les sujets. Le despotisme n'est vulnérable que lorsqu'il se fractionne par des passions individuelles ou de parti. L'avenir avec la puissance est à l'unité.

Puisque la terre et l'or ne nourrissent pas le pro-

priétaire directement, et qu'il faut que le travail produise pour lui à l'aide de l'or et du sol, le propriétaire n'a d'autre moyen de s'exempter du travail et de vivre splendidement comme s'il travaillait beaucoup, que celui d'imposer les travailleurs à son profit, c'est-à-dire, de convertir en revenu pour lui la plus belle part du produit de leurs peines, sous prétexte qu'il leur permet de vivre sur ce sol et de ce que l'or fécondé par la tête et les bras de l'homme représente. Tout revenu donc ou tout intérêt payé par les prolétaires aux proprétaires, qui fixent eux-mêmes et eux seuls le taux de cet intérêt, et le fixent naturellement le plus haut possible, est le résultat du travail au profit de l'oisiveté. Si le travailleur ou le fermier gagnaient au-delà du stricte nécessaire, ils économiseraient; et à la longue, les rôles seraient intervertis. Car le travailleur, ayant acquis à son tour, deviendrait oisif et imposerait le travail aux autres, c'est-à-dire à ceux qui, avant cela, vivaient de son travail à lui.

Luther, ce roturier parvenu, comme l'appelle Boerne, disait déjà que les paysans deviendraient insolents s'ils n'étaient plus courbés sous les charges; que les ânes exigeaient des coups, et que le peuple voulait être gouverné avec violence et dureté. Le protestant du XVIe siècle, comme les libéraux du XIXe, haïssait les malheureux parce qu'il les craignait. Les réformes jusqu'ici n'ont eu pour but que de renforcer le privilége.

Le dénûment des masses est de nécessité pour les exploiteurs du privilége, pour la caste dominante,

pour le gouvernement. Cependant le mal ne peut atteindre impunément que certaines limites. Au-delà, il aurait pour résultat précisément ce que les propriétaires veulent éviter : il mettrait les prolétaires au désespoir; et ceux-ci se substitueraient à leurs maîtres pour faire d'eux leurs esclaves.

Ce que la société a l'air de faire en faveur des malheureux, ce ne sont dans la réalité que les puissants, les heureux, qui le font pour eux-mêmes dans leur propre et seul intérêt [1], et afin de ne pas être

[1] Cela est vrai pour les relations entre les classes d'hommes et entre les États comme pour celles entre les individus.

Y aurait-il, par exemple, rien de plus candide que d'attribuer à des motifs d'humanité les efforts de la politique anglaise pour empêcher la traite des noirs? Cette traite, utile au commerce rival du commerce d'Angleterre, est odieuse, sous ce titre, à celui-ci. Voilà tout.

La politique anglaise ne faisait-elle pas, il n'y a guère que quarante ans, pourrir les prisonniers français sur ses pontons? C'était l'intérêt de sa haine. Eh bien! l'Angleterre n'était pas plus méchante alors qu'à présent. Elle ne vaut pas mieux à présent qu'alors. De la passion et de l'égoïsme, toujours; avec ou sans atrocité, selon les circonstances et le temps : voilà nécessairement, dans l'état donné des choses, la politique internationale comme la morale privée.

Les traités entre souverains sont précisément comme les contrats entre particuliers : la force et la nécessité les imposent, la peur des baïonnettes ou des tribunaux les fait observer, la diplomatie et l'intrigue s'en moquent, la puis-

accablés sous le fardeau dont ils chargent les autres. Régner, qu'est-ce autre chose que faire souffrir *tout juste*, ni plus ni moins? que tenir toujours la mesure comble sans qu'elle déborde jamais?

Une autre conséquence de l'appropriation privilégiée, c'est l'antagonisme, pour ne pas dire l'hostilité entre les propriétaires et les prolétaires. La propriété individuelle, privée, exclusive, étant le privilége originel au moyen duquel on s'assure toute espèce possible de priviléges, toutes les jouissances, tout le bonheur matériel qu'on puisse imaginer, il est naturel que tout le monde y prétende, que ce soit le grand but, le but unique de tous les efforts et des

sance et la violence les rompent. Le droit des gens, quoi qu'on en puisse dire, c'est celui que dicte le plus fort; les lois de la guerre, celles qu'exprime la volonté du vainqueur. Libre aux simples de croire les principes, la moralité, l'honneur, *possibles* dans une pareille disposition des intelligences, et d'en déplorer l'absence continuelle. J'y vais plus cruement. Je nomme chaque chose par son nom : et je m'estime par là beaucoup plus utile à la société actuelle et surtout à la société future : car je démontre que la société actuelle est sans autre principe que la force, sans autre mobile que l'intérêt matériel, sans autre honneur que le succès, et qu'appuyée exclusivement sur de tels éléments, le vice et le crime sont de son essence, les révolutions lui sont inévitables, le malheur y est une fatalité; je démontre que la société future ne pourra s'appuyer que sur l'honneur, la moralité et des principes posés et acceptés par l'intelligence.

efforts de tous. Mais tout a été approprié : il ne reste pas un pouce de terrain, pas un centime de monnaie qui n'appartienne à quelqu'un. Il faut donc de nécessité que les prolétaires attaquent pour prendre, et que les propriétaires défendent pour conserver. Cela n'est de leur part ni bien ni mal ; la morale n'a rien à voir là-dedans : c'est tout simplement logique ; c'est l'effet naturel de l'intelligence et de la liberté humaines appliquées à une position indépendante d'elles, et s'exerçant irrésistiblement pour la satisfaction sensuelle de chaque individu au moyen de toute la force et de toute l'adresse dont il dispose.

Puis, la population augmente ; et quelle population ? celle des prolétaires exclusivement. Les riches qui calculent, ne veulent qu'autant d'enfants qu'ils peuvent en laisser riches comme eux. Les pauvres qui n'ont rien à calculer, abandonnent à la nature le soin de limiter leur descendance. Celle-ci croissant toujours, finira par tout écraser de son nombre : elle serait parvenue au même but si la richesse s'était divisée en plus de mains qui en eussent été d'autant moins redoutables contre elle.

Le fait posé en conséquence de cet état de choses est, de la part du plus faible qui n'a rien, un vol ou un assassinat pour vivre ou pour mieux vivre, que le plus fort qui a tout punit comme il l'entend pour se soustraire à la spoliation et à la mort. La sagesse de la classe propriétaire, c'est-à-dire dominante, consiste tout entière et uniquement à faire en sorte qu'il y

ait le moins possible à punir, qu'il y ait, en d'autres termes, le plus d'aisance possible répandue entre le plus grand nombre possible d'individus, de manière cependant à ne pas menacer le privilége établi en sa faveur, et que la masse prolétaire cherche continuellement à faire passer en ses mains à elle. Il y a inévitablement guerre, guerre sans relâche et sans résultat comme sans terme, entre ceux quelconques qui possèdent l'autorité matérielle ou la force, la richesse en un mot, et ceux, quels qu'ils soient, qui veulent la saisir. Aussi longtemps qu'il y aura richesse légalement privilégiée, richesse conséquemment qui aura le pouvoir social pour suite nécessaire, la division ou l'insociabilité, et tous les maux qu'entraîne l'égoïsme, savoir : la discorde, la haine, les violences, la cruauté, la misère, la corruption, la brutalité stupide, seront l'apanage de la triste humanité; et la société sera livrée à des troubles et à des bouleversements infinis.

Sous le régime dont nous parlons, le fait social résulte tout entier du raisonnement suivant : « Ceci est à moi parce que je suis le plus adroit ou le plus fort. » En conséquence, la *morale* de chaque individu doit nécessairement se résumer dans cette règle de conduite : « Je chercherai par tous les moyens à devenir le plus adroit ou le plus fort pour tout accaparer. » Car les hommes ne comptent dans la société que pour autant qu'ils participent aux choses dont la propriété a constitué l'inégalité des conditions sociales, laquelle constitue la société actuelle elle-même.

Il n'y a pas de milieu imaginable : il faut posséder ou être possédé; il faut dominer ou servir : qui n'a rien, ne se possède pas lui-même; il est irrévocablement acquis aux propriétaires. Il n'y a donc de liberté et de dignité, il n'y a de bonheur possible que par la propriété qui ne saurait suffire au bonheur. Ceux qui n'ont pas, ne peuvent être heureux; ceux qui ont, sont loin d'être heureux.

Comment le seraient-ils? Tout est malheur autour d'eux; et si, malgré cela, ils pouvaient jouir de leur bonheur, ne craindraient-ils pas de le perdre lorsque tant de gens sont intéressés à le leur ravir, brûlent de le leur ravir, et sauront, demain peut-être, qu'il ne leur faut pour cela qu'oser? Appellera-t-on *bonheur* l'ennui de l'homme qui ne croit pas à la réalité de la destinée spirituelle à laquelle il aspire malgré lui et comme d'instinct, et qui a entièrement rempli la destinée toute physique qu'il s'est faite, de manière que la vie lui est devenue un fardeau, un tourment de chaque jour, sans compensation d'aucune sorte?...

Et qu'on ne dise pas que nos révolutions de 1789 et de 1830 ont remédié à cet état de choses. Elles ont, il est vrai, dépossédé le clergé, dépouillé en partie la noblesse, aboli la primogéniture qui est la base de tonte noblesse foncière. Mais par là, au lieu d'extirper le mal, elles l'ont étendu, rendu plus intolérable et, autant qu'il était en elles, fortifié. En divisant la propriété individuelle privée, elles ont intéressé toute la classe intermédiaire à sa conservation. Elles ont ré-

formé exclusivement en faveur des riches, dont elles ont quelque peu augmenté le nombre en augmentant de beaucoup le nombre et la pauvreté des pauvres : elles ont, il est vrai, facilité aux savants les moyens de devenir riches, eux aussi, mais à condition que la science *s'aplatit* devant l'argent et que le génie se prostituât au service de l'oppression contre la misère. La propriété est arrivée par les révolutions libérales à l'apogée de sa puissance. Mais c'est aussi là l'exagération, comme c'est l'abus de sa puissance. Le morcellement sans bornes de la propriété tue celle-ci dans son essence même. Une propriété qui ne saurait être ni fixée ni limitée, ne peut plus être individuelle. A force de partages et de translations plus multipliées de jour en jour, la propriété elle-même se transforme ; et la société aussi. Espérons.

Car où menait l'ancien état social? A faire sentir que, sous sa forme, il n'y a jamais eu de pouvoir social vrai; il n'y a jamais pu y avoir de pouvoir légitime, de pouvoir immuable par cela seul qu'il eût été incontesté, et incontesté parce qu'il eût également convenu à tous, de pouvoir fondé sur l'évidence et sanctionné par la pratique d'une justice au-dessus de tout doute. La mobilité indéfinie des formes du pouvoir suffit de reste pour le rabaisser à n'être qu'un fait, issu de la force, de la ruse ou du hasard, et dépendant sans cesse d'une de ces trois conditions toutes matérielles. Si le pouvoir social avait eu la vérité pour base incontestable, et l'équité pour but, toute modification eût été impossible. Nous approchons du

terme où nous a fatalement conduits l'extension graduelle de la souveraineté, du monarque au sacerdoce ou à la noblesse, de l'aristocratie ou de la clérocratie à la bourgeoisie propriétaire et capitaliste : ce terme est la souveraineté déjà reconnue en principe sous le nom de *souveraineté du peuple*, et qui se réalisera en fait sous la forme de *souveraineté de chacun*, qui est l'anarchie. Car c'est la négation de toute hiérarchie, de toute autorité, de tout ordre, de toute société, de tout accord, de toute intelligence : c'est la victoire de l'individu sur la masse, le triomphe des passions de tous et de chacun sur les besoins et partant sur les droits de chacun et de tous, de la matière tout individuelle sur l'esprit toujours un, de la force sur l'intelligence, de la fatalité sur la justice. La société alors s'abîmera, ou elle reconnaîtra en droit et appliquera en fait, *pour continuer à exister*, l'égalité essentielle ou psychologique, et le droit égal de tout être doué de cette essence qui a la conscience d'elle-même et de ce qui l'entoure, avec les devoirs de ce même être proportionnés aux aptitudes qui résultent de l'organisme auquel il se trouve lié.

Le monde social tend visiblement, par la force des choses, à l'établissement de la société humanitaire. La souveraineté du peuple est la dernière phase de notre fausse souveraineté matérielle de l'individu, des familles, des castes, etc., que nous avons traversée si péniblement. Jusqu'à ce que nous soyons parvenus au but, faire le mal parce qu'on agit conséquemment à

de faux principes, est inévitable pour chaque homme; il n'est pas moins inévitable d'être malheureux, chez quelques-uns parce qu'ils ne remplissent pas toutes les conditions du bonheur, chez la plupart parce qu'ils n'en remplissent aucune. On a beau changer les personnes et les formes, rien au fond ne change : les actions sont, pour ainsi dire, nécessaires, et la position les détermine presque irrésistiblement. L'autorité matérielle politique mène à la ruine de toute autorité; l'autorité matérielle religieuse, au doute, à la négation de tout principe, à pis encore, à l'indifférence. On divise pour régner : mais la division produit infailliblement la fin du règne.

Toutes les espèces possibles de pouvoirs sociaux ont succombé tour à tour : les empires se sont écroulés; les différentes formes de gouvernement se sont précipitées l'une sur l'autre. Faut-il essayer de se passer de pouvoir et d'ordre? ce serait tenter l'impossible. Il faut donc fonder le pouvoir vrai, moral, par l'intelligence, sur les ruines de la force. Cela seul est possible comme devant durer. Qui s'opposerait à la justice pour tous, acceptée spontanément par tous, profitant également à tous? Que voudrait-on autre chose qu'elle? Tout ce qui n'est pas elle lui est indubitablement contraire, et rallumerait la vieille, l'éternelle guerre entre le fait et le droit.

En l'absence de tout droit incontestable, il n'y a de possible que des faits toujours contestés et attaqués. Or les faits, individuels eux-mêmes, individualisent

toutes choses; loin de lier, d'harmoniser, ils troublent et divisent. Pour établir en droit prétendu un fait quelconque et le maintenir prédominant, il faut d'abord la force nue : puis on raffine peu à peu sur cet égoïsme brutal; on fait du droit conventionnel un moyen d'accaparement et de conservation, des lois une spéculation, du pouvoir d'opprimer une propriété dont sont l'objet tous ceux qui n'y participent point. Nous en sommes là; et ce sera la marche des choses aussi longtemps que le pouvoir appartiendra, soit au plus fort comme c'était autrefois, soit au plus adroit comme le veut aujourd'hui la civilisation, et jusqu'à ce qu'il devienne l'apanage naturel du plus juste.

Chaque jour les masses s'instruisent sur les moyens les plus prompts et les plus faciles de substituer un fait politique à un autre fait, c'est-à-dire de faire une révolution ; et elles forcent le gouvernement existant, quel qu'il soit, à reconnaître et à garantir d'avance la légitimité de toute révolution qui réussit, tout en prenant toutes les mesures possibles pour empêcher les révolutions de le jeter à bas, lui gouvernement existant. Du reste, les substitutions révolutionnaires sont toutes également stériles pour la société : car les masses qui les opèrent ne se doutent pas le moins du monde de ce qui devrait en être le résultat; elles ignorent quel est *le droit* qu'il faudrait mettre à la place de tous *les faits* quelconques. Aussi le fait qui triomphe momentanément est bientôt heurté, ébranlé, renversé par un fait nouveau.

Le fait déchu était l'œuvre des intrigants d'hier qu'ont supplantés les intrigants d'aujourd'hui à l'aide du fait établi, en attendant qu'ils succombent sous les intrigants de demain et sous le fait qui doit enrichir ceux-ci à leur tour. Le bon public qui paie les frais de ces vains remuements, est toujours prêt à soutenir les intrigants quelconques qui, sans rien avoir de meilleur à proposer, promettent du moins de le débarrasser de ce qui décidément ne vaut rien. Le mécompte ne tarde guère à être suivi du regret.

§ 4. — LE PRINCIPE SOCIAL.

— Vous démontrez sans peine, m'objecte-t-on, que ce qui a été jusqu'à présent était mauvais, du moins dans un sens relatif, et que ce qui est actuellement est mauvais dans un sens absolu : nous savions cela ; et nous sommes assez disposés à croire avec vous que la société a marché progressivement à sa perte, en marchant au développement de l'intelligence individuelle et de la liberté égoïstique sans règle aucune. Nous vous accordons en outre, que rien ne devait s'opposer à cette marche et à ce progrès, puisque l'égoïsme désordonné peut seul rompre l'association humaine que l'autorité a établie, que la force sauvegarde, et parvenir de cette manière à fonder la société véritable, celle appuyée sur l'intérêt de chacun par l'intelligence de tous. Nous supposerons enfin ce que vous affirmez, savoir que c'est là le suprême refuge

pour l'égoïsme, réduit en dernière analyse à sauver l'humanité entière pour échapper lui-même à la catastrophe commune qui envelopperait toutes les individualités dans la ruine générale. Mais, de grâce, quel est positivement le remède que cet intérêt personnel appliquera au mal? La raison humaine, dites-vous : ce serait au mieux, s'il y avait réellement là quelque chose de positif. Mais comment préciser cette raison pour la réaliser? Qu'est-elle en effet? A quoi la reconnaît-on entre tant de passions, tant d'erreurs, tant de mensonges qui prennent son masque? Personne encore n'a clairement défini la raison, ni indiqué nettement les moyens propres à faire accepter sa définition par tous les membres de la société, et à leur y faire conformer leur conduite. Faites donc mieux : sans attendre que d'horribles malheurs nous forcent, en désespoir de cause, à poursuivre inutilement un principe essentiellement vague et incertain, organisez d'emblée le travail, pour nous servir de l'expression à la mode; et vous aurez réformé l'ordre social tout entier. Car l'organisation du travail est nécessairement l'émancipation des travailleurs, n'y ayant d'organisation ou d'ordre intelligent que parmi des êtres libres : c'est donc l'abolition du privilége exclusif de liberté, d'honneur, de bonheur, de vie, dont jouissent, sous l'ordre de choses actuel, les propriétaires de la terre et des capitaux.

— Je répondrai à cela, que de vouloir organiser matériellement avant de connaître et d'avoir prouvé

le principe moral en vertu duquel tout devra être coordonné, qui reliera toutes choses parce que toutes choses procèdent de lui et y tendent, le principe moral en un mot auquel les hommes qui doivent faire partie de l'organisation assentiront tous parce qu'il leur sera palpablement à tous également favorable, c'est commencer l'œuvre par où il faudrait la finir. Une fois ce principe découvert, proclamé et démontré, et généralement adopté parce que démontré incontestablement, l'organisation n'est plus qu'une affaire de forme, qui suit d'elle-même. Je suppose, par exemple, que le droit égal *pour chacun* de vivre convenablement de son travail fût démontré socialement et par conséquent exercé, ce serait là la propriété primordiale, la propriété-mère, qui dominerait toute autre propriété : le dénuement, l'ignorance, l'abrutissement, seraient devenus impossibles ; le développement physique, intellectuel et moral, par l'éducation sociale, par le partage équitable des produits du travail, socialement garanti, par le loisir et les jouissances de la société acquis à tous, serait assuré. Comment? Je l'ignore. La chose aurait lieu indubitablement, et toute la question est là. L'organisation, c'est-à-dire le mode d'exécution, n'est que secondaire. La chose étant, sa manière d'être serait naturellement conforme à son essence. Tous les obstacles qui s'opposent présentement à sa réalisation seraient levés, et toutes les conditions de cette réalisation existeraient. Cela serait, et serait précisément comme ce doit être. Que faut-il de plus?

Vouloir organiser la société matériellement, c'est du despotisme pur auquel résisteront, et avec droit et raison, tous les membres de cette société. Lui soumettre le principe qui doit entraîner moralement tous ses membres vers une organisation unitaire, c'est réaliser la souveraineté de l'humanité, celle de la raison universelle.

L'organisation *forcée* du travail est le but de toute réforme matérielle, le résultat final de cette espèce de réforme, sous n'importe quels dehors apparents et à n'importe quelles conditions. Le but vers lequel je tends, moi, le résultat que je me propose, c'est au contraire une réforme toute spirituelle et, par conséquent, toute *volontaire*, toute morale. Je ne reconnais pas d'autre réforme ; je ne crois aucune autre régénération possible. On confie aujourd'hui le soin de maintenir l'ordre exclusivement à l'égoïsme organique et à la concurrence des intérêts positifs, c'est-à-dire à la force et à la ruse. Je voudrais au contraire que l'ordre fût garanti par l'égoïsme spiritualisé, c'est-à-dire par l'intelligence éclairée et la morale démontrée.

Aussi longtemps que la vie par le travail, et la vie d'homme, organique, intellectuelle et heureuse, n'est pas considérée comme un droit et protégée comme une propriété, qu'aucun droit de propriété sur les moyens de production, sur le sol et la richesse, ne peut entraver, tous les essais d'organiser le travail échoueront toujours et nécessairement. Car qu'est-ce

qui empêche d'organiser le travail? Rien autre chose que la propriété du sol et des capitaux, de laquelle le travail dépend. Or c'est là le pouvoir social. C'est là ce qui organise, et n'organisera jamais que pour rendre plus étroite encore, c'est-à-dire plus lucrative, la dépendance qui rend toute organisation libre impossible. Vous pouvez bien dire aux propriétaires et aux capitalistes : « Assurez aux travailleurs un quart, un tiers dans vos bénéfices; exemptez-les de toute charge; qu'ils aient le temps de repos physique indispensable pour ne pas naître, vivre et mourir en bêtes de somme; donnez-leur l'éducation et les jouissances auxquelles elle initie. » Si vous n'êtes que moraliste, ou publiciste, ou socialiste, ils se moqueront de vous : si vous êtes le dépositaire de la force sociale, ils vous destitueront, vous chasseront ou vous tueront, pour vous apprendre que la force c'est la propriété, ce sont les capitaux; que vous n'êtes que leur instrument, et que si vous voulez ce qu'ils ne veulent pas parce qu'ils ne croient pas de leur intérêt de le vouloir, ils vous jettent de côté ou vous brisent.

Aujourd'hui, partout où le pouvoir veut, dans son intérêt à lui, intérêt de personne ou de dynastie, faire adopter quelque mesure d'intérêt général, si les grands intéressés, propriétaires, capitalistes, industriels, commerçants, peu importe, se croient lésés, il faut que ce pouvoir cède ou tombe : car c'est *par* les grands intéressés qu'il est ce qu'il est; et ils savent fort bien lui faire comprendre que, sous peine de chute,

c'est *pour* eux qu'il doit être ce qu'il est. Le pouvoir n'est pas intellectuellement plus avancé que les capitalistes; mais son intérêt lui inspire parfois des vues moins mesquines. Du reste, son existence sauve — et il finit toujours par s'entendre à cet égard avec les capitalistes qui ont besoin d'un pouvoir quelconque pour les défendre contre les non capitalistes, — le pouvoir, aussi bien que les capitalistes, oublie le peuple, les malheureux, l'humanité. *Chacun pour soi!*

L'autorité gouvernementale, qu'elle se soit d'ailleurs fait représenter par un roi, ou un président, ou des chambres; l'autorité, c'est la force matérielle, toujours à la disposition de la richesse, laquelle prime dans le sens le plus absolu, sous quelque forme que ce soit. N'est-ce pas la propriété du sol et des capitaux en France qui a fait succéder le directoire à la convention, l'empire au directoire? qui a substitué la restauration à l'empire et finalement la royauté bourgeoise à la légitimité? Car la république, la gloire, le droit divin, étaient encore des principes, tandis que la monarchie de 1830, ce ne sont plus que la propriété et les capitaux incarnés; c'est l'intérêt dans toute sa matérialité; c'est l'or avec toute sa fange. Aussi au premier écart que ferait cette monarchie de la ligne que la propriété lui a tracée, elle cesserait d'exister. Et cela n'est pas seulement vrai en France. Que deviendrait le pouvoir constitutionnel anglais, s'il froissait l'égoïsme propriétaire et parlementaire des tories et des wighs pour soulager les ouvriers expirants? que

n'aurait pas à attendre de l'omnipotence des boïards le prétendu autocratisme russe, s'il persistait à vouloir protéger les serfs? A moins qu'ils ne déclarent une guerre à mort au privilége et ne le prennent corps à corps, ce que certes ils ne feront jamais, il n'y a pour nos pouvoirs plus ou moins absolus d'autre alternative que de se dévouer à la propriété ou de rentrer dans le néant.

Rien n'est tristement plaisant comme de voir nos gouvernements monarchiques représentatifs, fondés sur le privilége sous toutes ses faces, proposer à ceux qui en vivent, des économies en faveur de ceux qu'il ruine : en d'autres termes, proposer aux privilégiés de vivre moins largement sous prétexte que les non privilégiés ont droit à ne pas mourir de faim; ce dont, ni les privilégiés, ni le gouvernement lui-même ne croient pas le premier mot. C'est plus que désespérant, c'est plus qu'absurde de devoir attendre la modération du privilége des seuls privilégiés. Je sais cela, et je le dis.

Mais je ne sais ni ne puis savoir ce que seront dans la société à venir, tant l'organisation du travail que la constitution de la propriété, ce que sera par conséquent tout l'ordre social à venir lui-même : car c'est la même chose. Je sais seulement qu'il y aura un ordre social futur, qui sera l'ordre vrai, l'ordre juste et stable, parce que l'ordre faux de nos jours ne peut se soutenir plus longtemps, et qu'il ne peut être durablement remplacé que par ce qui lui est opposé

diamétralement. Je sais en outre quelles sont les vérités, quel est le principe sur lequel tout cela sera fondé et d'où tout cela procédera; et je le dis. Ces vérités sont en dehors de la matière et au-dessus d'elle : ce sont Dieu, l'ordre et la justice absolus, par conséquent l'unité et l'égalité absolues; et l'immortalité de l'être humain se sentant et se connaissant, et voulant librement d'après ses lumières et ses convictions; et l'état futur de cet être, résultant de sa conduite présente : ce sont l'équité humanitaire, basée sur la parfaite égalité des ames; et la société terrestre sanctionnée par l'intérêt évident de ces ames; et la fraternité des hommes reposant sur la paternité de Dieu.

La logique sociale sera fort simple : « La matière ne rend raison de rien, pas même d'elle, ni de sa propre existence, ni du but de celle-ci. C'est hors d'elle, c'est dans l'esprit qu'il faut chercher quel est l'ordre moral et physique. L'essence spirituelle de l'homme est l'égalité. La mission terrestre des ames humaines est donc de réaliser le plus possible, temporellement, l'égalité qui est le but de la société et qui constitue le perfectionnement de ces ames, c'est-à-dire leur bonheur en tout état et sous toutes les conditions. »

Je sais enfin qu'il faut que ces vérités découlent d'un fait éternel, immuable, que nul ne saurait nier, et en découlent nécessairement par déductions d'identité, sans pouvoir être récusées par personne : ce fait, c'est la même certitude que chacun a de soi comme étant ce qu'il est, c'est le sentiment qu'a cha-

cun de sa propre existence. Il sera incontestablement démontré pour tous qu'elles en découlent, le lendemain du jour où notre société indifférente et sensuelle, notre société de boue et d'or, d'égoïsme par la violence et d'égoïsme par l'astuce, notre société de corruption et de brutalité se sera affaissée sur elle-même, et n'aura laissé d'existence sociale, c'est-à-dire d'existence humaine possible que par l'égalité des conditions sociales, conséquence forcée de l'égalité des destinées spirituelles de l'homme.

C'est là ce que je me suis attaché à bien établir dans ces écrits, les derniers probablement au moyen desquels je remplirai le devoir de communiquer aux hommes, mes frères, même inutilement *pour le moment*, des idées que je crois utiles *pour l'avenir*. Ma mission se borne à dire ce qui doit être. Un autre viendra qui prouvera que cela est réellement. Je n'ambitionne que d'avoir été son précurseur [1]. D'ail-

[1] Le travail par lequel le dogme social doit être prouvé, existe. J'en avais l'espérance fondée depuis longtemps; j'en ai aujourd'hui la certitude. L'*Exposition* de la SCIENCE SOCIALE que j'ai sous les yeux présente le problème de la seule manière qu'il puisse être éclairci : c'est déjà un immense service rendu à l'humanité. Ma confiance dans la haute et droite intelligence de l'ami qui vient de m'envoyer le manuscrit dont je parle, me garantit qu'il résoudra le problème; c'est-à-dire que, partant du seul sentiment qui soit le même pour tous les hommes et toujours le même pour chaque homme, *le sentiment de sa propre*

leurs, nous ne serons écoutés, l'un et l'autre, que lorsque personne ne croira plus avoir intérêt à se boucher les oreilles à nos paroles; lorsque, la vieille société étant tombée en pourriture, il n'y aura plus de salut pour ceux qui voudront continuer à vivre dans une société quelconque, qui voudront continuer à vivre, que dans l'application *sociale* de la justice la plus stricte, sans aucune transaction avec un passé tout à la fois destructeur et détruit.

Ma mission est de représenter l'homme comme essentiellement composé d'un organisme mobile par sa nature matérielle, et d'un esprit, par sa nature, invariable; comme ne cessant jamais d'aspirer ici-bas à la stabilité morale qui est le but de son être, à travers les vicissitudes infinies dont se compose la vie terrestre, désirs, espérances, illusions et déceptions, qui se succèdent sans relâche et se résolvent toutes dans la mort, la seule espérance humaine qui ne trompe pas. Je me

existence, il en déduira incontestablement et par enchaînement d'identités, la règle des actions privées et publiques, entre individus et entre peuples, en d'autres termes la morale et la société.

Je ne suis point autorisé à nommer l'auteur. Je me bornerai à l'exhorter à publier son travail et à le signer. Je crois qu'il le doit; et je sais qu'il n'a jamais reculé devant ce qu'il devait faire, *quand il le pouvait*.

Je m'estimerai heureux d'avoir pu lui préparer la voie, en appelant l'attention sur les questions qu'il était *lui* destiné à résoudre.

sens le devoir de rappeler que, sans la certitude de l'immortalité de son essence spirituelle, l'homme ne peut mépriser ni la douleur ni la mort physique, et que quiconque craint, *au-dessus de toutes choses*, de souffrir corporellement et de mourir, ne saurait être ni libre, ni juste, ni social par conséquent, ni heureux. « Je pense, dit le sceptique Cicéron, que, sans la piété envers les Dieux, il ne peut y avoir ni foi ni société entre les hommes, et que la justice, cette vertu par excellence, se trouve anéantie. »

§ 5. — RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

Repassons rapidement les considérations principales sur lesquelles j'asseois le système que je me suis formé, et auquel je tiens de toute l'énergie de ma volonté.

Mais avant tout, qu'on me pardonne mes fréquentes répétitions : elles m'ont paru d'autant plus excusables que ces *Études sociales* ne sont autre chose, dans la réalité, qu'une espèce de conférences familières avec mes lecteurs. En outre, elles seront peut-être utiles à la cause sacrée que je défends. Car, quoique mon idée soit commune, il me semble que la manière de l'appliquer, comme je fais, *dans un sens absolu* à la science sociale, ne l'est pas. Ce n'est certes pas la première fois qu'on fonde la société sur la religion. Mais de dire que tout remaniement social sera nul, quelqu'artistement qu'il puisse être combiné, si la réforme n'a

pour base le spiritualisme—Dieu et l'ame immortelle prouvés à l'intelligence; — si, en d'autres termes, elle n'est toute morale et opérée par des moyens purement rationnels; si enfin elle ne substitue l'incontestabilité à la foi qui, socialement, est morte et ne renaîtra plus, et au doute qui, socialement encore, annihilerait tout : je pense que cette proposition est neuve et que quelques redites, loin de nuire, ne pourront qu'aider à son entier développement.

Je ne le cache pas plus aux autres que je ne me le dissimule à moi-même : quelque profonde que soit ma conviction, elle est encore plus de sentiment que de raisonnement. Je suis convaincu que ce que je crois vrai sera prouvé, un peu plus tôt, un peu plus tard; que tout le monde le saura quand il sera nécessaire, indispensable qu'on le sache, et qu'on l'enseignera à la jeunesse pour qu'elle le croie en attendant qu'elle aussi se le soit prouvé. Mais, enfant de mon siècle de doute et des siècles de foi qui ont amené le doute, je n'échappe pas entièrement et surtout pas toujours à l'influence délétère qui entraîne l'humanité dans la voie de décomposition d'où elle doit ressortir réformée et nouvelle. Je doute aussi parfois, ou du moins je ne suis pas assez sûr de bien savoir ce qu'il m'est pourtant démontré ne pouvoir être autrement, si la vie de l'homme n'est pas un vain songe, la société une tromperie cruelle, la vertu une duperie, la vérité une chimère, l'univers une énigme sans mot, l'ame un mot sans réalité, Dieu le néant!... Je reprends ma récapitulation.

L'homme, sous toutes les institutions sociales possibles, imaginables, qui aient été appliquées déjà et qu'on applique encore, est toujours essentiellement le même : il a cherché, cherche et cherchera éternellement son plus grand bien-être personnel, par les moyens que son intelligence lui suggère comme les meilleurs. « Tous les hommes, dit Voltaire, aiment nécessairement leur intérêt; mais tous ne l'entendent pas également. »

Tous sont donc égoïstes. Seulement, s'ils le sont moralement, spirituellement, c'est-à-dire pour après cette vie terrestre, leur égoïsme n'aura rien d'exclusif, rien d'insocial : le bonheur de l'ame se partage indéfiniment sans pour cela s'amoindrir. S'ils le sont sensuellement au contraire, ils le seront infailliblement avec envie, avec haine : car le bonheur matériel dont jouissent les autres, est un vol qui leur est fait; ils doivent reprendre leur bien *per fas et nefas*, ou se venger de qui les en prive; ils sont irrésistiblement insociaux.

Ainsi, l'essentiel consiste dans les lumières que reçoit l'intelligence, et surtout dans le but que, d'après elles, les institutions proposent à la vie de chaque individu. Si l'état social assurait le bonheur à la moralité, à la justice, au dévouement fraternel, le bien public serait la pensée de chacun des membres de la société. Faut-il s'étonner si la fortune, ce grand, ce seul moyen de s'entourer de toutes les jouissances que la vie animale socialisée peut procurer, étant exclusi-

vement le partage des plus forts et des plus adroits; faut-il, dis-je, s'étonner si *faire fortune*, et, pour la faire, devenir le plus puissant et le plus retors, est l'unique fin de toutes les spéculations, de tous les désirs, de toutes les idées, de tous les efforts de la vie entière de chaque homme? si, la violence et la tromperie donnant droit à tout, menant à tout, maintenant toutes choses, ce sont la tromperie seule et la violence que la société inspire pour toute morale individuelle, c'est-à-dire pour règle de conduite à chacun envers tous?

La logique est dès-lors obligatoirement immorale, puisque le bonheur qui est d'institution et de droit divins, qui est donc de devoir d'homme, n'est qu'au prix de l'immoralité. On a beau protester contre cela par une éducation quelle qu'elle soit, par une religion imposant la sobriété, la chasteté, la pitié, la charité, l'hospitalité, le désintéressement, le sacrifice en un mot; par des principes, comme on dit; par des préceptes écrits, prêchés, répétés jusqu'à l'ennui, jusqu'au ridicule, jusqu'au dégoût : éducation, religion, principes, honneur, traités de morale et sermons, tout échoue contre un intérêt bien visible, bien palpable, celui des jouissances, du plaisir, du bonheur physique; intérêt que la société montre à tous et que tous s'attachent à poursuivre, à saisir; qui fait qu'il y a ligue entre quelques-uns pour nuire à tous les autres; qui fait qu'il y a division, discorde, guerre entre tous pour que chacun prospère aux dépens de la gé-

néralité; et qui, tant qu'il ne sera pas entendu socialement, empêchera qu'il y ait réellement société d'hommes, c'est-à-dire d'intelligences à organes. Il est impossible que les préceptes de quelques-uns, soit prêtres, soit moralistes, soit pédagogues, prévalent contre l'entraînement de toute une époque, de la génération présente tout entière, et par conséquent de toute l'humanité jusqu'à ce jour, puisque la génération présente n'est que ce que l'ont faite les générations passées.

La plupart des religions ont tendu à éclairer les consciences sur l'intérêt véritable de l'homme, en rétablissant ce qu'elles proclamaient la science de l'essence et de la destinée spirituelle humaine : cette tendance était éminemment sociale; mais elle ne pouvait rien contre l'impulsion du monde. Les religions se bornaient à révéler en vertu d'une espèce de divination intuitive, et elles restaient dans l'impossibilité de prouver qu'elles avaient deviné juste et révélé la vérité : en outre, la croyance sur parole qu'elles exigeaient, n'avait pour objet que quelque chose de peu déterminé, d'indirect et d'éloigné, tandis que le monde offrait la certitude tangible en quelque sorte d'un intérêt immédiat. Aussi presque toujours le monde l'emporta-t-il; et maintenant que les religions finissent de s'évanouir, le monde demeure seul, et on n'écoute plus que lui : l'égoïsme matériel triomphe partout et engloutira tout.

Les hommes voudraient être heureux comme les reli-

gions leur enseignent qu'ils le doivent; mais ils sentent qu'ils ont droit à l'être comme la société leur montre qu'il est possible qu'ils le soient. Et leur bonheur dans la société doit précéder tout autre bonheur. Si, par suite de l'organisation de la société, le bonheur qu'elle leur offre exclut tout sentiment de leur valeur spirituelle, de leur dignité morale, ils se laissent ravaler au niveau des brutes, et la société périt par sa base; si, au contraire, le monde et la religion sont d'accord pour montrer à l'homme ce qu'il est véritablement, savoir un être qui a droit au bonheur, non-seulement après cette vie, mais encore ici-bas, et qui doit pouvoir jouir de ce bonheur terrestre en se perfectionnant pour réaliser plus tard le bonheur futur, la société ne saurait plus périr. Il faut qu'il y ait accord et accord parfait entre la religion et le monde, si on ne veut que le monde, comme plus saisissant, plus présent, soit préféré, et la religion violée, négligée, honnie; et ce n'est que lorsque la religion sera respectée socialement et observée, que la société sera organisée d'après la raison et partant constituée d'une manière stable. Les libéraux sentent cela *empiriquement*, quoiqu'ils n'aient plus de foi : ils croient les religions établies fausses ou du moins douteuses, mais nécessaires. Ils ne tiennent ni à la religion, ni à l'irréligion; ils voudraient cependant tenir à quelque chose, afin de se soutenir eux-mêmes. Ils méprisent toute religion établie et en usent; ensuite ils se méprisent eux-mêmes pour en avoir usé. Je suis tout à fait de leur avis sur leur compte.

Ils veulent une éducation publique ou nationale, une éducation donnée par l'État. Ils ne comprennent donc pas qu'avec la constitution dont ils ont doté la société, cela est impossible. Il est impossible que, hors du domaine des choses positives, matérielles, appréciables aux sens, l'État enseigne quelque chose. Ou bien l'éducation variera de commune à commune, d'année à année, comme varient les majorités, comme les libéraux varient eux-mêmes. Elle sera catholique ici, protestante ailleurs, aujourd'hui dogmatique, sceptique demain, nulle partout et toujours. Toute éducation publique, ou générale, ou nationale, ou sociale, est incompatible avec notre liberté publique, et le sera aussi longtemps que cette liberté ne sera pas elle-même dominée par un principe intellectuel de certitude, publiquement, généralement, nationalement et socialement reconnu. Ils fonderont, disent-ils, l'éducation sur la religion : comme si leur société avait une religion, comme si elle pouvait en avoir une[1] !

[1] Ce que disent les conservateurs en général sur la nécessité de donner une base religieuse à l'éducation publique est toujours juste et vrai : aussi leurs adversaires du mouvement ne le leur contestent-ils jamais; car enfin, à eux aussi, il leur faut une société, et sans lien moral et religieux, c'est-à-dire sans une morale et une religion communes, il n'y a pas de société possible.

Mais, dès qu'il s'agit d'application, c'est au tour des libéraux à avoir raison. Quelle base les conservateurs jetteront-ils, et sur quoi? Quelle religion imposeront-ils aux

Oui, elle a une religion *in genere;* elle en veut une, elle doit en vouloir une, parce qu'elle doit vouloir sa propre existence et sa conservation : mais dès qu'on en vient à particulariser, elle ne veut plus rien du tout; et dans l'incertitude *morale* où elle se trouve, avec la liberté *immorale* qu'elle a forcément adoptée en conséquence, elle doit ne plus rien vouloir. Il lui faut de la religion, de la justice, de l'honneur; mais présentez-lui une religion déterminée, quelle qu'elle soit d'ailleurs, une justice ayant pris corps, de l'honneur appliqué aux circonstances réelles de la vie, elle

enfants des libéraux? quelle aux enfants du peuple? La leur? fort bien. Mais si on leur dit : « Cette religion n'est pas la nôtre; cette base n'en est pas une pour nous. Nous ne croyons pas ce que vous croyez. Nous appelons *momeries* inutiles, dangereuses même, ce que vous appelez devoirs de conscience. Vous voulez donc organiser la société future sans nous, peut-être contre nous, bien certainement pour vous seuls! Vous voulez nous faire coopérer à notre perte, et payer ceux que vous chargerez de la consommer! De quel droit? Les institutions sous lesquelles vous vivez comme nous, n'accordent aucune prépondérance à vos opinions sur les nôtres. Vous voulez une base religieuse? Nous aussi. Mais jusqu'à ce que nous nous soyons entendus sur le point essentiel, savoir sur ce qui est la véritable base, la base légitime, nous nous opposerons de tous nos moyens au triomphe de votre religion, comme vous à celui de notre doute. La société sera de cette manière telle que nous avons écrit dans le pacte constitutionnel qu'elle devait être, c'est-à-dire indifférente, sans base aucune, sans reli-

rejette et, comme société où chacun a nécessairement droit à n'admettre que son opinion à lui, elle doit rejeter. Nous en sommes à *vouloir* et à ne plus *pouvoir* demeurer en société.

Si la société était, ou réellement catholique, ou protestante jusqu'à un point quelconque à demeure, ou même libérale dans un sens irrévocablement arrêté (supposition plus que gratuite), à la bonne heure ! Mais les croyants et les demi-croyants ne sont que des sectaires individuels, seulement juxtaposés avec les incrédules dans une aggrégation qui a pour base le doute doutant même de lui. Toutes les opinions peuvent être soutenues, comme toutes peuvent être repoussées : toutes, quelles qu'elles soient, et les plus opposées entr'elles, sont égales devant la loi, qui

gion, sans morale, sans direction commune préventive, sans éducation commune possible. »

Les conservateurs ou catholiques démontrent sans peine aujourd'hui aux peuples la nullité de la doctrine des progresseurs ou libéraux, et ceux-ci la fatuité de leurs adversaires ; tout comme autrefois les papes accusaient justement les rois de tyrannie, et les rois reprochaient aux papes l'outrecuidance de leurs prétentions. — Faisons observer cependant que la puissance sacerdotale, quelqu'exagérée qu'elle soit, n'est qu'un pouvoir moral ou d'opinion, dont il faut surtout accuser ceux qui le subissent ; tandis que le despotisme civil est un joug réel qui proscrit toute opinion quelconque, et tue jusqu'à la moralité même et la volonté de ceux qui le portent.

n'en embrasse aucune, qui est athée : toutes, sociales ou insociales, sont citoyennes au même titre et au même degré. Sous l'empire de cette négation de toute certitude, de tout droit, sous l'empire du fait nu, il n'y a d'éducation possible que celle d'un fait, n'importe lequel, de celui du pouvoir, du despotisme, ou de celui d'un parti, d'une secte ; à moins que l'éducation ne dépende en tout de tous, sans direction ni surveillance de personne, sans marche suivie, sans but fixe. Or, c'est là l'anarchie sucée par l'enfance avec le lait maternel !

Il y a encore par-ci par-là des individus catholiques ou se soumettant sans discussion à une autorité imposée, une secte de catholiques, un parti politique composé de catholiques ; mais il n'y a plus de peuple socialement, c'est-à-dire entièrement et volontairement catholique. Il y a des peuples, qui, comme tels, subissent le catholicisme, il est vrai ; mais c'est là un accident variable et qui s'évanouira. Les nations constitutionnelles, ou qui ont consenti ou paru consentir à l'établissement du régime sous lequel elles vivent, quelque catholique que puisse être leur majorité, leur presque totalité, sont légalement délibérantes, sceptiques, athées, comme nations. Elles ne peuvent vouloir élever les générations qui les suivront que dans leurs propres croyances, ou plutôt dans leur incrédulité. Lorsque la peur des conséquences de cette éducation les porte à faire enseigner autre chose, elles sont fort embarrassées de s'accorder

sur la question de savoir *quoi* et *comment* y réussir : et y réussissant, leur enseignement classique ne tarde pas à céder à l'influence pratique du siècle; c'est-à-dire à l'intérêt que le siècle crée. Rappelons-nous toujours que les plus brillants des Pères de l'église catholique avaient eu pour maîtres des philosophes païens; que les élèves des jésuites ont renversé la société de Jésus; et que les disciples de l'université très-chrétienne de France ont fermé les églises et fait guillotiner les prêtres français. — Quoi que nous en ayons, arrivés au point où nous sommes, une fatalité indéclinable nous entraîne à devenir de plus en plus libéraux, en d'autres termes, de plus en plus douteurs et indifférents sur toutes choses, hormis sur notre intérêt le plus matériel et le plus prochain, ne poursuivant que les jouissances sensuelles, mais par toutes les voies, et n'évitant que la douleur physique, mais à tout prix.

Tant que la société ne sera pas morale, la religion sera impuissante; et à moins que la religion ne soit *socialement* toute puissante, il n'y aura jamais de véritable société. Mais aussi, dès que la société sera morale et religieuse, tout sera fait : le principe social sera posé; le raisonnement guidé par l'intérêt en tirera les conséquences, en d'autres termes, *organisera*.

Si l'homme n'était que de la matière sentante, son existence matérielle lui paraîtrait ce qu'elle serait effectivement pour lui, savoir complète, sa propre cause et son effet propre. Mais, complète, elle cesse-

rait d'être ce qu'elle est effectivement, savoir matérielle, ou nécessairement modifiable et changeante. L'existence spirituelle peut seule avoir en elle sa raison d'existence. Cela nous explique le désir humain de se *compléter* spirituellement, et l'impossibilité d'y parvenir d'une manière absolue, tant que l'intelligence, produit de l'union de l'ame avec l'organisme, n'a conscience que des modifications qu'elle a éprouvées au moyen de celui-ci et qu'elle y a empreintes.

Si l'existence matérielle ou animale était tout pour l'homme, il ne chercherait qu'à la conserver. Cependant il se tue. Il ne connaîtrait pas de plus grand bien que de vivre. Cependant il en vient à regarder la vie comme un malheur qu'il repousse. Le suicide, preuve la plus frappante de la spiritualité de l'homme, est aussi celle de la corruption la plus grande de son être spirituel. C'est l'acte de volonté le plus constaté et le plus irrécusable, et le plus réel comme le plus irrécusable témoignage qu'il ne croit à aucune responsabilité, à aucun devoir.

Enfin, si l'homme n'était qu'un organisme pensant, il ne lui faudrait pas plus une règle positive pour le faire agir selon sa nature qu'il n'en faut aux animaux; tout ce qu'il ferait, il le ferait conformément à cette nature, et tout ce qu'il ferait conformément à cette nature, c'est-à-dire tout ce qu'il ferait, serait bien. Qu'on essaie un peu d'abandonner ainsi l'homme à ses impulsions physiques, à ses passions, fût-ce à celles qui sont réputées les plus sociales; et on verra le bien

qu'il fera aux autres et qu'il se fera à lui-même! Il est donc encore autre chose que de l'organisme; il lui faut donc un principe social autre que celui de nos lois matérialistes, principe qui ne s'applique qu'aux actes consommés, qui ne prévoit ni ne prévient rien, ne prémunit contre rien, ne règle, ni ne dirige, ni ne coordonne; qui parque les corps et laisse vaguer les esprits et les consciences.

Je veux bien supposer que l'homme-*machine* pourrait et devrait avoir un régulateur hors de lui, appelé *la loi,* trouvé par lui, on ne sait ni pourquoi, ni comment, ni où, et agissant sur lui d'une manière également incompréhensible. Mais toujours est-il que l'organisme sentant n'obéira à la loi que, tout au plus, pour ses fonctions patentes et publiques. Aussi souvent qu'il pourra marcher d'après lui-même, à l'abri de l'action légale, il n'y manquera jamais. En d'autres termes, les actes secrets ou que du moins on espérera de pouvoir tenir cachés, seront toujours sous la seule influence des passions, c'est-à-dire sous celle de l'impulsion mécanique, tout extérieure, tout aveugle, toute fatale; et les désirs, les idées, qui précèdent les actes et d'où ceux-ci dépendent, n'auront jamais que les sens pour mobiles et l'égoïsme terrestre pour but. Je demande si, sous ce point de vue, la société, une société quelconque de quelque stabilité, est possible?

J'entends souvent dire : « Il faut aux peuples, il nous faut le bien-être matériel. Mais il ne faut que cela; le reste est illusion, utopie, folie. D'ailleurs, avec le

bien-être matériel on a le reste, et avec le reste seul on n'a rien du tout. » — Qu'est-ce qui prononce ce jugement? Est-ce la matière? L'estomac décide-t-il que nous n'avons besoin que de manger? Non. C'est précisément l'être pensant qu'on répudie, qui se fait matière pour nier la pensée!

S'il n'y avait d'autre bonheur humain que le bien-être terrestre, ce bien-être ne serait plus réalisable. Car chacun voudrait réaliser son propre bien-être exclusivement, et il n'y aurait plus de bien-être possible, ni pour la société, ni pour personne.

Le bien-être social, le bien-être humain en d'autres termes, ne saurait être obtenu par aucun homme qu'au moyen de sa croyance inébranlable à un bien-être supérieur, ultrà-terrestre, conséquence et complément de la vie sociale. Sans ce but céleste à la vie, celle-ci perd tout son charme idéal, et se flétrit avec les tristes réalités qui sans cesse lui échappent, jusqu'à ce qu'elle tombe ou se précipite dans la réalité du tombeau.

Il faut donc, *avant tout,* le bien-être moral, c'est-à-dire l'union des intelligences partant toutes d'un principe et du même principe. Après quoi, le bien-être général ou harmonique en résultera. Et chacun aura tout le bien-être matériel dont il est susceptible.

Voltaire, que j'aime toujours mieux citer en pareille matière que tous les Pères de l'église ensemble; Voltaire dit, comme moi, qu'une société qui n'aurait d'autre sanction que la crainte des autres hommes, in-

spirée à chacun d'eux, « rendus éternellement ennemis les uns des autres par cette crainte mutuelle, » est une conception dont l'absurdité saute aux yeux. Il veut, comme moi, un Dieu et une vie future : car, ajoute-t-il : « N'attendre de Dieu ni châtiment ni récompense, c'est être véritablement athée... Alors je suis mon Dieu à moi-même; je sacrifie le monde entier à mes fantaisies, si j'en trouve l'occasion; je suis sans loi, et je ne regarde que moi seul. Si les autres êtres sont moutons, je me fais loup; s'ils sont poules, je me fais renard... Je conviens qu'il pourra se trouver plusieurs citoyens qui, nés tranquilles et doux, *assez riches pour n'avoir pas besoin d'être injustes,* gouvernés par l'honneur et, par conséquent, attentifs à leur conduite, pourront vivre ensemble en société;... mais l'athée pauvre et violent, sûr de l'impunité, sera un sot s'il ne vous assassine pas pour voler votre argent. Dès lors, tous les liens de la société sont rompus, tous les crimes secrets inondent la terre,... le bas peuple ne sera qu'une horde de brigands, comme nos voleurs dont on ne pend pas la dixième partie... Qui retiendra les grands et les rois dans leurs vengeances, dans leur ambition à laquelle ils veulent tout immoler? Un roi athée est plus dangereux qu'un Ravaillac fanatique... La croyance d'un Dieu rénumérateur des bonnes actions, punisseur des méchantes, pardonneur des fautes légères, est donc la croyance la plus utile au genre humain : c'est *le seul frein* des hommes puissants qui commettent insolemment les crimes publics; c'est *le*

seul frein des hommes qui commettent adroitement les crimes secrets. » Voltaire, dans ces lignes, est plutôt l'historien de notre siècle que le philosophe du sien.

Je défie de fonder ou de maintenir une société sans la conviction *sociale* de l'existence d'un Dieu *social* et d'une vie future, complément comme peine et comme récompense de la conduite *sociale* de chaque individu pendant sa vie présente. La société actuelle se dissout et tombe pour avoir *socialement* perdu cette conviction-là.

Autre question.

De quel droit la loi enchaîne-t-elle les passions, entrave-t-elle les membres, commande-t-elle aux penchants et étouffe-t-elle les sens? S'il n'y a pour l'homme que des sens, des penchants, des passions et des organes, qui ordonnera à l'homme de sacrifier gratuitement son plaisir physique au plaisir physique d'autres hommes? Le plus fort, et toujours le plus fort; celui qui pourra contraindre physiquement les autres à lui obéir, c'est-à-dire à subir le malheur, la privation, pour le rendre lui ou les siens plus complétement heureux. Le droit invoqué par les législateurs est celui, disent-ils, que leur impose le devoir de conserver la société. Mais cela ne signifie réellement autre chose que le devoir de se conserver eux-mêmes, de conserver leur bien-être, de conserver l'état social qu'ils ont institué, eux, pour eux. Or, ce devoir serait également celui d'autres législateurs, qui

tendraient par des lois tout opposées à la conservation d'un état social différent, conçu dans leur intérêt à eux, qu'ils auraient aussi reçu la mission d'édifier et de protéger, moyennant leur puissance et la faiblesse de leurs concurrents.

Donc, le prétendu droit dont il s'agit ne relève d'aucun autre devoir que du devoir d'accumuler sur soi le plus de bien-être possible aux dépens du bien-être de tous : droit qui ne peut être exercé que par la force, et qui par conséquent ne repose que sur elle seulement : droit qui appartient *virtuellement* aux ennemis de l'ordre établi, comme il est *de fait* le partage de ceux qui profitent de cet ordre. Ces ennemis — et l'ordre social imparfait aura toujours pour ennemis tous ceux qui ne s'en trouveront pas assez bien, s'ils n'en sont encore les victimes — deviendront les plus forts à leur tour; et ils auront raison alors comme ceux dont ils se plaignent l'ont aujourd'hui. Il n'y a point là de conservation d'un bien général réel; il y a simplement effort de chacun pour augmenter sans cesse son bien particulier et pour ne point permettre qu'il en soit jamais rien déduit. Les mots *droit* et *devoir* ne servent à rien autre chose qu'à dissimuler la brutalité et la fourberie au moyen desquelles on atteint ce double but, sous des apparences un peu moins repoussantes. Mais au fond, si le gouvernement quel qu'il soit, les lois en vigueur, l'ordre établi, sont légitimes, le renversement de tout cela, la révolution, le désordre, l'anarchie, *suivis du succès*, le seront éga-

lement, le seront au même titre, le seront tout autant.

Car il n'y a point de droit, ou il faut le déduire de l'essence même de l'homme. Ce n'est certes pas dans les sens, ni dans les passions dont les sens sont les instruments et qui ont pour but la satisfaction des sens, que se trouvera le principe du juste et du vrai; et ce ne seront pas les sens qui en feront la découverte. Reste l'intelligence. C'est elle en effet qui a formulé le droit. Mais qu'appelle-t-elle de ce nom? Le résultat de l'opération par laquelle elle avait pris acte des besoins animaux et organiques de l'homme, de ses passions, des choses qui servent à les satisfaire, et des rapports qui en résultent entre les passions et leurs objets et entre ces objets eux-mêmes; enfin des inductions que l'on peut tirer de là, toujours pour satisfaire ces passions plus complétement et mieux, et pour les réveiller, les exciter et les contenter sans intermission. Il n'y a là, en dernière analyse, que de la matière, et de l'intelligence subordonnée à ses impulsions, mue par elle, n'obéissant qu'à elle, n'agissant, ne pouvant agir que pour elle, ne visant qu'à l'égoïsme de la conservation physique, des jouissances matérielles exclusivement. On a fait précisément le contraire de ce qu'il eût fallu qu'on fît : on a fait servir l'intelligence uniquement à la satisfaction des besoins de l'organisme, au lieu que c'était l'intelligence qui devait dominer les organes; l'intelligence éminemment organisatrice et sociale parce qu'elle est type de l'unité et source de l'égalité, tandis que l'organisme

est nécessairement dissolvant ou anti-social parce qu'il est individuellement conservateur et accapareur à son profit, hostile par conséquent à tout autre organisme qui n'est pas lui et ne peut prospérer, exister même qu'à son détriment. Si les destinées de l'homme étaient purement actuelles et terrestres, ce serait fort bien. Mais son esprit se lance-t-il, je dirai malgré lui, dans l'idéal, dans l'avenir, toute loi constitutive ou organique, *matérialiste, athée,* est absurde.

Pour que l'homme soit essentiellement social, il faut que tout homme, sain d'organes, dans son état d'équilibre physique, non malade, puisse trouver en lui le principe en vertu duquel il lui est utile de vivre avec ses semblables et *pour ses semblables.* C'est le principe commun qui sert de lien moral, de religion à la société. La maladie qui fait évanouir ce principe dans l'individu—l'aliénation mentale—isole l'homme et le rend insocial. Le fou est encore homme, mais seulement pour lui. Il conserve, plus ou moins, la conscience de lui-même; mais il a perdu ce qui le rendait homme comme les autres, c'est-à-dire *pour les autres.* Il a encore le sens, mais il n'a plus le *sens commun,* qui rend chacun solidaire de la conduite des autres. Il se fait comprendre, du moins par intervalles, par les non fous; mais par d'autres fous, jamais. Chacun d'eux suit son idée. Il y a, dans une aggrégation d'aliénés, plusieurs êtres humains privés, non de l'intelligence, mais du principe intellectuel qui unit; il ne saurait y avoir une société de fous.

Les hommes ont cru pouvoir se constituer en société comme ils auraient aggloméré un certain nombre de brutes sans liberté ni intelligence ; ils ont établi ce qu'ils ont appelé l'ordre sur l'inégalité. Des animaux égaux entre eux ne pourraient pas vivre ensemble : ils subissent forcément la hiérarchie que leur inégalité organique ou naturelle leur imprime. Mais les hommes qui examinent les conditions d'ordre, qui les discutent pour les comprendre et pour discerner l'espèce d'ordre qui leur convient de celui qui leur est antipathique, ne peuvent concevoir une société entre eux que sous le rapport de leur égalité essentielle. Le privilége chez eux, soit organique ou individuel, soit de caste ou politique, mène infailliblement à l'anarchie par la négation de l'égalité spirituelle, d'où procède l'égalité de droits, qui est la condition *sine qua non* de la société. Pour les hommes, l'inégalité organique ou matérielle crée une différence de forces ou de devoirs dans l'ordre d'égalité ; pour les brutes, elle fait la différence des positions, qui est leur ordre à eux, ordre inintelligent, sans devoirs, et tout de nécessité, résultat de leur essence exclusivement matérielle et organique.

Sans égalité essentielle ou spirituelle, il n'y a donc pas de droit, et par conséquent le droit ne saurait être qu'*un* et égal pour tous ceux qui en jouissent. Les lois ne sont et ne peuvent être que ce droit accepté par tous ; d'où il résulte que, le droit accepté, elles sont inutiles comme prescrivant le devoir. S'il n'y

avait point de droit absolu, si, en d'autres termes, les hommes étaient d'essence différente, les lois seraient impossibles : que seraient-elles pour la pensée, pour la conscience? qui obligeraient-elles? Les faibles. Et dès lors, ce ne seraient plus des lois dominant les esprits, mais des chaînes chargeant les corps, et constatant uniquement le fait de la force.

La première chose donc est, non de faire des lois, mais de fonder le droit et de l'établir si clairement, si incontestablement, qu'il soit accepté de tous. Ce droit, pour demeurer égal dans la pratique — car des droits irréalisables ne sont pas des droits, ne sont rien, — exige nécessairement des conditions égales pour ceux qui doivent le réaliser. Personne, même dans la société actuelle, ne nie le droit de l'homme à vivre : mais tous sont complices de l'iniquité sociale qui ne permet qu'à un petit nombre d'appliquer ce droit en toute liberté; qui jette à quelques-uns la facilité d'entraver ce droit, de paralyser ce droit pour la presque totalité; qui fait vivre quelques-uns aux dépens et des peines de tous les autres, et qui leur met aux mains la faculté de refuser à ces autres les conditions indispensables d'une existence humaine. Comment veut-on que les pauvres exercent leur droit de vivre, si tous les moyens de produire ce qui est nécessaire à la vie ont été appropriés par quelques riches? Que ces riches ne volent ni ne tuent pour vivre, c'est fort simple; mais que les pauvres se retiennent de voler et de tuer lorsqu'ils meurent de faim, il y a vraiment

de l'héroïsme Eh bien! cet héroïsme est imposé aux pauvres sous peine du bagne ou de l'échafaud!... D'où naît le droit d'accabler les uns d'une aussi lourde charge, tandis que les autres n'ont pas de charge à porter? Il a été fort facile de décréter contre le meurtre et le pillage; mais si c'est l'égoïsme de quelques-uns qui porte les autres au pillage et au meurtre, il fallait décréter contre l'égoïsme, ou il n'y a plus de justice égale, plus de droit. Je suis loin de vouloir substituer la société à l'individu : sans l'autorité individuelle, en d'autres mots, sans l'égoïsme, il n'y aurait jamais d'autorité sociale, d'existence sociale. Mais ce n'est que de l'égalité des individus que naît la société. Si l'égoïsme des uns doit l'emporter sur l'égoïsme des autres, s'il y a privilége pour certains égoïsmes, il y a aussi exploitation sociale, oppression; et celle-ci mène à l'anarchie par la révolte, à la ruine par l'anarchie [1].

[1] Dans notre état social, l'égoïsme ne plie et ne peut plier qu'à la force : le despotisme en est le seul ordre possible. Comment convaincrait-on l'égoïste qu'il doit se sacrifier? Et si aucun ne se sacrifie, quel sera l'ordre entre tous?

Appliquant ce raisonnement à ce qui se passe chez nous et sous nos yeux, je dirai : Pourquoi l'industrie linière cèderait-elle en Belgique devant l'industrie agricole? Pourquoi les producteurs de vin en France s'immoleraient-ils aux producteurs de fer et de drap? En somme, pourquoi l'intérêt de telle classe, de tel individu, serait-il postposé à celui de tels autres? Ne l'étant pas par la raison, il ne peut l'être que par la force, qui est ici, soit une contrainte toute brutale, soit une considération quelconque se rapportant

Le principe d'association est la constatation du droit de chaque homme ou de l'égalité essentielle de tous les hommes, unis entre eux pour faire triompher cette égalité spirituelle de l'inégalité matérielle ou organique; le droit, du fait; l'intelligence, de la force. Mais le fait de notre société est la négation du principe; il légalise la force, légitime l'inégalité, qui n'est autre chose que la privation du droit et la légalisation du fait : que peut-il résulter de cette contradiction, si ce n'est une coalition basée sur l'erreur, mentant à son origine, reniant son but, ne produisant que le désordre et se détruisant elle-même ?

en définitive à la vie matérielle. Or, en logique sensualiste, tous les intérêts ont le même droit, celui de se réaliser; comme en droit moral, il n'y a qu'un intérêt, celui de la vérité qui, seule, peut se réaliser durablement. Cela posé : ou tous les hommes disposent de la même force réelle pour faire valoir leurs droits, et tous les intérêts triomphent, ce qui est impossible; tous succombent, ce qui est le résultat de l'anarchie — c'est la solution vers laquelle nous avançons à grands pas : — ou bien, tels hommes, telle classe d'hommes, sont en effet plus forts que tels autres, et les intérêts des plus puissants l'emportent sur les intérêts des plus faibles. — C'est là notre société actuelle : ne nous en énorgueillissons pas. Ne nous y fions point; elle décline à vue d'œil.

J'ai dit ailleurs que l'agriculture, comme le commerce, comme l'industrie, est aujourd'hui une cause de discorde, de haine, de troubles : tout l'est et doit l'être sous l'influence des idées qui nous font agir et nous gouvernent. Je n'ai rien à rétracter.

Notre société n'est qu'une association d'intérêts matériels et périssables; aussi périt-elle avec eux : *elle s'en va.* La société future *qui restera,* sera un lien entre les esprits, une religion pour les ames.

Ce qu'il faut donc faire avant tout, c'est amener la société à reconnaître le principe incontestable qui sera tout à la fois la morale de chacun et la religion de tous, qui sera l'unité sociale, centre de toutes les individualités, et qui leur rendra la moralité aussi naturelle, qu'elle est aujourd'hui surhumaine, pour ne pas dire impossible. Car, nous l'avons démontré plus haut, cette moralité est incompatible avec le régime de la force, éternellement opposée au droit dès l'instant qu'elle est dépourvue de droit. La moralité doit être, elle est le droit même sur lequel la société est assise. Il faut des idées arrêtées, *universellement* arrêtées, positives, dogmatiques, inattaquables, sur les choses qui intéressent éminemment l'homme et les hommes réunis; savoir : sur Dieu, l'ame humaine, l'existence ultra-terrestre [1], sur la morale, la vérité, l'équité.

[1] On pourra me faire sur l'ame et son existence future, des questions auxquelles, quelque oiseuses que me paraissent d'ailleurs les recherches que la plupart d'entre elles nécessitent et les discussions qu'elles amènent, je dois cependant une réponse quelconque; quand bien même elle ne constaterait que mon refus ou mon impuissance. La longueur de la note qui la contient me force à renvoyer le lecteur à la fin du volume; il la trouvera à la seconde partie de l'Appendice qui termine les *Études sociales.*

Autrefois, on s'était fait à cet égard une conviction telle quelle, qui, vraie ou fausse, tenait lieu, par sa généralité, d'organisation et d'ordre. Mais les opinions crues vraies ont été battues en brèche et abandonnées, non comme fausses, mais comme douteuses; non parce qu'il était prouvé qu'elles n'étaient point vraies, mais parce qu'il n'était pas prouvé qu'elles fussent vraies : et l'incertitude a pris leur place, l'incertitude qui est la négation de tout, qui par elle-même n'est rien et ne peut rien; et il n'y a plus eu de réel que les choses appréciables par les sens et à leur usage; l'égoïsme, de spiritualiste qu'il était dans un sens humanitaire et d'avenir, est devenu étroitement actuel, ayant toujours la terre pour point de départ et l'argent pour but; et la société a été détruite en principe : elle menaça dès lors ruine en réalité. Et le mal est irréparable par les moyens qu'on emploie pour le réparer. On veut en revenir aux anciennes erreurs : je dis *erreurs* parce qu'elles ont été contestées et niées comme vérités. Or cela est impossible. Il ne l'est pas moins de laisser la société tâtonner dans le doute, avec la seule certitude d'avancer graduellement vers sa perte par le progrès toujours de plus en plus accéléré de l'égoïsme anti-social. Il n'y a de possible, comme il n'y a de réellement utile, que la découverte de la vérité et sa manifestation incontroversable.

Or, je le répète : cette vérité, pour qu'elle soit telle pour tous les hommes, doit être puisée dans l'homme même, et dans ce qui est commun à tous les hommes,

dans ce qu'ils ne peuvent refuser d'admettre, et d'admettre tous dans le même sens et de la même manière, dans leur essence d'homme par conséquent. Tout homme *doit devoir* se dire : « Cela est aussi vrai que je suis homme; que je suis; que je me sens exister; que j'existe. » C'est le sentiment de l'existence qui distingue l'homme de tous les autres êtres : c'est sur la possession de ce sentiment que doit être établi son *droit,* droit exclusivement humain par conséquent, et qui s'étend sur tout ce qui n'est pas homme, mais ne peut jamais envelopper l'homme lui-même. Ce sentiment, en d'autres termes, la spiritualité de l'essence humaine et le droit qui en découle nécessairement, élèvent l'homme tellement au-dessus de tout ce qui ne le partage pas avec lui, que la différence d'homme à homme en disparaît complétement.

D'ailleurs, quelle est donc, dans la réalité, cette différence et d'où provient-elle? Elle est tout organique, et provient de circonstances extérieures, indépendantes de la volonté de celui qui la subit. Le sentiment pur de l'existence, l'ame, est uni à une organisation au moyen de laquelle cette ame éprouve le sentiment de l'existence, modifié par ce qui n'est pas lui, et conserve le sentiment de son identité à travers toutes les modifications que l'organisation retient. Le sentiment modifié de l'existence se rencontre toujours et chez tous les hommes, ainsi que le sentiment de leur identité, nonobstant les changements successifs; mais les modifications varient, et

sont plus ou moins nombreuses, et demeurent plus ou moins bien empreintes dans l'organisme, et sont plus ou moins régulièrement combinées entre elles.

Le droit ne dérive point de ces accidents; ils n'ont aucune influence ni d'aucune espèce sur lui. « Les ames des empereurs et des savetiers sont jectées à mesme moule, » dit Montaigne. Il n'y a donc qu'une seule justice que tous doivent avoir les mêmes moyens d'appliquer, afin que par elle tous arrivent au même but. Riches et pauvres, faibles et forts, savants et ignorants, méchants et bons, tous ont droit à vivre en hommes et à être traités selon leur nature d'hommes. Et la société qui ne reconnait pas ce droit ou qui ne le respecte pas, n'a plus aucun droit elle-même. Elle n'agit que par le fait de la force qui l'a établie et qui lui permet d'agir : l'individu ou l'association d'individus qui ont un fait plus puissant à lui opposer, la combattent ou la méprisent : elle n'avait pas cru devoir quelque chose; on ne lui doit rien.

Qui oserait soutenir que la société a rempli tout son devoir envers les malheureux qu'elle prive chaque jour de la liberté et de la vie; qu'elle leur a garanti la vie avec la satisfaction de tous les besoins qu'elle-même avait développés, avec l'éducation et l'instruction convenables, avec les loisirs nécessaires pour ne pas devoir s'occuper uniquement de repousser la misère et son triste cortége? Si elle ne l'a pas rempli, qui osera condamner avec elle les malheureux qu'elle fait, je veux bien ne pas dire pour avoir le plaisir de les

frapper, mais du moins dans la certitude de devoir les frapper plus tard de peur qu'ils ne la renversent? Il y a ici même calcul des deux parts : la société veut se conserver, c'est-à-dire les législateurs, la puissance sociale, les propriétaires, veulent se conserver comme ils sont; et les parias de cette société, tous ceux qui ne sont pas nés riches, veulent aussi se conserver; mais pour cela ils doivent, eux, changer de manière d'être, ils doivent acquérir, posséder, puisqu'AVOIR est la condition *sine qua non* d'ÊTRE. Ceux-ci, il faut donc qu'ils attaquent, bouleversent, détruisent; tout comme il faut que les autres se défendent, soutiennent et maintiennent : et ainsi font-ils; et les plus forts, propriétaires ordinairement, prolétaires quelquefois, l'emportent et se débarrassent des plus faibles. Il y a là *raisonnement*, erroné si l'on veut, mais du moins raisonnement. Quant au *droit*, certes il n'y en a point.

Il y a raisonnement, comme il y en a chez les marchands plus ou moins en détail. La concurrence les force à vendre presqu'à meilleur compte qu'ils ne peuvent acheter. Cependant ils doivent gagner pour vivre. Que font-ils? ils falsifient, ils dénaturent la marchandise : ils empoisonnent. Qui? le peuple. Car lui seul achète selon sa pauvreté, c'est-à-dire peu à la fois. Le riche, lui, propriétaire ou marchand en gros, fait ses provisions; il les fait de choses bonnes, et les fait aux époques favorables et aux conditions les plus avantageuses. Pour conserver l'argent, et, avec l'ar-

gent, la santé et le reste, il faut en avoir. Qui n'a pas d'argent, ne peut qu'en perdre, et, par-dessus, le repos, la joie, la santé, la vie.

Il y a raisonnement, comme il y en a chez les pauvres ouvriers que la faim talonne. A la logique des manufacturiers qui veulent continuer à beaucoup gagner quoiqu'ils ne puissent plus vendre aussi cher, et qui en conséquence baissent les salaires, ils répondent par l'argument sans réplique : *qu'il faut vivre;* mais si quelques-uns d'eux ont, en conséquence de cet argument, accepté de ne mourir qu'*à petit feu*, d'autres — et bientôt peut-être tous partageront cet avis — demandent la mort *des braves* aux baïonnettes et à la mitraille des propriétaires capitalistes. Plus ceux-ci vaincront dans cette lutte fratricide, plus ils auront à combattre et à vaincre, plus ils avanceront le moment de leur propre perte. Il faut toute la stupidité du scepticisme pour ne pas comprendre, toute sa matérielle apathie pour ne pas trembler devant ce que la guerre entre le malheur et l'injustice prépare à la société, et pour s'étourdir sur l'horreur de la situation en se répétant l'inepte dicton des égoïstes : *cela durera autant que moi!*

Quoi! vous abandonnez l'avenir de la rénovation sociale aux progrès lents mais sûrs de la faim! Insensés! La faim réformera, oui; mais en désorganisant, en détruisant toutes choses. Une nouvelle coordination viendra après elle, à cause d'elle, mais non par elle. La faim est aveugle est sourde. *Ventre affamé*

n'a pas d'oreilles, dit un proverbe trivial mais vrai. Or, il faut des oreilles et de l'intelligence et de la raison pour réformer. La faim n'a pas d'amour; elle n'a que de l'égoïsme : elle n'a d'entrailles que pour dévorer. Elle ne laisse rien après elle : elle est sans avenir.

Il y a raisonnement enfin, en ce que la société étant organisée de manière que personne ne peut gagner sans que d'autres ne perdent, et que, pour que les uns vivent grassement, il faut que d'autres meurent de misère; en ce que, dis-je, il est naturel que ceux qui ont gardent *quand même,* et que ceux qui n'ont pas se procurent à tout prix.

C'est tout comme dans l'ordre matériel, où la croissance, l'acquisition de chaque être est la conséquence de la diminution, de la décroissance d'un ou de plusieurs autres êtres, que le premier s'assimile ou absorbe ou se rattache, et *vice versa;* toute modification résultant immanquablement d'autres modifications précédentes et en occasionnant à son tour. Hormis que, dans notre état social, quoiqu'aussi borné que possible au seul fait, il y a toujours sentiment, intelligence, et par conséquent envie, jalousie, haine, combat, tantôt perfide, tantôt atroce; il y a discorde perpétuelle.

De là vient que, sous l'ordre actuel, l'énergie, le caractère, les ressources de toute espèce, je dirais presque la justice et la raison, paraissent être du côté du crime, de la révolte contre la société, de l'intrigue qui la mine, de la violence qui la bouleverse. Notre

littérature l'a bien senti : expression spontanée de notre état social, elle ne puise ses épopées qu'au bagne; elle ne parle que le langage de l'orgie, l'argot des voleurs; elle ne cherche des émotions que dans l'assassinat, l'empoisonnement, le viol, l'adultère, l'inceste. Ce sont là d'horribles protestations contre l'injustice sociale qui nous entraîne vers l'abîme de l'anarchie; mais ce sont des protestations. Il faut que l'on proteste. Et ceux-là mêmes qui profitent le plus de l'ordre de choses *qui s'en va*, sentant tout le prosaïsme de leur rôle de défenseurs et de conservateurs de ce qui est, savourent avec délices les outrages et l'opprobre qu'on leur jette à la face, et suivent avec intérêt dans les romans, applaudissent avec fureur au théâtre ceux qu'ils condamnent, qu'ils exècrent, qu'ils font arrêter, juger, torturer, emprisonner, égorger sur la scène du monde réel [1].

[1] Beaucoup de nos romanciers et la plupart de nos dramatistes, après avoir constaté l'état social vrai par l'enchaînement de crimes dont ils se font un canevas, sacrifient aux convenances littéraires et scéniques en faisant, en dernière analyse, triompher la vertu. C'est ce qu'on se plaît encore à appeler *des productions morales*. — Je soutiens, moi, que ce sont là les plus immorales de toutes les productions imaginables : d'abord, parce qu'elles sont un mensonge, la vertu étant plus que souvent, dans ce monde, victime *jusqu'au bout*, et que la vérité seule est compatible avec la moralité; ensuite, parce que ceux qui ne croient pas à une justice ultra-terrestre inévitable, ne se laisseront guère émouvoir par une justice très-problématique qui,

Eh bien ! la rénovation sociale doit, au lieu de les punir, réhabiliter ces grands criminels. Je ne veux point dire par là qu'elle sanctifiera le crime et la rébellion ; je dis seulement qu'elle rendra le crime un non-sens, la rébellion une folie, les révolutions une impossibilité. Je dis que les abominables coupables d'aujourd'hui seront les plus fermes soutiens de l'ordre d'alors, les hommes les plus utiles, les plus nobles cœurs, les esprits les plus distingués. Et nos débonnaires amis de l'ordre actuel n'auront plus rien à défendre : ils n'auront qu'à jouir du bonheur que les terribles ennemis de ce même ordre leur auront préparé et leur conserveront, mais conserveront cette fois pour tous comme pour eux. Est-ce là ce que se proposent les honnêtes gens du jour, à l'aide de leur morale privée qui n'est que de l'égoïsme, de leurs mœurs publiques qui sont un manteau pour toutes les turpitudes, de leur religion pour le peuple qui n'est qu'un frein au moyen duquel les puissants espèrent empêcher les faibles de secouer le joug sous lequel ils les courbent, de regimber contre l'aiguillon qu'ils leur enfoncent dans les flancs? Est-ce là le but de leurs constitutions, de leurs lois, de leurs geôliers, de leurs bourreaux, qui ne sont jamais que la force et la force inintelligente et brutale? Qu'ils répondent.

ici-bas, n'obéit qu'à l'inspiration des faiseurs de livres, et que ceux qui y croient n'ont pas besoin de ces dévouements factices et presque toujours hors de nature dont ils ne se sont jamais fait un motif de conduite.

L'homme est nécessairement libre; il est donc impossible que la force soit une autorité pour lui. Lorsqu'il cède physiquement à la violence, ce n'est jamais qu'en se révoltant moralement contre elle. C'est dans ce sens qu'un maître est toujours un ennemi qu'on hait et dont on ne renonce jamais à se venger. Cependant il faut aux hommes réunis une autorité sociale, c'est-à-dire un principe qui fasse converger tous les droits individuels vers un devoir social. Ce n'est pas la liberté qui donne ce principe-là; mais elle le sanctionne. Elle ne peut rien si la raison ne l'illumine. Mais aussi que serait l'intelligence sans la liberté? A quoi servirait la faculté de discerner et de choisir, si elle n'était suivie de la volonté qui fixe le choix?

De l'intelligence et de la liberté psychologique, naît la liberté pratique d'examen et de discussion, la liberté politique et civile. On choisit entre les personnes, on choisit entre les choses. Progressivement cette élection devient générale. Dès que, sans loi elle-même, sans frein moral socialement accepté, elle est étendue à tous et à tout, c'est l'anarchie en action. Car elle entraîne l'irresponsabilité de tous et de chacun. Qui répondrait, et devant qui, et de quoi? L'élection, ou l'examen, ou la liberté, est nécessairement omnipotente, illimitée; illimitée, elle est immorale ou insociale. C'est une faculté qui, par cela même qu'elle ne sert plus qu'à chacun chez soi et pour soi, est indifférente, est même hostile à tous les autres : ce qui est diamétralement opposé à toute association,

laquelle exige impérieusement que toutes les libertés individuelles soient subordonnées au principe tout à la fois individuel et commun de la raison.

La liberté exclusivement individuelle est la négation de tout autre droit que le droit de chacun qui s'arroge tous les droits quelconques, la négation par conséquent aussi de toute intelligence, puisque celle-ci, accordée aux autres, y donnerait naissance au droit que l'on nie. Or, quelle serait la moralité de celui qui ne reconnaît chez personne de droits d'aucune sorte? Envers qui serait-il moral? Quel est le devoir d'une aggrégation d'individus qui, tous, prétendent résumer tout le droit possible, chacun en lui seul?

Nous avons vu que, plus la liberté politique s'étend, plus l'anarchie approche, plus, par conséquent, l'indépendance individuelle se restreint et s'évanouit; car, sous l'anarchie, il n'y a pas plus d'indépendance que de liberté sous le despotisme. Ajoutons : plus cette même liberté politique grandit, plus il y a de misère publique. La raison en est simple. Ceux dont on augmente les moyens d'agir, les emploient uniquement à leur propre avantage. Si tous avaient ces moyens au même degré — bien entendu, dans une société sans principes de droit comme la nôtre, — il y aurait anarchie complète et misère générale. Mais si c'est un seul, ou plusieurs, ou même la plupart qui les ont, ceux qui en sont privés sentent l'oppression d'une manière de plus en plus vive, à mesure que les

autres peuvent la faire peser sur eux avec moins de retenue et de responsabilité [1].

Le peuple — j'entends les classes inférieures, y compris la classe moyenne, qui est aussi malheureuse par l'augmentation de ses besoins que l'est la dernière classe par l'accroissement de sa misère — le peuple, quelles que soient d'ailleurs ses souffrances, com-

[1] Les ouvirers prussiens ont demandé à leur roi de les délivrer d'une liberté industrielle *qui n'a fait que gaspiller leurs forces jusqu'à la désolation,* c'est-à-dire qui ne leur a valu que beaucoup de misère avec plus ou moins de travail. Cela est remarquable : car cela prouve que le mal est senti et, sous un point de vue, compris. Reste maintenant à découvrir et à *vouloir* appliquer le remède. Oui, le pouvoir doit, comme désirent les ouvriers, *mettre un frein à l'égoïsme, à l'isolement et à la misère.* Mais comment? Le pouvoir ne le sait pas. Et s'il le savait, il n'oserait pas agir en conséquence. Il a encore plus peur des propriétaires, des riches qui le soutiennent, que des prolétaires, des pauvres qui le menacent. Il craint, si les propriétaires lui retiraient leur appui, de tomber à plat. Et il se flatte, avec l'aide des propriétaires, de continuer, encore quelque temps du moins, à brider, à bâter et à *monter* le peuple.

Quant aux détenteurs de la richesse sociale, qui sont la véritable puissance, actuellement que la propriété individuelle coalisée domine seule, ils ne sentiront le mal, ils ne comprendront et ne voudront appliquer le remède, que lorsqu'ils y seront contraints, *le couteau sur la gorge :* il n'y aura plus rien à faire alors pour le pouvoir qu'à en régulariser l'application.

prend instinctivement, ou mieux, expéri
la vérité de ce que je viens de dire. O
crier : « Conquérez vos droits politiques
de vos oppresseurs, vous en avez le dro
plus nombreux qu'eux ; vous l'emporter
tout le reste sera une conséquence de ce
Il répond : « Du pain ou du travail po
Des salaires suffisants pour vivre ho
pour ne devoir prostituer ni nos femmes
pour pouvoir moraliser et instruire nos

Le peuple dit cela, et partout son att
qu'il le pense : la question est toute so
exclusivement, et non politique. Voyez
Il faudrait que le mal crût encore et cr
pour que les intrigants du libéralisme, du
du chartisme, réussissent à dénaturer les
profit, et à exploiter le vote universel ju
surgir leur domination despotique, à
gouvernements y prennent garde !

La liberté, je l'ai déjà dit, est bonne,
pensable à la société humaine, mais seu
qu'elle est clairvoyante ; aveugle, elle
rien et embrouille tout, renverse tout.
qu'il faut faire ; mais auparavant il fa
qu'il y a à faire. Le vote universel ne d
pain à quelques-uns qu'au détriment d
d'autres qui mourraient faute d'en avoir,
à présent. Établissons la justice sociale,
voterons tous politiquement sans danger.

[illegible]

[illegible]

volontaire, raisonné; c'est la conviction qui édifie, organise, vivifie et conserve spontanément : l'administration, c'est la triste nécessité d'obvier par la contrainte physique au mal dont ce moyen coactif constate l'existence, et que la coaction prouve en même temps devoir être de plus en plus impuissante. La conviction seule peut *abolir* la misère; la société politique essayerait en vain d'y remédier par des palliatifs, toujours entravés, paralysés, dénaturés, inefficaces. Une société qui ne se perfectionne que sous le rapport administratif, donne la preuve la plus évidente de sa décadence morale. Lorsque les hommes ne sont plus liés que par des arrêtés et des règlements, leur association est un cadavre paré, une momie embaumée, sans mouvement et sans vie. Tant que l'égoïsme matériel de l'individu sera logiquement basé sur l'immoralité du fait social, toute organisation politique *possible* échouera contre la fatalité des progrès du mal. Le mal ne cédera que devant l'impossibilité de vivre sans lui substituer le bien.

Ce n'est point par la liberté sans règle qu'on remédiera aux maux que la liberté déréglée a causés. Sera-ce par le pouvoir? Examinons.

Si le pouvoir comprend sa position présente, c'est-

caire : l'aumône jetée volontairement ou par ordre au pauvre corrompu par le besoin, nourrit ses vices et perpétue sa misère. D'ailleurs, ce n'est pas au pauvre un devoir de ne vivre que d'aumônes; c'en est un pour le riche de rendre les aumônes administratives ou autres inutiles.

à-dire son intérêt comme pouvoir, il fera ce qu'il a fait lorsque, pour favoriser l'établissement des communes, il s'est allié à la bourgeoisie contre la féodalité nobiliaire; pour favoriser l'affranchissement du prolétariat, il s'alliera au peuple contre la bourgeoisie capitaliste. Par là, mais par là seulement, il enraierait *pendant quelque temps* le fractionnement libéral, la décomposition anarchique. S'il renvoyait ses chambres parleuses, ne laissait aux villes que la liberté et garantissait à tous la vie par le travail, peut-être modérerait-il à ce prix le mouvement de dissolution, ou du moins le régulariserait-il, et même préviendrait-il en quelque sorte le choc final dont ce mouvement nous menace.

Le pouvoir, dit-on, abuserait. — Cela est possible; cela est même probable. Mais ce ne serait jamais long ni dangereux. Le nouvel allié du pouvoir, celui qui auparavant mettait le pouvoir lui-même et la société tout entière en péril, intéressé maintenant à la conservation de cette société et du pouvoir qui la protége, le rappellerait bientôt à son devoir, dont l'accomplissement est pour lui une condition d'existence. — Mais ce que vous proposez, ce sont des révolutions. — Hélas! hélas! sous l'empire de la force qui nous étreint de toute part, il n'y a de possible que l'asservissement ou la révolte. Notre pouvoir constitutionnel et nos parlements représentatifs sont une transaction par arbitrage entre les révolutions et le despotisme. Qu'en arrive-t-il? Les arbitres, prétendus *amiables composi-*

leurs, ne prononcent jamais que pour leur propre avantage. Dans leurs démêlés avec le pouvoir relativement à l'huître populaire, tantôt ce sont eux, tantôt c'est le pouvoir qui la gruge : le peuple n'a jamais pour lui qu'une des écailles *au plus*. S'il se trouvait face à face avec le pouvoir, sans l'intermédiaire de ses mandataires ou se disant tels, au moins aurait-il *parfois* son tour pour se nourrir quelque peu, en attendant que le pouvoir sentît que celui qu'il nomme *le souverain* doit pouvoir se rassasier en tout état de cause.

On a dit : « Le prince qui fait une concession au sentiment populaire est perdu. » Cela est vrai dans la situation donnée, où le sentiment populaire est naturellement opposé au pouvoir quel qu'il soit, parce que ce pouvoir maintient l'état de choses sous lequel le peuple souffre. Mais il fallait ajouter, et cela n'est pas moins vrai : « Le prince qui refuse toute concession au sentiment populaire se perdra. » Car le sentiment populaire de malaise et de mécontentement légitime éclate, un peu plus tôt, un peu plus tard, en actes devant lesquels le pouvoir s'évanouit comme une ombre. Traduisez ce que nous venons de dire en termes vulgaires : « Le roi *faible* tombe ; le roi *fort* se fait renverser. » — Choisissez, princes. Ou bien changez la situation actuelle ; c'est-à-dire : soyez justes envers le peuple, à qui jamais on n'a rendu la justice à laquelle il a droit ; soyez justes envers tout le monde, car l'équité pour les opprimés n'a pas du tout pour conséquence l'oppression de ceux qui les opprimaient.

Cela fait, vous serez naturellement forts par le peuple comme vous l'êtes pour lui : qui alors vous renverserait? qui vous attaquerait?

Je sais fort bien que ce qui est, ce qui blesse nos regards et soulève nos cœurs d'indignation et de dégoût, ne saurait, dans la nécessité des circonstances, être autrement ; que c'est la conséquence fatale de ce qui a été, et la préparation utile de ce qui sera ; que le doute qui mine toutes choses est l'effet de l'examen, résultat lui-même de notre libre intelligence, portée sur des opinions qui n'ont d'autre fondement que le sentiment, l'inspiration, la foi; que l'égoïsme terrestre est la conclusion pratique du scepticisme intellectuel, et que le désordre moral, la dissolution de la société, les vices, les crimes, la misère, l'ennui de la satiété, le désespoir de la faim, le suicide, suivent nécessairement l'individualisme et le doute. Aussi, je ne condamne personne. Je prends acte. Je gémis sur la société et sur ses membres. Et je dis que les hommes ne seront sur la voie pour se soustraire au mal qui les dévore que lorsqu'ils se seront avoué ce mal ; lorsqu'ils auront compris qu'il est incurable si l'on n'a recours qu'aux moyens employés jusqu'à présent et qu'on emploie encore pour le guérir, et qui ne font que l'envenimer et l'étendre; lorsqu'enfin ils auront reconnu comme réelle la filiation logique que j'ai signalée, d'où ressort incontestablement l'indication de la route à suivre pour sortir de l'impasse où le libéralisme nous accule si obstinément.

J'attaque surtout le libéralisme et le radicalisme actuels, et le républicanisme qui en est l'expression politique, comme les principaux obstacles à la rénovation sociale. Ils entretiennent l'espoir que le monde serait régénéré si l'on poussait jusque dans sa dernière conséquence le principe de discussion illimitée ou de liberté absolue de pensée et de croyance, d'opinions et de doctrines, de propagation et, par conséquent, de tentatives d'application, avec ce que ce principe exige dans la pratique, savoir : la supputation de *toutes* les voix et la décision par *véritable* majorité. Hé bien! cet espoir est vain. C'est une illusion dangereuse, puisqu'elle aveugle sur la réalité du mal dont la société souffre, sur l'urgence d'y porter remède, et sur l'insuffisance, l'inutilité de tout autre remède que l'acceptation d'un principe de vérité métaphysique, aussi incontestable que les vérités des sciences appelées *exactes*, et d'où découlent nécessairement les principes de morale privée et publique, indispensables à la conservation et au perfectionnement de l'association humaine, ainsi qu'à la prospérité des individus et des peuples, la prospérité de l'humanité.

Je regarde le libéralisme lorsqu'il se donne pour le dernier mot de l'intelligence; je regarde, dis-je, le libéralisme et le jugement par majorités, son critérium obligé en morale, en religion, en politique, en administration, en économie sociale, comme tellement funestes à la société humaine, que mon principal grief contre les temps d'ignorance, de sentiment et de crédu-

lité, est d'avoir amené et nécessité cette époque bâtarde, sans entrailles comme sans compréhension, vaine, présomptueuse, bavarde, rancuneuse, lâche et nulle, bien au-dessous de l'époque, sombre et cruelle mais énergique du moins, des tyrans féodaux et des inquisiteurs de la foi. Quand il n'y aurait pas d'autre motif pour repousser l'autorité sans preuves irréfutables et sur simple parole, la révélation, le droit divin, que ce qui en résulte inévitablement au bout d'un temps plus ou moins long, savoir : le protestantisme religieux et le scepticisme politique, et la souveraineté du peuple, et le vote universel, je les repousserais de toute ma puissance d'homme.

Le libéralisme nous a éclairés, au moyen de l'examen, sur le besoin d'un principe de vérité, d'autorité et de conviction, non plus imposé, mais proposé par l'intelligence au raisonnement, et accepté par la raison. C'est un immense service. Non-seulement c'est un progrès; mais sans cela il n'y avait aucun progrès possible. Car le despotisme qui est la suppression de tout examen, a pour essence l'immobilité la plus stationnaire. Mais il doit être suivi le plus immédiatement possible du service plus grand encore de la déclaration et de la démonstration de ce principe, que le libéralisme est inhabile à découvrir, et dont il retarde indéfiniment la manifestation et l'aggréation, en nourrissant la croyance qu'il est, lui-même, capable de le suppléer ou du moins d'y suppléer.

Le libéralisme sera à la politique ce que le protes-

tantisme a été à la religion : il ne laissera après lui que le vide. On lui devra le déblaiement; c'est vrai : mais rien au-delà. Il cessera son action sociale quand il ne restera plus rien d'organisé, comme le protestantisme a cessé la sienne quand il n'y a plus eu socialement de croyance.

On n'acquerra la preuve irrécusable que la rénovation sociale est, sinon réalisée, du moins en voie de l'être progressivement, que lorsqu'il y aura unanimité sur le principe qui doit en être la source et la fin. Or, la division, la décomposition que le libéralisme propage chaque jour et qu'il est incapable d'arrêter jamais, nous éloigne de plus en plus de cette unité sociale, but, sur la terre, de l'humanité. Notre civilisation nous en fait dévier rapidement; elle augmente graduellement le nombre des mécontents qu'elle fait, ou bien elle rend leur malheur plus grand, ou, ce qui revient au même, le sentiment de ce malheur plus intense. Il se fait des pas en avant, sans nul doute; mais c'est l'égoïsme seul qui les fait, et la société rétrograde dans la même proportion. La fin de cet état de choses est immanquablement le triomphe de l'égoïsme sur la société, c'est-à-dire la ruine de celle-ci. On aura beau faire, pour sortir de ce cercle infernal, de prescrire le sacrifice de l'individualisme : ce sacrifice est impossible, car il serait contraire à la raison. Il serait surhumain; et exiger des hommes ce qui n'est pas naturel à l'humanité, faire dépendre l'existence de la société de ce qui est contraire à l'essence

de chacun des individus dont elle se compose, c'est ne pas connaître l'homme, ou vouloir qu'il constitue l'ordre social sur ce qui serait pour lui le désordre le plus réel et le plus complet.

Et si, comme les libéraux, on fait un compromis entre les intérêts individuels divers afin d'en extraire ce qu'ils appellent *l'intérêt général*, on ne réussit jamais qu'à légaliser l'antagonisme, à constitutionnaliser les haines, à légitimer les luttes, les insurrections et les révolutions, à nécessiter l'intrigue et la tromperie dans les temps calmes, les violences et la brutalité aux moments de crise, le délire de la domination, la terreur de la liberté, la folle concurrence et les malheurs qui y sont attachés dans tous les temps. Car tous les intérêts individuels sont différents et deviennent de plus en plus opposés. Je défie toutes les majorités imaginables, non pas fictives comme celles de nos gouvernements représentatifs mensongers, mais les majorités vraies, obtenues au moyen d'élections directes par le vote universel, et même au moyen du vote direct de l'universalité des citoyens sur chaque question mise en délibération; je les défie, dis-je, de jamais convertir ces négations d'un véritable intérêt national — l'intérêt matériel de chaque individu est nécessairement la négation de l'intérêt de tous les autres — en un intérêt unique, auquel chacun ait sa part, ou plutôt, qui ne soit composé que de l'intérêt de tous, qui se confonde avec l'intérêt de tous. Ils ne parviendront p as même à faire formuler par le plus grand nombre

un intérêt commun à ce plus grand nombre. Il y aura tout au plus un fait que le plus grand nombre aura reconnu comme le plus efficace pour dominer, écraser et exploiter le plus petit; à charge de revanche lorsque ce dernier se sera élevé au premier rang.

Les délibérants, qu'ils soient plus ou moins nombreux, qu'ils discutent directement ou sur délégation, et dans ce dernier cas, qu'ils soient les délégués d'un parti, d'une caste, d'une secte ou de tous; les délibérants n'auront jamais en vue que leur intérêt propre, et chacun son intérêt à lui, intérêt d'argent, ou de pouvoir, ou de considération, ou d'opinion, peu importe. Espérer le contraire, est simplicité; l'imposer, est folie. Il n'y a que les fripons ou les sots qui érigent le dévouement gratuit en loi morale, les premiers pour multiplier le nombre de leurs dupes, les seconds pour être eux-mêmes le moins dupes possible. Cette loi de circonstance est nulle de plein droit en vertu de la loi suprême qui veut que chaque homme ait avant tout conscience de lui-même, et par conséquent qu'il s'aime avant tout. Le grand point de la science sociale, c'est de faire en sorte que le stimulant de l'égoïsme personnel produise *proprio motu* le bien-être physique et le perfectionnement moral de tous.

Car le but à atteindre, c'est de *forcer* chaque individu à coopérer *volontairement* de tous ses moyens au bonheur général, et cela pour son bonheur particulier, et parce qu'il est *convaincu* que son bonheur particulier

n'est qu'à ce prix [1]. Alors seulement, il n'y aura plus de malheureux, puisque chacun saura l'intérêt qu'il a pour lui-même à ce qu'il n'y en ait point. Sans cela,

[1] *Forcer* à contribuer *volontairement*, n'est point un paradoxe. Cela a déjà lieu pour les partis et pour les sectes. Si on demandait au nom de la société humaine les sacrifices que certaines personnes *convaincues* s'imposent d'élan en faveur d'une idée et de ce qui s'y rattache, il n'y aurait pas assez de malédictions pour flétrir le despotisme du pouvoir. En Belgique, par exemple, — j'écris dans ce pays, et je désire que mes concitoyens soient les premiers à me comprendre — ne voyons-nous pas des familles riches contribuer pour dix, vingt ou cent mille francs à l'édification d'une église, à la fondation d'une institution ou congrégation religieuse? Si on les taxait au quart de ces mêmes sommes en vertu de l'impôt progressif et dans des vues d'intérêt social, ne crieraient-elles pas à la spoliation, à la confiscation, au terrorisme, à la guillotine? Elles n'en seraient cependant ni plus ni moins riches. Ont-elles tort? Oui, dans un sens absolu, Mais dans leur sens à elles, le sens relatif aux circonstances données indépendamment d'elles, elles ont raison. Elles agissent d'après leurs idées. Qui a donc tort? La société. Que doit faire celle-ci? Changer les idées; démontrer que l'impôt progressif est un commencement de justice sociale, et que la justice sociale est *ici-bas* pour tous une condition *sine qua non* du bonheur *ailleurs*. Ce sera *forcer* les riches d'extirper *volontairement* la misère, qu'à présent ils se croient intéressés à maintenir. Ce n'est pas en excommuniant et brûlant ceux qui ne lui donnaient rien, que l'Église s'est faite co-propriétaire des richesses; c'est en persuadant à ceux qui donnaient que le salut éternel serait la récompense de leurs largesses : les rigueurs

il y aura toujours des exploitants et des exploités, des gens qui se tueront faute de travail ou que le travail tuera, et des oisifs qui succomberont sous l'uniformité d'un bien-être sans peine et sans désirs. Et cela sera ainsi jusqu'à ce que l'homme connaisse sa véritable essence et ses destinées éternelles, de manière à ne plus pouvoir former là-dessus aucune espèce de doute.

A considérer les choses sous ce haut point de vue, riches et pauvres, faibles et forts, oppresseurs et opprimés, sont également à plaindre; car les uns et les autres méconnaissent leur essence et renient leur destinée. Les uns et les autres, par des voies différentes, reculent au lieu d'avancer dans la carrière d'amélioration et de félicité que leur a tracée le père commun de tous les hommes, la souveraine intelligence, la loi universelle de tous les êtres qui sentent et pensent, qui jouissent ou qui souffrent. Dans l'ordre des idées sur lequel cet état social est établi,

ecclésiastiques ont été le signe certain de la décadence de la foi religieuse et de la ruine du pouvoir des prêtres. Tant que la société n'aura pas suivi l'exemple de l'Église lorsqu'elle était encore toute puissante, et suivi de manière que personne ne puisse argumenter contre elle, comme on a argumenté contre l'Église qui a succombé dans la discussion, rien ne sera fait; et le monde ballotté entre ses réformateurs et ses conservateurs, la Belgique entre ses libéraux et ses catholiques, seront la proie de la violence et de l'intrigue, de l'égoïsme et de la mauvaise foi.

tout le bonheur dont l'homme soit susceptible est départi aux forts, aux riches, aux savants, aux oppresseurs seulement. Les opprimés, prolétaires, ouvriers, *hommes de peine*, comme on les a si bien appelés, c'est-à-dire nés uniquement pour souffrir, dénués des premiers besoins de la vie, jouets de ceux que le hasard a fait naître leurs maîtres, vivent dans les angoisses de la misère, dans l'abrutissement de la servitude, dans le désordre de l'ignorance, et meurent dans le découragement, le dégoût et le désespoir.

Ce sont ces idées erronées qu'il faut renverser, en établissant les vérités contraires sur un raisonnement clair et incontestable. Et aussitôt les choses changeront comme par enchantement. Les jouissances terrestres ne seront plus *les seules* auxquelles l'homme puisse et doive prétendre; elles ne seront plus même les principales. Le seul moyen pour les heureux de la terre d'aspirer à un bonheur plus élevé, sera celui de faire participer ici-bas leurs frères déshérités aux bienfaits matériels que l'intelligence de l'homme en société a multipliés et multiplie progressivement pour l'humanité entière, sans distinction de castes ni d'individus. De sorte que les pauvres auront recouvré leurs droits au bonheur dès cette vie, et les riches leur dignité morale, qui est la pratique de la justice, seul moyen pour remplir leur destinée, la destinée de tous, et réaliser le bonheur ultramondain, conséquence du perfectionnement par la vertu dans le monde.

Et, chose admirable! en ne se proposant que la

félicité de l'ame, les hommes se seront assuré le bonheur stable du corps, qu'aujourd'hui les riches d'entre eux, qui ne songent qu'au corps, sont à la veille de voir s'évanouir, parce que les pauvres, qui ont aussi un corps à satisfaire, se substitueront aux riches pour éviter l'extrême malheur, et déplaceront le mal sur la terre, sans faire éclore le bien pour personne, ni sur la terre, ni ailleurs.

La majorité, ce grand moyen de transaction entre le fait accompli et le fait à accomplir, quels qu'ils soient d'ailleurs l'un et l'autre, tombera comme la légitimité, ce *principe-fait*, auquel également on n'a jamais pu assigner d'autre raison d'existence que son existence même, et qu'il a toujours été impossible d'établir comme principe réel et vrai. Car cette légitimité, cette autorité gratuite ou sur simple assertion, sur quoi repose-t-elle? quand commence-t-elle? pourquoi peut-elle finir? Hélas! elle repose tout bonnement sur la force, se soutient par le pouvoir, commence quand il y a une puissance supérieure qui la fonde, finit quand il y a une puissance opposée qui la renverse. Une fois que cela a été socialement connu, la souveraineté du peuple a remplacé le droit divin. Il faut maintenant que l'on sache de même que cette souveraineté de tous est, sauf le personnel du pouvoir, la même chose : et que l'on sache en outre que, pas plus sous cette forme nouvelle que sous toute autre forme, la force ne saurait rien coordonner de rationnel et de permanent.

La souveraineté du peuple, comme principe social absolu, est aussi absurde que le droit divin des rois. Qu'y aurait-il de plus nécessairement sacré dans l'arbitraire d'une majorité que dans celui d'un monarque?

On comprend en quelque sorte les fidèles de l'ancienne légitimité, dont la nébuleuse essence se cache dans le vague de l'indétermination, et l'origine dans la nuit des temps. On comprend mieux cependant les démolisseurs de ce système tout de foi et de sentiment, qui devait tomber sous le premier souffle de l'examen, de la discussion et du doute. Mais ce qu'il faudrait plus que de la bonne volonté pour comprendre, c'est la prétendue reconstruction d'une légitimité nouvelle par ceux-là mêmes qui, après avoir détruit l'autre, veulent aujourd'hui qu'on se prosterne aveuglément avec eux devant ce qui n'est, à l'évidence, qu'un fait positif, posé d'hier, l'ouvrage de leurs mains. Qu'ils aient réalisé provisoirement un ordre quelconque à la place de l'ordre qu'ils avaient renversé; à la bonne heure! mais qu'ils exigent que cet état de choses accidentel et forcé soit traité en état rationnel et durable, cet atermoiement transitoire en arrangement définitif; c'est vraiment d'une candeur de crédulité dont on n'eût jamais cru capables les sceptiques apôtres de la dogmatique doctrine libérale.

On entrevoit déjà que la majorité n'est pas plus un principe que la légitimité : elle est aussi insaisissable que variable. A quelle majorité donnerait-on la préfé-

rence, et pourquoi ? Comment expliquerait-on qu'elle a été précédée d'une majorité différente, et qu'une autre encore la suivra ? Quoiqu'on se prévale souvent de la chose qu'exprime ce mot pris dans son acception rigoureuse, on n'ose cependant pas soutenir que la supériorité d'une seule voix suffise pour consacrer la vérité d'une opinion, la justice d'un acte; car, deux voix passant à l'opinion contraire et défendant l'acte opposé, changeraient complétement le caractère essentiel de l'équité et de la vérité : ce qui est absurde. Pour avoir une majorité respectable, prépondérante, réelle, on exige dix, vingt voix, tantôt moins, tantôt plus. Combien donc? Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, ce sera toujours le manque ou l'adjonction d'une voix qui décidera toutes les questions, soit qu'on ne la compte qu'après la vingtième ou après la dixième qui dépasse la moitié des délibérants, soit qu'on la prenne immédiatement après cette moitié même.

Et puis, quel est aujourd'hui le grand souci de nos majorités conventionnelles? c'est d'empêcher la véritable majorité, celle du vote universel, de se faire jour. Singulier résultat! Les majorités elles-mêmes proclament la majorité mauvaise, funeste. Les hommes du principe faussé dans l'application, sentent fort bien que la société serait perdue si jamais le même principe théorique franchement réalisé venait à triompher!

Maintenant que feront les doctrinaires du libéralisme, ces fanatiques conservateurs du fait accompli,

ces fatalistes de la chose existante, qui soutiennent cette chose, même contre leur propre opinion qui y était opposée avant qu'elle existât, bien entendu s'ils ont réussi à combiner le fait de manière à en faire jaillir leur intérêt personnel? On ne se paie plus de mots, et on s'enhardit peu à peu à nommer par leur nom les actes qu'on se contentait autrefois de faire en rougissant. Quand on s'avouera une fois que le régime de la majorité c'est l'empire de la force, confié à ce qu'il y a de plus aveugle et de plus passionné, les masses; de plus mobile, de plus inconstant, le nombre : l'anarchie n'aura-t-elle pas fait un bon pas de plus? Et pourquoi ne se l'avouerait-on pas? on dit bien qu'aujourd'hui l'aristocratie, bornée à la fortune, c'est-à-dire au pouvoir de faire ou de ne pas faire, de servir ou de nuire, c'est la puissance que l'on sent, tandis que celle d'autrefois était la puissance en laquelle on croyait!...

Depuis que le fait domine la société, il n'y a eu de paix et de bonheur matériel possible que là où il y avait un petit nombre d'hommes simples, éprouvant peu de besoins et entourés de beaucoup de moyens de les satisfaire. Il y a nécessairement ordre — je ne dis pas *justice* — tant que personne n'a intérêt à le troubler. C'est la vie du *paradis terrestre* avec l'ignorance du bien et du mal; et l'ignorance, c'est l'absence de stimulant qui porte à la dissiper. Ce stimulant est né du besoin qui s'est manifesté le jour où l'appropriation de toutes les choses nécessaires à l'existence et au

développement des facultés humaines a été entière. Dès lors, les uns sont venus au monde avec les moyens, non-seulement de vivre, c'est-à-dire avec des rentes et des bottes, comme dit si pittoresquement M. Auguste Luchet [1]; mais encore avec les moyens de rançonner ceux qui sont dénués de tout. Ceux-ci, sans souliers et sans pain, couverts du mépris des heureux de la terre comme d'une lèpre, ont dépendu pour toutes choses du bon vouloir, ou du caprice, ou des passions des autres: et ces autres leur ont accordé le simple nécessaire; mais jamais rien que le nécessaire pour un jour; mais toujours le plus strictement, le plus chichement possible; mais aux conditions expresses de leur sacrifier leur temps, leur valeur intellectuelle et morale, en d'autres termes, leurs bras, leurs talents et leur génie, leur personnalité et leur honneur. C'est infâme!

Et cependant cela est ainsi; et on commence géné-

[1] L'expression n'est pas *attique*, mais elle est *saisissante*: cela vaut mieux. Elle sera comprise par quiconque a quelquefois vu et *remarqué* de pauvres enfants qui avaient si mal fait de naître, se morfondant, les pieds nus sur la neige, tandis que d'autres enfants, bien nés ceux-là, se pavanaient les jambes dans des bottes doublées et fourrées!... Quant aux rentes, celui qui n'en a pas pour se chausser n'en a pas non plus pour se nourrir; et la faim fait bien plus vivement sentir le froid. Que l'un et l'autre tuent souvent, je l'ai toujours compris: mais qu'ils ne portent pas plus souvent à tuer, j'avoue que je m'en étonne beaucoup.

ralement à comprendre que cela est ainsi. Aussi l'aristocratie bourgeoisement libérale qui nous domine au moyen de l'or qu'elle garde et du mot *liberté* dont elle se fait un bouclier plus encore qu'un drapeau, a-t-elle perdu tout son prestige. Or, c'est M. de Tocqueville qui l'a dit : « Une aristocratie qui a laissé échapper définitivement le cœur du peuple, est comme un arbre mort dans ses racines, et que les vents renversent d'autant plus aisément qu'il est plus haut. »

Les vents, ce sera l'excès du mal; et cet excès apportera avec lui son remède. Ceux qui souffriront le plus du mal, tout en y contribuant eux-mêmes — je parle des malheureux, des parias de la société, des prolétaires, que les propriétaires exploitent à merci et miséricorde, déshonorent ou tuent, comme ils veulent, — finiront par se révolter contre lui : et l'anarchie balaiera le sol social. Car je ne suis pas de ces démocrates aveuglément enthousiastes, qui voient dans l'avénement du peuple au pouvoir la panacée à tous les désordres de la société. Je n'y vois que l'excès du mal qui produira cette panacée. J'y vois en outre la réparation d'une immense injustice, par une injustice nouvelle, il est vrai, mais du moins une réparation : ce qui, répartissant l'injustice sur tout le monde à tour de rôle, finira par dégoûter tout le monde de l'injustice même, sans égard à ceux qui accidentellement en profitent et à ceux qui pour le moment en souffrent.

Je sens parfaitement et je proclame tout haut le dan-

ger qu'il y a pour la propriété, c'est-à-dire pour notre état social présent, dans l'arrivée au pouvoir de la non-propriété, du prolétariat [1] : mais comment empêcher le prolétariat d'arriver? N'est-ce pas la propriété elle-même qui, par son inepte entêtement dans l'iniquité sociale, presse cet avènement? Les riches disent que le peuple n'est pas digne de la liberté; c'est vrai : mais qui faut-il en accuser? qu'il n'est pas digne du bonheur; c'est un blasphème d'autant plus impie que les riches eux-mêmes perpétuent le malheur du peuple. La *canaille* — ils cherchent à le flétrir de cette épithète, — quelqu'abrutie, quelqu'atroce qu'elle

[1] Si la loi du cens qui exclut les prolétaires du droit de voter est une mesure dont la prudence prescrit impérieusement le maintien aux propriétaires de notre époque, la justice n'exigerait-elle pas en même temps qu'ils les dégrevassent de toute charge quelconque? Que les pauvres n'aient rien à dire dans l'État; soit : mais qu'alors aussi ils ne paient pas pour le soutenir, qu'ils ne contribuent pas à le défendre. Quelle obligation auraient-ils envers lui qui ne fait rien pour eux? Si l'État permet que les citoyens se fassent remplacer pour le service militaire, il sera libre aux prolétaires de se louer aux riches pendant plusieurs années, comme ils s'y louent déjà à tant le jour. L'impôt du sang ne pèsera plus uniquement sur ceux qui ne doivent aucun impôt; et ils auront l'existence assurée pour un peu plus longtemps. A moins que la guerre ne les enlève; ce qui leur arrive également dans nombre de leurs travaux dont les riches ne partagent pas davantage avec eux, ni les souffrances, ni les dangers.

puisse se montrer un jour, sera alors réellement *sainte*, comme l'a appelée son poëte : elle le sera dans les effets de sa sainte mission, puisqu'exécutrice de la justice de Dieu, elle foulera aux pieds tous les priviléges de l'imposture et de l'oppression.

Le peuple n'est pas digne de la liberté ! je le crois bien. Autrefois, sous le despotisme monarchique ou nobiliaire, il n'en était qu'incapable ; on ne lui imposait que la servitude : l'aristocratie du jour, celle de la fortune, exige la servilité. C'est dans cette abjection des masses que fermentent les passions terribles dont l'explosion bouleversera le monde social.

A mon avis, le peuple opprimé ne vaut pas mieux aujourd'hui que ses oppresseurs : intellectuellement et moralement il vaut même moins qu'eux ; car ils ont, eux, de plus que lui, l'instruction qu'ils achètent et une conduite plus régulière de laquelle ils ont beaucoup moins d'intérêt à dévier, sans compter le vernis de convenance et de belles manières dont ils se sont habitués à couvrir leurs actions quelles qu'elles soient. Je ne prétends pas qu'il faille rendre justice au peuple parce qu'il le mérite, parce qu'il y a droit par son innocence passée et l'usage moral qu'il ferait à l'avenir de ses lumières et de sa force. Mais je dis qu'il faut rendre justice à tous, le peuple compris, parce que c'est le droit de tous, quels que soient les abus immédiats qui puissent en résulter, les crimes qu'on doive en attendre.

Je sais qu'il n'y a point de la faute au peuple s'il est grossier, ignorant et vicieux, et souvent pis en-

core : aussi ne lui en fais-je pas le moindre reproche; mais je le plains du fond de mon ame. Je sais que le vice, souvent d'un aspect aimable chez le riche, pour qui il est un moyen *recherché* de jouissances, n'est la plupart du temps qu'une ressource hideuse pour le prolétaire qui est *forcé* d'y puiser de quoi combattre le besoin ou s'étourdir contre le désespoir. Je sais que, presque chaque jour, le pauvre se voit dans l'effroyable alternative d'opter entre le déshonneur et la faim, la mort et l'opprobre. Je sais enfin que la fille avilie du peuple, dont l'homme *comme il faut* détourne les yeux avec dégoût, avant de s'être ravalée par la débauche vulgaire, avait presque toujours été séduite par le libertinage de *bon ton*, qui achète du plaisir pour de l'or, et n'accorde la vie qu'au prix de la prostitution. Je sais tout cela, et le cœur me saigne d'un mal que souffrent et que souffrent seuls ceux qui n'en sont pas coupables.

Mais je n'en constate pas moins le fait de l'infériorité actuellement positive du peuple sous tous les rapports, et de la funeste perturbation que son action de plus en plus immédiate et de plus en plus prononcée sur les événements, portera dans leur direction et dans leur marche. Qu'il nuise de par son essence mauvaise ou en conséquence de l'impossibilité où on l'a mis de ne pas nuire, le tort qu'il causera n'en sera pas moins réel. Or, le peuple trompe quand il peut tromper impunément, comme tout le monde et plus que tout le monde, parce que, faible, opprimé,

misérable, il a plus d'intérêt à tromper : il violentera quand il voudra, c'est-à-dire quand il saura qu'il peut le vouloir impunément. Il a néanmoins été jusqu'à présent la victime ordinaire des ruses et de la brutalité de ses maîtres. Mais ce n'est pas lui qui s'est fait cette part : elle lui a été imposée ; et dès à présent, il ne demanderait pas mieux que de la troquer contre la part de ceux qui le vexent et l'écrasent.

Plus donc qu'il y aura d'oppresseurs, plus l'oppression sera lourde et douloureuse : et quand tous opprimeront ou plutôt voudront opprimer — car qui opprimeraient-ils en effet ? — il y aura anarchie dans toute la portée du terme. C'est là ce qu'il est raisonnable d'attendre de la domination active des masses, en d'autres termes de la démocratie sans cesse progressive, du radicalisme, du vote universel, du gouvernement de tous par tous, de la suppression de toute direction sociale, de toute hiérarchie, de tout gouvernement ; et il est raisonnable de n'en attendre que cela. Cette révolution, la dernière heureusement puisqu'elle sera la plus terrible, forcera d'adopter l'ordre vrai ou la justice égale pour tous, dans les moyens de réalisation aussi bien que dans la position du principe, dans les conditions du fait autant que dans la reconnaissance du droit. Ce sera l'œuvre du peuple. Nous devons espérer cela de lui. Nous serions déraisonnables et injustes si nous en espérions davantage. Ce sera en contribuant efficacement, par amour de lui-même, et par le désir d'exploiter à son tour ses

anciens exploiteurs, au renversement de la société actuelle et de son ordre faux, que le peuple préparera la voie à la fondation de l'ordre nouveau où il n'y aura plus d'exploitation ni d'oppression, où il ne pourra jamais se venger de personne, mais où personne aussi ne pourra exciter ses sentiments d'envie, de haine et de vengeance.

Tant que ce dernier dénouement ne sera pas atteint — nous y marchons, me paraît-il, rapidement et directement, grâce surtout aux conservateurs de ce qui existe, lesquels, comme des manœuvres sous la main de Dieu, semblent fatalement chargés d'ébranler l'édifice qu'ils se croient la mission de soutenir,—nous verrons la misère s'étendre et s'accroître, nous verrons des populations entières tendre la main, mais une main menaçante, à l'aumône des propriétaires; et si elle leur est accordée, la redemander plus brutalement encore; si elle leur est refusée, exiger que le gouvernement la décrète. Et malheur au gouvernement qui, sans s'allier franchement au prolétariat, sans se faire peuple lui-même, se contenterait d'imposer aux propriétaires le soulagement des malheureux! Les propriétaires le chasseront ignominieusement. Mais malheur aussi au gouvernement qui repoussera les prolétaires aux abois! Ceux-ci le pulvériseront avec les propriétaires dont il se sera fait le complice.

Nous verrons le suicide se multiplier autour de nous d'une manière effrayante, le suicide, cet épouvantable symptôme du plus haut période où puisse

parvenir le mal social : les uns succomberont sous les angoisseuses étreintes de la faim, les autres sous le souffle desséchant de l'égoïsme; ceux-ci parce qu'ils n'ont plus rien à espérer, ceux-là parce qu'ils n'ont plus rien à désirer : les uns tués par le besoin ne pourront plus vivre, les autres torturés par le dégoût ne voudront plus vivre. Car tous auront cessé de voir à la vie d'autre but que la vie elle-même; tous feront, de l'esprit qui est en eux, de leur être pensant, le pourvoyeur exclusivement des besoins du corps, l'entremetteur des passions du corps, l'instrument des sens organiques, le moyen de jouissances purement matérielles. Or, quand il n'y a plus à jouir, ou quand on s'est usé à jouir; quand, du désœuvrement, est né l'énervant supplice de la monotonie; quand l'ambition et la cupidité sont enrayées dans leur marche; quand on a fait des dettes qu'on ne peut pas payer, ou quand on ne peut plus faire de dettes; quand on a perdu ce qu'on appelle *la considération,* à l'ombre de laquelle on digérait et on dormait tranquille; quand on est en butte à des douleurs physiques qui torturent ou obsèdent *trop;* quand on a subi des malheurs, qu'on a éprouvé des chagrins ou qu'on s'en crée qu'on n'a plus la force ou le courage de supporter; quand, revenu de tout, on se dit avec Danton : « Ma vie n'en vaut pas la peine, et l'humanité m'ennuie; » eh bien! l'esprit dit au corps, qu'il serait absurde de prolonger volontairement un état de malaise et de tourment auquel il est si facile de se soustraire. Cela est logi-

que : et, si ce n'était la répulsion instinctive que l'esprit éprouve à hâter la destruction d'un organisme auquel il tient parce qu'il y a été attaché, le suicide serait bien plus fréquent encore qu'il n'est à notre époque.

Le suicide commis par égoïsme matériel est aussi déplorable sous le rapport moral que le suicide commis par dénuement, que la mort par inanition : c'est toujours le même mal social, la même erreur intellectuelle, la même immoralité chez l'homme. Seulement, avec des gens qui se tuent parce qu'ils n'ont pas tout ce qu'ils voudraient avoir, ou qui sont désillusionnés sur ce qu'ils ont déjà et peuvent encore obtenir, on va tristement, mais longtemps : avec des gens qui meurent ou qui se tuent parce qu'ils n'ont pas de quoi se nourrir, de quoi vivre enfin, on est sans cesse menacé d'une crise prochaine et terrible.

Cette crise enveloppera tout le monde, grands et petits, faibles et puissants, démolisseurs et conservateurs prétendus, protestants et catholiques, croyants et douteurs, ceux qui en pressentent l'approche plus ou moins clairement, et la tourbe des indifférents qui ne croient qu'au présent parce qu'ils ne connaissent que lui et qu'ils se disent : *après nous le déluge !* qui reçoivent la vie pour la transmettre telle qu'elle leur a été confiée, sans plus, comme les animaux et les plantes, qui ne laissent pour seules traces de leur passage sur la terre que d'autres plantes et d'autres animaux, leur équivalent, issus d'eux.

Ceux-là nient qu'il y ait progrès dans le mal, qu'on avance vers la catastrophe dont tout mal porté à l'extrême est finalement cause. Mais, pour emprunter le langage de Pascal : « Quand tout se remue également, rien ne se remue en apparence, comme en un vaisseau. Quand tous vont vers le déréglement, nul ne semble y aller. » Or, c'est d'un seul et même mouvement que nous sommes emportés vers le désordre, et que nous achevons à l'envi la démolition de notre misérable masure sociale. Voilà pourquoi chacun croit que l'ordre ne sera pas sérieusement troublé, et que, moyennant, de temps à autre, quelques réparations opportunes et quelques étais placés à propos, l'édifice qui nous abrite tant bien que mal restera debout. Erreur et erreur mortelle !

Il faut que les riches *surtout* sachent que la crise est inévitable, qu'elle est imminente, pour qu'ils aient peur et cèdent un peu. Il vaudrait mieux qu'ils comprissent la justice, la légitimité de cette crise, et qu'ils la prévinssent tout à fait, en abolissant la misère qui la provoquera. Mais ils ne comprendront rien d'eux-mêmes, tant que leur intérêt qui exige d'eux cet effort d'intelligence, ne sera pas tout matériel et tout actuel ; tant par conséquent qu'il ne sera pas trop tard.

Et ici je tiens à justifier pour la dernière fois mon épigraphe : c'est principalement pour les heureux de ce monde que j'écris parce qu'ils sont, même dans ce monde, menacés des malheurs les plus grands. D'abord, leur félicité n'y est jamais complète ; car ils

sont dans une voie que Dieu n'a pas ouverte à l'humanité. Puis, cette félicité, ils la verront s'évanouir misérablement. Ce sont réellement eux qui sont le plus à plaindre. Les malheureux qu'ils font ne viennent qu'après.

Je suis loin d'admettre les théories de terrorisme qu'on invoque pour renverser l'odieux système de violence et de corruption sociale qui nous perd; puisque j'en accuse la force elle-même, la force et la tromperie, en d'autres termes l'égoïsme et la lâcheté dont il est le résultat. Le mal que la force a fait et qu'elle continue à faire en le perpétuant, ce n'est pas à la force, mais à l'intelligence, c'est-à-dire à la liberté moralisée par les lumières, à le réparer. Je refuse à n'importe quel homme tout droit sur un homme quelconque, même tout droit sur lui-même. Chacun a le droit de remplir les devoirs que lui imposent ses moyens organiques, sa position, sa fortune, son éducation, c'est-à-dire d'accomplir sa destinée; et personne n'a celui d'entraver ce droit chez un autre, ni de se mettre dans l'impossibilité de remplir son propre devoir. Dieu seul et la vérité, son expression pour l'intelligence humaine, et la justice qui est l'application de la vérité aux relations sociales, dominent l'homme [1]. Dieu a donné à l'homme la vie pour se

[1] Dans nos langues du nord, allemande, anglaise, flamande, etc., le droit et la vérité, la justice et la justesse, s'expriment par un seul et même mot.

perfectionner, et, s'il a failli, pour réparer le mal, c'est-à-dire pour se repentir. Se repentir est donc faire mieux et vivre. Mourir ne répare rien et empêche toute réparation. Il n'y a de bonne mort que la fin d'une bonne vie. Ni l'homme ni la société ne peuvent ôter à l'homme la vie, sans laquelle l'homme ne peut rien pour la société ni pour lui-même.

Mais je dis que, lorsque l'homme est devenu un obstacle matériel pour l'homme ou pour la société, un obstacle qui menace l'existence de l'homme ou l'ordre vrai, la justice, qui est l'existence de la société humaine, cet obstacle ne pouvant être écarté ou aplani, sera brisé. Je dis donc qu'il y aura de nouveaux combats, de nouveaux meurtres, lorsque la corruption et la ruse seront à bout de ressources; je dis que le terrorisme des têtes cassées tumultuairement par voie d'émeute ou coupées réglément par voie révolutionnaire, renaîtra : il ne faut pas en douter. Le régime de la force et de l'injustice, du mensonge et de la peur, *que nous subissons*, sera immanquablement suivi de violences et de cruautés *qui ne remédieront à rien;* puisque ce sera, sous une autre forme et entre les mains d'autres individus, toujours la même iniquité, toute brutale et toute matérielle.

La société actuelle, comme tout fait qu'on attaque, qu'on cherche à renverser, luttera tant qu'elle pourra; et pour mieux résister, elle dira qu'elle a droit à se maintenir, à vivre. Le fait prouvera qu'elle a tort, et le prouvera en la renversant. Il n'y a de droit à se

maintenir que pour la société issue du droit et se conservant par le droit seul : aussi la société-principe ne périra-t-elle point. Mais pour qu'elle triomphe, il faut que la société de privilége et de douleurs, que notre société périsse; et elle périra. Celle-là n'a point de droit. Elle aura eu sa *force accidentelle* qui, tôt ou tard, devait s'évanouir devant l'*égalité essentielle* à l'humanité. Quand tous les hommes réaliseront leur droit à vivre, la société n'invoquera plus en vain son droit à se conserver.

On ne me fait qu'une seule objection sérieuse et fondée; c'est : « Vos doctrines sont impraticables; ce que vous demandez ne saurait se réaliser. » — Cela est juste et vrai. Ce que je veux est effectivement impraticable pour ceux qui refusent de le pratiquer, qui ne croient pas avoir intérêt à le pratiquer, qui ne se croient pas dans la nécessité de le pratiquer. Mais le moment viendra où il faudra mettre la *justice sociale* telle que je la formule et d'après le principe que j'ai posé, *à l'ordre du jour*, SOUS PEINE DE MORT. Ce sera praticable *alors*. Les intéressés croiront cela quand ils y seront; *pas avant*.

§ VI. — CONCLUSION.

Terminons par une déduction très-succincte de nos conséquences finales :

Notre société n'est pas fondée sur le droit qu'elle ne connaît même point, chaque homme se formant un

droit individuel, variable selon les temps, les lieux, ses intérêts, ses passions, les circonstances. Le fait sur lequel la société repose — l'appropriation privée, exclusive, illimitée, par occupation, et transmissible à l'infini,—est la cause et l'origine de toutes les révolutions et de tous les maux, des abus, des désordres, des crimes, des malheurs de la société et des membres qui la composent. Ce fait appuyé uniquement sur la force, ne relève que d'elle seule; et par conséquent, tout en changeant dans les formes et les apparences, il laisse toujours la société au même point, tandis qu'il augmente sans cesse les souffrances des malheureux et le nombre de ceux qui souffrent.

Il est nécessaire, de toute nécessité, que la société admette le droit réel et absolu, droit égal pour quiconque peut le concevoir et doit le réaliser; il faut que tout ressortisse à ce principe harmonique, lois, morale, religion. Ce principe doit être invinciblement déduit, par relation d'identités, d'un fait primitif que personne ne puisse se refuser à admettre au même titre et au même degré, savoir : *de la conscience que chacun a de soi, de l'amour que chacun a pour soi.*

Ce principe sera le fondement de la société, sa morale, sa religion. Car la société n'est pas le résultat d'une constitution, de quelques codes, d'une administration et d'une police : elle est la morale et la religion *sociale,* constituée, codifiée, organisée et fonctionnant; ou elle n'est rien du tout. Où en serait le christianisme, si Jésus s'était uniquement occupé

d'institutions politiques, de pondération des pouvoirs, de lois à dicter ou à débattre, d'organisation de l'industrie et du travail, de réglémentation, d'administration, de finances, de police et d'espionnage?

Il faut réformer intellectuellement; c'est-à-dire, non pas seulement étendre et éclairer la voie des sciences appelées mathématiques et naturelles, mais surtout et avant tout porter le flambeau de l'incontestabilité dans la science des sciences humaines, celle de l'homme spirituel, celle des vérités métaphysiques qui sont le domaine moral de l'homme, qui comprennent tout ce qui ne peut être soumis à l'expérience, tout ce qui est du ressort exclusif de la logique, laquelle d'ailleurs prime toutes choses et jusqu'à l'expérience elle-même, toujours dépendante du raisonnement s'il est irréprochable et s'il est parti d'un fait réel. La réforme intellectuelle, comme je la comprends, est donc une réforme morale, dominant toute autre réforme possible, sans laquelle rien ne se réformerait en réalité, et dont toute réforme matérielle, industrielle, politique, sociale, est une conséquence directe, immédiate et nécessaire. C'est l'abjuration, non-seulement de la foi passée, comme ayant pour principe la révélation, le sentiment, et la coutume traditionnelle ou l'éducation; mais aussi et nommément du protestantisme douteur et du libéralisme démolisseur, comme n'enfantant que l'incertitude, sans affirmation possible, sans négation fondée [1].

[1] Ces deux dissolvants ont déjà puissamment agi sur

Tout ce qui se fera, en fait de réforme matérielle, de réorganisation mécanique, pour ainsi parler, de prétendu redressement politique ou administratif, de transformation ou rénovation sociale, avant d'avoir arrêté le principe dont il s'agit et d'avoir morale-

notre société, et la décomposition y avance avec une rapidité qui devrait donner à penser aux moins craintifs. Je n'en produirai qu'une seule preuve, que je puiserai dans nos débats judiciaires. Quelles y sont les dépositions *religieusement* vraies, c'est-à-dire faites par des témoins se croyant obligés *en conscience* de dire la vérité, pour remplir leur devoir d'hommes en respectant le droit que les autres hommes ont à la connaître, puisqu'ils sont doués comme eux d'une ame responsable devant Dieu qui est la source de l'immortalité et la sanction de tout devoir et de tout droit? Ne dit-on pas simplement ce qu'on a intérêt de dire, ce qu'on veut dire, ce qu'on est forcé de dire? Et les jurés, les juges, s'ils n'ont pas touché la chose ou vu le fait en question, ne prononcent-ils pas en aveugles devant les hommes sur une culpabilité qu'il leur est impossible de nier ou d'affirmer devant Dieu? Les lois ne sont-elles pas dès lors une dérision, la justice un coup de dé et l'existence de la société un miracle? Eh bien! le libéralisme et le protestantisme nous ont naturellement menés là. Ils nous ont dotés de la seule règle de conduite qu'ils pussent admettre, celle qui concerne les actes matériels susceptibles d'être découverts. Quant à la morale proprement dite, qui domine la pensée et dirige les intentions, elle achève de s'évanouir sous l'influence délétère que nous venons de caractériser. Elle ne renaîtra que lorsqu'on aura rendu à l'homme, et à tout homme, sa conscience, sa religion, son Dieu : tout est là, mais n'est que là, pour l'homme et pour la société.

ment contraint toutes les intelligences à s'y soumettre; ce qui se fera en dehors de la direction que ce principe doit imprimer aux choses, sera inutile, sera dangereux, mauvais, et deviendra la source infaillible de nouveaux forfaits et de nouvelles souffrances, jusqu'à ce que la mesure de l'injustice et des malheurs qu'elle entraîne pour les coupables comme pour les victimes étant comble, elle déborde en désordre sans bornes, en dissolution générale.

Toutes les passions humaines, tous les vices, tous les crimes, doivent triompher à leur tour, et triompheront complétement. A ce prix seulement les hommes consentiront à laisser enfin régner la raison qui condamne les injustices et proscrit les vices sans exception aucune, et qui dompte les passions quelles qu'elles soient. La vraie rénovation sociale ne sortira que des souffrances de l'humanité, accumulées les unes sur les autres, et lorsqu'elles auront engendré l'anarchie qu'elles portent en germe. La science sociale résoudra toutes les questions que pose cette humanité; mais pas avant qu'elle ait entendu et exaucé ses plus humbles prières, avant qu'elle ait compris ses tendances les plus timides et les plus modestes.

A nous, qui prévoyons cela, à le dire ouvertement, même avec la conviction de ne pas être écoutés; à nos contemporains, à nous huer, du haut de leur confiance aveugle, pour ne pas dire stupide; à tous, à souffrir quand l'heure de la tourmente anarchique aura sonné.

Je vois avec joie que nous commençons à être pres-

sentis, annoncés même — je parle des hommes qui, après avoir secoué la foi passée, ne s'arrêtent pas à la négation présente; je parle des hommes d'espérance et d'avenir. — Voici ce qu'on lit dans un article remarquable sur le *communisme,* qui vient de paraître dans le *Trésor national :* « Dans la distribution du travail de l'avenir, il manque un troisième parti populaire qui ne tardera pas sans doute à paraître, s'il n'a déjà paru : celui qui réclamera surtout le développement intellectuel du peuple, l'éducation publique, commune et gratuite; un parti occupé de la morale et de la science, comme les réformistes sont occupés de mécanisme politique, comme les communistes sont occupés de l'organisation du travail et de sa répartition. Tandis que les communistes prêchent surtout l'égalité, et les réformistes surtout la liberté, la troisième école dont nous parlons s'inspirera surtout de la fraternité, c'est-à-dire du sentiment religieux, qui doit unir la liberté et l'égalité. »

Substituez ici *principe religieux* à *sentiment,* et je dirai que le parti entrevu par l'auteur de l'article, est le nôtre. Avec lui, nous voyons dans le communisme la politique rationnelle des panthéistes, comme dans l'athéisme — l'indifférence sur tout ce qui n'a point de certitude sensible — la religion logique des libéraux. Or nous voulons un Dieu incontestable à l'intelligence, une morale exprimant l'égalité réelle des droits de tous, une propriété compatible avec cette morale, et des liens domestiques résultant de l'exis-

tence des familles naturelles, tout comme la société résulte nécessairement de la coexistence de ces mêmes familles, sans acception ni exception d'aucune, pour le bonheur de toutes également et pour le perfectionnement et le bien-être de tous les hommes.

Quelques lignes plus bas, l'auteur des réflexions sur le communisme s'exprime encore plus catégoriquement :

« Il y a trois degrés dans la marche de l'esprit au dix-neuvième siècle, en politique, aussi bien qu'en philosophie et en religion.

« Ces trois catégories principales peuvent se préciser ainsi :

« 1° Les hommes qui soutiennent encore l'ancien régime religieux et social; catholiques et féodaux, qui repoussent le dix-huitième siècle et la révolution.

« 2° Ceux qui, au milieu de cette grande destruction religieuse et politique, sont restés dans la négation, dans le doute ou l'obscurité, dans le matérialisme philosophique et social. Ce sont les libéraux tout comme les communistes. Les libéraux sont une autre variété de matérialistes. Ils nient toute autorité, toute règle, comme les athées nient Dieu. Ils vont au hasard, laissent faire et laissent passer, sans notion du droit et du devoir politiques, comme les athées n'ont plus de notions du bien et du mal. Ils séparent l'Église et l'État, c'est-à-dire la pensée et l'action. Ils disent que la loi doit être athée, c'est-à-dire indifférente à la justice et à la vérité.

« 3° Ceux qui savent que cette ruine immense a été nécessaire pour une construction plus grandiose, et qui travaillent à ce monument nouveau, pleins d'espérance.

« Il y a donc déjà une doctrine qui n'est plus l'affirmation catholique et féodale, qui n'est plus la confusion des idées purement négatives, mais qui commence à pressentir un nouveau dogme en religion et un nouveau droit en politique. »

C'est là notre doctrine. Seulement nous allons plus loin : nous affirmons, nous précisons le nouveau dogme; nous démontrons que, sans ce dogme reçu socialement, la société irait en se fractionnant et finirait par se dissoudre tout à fait. Nous faisons toucher au doigt et à l'œil que, moyennant l'admission sociale de ce dogme, toutes les injustices seront réparées, tous les maux disparaîtront, la société sera réorganisée radicalement et l'ordre consolidé d'une manière stable. Car la société sera toute religieuse comme la religion sera toute sociale : lois, morale et religion ne seront qu'une et même chose. L'économie publique sera l'émancipation des prolétaires et l'organisation du travail. Le gouvernement fondé par les hommes pour les diriger, n'émettra pas un seul acte qui ne soit empreint de la plus haute moralité, partant toujours de la vérité et tendant vers la justice, s'adressant à l'intelligence pour guider le cœur. Nous ajoutons qu'il faut que ce dogme soit prouvé, et nous disons que *nous savons* qu'il le sera.

Maintenant ma tâche personnelle est remplie, j'ai satisfait à mon devoir selon mes facultés, mes moyens acquis et mes forces : j'ai écrit, daté et signé mon testament politique [1]; je me repose, et j'attends que

[1] C'est aussi ma justification pour mon passé révolutionnaire.

On me répète constamment : « Ce qui est, vous en êtes coupable. » — Cela ne vaut pas la peine d'être réfuté. — On ajoute : « Vous pouviez l'empêcher. » — Comment? Probablement en établissant autre chose. Or ce que j'aurais voulu, moi, personne ne le voulait. Personne ne le voudrait actuellement. Qu'on lise ces *Études;* et qu'on me réponde, la main sur la conscience. Si la majorité de ceux qui ont voix délibérante partage mes opinions, j'ai eu tort et je souscris franchement à ma condamnation. Si elle a toujours été et si elle est encore contre moi, qu'avais-je à faire? ce que j'ai fait : me retirer; qu'ai-je à faire? ce que je fais : dire la vérité quand je le puis.

Du reste, que ce qui est ne vaille rien, je l'ai dit lorsque tout le monde croyait le contraire. J'ai dit même que cela valait moins que ce que nous avions répudié; on m'a jeté la pierre : j'ai conseillé d'en revenir, *matériellement* du moins, à ce que nous avions répudié; on m'a jeté de la boue. Cela ne me blesse ni ne me salit. Je me borne pour toute réponse à faire remarquer qu'il y a contradiction dans ce que l'on m'oppose : car si l'on est content, je suis sans reproche; si on ne l'est pas, je suis pardonnable de faire en sorte qu'on le redevienne, que d'ailleurs je me trompe ou non sur les moyens. Au reste, il est de fait que je n'ai jamais pu grand'chose : je ne voulais ni ce qui existe, ni rien de ce genre; et, je le répète, tous auraient repoussé ce que je voulais, les uns parce qu'ils l'eussent cru contre

celui qui en sait plus que moi ou qui le sait mieux, poursuive cette tâche. Il est temps, il est plus que temps de mettre hors de tout doute possible le principe qui ramènera l'humanité à l'unité, qui asseoira la société sur sa véritable base.

« Point de théorie qui n'émane d'une pensée génératrice dont elle n'est qu'une évolution. Vraie tout entière ou fausse tout entière en ce qui la caractérise essentiellement, ou elle contient en soi la solution virtuelle des problèmes nombreux qui naissent les uns des autres, s'enchaînent les uns aux autres, ou elle n'en résout réellement aucun. » — M. Lamennais a dit cela. Et c'est incontestable en toutes choses, en morale comme en philosophie, pour la science sociale comme pour les sciences physiques et exactes. La vertu sur laquelle la société repose, Dieu dont la vertu procède, l'ame individuellement immortelle de l'homme sans laquelle la vertu serait un non sens, émanent donc d'une seule et même pensée généra-

leur intérêt, les autres parce qu'ils n'eussent pas compris que c'était dans leur intérêt.

J'ai tout le monde contre moi : c'est fort simple. Je ne suis d'aucun parti, d'aucune faction, d'aucune secte, d'aucune école ; je n'appartiens, comme tout le monde fait aujourd'hui, à aucune coterie, à aucune camaraderie, à aucune société, à aucune académie même ; et j'attaque, je flétris camaraderies, sectes, écoles, partis, sans ménagement, sans considération et sans trêve. J'aurais tort de me plaindre : aussi ne fais-je.

trice dont il sera démontré que ces vérités ne sont qu'une évolution. Et cette pensée, c'est l'homme se sentant, s'aimant, se connaissant; c'est l'égoïsme spirituel.

Les événements marchent rapidement, et ils se pressent autour de nous. L'intrigue qui, stimulée par l'ambition, la vanité et la cupidité surtout, règne sur la société sans concurrence et sans partage; l'intrigue, pour s'être coiffée du débonnaire bonnet de coton blanc, n'en hâte pas moins la catastrophe sociale inévitable que ne faisait la violence lorsqu'elle trônait affublée du bonnet sanglant de laine rouge. Celle-ci égorgeait; celle-là affame : peut-être même les choses en iront-elles plus vite. Qu'on y réfléchisse! Nous pouvons être pris au dépourvu, ne sachant ni que dire ni que faire, lorsqu'il faudrait résoudre avec l'autorité de la raison et agir avec l'assurance d'une conviction arrêtée; nous serions comme toujours les ouets du hasard et les victimes du sort. Quelque mal que les hommes soient disposés pour entendre la vérité, quelque défavorables que soient les circonstances pour qu'elle germe dans les esprits et prenne racine dans les cœurs, encore faut-il la crier du haut des toits, *advienne que pourra*. Que les hommes fassent, fassent bien, et fassent tôt, ce qu'ils peuvent et, par conséquent, doivent faire. Dieu fera le reste!

Novembre 1842.

APPENDICE.

1. — *Supplément à la note de la page* 251.

Faire Dieu auteur de la création, créateur de l'homme, par conséquent, et prétendre que cet homme, en sortant des mains ou, pour me servir d'une expression anthropomorphique moins grossière, de l'intelligence de Dieu, n'ait pas été doué de toutes les facultés et muni de tous les moyens de développement normal qui, d'après les lois essentielles et inhérentes à ces facultés mêmes, doivent rendre l'homme aussi parfait que l'humanité le comporte et que Dieu l'a voulu : cela m'a toujours paru une contradiction plus évidente encore qu'impie.

C'est cependant là ce que font ceux qui regardent Dieu comme le créateur, non de l'humanité, mais d'un homme déterminé, non toujours et toujours également, mais seulement à un moment donné et précis.

Quant à nous qui ne concevons la création que comme conservation, et la conservation que comme une création de tous les instants; nous pour qui une création précédée et suivie du néant, est aussi absurde qu'un Dieu changeant d'idées, d'avis, de volonté et de me-

nière d'agir, ayant un avenir, un présent et un passé; nous n'admettons l'œuvre de Dieu que comme complète, c'est-à-dire comme possédant en elle-même tout ce dont il a jugé nécessaire qu'elle fût composée, sans qu'il ait pu vouloir, à quelqu'époque que ce soit, y ajouter ou en retrancher quelque chose.

Nous repoussons donc la révélation surhumaine, au moyen de laquelle un homme quelconque aurait reçu quelque lumière nouvelle ou acquis quelque nouveau mode de s'éclairer, auxquels son intelligence agissant selon sa nature et marchant dans ses voies, ne serait pas parvenue sans ce secours.

Nous repoussons donc la révélation du langage comme celle de la pensée dont il est la condition, comme celle de l'intelligence elle-même. Voici comment nous considérons cette question dans sa spécialité :

L'intelligence de chacun ne se manifeste à elle-même et à celle des autres êtres qui en sont doués, que par la parole ou par des signes quelconques pour l'ouïe, la vue ou le toucher. Nous spiritualisons les objets hors de notre intelligence, au moyen du signe qui les particularise, par l'abstraction de tous les accidents que nous y percevons et par leur concentration en une seule conception, simple et *une;* ce qui met notre être spirituel, simple également et *un,* en rapport avec ces objets : et nous matérialisons nos conceptions, au moyen encore des signes matériels qui expriment cette abstraction faite, afin de les mettre en rapport avec notre être physique ou de les imprimer dans notre organisme. Le langage est l'étincelle qui, tout à la fois, jaillit du choc des intelligences et les enflamme. Le langage-principe a été donné à l'homme par Dieu même, comme l'intelligence-principe : ce sont des virtualités. Leur effet est

de se changer, aux conditions voulues, en réalités; savoir, l'activité intellectuelle en *idées*, le langage en *langues*. Un être humain qui aurait toujours vécu seul, parlerait-il? Assurément, non : penserait-il? pas davantage. La parole est la communication de la pensée. Il faut qu'il y ait communication pour qu'il y ait parole; comme il faut qu'il y ait parole, signe, pour qu'il y ait pensée. La pensée naît, avec le signe qui l'exprime, du frottement des intelligences. Elle est, ainsi que la parole, essentielle à ce frottement, et en est le résultat nécessaire et immédiat. L'homme isolé n'est pas encore un homme complet. Il n'est homme qu'*en puissance*, non *en acte*. Il n'y a d'homme véritable que l'homme social. Et cet homme parle parce qu'il pense et dès qu'il pense, comme il pense parce qu'il est et dès qu'il est en relation avec d'autres hommes. Ses pensées ne sont claires pour lui-même comme pour les autres, qu'en raison directe de la précision des signes qu'il emploie pour les rendre. Réformer la langue, c'est donc perfectionner l'intelligence, organiser la société.

La vraie, l'unique révélation, c'est la communication d'hommes à hommes, sans que pour cela il soit nécessaire que les uns enseignent quelque chose aux autres : le choc intellectuel est seul un enseignement. Quand il y a des hommes plus avancés que d'autres hommes, l'enseignement est plus prompt et le progrès plus rapide. En d'autres termes, la révélation, c'est la société. Elle a lieu parce que tous les hommes sont égaux, non comme enfants d'un même père, premier homme à qui Dieu lui-même aurait parlé; mais comme enfants du seul et même Dieu qui parle toujours le même langage à l'intelligence de tous, lorsqu'elle entre dans la voie qu'il lui a tracée, et qui, pour tous, est la même voie. L'essence

de l'intelligence humaine, avant toute relation de société, est l'innocence originelle; mais une innocence sans mérite puisque sans conscience et sans liberté : c'est là, l'ignorance native, laquelle, affranchie de l'isolement, peut et doit se convertir en justice qui est l'innocence éclairée, au moyen de l'échange des idées par le langage, et de la réciprocité des sentiments de bienveillance et d'amour par la vie sociale.

Hors de la société, il n'y a donc pas de liberté, parce qu'il n'y a pas d'intelligence, pas de moralité, pas d'humanité : hors de l'intelligence, il n'y a pas de société.

Nous nous bornerons à tirer de ces prémisses une seule conséquence pratique : c'est que le *solitary confinement*, la séquestration absolue des condamnés dans les pénitentiaires, est une impiété horrible autant qu'une révoltante inhumanité. Les *philanthropes* qui ont inventé ce genre de supplice ne retranchent pas, il est vrai, leur patient de l'*assemblage* des corps; mais ils lui interdisent la *communion* des intelligences : ce qui est bien pis. Pour autant qu'il est en eux, ils atrophient son ame. Puis, ils le renvoient à la société, plus innocent peut-être, mais seulement parce qu'ils l'ont rendu plus imbécile. Si leur intention est de venger la société par la *pénitence*, ils réussissent au-delà même de leur désir : car ils font souffrir probablement plus qu'ils ne s'imaginent. S'ils veulent amender, ils se trompent grossièrement : hébéter n'est pas corriger. Ils font naître chez le coupable le regret égoïste de s'être nui à lui-même : mais ce n'est pas là du remords. Et quant à la société que la loi avait débarrassée d'un de ses membres, qui protestait *criminellement* contre ses mensonges et ses injustices, je ne vois pas trop quelle obligation elle doit professer envers la philanthropie qui

substitue à l'homme dangereux un homme inutile, c'est-à-dire un esprit usé par l'exaltation fébrile de la solitude, et un corps qu'a épuisé l'activité anormale de l'esprit. Toujours également inique et trompeuse, la société compte un idiot et un malade de plus, que, quelque mal qu'il puisse encore lui faire, elle n'osera peut-être plus frapper; qu'elle devra même nourrir. Elle aura donc tout autant à craindre et plus à payer. Dans un siècle mû par le seul intérêt d'argent, il n'y a de punition logique que la peine de mort.

2. — *Supplément à la note de la page* 328.

La pierre angulaire du véritable édifice social, c'est la conviction que, dans une autre vie, l'ame goûtera ou souffrira le sentiment de l'existence, proportionnellement à la justice ou à l'injustice de ses actes dans la vie actuelle. Mais qu'est-ce que cette ame? est-elle créée, quand et comment? Comment et pourquoi s'unit-elle au corps et s'en sépare-t-elle? Quel sentiment a-t-elle de son existence quand elle n'a plus celui de cette existence, modifié par son union avec la matière? Que deviendra le sentiment de son identité individuelle quand l'organisme qui, en conservant l'impression des sensations diverses, a constitué le lien identifiant de ces sensations, se sera dissout?

Je pense que nous, *hommes*, en d'autres termes, êtres composés d'une ame et d'une organisation unies entre elles, et n'acquérant qu'au moyen de cette union la sensibilité et l'intelligence, c'est-à-dire le sentiment modifié de l'existence, existence distinguée elle-même et à chaque instant de celle de tous les autres instants, et néanmoins toujours *une*, simple ou immatérielle;

je pense, dis-je, que nous, hommes, ne pouvons obtenir sur la nature essentielle de l'ame pure aucune notion positive et réelle.

J'ai franchement exposé les difficultés dont on fait des objections contre le spiritualisme : ce ne sont que des difficultés. La philosophie empirique des sensations a le doute absolu pour dernière conséquence : la négation sur ce qui n'est pas du domaine de l'expérience matérielle, serait de sa part une contradiction évidente, aussi bien que l'affirmation. Elle discute, combat, analyse ; mais ne décide ni pour ni contre, n'aboutit à rien. J'oppose, moi, aux matérialistes une impossibilité ; et mon raisonnement, ils doivent le saisir sans peine : car il est tout pratique. Partant de ce qu'ils s'imaginent comprendre, ils disent qu'il n'est pas nécessaire d'en conclure une ame humaine immortelle et un Dieu : partant de ce qui est, je démontre que cela ne serait pas s'il n'y avait ni Dieu, ni ame humaine, ni autre vie que la vie présente. En effet, quel est le seul lien social possible entre plusieurs égoïsmes ? la justice. Mais comment rendre l'égoïsme, qui est le droit de chacun, compatible avec la justice, qui est le respect pour les droits des autres et le devoir de tous ? N'est-ce pas en moralisant l'égoïsme même ; c'est-à-dire, en l'étendant hors de l'organisation physique, en le transportant au-delà de cette vie terrestre ? Il n'y a donc de société imaginable que si l'ame est immortelle. Or la société humaine existe, et même l'homme n'existe comme homme que par elle ; elle n'a pu exister depuis si longtemps et paraître devoir exister toujours, que conformément à ses lois d'existence. Or ces lois, nous venons de le voir, se résument dans la conviction sociale que l'ame de chacun est immortelle individuelle-

ment. Cette conviction, maintenant socialement perdue, sera donc de nouveau retrouvée et adoptée par la société, ou celle-ci se décomposera et l'humanité aura péri.

J'ai dit : *immortalité individuelle;* car, individus, nous ne nous laissons émouvoir que par ce qui concerne le sentiment de notre identité. Et il faut que la vérité que j'énonce soit pour chacun de nous un motif irrésistible de sociabilité, ou de justice et d'amour fraternel. — Mais, m'opposera-t-on peut-être, une individualité qui a commencé, ne doit-elle pas finir? immortelle, ne doit-elle pas aussi être éternelle? L'ame, avons-nous dit, est le sentiment de l'existence : ce sentiment ne saurait être qu'immortel, puisqu'il n'est ni un corps, ni une force, ni le mouvement, ni la vie; rien d'aveugle, ni rien de fatal; rien enfin qu'on puisse diviser, augmenter, amoindrir; rien qui soit matériel. Pendant notre existence présente, les éléments matériels dont se compose notre organisme, changent plusieurs fois et totalement; le sentiment de notre existence, le *moi*, reste. Notre corps n'est plus le même; nous sommes encore *nous*, parce que nous savons que nous sommes. Dans son union avec l'organisation, l'ame est nécessairement intelligente et libre : elle ne cesse pas d'être immatérielle toujours et essentiellement. Elle est créée cependant, puisqu'elle ne s'est pas donné l'être, qu'elle n'est pas elle-même l'être; mais sa création n'a pas plus d'époque dans le temps que de lieu dans l'espace : elle est le résultat de la seule création possible à Dieu, celle *d'un jet*, création enfantée par le même jet unique qui en est à la fois l'origine, la durée et le but conservateur. Son union avec le corps a commencé; mais c'est là, pour elle, non une création réelle; mais une évolution de la conservation créatrice. L'esprit qui crée en conservant est seul éternel : car

rien n'est que lui, et sans lui rien ne serait. En tant que modifié par son union avec l'organisme, le sentiment que nous avons de cette existence présente finira pour chacun de nous. De ce que, pendant cette série individualisée de modifications actuelles nous n'avons pas conservé la mémoire de ce que notre esprit était auparavant, il ne s'ensuit nullement qu'auparavant il n'existait pas. Il ne s'ensuit pas davantage qu'après avoir eu la conscience non interrompue de ces modifications, il n'en gardera pas, dans une existence subséquente, l'impression reçue dans celle-ci : *surtout,* puisque l'existence présente ne saurait être ce qu'il faut qu'elle soit, savoir *sociale,* à moins qu'il n'y ait, dans la conviction de chacun et de tous, une relation entre elle et une existence ultra-terrestre, continuation individuelle de la première.

On le voit : les questions métaphysiques que je traite, je les décide exclusivement sous le point de vue social, et en quelque sorte *a posteriori*. Cela n'empêche pas qu'elles ne doivent être résolues *a priori* et métaphysiquement. C'est, au contraire, ce que ma démonstration prouve sans réplique.

Je dis donc : Dieu est l'être même, la cause, la loi de tout ce qui existe. Il est toujours LUI, c'est-à-dire toujours le même, sans distinction de lieu, sans succession de temps, n'ayant pas plus besoin de liberté pour vouloir que d'intelligence pour comprendre, que de membres pour agir : car parmi quelles choses choisirait-il, lui dont procèdent toutes choses, et la liberté elle-même? Sur quoi se porterait son esprit, lui l'origine de tout ce qui est senti et conçu, et jusque de la sensibilité et de l'intelligence? De ce que nous ne pouvons nous faire d'idée du sentiment sans l'intelligence qui dis-

tingue et la liberté qui prononce entre plusieurs modifications, ni par conséquent concevoir comment Dieu est, faut-il conclure qu'il est le destin ou le hasard, qu'il n'est rien ou qu'il n'est pas? Il est : cela nous suffit. L'ame existe : pour la vie sociale nous ne devons pas en savoir davantage. Car, quoiqu'elle ne sente son existence que moyennant les organes, ce n'est pas de cette organisation que naît le sentiment, et il ne s'évanouira pas à la dissolution des parties dont l'organisation se compose. Lui survivant, ce sentiment sera nécessairement la récompense ou la peine de l'homme, qui n'a pu bien ou mal agir envers ses semblables qu'en vue du vrai bonheur, celui de l'ame, ou au mépris de ce bonheur durable et en vue seulement des jouissances fugitives des sens mortels. Dès lors, la société humaine est assurée, la religion sociale claire, la morale fraternelle déterminée, l'humanité sauvée.

Une dernière réflexion : uniquement fondée sur la spiritualité immortelle de l'être humain, la morale privée devient aussitôt rationnelle et humanitaire. Ce n'est plus la mobile et matérielle déification du fait accompli, ni l'égoïste responsabilité du succès; c'est simplement la règle des pensées et des intentions, sur lesquelles les maximes de la prudence et de l'utilité terrestre sont sans pouvoir : elle prescrit aux pensées d'être *toujours pures,* aux intentions d'être *toujours droites,* parce que pensées et intentions *nous seront comptées.* Elle n'impose aux hommes que ce qui dépend d'eux dans le sens le plus absolu : *Paix,* dit-elle, *aux hommes de bonne volonté;* c'est-à-dire, paix à qui ne cherche son bonheur que dans le bonheur de ses semblables. Quant au résultat, la charge en reste à la Providence. La loi suprême, c'est que, même des vices et des erreurs des

hommes, il surgisse au moins un ordre quelconque, indispensable à l'existence de la société, menacée chaque jour plus sérieusement d'être détruite ; et que, seulement des efforts concordants de tous, puisse naître l'ordre vrai, celui d'un perfectionnement sans cesse croissant et d'un bien-être stable pour l'humanité entière.

C'est par la spiritualité *exclusivement* que le règne de la justice sera substitué à celui de la force, et que les hommes — *hommes et femmes*, — essentiellement égaux, acquerront des droits égaux ici-bas, malgré l'inégalité de leurs devoirs, uniquement due à leurs forces inégales, à leur inégalité organique.

Conclusion : Le monde matériel n'existe qu'appuyé sur le monde spirituel : la vie sociale terrestre n'est possible que par sa relation nécessaire avec une vie animique ultra-terrestre. L'émancipation de la femme, de l'ouvrier, du prolétaire, la suppression de la misère, de l'ignorance et du vice, la réhabilitation de l'homme, la régénération de la société, dépendent entièrement de l'essence spirituelle et immortelle de notre être, socialement reconnue par tous les hommes.

FIN.

TABLE DES ARTICLES

CONTENUS

DANS CE VOLUME.

	Pages.
N° 7. — État de la civilisation, et tendance sociale pour en sortir.	1
8. — Des destinées humaines.	49
9. — De la propriété et de la liberté, sous le point de vue social.	89
10. — Des droits et des devoirs.	151
11. — Vicissitudes politiques dans la marche sociale de l'humanité.	201
12. — De la force accidentelle et de l'égalité essentielle.	241
§ 1er. Exposition.	245
§ 2. La force.	248
§ 3. L'égalité.	260
§ 4. Le principe social.	295
§ 5. Récapitulation générale.	305
§ 6. Conclusion.	370
Appendice.	381

Les articles contenus au premier volume n'ayant pas de pagination suivie, nous en rappellerons ici les titres : N° 1. 1840 ET LA HOLLANDE ; 2. LES FORMES ET LE FOND ; 3. LE SCEPTICISME CONSTATÉ, etc. ; 4. LA SCIENCE SOCIALE ; 5. DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE ; 6. DE L'INIQUITÉ SOCIALE.

Aug. 26